

# Le parti et la révolution

Théorie, programme et politique :  
Une polémique avec Ernest Mandel

Nahuel Moreno - 1973

*Un document scandaleux*  
(Une réponse à  
*En défense du léninisme,*  
*en défense de la IVe Internationale*  
d'Ernest Mandel)

## Présentation

Nahuel Moreno a écrit ce texte en 1973, comme contribution au 10e Congrès de la IVe Internationale (janvier 1974), et plus spécifiquement, en polémique contre un texte présenté par Ernest Mandel sous le titre *En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale*.

Après la rupture en 1953, la IVe Internationale avait été réunifiée en 1964 sous la direction du *Secrétariat unifié* (SU), et le parti argentin dirigé par Moreno – alors connu par le nom de son journal, *Palabra Obrera*, et en 1973 comme le *Partido Socialista de los Trabajadores* (PST, Parti socialiste des Travailleurs) – était la section argentine de l'Internationale, et un de ses partis les plus grands. Mandel, membre de la direction internationale, faisait partie de la *Tendance majoritaire internationale* (TMI), alors que Moreno était dans l'opposition.

*Germain* et *Camejo* sont des pseudonymes utilisés respectivement pour Ernest Mandel et Nahuel Moreno, dans le contexte du 10e Congrès pour lequel le texte de Mandel, cité ici, et la réponse de Moreno, ce livre, ont été écrits. Moreno « oppose » parfois Germain à Mandel, ou se cite soi-même comme Camejo, pour se référer à des textes du même auteur, écrits dans des circonstances différentes.

Le titre original de cette contribution était : *Un document scandaleux (Une réponse à En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale d'Ernest Mandel)*. En 1985, l'auteur a pris l'initiative d'éditer le texte sous forme de livre, en y ajoutant un long prologue sur l'évolution ultérieure des relations de son courant avec le Secrétariat unifié, y compris la rupture qui donna lieu à la constitution de la *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale* en 1983. Moreno est décédé en 1987. Le texte dépasse en réalité largement la circonstance de la polémique du 10e Congrès, et il a finalement été intitulé : *Le parti et la révolution (Théorie, programme et politique : Une polémique avec Ernest Mandel)*.

\* \* \*

L'édition de ce livre en langue française a été réalisée par la *Ligue communiste des Travailleurs* (LCT - la section belge de la LIT-QI), qui est responsable des notes de bas de page (a, b, c, ...), sauf indication contraire.

Les références aux sources (1, 2, 3, ...) sont détaillées dans un chapitre à la fin du livre. On y trouve aussi un glossaire de mots tels que SU, PST, OLAS, COB, Lechin, Krivine, cordobazo... Ces mots sont signalés par un astérisque (\*) dans le texte.

[lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com) / [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)

# Prologue de 1985

Cette édition complète sera la première disponible pour le grand public, de mon travail *Un document scandaleux*. Cette importante polémique contre Mandel et le courant international trotskiste qu'il a dirigé, a été élaborée en 1973 comme un document interne pour être débattu lors du Dixième Congrès mondial de la Quatrième Internationale sous le Secrétariat unifié, dans lequel, en ce temps-là, nous militions tous les deux. Douze années ont passé depuis cette date et, durant cette période, de nouveaux faits importants de la lutte de classes se sont succédés et de nouvelles divergences plus profondes ont émergé qui ont abouti à notre rupture avec le Secrétariat unifié en 1979. Cela rend nécessaire ce prologue assez dense, pour situer historiquement et politiquement ce travail dans le développement d'une bataille politique et d'une polémique idéologique qui se déploient depuis trente-cinq ans entre ce qui continue jusqu'à maintenant à être connu comme le *Secrétariat unifié* (SU\*) et notre courant, organisé aujourd'hui dans la *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale* (LIT-QI).

## 1. Nos origines

Le courant qui s'appelle aujourd'hui LIT-QI existe comme tendance, sous des noms différents, depuis approximativement 1953. Il est, par conséquent, une des plus anciennes tendances du mouvement trotskiste mondial. Nous ne pensons pas exagérer si nous affirmons que le SU\* et la LIT-QI sont les deux courants les plus importants du trotskisme, mouvement mondial parmi lequel il faut également prendre en compte un autre courant – bien que très faible – qu'est le lambertisme.<sup>a</sup>

Il faut clarifier que nous ne sommes pas nés comme une tendance internationale. Nous sommes apparus en 1944 comme un tout petit groupe, essentiellement d'ouvriers, dans le panorama du trotskisme argentin. Ce qui a d'abord caractérisé notre groupe, tant du point de vue programmatique, qu'en ce qui concerne sa pratique, fut ce que nous pourrions appeler un « ouvriérisme furieux ». Pendant de nombreuses années, l'adhésion d'étudiants n'était pas acceptée et il n'était pas permis non plus de militer dans le mouvement étudiant. Les étudiants qui, par hasard, étaient

<sup>a</sup> Voir Lambert\*

captés devaient aller militer au sein du mouvement ouvrier. Ils devaient entrer en usine et faire un travail syndical, à la base des organismes ouvriers. Cette tendance ouvriériste, sectaire, radicale, faisait face au caractère bohème et intellectuel, déclassé, du mouvement trotskiste argentin dans son ensemble et tentait de le dépasser. De ce caractère se démarquaient seulement quelques camarades, cinq ou six dirigeants syndicaux, d'autre part très intelligents et compétents, qui venaient de rompre individuellement avec le stalinisme.

Notre organisation argentine est donc née en concentrant toute sa stratégie de travail sur le mouvement ouvrier, comme la seule issue qu'avait le trotskisme argentin pour cesser d'être un borbier bohème.

Cette organisation n'avait pas seulement la « vertu-défaut » de l'ouvriérisme, mais également une grande insuffisance sur le terrain international, puisque durant nos premières années de vie, entre 1944 et 1948, nous nous déclarions trotskistes, mais nous n'étions pas orientés vers la lutte et la vie de l'Internationale.

Nous avons une déviation nationale-trotskiste : celle de croire qu'il pouvait y avoir une solution aux problèmes du mouvement trotskiste dans le pays, à partir d'une vision nationale. Nous n'avons pas compris que c'est seulement à partir d'une vision internationaliste que nous pouvions commencer à résoudre les problèmes du trotskisme argentin.

Ce n'est qu'en 1948 que nous avons commencé à intervenir dans la vie de la *Quatrième Internationale*, en participant à son *Deuxième Congrès*. Nous

considérons cela comme le pas théorico-politique le plus important effectué par l'organisation argentine.

## 2. La IVe Internationale dans l'après-guerre

Une autre question est de savoir dans quel état se trouvait alors l'Internationale.

Le sectarisme était sa caractéristique dominante. Durant le 2e Congrès de l'Internationale, l'incompréhension de la nouvelle réalité du processus révolutionnaire mondial nous a amené à ne donner aucune importance aux profonds changements qui se produisaient en Europe de l'Est.

Tandis que se célébrait le Congrès, les événements de la Tchécoslovaquie étaient en plein développement, les ministres bourgeois avaient été démis du gouvernement, et le chemin vers l'expropriation totale de la bourgeoisie était entamé. La question de la Yougoslavie était également brûlante, où il y avait également, depuis approximativement 1947, un processus de nationalisation et d'expropriation des bourgeois.

Le processus se généralisait dans toute l'Europe de l'Est, alors que la révolution chinoise était en plein développement. Il englobait ainsi des pays dont les populations additionnées représentaient le tiers de l'humanité.

Le 2e Congrès n'a même pas évoqué ce thème ; il a navigué sans se mouiller dans un processus révolutionnaire d'une telle envergure. Le centre de la discussion était le débat qui avait eu lieu en 1939 et 1940 au sein du SWP\* des Etats-Unis, quand Trotsky était encore en vie, sur la question de savoir si l'URSS était

encore, ou non, un Etat ouvrier et s'il fallait la défendre, même si nous nous opposions à la bureaucratie. La polémique dans le SWP\* s'était achevée en 1940, avec la rupture des dirigeants « anti-défensistes », Schachtman et Burnham, mais l'Internationale poursuivait encore la discussion en 1948.

## 3. La discussion sur les nouveaux Etats ouvriers

Ce n'est qu'un an après le 2e Congrès, en 1949, que s'est ouvert la première discussion sur les nouveaux Etats ouvriers, un discussion nouvelle et importante dans les rangs de notre Internationale. Une nette différence est alors apparue par rapport à l'analyse des problèmes causés par l'expropriation de la bourgeoisie ou la tendance à l'expropriation de la bourgeoisie dans les pays de l'Est européen et en Chine.

Autour de cette polémique, qui s'est déroulée sur un ton fraternel, donnant un haut exemple de centralisme démocratique, ont émergé de fait deux tendances, ou deux variantes – un terme qui reflète mieux la relation fraternelle et non fractionniste qui existait entre ces deux courants.

Une tendance, dont le porte-parole le plus important était le camarade Mandel et qui avait l'appui du camarade Cannon\* des Etats-Unis, soutenait que les pays de l'Europe orientale étaient encore des pays capitalistes. L'autre tendance, dirigée par le camarade Pablo\* et soutenue – mais sur la base de raisonnements distincts – par Hansen\* des Etats-Unis et par l'auteur de ce livre, soutenait que de nouveaux Etats ouvriers étaient nés.

Dans une certaine mesure, nous fûmes les initiateurs de cette polémique. Nous avons été les premiers à mettre en évidence dans un document écrit qu'en Europe de l'Est avaient eu lieu des événements historiques d'importance transcendante, tels que l'expropriation de la bourgeoisie et l'apparition d'Etats ouvriers déformés ou bureaucratiques.

Je voudrais souligner que nous divergions quant à la méthode utilisée par Pablo\* pour arriver à la même conclusion que nous. Nous définissions la méthode de Pablo\* comme empirique et aprioriste. Selon nous, Pablo\* travaillait avec une prémisse, un a-priori : que tout pays où était exproprié la plus grande partie de la bourgeoisie était un Etat ouvrier. Et il étudiait alors, appuyé sur les statistiques, si la plupart des entreprises étaient, ou non, passées à l'Etat. La conclusion était que, quand la majeure partie des entreprises d'un pays ont été étatisées, on peut parler d'Etat ouvrier. Ainsi, avec la vérification empirique sur base des statistiques, Pablo\* parvenait à ses conclusions.

Pour nous, il fallait une explication sur base de la genèse, de type historique. C'est-à-dire qu'il fallait définir quelles forces sociales s'affrontaient, et par le biais de quels moyens et organisations, pour qu'il y ait une révolution sociale déformée.

Il faut reconnaître que, du point de vue méthodologique, le camarade Mandel avait raison. Il exigeait de Pablo\* qu'il démontre à travers quel processus les pays de l'Est européen s'étaient transformés en Etats ouvriers. Si je me souviens bien – je n'ai pas ma

bibliothèque ni mes archives en mains du fait que j'ai démenagé dans un autre pays, il y a peu – Mandel réfutait Pablo\* avec l'exemple de la république fasciste de Mussolini qui, peu avant sa fin, expropria la bourgeoisie italienne parce que celle-ci était passée du côté allié. Et ce n'est pas parce que Mussolini aurait fait cela que nous allions appeler cet Etat fasciste un Etat ouvrier.

Cette polémique a été résolue dans un délai relativement court, Cannon\* et Mandel ayant reconnu qu'un véritable processus révolutionnaire dans l'Est européen avait eu lieu et que de nouveaux Etats ouvriers déformés étaient apparus.

Ce succès politique a augmenté énormément le prestige de Pablo\* dans les rangs de notre Internationale, malgré ses erreurs méthodologiques, et on est arrivé ainsi au 3e Congrès.

#### 4. L'impressionnisme de Mandel

Faisons ici une brève parenthèse pour dire que Mandel faisait déjà preuve d'un impressionnisme extraordinaire, qui l'amenait à produire des analyses et des prévisions complètement erronées.

Par exemple, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, entre 1946 et 1948, Mandel a écrit deux caractérisations clefs sur l'économie européenne en général et sur celle de l'Allemagne en particulier. Dans une résolution adoptée par une Conférence Internationale d'avril 1946, Mandel affirmait que « *la résurgence de l'activité économique des pays capitalistes touchés par la guerre, en particulier les pays de l'Europe Continentale, serait caractérisée par un rythme particulièrement lent, qui la maintiendra pour longtemps à des niveaux proches de la*

stagnation et du marasme ». <sup>1</sup> Deux années plus tard, dans son travail *La Ruine de l'Economie Allemande*, il affirmait que la politique de l'impérialisme étasunien et de ses alliés était « *la transformation du peuple allemand en un "peuple de bergers"; et l'élimination définitive de son potentiel industriel* ». <sup>2</sup> Plus loin dans le même travail, il disait que « *l'économie allemande ne pourra pas se réanimer sensiblement, malgré les injections d'oxygène que lui donne l'impérialisme étasunien* ». <sup>3</sup>

Vingt ans de boom économique européen et ce qu'on appelle le « miracle allemand » sont survenues...

En avançant un peu dans l'histoire, disons ici que vingt ans plus tard, sur la base de la même méthode impressionniste, Mandel a commis une erreur d'analyse et de caractérisation de même grandeur, bien que curieusement avec une déviation directement opposée à celle de l'après-guerre.

En 1969, dans son livre *La théorie léniniste de l'organisation*, Mandel affirmait que « *le néo-capitalisme cherche une nouvelle voie pour prolonger sa vie en élevant le niveau de consommation de la classe ouvrière...* ». <sup>4</sup> Et dans son travail *Le débat sur le contrôle ouvrier*, il soutenait que « *le capitalisme n'est plus caractérisé définitivement par les bas salaires ni non plus par un grand nombre d'ouvriers au chômage* ». <sup>5</sup>

Deux ou trois ans auparavant avait débuté une crise chronique qui dure jusqu'à aujourd'hui, et dont les perspectives font croire à une aggravation, un processus « caractérisé définitivement » par 30 millions de chômeurs, rien que

dans les pays impérialistes, accompagnée d'une forte chute des salaires...

Comme nous verrons, cette méthode impressionniste de Mandel l'a amené à commettre des erreurs du même calibre tout au long de presque quatre décennies et avec des conséquences néfastes.

#### 5. Le « pablisme »

En 1951, quand fut convoqué le 3e Congrès Mondial, on était en pleine guerre froide et tous les commentateurs les plus importants du journalisme international soutenaient qu'un choc armé entre les Etats-Unis et l'URSS était inévitable. C'est à cette époque qu'a commencé la guerre de Corée qui semblait être le Sarajevo<sup>b</sup> d'une troisième guerre mondiale.

Pablo\* et Mandel, à la traîne du journalisme bourgeois, ont tiré une conclusion qui a été funeste pour l'histoire de la IVe Internationale. Durant la troisième guerre mondiale, qui serait inévitable et ne tarderait pas à être déclenchée, les partis communistes et les courants de gauche des mouvements nationalistes bourgeois ou des partis sociaux-démocrates allaient être lancés dans des guérillas ou dans des luttes révolutionnaires qui les amèneraient à prendre le pouvoir. Ce serait le cas, principalement, au sein des partis communistes qui, dans leur souci de défendre la Russie, en arriveraient à la guerre de guérillas ou aux méthodes violentes, physiques, révolutionnaires pour s'opposer à l'impérialisme.

<sup>b</sup> L'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, est considéré comme l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale.

Sur la base de cette analyse, les camarades ont proposé une orientation qui a reçu le nom d'*entrisme sui generis* (entrisme un peu spécial). Il ne s'agissait pas de la tactique préconisée par Trotsky durant les années 1930, qui consistait à entrer pour une courte période dans les partis socialistes afin de gagner la gauche de ces organisations et de rompre ensuite. L'entrisme sui generis proposé par Pablo\* et Mandel, consistait à pénétrer dans les organisations staliniennes, sociale-démocrates ou petites-bourgeoises nationalistes et à rester à l'intérieur de celles-ci tout le temps dont elles auraient besoin pour prendre le pouvoir et le consolider. L'entrisme devait se faire principalement dans les partis communistes. Et ce n'est qu'après les avoir accompagnés à faire la révolution que nous devrions commencer à nous différencier d'eux.

Cette position a conduit Pablo\* et Mandel à une confrontation avec la majorité du trotskisme international – en commençant par la majorité de la section française – qui a catégoriquement rejeté le pronostic selon lequel le stalinisme, les courants de gauche des mouvements nationalistes bourgeois et les partis sociaux-démocrates allaient faire la révolution. Nous ne croyions pas non plus que notre rôle était d'entrer dans ces partis et ces mouvements et d'y rester jusqu'à ce qu'ils prennent le pouvoir et se consolident, pour ensuite seulement commencer à nous différencier.

Suivant l'analyse de Pablo\* et de Mandel, les courants staliniens, les sociaux-démocrates et les nationalistes-bourgeois cessaient d'être

contre-révolutionnaires. Nous, de même que la majorité de l'Internationale, nous jugions que cela constituait une révision d'un des points essentiels du programme trotskiste, qui part de la définition selon laquelle l'humanité est en crise du fait de la crise de la direction du mouvement de masses. Ou, en d'autres termes, que le principal obstacle pour la progression de l'humanité vers le socialisme tient dans le fait que les masses sont dirigées par des directions qui s'opposent à la révolution, comme le stalinisme, la social-démocratie et le nationalisme bourgeois. Et que notre tâche est de construire une nouvelle direction internationale révolutionnaire pour dépasser cette impasse historique.

Pablo\* et Mandel, avec cette caractéristique méthodologique qui leur est propre, l'impressionnisme, se faisaient l'écho, de manière un peu tardive, du fait que la bureaucratie avait exproprié la bourgeoisie dans des pays de l'Est européen, forcée par les circonstances. Et ils transposaient ce phénomène au monde entier, sans critique, sans aucune perspective révolutionnaire, étant donné la supposée inévitabilité de la guerre mondiale.

Ils voyaient un processus révolutionnaire irréversible, dirigé par les directions bureaucratiques et petites-bourgeoises du mouvement de masses et ne se posaient pas la question de la construction de nouvelles directions qui mettraient en échec les directions traditionnelles au sein du mouvement de masses, ce qui est la véritable raison d'être de la IVe Internationale.

Cet entrisme sui generis a duré pratiquement dix-huit ans et a transformé le trotskisme européen en petits groupuscules de plus en plus faibles. Seules quelques organisations se sont développées en dehors du Secrétariat International, c'est-à-dire quelques partis qui n'ont pas été sous la direction de Pablo\* et de Mandel.

## 6. La trahison à la révolution bolivienne de 1952

La conséquence la plus néfaste de cette politique de céder aux directions contre-révolutionnaires a eu lieu en Bolivie. En 1949, il y a eu des élections lors desquelles a triomphé Víctor Paz Estenssoro, du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR\*). Paz Estenssoro gouverne actuellement en Bolivie comme agent direct des Etats-Unis, mais il apparaissait à ce moment-là pour les masses comme un chef anti-oligarchique et anti-impérialiste. C'est pourquoi les militaires ont refusé de lui laisser le pouvoir. La réponse des masses s'est manifestée en 1952 : ce fut une insurrection populaire dirigée par la classe ouvrière dans la ville de La Paz. L'insurrection a complètement détruit l'armée, toutes les armes existantes sont passées aux mains des milices ouvrières et paysannes et, bien que Paz Estenssoro ait assumé la présidence, les masses constituaient une menace pour son gouvernement. C'était le moment de combattre avec toute la force possible pour que le pouvoir aille aux mains des milices ouvrières et paysannes dirigées par la Centrale Ouvrière Bolivienne. Le trotskisme bolivien, qui était devenu un mouvement de masses, pouvait

avoir une influence décisive en ce sens. Pablo\* et Mandel ont, par contre, tiré la conclusion qu'il fallait apporter un soutien critique au gouvernement de Paz Estenssoro.

Ils ont fait le contraire de ce que les bolcheviks ont fait durant la révolution russe de 1917. Contre le gouvernement de Front populaire qui trompait les masses, Lénine et Trotsky ont proposé la consigne du pouvoir aux soviets et ont indiqué la nécessité d'une révolution par la classe ouvrière contre ce gouvernement bourgeois déguisé en *populaire*.

En Bolivie, absolument toutes les armes étaient entre les mains des travailleurs et des paysans, mais le Secrétariat international (SI) et sa section bolivienne n'ont jamais dit aux masses : *vous devez retourner ces armes contre le gouvernement bourgeois et prendre le pouvoir*.

Ce fait a constitué une des trahisons les plus spectaculaires du siècle. Cela a eu des résultats tragiques pour le mouvement de masses qui, étant donné l'absence d'une orientation révolutionnaire, a été progressivement démobilisé et désarmé et a finalement subi une grave défaite.

Comme conséquence également de cette politique de Pablo\* et de Mandel face à la révolution de 1952, le trotskisme bolivien a entamé un processus de désagrégation, en se divisant, en se transformant d'un courant de masses en un petit groupe de sectes.

## 7. Le Comité international

Rejetant l'orientation de l'entrisme sui generis et la trahison de la révolution bolivienne, la majorité des trotskistes

anglais et français, le SWP\*, les trotskistes sud-américains et nous, ont rompu avec le Secrétariat international (SI) et nous avons créé en 1953 ce qui a été appelé le *Comité international - Quatrième Internationale (CIQI)*.

Le trotskisme sud-américain a commencé à faire une analyse de classe de la division de la IVe Internationale. Nous avons soutenu qu'au sein de l'Internationale se déroulait quelque chose de semblable à ce qui s'était passé dans le mouvement trotskiste argentin. C'est-à-dire qu'elle se trouvait entre les mains d'une direction non-prolétaire. C'était un courant semblable à celui de Schachtman et Burnham, avec sa base sociale dans l'intelligentsia européenne, et avec tous les vices des courants petits-bourgeois. C'est pourquoi Pablo\* et son successeur Mandel avaient une méthode impressionniste et ne maintenaient pas une orientation conséquente de construction de l'Internationale au sein de la classe ouvrière, de défense de l'indépendance politique du mouvement ouvrier face aux appareils bureaucratiques et d'intervention depuis cette perspective dans toutes les mobilisations progressistes des masses, pour impulser la lutte et construire le parti.

Nous sommes également parvenus à la conclusion qu'il était nécessaire que le Comité international se présente comme une organisation, non de type fédératif et déclaratif, mais centralisée et agissante. C'était la seule manière de mettre en échec Pablo\* et Mandel.

Les autres secteurs du Comité international n'ont pas accepté d'accentuer le problème de classe de la direction de

Pablo\* et de Mandel, ni de fonctionner de manière centralisée. Ces problèmes, parmi d'autres, ont été à l'origine de polémiques avec notre tendance qui, à partir de 1957, s'est organisée dans un *Secrétariat Latino-Américain du Trotskisme Orthodoxe* (SLATO), bien que toujours dans le cadre du Comité international.

La division de l'Internationale s'était produite dans des circonstances où le mouvement ouvrier en Europe occidentale connaissait un recul important. Par contre, il y avait une croissance significative en Europe orientale, où eut lieu le soulèvement des travailleurs de Berlin en 1953.

Quand ce soulèvement s'est déclenché, Pablo\* et Mandel ont soutenu la bureaucratie contre les masses. Leur argument était que la mobilisation de Berlin-Est attaquait une direction qui allait bientôt accomplir un rôle très progressiste en dirigeant la guerre et la révolution mondiale contre l'impérialisme.

## 8. La réunification de 1963

Viendront par la suite le mouvement hongrois de 1956 et l'action révolutionnaire des masses polonaises à la même époque. La force qu'a prise l'insurrection hongroise a affecté des secteurs importants du stalinisme mondial et a obligé le Secrétariat international (SI) à faire un virage important, en se rapprochant de nos positions.

A la fin de la décennie des années 1950, il y a eu un nouveau rapprochement important avec Mandel, la reconnaissance de la révolution cubaine conduite par Fidel Castro, et l'appui à celle-ci.

Ce rapprochement a été la base pour une réunification en 1963. Est né alors le *Secrétariat unifié* (SU\*), sous la direction de Mandel et du SWP\*, auquel se sont incorporées toutes les organisations et courants du trotskisme qui considéraient qu'à Cuba était apparu un nouvel Etat ouvrier. Les trotskistes anglais, français et d'autres pays, qui ne reconnaissaient pas ce fait, sont restés en dehors du SU\*.

Nous avons tardé à rejoindre le SU\* parce que, malgré l'accord concernant Cuba, nous maintenions nos différences politiques et de méthodes avec la direction qui avait trahi la révolution bolivienne. De toute façon, nous y sommes entrés une année plus tard, convaincus que, au-delà des différences, une réunification était positive autour de l'appui à une révolution ouvrière.

Au moment de la réunification, le Secrétariat international (SI) était dirigé par Mandel. A cette époque, Pablo\* avait été éloigné pour des raisons morales et de type organisationnel. Mandel a continué, néanmoins, avec une méthodologie très semblable à celle de Pablo\*. Ce n'est pas pour rien qu'ils avaient été ensemble pendant tant de temps – plus d'une décennie – et qu'ils avaient écrit des documents en commun.

Contrairement à Pablo\*, Mandel a toujours été d'une grande honnêteté. Sur le terrain organisationnel et moral, il a toujours été un camarade extraordinaire. Mais du point de vue de la politique et de la méthodologie, il a reproduit ses erreurs de toujours : capituler face aux directions stalinienne ou petites-bourgeoises qui dirigeaient des

processus révolutionnaires ou des mobilisations de masses. Et, malgré le fait que son appui à la révolution cubaine ait constitué un fait très positif, Mandel a par la suite conduit cet appui à un extrême négatif.

## 9. La déviation guérillériste de Mandel

Tout comme il avait capitulé face au stalinisme à partir de 1951, au titisme et au maoïsme à d'autres époques, suivant en cela cette tradition impressionniste qui l'a amené à soutenir le MNR\* en Bolivie, Mandel a, dans ce cas-ci, commencé à céder au castrisme et principalement au guévarisme, en acceptant toute la conception guérillériste. Ceci a culminé au 9e Congrès de l'Internationale en 1969, où est apparue une division aiguë autour du problème du guévarisme et de la guérilla en Amérique Latine. Mandel, avec une vaste majorité de l'Internationale réunifiée, affirmait qu'en Amérique Latine nous devons faire des guérillas avec les guévaristes, et, au besoin, seuls. L'orientation était de réaliser des foyers de guérilla, c'est-à-dire la même chose que ce que soutenait Che Guevara.

Cette position constituait une telle capitulation face au guévarisme que l'on en est arrivé au comble d'écrire des travaux théoriques soutenant qu'il fallait également mener la guérilla rurale, ou une variante semblable, en France. C'est ce qui a été écrit par un des grands dirigeants du courant mandéliste, le camarade Jebrac.

Avec le SWP\*, le PST\* (prédécesseur de l'actuel MAS)<sup>c</sup> et quelques camarades sud-américains, nous avons dirigé un courant qui s'est opposé à cette analyse et à l'orientation en termes de foyer de guérilla. Nous indiquions que nous n'étions pas en principe contre la guérilla, pourvu qu'elle soit soutenue par le mouvement de masses, mais que la théorie du foyer était justement à l'opposé. C'était une orientation élitiste. Nous insistions sur le fait que le foyer de guérilla constituait l'orientation du mouvement étudiant et non du mouvement de masses latino-américain qui, à cette époque, connaissait une grande montée urbaine. Nous disions que, ayant une orientation séparée du mouvement de masses, toutes les guérillas guévaristes mèneraient à l'échec, et que l'Internationale perdrait de nombreux camarades très précieux.

Les faits nous ont donné raison, malheureusement. Toute une aile du trotskisme argentin a disparu, celle qui a le plus développé l'orientation de Mandel. Cette orientation a aussi signifié une tragédie pour d'autres partis. Au contraire, de nos jours, le mandélisme mexicain est fort parce que, malgré qu'il soutienne l'orientation de « foyers », dans les faits il a refusé d'appliquer l'orientation qu'il avait voté, c'est-à-dire, qu'il n'a pas tiré une seule balle.

<sup>c</sup> « Actuel » : en 1985. Le courant de Moreno en Argentine a pris le nom de *Movimiento al Socialismo* (Mouvement vers le socialisme) en 1982, à la fin de la dictature, pour des raisons de légalité. A partir de 1997, le MAS ne fait plus partie de la LIT-QI.

## 10. La capitulation face à l'avant-garde juvénile ultra-gauchiste

Il y a eu trois facteurs décisifs qui ont obligé le SU\* à abandonner finalement l'orientation du 9e Congrès d'adaptation au guévarisme : le premier, fondamental, a été la grande montée urbaine latino-américaine ; le second a été la défaite de la guérilla de foyer dans toute l'Amérique et en particulier la destruction des partis dirigés par le SU\* ou de ceux qui avaient suivi son orientation, comme le PRT\*-C / ERP\* en Argentine ; en troisième lieu, il y a eu la croissance du PST\* argentin, qui est devenu le plus grand parti de l'Internationale – un fait reconnu par tout le trotskisme mondial – sur la base de son insertion dans les mobilisations ouvrières et populaires et de l'utilisation des processus électoraux et des libertés démocratiques, c'est-à-dire en suivant un chemin opposé à celui indiqué par Mandel.

Par la suite, une nouvelle polémique a commencé, toujours autour de l'impressionnisme du courant mandéliste et de sa politique de se conformer aux tendances de l'avant-garde ou aux directions conjoncturelles du mouvement de masses et d'y céder.

Une montée du mouvement de masses européen s'est initiée en 1968, dont le « Mai français » et les mobilisations en Tchécoslovaquie ont été le détonateur. Une avant-garde très nombreuse est apparue, sur laquelle le maoïsme et les courants ultra-gauchistes avaient une forte influence. Le mandélisme a alors affirmé que « *la tâche centrale pour les marxistes révolutionnaires dans l'étape ouverte en 1967-68 consiste à conquérir*

*l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masses, afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes que celles de l'étape précédente* ». <sup>6</sup> La majorité du SU\* affirmait que l'objectif prioritaire était d'obtenir « *la transformation des organisations trotskistes de groupes de propagande en organisations capables déjà de certaines initiatives politiques à un niveau de l'avant-garde de masses qui sont requises par la dynamique de la lutte de classes elle-même* ». <sup>7</sup>

Ceci signifiait l'abandon d'une position fondamentale du marxisme révolutionnaire : le programme du parti s'élabore sur la base des nécessités historiques des masses, en particulier de la classe ouvrière ; de là dérivent les consignes, conformes au niveau de conscience des masses et qui les amènent à se mobiliser, en s'approchant de ces objectifs historiques que le programme définit.

Le présent travail de polémique contre Mandel tourne essentiellement autour de sa déviation guérillériste et de sa capitulation postérieure à l'avant-garde du maoïsme et de l'**ultra-gauchiste** en général, alors que les conséquences de ces positions étaient justement celles qui allaient être discutées lors du 10e Congrès Mondial. Après le Congrès, dans lequel la position de Mandel a été approuvée à nouveau, les problèmes ont continué à s'aggraver.

La politique de Mandel de céder à l'avant-garde juvénile européenne a eu des conséquences graves dans la révolution portugaise de 1974-75. L'activisme et les tendances ultra et maoïstes appuyaient le Mouvement des

Forces Armées (MFA), un courant petit-bourgeois pro-impérialiste, intégré par des officiers qui avaient renversé la dictature de Salazar et qui se disaient de gauche. Le MFA était, en réalité, le pilier qui soutenait l'Etat bourgeois face à la révolution.

Pour gagner l'« hégémonie » dans « l'avant-garde », suivant en cela les conseils de Mandel, la *Liga Comunista Internacionalista* (Ligue Communiste Internationaliste), la section officielle du Secrétariat unifié au Portugal, a fait sienne les positions des maoïstes et des ultra-gauchistes, y compris en donnant son appui à l'ennemi principal de la révolution à ce moment-là, le MFA, qui était au gouvernement ou associé au gouvernement de l'empire portugais.

## 11. Notre rupture avec le SWP\* des Etats-Unis

En 1973, le SWP\* nord-américain, le PST\* argentin et d'autres partis avaient formé la *Fraction Léniniste Trotskiste* (FLT\*), pour faire face aux déviations mandélistes. La FLT\* a explosé entre 1975 et 1976, en se divisant en deux courants, l'un conduit par le SWP\* et l'autre par le PST\* argentin. La rupture s'est produite par rapport à des différences autour de la révolution portugaise et de la guerre de l'Angola.

Nous jugions qu'au Portugal, il fallait soutenir l'orientation de développer les comités de travailleurs et de paysans ainsi que les occupations d'usines et de terres, impulser les comités de locataires, et développer les comités de soldats pour rendre l'armée favorable à une insurrection. C'est-à-dire qu'il fallait

s'orienter vers la prise du pouvoir par le mouvement de masses.

Le SWP\* s'y opposait et affirmait qu'il fallait seulement dégager des consignes démocratiques, rien qui amène à la prise du pouvoir par le prolétariat, et ce parce que les conditions n'étaient pas mûres. En outre, comme il n'y avait pas de conditions pour que notre parti intervienne avec des consignes qui impulsent l'action des masses, sa grande tâche devait être... de publier les œuvres de Trotsky.

La rupture s'est concrétisée par des différences plus graves encore sur l'Angola.

Le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA\* – Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola), un mouvement de guérilla, venait de prendre le pouvoir, suite à la défaite et au retrait des troupes de l'armée impérialiste portugaise. L'Angola s'est ainsi transformé, de colonie, en un pays indépendant. L'impérialisme s'est alors appuyé sur l'armée sud-africaine et une guérilla payée par la CIA, la *União Nacional pela Independência Total de Angola* (UNITA – Union nationale pour l'Indépendance totale d'Angola). L'armée de l'Afrique du Sud et l'UNITA ont envahi ensemble le territoire angolais.

Le SWP\* a soutenu que l'UNITA et le MPLA\* étaient deux guérillas progressistes, en lutte pour des questions internes au mouvement anticolonialiste, et que, par conséquent, il ne fallait pas soutenir l'un contre l'autre. C'était une façon de céder à la politique impérialiste en Afrique. Nous avons soutenu, au contraire, qu'il fallait donner un appui

militaire au MPLA\* contre l'invasion pro-impérialiste de l'UNITA et de l'armée sud-africaine.

Une majorité des organisations et militants s'est alors retirée de la FLT\*. D'importants partis de la Colombie, du Brésil, du Pérou, du Mexique, de l'Italie et de l'Espagne, entre autres, outre l'organisation argentine, ont formé alors une tendance qui, quelques années plus tard, allait rompre avec le SU\* et deviendrait, avec l'apport de dirigeants et organisations provenant d'autres courants, ce qui est aujourd'hui la LIT-QI.

La direction du parti nord-américain et ses partisans, quant à eux, ont dissout leur fraction en 1976 et ont fusionnés une fois de plus avec le mandélisme, en affirmant que les différences avaient disparu.

Notre courant a dénoncé le fait que la fusion du SWP\* avec le mandélisme, sans résoudre ni clarifier les différences, donnait lieu à un bloc sans principe. Cela allait malheureusement se confirmer en peu de temps, quand les différences entre Mandel et le SWP\* se sont à nouveau agrandies.

## 12. Mandel capitule à l'eurocommunisme

À la fin des années '70, certains partis communistes européens, plus particulièrement l'italien et l'espagnol – ce dernier dirigé par Santiago Carrillo – ont commencé à prendre distance avec Moscou. Un tel phénomène, qu'on a appelé *eurocommunisme*, a également impressionné Mandel, qui lui a attribué un caractère ou un possible caractère progressiste.

Nous avons soutenu, au contraire, que la dynamique que prenaient les partis eurocommunistes les faisait apparaître de plus en plus comme des partis social-démocrates, et cela pour de profondes raisons économiques et sociales. Au fur et à mesure que les partis communistes grandissaient, ils s'intégraient de plus en plus dans les institutions de la démocratie bourgeoise, au niveau parlementaire et municipal. Ils développaient ainsi une dépendance de tout type, y compris économique, vis-à-vis de la bourgeoisie de leur propre pays, qui affaiblissait leur dépendance traditionnelle absolue par rapport à Moscou.

Pour nous, ceci était positif uniquement dans le sens où cela approfondissait encore davantage la putréfaction du stalinisme comme appareil mondial. Mais ce qui était déterminant, c'est que cela transformait ces partis, comme nous l'avons dit dans la *Déclaration de la Fraction bolchevik*, « de laquais du Kremlin en laquais de leur bourgeoisie impérialiste ». Et, pour cette raison, ils ne pouvaient être à l'origine d'aucune tendance progressiste, encore moins révolutionnaire.

Nous ne soutenions pas pour autant qu'il faille soutenir le stalinisme classique, de soumission à Moscou, face à l'eurocommunisme. Pour nous, tous deux étaient des expressions réactionnaires d'un processus très progressiste : la crise mondiale du stalinisme.

Dans son processus d'adaptation à la démocratie bourgeoise, l'eurocommunisme a renié l'expression « dictature du prolétariat ». (Cela faisait des décennies que, comme politique, il ne combattait

déjà plus pour la dictature du prolétariat.) Mandel s'est mis à défendre l'expression « dictature du prolétariat » dans un document intitulé *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat*, qui a ensuite été approuvé par le SU\* et plus tard par le Congrès Mondial du SU\*. Dans ce travail, sa capitulation face à l'eurocommunisme amenait Mandel à s'adapter aux pires pressions démocrates-bourgeoises de l'eurocommunisme et de la social-démocratie.

Il soutenait ainsi que la dictature du prolétariat serait régie par « la norme programmatique et de principe » de donner « la liberté politique illimitée » à tous les courants politiques, y compris aux contre-révolutionnaires.<sup>8</sup> Et si ces courants menaient un soulèvement armé contre le gouvernement des travailleurs, la politique proposée par Mandel était de soumettre individuellement les coupables à un jugement avec toutes les formalités et garanties d'un code pénal ultra-libéral.

Nous avons combattu cette conception de Mandel, puisqu'il ignorait le fait que la révolution européenne et mondiale passerait inévitablement par un processus extrêmement violent de guerres civiles et extérieures contre l'impérialisme, les bourgeoisies et la bureaucratie contre-révolutionnaire. Et cela empêcherait le maintien de ces normes juridiques et de cette démocratie pratiquement absolue pour tout le monde, que Mandel préconisait.

De nos jours, un exemple parmi tant d'autres que nous donne à voir la réalité est celui d'Haïti, où les masses en colère tuent, dès qu'elles les attrapent,

les *ton-ton macoutes*, c'est-à-dire les assassins et les tortionnaires à la solde de Duvalier. Selon la logique de Mandel, comme trotskistes nous devrions lutter contre ces exécutions et exiger que les masses attendent que se réalisent des jugements avec toutes les formalités de procédure requises. Nous, par contre, nous défendons la justice révolutionnaire du peuple haïtien, parce que nous sommes par principe d'ardents partisans du fait que les masses qui se mobilisent en faisant une révolution prennent toutes les initiatives qu'elles-mêmes ont décidées démocratiquement de prendre, avant ou après avoir instauré la dictature du prolétariat.

Nous avons soutenu, en suivant la tradition de Lénine et de Trotsky, que le prolétariat au pouvoir doit accorder immédiatement des libertés démocratiques beaucoup plus étendues que n'importe quel régime bourgeois, mais que cette politique est objectivement subordonnée à la loi suprême, qui est celle de la lutte de classes. C'est pourquoi nous disions que la politique de Mandel de la liberté la plus pure pour tous, conviendrait pour l'époque où le prolétariat aurait pratiquement déjà obtenu la défaite de l'impérialisme à l'échelle mondiale, et non pour l'appliquer le lendemain de la prise de pouvoir par les travailleurs dans un certain pays, étant donné que les prochaines années et décennies seront marquées par une lutte féroce entre la révolution socialiste et la contre-révolution bourgeoise impérialiste, qui tentera d'annihiler par tous les moyens possibles toute dicta-



ture prolétarienne qui s'impose dans n'importe quel pays du monde.

### 13. La révolution nicaraguayenne divise le SU\*

Les différences avec le SU\* ont acquis un caractère politico-moral d'une énorme gravité au cours de la révolution nicaraguayenne. Nous avons appelé à constituer une brigade internationaliste pour aller combattre au Nicaragua à côté du *Front Sandiniste de Libération Nationale* (FSLN). Quelque chose de semblable à ce qui avait été fait en Espagne pendant la guerre civile des années trente.

La Brigade Simon Bolivar s'est couverte de gloire en juillet 1979, en libérant Bluefields, le port le plus important du Nicaragua sur l'Atlantique. Elle a été reconnue par la direction sandiniste elle-même et les brigadistes sont restés en grande majorité au Nicaragua pour y vivre. Avec le FSLN au pouvoir, la Brigade a encouragé la fondation de dizaines de syndicats et y a participé. Mais ce processus risquait de produire une mobilisation de la classe ouvrière en dehors du contrôle du sandinisme. Face à cela, la direction du FSLN a arrêté les brigadistes et les a expulsés du pays. Nos camarades ont été livrés à la police du Panama, qui les a torturés avant de les laisser partir.

Nous avons demandé alors à l'Internationale de faire une campagne de défense des brigadistes. Non seulement le SU\* a refusé de faire cette campagne, mais l'expulsion a été soutenue par des dirigeants reconnus du courant mandéliste et du SWP\*.

Cela nous a amené à rompre avec le SU\*, considérant qu'il y avait là des

questions de principe, morales, comme l'était le refus de rejeter la torture bourgeoise, et la politique d'un gouvernement qui expulse les révolutionnaires de son pays.

La capitulation du SU\* face au sandinisme a acquis dernièrement des caractéristiques scandaleuses. Lors d'une tournée au Brésil, Mandel est arrivé à dire que les sandinistes sont nos frères et que nous devons apprendre d'eux. Nous nous trouvons face à un grave problème pour suivre ce conseil en Argentine : le FSLN a donné son appui au gouvernement d'Alfonsín.<sup>d</sup>

En 1984, il y a eu un plébiscite sur un accord frontalier avec le Chili. Le sandinisme a envoyé un représentant lors du rassemblement politique principal du parti du gouvernement, la *Unión Cívica Radical* (UCR - Union Civique Radicale) qui est très semblable au parti de Thatcher ou à celui de Reagan. Le rassemblement, effectué pour défendre la politique gouvernementale de pacte avec Pinochet, en le légitimant, s'est déroulé dans un stade de football. Et au balcon, occupant une place d'honneur, se trouvait le ministre de la Culture du gouvernement sandiniste, Ernesto Cardinal. Si nous suivions le conseil de Mandel, nous devrions être avec le FSLN au balcon du Parti Radical, soutenant la politique affamante du gouvernement argentin.

\* \* \*

<sup>d</sup> Alfonsín a gagné les premières élections présidentielles en 1983, après le renversement de la dictature militaire, comme candidat de l'*Unión Cívica Radical* (voir quelques lignes plus bas).

Pour terminer, je me permets d'indiquer que le document de Mandel et du SU\* sur la « démocratie socialiste » a fait naufrage en moins d'un an face à l'épreuve de feu de la révolution nicaraguayenne. Là, nous avons défendu le droit des camarades de la Brigade Simon Bolivar à rester au Nicaragua, nous étions contre leur arrestation et leur expulsion sans jugement préalable et, davantage encore, contre le fait qu'ils soient torturés. Par contre, le SU\*, ces défenseurs inconditionnels de la démocratie qui avaient voté un document assurant les plus grandes garanties de liberté et de justice aux contre-révolutionnaires, ont fini par soutenir les auteurs de pareilles infamies, face à la réalité brûlante de devoir se prononcer contre les tortures et la prison subies par des camarades trotskistes aux mains de gouvernements bourgeois.

Dans un délai d'à peine quelques mois après avoir écrit et approuvé son document, le SU\* lui-même jetait aux ordures de manière honteuse tout aspect progressiste que pouvait contenir sa thèse. Voilà tout un record pour le mandélisme : deux capitulations contradictoires entre elles. L'une à l'eurocommunisme, donnant des libertés absolues aux contre-révolutionnaires ; l'autre au sandinisme, en niant les droits les plus élémentaires des trotskistes au Nicaragua. Et tout ceci pour capituler, une fois de plus, face à une direction non prolétarienne (dans ce cas petite-bourgeoise) du mouvement de masses : le sandinisme nicaraguayen.

Nahuel Moreno  
Buenos Aires, mai 1985

# Introduction

La publication du long texte du camarade Germain – *En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale*<sup>1</sup> – a élargi le cadre de la discussion entre les deux tendances existant actuellement dans l'Internationale, mais elle a apporté la confusion, et dans des limites intolérables.

Les camarades Frank\* et Germain ont dit que cette polémique ressemble à un dialogue de sourds. Après avoir lu attentivement le texte du camarade Germain, nous devons ajouter que c'est parce que ces camarades ne veulent pas entendre.

## **1. Un critère objectif pour polémiquer**

Dans toute discussion, un dirigeant responsable doit commencer par savoir distinguer les points principaux des points secondaires. Cette distinction ne peut se faire d'une manière subjective ou capricieuse selon la volonté, les sentiments ou la compréhension de chacun des polémistes. C'est, au contraire, un critère objectif qui doit fixer quels sont les points principaux et secondaires d'une polémique.

Quel est ce critère objectif ? En tant que militants trotskistes, nous ne sommes pas des historiens, mais des politiciens révolutionnaires. Nous discutons donc

des problèmes vitaux posés, par la lutte de classes et ses perspectives, ainsi que par le développement de nos sections dans l'étape actuelle. Cela veut dire que la polémique sur le passé doit se limiter aux quatre années qui vont du Congrès précédent à celui-ci et servir à éclaircir la question suivante : quelle politique nous donner pour la réalité actuelle ? Ce n'est qu'ainsi que cette discussion armera politiquement chaque militant de notre Internationale et le renforcera au lendemain de ce Congrès pour réaliser les tâches de son secteur d'activité.

Les points de discussion étant définis ainsi, un dirigeant responsable doit se préoccuper de la manière de les présenter. Pour cela, doit primer également un critère objectif : les spécificités de l'auditoire auquel il s'adresse. La majeure partie de nos cadres actuels sont nouveaux : ils sont entrés aux partis après le dernier Congrès mondial. Pour les dirigeants, le devoir d'être concrets dans leurs discussions politiques se voit centuplé par cette caractéristique des militants de notre Internationale. Savoir mener à bien une polémique fait également partie de l'art et de la science de diriger et d'éduquer nos cadres de façon responsable.

## 2. Le camarade Germain discute comme un avocat

Quels sont donc les problèmes dont nos camarades doivent discuter ? Celui de savoir si l'impérialisme étasunien – ou un de ses secteurs – fut neutre ou soutint Fidel Castro en 1959 (il y a 14 ans) ? Si Moreno conseilla ou non la guérilla pour la Bolivie sous le gouvernement Barrientos<sup>a</sup> (2 ans avant le dernier Congrès mondial) ? Si Trotsky donna comme orientation fondamentale de construire une armée révolutionnaire en Chine entre 1925 et 27 (il y a 47 ans) ? Si c'est la ligne de la majorité ou celle de la minorité qui s'est confirmée à la lumière de l'expérience de Hugo Blanco<sup>b</sup> au Pérou (il y a 11 ans) ? Si Camejo a bien ou mal défini ce qui caractérise le Parti bolchevik ? Si nous avons interprété correctement ce qu'est une revendication et un programme ? Si nous devons tenir compte de la conscience immédiate des masses comme facteur principal dans l'élaboration de nos mots d'ordre et programmes ? Si nous sommes pour l'autodétermination et contre tout nationalisme ?

Il y a un problème concret auquel le camarade donne une énorme importance : la politique de notre section canadienne. C'est là aussi une manœuvre de diversion car, entre ce Congrès mondial et l'antérieur, cette politique ne fut pas le centre du débat ni celui de la lutte de classes. Pouvons-nous comparer l'importance de la Bolivie ou de l'Argentine avec celle du Canada ? Pour Germain, si nous nous référons à son

<sup>a</sup> Voir le chap. 1.1.

<sup>b</sup> Voir le chap 5.10.

texte, le Canada a une bien plus grande importance.

Est-ce là les thèmes fondamentaux que nous devons discuter ?

Catégoriquement non ! Ces questions ne sont liées qu'indirectement aux principaux événements qui se sont produits dans la lutte de classes depuis le Congrès mondial antérieur et à la politique que nous nous sommes donnée pour les affronter. Par contre, notre texte *Argentine, Bolivie : un bilan*<sup>2</sup> répond à cette manière d'aborder la polémique. Nous sommes partis de faits concrets de la lutte de classes et avons examiné la politique de notre Internationale et de ses sections face à eux. Nous ne nous sommes pas échappés par la tangente.

En posant une infinité de problèmes éloignés du processus actuel de la lutte de classes, le camarade Germain discute comme un avocat et non comme un trotskiste sérieux et bolchevik. Voyons-en un exemple.

En attaquant Camejo pour sa référence à la relation entre un secteur de l'impérialisme étasunien et Fidel Castro, le camarade Germain tente de noyer le poisson. Il cherche à impressionner la majorité des cadres actuels qui sont entrés dans l'Internationale à partir de la révolution cubaine (et en l'admirant). Une étude sérieuse des textes de cette période démontre que Camejo a raison. Ce qui est intéressant ici, c'est de montrer la manière dont le camarade Germain cherche à obtenir un double avantage : 1) prendre par les sentiments la jeunesse de l'Internationale ; 2) et surtout faire dévier la discussion sur des thèmes extérieurs à la polémique

actuelle, afin d'éviter les points principaux qui, comme nous le verrons, ne sont pas particulièrement à son avantage.

Au cours de sa polémique avec les antidéfensistes, Trotsky signala quelque chose de très important que nous devrions prendre en compte dans le débat actuel. Il disait qu'un ouvrier, qui ne dispose que de peu de temps, n'est intéressé que par les problèmes fondamentaux de la lutte de classes, par une discussion à fond, sans limitation bureaucratique ou disciplinaire, jusqu'à ce qu'elle soit épuisée. Par contre, le petit-bourgeois (professeur ou étudiant, ajouterions-nous) veut toujours discuter sur tout, sur l'humain et le divin, car il a du temps à perdre.

A ce commentaire de Trotsky nous devons ajouter qu'il existe la même différence entre dirigeants et écrivains de notre mouvement quand ils s'intéressent à une polémique. Il y a ceux qui discutent de tout, et surtout de ce qui n'a pas grand chose à voir avec les événements de la lutte de classes actuelle, et ceux qui centrent leur discussion sur ces problèmes essentiels.

### 3. Sur quoi devons-nous discuter ?

Quels sont donc les axes de notre discussion ? Il n'y a rien de plus important pour la lutte de classes que ces deux pôles : le triomphe de la révolution ouvrière ou celui de la contre-révolution fasciste. Selon tous les textes du POR-C\*, il y a eu en Bolivie trois coups d'Etat « fascistes » dont un triomphant, celui de Banzer.<sup>c</sup> Nous ne sommes pas d'accord avec la définition de « fasciste », mais

<sup>c</sup> Voir le chap. 1.1.

nous sommes d'accord qu'il y a eu trois coups d'Etat ultra-réactionnaires. Ces putschs furent les événements décisifs de la lutte de classes en Bolivie au cours de cette étape. Ils ont donné aux camarades de la majorité – et en particulier au camarade Germain – une bonne occasion de démontrer la justesse de leur politique. Pourquoi n'en profitent-ils pas ?

Par exemple, pourquoi *Cahiers rouges* n'édite-il pas un livre avec tous les articles où le POR-C\* – et ses défenseurs inconditionnels de la majorité – a dénoncé et averti des coups d'Etat « fascistes » comme le danger le plus grand pour le mouvement ouvrier bolivien ? Pourquoi le texte du camarade Germain est-il si avare en citations de la politique du POR-C\* contre les putschs ? Pourquoi ne se réfère-t-il qu'en passant au journal *Combate* (nouvelle série n°5) de la première quinzaine de mai 1971, quelques mois avant le troisième coup d'Etat ? Pourquoi ne leur consacre-t-il que quelques lignes, contre des dizaines consacrées à l'interprétation faite par Camejo de la révolution cubaine, ou aux conseils de Moreno au POR-C\* sous le gouvernement Barrientos, ou aux attaques contre la section canadienne ? Le camarade Germain ne pense-t-il pas que s'il démontrait que le POR-C\* a eu une orientation correcte face aux putschs, il aurait une preuve catégorique pour démontrer que les résolutions du 9e Congrès ont été utiles et nous ont préparés à répondre à la réalité de la lutte de classes en Bolivie et en Amérique latine ?

L'obligation (que la majorité ne remplit pas) de prêter la plus grande attention à la politique majoritaire et à la

section bolivienne face aux coups d'Etat « fascistes » est accrue par un autre fait : Germain et la majorité du Comité exécutif international sont précisément ceux qui considèrent que la politique du POR-C\* a été un exemple de la justesse des résolutions du 9e Congrès et de toute l'orientation majoritaire. Nous pourrions presque dire que la majorité – ou tout au moins le camarade Germain – considère la section bolivienne comme un véritable modèle, qui n'admet que des critiques organisationnelles. De grandes quantités d'argent n'ont-elles pas été recueillies depuis le 9e Congrès pour la section bolivienne ? Les militants européens, qui les collectèrent avec tant de sacrifices, ne méritent-ils pas de recevoir un ample bilan sur les résultats de cet « investissement révolutionnaire » ?

La jeunesse de notre mouvement, si elle a vraiment l'esprit critique et la passion révolutionnaire qui devraient la caractériser, se doit d'exiger du camarade Germain et de sa protégée, la section sœur de la Bolivie, la démonstration complète qu'ils ont été à la hauteur des circonstances, c'est-à-dire d'exiger les

preuves qu'ils ont prévu et combattu – avec une politique juste – les coups d'Etat fascistes. Et face aux tentatives de déviation de la discussion faites par les Germain pour sauver leur prestige de dirigeants, ils doivent dire catégoriquement : Inscrivez aux derniers points de l'ordre du jour tous les thèmes que vous voulez (interprétation par Camejo de la révolution cubaine, conseils de Moreno à González\* Moscoso, Trotsky et la Chine en 1925, etc.). Mais ne faisons ni confusion ni diversion : nous sommes en train de discuter de notre politique depuis le dernier Congrès mondial jusqu'à maintenant. Par conséquent, les premiers points à l'ordre du jour doivent être les grands faits de la lutte de classes qui se sont produits dans cet intervalle. Et, entre autres, les putschs « fascistes » boliviens – avec la lutte de classes en Argentine et en Europe (particulièrement en France) – ont une importance spéciale. Ces thèmes doivent être, et dans cet ordre, les premiers points du Congrès. Ce sont les thèmes de notre texte.

# 1. Bolivie, la clé de la discussion actuelle

## 1.1. Les prévisions de la majorité

Quand Trotsky disait que « diriger c'est prévoir », il affirmait que sans prévisions correctes sur le futur immédiat de la lutte de classes, il est impossible d'élaborer une politique révolutionnaire. Pour obtenir ces prévisions correctes, un marxiste a deux points de référence : 1) l'analyse objective de la situation réelle de la lutte de classes ; 2) faire cette analyse avec l'arsenal théorique accumulé par le mouvement ouvrier en plus de cent ans de lutte : le marxisme-léninisme-trotskisme.<sup>a</sup>

---

<sup>a</sup> Voici une brève chronologie pour cette époque en Bolivie. Le MNR\*, fondé en 1942, accède au pouvoir en 1952 avec l'élection de Victor **Paz Estenssoro** à la présidence, malgré l'opposition de l'armée. Il entame alors une timide politique nationaliste. En 1964, le putsch du général René **Barrientos** Ortuño met fin à ce régime et installe une dictature féroce, jusqu'à sa mort en avril 1969. Après cinq mois d'indécision (avec le gouvernement de Luis Adolfo Siles Salinas), le général Alfredo **Ovando** parvient au pouvoir le 29 septembre 1969 avec un régime de semi-légalité. Un putsch du général Miranda échoue le 6 octobre 1970, et Ovando passe la main au général Juan José **Torres\***, qui rétablit encore davantage de légalité pour les partis et les syndicats. Miranda essaye un nouveau putsch en janvier 1971, avec l'aide de son colonel **Banzer**, et c'est ce dernier qui finalement renverse le gouvernement de Torres\*

Quand quelqu'un renie cette tradition pratique et théorique, il tombe inévitablement dans des analyses erronées, des prévisions fausses et des orientations incorrectes. C'est ce qui est arrivé aux camarades de la majorité en Bolivie. Tous, et en particulier le camarade Germain, ont jeté par dessus bord toutes les connaissances antérieures pour adhérer presque inconditionnellement à une théorie : la guévariste. Quelle est cette théorie ? C'est très simple : le schéma guévariste dit qu'en Amérique latine, il y a unité monolithique entre bourgeoisies nationales, armées et impérialisme. C'est ce dernier qui décide des changements de régimes, optant

---

le 21 août 1971 et installe de nouveau une dictature forte, avec interdiction de toute activité politique et syndicale (doctrine de sécurité nationale). En 1978, Banzer doit abandonner le pouvoir au profit d'un bref intérim plus démocratique, qui termine en 1980 avec un nouveau putsch, du général Luis García **Meza**, empêchant l'entrée en fonction de Hernán Siles Zuazo, élu président avec 34% des voix. Meza, accusé de trafic de drogues y compris par les Etats-Unis, doit finalement quand-même céder la place à Hernán **Siles Zuazo** en 1982, auquel Estenssoro succède en 1985.

Rappelons aussi qu'en novembre 1966, **Che Guevara** commence sa guérilla sur les rives du Ñancahuazú, constituant l'ELN\*..

pour des régimes « fascistes » ou « démocratiques » selon sa convenance, la tendance générale allant toutefois vers les régimes « fascistes ». Cette situation (toujours selon le schéma guévariste) favorise le développement de la lutte armée, car les régimes fascistes, en liquidant toute possibilité de luttes ou mouvements légaux, amènent inévitablement toutes les protestations à se faire les armes à la main. Le contraire se passe quand s'instaurent des régimes de démocratie bourgeoise. Dans ce cas, la perspective de lutte armée s'éloigne jusqu'à disparaître.

Nous verrons plus loin que cette série de raisonnements n'a rien à voir avec le trotskisme. Ce que nous verrons ici, c'est comment les camarades de la majorité adhèrent à ces conceptions et comment cette adhésion les amena à faire des prévisions totalement incorrectes et à formuler des orientations complètement erronées en Bolivie pendant les années qui vont du 9e Congrès à nos jours.

### Le « Che » Maitan\*

Avant le 9e Congrès déjà, le camarade Maitan\* commença à appliquer l'analyse guévariste à la Bolivie : « *Etant donnée la situation économique et sociale dans le pays, le régime capitaliste – que ce soit à travers Barrientos ou tout autre successeur possible – ne peut survivre qu'en employant la violence la plus systématique. Cela implique que le travail préparatoire et organisationnel plus ou moins légal sera impossible pour le mouvement ouvrier et paysan. Et, dans le contexte actuel, cela exclut également toute perspective de lutte sous la forme d'une insurrection urbaine dès son commencement. Les*

*contradictions explosives ont encore lieu à la campagne et il y a encore des possibilités pour que s'y produisent de dramatiques conflits armés.* »<sup>1</sup>

Pour qu'il ne reste aucun doute, Maitan\* précise, un peu plus loin dans ce même article : « *Cela signifie plus concrètement que la méthode de la guérilla, commençant dans les zones rurales, reste la méthode correcte.* »<sup>2</sup>

A la grande surprise des camarades de la majorité, vint d'abord le gouvernement d'Ovando, puis celui de Torres\*, un gouvernement bourgeois qui permit d'amples marges démocratiques au mouvement de masses et aux partis de gauche. L'étonnement que provoqua cet événement inattendu chez les camarades de la majorité fut évident dans les deux pronostics apparemment opposés des camarades Germain et Frank\*.

### Le laboratoire Frank\*-Germain

Le camarade Frank\*, fidèle à une partie du raisonnement guévariste (gouvernements démocratiques = absence de perspective de lutte armée), annonça ce qui suit : « *Pour le moment, et personne ne sait pour combien de temps, la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour au Chili et en Bolivie.* »<sup>3</sup> Le camarade Germain, fidèle à une autre partie du raisonnement guévariste (unité monolithique entre impérialisme, bourgeoisies nationales et armées = tendance à des régimes totalitaires) en déduisit que : « *Ceux qui pensent que le général Torres\* sera plus tolérant, parce qu'il est monté au pouvoir avec l'appui de la gauche, subiront nombre de surprises désagréables dès que celui-ci réussira à rétablir l'unité de l'armée, ce qui est son objectif principal.* »<sup>4</sup>

Comme nous le voyons, il y eut une véritable division du travail et une concurrence passionnée entre Frank\* et Germain pour appliquer le mieux possible la conception guévariste. Pour l'un, comme le gouvernement Torres\* (et celui d'Allende\*) donnait des libertés démocratiques, la perspective de lutte armée disparaissait en Bolivie (et au Chili). Pour l'autre, l'« objectif principal » de Torres\* était de « rétablir l'unité de l'armée » pour ensuite réprimer les masses et la gauche, Torres\* n'étant qu'une variante de cette unité monolithique entre impérialisme, militaires et bourgeoisies nationales. Apparemment contradictoires, les deux pronostics se réunissent en un tout supérieur : le schéma guévariste de la lutte de classes en Amérique latine.

### Les « contributions » du SU\*

Après Torres\* vint Banzer. Les camarades de la majorité respirèrent certainement avec soulagement. La Bolivie revenait enfin à la « normalité » guévariste ! Nous étions de nouveau face à un régime d'unité monolithique avec l'impérialisme. La répression venait à nouveau s'abattre sur la gauche et les travailleurs boliviens, la lutte armée revenait donc à l'ordre du jour.

« *La victoire du coup d'Etat pro-impérialiste – téléguidé et coordonné par des représentants directs de l'impérialisme américain et dirigé par ses principaux agents sur le terrain – représente une défaite tactique des masses laborieuses de Bolivie. Mais ce n'est pas la fin de la guerre civile, ce n'est que son commencement ouvert. D'une guerre civile larvée et intermittente, la Bolivie passe*

*maintenant à une guerre civile ouverte et permanente.* »<sup>5</sup>

Alors que la majorité prévoyait toutes ces perspectives, la minorité tirait des conclusions totalement opposées que nous verrons à la fin de ce chapitre. Le moment est venu de faire un bilan en regardant ce qui s'est passé réellement dans la lutte de classes bolivienne.

### Une équipe cohérente d'élaboration : personne n'a eu raison

Tous les faits se chargèrent de démentir les pronostics de la majorité. Au lieu de « survivre par la violence systématique » comme disait Maitan\* à l'époque de Barrientos, le régime survécut grâce aux concessions faites aux masses par Ovando et Torres\*. Le travail légal, qui selon Maitan\* devait « devenir impossible pour le mouvement ouvrier et paysan », se fit de plus en plus possible sous Ovando et pleinement sous Torres\*. La lutte armée n'eut pas lieu à la campagne, comme il le prévoyait, mais dans les villes – une perspective expressément « exclue » par lui – et ne prit pas la forme de guérilla rurale, mais celle de l'insurrection urbaine. Elle ne se produisit pas non plus sous le régime le plus réactionnaire (Barrientos), mais sous le plus démocratique (Torres\*).

Les camarades Germain et Frank\* n'avaient pas davantage de chance avec leurs prévisions. Les premiers exemples de lutte armée depuis Santo Domingo n'apparurent dans aucun pays de régime dictatorial, mais se produisirent en Bolivie et au Chili, deux pays où, selon le camarade Frank\*, elle « n'était pas à l'ordre du jour ». Le gouvernement Torres\* n'eut aucune possibilité

de « rétablir l'unité de l'armée », comme le prévoyait Germain, et ne fit aucune « surprise » répressive aux masses et à la gauche. Au contraire, depuis la révolution de 1952 jusqu'à nos jours, l'armée bolivienne ne fut jamais autant divisée que sous le gouvernement de Torres\*, et un putsch militaire fut nécessaire pour liquider Torres\*, « rétablir l'unité de l'armée » et lancer la répression.

Finalement, nous n'avons toujours pas vu la fameuse « guerre civile ouverte et permanente » qui, selon les camarades de la majorité, allait venir comme conséquence du coup d'Etat de Banzer. Nous avons vu par contre que le mouvement ouvrier bolivien tarda relativement peu à récupérer de la défaite que représenta la chute de Torres\*, et qu'il est en train de développer d'importantes luttes défensives. Nous avons vu également qu'au cours d'une de ces batailles, il y a eu de grands affrontements de rue à La Paz. Et finalement, nous pouvons prévoir que, si la montée du mouvement ouvrier et des masses boliviennes continue à développer ces luttes défensives, cela débouchera sur un nouveau régime « démocratique » qui redonnera des libertés et des concessions au mouvement de masse et remettra la lutte armée à l'ordre du jour.

Les prévisions des camarades de la majorité ne servent que si nous les inversons, c'est-à-dire si nous basons notre orientation sur le fait qu'il se passera exactement le contraire de ce qu'ils prévoient. Avec des conseillers pareils, ce serait une grande erreur de rejeter la responsabilité de toutes les erreurs com-

mises, ou même de la plupart d'entre elles, sur la section bolivienne.

### 1.2. L'ultra-gauchisme et le trotskisme face au danger fasciste

L'ultra-gauchisme n'est pas un phénomène nouveau dans le mouvement révolutionnaire mondial. Avec l'opportunisme, il a été un danger permanent pour la construction du parti révolutionnaire et fut l'axe de quelques-unes des plus violentes batailles politiques de Lénine et de Trotsky.

Il y a surtout deux de ces batailles qui ont laissé une riche expérience théorique et pratique : celle de Lénine dans l'Internationale communiste (quand il écrivit *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*) et celle de Trotsky contre le stalinisme de la *Troisième période*.<sup>b</sup> Et aujourd'hui est née une nouvelle version de l'ultra-gauchisme : le guévarisme. Ces trois types d'ultra-gauchisme ont des origines historiques et des contenus sociaux distincts.

Le premier, combattu dans l'Internationale communiste, était l'ultra-gauchisme que reflétaient les secteurs radicalisés touchés par la révolution russe, impatients de répéter la même expérience dans tous les pays. C'était un ultra-gauchisme de la jeune génération.

Le second type d'ultra-gauchisme, combattu par Trotsky, lui était diamétralement opposé. Ce n'était qu'un moment, un virage ultra-gauchiste du centrisme stalinien. Il exprimait la politique conjoncturelle d'une caste

<sup>b</sup> La période de 1928-1933, dans laquelle le stalinisme qualifiait les socialistes en Allemagne de social-fascistes et refusait toute unité d'action avec eux contre le fascisme.

contre-révolutionnaire qui mena le mouvement ouvrier mondial à la pire défaite de son histoire : le triomphe du nazisme.

Le troisième type d'ultra-gauchisme, le guévariste, ressemble plus au premier par son origine historique et son contenu social : c'est l'ultra-gauchisme de la jeunesse de gauche rebutée par le stalinisme. Il n'a donc rien à voir, de par son origine, avec l'ultra-gauchisme des staliens de la Troisième période, mais il lui ressemble dans ses postulats théoriques et dans le mécanisme de son raisonnement politique.

Nous avons accusé mille et une fois les camarades de la majorité d'avoir une conception guévariste – par conséquent ultra-gauchiste – et de suivre une politique en conséquence. Nous maintenons cette caractérisation et pour la démontrer nous essaierons de préciser en quoi consistent cette conception et cette politique.

Nous commencerons par décrire quelle fut la politique stalinienne de la Troisième période combattue par Trotsky et quelle fut la position de ce dernier. Ensuite nous verrons en quoi la conception guévariste ressemble à celle de la Troisième période et nous verrons si ce fut réellement cette conception guévariste que les camarades de la majorité appliquèrent pour formuler leur orientation en Bolivie.

#### ***L'ultra-gauchisme stalinien de la Troisième période***

Avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, le stalinisme se donna une politique ultra-gauchiste nommé *Troisième période*. En refusant de lutter pour le front ouvrier antifasciste en Allemagne, le stalinisme

permit la montée d'Hitler au pouvoir. Cette politique englobe les années de 1928 à 1933.

Dans la lutte à mort contre l'ultra-gauchisme de la Troisième période, le trotskisme naquit comme tendance internationale organisée. La rupture avec la Troisième Internationale et le problème de la nécessité d'une nouvelle organisation internationale révolutionnaire furent une conséquence de cette politique stalinienne catastrophique.

Nous allons résumer les cinq aspects fondamentaux sur lesquels Trotsky attaqua cette politique ultra-gauchiste.

1. *Ne pas savoir distinguer le gouvernement fasciste – ou le danger de gouvernement fasciste ou ultra-réactionnaire – des autres formes bourgeoises de gouvernement.*

Trotsky répéta inlassablement que tous les gouvernements bourgeois ne sont pas égaux, qu'il faut savoir distinguer avec soin les différents types de gouvernement et savoir s'il existe des conflits entre des secteurs de la bourgeoisie. Il insistait sur le fait que, s'il y a danger fasciste, il faut le marquer au rouge, le signaler aux travailleurs comme le danger le plus urgent et le plus immédiat qu'ils doivent combattre à mort par tous les moyens. Pour cela, il faut mesurer consciemment s'il existe les forces suffisantes pour renverser le gouvernement bourgeois et prendre le pouvoir ou si au contraire il faut unir les travailleurs pour des luttes défensives contre le fascisme.

Le stalinisme au contraire définissait les deux camps bourgeois comme également dangereux (le réactionnaire

et le « démocratique »). Il caractérisait comme fascistes tous les gouvernements et partis politiques, et particulièrement les partis ouvriers (« social-fascistes », etc.) Finalement, quand l'eau lui arriva jusqu'au cou, le stalinisme se vit obligé de lutter pour un gouvernement bourgeois démocratique et finit par capituler devant lui avec les « fronts populaires ».

*2. Ne pas appliquer la politique de front unique ouvrier contre le danger de gouvernement fasciste ou ultra-réactionnaire.*

L'Internationale communiste au temps de Lénine – en particulier à partir de son Troisième Congrès – avait formulé la politique de front unique ouvrier pour des tâches défensives principalement. Trotsky disait qu'en Allemagne, il fallait appeler la direction et la base de toutes les organisations qui se réclamaient du prolétariat à accomplir unies la tâche la plus urgente et vitale pour les ouvriers : se défendre du fascisme.

Le stalinisme par contre appliqua sa propre version ultra-gauchiste du front unique : il appelait à l'unité pour l'action révolutionnaire et non pour l'action défensive antifasciste. Et cet appel, il le faisait seulement en direction de la base des organisations ouvrières réformistes, ignorant leurs directions. Il appelait cela le « front unique à la base ». Dans les faits, cela voulait dire que le parti communiste allemand ne faisait le front unique avec personne, ou qu'il faisait tout au plus une parodie de front unique avec sa périphérie de sympathisants et les rares ouvriers réformistes qui avaient déjà rompu avec leurs dirigeants et leurs organisations.

Trotsky insista sans cesse sur le fait que la politique de front unique ouvrier est basée sur la proposition de tâches ressenties par tous les travailleurs, principalement les travailleurs réformistes. Il insista également sur le fait que l'appel au front unique ouvrier devait s'adresser aux organisations réformistes en commençant par leurs directions. Les raisons que donnait Trotsky étaient les suivantes : s'il y a d'amples secteurs ouvriers qui restent au sein des organisations réformistes, c'est parce qu'ils croient en elles et en leurs dirigeants.

Par conséquent, le seul fait de prétendre ignorer les dirigeants réformistes ruine toute possibilité d'action commune avec les ouvriers de ces organisations. Il en est de même si, au lieu d'appeler à des actions communes défensives contre le fascisme, on appelle à des actions communes révolutionnaires offensives. Concrètement, un ouvrier social-démocrate qui haïssait Hitler pouvait accepter l'unité de son parti avec le Parti communiste pour se défendre contre lui. Mais ce même ouvrier était social-démocrate justement parce qu'il ne ressentait pas encore la nécessité de renverser le gouvernement bourgeois démocratique. Tout appel à l'action commune pour cette dernière tâche tombait dans le vide chez les ouvriers sociaux-démocrates, car c'était beaucoup trop éloigné de ce qu'ils ressentaient et comprenaient de leur devoir.

Finalement, en proposant le front unique sous cette forme sectaire et ultra-gauchiste, le Parti communiste n'avait aucune chance de démasquer les direc-

tions réformistes et de gagner leur base ouvrière à une politique révolutionnaire.

*3. Créer des organisations de masses artificielles, parallèles aux traditionnelles (dirigées par les réformistes).*

Ces inventions organisationnelles (syndicats « rouges », soviets sur mesure...) imaginées par le stalinisme pour développer le processus révolutionnaire étaient la conséquence de l'abandon de la politique de front unique ouvrier. Toute organisation de masse est – de fait – un front unique ouvrier, étant donné que s'y regroupent des travailleurs de toutes les tendances.

Contre cette orientation de création d'organismes artificiels, Trotsky réitéra la position léniniste de rester dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (syndicats, comités d'usine, soviets du mouvement de masses...) et d'y travailler, quelle que soit leur direction. C'était doublement indispensable : en premier lieu pour affronter de façon unie le danger de l'extrême droite ; en second lieu pour disputer la direction du mouvement de masse aux réformistes.

*4. Appeler à l'armement du prolétariat comme une tâche en soi.*

Le stalinisme voyait cette activité comme quelque chose d'indépendant de la situation politique d'ensemble. Pour citer un cas, voyons celui de l'Espagne en 1931, dont Trotsky fit une analyse magnifique. Le problème politique central, et celui qui intéressait alors le plus les masses, était celui des élections aux Cortes\*. Le stalinisme, tout en ne soufflant mot de ces élections, avançait le mot d'ordre « d'armement du prolétariat ». Trotsky montra, à juste titre, que

« le lancement du mot d'ordre d'armement des travailleurs contre la réalité des problèmes politiques qui coulaient dans les veines des masses, signifie s'isoler des masses, ainsi que les masses de l'usage des armes ». Et il proposait, par contre, que le mot d'ordre de l'armement fasse partie d'un programme politique structuré, un programme qui prenne en compte la situation de la lutte de classes, et en particulier l'intervention dans les élections aux Cortes\*.

*5. Soutenir que le triomphe du nazisme ouvrirait de nouvelles et meilleures perspectives de lutte révolutionnaire et de développement du parti que celles existantes sous le régime démocratique bourgeois.*

Cela n'était déjà plus une « erreur » pour Trotsky. C'était un suicide et une trahison inqualifiables, car le triomphe réactionnaire devait faire régresser, jusqu'à des limites incalculables, le processus révolutionnaire.

### **L'ultra-gauchisme guévariste**

En tant que conception, le guérillisme guévariste est une répétition et une extension de ces erreurs ultra-gauchistes tragiques que nous venons de résumer. Voyons les ressemblances.

1. De même que le stalinisme, qui ne faisait pas de différence entre fascisme et social-démocratie réformiste, le guévarisme ne fait pas de différence entre les divers régimes existant en Amérique latine. Pour lui, nationalisme bourgeois et régime ultra-réactionnaire pro-impérialiste ne sont que des formes de gouvernement distinctes que revêt l'accord

monolithique entre les bourgeoisies nationales et l'impérialisme, dont la tendance va vers le monolithisme total, fasciste ou semi-fasciste.

2. De même que le stalinisme refusait de fait d'appeler au front unique ouvrier contre le fascisme (en appelant au front unique à la base), le guévarisme commet une erreur semblable, mais aggravée. Il n'appelle à aucun front unique et abandonne même toute tentative de travail dans le mouvement de masses.

3. Tout comme le stalinisme, le guévarisme tente de créer des organismes artificiels pour la prise du pouvoir, méprisant les organismes traditionnels que se donnent les masses. Mais il aggrave également cette erreur, car le stalinisme essayait, lui au moins, de copier les organisations du mouvement de masse (syndicats et soviets), tandis que le guévarisme propose comme *organisme* de pouvoir « l'armée guérillériste ».

4. Tout comme le stalinisme, le guévarisme prône toujours « l'armement en soi », mais il approfondit l'erreur, car, au contraire du stalinisme, il ne le propose même pas aux masses, mais à une avant-garde.

5. Enfin, tout comme le stalinisme, le guévarisme affirme que les régimes fascistes sont la meilleure base objective pour le développement de la lutte armée.

Nos camarades de la majorité sont les dignes disciples de l'ultra-gauchisme guévariste et, comme nous le verrons plus loin, ces critères furent, et sont,

les axes de la politique majoritaire en Bolivie.

### 1.3. Tous les gouvernements sont-ils identiques ?

Nous savons que l'une des erreurs que Trotsky reprochait à l'ultra-gauchisme était celle de mettre un signe d'égalité entre tous les gouvernements bourgeois. Pour les ultra-gauchistes, tous les gouvernements étaient « fascistes » de par leur seule nature bourgeoise.

Les camarades du POR-C\* ne voient pas la possibilité de régimes distincts, provoqués par les contradictions générales entre l'impérialisme et la montée du mouvement de masses. Ils tombent ainsi dans une dangereuse confusion.

Une chose est de n'avoir confiance dans aucun gouvernement bourgeois et de ne soutenir aucun de ces gouvernements, même s'il est « de gauche » ou « nationaliste » ; et autre chose est de ne pas les distinguer des gouvernements ultra-réactionnaires et de ne pas se doter d'une politique appropriée à chacun. Ne pas soutenir Torres\* ou le premier gouvernement de Perón est correct, ne pas les distinguer des régimes de Banzer et d'Onganía\* est suicidaire.

#### Barrientos – Ovando – Torres\*

Que le régime de Barrientos ait été réactionnaire et agent de l'impérialisme, cela ne fait aucun doute. Mais après Barrientos vint Ovando et le régime changea. Cependant, pour le POR-C\*, le gouvernement d'Ovando était le gouvernement « du capitalisme impérialiste moribond qui a mis un masque "révolutionnaire" pour sa sauvegarde ». <sup>6</sup> Camarades

du POR-C\*, la différence entre Barrientos et Ovando n'était-elle qu'un masque ?

La réalité continua à changer, le régime d'Ovando fut remplacé par celui de Torres\*. Mais les caractérisations restèrent inchangées pour le POR-C\* : « *La tendance du "nationalisme révolutionnaire" qui apparut avec Ovando est celle qui continue au pouvoir avec Torres\**. » [Torres\* se situe] « *dans le cadre de la politique économique appelée "de développement" que prône l'impérialisme pour les pays semi-coloniaux. [...] Les opportunistes confondent ce nouveau rôle des militaires, qui rentre dans le cadre de la tactique moderne de l'impérialisme, avec le processus révolutionnaire qui est une chose très différente. [...] Par conséquent, le haut commandement militaire, conseillé par l'ambassade étasunienne, est arrivé à la conclusion qu'il fallait remplacer le gouvernement Ovando.* » <sup>7</sup>

Pour terminer en beauté la caractérisation du régime de Torres\*, lisons de nouveau *Combate*, le journal du POR-C\* : « *Dans la crise militaire et politique d'octobre [1970], les masses n'ont pas été victorieuses. La victoire du général Torres\* est bien plus une défaite des masses révolutionnaires et une victoire de l'armée comme parti de la bourgeoisie.* » <sup>8</sup>

Comme nous le voyons, de Barrientos à Torres\*, en passant par Ovando, rien n'avait changé en Bolivie pour les camarades du POR-C\*. Tout n'était que défaite des masses. Tout se réduisait à différentes combinaisons tactiques, concoctées par l'impérialisme et les chefs militaires boliviens dans le laboratoire aseptisé de l'ambassade étasunienne,

totalemment à l'écart des effets de la lutte de classes.

### Trotsky contre le POR-C\*

Cependant, Trotsky avait déjà signalé – à l'époque de la Troisième période – que « *le malheur pour la bureaucratie stalinienne est qu'elle ne voit pas, ni en Espagne ni en Allemagne, les différences réelles qui existent dans le camp ennemi. [...] En théorie (si ce mot peut être employé ici), on se protège contre le danger de déviations opportunistes par un refus général de faire des distinctions politiques et de classe : Hoover, Von Papen, Vandervelde, Ghandi, Rakovsky sont tous des "contre-révolutionnaires", "fascistes", "agents de l'impérialisme". Mais chaque changement soudain dans les événements, chaque nouveau danger oblige les forces staliniennes à entrer en lutte contre un ennemi et à s'agenouiller devant les autres "contre-révolutionnaires" et "fascistes".* » <sup>9</sup>

Cette trajectoire signalée par Trotsky nous suggère un parallèle avec notre section bolivienne : le POR-C\* ne commença-t-il pas par caractériser Torres\* comme exécuteur de « la tactique impérialiste moderne », pour se voir ensuite obligé à combattre à ses côtés et terminer par s'agenouiller devant lui dans le *Front Révolutionnaire Anti-impérialiste* (FRA\*) ?

Sans attacher la moindre importance aux enseignements de Trotsky, les camarades du POR-C\* continuèrent à dire, sous le gouvernement de Torres\*, que « *les travailleurs et leur avant-garde révolutionnaire n'ont pas à choisir entre deux camps militaires en conflit* ». <sup>10</sup>



Face à une situation semblable, Trotsky disait le contraire : « *Les bolcheviks ne sont pas restés neutres entre le camp de Kerenski\* et celui de Kornilov\**. [Ils luttèrent avec le premier contre le second.] *Ils obéirent au commandement officiel tant qu'ils ne furent pas assez forts pour le renverser.* »<sup>11</sup>

Pour démontrer que cet aveuglement politique ne fut pas un éblouissement momentané, les camarades du POR-C\* lancèrent, deux mois avant le second coup d'Etat de Miranda, leur célèbre pronostic : « *L'armée, parti armé de la bourgeoisie, continue à contrôler le pouvoir. Les divergences et les frictions entre les chefs militaires, même si elles n'ont pas disparues, ne sont toujours pas assez profondes pour opposer un secteur aux autres et rompre la structure militaire.* »<sup>12</sup>

Du point de vue des camarades du POR-C\*, il ne pouvait en être autrement : comment pouvait-il y avoir des « frictions entre les différents secteurs » ou une rupture dans le haut commandement, si tous obéissaient au doigt et à l'œil de l'impérialisme et si les militaires formaient une unité monolithique et éternelle avec le département d'Etat étasunien ?

Quelques mois plus tard, après un an de préparatifs putschistes ouverts, la rupture du haut commandement en mille morceaux et le déroulement de deux putschs « fascistes », le camarade González\*, étonné, découvrit – enfin ! – que « *les fissures dans l'armée sont trop larges* ». <sup>13</sup>

Malheureusement, ce changement salutaire n'amena pas le camarade González\* à distinguer entre Kerenski\*

et Kornilov\*, entre Torres\* et Miranda-Banzer ; il continua à lutter contre les deux comme si tous les deux étaient ses ennemis immédiats. La citation que donne le camarade González\* lui-même (pour démontrer le contraire) nous donne raison : « *C'est pour cela que nous disons que le processus révolutionnaire se trouve face à deux dangers. D'une part le putsch fasciste fomenté à l'ambassade étasunienne avec les gorilles argentins et brésiliens, putsch qui couve dans les divisions des forces armées boliviennes, et d'autre part le réformisme militaire et civil qui cherche à endormir la conscience des masses et s'est converti de fait en un obstacle pour le triomphe de la révolution.* »<sup>14</sup>

Il est dit clairement ici qu'il existe « deux dangers » : « le fascisme » et « le réformisme », mais il est mis un signe égal entre les deux et il n'est pas dit que le danger immédiat, certain et objectif pour le mouvement de masses, est le danger « fasciste ». Le rôle contradictoire du réformisme qui, selon Trotsky, n'est pas seulement une barrière contre la révolution mais aussi une barrière contre le fascisme, n'est pas non plus signalé. Cette différence qui est justement celle entre Kerenski\* et Kornilov\* ne fut jamais avancée par le POR-C\*. La meilleure démonstration du fait qu'il n'ait jamais distingué lequel des dangers était immédiat et du fait qu'il ait mis dans le même sac tous les secteurs et régimes bourgeois, est synthétisée dans cette affirmation concernant la politique des secteurs « les plus avancés et les plus combattifs de la classe ouvrière », faite quelques semaines avant le putsch de Banzer : « *En réalité, ils luttent... pour un*

*gouvernement ouvrier et paysan qui soit définitivement et concrètement anti-impérialiste et socialiste.* »<sup>15</sup>

Les camarades du POR-C\* ont fait des caractérisations similaires à celles des staliniens pendant la Troisième période. Ils confondirent réformistes et « fascistes », nationalistes bourgeois et « agents de l'impérialisme », Barrientos et Ovando, Ovando et Torres\*, et Torres\* avec les officiers qui préparaient le putsch. Et après tout, pourquoi s'ennuier à chercher des différences, si les changements de gouvernement ne sont qu'un changement de « masque » et que les présidents sont faits et défaits par l'ambassadeur étasunien, après une simple discussion avec les militaires et sur un simple coup de sonnette !

#### 1.4. Notre section, face aux putschs

Cette absence de distinction entre les différents types de régimes amena les camarades du POR-C\* à se donner une même orientation face à tous. Ils n'appelèrent pas au front unique ouvrier pour combattre les putschs « fascistes », et de ce fait, les camarades du POR-C\* tombèrent précisément dans le type de modèle de la Troisième période critiqué par Trotsky.

Pour nous rafraîchir un peu la mémoire, rappelons quelques dates. Barrientos mourut dans un étrange « accident d'avion » le 27 avril 1969, et le 29 septembre de la même année, le général Ovando parvint au pouvoir. C'est également en 1969 que recommencèrent les activités de la guérilla. Elles se terminèrent sans peine et sans gloire à Teoponte en octobre 1970. Le 6 octobre 1970 se produisit la première tentative de putsch

« fasciste », celle du général Miranda. De l'échec de ce putsch naquit le gouvernement Torres\*. Le général Miranda se souleva de nouveau en janvier 1971, secondé par Banzer. Ce dernier renversa finalement Torres\* le 21 août 1971 et il est toujours au pouvoir.

Comme nous le voyons, pendant la courte période qui va d'octobre 1970 à août 1971, il y eut trois putschs « fascistes ». Comment le POR-C\* préparait-il politiquement les masses boliviennes, la classe ouvrière et son avant-garde, à affronter ces putschs ? A notre avis il ne les prépara absolument pas.

#### Le premier putsch

Nous avons cherché soigneusement, dans les matériels du POR-C\* d'avant le putsch de Miranda, une quelconque mention du danger d'un putsch ou un appel à l'unité de tous les partis et courants ouvriers pour le combattre. Nous n'avons rien trouvé.

Par contre, nous avons trouvé des passages comme celui-ci : « *Que se passe-t-il avec le gouvernement ? Puissant et téméraire pour parler au peuple, il est incapable d'affronter la droite anti-nationale qu'il dénonce lui-même. Ou peut-être cette droite agit-elle sur mission officielle ? [...] S'il est nécessaire de parler de conjuration antinationale, la seule qui existe consiste à se mettre une peau de brebis pour cacher la gueule du loup et pouvoir planter ses crocs dans le peuple.* »<sup>16</sup>

Ainsi, non seulement les camarades du POR-C\* disaient aux travailleurs qu'ils avaient des doutes sur l'existence d'une conspiration de droite, mais ils insinuaient que cette conspiration agissait

« sur mission » du gouvernement lui-même, qui se cachait « sous une peau de brebis » pour pouvoir « planter ses crocs dans le peuple ».

Mais cela va encore plus loin. Dans le numéro suivant de *Combate* nous lisons : « Avec ce critère, pour nous, la crise militaire n'excède pas les limites de l'idéologie de cette institution appelée Armée et dont le fondement est l'anticommunisme. [...] Alors, où sont les divergences entre les généraux ? Ces différences existent-elles ? Bien sûr, mais attention ! Le désaccord est tactique et se rapporte au moyen de mettre en échec le communisme et d'empêcher la montée des masses au pouvoir. »<sup>17</sup>

Pour les camarades du POR-C\*, les divergences entre les militaires boliviens, trois mois avant le putsch de Miranda, étaient « idéologiques », des désaccords « tactiques ». Et ils disaient : « attention ! Il ne faut pas se tromper en donnant de l'importance à ces divergences ». C'est tout à fait l'opposé d'alerter sur le danger d'un putsch de droite.

Cela soulève plusieurs questions très importantes. Pourquoi les camarades du POR-C\* ne conseillèrent-ils pas, comme Trotsky, d'adopter « une position défensive, [ce qui] signifie serrer les rangs avec la majorité de la classe ouvrière et former un front unique avec les ouvriers socialistes et ceux sans partis contre la menace fasciste ».<sup>18</sup>

Il est vrai que les camarades du POR-C\* publièrent un tract pour le Congrès des mineurs de la mine *Siglo XX*. Mais pourquoi ne portèrent-ils pas, comme nous l'enseigne Trotsky, à ce Congrès et à tous les syndicats et partis

ouvriers « un programme concret, soigneusement détaillé et pratique, pour une lutte commune contre le fascisme, exigeant des réunions communes des exécutifs des partis avec la participation des directions des syndicats, en diffusant simultanément de façon énergique ce même programme auprès de tous les secteurs des partis et des masses » ?<sup>19</sup>

Quand le danger de putsch « fasciste » est détecté par une organisation trotskiste, il s'ouvre dans ce pays une étape de la lutte de classes où le combat contre le putsch devient prioritaire et doit se faire au moyen de la stratégie du front unique ouvrier avec les organisations réformistes. Proposer aux mineurs qu'ils s'arment, non pas pour combattre le putsch, mais pour « ... ranimer les piquets de grève armés et proclamer valeureusement la solidarité militante avec ceux qui en ce moment luttent dans la guérilla... » était et est un crime politique. Dire aux mineurs qu'ils s'arment, non pas pour combattre le putsch que Miranda était en train de préparer contre Ovando, mais pour rejoindre la guérilla contre Ovando, c'est se couper immédiatement de tout ouvrier anti-putschiste qui n'était pas d'accord avec la guérilla. C'est appeler le mouvement ouvrier à se diviser entre pro-guérillistes et anti-guérillistes, alors qu'il y a une grande tâche commune à tous : lutter contre la droite mirandiste (y compris avec les armes). Cette tâche, tous les ouvriers boliviens la ressentaient ; celle de la guérilla, pratiquement personne. Et cela s'est avéré dans les faits : la classe ouvrière se mobilisa contre le putsch mirandiste et provoqua la crise de l'armée

et des institutions bourgeoises pendant deux ou trois jours, mais elle ne répondit en aucune manière aux appels du POR-C\*.

Notre politique aurait dû être celle du front unique, et non celle de la guérilla. Nous aurions dû dire aux mineurs ce qui suit : « Camarades : bien que nombre d'entre vous, tout comme les organisations auxquelles vous appartenez, ne s'en sont pas rendus compte, nous, les trotskistes, nous vous lançons une alerte et un appel : nous courons un grave danger de putsch ultra-réactionnaire. Nous devons nous défendre de façon unitaire. Pour cela nous devons former des piquets armés et proposer également à tous les syndicats du pays et à la COB\* de les organiser, afin de combattre l'inévitable coup d'Etat que prépare la réaction. Les militaires – de même que la bourgeoisie – sont divisés à cause de la montée de nos luttes. Un secteur de la bourgeoisie et de l'armée veut employer des méthodes dures contre nous, d'autres secteurs – par contre – veulent employer des méthodes plus « douces » et nous dominer au moyen de négociations. Nous sommes contre les conceptions de Lechín\* et des partis communistes, en qui nombre d'entre vous font confiance, et nous voulons vous convaincre que nos conceptions révolutionnaires sont les meilleurs. Nous voulons vous convaincre qu'il ne faut faire confiance en aucun secteur bourgeois et qu'il faut lutter avec intransigeance contre tous les exploiters, les doux comme les durs. Mais nous avons le temps pour cela, alors que pour combattre le putsch fasciste le temps presse. Nous savons que vous haissez le fascisme

comme nous. Nous vous proposons donc de nous organiser contre lui, de haut en bas et de bas en haut. Nous avons commencé par inviter Lechín\* et les partis communistes au front unique. A ce front unique ouvrier de lutte contre le putsch « fasciste », nous invitons également les guérilleros, à condition qu'ils soient prêts à s'unir à l'action commune et ne rompent pas le front ou ne le sabotent pas par des actions isolées ou aventurières. Si nous ne nous organisons pas ainsi contre le putsch, si nous ne faisons pas de piquets, cela ne sera pas la faute des trotskistes, mais de vos directions. Car nous sommes prêts à tout – sauf abandonner notre indépendance politique et le droit de défendre nos positions – pourvu que soit obtenue l'unité des travailleurs afin de lutter contre le putsch réactionnaire. Si nous nous unissons, avec les syndicats et les partis qui se réclament de la classe ouvrière, nous pouvons entraîner à court terme les paysans et les étudiants. »

Cela aurait été une position trotskiste ; mais ce qui est le plus important, cela aurait permis que notre organisation apparaisse comme la direction politique indiscutée de tout le prolétariat bolivien.

Le POR-C\* n'en fit rien et n'apprit rien non plus de ses erreurs. Sous Torres\*, ils continuèrent à faire les mêmes caractérisations et la même politique que sous Ovando. Pour le POR-C\*, que la classe ouvrière bolivienne se soit mobilisée, qu'elle ait créé un front unique de fait et qu'elle ait défait le putsch réactionnaire en imposant un régime nationaliste bourgeois, ces faits sont passés complètement inaperçus. Ce régime faible qui

cédait constamment à la pression des masses, qui accentuait de jour en jour ses caractéristiques kerenskistes, fut une grande victoire de la classe ouvrière bolivienne. Les masses n'ont pas imposé un gouvernement ouvrier et paysan. Cela est tout à fait certain, mais à qui la responsabilité ? La faute en est à ses directions bureaucratiques et réformistes et, du point de vue révolutionnaire, à celle des camarades du POR-C\*. S'ils avaient disputé la direction de la lutte contre le putsch « fasciste », s'ils avaient été les premiers et les plus conséquents dénonciateurs de ce putsch, s'ils avaient été les champions du front unique pour le combattre, ils auraient imposé tôt ou tard leur direction et impulsé la lutte vers la prise du pouvoir.

Des textes du POR-C\*, on peut déduire que si aucun gouvernement ouvrier et paysan n'est né, ce fut la faute des masses, et que le fait que Torres\* ait été imposé signifia une défaite du mouvement de masses et non de la réaction « fasciste ». Et ils le dirent ainsi : « *Dans la crise militaire et politique d'octobre [1970], les masses n'ont pas été victorieuses. La victoire du général Torres\* est bien plus une défaite des masses révolutionnaires et une victoire de l'armée comme parti de la bourgeoisie. La crise d'octobre démontre les limites de l'action directe des masses.* »<sup>20</sup>

### **Le second putsch**

Cette caractérisation sera la base de la politique du POR-C\* sous Torres\*. Nous avons déjà vu que lors des dix mois du gouvernement Torres\* il y eut deux putschs « fascistes » : le second de Miranda (secondé par Banzer) et le

putsch définitif de Banzer en août 1971. Mais la lutte contre eux, à travers le front unique ouvrier, ne fut jamais la principale tâche de notre section bolivienne.

L'orientation adoptée par le Comité exécutif du POR-C\*, dès la prise du pouvoir par Torres\*, et dont nous avons déjà cité les considérations, se base sur trois revendications-clés (qui n'ont pas grand chose à voir avec le programme que lui attribue Germain) :

« a) *L'organisation d'un commandement révolutionnaire ouvrier et populaire, avec toutes les tendances politiques qui voient dans le socialisme l'issue à la situation actuelle du pays et qui soutiennent la lutte armée pour le pouvoir, dépassant l'économisme et le réformisme, la capitulation et la collaboration de classes, causes des défaites successives du peuple bolivien.*

b) *La création d'une armée révolutionnaire ouvrière et populaire, instrument indispensable pour prendre le pouvoir.*

c) *La formation d'un organisme représentatif des masses, où elles apportent leur force révolutionnaire, leurs initiatives, leurs aspirations et leur volonté transformatrice.* »<sup>21</sup>

Comme nous le voyons, à l'exception de ce dernier mot d'ordre (qui a une relation, bien faible, avec le front unique ouvrier et l'Assemblée populaire postérieure), les tâches essentielles que pose ce programme sont à l'opposé du front unique ouvrier pour lutter contre le putsch « fasciste ». Par ailleurs, ni dans ce programme du POR-C\* ni dans aucun autre ne figure, comme axe central, la lutte contre le putsch.

Certes, dans le programme sont compris des mots d'ordre économiques et démocratiques corrects et sûrement ressentis par le mouvement de masses. Mais Trotsky critiqua inlassablement les programmes similaires des ultra-gauchistes. Pour l'Espagne par exemple, la *Pravda* du 14 mai 1931 donnait le programme suivant : « *organiser les ouvriers pour le désarmement de la réaction, pour l'armement du prolétariat, pour les élections de comités d'usines, pour l'obtention des sept heures de travail par jour.* » Ce programme mérita la critique suivante de Trotsky : « *Les mots d'ordre énumérés sont incontestables, même s'ils sont présentés sans aucune cohésion interne et sans la progression qui devrait découler de la logique du développement des masses. [...] La Pravda parle seulement de la journée de sept heures, des comités d'usines et de l'armement des ouvriers, et elle ignore la "politique" et ne dit pas un seul mot, dans tous ses articles, au sujet des élections aux Cortès. Elle se rapproche ainsi de l'anarcho-sindicalisme. [...] Opposer le mot d'ordre de l'armement du prolétariat à la réalité des processus politiques qui coulent dans les veines des masses, cela signifie isoler des masses, et isoler en même temps celles-ci de l'usage des armes.* »<sup>22</sup>

Le programme du POR-C\* a tous les défauts que trouve Trotsky dans celui de la *Pravda* : il n'y a pas de cohésion interne et les mots d'ordre ne tournent autour d'aucun problème politique central réel. N'y avait-il à ce moment-là en Bolivie aucun problème politique central qui nous permette de concrétiser un ou plusieurs mots d'ordre décisifs ? Nous pensons

que si, que cet axe central était l'armement des organisations ouvrières pour freiner l'inévitable putsch de droite et la formation d'un front unique avec toutes les organisations ouvrières voulant lutter contre le coup d'Etat « fasciste ».

Le programme du POR-C\* au contraire était à l'opposé du front ouvrier et de la lutte contre le putsch « fasciste ». Il proposait de former un « commandement révolutionnaire » pour lutter contre le « réformisme » et « l'économisme », alors qu'il devait inviter le réformisme au front unique pour lutter contre le putsch « fasciste ». Il prônait l'unité avec tous ceux qui sont d'accord avec le « socialisme » et la « lutte armée », alors qu'il devait proposer l'unité à tous les secteurs ouvriers prêts à lutter contre le putsch, en premier lieu avec Lechin\* et les partis communistes, c'est-à-dire avec « l'économisme et le réformisme ».

Mais tout cela est excusable, étant donné que le danger de putsch « fasciste » fut systématiquement ignoré par le POR-C\*. Ce qui n'est pas excusable, c'est justement cette ignorance, car après le premier putsch de Miranda se produisit, sous Torres\*, le second putsch (avec l'aide de Banzer), et le POR-C\*, dans les nuages, resta sans politique contre le danger « fasciste ». Autrement dit, sans en dire un seul mot !

### **Et le troisième putsch éclata**

Ce n'est qu'à partir d'avril 1971 – six mois après la prise de fonction de Torres\* et après déjà deux putschs « fascistes », soit lorsque l'eau lui arriva jusqu'au cou – que le POR-C\* commença à parler en passant de l'inévitabilité d'un putsch. Nous soulignons qu'il ne commença

qu'à en parler, car il ne se donna toujours pas de politique d'ensemble, et il centra encore moins toute son activité sur une campagne anti-putschiste.

Pour voir cela un peu plus en détail, examinons quelques-unes des cinq recommandations adoptées lors d'un Comité central élargi d'avril 1971 – à la veille seulement du dernier putsch de Banzer. De prime abord, on voit qu'aucune d'entre elles n'appelle à lutter contre le putsch.

La première recommandation adoptée par la direction du POR-C\* est la suivante : « 1. Intensifier le travail politique en direction des masses pour les arracher à l'influence des réformistes et faire surgir des directions authentiquement révolutionnaires ». <sup>23</sup> La seconde recommandation est d'intervenir « avec ce critère » dans toutes les organisations ouvrières. Les troisièmes, quatrièmes et cinquièmes que nous verrons plus loin se réfèrent à l'activité militaire du parti.

Pas un seul mot sur notre politique de front unique vers les organisations réformistes afin de lutter contre le putsch « fasciste » ! Au contraire, ce qui ressort de ces recommandations, c'est qu'elles posent, comme travail politique fondamental, la lutte contre le réformisme et non le front unique avec celui-ci pour affronter le péril « fasciste ».

Nous pensons, nous aussi, que la lutte contre le réformisme était, et est, un problème de vie ou de mort pour la révolution bolivienne. Mais le problème est de savoir comment lutter contre lui. Les masses boliviennes assistaient au spectacle suivant : le putsch approchait et c'était clair pour tout le monde ;

Lechín\* et les partis communistes alertaient sur ce péril et appelaient à maintenir le calme et à freiner les mobilisations ouvrières pour éviter le putsch ; le POR-C\* ne lui donnait pas la moindre importance et parlait de la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan imposé par la guerre révolutionnaire. Comment convaincre les travailleurs que le POR-C\* était une direction qu'ils devaient reconnaître alors qu'il était le seul à ne pas faire du combat contre le putsch l'axe de sa politique ?

La seule manière de battre le réformisme aurait été justement de faire un front unique avec lui contre le coup d'Etat. Au sein de ce front unique, avec cet objectif commun, venait la lutte pour la direction. Le réformisme et la bureaucratie disaient qu'il ne fallait « pas se mobiliser » ; et le POR-C\* devait répondre que « la seule façon de mettre en échec le putsch est de se mobiliser ». Le réformisme et la bureaucratie n'armaient pas la classe ouvrière ; et le POR-C\* devait répondre que « la seule façon de mettre en échec le putsch est d'armer les travailleurs ». Ainsi, nous aurions pu vaincre le réformisme ! En proposant la tâche la plus ressentie par les masses, nous aurions pu leur dire à haute voix : regardez les hésitations et les trahisons des réformistes !

Le camarade Germain affirme, malgré l'évidence des faits, que le POR-C\* eut une politique correcte contre le putsch. Il insiste principalement sur le numéro de *Combate* précédant le 1er mai 1971. Nous ne connaissons pas l'entièreté de ce numéro, mais nous avons la photocopie de sa première page. Réellement,

avec ce que l'on peut y lire, il y a plus qu'il n'en faut pour que toutes les preuves du camarade Germain s'écroulent. Il y a deux articles, et le titre du premier est déjà un symbole : « *Partons à l'assaut final du pouvoir pour le socialisme !* »

Bien sûr, on n'y appelle pas à lutter contre le coup d'Etat réactionnaire, mais à se lancer dans la prise du pouvoir. Mais n'était-ce pas le général Torres\* qui était au pouvoir à ce moment-là ? Le POR-C\*, une nouvelle fois, était en train d'appeler les masses, qui faisaient confiance à Torres\*, à le renverser et à prendre le pouvoir, et non à se préparer à lutter contre le putsch réactionnaire.

Dans la partie de l'article sous ce titre – que nous avons à notre disposition et dont le camarade Germain tire sa citation – on prévoit qu'il pourrait y avoir un coup d'Etat. Cela n'est pas un grand mérite, car il y avait déjà un bon moment que les préparatifs putschistes étaient publics et notoires. Mais appelle-t-on à lutter contre ce danger le plus immédiat et fondamental pour les travailleurs boliviens ? Encore une fois, non. Un autre sous-titre est un autre symbole : « *Ni avec le fascisme, ni avec le réformisme : avec la révolution socialiste !* »

Peut être que dans une autre partie de l'article, que nous n'avons pas, nous pourrions trouver le sous-titre correct : « Avec le réformisme dans un front unique contre le fascisme ! » Nous en doutons beaucoup. Si cela était le cas, nous prions le camarade Germain de nous indiquer où il se trouve.

Le second article de la une, nous l'avons en entier. Nous pouvons y trouver la véritable politique du POR-C\*. Son

titre dit que l'Assemblée populaire doit naître de la base et il propose l'élection démocratique de ses délégués. Dans cet article, on ne dit rien du putsch, ni de la nécessité que l'Assemblée populaire le combatte en mobilisant et en armant les masses, ni de l'urgence impérieuse de construire un front unique contre lui. Il se termine par trois mots d'ordre qui, nous le supposons, devaient être fondamentaux pour le POR-C\* en ce moment : « *Réformisme non, socialisme oui ; armée bourgeoise non, armée révolutionnaire du peuple oui ; parlement bourgeois non, Assemblée populaire oui !* »

Il est évident que pour les camarades du POR-C\*, le danger le plus important pour le « socialisme » (c'est-à-dire pour les masses boliviennes) était le réformisme, pas le coup d'Etat réactionnaire, puisqu'ils n'en parlent même pas dans leurs mots d'ordre.

Le dernier journal du POR-C\* que nous connaissions date de deux mois avant le putsch. Il porte le n° 6 et correspond à la première quinzaine de juin [1971]. On y prédit que « les jours de Torres\* sont comptés ».

On y parle également de la contre-révolution « fasciste ». On parle de la responsabilité de « la gauche », mais on n'y appelle pas les partis de gauche à s'unir contre le putsch et, ce qui est plus grave, on ne souffle mot de l'Assemblée populaire. La position du POR-C\* y est résumée ainsi :

« *Concrètement, il est indispensable de créer en même temps les forces armées des universités, des mines, des usines, de la campagne, etc. Il faut s'armer et s'entraîner pour le combat qui*

*vient. En même temps, pas de répit dans les occupations et les actions contre les propriétés capitalistes et impérialistes. Il faut frapper le pouvoir économique, les centres nerveux de l'impérialisme et de la bourgeoisie autochtone.*

*Il faut renforcer le Parti Ouvrier Révolutionnaire, outil indispensable pour souder les courants révolutionnaires dans un front solide. En avant avec les occupations et l'armement ouvrier ! Mort à l'impérialisme, mort au capitalisme ! »<sup>24</sup>*

Une fois de plus, à deux mois du putsch, le POR-C\* appelle au front des « courants révolutionnaires » (pas des partis ouvriers et surtout pas des réformistes), avec pour objectif la mise à mort « de l'impérialisme et du capitalisme » (c'est-à-dire, une fois de plus, de Torres\*, et non du putsch réactionnaire qui se préparait).

Pourquoi continuer ? Le POR-C\* n'avança jamais une politique contre le putsch « fasciste », ni pour le front unique ouvrier, ni pour la mobilisation ouvrière à partir de l'Assemblée populaire. Si du point de vue de la lutte de classes les coupables de la défaite devant Banzer furent la réaction et l'impérialisme, si du point de vue du mouvement ouvrier les coupables furent les réformistes et les bureaucrates, du point de vue du mouvement révolutionnaire, le coupable de cette défaite fut notre section bolivienne, le POR-C\*.

### 1.5. La véritable politique du POR-C\*

Nous avons décrit les faits, qui ne laissent aucun doute concernant les erreurs politiques de notre section bolivienne. Mais si nous devrions synthétiser en une définition ce que fut vraiment

la politique du POR-C\*, nous devrions dire qu'elle était, et est, l'armement des masses comme une tâche « en soi », pour n'importe quel moment de la lutte de classes. C'est la même politique que celle des ultra-gauchistes espagnols, critiquée par Trotsky.

Personne ne conteste le fait que le POR-C\* a pris comme tâche centrale la guérilla rurale sous le régime de Barrientos. Et personne ne peut contester, en outre, le fait que cette guérilla n'avait rien à voir avec le changement qui se produisit avec Ovando, ni avec les conquêtes obtenues par le mouvement de masses sous le gouvernement de ce dernier, tel que le fonctionnement légal du mouvement syndical et la semi-légalité de la gauche.

Nous avons soutenu et nous continuons à soutenir que l'orientation de « l'armement en soi » et de la construction d'une « armée révolutionnaire populaire », que le POR-C\* avait sous Barrientos, suivait son cours, avec quelques variantes, sous Ovando, sous Torres\* et sous Banzer. Sous les gouvernements de Barrientos et d'Ovando et les premiers moments de celui de Torres\*, cette politique s'est exprimée par la guérilla rurale. Ensuite, elle changea de forme, allant même jusqu'à proposer quelque chose d'apparemment correct : les piquets armés des syndicats. Elle se faisait toujours sous l'enseigne de la « construction d'une armée révolutionnaire ». Et elle était toujours menée totalement en marge de la situation de la lutte de classes et des besoins des masses. Pour ne donner qu'un exemple : jamais, au grand jamais l'armement

ne fut proposé pour lutter contre les putschs « fascistes » !

Le camarade Germain affirme le contraire en formulant une question : « La section bolivienne faillit-elle en faisant la distinction entre Kornilov\* et Kerenski\*, entre Torres\* et Barrientos ou Banzer ? » Et il répond : « *L'affirmation selon laquelle "le POR-C\* continua essentiellement la même orientation sous Torres\* que sous Barrientos ou Banzer" est complètement infondée.* »<sup>25</sup> Dans la question comme dans la réponse, le camarade Germain « oublie » le gouvernement Ovando sous lequel eut lieu le premier coup d'Etat « fasciste », le putsch du général Miranda. Pour les marxistes, la mémoire est politique. Ce n'est donc pas un hasard si le camarade Germain oublie justement le gouvernement Ovando et le putsch de Miranda, car ce putsch eut une importance extraordinaire. Comme le camarade Hugo González\* nous en informe, il ne provoqua pas moins qu'une « *bataille des chefs militaires [qui] paralysa la force répressive de l'armée ; pendant deux jours, il y eut un vide de pouvoir, le palais du gouvernement et les ministères furent désertés. C'était le moment d'agir avec les masses dans la rue, de mettre en échec les mirandistes par l'action et la lutte.* »<sup>26</sup>

Nous voyons que, pour le camarade González\*, il y eut deux jours de « vide de pouvoir », où la tâche centrale était de « mettre en échec les mirandistes » (et non de lutter contre Ovando et Miranda en même temps). Et il fallait mener cette lutte « avec les masses dans la rue » (et non avec un groupe de guérilla à la campagne). Nous sommes d'accord avec

cette caractérisation et cette tâche que propose le camarade González\*, mais la politique du POR-C\* fut-elle celle-ci ?

Nous soutenons – n'en déplaise à Germain – que sous Ovando, la section bolivienne se consacra exactement à la même activité que sous Barrientos : se préparer à la guérilla rurale. Nous soutenons également qu'elle n'utilisa pas les marges légales que laissait le régime d'Ovando pour travailler en direction du mouvement de masse. Enfin, nous soutenons qu'elle ne fit pas de la lutte contre le coup d'Etat l'axe de son activité, et qu'elle proposa encore moins le front unique ouvrier pour « mettre en échec le mirandisme ». En résumé, comme le démontra l'éclatement du putsch, le POR-C\* n'était pas en condition de lutter « avec les masses dans la rue » pour « mettre en échec les mirandistes », car il ne se donna jamais cette orientation politique.

C'est d'ailleurs ce qu'affirment les camarades du POR-C\* eux-mêmes. Le camarade González\* nous dit que « *sous le régime d'Ovando, le parti opérait dans des conditions de clandestinité complète et était totalement absorbé par la lutte armée.* »<sup>27</sup>

Il est évident qu'un parti qui opéra dans la « clandestinité complète » ne put pratiquement pas profiter des marges légales que laissait le régime pour s'insérer dans le mouvement de masses. Par ailleurs, cela n'était pas son objectif, puisqu'il était « totalement absorbé par la lutte armée ».

De quelle lutte armée s'agit-il ? De la guérilla rurale, comme l'expriment clairement les publications elles-mêmes du

POR-C\*. En décembre 1969, le camarade Vallejos, directeur de *Combate*, affirme : « Dans ce contexte [de nouvelle montée], la guérilla n'est que la continuation du mouvement révolutionnaire des masses, dont le développement fut freiné et brisé par les massacres et la répression militaires. [...] Alors qu'à l'époque du Che, en 1967, le mouvement de guérilla comptait déjà sur un large soutien populaire, sa réapparition en 1969, avec Inti Peredo, s'est produite dans une situation beaucoup plus mûre... »<sup>28</sup>

En février 1970, le POR-C\* dit officiellement la même chose que Vallejos sur la guérilla d'Inti et ajoute : « Ce discernement populaire, qui admet et fait sienne la voie de la guérilla, est ce qui soutient et encourage la guérilla. [...] Notre position est claire. Le retard et le sous-développement de la Bolivie ne seront pas résolus par les mesures partielles d'un programme bourgeois, mais par la révolution socialiste, dirigée par une Armée de libération nationale et sociale, partant de la guérilla. [...] La guérilla reste en vigueur. Peu importe les coups reçus et les pertes en hommes et en fournitures. Tout cela, même si c'est douloureux, peut être remplacé. L'important est de voir qu'il n'y a pas d'autre issue pour les véritables révolutionnaires. »<sup>29</sup>

En avril 1970, dans son message au Congrès des mineurs (le premier réalisé légalement depuis de nombreuses années), le POR-C\* appelle les mineurs à suivre l'exemple du Che, à soutenir Inti, et à « réarmer les syndicats des mineurs et créer une grande force armée qui fera partie de la grande Armée de Libération nationale et sociale, dont la construction

a commencé à partir de Ñancahuazú<sup>c</sup>. C'est là le chemin de la victoire. »<sup>30</sup>

Mai 1970 : « Par ailleurs, les révolutionnaires d'Amérique latine sont confrontés aux méthodes révolutionnaires employées [telles que rapt de l'ambassadeur allemand Von Lolleben au Brésil] et la torture des patriotes anti-impérialistes qui tombent dans les griffes de l'obscur CIA. [...] Dans notre pays, à partir de Ñancahuazú s'est valorisée une stratégie de pouvoir concrète et réelle, découlant de notre propre réalité politique et sociale. »<sup>31</sup>

Juillet 1970 : « Par conséquent, la guérilla, loin d'être arbitraire, est l'issue naturelle à la situation actuelle. [...] La politique des masses devient, à partir d'un certain moment, lutte armée ; la guérilla est donc la poursuite, par d'autres moyens, du mouvement de masses. [...] C'est pourquoi, pour prendre le pouvoir et pour le socialisme, il est essentiel de construire une véritable armée du peuple, née en son sein, qui se lève comme alternative face à l'armée professionnelle bourgeoise. En Bolivie, une telle armée populaire de libération nationale a commencé sa marche à Ñancahuazú avec le commandant Che Guevara. [...] Les thèses du 4e Congrès de la COB\*, tout comme, auparavant, celles du Congrès des mineurs de la mine Siglo XX, ont ignoré une des conquêtes les plus importantes des masses boliviennes, l'expérience de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Un texte qui ne prend pas en compte la guérilla du Che Guevara, celle d'Inti et celle que mènent actuellement

<sup>c</sup> L'endroit où le Che commença la guérilla en Bolivie en 1966.

l'ELN\* et le POR, est un texte qui ne tient pas compte de la réalité concrète du pays. Les masses, dans leur affrontement avec la dictature militaire, arriveront à ressentir la nécessité de nouvelles méthodes de lutte, auxquelles la guérilla du Che a su donner une expression ; c'est pour cela qu'elles lui donnèrent leur sympathie et leur soutien, que ces mêmes guérilleros, de par une série de circonstances, ne purent pas mettre à profit. Mais indépendamment de cela, les masses ont vu et voient maintenant que la guerre révolutionnaire est la voie à suivre pour triompher d'une armée qui les massacrait et les muselait. »<sup>32</sup>

Pourquoi continuer plus longtemps ? Des mots, encore des mots sur les guérillas, l'armée populaire, le soutien inconditionnel à la guérilla d'Inti, des affirmations catégoriques sur le fait que c'est la seule et unique voie pour les révolutionnaires. Quel est l'objectif de tout ce verbiage guérillériste ? Renverser Ovando et faire la « révolution socialiste ». Pas un seul mot concernant le danger d'un putsch de droite, pas un seul appel au front unique ouvrier contre le putsch. Et quand on appelle les mineurs à s'armer, ce n'est pas sous la discipline de leurs syndicats ni pour lutter en front unique contre la droite : on leur demande de s'armer à partir des syndicats pour faire partie (sic) de la guérilla rurale (« l'armée qui a commencé à se construire à Ñancahuazú »).

### **N'en déplaise au POR-C\*, les masses se mobilisent**

Le putsch de Miranda éclata, la bourgeoisie et l'armée entrèrent en crise, il y eut un vide de pouvoir de deux jours,

rempli finalement par Torres\*. Les masses « descendirent dans la rue » avec leurs directions réformistes et bureaucratiques. Elles « mirent en échec les mirandistes » et imposèrent un président nationaliste bourgeois. Autrement dit, les masses remplirent les deux tâches que signalait le camarade González\*. Mais le POR-C\*, en toute logique avec sa politique, n'y fut pour rien.

Les masses descendirent dans la rue sans armes, mais cette responsabilité appartient à ceux qui ne leur dirent pas qu'un coup d'Etat était imminent et qu'elles devaient s'armer pour le combattre. Les coupables sont ceux qui les appelèrent à s'armer pour aller faire la guérilla, ceux qui proposèrent l'armement « en soi », et non pour mettre en échec le mirandisme. Les masses n'imposèrent pas un gouvernement ouvrier et paysan, mais les responsables sont ceux qui se coupèrent d'elles, parce qu'ils étaient « totalement absorbés » par la « lutte armée » et laissèrent ces masses à la merci de leurs directions bureaucratiques et réformistes.

Mettre en échec la droite mirandiste par la mobilisation est une tâche colossale réalisée par les masses, qui plus est, une victoire héroïque, si l'on considère que le POR-C\* – le seul espoir de parti révolutionnaire – ne les avait même pas alertées contre le péril de putsch.

### **Octobre 1970 : une « défaite des masses » ?**

Mais ce n'est pas la conclusion que tira le POR-C\* de la crise d'octobre. Comme nous l'avons vu, pour le POR-C\*, la venue de Torres\* signifia « une défaite des masses » et « une victoire de

l'armée ». Qui plus est : « *Il y en a qui soutiennent encore que, contre la lutte armée, l'action directe des masses a triomphé, et qui considèrent le gouvernement de Torres\* comme un triomphe. [...] La crise d'octobre démontre les limites de l'action directe des masses. La grève générale ne peut conduire au Pouvoir ouvrier que si en même temps existe une armée révolutionnaire qui précisément se forme à travers la lutte armée. Tant que cette armée ouvrière n'existe pas, la mobilisation des masses ne peut que mettre au pouvoir un secteur de la bourgeoisie, quand elle ne se termine pas par un massacre sanglant.* »<sup>33</sup>

C'est ainsi que le POR-C\* affronta la nouvelle étape, celle du gouvernement Torres\*. Et il continua, n'en déplaise au camarade Germain, à prôner encore la guérilla rurale, dans le cadre de sa politique constante d'armement « en soi » : « *Malgré les défaites, la guérilla reste la voie de la libération nationale et sociale. [...] Comme en octobre 67, les théoriciens de l'échec de la guérilla comme méthode de prise du pouvoir sont réapparus. [...] Indépendamment des contingences de chaque front de guérilla, au-delà des qualités personnelles des combattants, malgré la perte de vies valeureuses, la guérilla reste la voie pour prendre le pouvoir.* »<sup>34</sup>

Qu'on ne nous dise pas ici que l'on ne parle pas de la guérilla rurale. Les seuls « fronts de guérilla » connus en Bolivie furent ruraux, et *Combate* est très clair quand il dit que « indépendamment des contingences de chaque front de guérilla... la guérilla reste la voie pour prendre le pouvoir ».

### **De la guérilla rurale à « l'armement des masses »**

Le kerenskisme de plus en plus accentué du régime de Torres\*, ses constantes concessions au mouvement de masses, l'apparition d'embryons d'organismes de double pouvoir, la quasi absolue légalité pour les tendances de gauche et révolutionnaires, laissèrent la guérilla de plus en plus isolée, la condamnant à contempler son propre nombril. Cela provoqua un réajustement formel dans la politique d'armement « en soi » du POR-C\*. La sacro-sainte guérilla disparut peu à peu de la propagande de notre section bolivienne et fut remplacée, comme nous l'avons déjà dit, par des appels généraux à l'armement des masses. Ces appels arrivèrent à prendre la forme, apparemment correcte, d'appels à des détachements armés des syndicats. Mais ces changements, nous insistons, furent formels. La nouvelle manière de poser le problème de l'armement restait dans l'orientation ultra-gauchiste de « l'armement en soi ». Jamais, au grand jamais l'armement ne fut posé comme une nécessité liée à la lutte de classes concrète et réelle.

Au Comité central élargi du POR-C\* d'avril 71, déjà tout proche du coup d'Etat, l'ordre du jour suivant était en discussion :

*1. Rapport sur l'Internationale. Situation du processus révolutionnaire en Amérique latine et rôle rempli par les sections de la Quatrième Internationale. Situation en Argentine et luttes développées par nos camarades du PRT\* et de l'ERP\*.*

*2. Situation nationale : caractérisation du gouvernement Torres\*, situation dans l'armée et son alliance avec la droite civile. Le mouvement de masses et ses limites. La gauche et ses déviations. Le péril permanent de putsch. Perspectives.*

*3. La guérilla : bilan et expériences. La conception du POR sur la guerre révolutionnaire.*<sup>35</sup>

Plus haut, dans le sous-titre *Et le troisième putsch éclata*, nous avons vu les deux premières recommandations des cinq adoptées par ce Comité central élargi de la direction du POR-C\*. Il y était question de l'axe politique de lutte contre le réformisme, sans souffler mot sur le coup d'Etat et la nécessité du front unique pour le combattre. Voyons maintenant les trois recommandations restantes :

*1. Impulser l'armement ouvrier, en prenant l'initiative de la formation de détachements armés au niveau syndical.*

*2. Intensifier en même temps le travail militaire du parti et le renforcement de son appareil militaire, pour les prochaines actions, intimement unis aux masses révolutionnaires.*

*3. Le travail politique en direction des masses et l'activité militaire du parti se réajustent d'une manière équilibrée, tout cela sous la direction unique et centralisée de celui-ci.* »<sup>36</sup>

Comme nous voyons, sur les cinq résolutions, trois se rapportent à la question militaire, mais aucune ne fait référence au fait que l'appel à l'armement des travailleurs doit se faire sur la base de la nécessité de la lutte contre le coup

d'Etat « fasciste ». Pourquoi le POR-C\* proposait-il aux travailleurs d'organiser des « détachements armés au niveau des syndicats » ? Si nous sommes conséquents avec les deux points politiques de ces recommandations, ce devrait être pour la tâche centrale et unique de « lutter contre le réformisme ». Mais nous ne pensons pas que le POR-C\* ait poussé sa maladresse politique aussi loin. Il proposait simplement l'armement pour « l'armement en soi », sans aucun objectif politique concret, sauf la lutte pour « la libération nationale », « le socialisme » et « la construction de l'armée révolutionnaire ».

### **Ordre du jour et recommandations véritablement trotskistes**

Quels auraient dû être l'ordre du jour et les recommandations du Comité central élargi d'un parti trotskiste en Bolivie à ce moment-là ? C'est très simple :

#### **Ordre du jour :**

1. Le danger de coup d'Etat de droite contre le gouvernement Torres\*, comme le plus grand des dangers pour le mouvement ouvrier et des masses. La politique de front unique ouvrier contre le putsch comme notre politique centrale. Le travail du parti dans les organisations de masses : les syndicats et l'Assemblée populaire.
2. L'armement des travailleurs, à partir de la lutte contre le putsch et sur la base des organisations de masses (syndicats et Assemblée populaire).

#### **Recommandations :**

1. Lancer tout de suite un appel à toutes les organisations ouvrières, et particulièrement aux réformistes

et à la bureaucratie syndicale, pour former un front unique contre le péril « fasciste ».

2. Lancer immédiatement une campagne de dénonciation face à n'importe quelle hésitation ou trahison des directions réformistes et bureaucratiques autour de cette tâche centrale.
3. Défendre dans les syndicats et dans l'Assemblée populaire la nécessité d'organiser des détachements armés pour lutter contre le coup d'Etat.
4. Prendre des initiatives dans la construction de ces détachements, là où notre parti a déjà gagné le soutien des travailleurs pour cette tâche.
5. Commencer sans tarder le travail politique sur la base de l'armée, avec le mot d'ordre de la démocratisation interne, l'élection de délégués des soldats et sous-officiers pour l'Assemblée populaire. Maintenir dans leurs régiments tous les soldats et sous-officiers qui sympathisent avec nous et leur donner l'orientation de former des groupes du parti au sein de leurs casernes.

C'est là la seule manière correcte de poser l'armement. Et c'est également la seule manière d'y arriver. Mais le POR-C\* n'avait malheureusement pas cette orientation.

#### **L'armement « en soi » quelques jours avant le putsch de Banzer**

Revenons au numéro de *Combate* préféré par le camarade Germain, le n° 5 du 1er mai 1971. Nous avons déjà vu qu'un des trois mots d'ordre essentiels

était : « *Armée bourgeoise non, armée révolutionnaire du peuple oui !* »

Ici apparaît de nouveau cette fa-meuse « Armée révolutionnaire du peuple » dont la construction, selon le camarade Germain, ne fut pas la tâche et la politique centrale de la section bolivienne. Encore une fois, la stratégie de « l'armement en soi » se déploie ici dans toute sa splendeur. Cette splendeur est encore plus éblouissante dans le dernier journal du POR-C\* avant le putsch, le n° 6 que nous avons déjà cité. On y commente la forte mobilisation ouvrière du 1er mai, avec un titre sur toute la page : « *Socialisme et armes, cri de guerre du 1er mai !* ».

De nouveau, les armes devraient servir pour obtenir le socialisme, et non pour combattre le péril de putsch, qui n'est mentionné pas une seule fois dans l'article portant ce titre. Il n'y a que des félicitations et des éloges à la politique et aux banderoles de la manifestation, principalement concernant la colonne du syndicat contrôlé par le parti : « *C'est sous les applaudissements nourris et le signe de l'allégresse que défila la Fédération des Travailleurs de la Meunerie, avec une banderole disant qu'il "nous faut une Armée révolutionnaire du peuple"; et derrière elle, des groupes sélectionnés d'ouvriers sous l'uniforme des guérilleros avec le béret et l'étoile du Che, portant quelques armes. C'est l'armée ouvrière qui est en train de naître, pour nous conduire au socialisme par la seule voie réaliste : la guerre révolutionnaire. [...] Les masses suivent l'orientation de la lutte armée et de la guerre révolutionnaire et font surgir de leur sein les*

*embryons de la future Armée populaire révolutionnaire.* »<sup>37</sup>

Une fois de plus réapparaissent l'Armée révolutionnaire du peuple, les uniformes « de guérilleros » et « l'Armée ouvrière » pour faire « la guerre révolutionnaire » et arriver au « socialisme ». Pour le POR-C\*, la position de ces manifestants, de ne pas mentionner le péril de putsch, est tout à fait correcte. Plus loin, le POR-C\* résume sa position en disant que l'on doit « *impulser la création des instruments politiques et militaires populaires. [...] Il faut faire naître dans chaque syndicat, dans les universités, à la campagne, des détachements armés, les embryons de la future force militaire révolutionnaire indispensable pour vaincre les militaires fascistes et laquais de l'impérialisme. Dans l'affrontement de classes qui s'approche, ce seront les armes qui décideront du destin de la révolution.* »<sup>38</sup>

Quel est le but de ces « instruments politiques et militaires populaires », de cette « future force révolutionnaire » où devraient s'incorporer les détachements armés des syndicats, des universités et de la campagne ? Pour la première fois – la seule –, il semblerait que le POR-C\* pose le problème de l'armement d'une manière appropriée : afin de mettre en échec les « militaires fascistes et laquais de l'impérialisme ». Mais, malheureusement, ce n'est qu'un impair, un point lumineux au milieu d'un article où l'armement est posé en permanence pour « faire la guerre révolutionnaire » pour « le socialisme ». Lequel de ces deux objectifs était celui que le POR-C\* proposait réellement aux travailleurs quand il les appelait à s'armer ? Pour le POR-C\*,

cela n'a aucune importance, n'importe lequel des deux peut servir. Appeler à s'armer pour le socialisme ou contre Banzer, c'est pareil ; appeler à s'armer pour la guerre révolutionnaire ou pour vaincre les militaires fascistes, c'est la même chose. Le problème est d'appeler à s'armer. Et cette position, exemple clair et net de l'armement « en soi », est celle que continue à défendre le POR-C\* dans son dernier journal avant le coup d'Etat « fasciste ».

Malgré toutes les tentatives du camarade Germain pour cacher la vérité, elle refait surface. Tous les appels aux armes lancés par le POR-C\* à tout moment et comme tâche centrale en Bolivie, que ce soit sous Barrientos, Ovando, Torres\* ou Banzer, se résumèrent en un seul objectif organisationnel, la construction de « l'Armée révolutionnaire ». C'était quelques fois pour la guérilla rurale, d'autres fois pour une « Armée ouvrière », d'autres fois encore pour une « Armée révolutionnaire du peuple » ou encore la « Force militaire révolutionnaire ». On est bel et bien en présence d'une seule et même orientation (ou stratégie) dans n'importe quelle situation de la lutte de classes et sous n'importe quel régime, une orientation ultra-gauchiste de « l'armement en soi » ; si ce n'est pas le cas, nous demandons aux camarades de la majorité, et en particulier à Germain, qu'ils nous expliquent ce que c'est.

#### **1.6. Comment façonner son propre échec**

Nous avons vu comment le POR-C\* ne centra jamais son orientation sur le front unique contre les putschs, même



pas face aux putschs « fascistes ». Sous tous les gouvernements et face à tous les putschs, il eut une seule et unique politique : « la construction de l'Armée révolutionnaire ».

La raison profonde de cette politique est la totale sous-estimation des possibilités du mouvement de masses. Le camarade González\* nous dit : « Une mobilisation insurrectionnelle des masses, peu importe son ampleur, finira par être défaite par les armées modernes au service des partis de la bourgeoisie. Prenons les exemples de Mexico, de Córdoba... Les insurrections massives de Mexico, de Córdoba, de la COB\* en Bolivie, furent vaincues parce qu'il leur manquait deux éléments fondamentaux. [...] b) l'instrument armé organisé militairement, préparé, entraîné, et capable de riposter au niveau des armes, à l'armée capitaliste. »<sup>39</sup>

Ici se cache, bien que non clairement formulé, un argument connu des guérilléristes : on pouvait combattre les anciennes armées avec le mouvement de masses et une politique correcte, mais pas les armées modernes. Cet argument est faux à la base. Les nouvelles armées impérialistes se différencient des anciennes par l'aviation, les tanks, les armes atomiques et les missiles. Aujourd'hui, il est encore plus impossible qu'autrefois d'opposer et de construire une armée populaire qui batte militairement la bourgeoisie. Toute tentative d'opposer une armée à l'armée réactionnaire, au lieu de lui opposer le mouvement de masses avec une orientation correcte, est donc condamnée à l'échec. Toutefois, pour les camarades de la

majorité, « si l'armée révolutionnaire fait défaut, on ne peut pas la construire uniquement avec l'héroïsme des masses. »<sup>40</sup>

Ce terrible pessimisme des camarades du POR-C\* sur les possibilités du mouvement de masses explique son orientation permanente sous tous les gouvernements : « la construction de l'Armée révolutionnaire ». Cette impuissance des masses est constante, éternelle, permanente, sous n'importe quel type de gouvernement, sous Barrientos, Ovando, Torres\* ou Banzer. Ainsi se diluent les différences entre les gouvernements, les avancées et les reculs du mouvement ouvrier, les problèmes politiques cruciaux qu'affrontent et subissent les travailleurs, tels que la menace du putsch « fasciste ». Et, après tout, pourquoi prendre la peine de préciser des étapes, des caractérisations, des mots d'ordre, etc., si tout se simplifie avec la panacée universelle de « l'Armée révolutionnaire » ? La proposition du POR-C\* au Congrès des mineurs de la mine Siglo XX, les appelant à prendre les armes pour se « solidariser avec la guérilla » devient donc claire, tout comme la position, prise au début du gouvernement Torres\*, de créer « une Armée révolutionnaire ouvrière et populaire, instrument indispensable pour la prise du pouvoir ».<sup>41</sup>

### Qui doit prendre le pouvoir ?

En résumé, le syllogisme ultra-gauchiste nous est présenté une nouvelle fois d'une manière parfaite, bien qu'inutile et fautive. Prémisse principale : les grandes luttes des masses culminent toujours par la lutte armée contre l'armée ; prémisse secondaire : on ne peut

vaincre une armée moderne que par une autre armée ; conclusion : commençons à construire tout de suite l'armée révolutionnaire, puisqu'il faut des années pour le faire. La conclusion finale, morale – et non politique – est évidente : « Prend le pouvoir, celui qui a les armes et qui est décidé à le prendre en comptant sur ses propres forces. »<sup>42</sup>

La prise du pouvoir n'est déjà plus un problème de politique juste, de situation objective, de rapports entre les classes, de lutte et de « confiance » dans le mouvement de masses ; elle devient par contre un problème moralo-militaire : avoir des armes et être prêt à s'en servir.

La conclusion organisationnelle du POR-C\* a deux facettes : la première est l'invention par le parti d'organismes artificiels (une fois de plus ce que Trotsky critiquait chez les ultra-gauchistes, dans ce cas, « l'Armée révolutionnaire ») ; la seconde est le mépris pour les organismes naturels du mouvement de masses, dans ce cas, les syndicats et l'Assemblée populaire. Nous nous arrêterons plus loin sur cette seconde question. Entrons maintenant dans le problème de l'organisme artificiel inventé par le POR-C\*, la fameuse « Armée révolutionnaire ».

La conception selon laquelle, pour l'Amérique latine et à cette étape, notre tâche centrale est la construction de ces « Armées révolutionnaires », modifie tout notre Programme de Transition et notre conception marxiste, car cela signifie que notre tâche centrale a cessé d'être la construction de partis révolutionnaires, bolcheviks et trotskistes. Le camarade Germain fait un jeu de mots autour de tout cela : il dit que le parti

se construit en construisant l'armée ou en appelant les masses à la lutte armée. Le camarade González\* est plus précis quand il dit que la seule façon de construire l'armée révolutionnaire se fait « à travers la lutte armée ». Mais ce n'est pas de cela que nous discuterons. Il s'agit de savoir si l'armée révolutionnaire « est l'instrument essentiel pour prendre le pouvoir ».

Cette discussion est beaucoup plus profonde qu'elle ne le paraît. Elle est liée à la puissance de la classe ouvrière, à ses faiblesses, à ses insuffisances. Pour le POR-C\*, l'insuffisance essentielle est « l'Armée révolutionnaire » ; pour nous, c'est le parti révolutionnaire et une politique révolutionnaire correcte.

C'est ce que nos maîtres à penser affirmaient en permanence, comme le fit l'Internationale communiste lors de son troisième Congrès : « Il peut arriver que l'on soit obligé, dans un laps de quelques jours, de mobiliser le parti pour une lutte armée, de mobiliser non seulement le parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et toute l'arrière-garde, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne sera pas question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite d'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du parti. »<sup>43</sup>

Pour Lénine et Trotsky, et pour nous, les travailleurs sont capables de tout – oui, de tout ! – même de mettre en échec l'armée bourgeoise, sans avoir construit au préalable leur propre armée, à condition qu'ils suivent une politique correcte, qu'ils aient à leur tête un parti bolchevik

et qu'ils se soient débarrassés des directions réformistes, bureaucratiques et traîtres. La défaite des travailleurs boliviens n'est pas due au fait qu'ils n'aient pas réussi à former une armée, mais à un fait beaucoup plus simple : nous, les trotskistes, nous n'avons pas réussi à les débarrasser de ces directions et à construire notre parti avec une influence de masses.

### **Trotsky et la lutte armée**

Voilà la conception de Trotsky de la lutte armée. Il ne proposa jamais de construire des « armées révolutionnaires », même s'il fut le plus grand organisateur de l'Armée rouge. Il montra avant tout la nécessité d'armer les masses par une politique correcte, seul moyen de pouvoir les armer avec des armes proprement dites et de construire les milices ouvrières. La victoire ne peut être assurée que par une politique correcte, en détruisant l'armée du régime de l'intérieur, en portant la lutte de classes en son sein, en gagnant politiquement et en organisant les ouvriers, les étudiants et les paysans qui sont sous l'uniforme.

Tout comme Trotsky ne posa jamais comme tâche centrale ou permanente, avant l'éclatement de la révolution, la construction de n'importe quel type d'armée, il ne dit jamais non plus que l'orientation correcte est d'appeler constamment les masses à se préparer à la lutte armée. Pour le trotskisme, la politique correcte est de lancer les mots d'ordre adaptés à chaque moment de la lutte de classes. Tout comme personne ne peut appeler à la grève générale comme mot d'ordre permanent (excepté

le posadisme<sup>d</sup>), car il ne vient à l'idée de personne que ce soit la tâche quotidienne des masses jusqu'au triomphe de la révolution socialiste, personne ne peut avancer la lutte armée de cette façon, car la lutte armée est la réponse à une certaine étape de la lutte de classes, pas une tâche permanente des masses exploitées ni de leur parti révolutionnaire. Et tout comme la grève générale appelée à un moment où elle n'a aucune raison d'être, nous isole des masses et porte préjudice à la possibilité que les masses se lancent dans la grève au moment nécessaire, l'appel permanent, « en soi », à la lutte armée – ou à sa préparation en construisant des « armées révolutionnaires » – signifie, insistons avec Trotsky, « s'isoler des masses et les masses des armes ».

Voilà l'erreur tragique du POR-C\* en Bolivie, car s'il y avait une manière d'armer les masses, c'était en les convaincant de faire un front unique et de s'armer pour combattre le putsch. Le POR-C\* a choisi une autre solution, celle de réunir le petit groupe de militants du POR-C\* – ou de l'ELN\* – et de se consacrer à fabriquer un organisme artificiel, la fameuse « armée ». Cela fait déjà huit ans qu'il s'en occupe et une telle « armée » n'a encore été vue nulle part. Sauf si l'on veut faire passer pour une « armée » les poignées de militants qui de temps en temps, comme à Teoponte, se font massacrer par l'armée bolivienne. Pendant ce temps-là, une situation révolutionnaire colossale a été gâchée.

<sup>d</sup> Un courant du trotskisme dirigé par J. Posadas\*. Voir le chap. 4.1

Notre Programme de Transition dit justement le contraire de ce que soutient le camarade González\* : « *Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement aux sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.* »<sup>44</sup>

Bien que les camarades de la majorité soutiennent le fait qu'ils disent la même chose, que le prolétariat doit le vouloir et doit se donner cette tâche, ce que dit vraiment cette phrase est que la classe ouvrière peut s'armer à tout moment, si les conditions sont mûres, ce qui est à l'opposé de dire que c'est une tâche permanente des masses et du parti. Trotsky lui-même prend soin de préciser : « *Ce ne sont pas des verrous ni des murs qui séparent le prolétariat des armes, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la classe dominante, le poison nationaliste. Il suffira de détruire ces barrières psychologiques et même un mur de pierres ne pourra leur barrer le chemin. Il suffira que le prolétariat veuille des armes, et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est de réveiller ce désir et de faciliter sa réalisation.* »<sup>45</sup>

### **Le travail sur l'armée**

Cette tâche de propagande – « réveiller ce désir et faciliter sa réalisation » – est complémentaire d'une autre, celle de détruire de l'intérieur l'armée bourgeoise. Les opportunistes et leurs jumeaux de « l'ultra » considèrent que cette dernière tâche est impossible parce qu'on ne peut rien faire contre les armées modernes.

« *Nous répondons* – dit Trotsky – *que derrière chaque machine il y a des hommes et que ces hommes ne sont pas*

*seulement des instruments techniques, mais qu'ils ont aussi des liens sociaux et politiques. Quand le développement historique pose devant la société, comme une question de vie ou de mort, une tâche révolutionnaire inéluctable, quand il existe une classe progressiste, à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, la marche même de la lutte politique lui ouvre les possibilités les plus diverses : tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement.* »<sup>46</sup>

Quand nous accusons le POR-C\* et le PRT\*-C de ne pas intervenir dans les armées bourgeoises, le camarade Germain élude élégamment la question en disant que la première chose à faire, ce sont les milices ouvrières. Cela, personne ne le discute, bien que nous établissions nettement la différence entre « milices ouvrières » et « armées révolutionnaires » fantomatiques. Mais le fait que le POR-C\* et le PRT\*-C n'ont pas travaillé sur les armées bourgeoises est toujours là. Ils ont appliqué la politique typiquement anarchiste, guérillériste, une position incompatible avec la présence dans nos rangs. Sa meilleure formulation vient encore du POR-C\* : « *Dans cette nouvelle armée, les officiers et les militaires de l'armée bourgeoise pourront avoir leur place, s'ils rompent avec elle et veulent lutter effectivement pour la libération de la Bolivie.* »<sup>47</sup> Depuis quand la désertion individuelle est-elle une position marxiste et trotskiste ? Est-ce un hasard qu'elle soit soutenue aussi bien par le POR-C\* que par le PRT\*-C, les deux sections officielles de notre Internationale ? Ou au contraire, n'est-ce pas la conséquence logique de

la politique ultra-gauchiste et guérilliste adoptée au 9e Congrès ?

Les camarades du POR-C\* n'ont jamais compris qu'il est impossible de construire des organismes artificiels pour la lutte armée (ni pour aucun autre type de lutte). Ils n'ont jamais compris que la lutte armée (comme tout autre type de lutte) doit être posée à partir des besoins immédiats et concrets du mouvement de masses, découlant de la situation momentanée de la lutte de classes. C'est ainsi que le POR-C\* arriva au putsch sans comprendre que : « *l'organisation armée du prolétariat, qui en ce moment présent coïncide presque entièrement avec la défense contre le fascisme, est une nouvelle branche de la lutte de classes* ». <sup>48</sup>

### **Six ans de guérillérisme contre un jour des masses**

Que se passa-t-il avec la fameuse « Armée révolutionnaire » artificielle inventée par le POR-C\* lorsqu'éclata le putsch ? Voyons ce que nous dit le camarade González\* lui-même : « *La lutte fut féroce et héroïque : plus de 5 000 combattants, mais 90 % d'entre eux sans armes. Au dernier moment, l'assaut contre un dépôt d'armes nous fournit 1300 rifles de la guerre du Chaco...* » <sup>49</sup>

Jamais personne ne pourra enterer les « Armées révolutionnaires », et avec elles la politique du POR-C\* (et de la majorité), d'une manière aussi définitive que le camarade González\* dans ces quelques lignes. Le POR-C\* se préparait à la lutte armée inévitable, à la « guerre prolongée », depuis 1965, avec l'adhésion enthousiaste et le soutien financier et moral des camarades de la

majorité. Il existe, en outre, l'ELN\* (l'Armée de Libération Nationale) qui faisait la même chose depuis la guérilla de Nancahuazú, et cela avec le soutien, du moins au début, des Cubains. Tous deux, le POR-C\* et l'ELN\*, avaient pris comme tâche stratégique la construction de « l'Armée révolutionnaire ». Et quand vint le moment crucial, après tant d'années de « préparation » intense pour « la lutte armée », de construction jour après jour de l'armée qui allait combattre et mettre en échec l'armée bourgeoise, le POR-C\*, l'ELN\* et toutes les organisations de gauche ensemble disposaient de 500 armes (pour 10 % des 5000 combattants) ! Alors que les masses en prirent 1300 en un seul jour.

Il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond. Le camarade Germain affirme que l'orientation politique du POR-C\* fut un modèle, et la résolution du Comité exécutif international sur la Bolivie assure qu'il n'y eut que des fautes organisationnelles. Nous demandons alors : les camarades de la majorité considèrent-ils comme satisfaisants les résultats de cette orientation politique « correcte » ? Ne pensent-ils pas qu'il est un peu « faible » d'obtenir si peu d'armes, après tant d'années d'application d'une orientation « correcte » ?

### **La majorité rejette la faute sur les masses**

Au lieu d'assumer ses responsabilités, la majorité du SU\* rejette ce fardeau sur le dos de l'incompréhension du mouvement de masses ou sur les réformistes – ce que ferait également l'ultra-gauchiste, selon Trotsky. Elle ne dit mot du fait que, depuis 1965, notre

section se préparait soi-disant à la lutte armée et que, par conséquent, elle a une responsabilité dans le résultat. « *L'expérience bolivienne montre la nature illusoire de toutes les conceptions qui attendent qu'un vigoureux soulèvement des masses, par ses seuls forces et courage, parvienne à contrôler les appétits des "gorilles" latino-américains. Si un tel mouvement de masses ne comprend pas la nécessité impérieuse de se préparer lui-même à l'affrontement armé avec la bourgeoisie, de s'armer lui-même et de désarmer la réaction, il sera repoussé et liquidé par la violence, comme cela s'est produit une fois de plus avec les masses en Bolivie.* » <sup>50</sup>

C'est là une insulte faite aux masses laborieuses. Il est dit que si elles « ne comprennent pas » la nécessité de s'armer, elles sont condamnées au massacre. Et qu'avons-nous donc fait pour qu'elles comprennent ? Leur avons-nous expliqué que notre plus grand ennemi était le coup d'Etat « fasciste » et qu'il fallait s'unir pour le mettre en échec ? Les avons-nous appelées à s'armer pour combattre le putsch ? Leur avons-nous dit de s'armer à partir de leurs propres organisations, celles qu'elles reconnaissent, les syndicats et l'Assemblée populaire ? Non, rien de tout cela. Nous leur avons dit qu'il n'y avait pas de différence entre un Torres\* et un putsch pro-impérialiste et qu'elles n'avaient pas à choisir entre « deux bandes militaires en conflit ». Nous leur avons dit de s'armer, non pas pour combattre le putsch, mais pour combattre le régime bourgeois (qui à ce moment-là était représenté par Torres\*). Cela veut dire que nous leur

avons dit de s'armer contre Torres\* et contre le putsch en même temps. Nous leur avons dit de former un organisme artificiel, « l'Armée révolutionnaire », et non pas de construire les bras armés de leurs organisations, les syndicats et l'Assemblée populaire.

Et par-dessus tout, nous avons le culot de jeter au visage des travailleurs boliviens la responsabilité de ne pas avoir compris qu'il fallait s'armer ! Celui qui n'a pas compris la nécessité d'armer les travailleurs, malgré toute la propagande qu'il a faite sur la « lutte armée », malgré la préparation technique qu'il a réalisée et malgré « l'Armée révolutionnaire » qu'il a imaginée, c'est le POR-C\*, la section officielle de la Quatrième Internationale en Bolivie.

### **1.7. Des organismes artificiels contre des organismes des masses**

Si d'un côté la politique de l'armement « en soi » du POR-C\* engendre son effort impuissant pour construire un organisme artificiel (« l'Armée révolutionnaire »), l'autre facette de son refus d'appliquer la politique de front unique ouvrier est sa méconnaissance des organismes naturels du mouvement ouvrier. Il en est ainsi parce que, dans ces organismes se produit de fait le front unique des travailleurs de toutes les tendances politiques. C'est ce qui se passe en permanence dans les syndicats, tout comme dans l'Assemblée populaire.

Le marxisme se caractérise par le fait de lutter contre toutes les tendances sectaires, en revendiquant la nécessité du travail dans les organismes de masses et en rejetant tout organisme artificiel. Un des objectifs fondamentaux

de ce travail est de pouvoir disputer la direction du mouvement ouvrier et des masses aux directions opportunistes de ces organismes, en se postulant comme direction révolutionnaire alternative. Nous devons y être et y rester pour que les masses puissent vérifier tous les jours que notre politique et notre direction sont les seules correctes contre celles des opportunistes.

### **Le POR-C\* et l'Assemblée populaire**

Le fruit de la politique ultra-gauchiste du POR-C\* fut son incapacité à se donner une orientation conséquente par rapport à l'Assemblée populaire. Il commença par ne pas s'intégrer au Commandement politique qui lutta contre le putsch de Miranda et provoqua « deux jours de vide de pouvoir ». Le camarade Germain a dit qu'il avait été correct de ne pas entrer dans ce Commandement, étant donné que quelques secteurs bourgeois y participaient. C'est là une confusion inacceptable entre un comité pour l'action commune sur un objectif précis (la lutte contre le putsch de Miranda) et un front unique. C'est Trotsky qui signala que pour l'action – dans un moment de lutte contre les putschs réactionnaires – il fallait s'unir même avec le diable et les politiciens bourgeois. Ce sont des accords momentanés et conjoncturels qui, pour Trotsky, étaient non seulement corrects mais indispensables, à l'opposé de ce que pensaient les ultra-gauchistes de la Troisième période qui les voyaient comme des capitulations devant la bourgeoisie. Et le POR-C\*, en n'intervenant pas dans le Commandement politique, se ferma une possibilité importante d'influencer le mouvement de

masses, puisque le Commandement politique devait être le futur organisateur de l'Assemblée populaire.

Le POR-C\* ne donnait aucune importance à l'Assemblée populaire comme organisme de masses. Il continuait ainsi avec son ultra-gauchisme. « [L'Assemblée populaire] devrait être un organisme qui discute des problèmes nationaux et de leurs solutions, mais laisse le pouvoir aux mains des organisations de masses (les syndicats et les milices populaires ou l'armée du peuple). [...] Dans la situation actuelle, ses perspectives sont très limitées. Une crise politique aiguë pourrait les revitaliser, mais cela n'est pas sûr. Les camarades du POR qui sont dans l'Assemblée... ne se font pas d'illusions. Ils utilisent l'Assemblée comme un forum, comme une plate-forme, et c'est tout. »<sup>51</sup>

Si la caractérisation est très mauvaise, le fait de créer des organismes artificiels au lieu de participer à ceux que les masses ont créés et reconnaissent est pire. Le fait de mettre la « milice populaire » ou « l'armée du peuple » – inexistantes –, en tant qu'organismes de pouvoir, au même niveau que les syndicats et à un niveau supérieur à l'Assemblée populaire (des conquêtes grandioses du mouvement de masses) est une barbarie typique de l'ultra-gauchiste. Le POR-C\* veut utiliser l'Assemblée populaire, un organisme existant – plein de déficiences, mais existant – comme un « forum » et non comme un cadre d'organisation de masses, et il veut, en même temps, utiliser un organisme inexistant – ou existant seulement dans son imagination de guérillériste –, « l'armée du peuple », comme organisme de pouvoir.

Quelques semaines plus tard, le POR-C\* ose affirmer sans crier gare : « L'Assemblée populaire ne peut avoir d'autre rôle qu'un organisme de double pouvoir... Elle doit se transformer en un gouvernement ouvrier et paysan et nous devons lutter en son sein et à l'extérieur pour y parvenir. »<sup>52</sup>

D'un « forum » sans possibilités, elle est devenue un organisme dans lequel et hors duquel nous devons lutter pour qu'il soit le « gouvernement ouvrier et paysan ». Mais le virus ultra-gauchiste et guérillériste du 9e Congrès est trop fort pour ne pas rendre stérile cette affirmation correcte : « Dans ce processus croîtra, parallèlement à l'Assemblée, un instrument politico-militaire, qui pourra servir comme le pouvoir qui manque encore, pour renforcer ses décisions. »<sup>53</sup>

Cela signifie que « l'instrument politico-militaire » – l'Armée révolutionnaire ? – y est parallèle, et non pas un bras armé qui en dépend. Les milices ne doivent pas être subordonnées aux syndicats et à l'Assemblée populaire, mais parallèles à ceux-ci. Ce parallélisme est typique des conceptions guérilléristes, selon lesquelles c'est toujours un organisme militaire qui décide dans la lutte, et non pas les organisations de masses. Les milices armées qui défendirent la révolution russe n'étaient pas parallèles aux soviets, mais dépendantes d'eux. Ce ne furent pas des organismes politico-militaires mais des organismes militaires dépendants d'un organisme politique. Elles étaient le bras armé du soviét.

### **Ce que nous disions**

A la même époque, nous défendions une orientation que nous reproduisons

textuellement, car elle ne nécessite pas de rajouts : « L'Assemblée populaire est une conquête, le fruit de la montée des masses. Le fait qu'elle ait besoin d'une direction révolutionnaire ne doit pas nous embrouiller. En dehors de ses perspectives passionnantes, nous pouvons seulement dire que c'est une ébauche de double pouvoir. Rien de plus. Si les masses et l'avant-garde boliviennes s'appuient sur cet organisme, l'établissent au niveau régional et local, et centralisent et développent leurs luttes à travers lui, si elles revendiquent pour ces Assemblées tout le pouvoir politique national et régional, si elles appellent les soldats, les sous-officiers et les officiers révolutionnaires à y participer, si elles dirigent la formation de milices ouvrières et populaires, nous nous trouverons face au pouvoir soviétique bolivien. »<sup>54</sup>

C'est ce que ne fit pas le POR-C\*, ni ne se proposa de faire, avec l'Assemblée populaire. Il aurait dû s'efforcer de le faire dans les quartiers et les villages des paysans et des mineurs où il avait de l'influence. Une seule Assemblée populaire locale, réellement démocratique, dans n'importe quel coin de Bolivie, unie et prête à l'action, avec des piquets armés dépendants d'elle, et des syndicats ouvriers et paysans, aurait été un exemple explosif pour le reste de la Bolivie. Le POR-C\*, malgré son influence limitée, aurait pu le faire et devait le faire. Et s'il ne le pouvait pas, il aurait dû essayer.

La seule façon d'envisager cette tâche était d'avoir posé la nécessité de s'armer pour combattre le putsch, en dénonçant systématiquement le gouvernement Torres\* pour son incapacité à le faire.

Nous aurions dû, et pouvions, être les champions du développement de l'Assemblée populaire comme organisme de front unique ouvrier. Mais le POR-C\* n'oublia pas sa fameuse « Armée révolutionnaire ». Sa lamentable tentative de construire un organisme imaginaire l'empêcha de développer une orientation correcte dans l'organisme le plus avancé des masses boliviennes, l'Assemblée populaire. Cette bonne mémoire du POR-C\* concernant son « Armée » (qui n'est qu'une bonne mémoire concernant les résolutions du 9e Congrès) lui a provoqué une amnésie complète quant à une des définitions-clés du marxisme : « *Tout avec les masses, rien sans les masses !* ».

### **1.8. Rien avec les masses, un tas de choses avec la bureaucratie et le réformisme.**

Toute politique ultra-gauchiste présente, tôt ou tard, sa face opportuniste. Cela se produisit également avec notre section bolivienne, qui ne mena pas la bataille dans les organismes de masse contre les directions bureaucratiques et réformistes du mouvement ouvrier bolivien.

Le camarade Germain a utilisé comme argument la quantité de délégués qu'avait le POR-C\* à l'Assemblée populaire. Il dit qu'il en avait douze, alors que nous autres, ainsi que le camarade de la section française qui vint en Amérique latine, nous disons qu'il en avait six. Mais ce n'est pas une question de chiffres mais de politique. Nous, les trotskistes, nous intervenons dans les organisations de masses avec trois objectifs : le premier est de mobiliser les

masses, le second est de les gagner à notre position à travers une éducation patiente, le troisième est d'expulser les directions traîtres et opportunistes de ces organisations, en les dénonçant systématiquement et en nous postulant pour occuper leur place.

Pour réaliser ces objectifs, il faut se donner le mot d'ordre correct, proposer la tâche correcte à chaque moment de la lutte de classes et dénoncer les directions réformistes d'être incapables de remplir cette tâche.

Malheureusement, le type de tâches et de discussions que proposèrent les camarades du POR-C\* dans les organisations ouvrières de masse ne suivirent pas cette méthode : « *La thèse de la COB\* garde le silence sur ce problème. Au Congrès, grâce aux ruses de la présidence, on a empêché les travailleurs de l'Université et les autres délégués ouvriers de développer ce point. Une manœuvre concoctée entre les opportunistes, les agents du gouvernement et les partisans du pacifisme, a empêché la discussion sur la stratégie de pouvoir pour le socialisme qui, dans les conditions actuelles concrètes de la Bolivie, est la lutte armée, la guérilla. Mais l'avant-garde combattante, les armes à la main, dans la montagne, les villes et les mines, comblera ce vide du programme ouvrier.* »<sup>55</sup>

Trois mois avant le premier putsch de Miranda, la bataille du POR-C\* contre la direction de la COB\* se concentra donc sur la discussion de la « stratégie du pouvoir pour le socialisme... qui n'est autre que la lutte armée, la guérilla » ! Et le comble est qu'ils se plaignent que la présidence ait utilisé des « ruses » pour

empêcher le déroulement de cette discussion ! Les camarades du POR-C\* se sont-ils posés une seule fois la question de savoir pourquoi les « ruses » de la présidence ont eu un si grand succès ? N'est-ce pas parce qu'ils posaient des questions éloignées de la lutte de classes, non ressenties par le mouvement ouvrier bolivien et totalement générales et abstraites ? Ne leur semble-t-il pas que s'ils avaient mené la discussion sur le danger de coup d'Etat, sur la nécessité de s'unir pour le combattre, de s'armer à partir des syndicats et de la COB\* elle-même, la présidence aurait eu beaucoup plus de mal pour répondre par des « ruses » à ces problèmes ressentis par le prolétariat bolivien ?

Mais tout cela n'est qu'un précédent. Revenons à l'Assemblée populaire. Le camarade Germain critique le POR-Lora<sup>e</sup> pour avoir cru que le général Torres\* combattrait le putsch réactionnaire. Mais le camarade Germain n'a pas peur de critiquer, avec le même ton et la même violence, l'autocritique du camarade González\*, qui dit que les actions armées ont eu du retard, « *en perdant du temps à attendre que les directions de la COB\* et de l'Assemblée populaire se décident à combattre, tout en sachant, comme nous le savions, qu'elles ne pouvaient pas vaincre leurs hésitations et leurs fausses conceptions.* »<sup>56</sup>

C'est exactement la même position que le POR-Masas, à la différence que Lora\* faisait confiance au général Torres\* et le camarade González\* aux

<sup>e</sup> Le POR bolivien s'est scindé en deux tendances en 1954, le POR-Lora, alias POR-Masas, et le POR-C\* sous la direction de González.

« directions de la COB\* et de l'Assemblée populaire ». Et il le fait tout en sachant que celles-ci « ne pourraient pas vaincre leurs hésitations et leurs fausses conceptions » !

Où et quand le POR-C\* se postula-t-il comme direction révolutionnaire alternative des organisations de masses et attaqua-t-il implacablement la direction bureaucratique ? Jamais et nulle part. Quelle fut la politique du POR-C\* pour démasquer Lechín\* et la sinistre bureaucratie du PRIN\* et du Parti communiste dans les syndicats et dans l'Assemblée populaire ? Aucune.

Pour le Congrès des mineurs de la mine *Siglo XX* d'avril 1970, le POR-C\* distribue un tract avec tout un programme politique, où il ne critique en rien Lechín\* et ne se présente pas comme direction alternative révolutionnaire, ni même de classe, contre la direction réformiste et bureaucratique.

Selon tous les rapports de l'Assemblée populaire, lors de la votation pour la présidence, le POR-C\* vota pour Lechín\* et Lora\* pour le candidat du Parti communiste. Supposons que ces informations soient fausses et colportées par les ennemis du camarade González\*. Tous les témoins et les camarades du POR-C\* eux-mêmes disent que le POR-C\* ne présenta pas de candidature propre contre Lechín\* et le Parti communiste. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Pourquoi n'a-t-il pas insisté sur le fait que, avec une telle direction, le mouvement ouvrier allait au désastre et que le triomphe de la réaction devenait quasiment inévitable ?

Ni à l'Assemblée populaire, ni dans les syndicats, le POR-C\* ne présenta un

programme d'armement et de mobilisation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des étudiants et ne lutta pour lui, comme seule direction capable de le mener à bien. En procédant ainsi, le POR-C\* a commis une erreur historique. Le camarade González\* a raison en affirmant qu'il tomba prisonnier « des discussions byzantines autour de l'Assemblée populaire ».

Le POR-C\* aurait dû discuter de propositions claires, sur l'armement et l'unité de la classe ouvrière contre le coup d'Etat. Et il aurait dû lancer, autour de ces tâches, le grand mot d'ordre de lutte contre la direction bureaucratique : A bas Lechín\* et sa politique de la direction de la COB\* et de l'Assemblée populaire, car ils sont incapables d'appliquer ce programme !

### 1.9. Germain falsifie l'orientation du POR-C\*

Jusqu'à présent, nous n'avons pas polémique en première instance avec le camarade Germain. Cela pour deux raisons : en premier lieu parce que la politique appliquée en Bolivie est celle du POR-C\* et que nous devons nous y référer ; en second lieu parce que le camarade Germain falsifie plusieurs fois la politique du POR-C\* pour se resituer dans la discussion internationale face à son échec évident. Voyons quelques-unes de ces falsifications.

Le camarade Germain falsifie la position du POR-C\* sous le gouvernement Ovando quand il dit : « *La section bolivienne de la Quatrième Internationale – qui avait commencé à préparer ses cadres pour la lutte armée durant la période de la dictature de Barrientos et avait centré*

*son orientation sur le développement de la guérilla sous cette dictature – comprit la nécessité de réaliser un tournant quand la dictature d'Ovando permit une certaine marge semi-légale pour les activités de la classe ouvrière.* »<sup>57</sup>

La résolution de la majorité du Comité exécutif international concernant la Bolivie exagère encore plus le prétendu changement d'orientation du POR-C\* sous Ovando, en insinuant qu'elle était de fait contre la politique guérillériste de Peredo. Quel tableau charmant ! Mais... rien n'est plus faux.

Nous avons déjà vu que le camarade González\* disait la vérité quand il affirme que sous Ovando ils opéraient dans « des conditions de complète clandestinité » et « totalement absorbés par la lutte armée ». Même plus, ajoutons-nous : absorbés par la préparation de la guérilla rurale comme nous l'avons démontré avec de multiples citations plus haut, dans le sous-chapitre *La véritable politique du POR-C\**. A part quelques aspects formels (la publication du journal et le tract au Congrès des mineurs de la mine *Siglo XX*) c'était cela l'orientation du POR-C\*.

Le journal est notre instrument principal de relation avec le mouvement de masses, surtout dans les périodes de semi-légalité (sous Ovando) ou de pleine légalité (sous Torres\*). Toutefois, depuis juin 1970, date de publication du n° 1 de *Combate* (Nouvelle époque), jusqu'à juin 1971, quand parut le n° 6, douze mois ont passé, ce qui signifie que ne fut publié qu'un journal tous les deux mois. Nous ne savons pas quand furent publiés les n° 7 et 8 car nous ne les avons pas ; mais

nous savons que le n° 9 parut en janvier 1972, ce qui veut dire que le rythme ralentit encore plus. Sur ce point, la majorité formule la critique que le journal n'était pas publié régulièrement, ce qui constitue une simple critique d'ordre organisationnel. Nous pensons qu'il faut se demander si Germain considère que la façon de réaliser un tournant vers les masses consiste en la publication d'un journal tous les deux mois ! Nous supposons qu'il dira que non, mais il devrait alors trouver une justification. Qu'on ne nous dise pas qu'il manquait d'argent pour le publier, puisqu'en Europe furent réalisées d'importantes collectes au bénéfice de la section bolivienne. Si cet argent ne fut pas destiné à la publication du journal, nous supposons qu'il a dû l'être à l'achat d'armes, puisque le POR-C\* n'a pas réalisé « d'expropriations » comme ses collègues argentins du PRT\*-C. Et le camarade Germain pense-t-il que le fait de consacrer l'essentiel des finances et de l'organisation du parti à ce type de tâches puisse s'appeler – sans tomber dans la falsification – un « tournant » du POR-C\* vers un travail en direction des masses ? La vérité est tout autre : sous Ovando, le POR-C\* continua avec son orientation guérillériste, et pour justifier cette orientation, il a commencé à contrecœur la publication d'un journal, tirant profit de la légalité. Comme nous venons de le démontrer amplement, il n'y a pas eu un tel tournant en direction des masses.

En ce qui concerne la non-participation du POR-C\* à l'aventure guérillériste de Inti Peredo, il suffit de rappeler que, dans le tract au Congrès des mineurs

de la mine *Siglo XX*, il appelait les travailleurs à suivre l'exemple du Che et à soutenir Inti, et que dans *Combate* du 15 juillet 1970, on parle de « la guérilla du Che Guevara, celle d'Inti et celle que mènent maintenant l'ELN\* et le POR ».

Le camarade Germain falsifie encore la politique du POR-C\* quand il dit que, sous Torres\*, il ne proposa jamais la guérilla rurale. Nous avons reproduit la citation de *Combate* qui souligne que « *indépendamment des contingences des fronts de guérilla [et les seuls qui aient existé en Bolivie étaient ruraux]... la guérilla reste la voie pour la prise du pouvoir* ». <sup>58</sup>

Le camarade Germain a raison sur un point : sous Torres\*, le POR-C\* s'éloigne de la guérilla rurale, mais c'était pour poursuivre encore, comme nous l'avons démontré, une politique « d'armement en soi » et de construction d'une armée populaire aussi éloignée de la lutte de classes bolivienne que l'avait été auparavant la guérilla.

Finalement, le camarade Germain soutient que le POR-C\* dénonça systématiquement le putsch de Banzer et sut se donner une orientation qui « *tout en harmonisant toute une série de revendications immédiates et transitoires (y compris un programme concret de révolution agraire) était centrée sur trois revendications-clés :*

1. *Transformation de l'Assemblée populaire en un véritable organisme de pouvoir des ouvriers et du peuple travailleur, à travers l'établissement d'Assemblées locales (des soviets) qui élisent des délégués à l'Assemblée nationale, conservant le droit de renouveler leurs mandats ;*

2. *Armement immédiat des ouvriers et des paysans ;*

3. *Extension du processus révolutionnaire à la campagne.* »<sup>59</sup>

Nous ne savons pas si c'est une nouvelle falsification, car le camarade Germain ne dit pas quand ni où le POR-C\* a publié un tel programme. Mais nous avons déjà vu que le véritable programme du POR-C\* était également basé sur trois revendications : 1) créer un Commandement révolutionnaire de ceux qui se réclament du socialisme et adhèrent à la lutte armée pour combattre le réformisme ; 2) créer l'Armée révolutionnaire ; 3) développer « un corps représentatif des masses, par lequel elles puissent exprimer tout leur pouvoir révolutionnaire ».

Ce dernier mot d'ordre est le seul qui ait quelque chose à voir avec l'Assemblée populaire, mais beaucoup moins que ce que soutient le camarade Germain, car le POR-C\* ne participa pas au Commandement politique qui en fut son organisateur. La première revendication de Germain est totalement fautive, puisque l'organisme chargé de prendre le pouvoir serait « l'Armée révolutionnaire » et non l'Assemblée populaire.

Nous avons déjà vu que le POR-C\* changeait régulièrement sa position. Et certains mots d'ordre que Germain lui attribue comme une politique conséquente sous Torres\*, n'ont pas dépassé le stade des textes et des affirmations sporadiques, car le POR-C\* n'a jamais abandonné la construction de « l'armée populaire révolutionnaire ». Il l'a maintenue comme tâche centrale sous tous

les régimes. C'est ce qui fut le vrai centre politique de son action.

De toute manière, le programme que Germain attribue au POR-C\* n'est pas bien meilleur que le programme qu'il eut en réalité. Ce qui se passe réellement, c'est que le camarade Germain soutient en général et en particulier la politique du POR-C\* et il faut reconnaître qu'en cela il est conséquent avec ce qui a été adopté au 9e Congrès. Il y fut adopté la guérilla rurale et la « stratégie de la lutte armée » (d'armement « en soi » dirait Trotsky) pour toute une étape en Amérique latine.

Il reste une seule question à éclaircir. Comme argument ultime pour réfuter l'accusation selon laquelle le POR-C\* et la majorité ne purent pas distinguer les différences entre les régimes qui se succédèrent en Bolivie, le camarade Germain dit que la grande démonstration du fait qu'ils les aient distinguées est que les camarades du POR-C\* luttèrent avec Torres\* contre Banzer. C'est là un argument infantile. Nous sommes en train d'examiner ici une politique, et non pas de quel côté les militants luttèrent quand la marée des événements les entraîna, fatalement, aux côtés de Torres\*.

Avec le critère du camarade Germain, le stalinisme eut une politique correcte quand il capitula devant Tchang-Kai-Tchek en Chine, puisque ses militants finirent par combattre et mourir dans la lutte armée contre le putsch de Tchang. Cette fin tragique ne diminue pas le crime stalinien mais l'aggrave. Imaginons que Staline dirait : « Comment les trotskistes osent-ils dire que nous avons capitulé devant Tchang, si nous avons combattu

contre lui en première ligne et nous avons trouvé la mort en luttant ? »

Ce n'est pas là un argument politique, mais sentimental. Actuellement, après la chute d'Allende\*, les staliens argentins exhibent également leurs morts au Chili pour cacher le fait que leur politique de confiance dans l'armée chilienne mena tout le mouvement ouvrier au désastre, et eux-mêmes avec lui.

Mais l'exemple le plus similaire est peut-être celui du Parti communiste allemand. Le camarade Germain peut-il imaginer que le stalinisme allemand soutiendrait qu'il eut une politique correcte face au danger hitlérien, avec pour seul argument que ses militants furent massacrés dans la lutte contre le régime fasciste ? Il peut l'imaginer, car cela s'est réellement passé ainsi. Ne semble-t-il pas au camarade Germain que cette argumentation ressemble étrangement à la sienne ?

L'argument de Germain n'est pas meilleur que celui du stalinisme pour justifier ses désastres en Chine, en Allemagne et au Chili. Ce dont il s'agit ici, c'est de l'orientation générale adoptée et non des inévitables ajustements provoqués, dans le cadre de cette orientation, par le choc irrésistible contre une réalité qui n'a pas été prévue dans les caractérisations de la majorité. Le putsch ayant éclaté, il n'était pas nécessaire d'avoir une orientation politique pour lutter contre Banzer, mais simplement l'instinct de conservation.

#### **1.10. Le FRA\* : un front avec la police et l'armée bolivienne**

Pour le camarade Germain, le gouvernement Banzer est « réactionnaire »,

pour le POR-C\* il est « fasciste ». Comment la majorité peut-elle être d'accord avec la politique du POR-C\* et la défendre ? C'est un des nombreux mystères de la majorité, dans les rangs de laquelle coexistent toutes sortes de caractérisations et d'orientations. C'est ainsi que, contrairement à ce que notre Programme de Transition avance pour les pays fascistes – faire essentiellement de la propagande, étant donné qu'il y a reflux –, le camarade Germain approuve la politique du POR-C\* pour les régimes « fascistes » de Barrientos et Banzer. Il la résume ainsi : « *Les camarades du POR-C\* agissent illégalement sous Barrientos et Banzer en suivant une orientation de préparation à la lutte armée par des contingents beaucoup plus petits.* »<sup>60</sup>

Cette citation résume admirablement la conception anti-marxiste du camarade Germain : dans une étape de reflux des masses, il faut combattre tout un régime avec la seule avant-garde (« des contingents beaucoup plus petits »). Il considère également que l'étape actuelle (régime de Banzer) est une étape de lutte plus accentuée que sous Torres\* puisque, avec le coup d'Etat pro-impérialiste, « la Bolivie passe maintenant de guerre civile larvée et intermittente à la guerre civile ouverte et permanente ». Tout cela est affirmé, malgré les avertissements de Trotsky : « *Il est vrai que ce n'est pas n'importe quel groupe armé de pistolets qui peut changer l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes qui sont des organismes d'une classe déterminée peuvent jouer un rôle décisif, sous certaines conditions.* »<sup>61</sup>

La position de Germain fut exprimée et adoptée par la majorité du SU\* dans sa déclaration sur le putsch de Banzer : « *Et déjà l'avant-garde révolutionnaire, particulièrement nos camarades du POR, l'ELN\*, l'aile Zamora du Parti communiste prochinois et d'autres, continuent la lutte en organisant la guerre de guérillas.* »<sup>62</sup>

Pour sa part, le POR-C\* affirme – comme si rien ne s'était passé, comme s'il n'y avait pas de possibilité de nouveaux régimes kerenskistes comme celui de Torres\* – que : « *Le peuple n'a pas d'autre alternative que de prendre le pouvoir politique d'Etat au moyen de la lutte armée dans une guerre longue et prolongée, à laquelle participera le peuple armé et organisé dans une armée populaire, la plus haute expression de la lutte politique des masses exploitées.* »<sup>63</sup> Le POR-C\* et Germain sont toujours conséquents ; la grande tâche est toujours la même : développer une « guerre prolongée » au moyen d'une « armée populaire ».

Pour être révolutionnaire, il suffit d'être en faveur de la lutte armée. Comme nous le voyons, pour Germain, l'avant-garde latino-américaine se divise, non pas selon les divers programmes politiques, mais entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la lutte armée. Si nous combinons cette conception avec l'antérieure (une avant-garde luttant seule, armes à la main, contre le régime « fasciste »), nous trouvons le FRA\*. Comme le général Torres\*, le major Sánchez et tous les militaires et policiers qui les suivent sont en faveur de la « lutte armée », et que nous nous définissons nous-mêmes comme étant parmi ceux qui sont en faveur, nous sommes

également dans le FRA\*, avec les militaires et les policiers boliviens et l'avant-garde guérillériste.

C'est ainsi que le trotskisme dégénéra jusqu'à l'abjection. Notre section bolivienne finit ainsi par « se mettre à genoux » devant un secteur de la bourgeoisie et de l'armée bolivienne. Bien que cela nous indigne, cela ne doit pas nous surprendre. Cela nous rappelle ce qu'avait prévu Trotsky lorsqu'il disait que l'ultra-gauchiste, après sa politique de la Troisième période, après avoir mis un signe d'égalité entre fascistes et réformistes, après avoir repoussé la politique de front unique ouvrier contre le péril réactionnaire, finit par capituler devant les secteurs « démocratiques » de la bourgeoisie. Le stalinisme le fit avec les « fronts populaires ». Le POR-C\* le fit en entrant dans le FRA\*, et en disant cela nous ne voulons même pas insinuer que notre section bolivienne ait une quelconque nature stalinienne.

Germain doit se trouver sur un terrain glissant, car pour se défendre il recourt à son artillerie lourde, en cachant à la base de notre mouvement des faits politiques de la plus haute gravité.

#### **Le POR-C\* se soumet à la discipline du FRA\***

Germain dit allègrement que les camarades de la Quatrième Internationale ont le droit de discuter de l'histoire passée. Mais ce qu'il dit en fait, c'est qu'ils ont le droit de mener la polémique comme bon leur semble, et il donne lui-même l'exemple : il prend une revue, *Internationalist Socialist Review* (ISR) ; il en sort un article, celui qui lui est utile pour attaquer Camejo ; et il ignore un

autre article, publié dans le même numéro, dans lequel Moreno apporte la documentation pour démontrer que le POR-C\* a fait un entrisme inconscient dans le FRA\*. Nous n'allons pas permettre cela. Nous exigeons qu'il lie cet autre article et qu'il y réponde, apportant aussi des preuves s'il croit que les faits sont différents. Dans notre article, nous rappelons : « *que la direction du FRA\* est la Haute Commission politique, syndicale et étudiante, et que les partis politiques et organisations doivent se subordonner à elle dans l'exécution de l'orientation adoptée dans le Front. [...] Le FRA\* agira comme entité unitaire dans tous les domaines de la vie sociale. [...] Le Front présentera des listes uniques dans n'importe quel événement électoral.* »<sup>64</sup>

Rappelons les composantes du FRA\* : les deux partis communistes, un groupe d'officiers de l'armée, Lora\*, le PRIN\* de Lechín\*, le POR-C\* et un parti socialiste. Etant donné que notre section bolivienne se subordonnera au FRA\*, cela veut dire qu'elle se subordonnera à tous ces partis. Cela veut dire, par exemple, que lors des élections dans les syndicats, nous nous présenterions sur une liste unitaire avec la bureaucratie de Lechín\*. Cela veut dire que, lors des élections nationales, nous nous présenterions sur une liste unitaire avec le général bourgeois réformiste Torres\*, le même général que nous dénonçons, jusqu'à hier, comme un danger équivalent à celui représenté par Banzer pour les masses boliviennes. Cela signifie purement et simplement la liquidation du trotskisme en Bolivie. C'est ce que reconnaît le POR-C\* qui, à la différence

de Germain, affirme honnêtement que nous « *devons oublier nos sigles de partis pour agir dans un Front solide* ». <sup>65</sup>

Qu'est-ce que ce « front solide » ? Un front anti-impérialiste, ou peut être un front ouvrier ? Pour le POR-C\* comme pour Lora\*, il s'agit d'un front anti-impérialiste. Dans ce cas comme dans l'autre, nous ne pouvons pas perdre notre indépendance politique dans cet organisme. Le Quatrième Congrès de l'Internationale communiste est catégorique à ce sujet. Par ailleurs, si l'objectif est de rendre la classe ouvrière indépendante de tout secteur bourgeois, nous nous demandons comment nous pourrions y arriver en « oubliant nos sigles de parti ».

Pour nous, le FRA\* serait un front anti-impérialiste si, comme cela se passe dans n'importe quel front, toutes les organisations qui y participent maintenaient leur totale indépendance politique et organisationnelle. Comme cela n'est pas le cas ici, mais tout le contraire, le FRA\* n'est pas un front mais un nouveau « parti », avec un programme plus ou moins anti-impérialiste. Pour sa part, le camarade Germain est très prudent dans sa définition. Il le définit par la négation : Le FRA\* n'est pas un front populaire pour trois raisons :

1. Le programme (différent du manifeste) est « *explicitement socialiste dans sa nature et ses intentions.* [...] *L'orientation de cette charte est substantiellement celle de la théorie de la révolution permanente.*
2. *Les Forces Armées Révolutionnaires, commandées par le major Sánchez, ont déclaré qu'elles sont en faveur de*



*la révolution socialiste et adhèrent au marxisme-léninisme.*

3. Le FRA\*, contrairement au Commandement politique, n'est pas une coalition avec la bourgeoisie, puisque aucun parti bourgeois n'y participe. »<sup>66</sup>

Nous examinerons chacun de ces arguments pour en découvrir les dupes. Les quatre phrases qui font dire au camarade Germain qu'il s'agit d'un programme de la révolution permanente sont les suivantes :

1. « Le peuple... est préparé à lutter pour le socialisme en tant qu'objectif politique. »
2. « Tous les secteurs révolutionnaires s'unissent sous le drapeau de la lutte contre le fascisme, pour la libération nationale et la construction du socialisme. »
3. « Notre position patriotique, ouverte publiquement à une alliance avec les secteurs progressistes, n'implique aucune entrave dans notre position de classe, puisque l'alliance que nous établissons et à la tête de laquelle nous nous plaçons, dans sa lutte pour la libération et le socialisme, exprime l'idéologie de la classe ouvrière. »
4. « La Bolivie doit atteindre l'achèvement de son processus historique de libération et de construction du socialisme, au sein de la structure de développement révolutionnaire à une échelle latino-américaine. »<sup>67</sup>

La Troisième Internationale alerta les partis communistes contre le danger des mouvements nationalistes bourgeois qui conjuguent des phrases et des mots d'ordre communistes pour mieux

tromper les masses. Les phrases que nous avons citées entrent dans cette catégorie. Si c'est cela le programme de la révolution permanente, tous les grands partis et les grandes personnalités de la bourgeoisie argentine sont « socialistes » et « trotskistes », sans parler du stalinisme autochtone. Perón est même plus à gauche. Un jour il a dit qu'il fallait « détruire l'armée bourgeoise et créer des milices ouvrières », et il répétait tous les jours qu'il fallait lutter pour le socialisme. Les stalinien répètent quotidiennement que l'objectif historique est de construire le socialisme en Argentine.

Un programme de révolution permanente ne se résume pas en deux ou trois phrases proclamées les jours de fête. Il s'exprime dans des mots d'ordre politiques tirés de la réalité de la lutte de classes dans le pays. En Bolivie, il ne peut y avoir un programme de révolution permanente qui ne pose pas clairement le problème du gouvernement et de l'armée ; il doit dire catégoriquement que des gouvernements comme celui de Torres\* ne doivent plus jamais diriger la Bolivie, qu'il faut imposer un gouvernement des organisations ouvrières, s'appuyant sur la paysannerie sur la base de la liquidation des forces armées bourgeoises. Cela doit être ainsi, car c'est l'expérience immédiate et la plus récente des masses. Un programme de révolution permanente doit dire que « la crise de la révolution bolivienne est la crise de sa direction », de celle des Lechín\*, des deux PC, des socialistes, des Torres\*, des Lora\*, des Sánchez ; il doit dire que ce qui s'impose, c'est la construction d'un parti trotskiste authentique. S'il ne le dit

pas, il ne fera que de la démagogie devant les masses, en embellissant l'image des traîtres.

En outre, le programme doit se prononcer sur la politique concrète à appliquer dans l'action. A notre connaissance, le FRA\* n'a jamais mis en avant ce programme. Dans la brochure où le FRA\* fait connaître officiellement ses positions, on ne le trouve pas, alors qu'il y présente son manifeste où il dit qu'il est pour un gouvernement populaire.

Est-il nécessaire de donner d'autres preuves du fait que ces phrases « trotskistes » sont un exemple typique de l'appât qu'un mouvement nationaliste lance pour attraper les masses ? En les caractérisant comme un « programme de révolution permanente », Germain ne démontre-t-il pas qu'il a mordu à l'hameçon ?

Le second argument du camarade Germain est celui selon lequel les Forces armées révolutionnaires du major Sánchez « sont pour le socialisme et adhèrent au marxisme-léninisme ». La brochure du FRA\* dont nous avons parlé comporte une lettre ouverte des FAR\* et une autre du major Sánchez, des lettres qui ont reçu l'approbation du POR-C\* puisque celui-ci les a publiées bien en évidence dans son journal *Combate* (à moins qu'il ne s'agisse d'une publication imposée par la discipline du FRA\*). Cela signifie que le camarade Germain doit également les connaître. Écoutons le major Sánchez :

« On m'attribue calomnieusement des déclarations et des intentions qui me sont étrangères. Quelques fois l'on dit que je suis membre de l'ELN\* ou que

*j'ai demandé mon incorporation à cette organisation ; on soutient que j'ai prôné la dissolution de l'armée et son remplacement par des milices armées ; on affirme que j'ai l'intention de vietnamiser le pays... Rien n'est plus faux. »<sup>68</sup>*

Le camarade Germain a-t-il compris ? « Rien n'est plus faux ! » Le major Sánchez est pour le maintien de l'armée et contre les milices. Quel étrange spécimen de « marxiste-léniniste » ! Mais ce n'est pas tout : « *Jamais auparavant les casernes, temples du civisme de la jeunesse bolivienne, n'avaient été transformées en prisons où l'on torture et fusille. Jamais l'armée nationale ne s'était prêtée à...* »<sup>69</sup>

Notre « marxiste-léniniste » a maintenant oublié l'assassinat d'un prisonnier désarmé et blessé, le Che Guevara, dans ce « temple du civisme ». Le camarade Germain n'a-t-il pas la nausée de mentir aux nouveaux cadres ? Ceux-ci n'ont probablement pas été mis au courant d'autres phrases encore de Sánchez : « *Ma lutte n'a pas d'autre objectif que de réussir l'intégration de l'armée avec son peuple. [...] Nous sommes en train de vivre un moment historique et je veux à cette occasion vous annoncer que, par décision spontanée et patriotique, l'instrument politique d'unité, qui nous mènera à la victoire, a été organisé, formé par toutes les forces politiques de gauche, les mouvements syndicaux, universitaires et populaires, les Forces Armées Révolutionnaires et la Police bolivienne. [...] Notre lutte n'est pas antimilitariste, elle est essentiellement anti-impérialiste. Aucune révolution ne pourra avancer sans le concours et l'effort de l'armée,*

*cette institution née du sein même du peuple au service du peuple.* »<sup>70</sup>

Comme nous le voyons, notre « marxiste-léniniste » découvre maintenant que l'armée est une « institution née au sein du peuple » (et non le bras armé du régime bourgeois) et « qu'aucune révolution ne pourra avancer sans son concours ». Et surtout pas – ajoutons-nous – si elle se propose de la détruire.

Dans cette exposition claire et nette du major « marxiste-léniniste » Sánchez, il y a aussi la réponse au troisième argument du camarade Germain, selon lequel le FRA\* n'est pas un front populaire puisqu'il n'y a pas de partis bourgeois. Le major Sánchez se charge de nous dire que dans le FRA\* il y a la police bolivienne. Pour leur part, les Forces armées révolutionnaires ne sont pas moins explicites : « *On est avec ceux qui trahissent les institutions armées – en s'alliant avec le MNR\* qui est exclu par l'armée – ou on est avec les majorités nationales ; on est, finalement, avec ceux qui commettent des crimes et compromettent ainsi le prestige et l'honneur de l'armée et de la police boliviennes, ou on est avec la patrie.* »<sup>71</sup>

Qui plus est, « *comme tous les hommes et les femmes qui luttent contre les gens sanguinaires et antipatriotes qui tachent nos institutions de sang, chacun de nous – militaires et policiers – doit prendre sa propre décision. [...] Pour notre peuple, pour nos institutions, nous devons remplir ce devoir de bolivien : mourir plutôt que vivre en esclave !* »<sup>72</sup>

N'en déplaise au camarade Germain, ces néophytes du « marxisme-léninisme »

nous disent sans gêne quelles sont leurs intentions. En Bolivie, les massacres perpétrés par Banzer sont en train de « tacher de sang » leurs « institutions » (l'armée et la police) et de « compromettre leur prestige et leur honneur ». Par conséquent, ils ont la mission de sauver ce prestige et cet honneur et, avec eux, leurs « institutions ». Autrement dit, avec les barbaries que commet Banzer, les masses boliviennes n'auront plus jamais confiance en l'armée et la police comme elles l'avaient sous Torres\*, et les FAR\* sont en train de lutter pour éviter un pareil danger pour le régime bourgeois.

Ensuite, les hauts militaires et policiers qui sont dans les FAR\* nous informent qu'ils sont dans le FRA\* en cette qualité. Quelqu'un qui fait confiance à Germain doit supposer que ces « marxistes-léninistes » sont dans le FRA\* au moins au nom de la classe ouvrière. Rien de cela. « *De la clandestinité et de l'exil, nous informons tous les camarades de l'armée et de la police bolivienne que, de manière commune, et en tant que représentants de ces deux institutions, nous avons rejoint le FRA\*.* »<sup>73</sup>

C'est là la vérité et il faut reconnaître l'honnêteté bourgeoise du major Sánchez et de ses camarades. Non seulement ils sont le dernier rempart de la politique bourgeoise, mais aussi le dernier rempart de la caste militaire et policière ; ils sont la garantie dont le FRA\* a besoin pour imposer, comme l'indique la déclaration, un nouveau bonapartisme bourgeois en Bolivie.

Avec leur caractérisation selon laquelle il n'y a pas de secteur bourgeois dans le FRA\*, les camarades de la

majorité oublient, comme toujours, ce qu'ils disaient hier. Ils ont insisté pendant des années sur le fait que les partis bourgeois ont presque cessé d'exister en Amérique latine et qu'à leur place existe le parti militaire, c'est-à-dire l'armée.

Pour nous, il est relativement vrai que l'armée tend à jouer le rôle de grand parti de réserve des régimes bourgeois latino-américains. Cela est lié à la faiblesse de la tradition démocratique de nos pays. Mais il n'y a pas un mot de vrai quant à son « unité monolithique avec l'impérialisme ». Les frictions entre les bourgeoisies nationales et l'impérialisme sont la raison d'être des gouvernements bonapartistes\* sui generis de gauche, comme le premier gouvernement de Perón, celui d'Ovando, et celui de Torres\* au début.

Pour les camarades de la majorité, les militaires qui soutiennent le FRA\* ont apparemment cessé d'être des militaires, puisqu'ils ne sont plus dans leur fameuse « unité monolithique ». Pour nous, l'armée défendra toujours politiquement le régime, même quand elle se tourne vers le nationalisme, à la seule condition de pouvoir continuer à exister comme institution. Et les militaires qui sont dans le FRA\* ne sont que l'aile « nationaliste » de l'armée bourgeoise bolivienne, l'aile « gauche » du parti militaire. Le fait que, de façon conjoncturelle, ces militaires soient dans l'opposition et en exil, n'invalide pas cette nature.

Les militaires et les policiers qui sont dans le FRA\* nous donnent eux-mêmes raison, quand ils disent qu'ils y sont précisément pour préserver l'armée et la police en tant qu'« institutions ».

C'est pourquoi le camarade Germain a un peu raison quand il affirme qu'il n'y a pas de parti bourgeois dans le FRA\*. Les partis bourgeois sont absents du FRA\*, mais on y trouve l'armée et la police boliviennes elles-mêmes, à travers leurs représentants de « gauche ». Et en définitive, ils sont les représentants – ou l'ombre des représentants – de l'armée bourgeoise de Bolivie.

Il nous reste à poser encore quelques questions à Germain. S'il est vrai qu'il n'y a pas de secteur bourgeois dans le FRA\*, s'il est vrai que les militaires et les policiers qui y sont ont adhéré au marxisme-léninisme, s'il est vrai que le FRA\* a un programme de révolution permanente, s'il est vrai (comme nous l'avons démontré) qu'il a une direction centralisée et une discipline interne solide, si tout cela est vrai, pourquoi ne proposons-nous pas au FRA\* de nous rejoindre comme section officielle de la Quatrième Internationale ? Quelle est la condition qu'il ne remplit pas pour le faire ?

A partir de là, personne ne peut plus faire la sourde oreille dans la discussion internationale. On est avec le programme trotskiste de la minorité – la lutte à mort contre le régime impérialiste et capitaliste, contre toutes les institutions, contre toutes les bureaucraties réformistes et les bourgeoisies nationalistes qui dirigent les mouvements de masse ou les Etats ouvriers – ou on est avec le programme de la majorité – un front monolithique avec les représentants politiques de la police et de l'armée bolivienne, « oubliant nos sigles de partis ». Dans ce dilemme n'entrent

pas seulement les principes, il faut aussi avoir les reins solides et le nez bouché : pour être avec la majorité, il faut être avec l'opportunisme, et en faveur de l'unité avec les institutions les plus puantes du régime bourgeois.

### **1.11. Moreno, conseiller du POR**

Le sous-chapitre intitulé « Moreno, conseiller du POR » doit être une de ces « bombes » dont le camarade Germain attend le plus grand effet. Ce n'est qu'ainsi que l'on comprend qu'il y gaspille tant d'espace (c'est un des plus longs du texte). Mais tout au long de tant de phrases, il ne répond pas à la question essentielle : Moreno a-t-il eu tort ou raison ? Fallait-il entrer dans l'OLAS\* ou non ?

La résolution du 9e Congrès dit exactement la même chose que Moreno : « travailler comme partie intégrante dans l'OLAS\* ». Si Moreno s'est trompé, la résolution du 9e Congrès était également mauvaise, très mauvaise. Si Moreno a bien fait, si son analyse a été correcte en lignes générales, il faut lui reconnaître ce mérite et le critiquer ensuite d'avoir changé de position sans qu'il y ait eu de changement dans la réalité. Mais le camarade Germain n'en fait rien.

### **Moreno s'est trompé, le 9e Congrès aussi**

Quant à nous, nous ne faisons pas de pirouettes, nous soutenons que Moreno s'est trompé dans l'orientation générale qu'il donne dans le texte que cite le camarade Germain, et nous soutenons également que le 9e Congrès s'est trompé en adoptant la résolution sur l'Amérique latine. Qui plus est, nous

soutenons que le camarade Germain sait parfaitement que Moreno s'opposait à l'engagement de notre section bolivienne dans la préparation de la guerre de guérillas sous Barrientos. Le texte cité par Germain est un texte interne qui resta en vigueur pendant cinq mois, de novembre 1967 à mai 68 ; par contre, la position de Moreno sur la politique que nous aurions dû nous donner sous Barrientos fut écrite par lui-même dans une lettre datée du 20 novembre 1965.

Nous ne donnerons pas au camarade Germain le plaisir de commencer la polémique à l'envers comme il le fait. Nous n'allons pas partir d'une orientation qui s'est maintenue pendant cinq mois, mais de tous les autres textes de Moreno et de la minorité concernant la Bolivie, à partir de Barrientos. Ce n'est qu'après avoir montré quelle fut la politique proposée pour la Bolivie pendant toutes ces années, que nous nous proposerons d'expliquer le pourquoi du texte cité par Germain ; une explication qui aurait pu être évitée si le camarade avait agi de bonne foi, c'est-à-dire en replaçant ce texte dans le contexte de la vie de notre Internationale.

### **La véritable position de la minorité**

Nous commencerons donc par la lettre du 20 novembre 1965 qui fut publiée plusieurs fois avec de légères modifications de forme (et que donc le camarade Germain ne peut pas ignorer). Dans cette lettre, Moreno disait à González\* : « Dans Lucha Obrera, vous avez défini plusieurs fois le gouvernement comme fasciste. Comme cela se dégage de notre résolution, nous avons des divergences sur cette caractérisation. Nous pensons

*que c'est un gouvernement bonapartiste\* réactionnaire, agent du Pentagone, produit d'une semi-contre-révolution, mais nous ne pensons pas qu'il soit fasciste. [...] En un mot, en Bolivie, l'étape prérévolutionnaire n'a pas été fermée avec la victoire du fascisme, mais elle s'est aiguisée avec la victoire d'un gouvernement ultra-réactionnaire, bonapartiste\*, qui n'a pas encore réussi à écraser le mouvement de masses et à qui il est impossible pour le moment de gagner une base de masse pour écraser le mouvement ouvrier. »<sup>74</sup>*

Comme à cette date-là le gouvernement Barrientos n'avait pas encore écrasé le mouvement des mineurs, nous donnions une orientation essentiellement correcte : « C'est la clé de la situation actuelle en Bolivie et il en découle clairement toute une politique qui ne peut être autre que d'empêcher que la lutte des mineurs ne soit isolée et d'organiser le reste des travailleurs pour qu'ils mènent la bataille avec les mineurs. Si nous y arrivons, la défaite de la junte militaire est assurée. [Nous nous interrogeons à partir de quelles organisations nous aiderons les mineurs et nous répondions :] Nous sommes particulièrement pour la réorganisation de la COB\* à travers des comités de défense syndicaux clandestins, et nous concentrerons toutes nos forces pour populariser et mener à bien cette tâche colossale. »<sup>75</sup>

### **Le front unique ouvrier**

A cette même époque, le camarade González\* soutenait qu'il n'était pas nécessaire de lutter pour le front unique avec les partis ouvriers et populaires, car la classe ouvrière commençait à le suivre ainsi que son parti. Nous avions une

divergence car nous pensions que les partis réformistes allaient continuer à avoir de l'influence dans le mouvement ouvrier. Nous soutenions qu'il était donc de notre devoir de mener une politique de front unique ouvrier avec eux pour les tâches concrètes. Pour nous, ce front unique était lié au problème du pouvoir :

« Nous pensons que le premier mot d'ordre qui réponde au problème de pouvoir est "A bas la junte militaire !" Sur ce mot d'ordre, nous sommes tous d'accord, et en disant tous, je me réfère à toute la base populaire et à tous les partis avec influence populaire, depuis des secteurs de la Falange<sup>f</sup> jusqu'au MNR\*, les deux PC, le PRIN\*, le POR et la COB\* dans la clandestinité. Les problèmes apparaissent quand nous devons répondre aux questions suivantes : Comment renverser la junte militaire ? Qui doit la renverser ? Pourquoi la renverser ?

Nous allons commencer par répondre à la dernière question : Pourquoi la renverser ? Selon votre journal, ce serait pour instaurer le socialisme – "la seule alternative réelle, c'est le socialisme", "il s'agit de l'affrontement du programme bourgeois avec le programme socialiste". Nous pensons que vous commettez ici une grave erreur de méthode, celle de confondre vos aspirations avec celles des masses, et de confondre la dynamique de classe, les méthodes et les grandes tâches qui sont posées aux masses, trois aspects de la réalité intimement liés mais

<sup>f</sup> La Falange Socialista Boliviana (Phalange Socialiste Bolivienne) est une force politique nationaliste bolivienne fondé en 1937, dont est issu le général Barrientos, auteur du putsch de novembre 1964.

non identiques. Par exemple, les grandes tâches de la révolution russe étaient démocratiques, bien que ses méthodes et sa dynamique de classe fussent prolétariennes. Nous en sommes convaincus, la grande tâche actuelle qui unifie tous les travailleurs boliviens, le prolétariat, la paysannerie et la classe moyenne des villes, est celle de renverser le gouvernement pour appeler à des élections libres et démocratiques, pas de le renverser pour instaurer le socialisme comme vous dites.

Cette tâche – bien plus modeste que celle d’instaurer le socialisme – exige que ce soit le prolétariat qui la dirige, et elle exige des méthodes insurrectionnelles pour la remplir. Ça, c’est le comment.

Il nous faut répondre maintenant à la question du qui. A qui devons-nous poser l’accomplissement de cet objectif ? Autrement dit, quelle formule de pouvoir proposons-nous pour remplacer la junte militaire que nous voulons renverser ? Nous pensons qu’il est juste que nous appelions à la constitution d’un front dont la base de soutien soit la COB\* en front unique avec les syndicats d’étudiants, d’enseignants et de paysans, avec l’appui de tous les partis qui sont contre le gouvernement, ont une base populaire et sont pour l’appel dans les soixante jours à des élections absolument libres et démocratiques. C’est-à-dire que nous pensons que le putsch militaire de mai a approfondi, et non pas réduit, la nécessité de l’appel au front unique. Cela ne fait aucun doute que les partis de la petite bourgeoisie vont saboter ce front unique, tout comme la bureaucratie syndicale, et qu’ils n’accepteront pas la direction de la

COB\* et du mouvement ouvrier. Mais il n’y a pas de doute non plus que cela servira à les démasquer devant le mouvement de masses, si nous faisons cet appel au front unique, en accord avec les orientations générales du trotskisme, non seulement à la base, mais aussi aux directions qui ont une base de masse. »<sup>76</sup>

### **Les milices armées de la COB\* et les syndicats**

Prévoyant que les mineurs seraient massacrés – et c’est ce qui s’est passé en réalité – nous proposons une tâche précise de lutte armée :

« Nous sommes tout à fait d’accord avec vous sur le fait que le problème important est de se préparer à l’inévitable lutte armée qui sera menée contre la junte militaire. Ce problème a plusieurs facettes. Tout d’abord, la relation avec les combattants héroïques qui veulent organiser des guérillas, suivant les enseignements du castrisme.

Il faut essayer de lier ces camarades à notre stratégie et notre tactique fondamentale, celle de gagner le soutien armé et indispensable du mouvement des mineurs. Dans ce sens, il faut exiger qu’ils coordonnent leur action avec les organisations syndicales dans la clandestinité et principalement avec la COB\*. Sans attendre beaucoup de ces camarades, la grande tâche pour nous préparer à la lutte armée passe par l’organisation d’un appareil de défense armé de la COB\* et de ses organisations syndicales, et parallèlement, des organisations unitaires du front, qu’elles soient de quartier, paysannes ou urbaines. Notre parti doit commencer, là où il le peut, à mettre cette politique en pratique. Il faut réorganiser

des comités unitaires armés de défense de trois ou quatre camarades et, là où c’est possible, les centraliser et les discipliner. Cette tâche, qui est fondamentale, est intimement liée à une autre, aussi importante, celle du travail sur la base de l’armée. Si nous combinons et organisons toutes ces tâches, nous accélérerons la crise du régime et sa défaite sera consommée en peu de temps. Si au contraire nous laissons les masses agir par leurs propres moyens et à leurs risques et périls, le régime peut très probablement mettre en échec ses secteurs un à un.

De notre caractérisation du régime découle la possibilité que des marges légales se présentent à certains moments. Notre haine justifiée de la dictature militaire ne doit pas nous faire oublier que nous avons le devoir d’utiliser ces marges de légalité. Nous devons les utiliser pour exiger des augmentations de salaire, pour des revendications minimales, unifiées si possible, afin d’accélérer la crise du régime. Ce que nous disons pour les augmentations de salaire, nous pourrions le dire pour toutes les failles au sein des syndicats jaunes officiels, ou pour une future élection nationale truquée. Avant de prononcer le boycott de ces marges légales, nous devons prendre soigneusement le pouls de la situation de la lutte de classes et ne le déclarer que s’il y a des conditions optimales. »<sup>77</sup>

Cette orientation avait pour objectif immédiat d’éviter que les mineurs soient écrasés. Elle fut publiée dans une lettre de polémique contre les tentatives des camarades boliviens, et particulièrement du camarade González\*, de se lancer dans la guérilla. Comme nous le

voyons, toutes les divergences actuelles s’exprimaient déjà dans cette lettre.

### **Ce que disait La Verdad en mars 1971**

Cette même orientation se poursuivait. Quand commencèrent à filtrer les premières nouvelles de la guérilla du Che, notre journal (*La Verdad*) signala que nous les soutiendrions, dans la mesure où elles seraient des guérillas de masses, dans une stratégie insurrectionnelle, et non guérillériste. Durant l’année 1967, *La Verdad* insistait sur le fait que la perspective pour la révolution bolivienne était l’insurrection, et non la guérilla.

C’est la même méthode d’analyse et d’élaboration politique qui de nouveau nous fit diverger des camarades du POR-C\* face au gouvernement Torres\*. Rappelons que, pour eux, Torres\* était un agent de l’impérialisme, une variante tactique décidée par les militaires boliviens et l’ambassade étasunienne, et que sa montée au gouvernement était une défaite des masses face à l’armée. Pour nous, par contre :

« La grève du 6 octobre 1970 a permis la défaite de l’aile la plus réactionnaire de l’armée et la montée de Torres\* au pouvoir ; elle n’a pas liquidé les forces impérialistes, loin de là.[...] C’est un fait qu’il y a toujours des secteurs de droite au sein et hors de l’armée.[...] Nous avons défini Torres\* comme un Kerenski\* bolivien, oscillant entre le mouvement ouvrier et les forces bourgeoises et impérialistes.[...] Le groupe Lora\* tombe dans le même défaut opportuniste (agissant comme si le gouvernement Torres\* était celui de la classe ouvrière, avec l’excuse que la COB\* est bureaucratifiée) ; il n’exige pas que la COB\*

*prenne le pouvoir, ni que ce soient les syndicats qui s'arment pour lutter contre le danger de la réaction.* » Et voyant le danger qui cernait le prolétariat bolivien à cause de la politique « trotskiste » de Lora\* et González\*, nous disions : « *Malheureusement, nous ne voyons en Bolivie aucun parti qui se donne la stratégie des révolutionnaires russes.* »<sup>78</sup>

Nous n'allons pas multiplier les citations, nous voulons seulement démontrer que depuis le gouvernement de Barrientos, nous avons toujours maintenu, jusqu'à maintenant, notre stratégie de formation d'un « *parti qui se donne la stratégie des révolutionnaires russes* ». Nous avons toujours été contre la politique guérillériste, nous avons toujours proposé l'armement des organisations de masse, nous nous sommes toujours opposés aux fameuses « armées révolutionnaires » et nous avons toujours dit que ce sont les organisations de masse qui doivent s'armer et prendre le pouvoir, sous la direction d'un parti révolutionnaire, et que pour cela il était essentiel de travailler sur la base de l'armée.

#### **Les raisons de notre « guérillérisme »**

Ce n'est que maintenant que nous pouvons parler du bulletin cité par le camarade Germain qui, répétons-le, était un bulletin interne qui ne fut valable qu'entre novembre 67 et mai 68.

Que s'est-il passé fin 1967 pour nous faire changer d'opinion et devenir guérilléristes et pro-cubains ? Pourquoi nous sommes-nous prononcés totalement en faveur de l'entrée dans l'OLAS\* ? Toute une direction et tout un parti étaient-ils devenus fous ? Ces explications psychologiques, laissons-les à Livio\* et à

Germain qui en sont les spécialistes. Nous resterons sur le terrain de la politique révolutionnaire et de la lutte de classes.

Ce qui se passa est connu de tous, sauf de Germain qui souffre maintenant d'amnésie : les Cubains entrèrent dans une polémique très dure contre les partis communistes latino-américains. Leur position publique était d'étendre la révolution socialiste à tout notre continent, au moyen de la guerre de guérillas. Il est vrai que, depuis leur victoire, les Cubains avaient soutenu matériellement et moralement toutes sortes de groupes de guérilla, mais sans intervenir directement. La différence était qualitative : il s'agissait maintenant du programme de l'intervention directe de l'Etat et de la direction cubaine dans ce nouveau cours. Par ailleurs, l'impérialisme étasunien s'engageait de plus en plus dans son escalade au Vietnam. Il était logique de penser que cette escalade s'étendrait à court terme à Cuba.

C'est ce que pensait la direction cubaine. Sa politique de développement de la révolution sur le continent était une manière de paralyser, et le cas échéant de mettre en échec, l'impérialisme. Deux événements provoqués par la direction cubaine nous démontraient le sérieux du cours nouveau : l'éloignement du Che Guevara de Cuba pour commencer la guerre de guérillas sur le continent ; la fondation de l'OLAS\*. Pour toute la Quatrième Internationale, ce cours nouveau de la direction cubaine était progressiste et méritait notre soutien. Cela ne signifiait pas le soutien à la stratégie guérillériste, mais à la tendance vers le

développement de la révolution socialiste sur le continent. Pour toute notre Internationale, y compris la majorité et la minorité actuelles, il s'agissait de soutenir le cours nouveau pour l'orienter vers nos positions pendant le développement de la lutte qu'ils étaient en train d'entreprendre.

#### **Cuba, l'OLAS\* et la guerre civile continentale**

Dit d'une manière encore plus nette : toute notre Internationale crut qu'en 1967, la direction cubaine – et l'Etat cubain derrière elle – se lançait de toutes ses forces dans le développement de la guerre de guérillas en Amérique latine, afin de se défendre contre une attaque très probable de l'impérialisme. Si cette orientation était bien celle de Fidel et du Che, il s'ouvrirait sur notre continent une étape de guerre civile continentale semblable à celle existante dans la péninsule indochinoise. La guérilla du Che était le commencement de cette guerre civile continentale. Et nous croyions également, comme toute l'Internationale, que nous devions participer activement et en première ligne à cette guerre civile promue par les Cubains, pour combattre l'orientation purement guérillériste de ceux-ci.

Mais dans sa longue citation, le camarade Germain oublie de donner les extraits du même texte où nous critiquons l'orientation politique des Cubains par rapport à l'OLAS\*, et il oublie surtout de signaler que notre entrée dans l'OLAS\* ne représentait d'aucune façon une subordination ou un soutien à sa politique, mais simplement le fait que nous nous posions sous sa discipline militaire :

« *Notre "entrisme" dans l'OLAS\* ne doit pas se faire essentiellement dans son organisation politique, mais dans son appareil militaire. Notre parti a l'obligation d'inscrire comme tâche militaire primordiale la formation d'un appareil technique qui suit strictement la discipline de l'OLAS\* pour les tâches techniques commandées par l'OLAS\* dans le cadre de sa stratégie armée de lutte pour le pouvoir. Il ne peut pas y avoir d'autre signification de notre entrée dans l'OLAS\*.* »<sup>79</sup>

Cette position était celle de notre Internationale. Rien ne le démontre mieux qu'une lettre du camarade Maitan\* datée de cette même année cruciale de 1967 : « *J'ai vu que La Verdad a souligné l'évolution positive de l'attitude cubaine. Nous savons actuellement d'une manière certaine que les dirigeants cubains considèrent comme une erreur l'attaque contre nous à la fin de la Tricontinentale. [...] Nous pensons que nous devons mettre maintenant l'accent sur ce qui nous lie aux Cubains. Nous n'ignorons pas qu'il y a encore parmi eux cette tendance à généraliser abusivement la tactique de guérillas, et le livre de Debray qu'ils popularisent est assez mauvais (je suis en train d'écrire une réponse). Mais aujourd'hui, il est plus important de discuter sur les cas concrets qui se posent à cette étape, à savoir le Venezuela, le Guatemala, la Colombie et la Bolivie ; et en cela, je crois que nous sommes d'accord avec les Cubains.* »<sup>80</sup>

La visite du camarade Maitan\* à la fin de 1967 renforça cet accord général et fut à l'origine du texte que cite le camarade Germain. C'était notre manière de préparer notre parti à l'orientation

que toute notre Internationale soutenait alors.

Concrètement, nous soutenions la position de l'Internationale et préparions le parti pour la guerre civile que Cuba, avec son OLAS\*, s'apprêtait immédiatement à commencer sur tout le continent. Le fait que Cuba déclenche une guerre civile continentale méritait notre appui, bien que nous la considérions fautive du point de vue tactique. C'était un fait indépendant de notre volonté, quelque chose de semblable à une grève ouvrière qui peut être lancée, à un moment adéquat ou non, avec une préparation suffisante ou non, mais dans laquelle nous devons participer (en nous disciplinant à la tâche fixée par la direction et non à son orientation politique), car notre classe s'y affronte contre la classe ennemie.

Le rapport du camarade du SU\* indiquait qu'en Amérique latine s'ouvrait un processus semblable à la guerre dans la péninsule indochinoise. Dans ce processus allaient s'affronter notre classe (l'Etat cubain) et l'armée de notre classe avec son organisme paramilitaire (l'OLAS\*) contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et leurs armées. Il ne s'agissait pas d'une aventure guérillériste d'une poignée de petits bourgeois radicalisés et désespérés ou de militaires démoralisés et déçus par le travail sur le mouvement de masses. Il n'y avait qu'une seule politique possible : nous devons lutter avec les Cubains et sous la « discipline militaire » de l'OLAS\*. Si Cuba, par l'intermédiaire de son Etat et de son armée, se lançait dans une guerre civile continentale contre l'impérialisme

étasunien, la guérilla en Bolivie pouvait être correcte ou incorrecte. Mais, bien qu'elle nous paraissait incorrecte, nous avions le devoir de la soutenir. Toutefois, dans ce cas, et seulement dans ce cas. C'est quelque chose similaire au soutien aux guérillas françaises contre le nazisme, dans la Seconde Guerre mondiale.

Notre position, bien que fautive, démontre mieux que dix tomes de discussion que nous disons la vérité quand nous disons que nous sommes pour la guérilla à un moment déterminé de la lutte de classes, et contre sa transformation en une méthode absolue ou une stratégie.

Il suffit que le camarade Maitan\* revienne nous voir en 1968 pour que nous nous rendions compte qu'il avait adopté la conception guérillériste de la lutte armée. Que Cuba se lançât ou non dans la guerre civile continentale, cela ne signifiait rien d'essentiel pour sa stratégie. En même temps, nous voyions que les Cubains ne se lançaient pas dans cette guerre civile continentale. Pour nous, c'était là le fait objectif, celui qui pouvait transformer la guérilla bolivienne en un fait objectif de la lutte de classes et non en une aventure volontariste d'une poignée d'intrépides.

C'est pour cela que notre position de soutien inconditionnel à la guérilla bolivienne, avec son corollaire organisationnel de l'entrée dans l'OLAS\* – et donc de l'entrée du POR-C\* dans l'ELN\* –, en tant que centrale militaire de la lutte armée en Amérique latine, dura le temps écoulé entre les deux voyages de Livio\*. L'un ouvrit l'étape, l'autre la ferma. Ce furent

quelques mois de soutien à la guérilla bolivienne, comme un aspect tactique de la guerre civile que l'Etat cubain allait, pensions-nous, lancer en Amérique latine.

C'est à partir de ce moment-là que commença l'actuelle division de notre Internationale. Pour des raisons similaires aux nôtres, le SWP\* commença à remettre en question l'orientation de toute notre direction et de notre mouvement par rapport à l'OLAS\*. Ce changement de nos deux partis est dû à un fait objectif d'une importance fondamentale : les Cubains, impressionnés par l'échec du Che, changèrent complètement leur stratégie de promotion de la révolution en Amérique latine, sous toutes ses formes. Ils commencèrent à se rapprocher de l'URSS et de sa politique de coexistence pacifique. Ils laissèrent l'OLAS\* livrée à elle-même.

Alors que nous tirions la conclusion logique qu'il n'y avait aucune possibilité certaine de guerre civile continentale à court terme, à cause de ce changement des Cubains, la majorité continua avec la stratégie et les analyses cubaines, mais sans les Cubains, tentant de remplacer Cuba par notre Internationale. Cette erreur méthodologique de vouloir remplacer un facteur politique objectif, la politique de l'Etat cubain, par un facteur subjectif, notre volonté et notre parti, s'étendit peu à peu de la scène latino-américaine à toutes les scènes de la politique mondiale, élargissant la brèche entre la majorité et la minorité.

Malgré cette explication, notre erreur n'en reste pas moins une erreur. Et logiquement, nous nous sommes

autocritiqués publiquement pour cela, comme pour tant d'autres erreurs, des erreurs qui découlèrent presque toujours d'une évaluation erronée de la réalité objective, et non de l'application de formules abstraites à la réalité, comme celles que nous avons la coutume de voir dans la majorité (« stratégie de la lutte armée », construction de « l'armée révolutionnaire » et tant d'autres).

Aujourd'hui, alors qu'il existe en Bolivie une situation similaire à celle sous Barrientos, les camarades de la Bolivie et du monde entier peuvent tirer profit des différentes positions du camarade Moreno et de celles prises par la majorité. Lequel des conseils que donna Moreno à la section bolivienne fut-il correct ? Celui qui coïncide avec la résolution du 9e Congrès de faire la guérilla et d'entrer dans l'OLAS\* ? Ou celui qui affirme qu'il ne fallait rien attendre des guérilléristes, ni préparer des guérillas, et qui propose de se tourner vers le travail dans le mouvement de masses, dans les organisations existantes, en utilisant toutes les marges légales, et d'organiser les masses, de cette manière et non d'une autre, pour la lutte politique et armée ?

Ce sont les faits qui donnent la réponse la plus catégorique. Après huit ans de guérilla bolivienne, rien n'a été gagné et l'OLAS\* est dissoute. Ce sont les masses qui ont mené les grandes batailles, dans les villes, avec leurs organisations traditionnelles, leurs partis et leurs syndicats.

C'est pour cela que nous ne pouvons pas faire moins que rappeler l'autocritique de Moreno. Elle confirme que

le meilleur succès d'un bolchevik est de reconnaître le moment où il y a lieu de changer une caractérisation et une

orientation politique que les faits ont démontré être erronées.

## 2. L'Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits

### 2.1. Les faits démentent ce que dit Germain

Dans son texte, le camarade Germain affirme qu'à partir du second *cordobazo*<sup>\*</sup>, le PRT\*-C a eu une orientation incorrecte en tentant de développer une armée populaire. Nous sommes d'accord avec cela, et nous n'en discutons donc pas. Mais il dit aussi qu'avant le premier *cordobazo*<sup>\*</sup>, le PRT\*-C avait raison concernant le pronostic, et que nous avions tort. C'est donc ce que nous allons discuter. Comme d'habitude, Germain dilue un problème concret dans une question de perspective historique. Peu importe ici de savoir s'il y a quelqu'un qui a su prévoir un an ou deux à l'avance la possibilité d'une insurrection. (Comment devrions-nous qualifier Lénine pour ne pas avoir prévu la proximité de la révolution russe !). Ce qui est réellement important et décisif, c'est de préciser quand a surgi une situation insurrectionnelle ou semi-insurrectionnelle, et si, oui ou non, il y a eu une politique correcte pour cette situation. Germain utilise ainsi une curieuse méthode pour défendre le PRT\*-C, une méthode caractérisée aussi par l'habitude de : 1) mentionner de façon imprécise des faits (y compris des publications) que personne ne connaît

(« plusieurs », au lieu de « 2 » ou « 5 », comme nous avons l'habitude de faire) ; 2) ignorer d'autres faits dont il y a bel et bien des preuves, ou les énumérer de façon confuse ou différente ; 3) ne pas utiliser les preuves que nous apportons pour l'orienter (auxquelles il ne daigne même pas répondre).

#### **Premier fait : le cordobazo\***

Nous affirmons que nous avons prévu le *cordobazo*<sup>\*</sup> et que nous étions pour l'impulser, alors que le PRT\*-C ne l'avait pas prévu et qu'il était contre sa promotion. Les preuves à l'appui sont les mêmes que celles déjà données dans notre texte *L'Argentine et la Bolivie, un bilan*. Dans le sous-chapitre intitulé *Deux positions sur le cordobazo*<sup>\*</sup>, nous avons cité deux textes qui démontrent de façon catégorique que nous avons prévu, un mois avant le *cordobazo*<sup>\*</sup>, la montée qui se préparait, et comment elle allait se manifester – « *manifestations de masse, occupations de facultés et d'édifices publics, résistance aux forces de répression. Il faut étendre et coordonner ces actions* » –, alors que, peu de jours avant le *cordobazo*<sup>\*</sup>, le PRT\*-C disait au contraire que « *c'était un suicide d'affronter la police et les autres organismes de répression avec*

les *manos nudes* » et conseillait de ne pas faire de mobilisations de masse pendant longtemps, jusqu'à ce que les masses soient armées. Qui a eu raison ?

### Deuxième fait : les conflits ouvriers

Germain ne prend pas en compte nos arguments quand il doit répondre à notre accusation que le PRT\*-C ne donnait aucune importance aux luttes ouvrières dans ses réunions de direction, et qu'il n'avait pas de politique pour elles, au point d'oublier même les grèves générales de ces jours, suite à l'éloignement de la lutte de classes provoqué par son orientation guérillériste. Nous avons dénoncé que, durant toute l'année 1971 (une année de conflits ouvriers), la publication officielle du PRT\*-C n'ait publié que trois articles généraux de caractère syndical et aucun sur ces conflits, alors que notre journal en avait publié deux cent cinquante. Le camarade Germain nous répond par des faits inconnus : « *ils ont publié plusieurs numéros spéciaux d'usines et de réunions syndicales.* » Lesquels, et où, camarade ? En Argentine, nous ne connaissons qu'un seul numéro d'un seul journal.

A Tucuman, une grève générale qui paralysa toute la province fut précédée par plusieurs jours d'agitation étudiante, un Mai français en miniature. Mais comme l'agitation étudiante fut plus « violente » que la grève générale, la publication officielle du PRT\*-C ne mentionna jamais cette dernière. Elle disait que Tucuman avait vécu des journées intenses... jusqu'au jour de la grève générale dont elle ne parle pas. Pour eux, tout se termina ce jour-là ; il ne se passa plus rien dans la province (qui resta paralysée

pendant deux jours !). Exactement comme si, en analysant le Mai français, nous disions qu'après la nuit des barricades tout redevint normal dans Paris. Il s'est passé la même chose avec toutes les grèves générales, en commençant par celle qui a donné lieu au premier *cordobazo*<sup>a</sup>. Nous ne savons pas quelles grèves partielles le PRT\*-C a dirigé. Peut-être quelques-unes. De toute manière très peu, puisque toutes les grèves importantes et les plus connues furent dirigées par les stalinien, les maoïstes ou nous, quelque fois soutenues par *Politica Obrera* ou d'autres groupes d'extrême gauche, y compris le PRT\*-C.

### Troisième fait : SITRAC-SITRAM

Nous pouvons dire la même chose de SITRAC-SITRAM<sup>a</sup>. Personne ici ne connaît la présidente des assemblées générales de SITRAC-SITRAM mentionnée par Germain. Le président fut toujours le même : le « vieux Pedro ». Dans une de ces AG, une camarade très jeune, déléguée, oratrice exceptionnelle, appartenant au PRT\*-C, prit la parole et émut l'assistance par son intervention. Le camarade Germain parle-t-il d'elle ? Mais elle n'était pas présidente, camarade. La direction politique de la tendance classiste de SITRAC-SITRAM était dans les mains des ultras et des maoïstes (ces

<sup>a</sup> Le *Sindicato de trabajadores de Concord* (SITRAC) et le *Sindicato de trabajadores de Materfer* (SITRAM) étaient les syndicats des usines Concord et Materfer de FIAT à Cordoba respectivement. Ils se sont opposés à la bureaucratie syndicale de la UOM (Unión Obrera Metalúrgica, voir CGT\*) et du SMATA (Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor, le syndicat de l'automobile) et ils ont joué un rôle important dans le premier *cordobazo*\*.

deux tendances dirigeaient Cordoba) et dans nos mains (les dirigeants de presque tous les conflits et des commissions internes classistes les plus importantes du Grand Buenos Aires). C'est là la seule vérité. Le PRT\*-C n'est jamais apparu comme un secteur d'importance dans les AG de Cordoba et de Buenos Aires, moins encore dans la tendance à l'échelle nationale.

### Un critère définitif : comparer les deux organisations

Mais il n'y a rien de mieux pour comparer l'efficacité de ces deux orientations respectives que de vérifier la réalité actuelle des deux organisations. Commençons par les 40 000 affiliés. Le camarade Germain précise, correctement, qu'il ne s'agit pas de militants. C'est précisément pour cette raison que nous les appelons affiliés, et non pas militants. Mais le camarade Germain minimise leur importance comme indice d'influence politique : les affiliés doivent s'enregistrer comme tels face à un juge et aux autorités électorales. Il ne s'agit pas d'une simple signature pour solliciter la légalité, mais de remplir une fiche d'adhésion au parti et à son programme. Nous sommes la seule organisation de gauche qui ait réussi à profiter de cette marge légale, et nous pensons que, sauf pour le Parti communiste, il est difficile pour toute autre de le faire. Germain ignore aussi totalement l'ouverture de nos locaux : plus de cinquante dans le pays. Et cela s'est accompagné d'une croissance du nombre de militants (pas « d'affiliés ») du parti et de la jeunesse, dans une moyenne de 400 par mois, à partir de la fin de la campagne

électorale. Mais ce qui est le plus important à signaler, c'est le rythme de croissance et d'expansion de l'activité. Nous sommes arrivés à avoir 100 permanents du parti, nous avons eu la participation de plus de 10 000 personnes au meeting de clôture de la campagne électorale.

Contre tout cela, le PRT\*-C nous oppose le chiffre de participants à une concentration à Tucuman (sa base), réalisée en alliance avec la gauche péroniste et Tosco, avec des trains et des autocars venant de tout le pays, payés par le PRT\*-C. Ils n'eurent que 1500 personnes. Quant à nous, nous avons réuni à Buenos Aires, à nous seuls, sans accord avec une autre tendance, entre militants et sympathisants, 4000 personnes. Deux mille d'entre eux étaient des dirigeants ouvriers de base, et l'entrée dans la salle se faisait sur vignettes, ce qui indique que la participation était effectivement assurée par le travail du parti. A Cordoba, une assemblée générale réalisée par toutes les tendances de gauche a réuni 40 délégués et dirigeants ouvriers ; une autre, réalisée par nous, en compta 80. Aujourd'hui, nous sommes la tendance de gauche la plus forte dans les usines les plus importantes de Cordoba. Voilà la réalité actuelle de nos deux organisations, conséquence de la réalité qui existait déjà à l'époque de la SITRAC-SITRAM.

### 2.2. Notre prétendue capitulation face à la fraude électorale et au gouvernement militaire

Selon Germain, notre parti a publié « *plusieurs plate-formes pour sa propre campagne et avec ses positions pour le mouvement de masses, [...] et nulle part*



n'était mentionné le caractère frauduleux des élections. [...] Cela déboucha sur le triste spectacle d'Avanzada Socialista [A.S.] rencontrant le dirigeant syndical Tosco,<sup>b</sup> récemment libéré de prison, et l'interrogeant sur ce qu'il pensait de l'idée d'une liste électorale des travailleurs aux élections, recevant pour réponse de Tosco que, avant tout, il fallait dire qu'il s'agissait là d'élections frauduleuses. Les trotskistes reçurent cette leçon d'un sympathisant du Parti communiste. Quelle expérience humiliante pour le camarade Moreno ! »<sup>1</sup> D'où le camarade Germain a-t-il tiré cette leçon que nous aurait donnée Tosco ? Certainement pas dans l'interview qu'il cite. Voyons.

#### La « leçon » que Tosco donna à Moreno

La première question du reportage fut de savoir si Tosco était en faveur du « pouvoir pour la classe ouvrière » et de la « construction d'un parti ouvrier », comme façon de poser le problème de la « libération nationale et sociale ». Tosco répondit évasivement par la négation, disant être pour « l'union des forces populaires avec un programme au contenu transformateur et révolutionnaire ».

Nous citons textuellement et dans son intégralité la seconde question. « A.S. : La solution électorale que propose la dictature est un piège préparé pour dévier la montée des masses que connaît l'Argentine. Est-ce votre avis ? »<sup>2</sup> (Précisons en passant que « piège » est un terme plus fort et qui définit avec plus de précision que « fraude » la signification de la manœuvre électorale montée par la bourgeoisie argentine). Tosco répondit

en confirmant ce que nous disions dans notre question, que les élections étaient un piège de la dictature. Suivent d'autres questions sans lien avec le sujet en discussion, jusqu'à la 5ème que cite Germain, disant ceci :

« A.S. : Notre parti a proclamé dans sa publication officielle, A.S., qu'il mettait sa personnalité politique gagnée au niveau national à la disposition de candidatures ouvrières. Cela veut dire que nous croyons à la candidature des Tosco, Gregorio Flores et autres Mera, et du meilleur de l'avant-garde ouvrière qui s'est révélée dans le processus ouvert il y a trois ans. Nous l'avons appelé le Pôle ouvrier et socialiste, puisque le socialisme est la revendication historique des travailleurs. Considérez-vous cela possible, et le cas échéant, y seriez-vous disposé ? »

Germain dit que Tosco aurait répondu : « avant tout, il faudrait dire qu'il s'agit d'élections frauduleuses ». Dans le n° 31 d'A.S., du 27 septembre 1972, où fut publié ce reportage, Tosco dit : « Je comprends que nous, les travailleurs, nous avançons vers une Argentine socialiste. Mais comme je veux agir avec responsabilité, je ne peux donc pas répondre à ce type de question. Logiquement nous nous battons pour la libération nationale et sociale argentine et notre marche va vers une patrie socialiste. »<sup>3</sup>

Cela signifie que la réponse, de nouveau évasive, donnée par Tosco à notre question, n'a rien à voir avec les paroles que Germain met dans la bouche de ce dirigeant centriste. Ce problème de la citation falsifiée, pour faire apparaître Tosco comme nous donnant une « leçon », est important pour clarifier la méthode

polémique employée par Germain. Mais pour caractériser la politique de notre parti, il est beaucoup plus important de voir la campagne constante d'Avanzada Socialista, dénonçant les élections comme frauduleuses, ou les campagnes réalisées en faveur d'une lutte pour la légalisation du Parti communiste et des autres partis de gauche.

#### Notre « silence » face à la dictature

Mais les falsifications ne s'arrêtent pas là. Germain nous accuse aussi de : « garder le silence sur l'existence de la dictature, sous prétexte que, de cette façon, soit "gagnée" la possibilité de réaliser une propagande légale... »<sup>4</sup>

Il est normal qu'après avoir « vérifié » que nous avons commis ce méfait, il nous déclare coupable « d'une concession inacceptable à l'électoralisme ». Mais, est-ce que le camarade Germain nous lit ou, ce qui est plus probable, le fait-il d'une manière sélective ? Nous ne pouvons citer l'une après l'autre toutes les fois où nous avons dénoncé l'existence de la dictature dans A.S., dans nos tracts ou dans les interventions publiques de nos camarades. Ce serait une longue tâche ennuyeuse. Les camarades qui lisent l'espagnol peuvent le vérifier facilement. Malheureusement la majeure partie des camarades de l'Internationale ne peuvent pas le faire. Nous attirerons donc l'attention sur la première et la seconde question posées à Tosco dans A.S., après sa sortie de prison. Et nous indiquerons que la défense des prisonniers politiques, l'appel à lutter pour leur liberté et la dénonciation de la répression furent des thèmes permanents

de notre presse et de notre campagne électorale.

Pour terminer, nous rappellerons, qu'en pleine campagne pour obtenir la légalité, nous disions avec un titre sur toute la page du journal : « Contre le candidat de Lanusse, des candidats ouvriers et socialistes. » Et sous un autre titre, *Le jeu des interdictions*, nous disions : « Le discours de San Nicolás – qui ne nous surprend pas puisque nous avons dénoncé à répétition dans ces colonnes le sens de cet "accord" – ne peut pas nous faire oublier les tromperies contenues dans le discours antérieur de Lanusse, quand il soutenait que dans le processus d'institutionnalisation ne seront proscrits que ceux qui veulent se proscrire volontairement. Maintenant nous savons que resteront sur la touche ceux qui n'acceptent pas les règles du jeu proposées. Mais même si ce n'était pas le cas, se sont-ils volontairement proscrits, ceux qui, tombant sous le coup de la Loi 17.401 qui institue le délit d'opinion, sous le contrôle de la Constitution elle-même, ne peuvent avoir la légalité et doivent renoncer à l'action publique manifeste ? Se sont-ils proscrits volontairement, les fonctionnaires, professeurs et instituteurs qui, en application de cette loi, ont dû abandonner leurs moyens d'existence et aller chercher dans certains cas un air plus respirable sous d'autres latitudes ? Se sont-ils proscrits volontairement, les centaines de fils exemplaires de la classe ouvrière et du peuple qui restent dans les prisons de la République par la seule volonté du pouvoir exécutif ? Et ceux qui purgent des peines en vertu des lois qui limitent la liberté de pensée, appliquées

<sup>b</sup> Tosco était le principal dirigeant du cordobazo\*.

généreusement par la "Chambre de la Terreur" ? Et les groupements politiques qui n'ont pas encore pu surmonter les obstacles que la loi policière qui réglemente l'activité des partis politiques oppose à leur action ? Se sont-ils proscrits volontairement, les partis qui n'acceptent pas l'accord de capitulation que leur offre la dictature ? »<sup>5</sup>

« Les travailleurs ont démontré mille et une fois leur combativité. Particulièrement à partir de 1969, le mouvement ouvrier et populaire n'a pratiquement pas laissé de répit à la dictature militaire, et sa lutte a imposé des changements de gouvernements et de plans politiques. Les soulèvements urbains, les grèves et les mobilisations ont été permanents pendant ces quatre dernières années. Si les victoires n'ont pas encore été majeures, ce n'est pas seulement dû à la brutale répression avec laquelle la dictature défend les institutions du régime, ni aux manœuvres qu'elle effectue au moyen de ses miettes de concessions. C'est grâce à un élément qui agit en faveur de la dictature, qui a plus de force que l'appareil répressif, c'est le contrôle policier et le rôle de frein qu'appliquent les directions syndicales reconnues par l'autorité de Perón. »<sup>6</sup>

Il n'est pas nécessaire de donner davantage de citations puisque cette dénonciation permanente de la dictature était une campagne constamment intensifiée, qui touchait les partis bourgeois et particulièrement le péronisme et son dirigeant, le général Perón.

Camarade Germain, nous ne pensons pas que cette manière de cacher et de déformer les faits soit le meilleur moyen

d'éduquer les militants de toutes les sections de l'Internationale sur les méthodes du mouvement révolutionnaire trotskiste. Laissons de côté les procédés qui ne contribuent pas à débattre sérieusement des positions politiques en jeu.

### 2.3. Avons-nous capitulé devant Perón ?

Après nous avoir accusés de ne pas avoir dénoncé la fraude gouvernementale, Germain nous accuse d'avoir capitulé devant Perón et le péronisme. Sur quelle base ? Sur l'ensemble de notre campagne électorale qui a duré plus de six mois ? Pas du tout. Si Germain avait revu l'activité de ces six mois, il n'aurait pas eu d'autre recours que de reconnaître que, avec la dénonciation de la dictature militaire, l'attaque contre le péronisme du point de vue marxiste et prolétarien était le second axe général de notre campagne électorale. Des dizaines d'articles et de titres de la une de notre journal le démontrent.

#### Une tactique tirée hors de son contexte

Le camarade Germain centre son accusation sur une de nos tactiques, qui dura un mois, à partir du retour de Perón, et qui consista en un appel à la gauche péroniste pour exiger de Perón qu'il accepte 80 % de candidats ouvriers. Nous appelions effectivement la gauche péroniste à se mobiliser sur cet objectif, et pour imposer également « un programme de lutte », dernier aspect curieusement « oublié » par le camarade Germain. Si la gauche péroniste acceptait cette condition et si les candidats étaient élus par la base, nous aurions été

disposés à un soutien critique de leur lutte.

Pour faire cette critique, Germain sépare une fois de plus un élément de son contexte historique. Et c'est une grave erreur, car il n'y a pas de bons ou mauvais mots d'ordre par nature ou à n'importe quel moment. Par exemple, il y a peu de mots d'ordre de transition aussi bons et utiles que celui du contrôle ouvrier. Mais ce mot d'ordre, posé pendant la grève générale française, au lieu de la lutte pour le pouvoir, se transforme en un mot d'ordre qui entrave le mouvement de masses, qui éloigne le prolétariat de la véritable tâche immédiate qu'il a devant lui, et finit par le dévier vers une impasse et lui faire perdre une occasion historique de victoire. Pendant la troisième période, Trotsky critiqua sans cesse les staliniens pour avoir utilisé le mot d'ordre de formation de soviets (le plus important du Programme de Transition) à un moment où les masses ne pouvaient pas l'appliquer. Au contraire, un mot d'ordre anodin considéré traditionnellement comme non marxiste, comme celui de « paix », pouvait être révolutionnaire dans une situation concrète, quand la bourgeoisie russe et le tsar ne pouvaient pas la concéder et qu'elle était pour les masses une nécessité impérieuse, immédiate. Nous pouvons dire la même chose du partage des terres, mot d'ordre petit-bourgeois, qui en 1917 devint révolutionnaire.

Il devient donc clair que la valorisation d'un mot d'ordre dépend étroitement de la situation concrète dans laquelle il est formulé. C'est ce qui s'est passé avec notre mot d'ordre et c'est ce que laisse

de côté le camarade Germain. Alors ? Quelle était la situation concrète dans laquelle nous lancions ce mot d'ordre ? Ou autrement dit, à partir de quelle analyse de la réalité le lancions-nous ?

### 2.4. Une analyse dynamique du péronisme

Nous soutenons que notre tactique fut correcte pour la simple raison qu'elle se base sur une analyse dynamique du péronisme en tant que phénomène politique. Cette analyse dynamique indiquait que le péronisme était engagé avec le gouvernement militaire pour imposer un programme réactionnaire, sa dynamique étant de ne faire aucune concession au mouvement ouvrier. C'est cette dynamique que nous avons expliquée aux travailleurs argentins, quand nous leur disions, comme le cite Germain : « Nous pensons que [...] Perón défend les patrons et qu'il accepte consciemment l'accord [avec les militaires]. »<sup>7</sup>

Avec cette dynamique, il était absolument impossible qu'il accepte, non pas 80 % de candidats ouvriers élus par la base sur un programme de lutte, mais qu'il accepte ne serait-ce qu'un seul ouvrier classiste sur ses listes. Nous n'avons pas inventé la tâche d'imposer des candidats ouvriers et un programme de lutte au sein du péronisme. C'était une aspiration d'un secteur du mouvement ouvrier péroniste, de son aile plus radicalisée. Sur la base de cette analyse, notre tactique était la seule correcte et logique : proposer à l'avant-garde péroniste une tâche qu'elle trouvait juste mais qu'elle ne pouvait pas faire accepter dans les rangs péronistes. Si l'avant-garde péroniste assumait cette tâche,

ses efforts se heurteraient à la dynamique du parti péroniste et de Perón, et elle ferait une riche expérience et finirait par rompre avec Perón et son parti.

« *Exigeons de Perón un plan de lutte pour une augmentation de 50 000 pesos et un salaire minimum de 120 000, réajustable tous les deux mois, et contre le chômage ! [...] Demandons-lui qu'il donne 80 % des candidatures du Parti justicialiste pour que les travailleurs élisent, parmi eux, leurs candidats ! [...] Si la responsabilité [de la politique anti-ouvrière du péronisme] ne vient pas de Péron, nous l'aiderons alors à rompre le "siège" des bureaucrates. Si malheureusement elle l'est, comme nous le pensons, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent imposer le plan de lutte et les candidats ouvriers.* »<sup>8</sup>

Comme nous l'avions prévu, Perón refusa la proposition et, en conséquence, une partie de la direction syndicale péroniste de Tucuman rompit avec le péronisme et a gardé de très bonnes relations avec nous.

Cette manœuvre tactique affaiblit le péronisme, en provoquant une grave rupture dans une province-clé et en ouvrant une perspective favorable pour notre parti et pour le mouvement ouvrier. Et il est intéressant de remarquer que, récemment, le secteur politique le plus conséquent de la gauche péroniste a fait une exigence similaire, à laquelle Perón n'a pas répondu, ce qui a donné lieu à une rupture de fait.

Tout cela ne fut qu'une simple manœuvre tactique qui donna de bons résultats. Nous n'avons jamais prétendu définir un parti bourgeois comme

pouvant cesser de l'être par le fait d'avoir 80 % de candidats ouvriers. Qui plus est, nous sommes d'accord avec le camarade Germain pour dire que le caractère du péronisme ne changerait pas, même avec 90 % de candidats ouvriers, ni avec un programme de lutte, ni avec des candidats élus par la base. Il ne changera pas car ces candidats, même élus par la base, même sur un programme de lutte, continueront à soutenir qu'ils doivent rester dans le parti péroniste, avec Perón. Ce seul fait politique – la présence de Perón et la confiance des candidats en lui et en la nécessité de s'allier avec lui – démontre que le problème n'est pas numérique mais politique, qu'il n'est pas lié exclusivement à la proportion de candidats ouvriers. Il est politique car il est lié à la croyance en la nécessité de s'allier à un vieil agent de la bourgeoisie. Même si dans ce parti ne restait que Perón comme seul représentant de la bourgeoisie, et que le reste était constitué d'ouvriers, ce parti resterait un parti bourgeois.

Mais étant donné que toute notre tactique avait comme base que Perón n'accepterait pas ces demandes, il y a lieu de se demander finalement ce qui serait arrivé si nous nous étions trompés. Supposons que, dans notre analyse, nous ait échappé l'existence d'une profonde tendance du mouvement ouvrier et de l'avant-garde à vouloir construire un parti de classe, une tendance suffisamment forte pour imposer sa majorité au sein du péronisme, mais encore trop faible pour atteindre le point critique de rupture avec Perón et son parti

et de construction d'un parti ouvrier indépendant.

Apparemment, une telle force prolétarienne organisée serait progressiste, car elle serait la manifestation de cette tendance du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Son aspect négatif serait la possibilité d'ouvrir la voie à la contre-manœuvre de Perón qui céderait du terrain afin de tenter d'assimiler cette tendance au sein de son parti pour la neutraliser.

Dans ce cas-là, notre parti devrait faire son autocritique pour s'être trompé dans son analyse ; il devrait signaler l'aspect positif de ce phénomène ainsi que ses limites ; il devrait se critiquer d'avoir proposé cette tâche à l'avant-garde péroniste ; il devrait souligner davantage les limites de sa victoire au sein du péronisme et il devrait continuer à mener sa politique électorale de présentation de candidats ouvriers, de classe et socialistes. Pour cette dernière tâche, notre parti était dans de parfaites conditions pour le faire, car il ne s'était engagé dans aucun soutien au péronisme.

### **Il faut combien de bourgeois pour faire un front populaire ?**

Domage que cette conception trotskiste orthodoxe que nous avons des partis, fronts, etc. ne soit pas partagée par Germain, ni par la direction de la section française. Si Germain considère comme une capitulation l'appel fait à l'avant-garde péroniste à lutter pour imposer 80 % de candidats ouvriers sur les listes justicialistes et le fait que nous nous soyons engagés à soutenir cette lutte – nous n'avons jamais soutenu électoralement le péronisme, et nous n'avons

jamais assumé aucun compromis avec lui –, nous ne comprenons pas pourquoi il ne critique pas les camarades français pour avoir soutenus électoralement l'Union de la Gauche\*. Pour les camarades français, bien sûr, l'Union de la Gauche\* n'était pas un front populaire puisqu'ils ne le dénoncèrent jamais en tant que tel, mais le qualifièrent de « projet réformiste global ». Nous ne comprenons pas pourquoi, pour Germain, un front comptant 99,9 % de candidats ouvriers (socialistes et communistes) et 0,01 % de candidats bourgeois, avec un programme « réformiste » – c'est le cas de l'Union de la Gauche\* – cesse d'être un front populaire, si le péronisme avec 80 % de candidats ouvriers et un « programme de lutte » n'a pas cessé d'être un parti bourgeois. Pour nous, le premier reste un front populaire et le second un parti bourgeois.

Nous ne comprenons pas le raisonnement des camarades français selon lequel l'unité politique avec la bourgeoisie n'en est pas une s'il y a peu de bourgeois dans cette unité. Tout comme le péronisme avec 99 % de candidats ouvriers, un programme de lutte et Perón serait resté un parti bourgeois, l'Union de la Gauche\*, avec ses 99,9 % de candidats ouvriers et 0,01 % de candidats bourgeois et un programme réformiste, reste un « front populaire ». La grande différence entre notre politique et celle de la section française, c'est que, alors que nous ne nous sommes pas engagés à soutenir le péronisme, même dans les meilleures conditions, les camarades français ont passé leur temps à critiquer

l'Union de la Gauche\* pour finalement la soutenir.

L'Union de la Gauche\* française était un peu ce qu'était le front populaire espagnol : il n'y avait aucun secteur important de la bourgeoisie, mais une ombre politique de la bourgeoisie. Trotsky dénonça sans cesse le front populaire espagnol et il aurait également dénoncé sans cesse l'Union de la Gauche\* française comme un front populaire.

Pour quel motif les fronts populaires le restent-ils, même lorsque n'y participent pas de forts secteurs bourgeois ? C'est très simple : le stalinisme construit ses fronts populaires avec les bourgeois qui veulent bien le construire à ce moment-là. En France, comme auparavant en Espagne, ces bourgeois étaient peu nombreux, alors le stalinisme l'a construit avec ces quelques bourgeois-là. C'est pourquoi il est important de voir la dynamique probable de cette coalition.

Tout comme nous avons fait notre analyse dynamique et prévu que le péronisme ne pouvait accepter des candidatures ouvrières élues par la base sur un programme de lutte, les camarades français auront fait également, supposons nous, une analyse dynamique de l'Union de la Gauche\*. Nous supposons qu'ils se soient posé la question sur l'avenir de ce front. Ce que nous ne connaissons pas c'est leur réponse à cette question. Mais nous pouvons donner la nôtre. Pour nous, la dynamique de l'Union de la Gauche\* est de se constituer demain, dès que les conditions objectives y seront favorables, en un front populaire modèle, avec tous les partis bourgeois

qui voudront y entrer. Les camarades français sont-ils d'accord pour dire que la perspective de l'Union de la Gauche\* est bien celle-là ? Si ce n'est pas celle-là, laquelle alors ?

Nous affirmons que l'Union de la Gauche\* française est prête à prendre la dynamique d'un front populaire en bonne et due forme (pas seulement avec l'ombre de la bourgeoisie comme aujourd'hui). Cette définition part de la politique générale, historique du stalinisme. Et cette politique n'est autre que celle de construire des fronts populaires ou des unions nationales avec les bourgeoisies nationales, afin de freiner la révolution et instaurer un gouvernement ami de l'URSS. Les camarades de la majorité connaissent-ils un autre objectif historique du stalinisme ? S'ils en connaissent un autre, qu'ils nous le précisent clairement. L'objectif du stalinisme n'est autre que celui que nous signalons. L'Union de la Gauche\* française n'est donc qu'une étape tactique, électorale, de la stratégie stalinienne de construction de fronts populaires. Par ailleurs, cette tactique de construction de fronts populaires électoraux, comme antichambres de gouvernements de front populaire démocratiques-bourgeois, n'est pas exclusivement celle des stalinien français, c'est une tactique mondiale du stalinisme.

C'est une grave erreur de caractérisation qu'ont faite les camarades français en disant que l'Union de la Gauche\* n'était pas un front populaire puisqu'il y avait peu de bourgeois. Cette erreur de caractérisation les a amenés à une autre erreur, plus grave encore. Ils sont

tombés dans l'opportunisme et ont fait le jeu de la politique de front populaire du stalinisme français. C'est pour cela que nous ne pouvons que nous étonner, qu'avec une telle politique en France, les camarades de la majorité crient au scandale pour notre tactique électorale d'un mois face au péronisme.

### ***Le Front élargi uruguayen***

Mais le scandale ne se limite pas à cela. Les camarades de la majorité nous accusent aussi d'avoir cédé à la pression bourgeoise et stalinienne en Uruguay, pour avoir soutenu le Front élargi aux dernières élections.

Nous avons soutenu que, lorsque l'on nous obligea à voter pour Seregni et d'autres candidats bourgeois pour pouvoir rester dans le Front élargi, nous aurions dû nous retirer et faire un terrible scandale. Nous pensons que ce fut correct d'être entrés au Front élargi, car cela nous a facilité le travail dans le mouvement de masses. L'erreur des camarades uruguayens ne fut pas d'y être entrés, mais de ne pas en être sortis à temps, dès que la direction bourgeoise tenta d'imposer sa discipline.

Mais nous pensons que ce fut une grave erreur, pas une trahison, car les camarades uruguayens firent une dénonciation principielle du Front élargi, comme l'a démontré le camarade Hansen\* par d'abondantes citations.

Les camarades uruguayens ont fait une erreur lorsqu'ils se sont trouvés face à une alternative : soit rester dans le front et voter pour les candidats de celui-ci (orientation erronée), soit être obligés d'en sortir et faire un grand scandale (orientation correcte). L'opportunisme

des camarades uruguayens avait, au moins, une raison de poids : leur travail contre le Front élargi de l'intérieur. L'opportunisme des camarades français fut, par contre gratuit : ils soutenaient l'Union de la Gauche\* de l'extérieur, sans même avoir l'excuse de devoir le faire formellement pour la détruire de l'intérieur.

Voyons maintenant ce qu'a fait la section française. En France, nous n'étions contraints par aucune exigence tactique quelle qu'elle soit, puisque nous n'avons jamais été à l'intérieur de l'Union de la Gauche\*, ni pratiqué l'entrisme dans aucun des partis réformistes. Nous ne risquons de perdre absolument rien en ne votant pas pour l'Union de la Gauche\*. En ne votant pas pour les candidats bourgeois, tout était résolu. Mais en dépit de cela, nous avons voté pour l'Union de la Gauche\*.

Mais les deux erreurs, celle des camarades uruguayens comme celle des camarades français, sont de graves erreurs, en aucune manière des trahisons. Ce qui est une véritable trahison, c'est de soutenir électoralement un front populaire ou un mouvement nationaliste bourgeois sans dénoncer que son existence est une trahison du mouvement ouvrier. Cela signifie que le vote en soi est pour nous un problème tactique et non de principe. Ce qui est de principe, c'est l'orientation, et celle-ci doit être de dénoncer implacablement tout front populaire ou nationaliste bourgeois où se trouve la classe ouvrière, comme une trahison de la part des partis ouvriers réformistes qui les promeuvent.

Les camarades uruguayens appliquèrent largement cette politique principale. Nous, en Argentine, nous avons également fait une implacable dénonciation du péronisme et de l'ébauche de front populaire que le stalinisme autochtone tenta de concrétiser à travers l'Alliance populaire révolutionnaire. Les camarades français ont-ils fait de même ?

Les camarades français (avec l'appui des camarades de la majorité) ont mené une campagne de dénonciation de l'Union de la Gauche\* sur tous les tons. Et cela est très correct. Mais le seul ton qui leur a manqué (toujours avec l'appui inconditionnel de la majorité) fut celui de dénoncer que l'Union de la Gauche\* était un front populaire en puissance, un organisme ennemi des intérêts de la classe ouvrière.

Si notre caractérisation de la dynamique de l'Union de la Gauche\* est correcte, si celui-ci n'est que la tactique électorale du Parti communiste français dans le cadre de sa stratégie de construction de fronts populaires, si notre section française n'a pas dénoncé cette dynamique que l'Union de la Gauche\* allait prendre, si elle l'a soutenue aux élections (et c'est ce qu'elle a fait), nous pouvons malheureusement en tirer une seule conclusion : nous avons voté en France, sans la dénoncer en tant que telle, la tactique électorale de la stratégie du front populaire. Cet opportunisme a eu l'approbation et l'encouragement des camarades de la majorité. Ne semble-t-il pas au camarade Germain que pour critiquer (même s'il avait raison) une facette secondaire de notre politique électorale, il devrait

commencer par se critiquer lui-même pour avoir défendu les barbaries que nous avons faites en France ?

Mais il y a pire. Le camarade Hansen\* a fait une critique publique de la tactique électorale des camarades uruguayens, contre notre avis selon lequel une telle critique devait avant tout être adressée aux camarades boliviens ou, encore mieux, il ne fallait faire aucune critique publique. Ne paraît-il pas suffisant au camarade Germain que les camarades uruguayens aient accepté cette critique ? Que veut-il de plus ? Nous nous attendons de sa part à une attitude semblable à celle de Hansen\* par rapport à la tactique électorale de la section française.

### 2.5. Devions-nous nous présenter aux élections ?

Selon le camarade Germain, nous avons agi en Argentine comme si nous étions « en Grande-Bretagne avant 1914 ou aux Etats-Unis en 1938 ou en 1946 ». Pour lui, la situation de notre pays est similaire à celle de l'Espagne et de la France en 1936. Toutes les analogies sont périlleuses. Dans la situation du prolétariat argentin, et par conséquent dans la situation objective argentine, il existe une contradiction aiguë, peut-être unique, mais qui, dans tous les cas, rend impossible la comparaison avec les pays que cite le camarade Germain.

Le mouvement ouvrier argentin est péroniste et reconnaît comme principal leader politique et syndical un dirigeant bourgeois : le général Perón. Cependant, il a un très haut degré de combativité et d'organisation syndicale. Surmonter cette contradiction veut dire hausser le

développement politique de la classe ouvrière jusqu'au niveau atteint par son organisation syndicale et ses luttes, et c'est la principale tâche posée aujourd'hui aux révolutionnaires en Argentine. Cela signifie que la grande tâche historique de cette étape consiste à gagner l'indépendance politique du mouvement ouvrier. Dans aucun des pays énumérés par le camarade Germain (et à l'époque indiquée) n'est posée cette tâche, car le prolétariat y avait ses organisations politiques de la classe ouvrière.

Naturellement, l'indépendance politique du mouvement ouvrier ne pourra s'obtenir que par la mobilisation de la classe. Mais cela ne signifie pas que nous ne puissions pas utiliser les élections et la légalité bourgeoise pour soutenir et, dans la mesure du possible, diriger ces deux processus combinés mais non identiques : l'indépendance politique et les mobilisations de la classe ouvrière.

Nous le répétons, les analogies sont périlleuses, car elles mettent l'accent sur les ressemblances et estompent les différences qui peuvent être plus importantes que les premières. Connaissant ce risque, nous oserons en faire une : plus qu'à l'Espagne ou la France en 1936, l'actuelle situation argentine paraît similaire à celle de l'Espagne en 1931. Trotsky signalait que s'ouvrait une étape révolutionnaire, mais que, comme les masses avaient toujours une grande confiance dans les partis et le parlement bourgeois, il était impératif d'intervenir dans les élections et d'accompagner l'apprentissage par les masses du parlementarisme bourgeois, en participant aux Cortes\*. Le fait que la situation était révolutionnaire

ou prérévolutionnaire ne constituait pas un obstacle pour intervenir dans les élections. Au contraire, cela le rendait plus nécessaire. Le stalinisme s'opposait à Trotsky, proposant l'armement du prolétariat. Écoutons comment Trotsky les qualifiait : « *Opposer le mot d'ordre d'armement des ouvriers à la réalité des processus politiques qui coulent dans les veines des masses signifie s'isoler des masses – et les masses des armes.* »<sup>9</sup>

### **Pourquoi était-il correct de se présenter aux élections en plein milieu de la révolution bolivienne ?**

Mais il y a une analogie que le camarade Germain n'a pas eu l'idée de mentionner, celle de la Bolivie dans les années 1952-56. Pendant ces années, il y avait en Bolivie des milices ouvrières et paysanne qui imposeraient « tout le pouvoir à la COB\* avec ses milices ». C'était une situation beaucoup plus aiguë qu'en Argentine après le *cordobazo*\* ; finalement, les masses boliviennes avaient renversé la dictature militaire au moyen d'une insurrection et avaient gardé les armes. Dans une telle situation, bien plus révolutionnaire que celle de l'Argentine, la direction de notre Internationale proposait systématiquement pour la Bolivie la présentation aux élections. Le 4e Congrès de l'Internationale conseillait, en 1954, pour la Bolivie, sous la plume du camarade Germain, une « *campagne pour des élections générales avec droit de vote pour tous les hommes et toutes les femmes de plus de 18 ans pour élire une Assemblée constituante et présenter des listes ouvrières de la COB\* à ces élections* ». <sup>10</sup>

Et cette analogie s'étend à juin 1956, quand le POR<sup>c</sup> se présenta aux élections malgré leur caractère d'escroquerie.

Ces analogies sont assez illustratives. Cependant, les camarades de la majorité se refusent à répondre catégoriquement à notre question : devons-nous oui ou non nous présenter à ces élections ? Pour eux, se présenter aux élections n'est pas décisif, ce qui est décisif c'est la politique avec laquelle nous nous y présentons. C'est là une manière incorrecte d'envisager le problème.

### **Sans participation aux élections, il ne pouvait pas y avoir de politique correcte**

Quelle est la signification de l'affirmation de Trotsky que nous avons citée, selon laquelle on ne doit pas lancer de mots d'ordre éloignés des « processus politiques qui coulent dans les veines des masses » ? Cela signifie-t-il que, parce que les masses se font des illusions sur les élections, nous devons nous laisser entraîner dans l'électorisme ? Trotsky n'a jamais rien affirmé de tel. Il affirmait que c'est seulement à partir de ces processus politiques réels que nous pouvons concrétiser notre politique.

Si les masses se font des illusions sur les élections, si sur tous les lieux de travail on en parle, si même (comme ce fut le cas en Argentine) les mobilisations sont freinées par l'attente que des élections (ou la victoire du péronisme) résolvent les problèmes, si tout cela se produit, la seule manière de formuler notre politique c'est à partir de cette question

des élections qui accapare l'attention du mouvement de masses.

Les mots d'ordre généraux de l'étape changent-ils pour autant ? Non, ils ne changent pas, mais nous ne pouvons les formuler qu'à partir des élections. Elles sont le point de départ obligatoire pour dénoncer qu'elles sont un piège, pour dire que la seule voie est celle de la mobilisation et pour insister sur la nécessité d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie. Nous pouvons dire exactement la même chose sans participer au processus électoral, mais les masses, entraînées par lui, ne nous écouteront pas.

Par conséquent, c'est une obligation pour les révolutionnaires de participer aux élections quand les masses croient en elles. Peu importe dans quelle étape de la lutte des classes nous sommes. La première chose à définir, c'est la base de départ sur laquelle nous donner une politique correcte.

### **Ce qui est arrivé aux sectes argentines**

Dans notre pays, il y eut plusieurs organisations marxistes (Politica Obrera - PO<sup>d</sup>, les maoïstes, l'ERP\*) qui disaient comme nous que les élections et le parlementarisme étaient une tromperie et qu'il fallait poursuivre les mobilisations. Mais elles ne le dirent pas à partir du processus électoral dans lequel étaient engagées les masses, mais de l'extérieur. Les résultats sont visibles : ces organisations n'ont pas su se faire entendre par les masses ni par l'avant-garde ouvrière. Elles avaient l'air de

<sup>d</sup> Une organisation créée en 1964 par de jeunes trotskistes, qui s'est constitué en parti, le Partido Obrero (PO - Parti Ouvrier), à la fin de la dictature militaire en 1983.

martiens parlant une langue distincte et abordant des thèmes distincts de ceux que les masses discutaient. Après les élections, ils étaient beaucoup plus faibles qu'auparavant et au bord de la liquidation totale. Par contre, en disant en général la même chose que ces organisations, en y ajoutant la nécessité d'un parti ouvrier indépendant (formulée par nos candidats ouvriers), les élections furent un des points-clés du développement et de la croissance de notre parti, elles signifièrent un saut qualitatif.

Les camarades de la majorité raisonnent comme ces sectes argentines dont nous venons de parler et qui pensaient que ce qui est important c'est la politique, et que se présenter aux élections est secondaire. Pour nous, c'est exactement le contraire : à ce moment-là, ce n'est qu'en nous présentant aux élections que nous pouvions formuler notre politique. Si nous ne nous étions pas présentés, nous n'aurions pu formuler aucune politique correcte, car nous nous serions éloignés « des réalités de la vie politique qui coulent dans les veines des masses ». Nous aurions pu dire la même chose, mais nous devenions alors un groupuscule sectaire de propagande, à cent lieues du problème concret, immédiat, présent, des masses argentines. Et même pire, nous laissions les masses entraînées, sans aucune opposition, par les partis bourgeois, abandonnées sans position de classe face au problème le plus important pour elles en ce moment, le processus électoral.

C'est pour cela que nous insistons, qu'en Argentine, on ne pouvait formuler aucune politique révolutionnaire sans

partir d'une participation aux élections. C'était une question stratégique que nous devions d'abord résoudre et nous l'avons résolue. Voyons maintenant avec quelle tactique nous nous y sommes présentés.

### **Notre tactique électorale et les mobilisations**

Le camarade Germain a porté de graves accusations contre notre organisation, dont une principalement : que notre activité centrale, dans une étape prérévolutionnaire avec d'intenses mobilisations ouvrières et populaires, a été électorale et non mobilisatrice. Il dit que nous nous sommes concentrés sur « la question des candidats indépendants de la classe ouvrière dans des élections frauduleuses sous une dictature décadente, et non sur la question de renverser la dictature (comment généraliser les *cordobazos\** vers un *argentino\**) ».<sup>11</sup>

Nous ne savons pas d'où le camarade Germain tire cela. Examinons nos documents électoraux (publiés dans une brochure) et notre plate-forme électorale. Dans le texte adopté le 17 décembre 1972, il existe tout un chapitre intitulé *Utiliser les élections pour expliquer la nécessité d'un argentinazo\**. Nous y disions que, « pour cela, les grands mots d'ordre de notre campagne électorale doivent être : Pour la liberté des prisonniers politiques et syndicaux ! Pour les libertés démocratiques, pour l'abrogation de toutes les lois répressives ! A bas le gouvernement militaire actuel ! A bas le gouvernement bourgeois en place ! Faisons un argentinazo\* pour nous libérer définitivement de l'impérialisme et du capitalisme ! »<sup>12</sup>

<sup>c</sup> Voir le POR-C\*.

Et nous précisons plus loin : « *Nous ne voulons pas les morts ni les blessés des cordobazos\**, mais nous devons nous y préparer car ils seront inévitables, puisque les exploiters nous l'imposent. »

### **Notre plate-forme électorale et notre utilisation de la télévision**

Par décision du parti, prise à la même date, la plate-forme électorale comporta sept points. Cette résolution reçut une ample publicité et fut publiée dans la brochure déjà mentionnée. Voici ces sept points :

« 1) Libération des prisonniers politiques et syndicaux ; 2) Pour les libertés démocratiques, à bas la législation répressive ; 3) A bas le gouvernement militaire ; 4) Dehors le futur gouvernement capitaliste ; 5) Résistons à la répression impérialiste et capitaliste par un *argentino\** qui impose un gouvernement ouvrier et populaire ; 6) Pas une voix pour les militaires ni pour les bureaucrates syndicaux, pas une voix pour les "professeurs"<sup>13</sup> ni pour les patrons. Votez pour vos camarades, pour les candidats ouvriers ; 7) Pas une voix pour les candidats patronaux de Coria et Miguel. »<sup>13</sup> (Ces deux derniers étaient les bureaucrates syndicaux les plus importants et les plus connus à ce moment-là, Coria du bâtiment et Miguel des métallos.)

En accord avec les dispositions de la loi électorale, le gouvernement nous concéda deux heures de passage à la télévision. Ces deux heures ont tourné autour d'une seule idée : tout ce que nous avons obtenu, c'est grâce au *cordobazo\**

et aux mobilisations ouvrières et populaires (et l'intervention était accompagnée par la projection de films de ces mobilisations) ; par conséquent, les élections sont une fraude qui nous mène dans une impasse ; ce qu'il faut faire, c'est un *argentino\**, une insurrection ouvrière et populaire pour renverser le gouvernement.

### **Notre campagne électorale et les luttes ouvrières**

Mais il y a quelque chose de beaucoup plus important et beaucoup plus concret. A l'époque de la campagne électorale, devait se réaliser le renouvellement des conventions collectives de travail. Le parti prévoyait que d'importantes mobilisations ouvrières se produiraient autour de ces renouvellements. La conclusion était évidente : empêcher que les élections ne dévient la classe ouvrière de ses luttes, comme c'était le plan de la bourgeoisie et de la bureaucratie syndicale. Nous prenions bien entendu en compte la réalité de la lutte de classes. Il y a une foule de citations, nous en prendrons une parmi tant d'autres. Dans le texte *Faisons une campagne révolutionnaire et socialiste*, nous disions : « *Le grand mot d'ordre national du parti en ce moment doit être : empêchons que les élections dévient la classe ouvrière de sa lutte pour de bonnes conventions et pour une augmentation substantielle des salaires. [...] Notre position doit être : les élections sont en train de provoquer une ivresse qui fait oublier à la classe ouvrière ses véritables grands problèmes concrets de ce moment, les salaires de misère...* »<sup>14</sup>

Et dans un chapitre spécial intitulé *La campagne électorale et les conflits*

*ouvriers*, nous ajoutions : « *C'est l'axe essentiel de notre campagne électorale, avec sa conséquence pratique : il nous faudra intervenir dans tous les conflits pour les conventions, qui éclateront dans cette étape. L'activité électorale ne doit pas être un motif pour nous éloigner des conflits, au contraire, la campagne devra nous permettre de détecter beaucoup plus de conflits que d'habitude et d'y participer. Si nous agissons ainsi, notre campagne ne sera pas électoraliste, sinon, malgré toutes les phrases révolutionnaires que nous employons, nous nous dévierons des expériences et des luttes réelles de notre classe vers le propagandisme. [...] En résumé, nous pouvons dire que la campagne électorale ne signifie pas l'abandon de l'activité habituelle du parti dans les luttes concrètes de la classe ouvrière, des luttes pour des augmentations de salaire aux cordobazos\*, mais l'amplification et le développement de l'énorme expérience que nous avons de ce type de luttes.* »<sup>15</sup>

La campagne électorale fut l'application au millimètre près de ces résolutions. A travers elle, la liaison du parti avec les conflits ouvriers se multiplia. De nombreux militants eurent un rôle remarquable dans la lutte pour les conventions, comme dans d'innombrables luttes partielles, par usine ou par branche. Citons quelques-uns des nombreux exemples possibles. Chez les métallos, il y eut une mobilisation très importante contre les réductions que la direction voulait effectuer sur les augmentations de salaire négociées avec le patronat. Notre parti fut en première ligne de cette mobilisation qui toucha

de nombreuses usines. Dans l'usine sidérurgique la plus importante du pays, la SOMISA à San Nicolas, le candidat de notre parti dirigea l'occupation de l'usine, affrontant les méthodes brutales de la bureaucratie syndicale contre lui. Dans la longue grève à l'usine de plastiques Pan à Tucuman, un dirigeant du parti fut élu au comité de grève, bien qu'il ne soit pas ouvrier de l'usine. Ce n'est pas un hasard si, dans les derniers jours de la campagne électorale, le numéro un de la bureaucratie syndicale, le secrétaire général de la CGT\*, Jose Rucci, attaqua violemment notre candidat aux présidentielles dans un télégramme qu'il lui envoya spécialement, chose qu'il ne fit pour aucun autre candidat.

### **Nous insistons : fallait-il participer aux élections, oui ou non ?**

Il est donc clair maintenant qu'il est faux de dire que nous ayons fait « de la participation aux élections le principal axe de notre activité politique », comme l'affirme le camarade Germain. Au contraire, nous avons utilisé l'activité électorale comme une arme de plus dans la lutte de classes. Le problème est politique, mais le camarade Germain n'y répond pas. Il ne le pose même pas. Etait-il impérieux pour un parti trotskiste argentin d'utiliser la légalité et les élections jusqu'au maximum des possibilités ? Fallait-il se présenter aux élections ? Le camarade Germain répond évasivement par des généralités : en général et en principe, il n'est pas incorrect de se présenter à des élections. La question est : dans le cas concret argentin, fallait-il le faire ou non, camarade Germain ? Parce

<sup>13</sup> Par *doctores*, le texte fait référence aux intellectuels qui « dictent la loi »

que les situations sont concrètes et qu'il faut leur donner des réponses concrètes.

Une des orientations de base d'un parti trotskiste est d'utiliser la légalité et les élections. Avons-nous appliqué ou non cette orientation de base, camarade Germain ? Le PRT\*-C, a-t-il bien fait ou non en ne l'appliquant pas ? Ce n'est qu'après avoir donné des réponses catégoriques à ces questions que nous pourrions commencer la discussion sur notre tactique électorale et sur nos mots d'ordre. Ce n'est qu'alors que nous pourrions discuter si nous avons bien fait ou non de centrer la propagande électorale sur la dénonciation de la dictature et la nécessité de la renverser, sur l'abrogation des lois répressives et sur la nécessité d'un *argentino* ; si nous avons bien fait, ou non, de centrer notre activité sur la lutte de classes, subordonnant la campagne électorale à cette activité et la combinant à elle.

Car si nous avons mal fait en nous présentant à ces élections, les mots d'ordre et l'orientation de notre travail autour de ces élections ont dû être mauvais également. Peu importe que ces mots d'ordre et cette orientation soient bons en soi. Mais si nous avons bien fait, s'il fallait se présenter aux élections, nous avons réussi en ce qui est décisif, dans la réponse concrète à une situation concrète, même si nous nous étions éventuellement trompés sur les mots d'ordre et l'orientation de notre travail, qui furent cependant exactement ceux que prône le camarade Germain comme corrects.

## 2.6. La politique guérillériste de la majorité

Alors que nous nous orientons vers l'utilisation de la légalité et la présentation de candidats aux élections afin de mieux intervenir dans le mouvement de masses, le PRT\*-C développait une orientation radicalement opposée : la guérilla urbaine et le terrorisme. Et il bénéficiait en cela de l'appui enthousiaste de la majorité de l'Internationale.

### Les critiques viennent bien tard

Aujourd'hui, alors que pour tout le mouvement le désastre de cette orientation est évident, le camarade Germain tente de la critiquer rétrospectivement. Il nous dit maintenant que ce fut une erreur que le PRT\*-C se soit consacré à la constitution d'une armée révolutionnaire, après le second *cordobazo*. Pour le camarade Germain, la politique du PRT\*-C ne commença donc à être erronée qu'à partir du début de 1971. Cependant, les dirigeants de la majorité applaudissaient alors à cette politique et ne surent pas la critiquer au moment voulu. Écoutons le camarade Maitan\*, dirigeant, avec le camarade Germain, de la tendance majoritaire : « *La perspective stratégique des camarades argentins est celle qui fut établie par le 9e Congrès mondial de la IVe Internationale, élaborée et précisée par les deux derniers Congrès nationaux du PRT\**. »<sup>16</sup>

Les Congrès nationaux auxquels se réfère l'article furent ceux qui, quelques mois avant le second *cordobazo*, décidèrent la construction de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP\*), réso-

lution que Germain trouve aujourd'hui erronée, trois ans plus tard.

### Un bilan enthousiaste de l'activité de l'ERP\*

Pour qu'il ne reste aucun doute concernant la position de la majorité face à l'orientation que la section officielle argentine imprimait à son activité, citons le résumé des actions menées par le PRT\*-C pendant la période des grandes mobilisations des masses argentines, résumé extrait du même article : « *Ces actions, qui se sont succédé rapidement à partir du début de l'année et spécialement en février et la première quinzaine de mars, et qui ont fait grande impression sur la presse bourgeoise quotidienne et hebdomadaire, peuvent être classées dans les catégories suivantes : a) actions en vue d'acquérir des fonds au moyen d'expropriations menées dans la vieille tradition bolchevik (le coup le plus spectaculaire fut celui de Cordoba et, selon la presse argentine, il rapporta à ses organisateurs un butin de 121 millions de pesos) ; b) actions en vue de l'acquisition d'armes et de médicaments (le coup le plus spectaculaire fut celui d'une clinique de Buenos Aires) ; c) actions en vue de gagner la sympathie des couches les plus nécessiteuses par la remise de nourriture (viande, lait, etc.) prise aux grandes firmes distributrices ; d) actions liées aux luttes ouvrières (la plus importante jusqu'à aujourd'hui fut celle menée par un détachement armé qui envahit l'usine Fiat de Cordoba et y appela à une réunion).* »<sup>17</sup>

Le représentant de la majorité ne put contenir son enthousiasme concernant ce bilan : « *Toutes ces actions ont*

*effectivement réalisé leur objectif de propagande armée. En ce moment, l'ERP\* est l'organisation révolutionnaire la plus connue, et elle a gagné une sympathie très ample, y compris dans quelques grandes usines.* »<sup>18</sup>

Et cela fut publié à l'époque du second *cordobazo*, c'est-à-dire alors que l'orientation du PRT\*-C s'était déjà révélée comme erronée, selon ce que vient de découvrir le camarade Germain. Orientation erronée ? Sans aucun doute. Mais la majorité ne peut nier sa part de responsabilité dans cette orientation par son appui total. Choisissons trois exemples, donnés par les trois principaux dirigeants de la majorité après le second *cordobazo*, pour démontrer que leur critique au PRT\*-C et à l'ERP\* est bien récente.

En juin 1971, des mois après le second *cordobazo*, Maitan\* écrivait : « *Toute l'Internationale devrait se réjouir du fait que, dans la période qui va de la fin de l'année passée jusqu'à début juin 1971 – après sa propre reconstruction et les difficultés qu'affrontent d'autres groupes – l'ERP\*, fondée par le PRT\*, est apparue comme la plus dynamique des organisations qui mènent la lutte armée en Argentine, capable de réaliser une large gamme d'actions à un rythme intensif et avec une efficacité certaine. S'agit-il du genre d'actions qui n'entreraient pas dans les critères du marxisme révolutionnaire ou du léninisme ?* »<sup>19</sup>

Pierre Frank\* faisait également cette évaluation générale de l'orientation politique du PRT\*-C, des mois après le second *cordobazo*. En août 1971, il écrivait : « *En ce qui concerne les activités de*



*nos camarades de la section argentine, le PRT\* et son organisation armée l'ERP\*, nous ne les considérons pas comme ultra-gauchistes. Nous pensons que leur politique correspond dans une grande mesure aux nécessités actuelles de la lutte de classes dans leur pays.* »<sup>20</sup>

En avril 1972, un an après le second *cordobazo\**, Germain déclarait encore son accord avec l'orientation générale du PRT\*-C vers la lutte armée : « *Ensuite, tout en affirmant notre accord avec l'orientation générale du PRT\* de développement de la lutte armée, nous exprimons l'espoir que nos camarades trouvent le moyen de lier la lutte de la manière la plus intime au développement de la lutte des masses, avec une orientation politique claire vers la révolution socialiste et prolétarienne, contre tout concept de révolution par étapes.* »<sup>21</sup>

Finalement, Maitan\*, Germain et Frank\* résumèrent leur évaluation du PRT\*-ERP\* dans la résolution adoptée en décembre 1972, plus d'un an et demi après le second *cordobazo\**. Ils caractérisèrent les actions du PRT\*-ERP\* comme élevant le niveau « *de lutte armée en Amérique latine depuis la révolution cubaine, dans la mesure où ils allaient vers une intégration de la lutte armée dans la dynamique concrète de la lutte des masses.* »<sup>22</sup>

Pour Frank\*, Maitan\*, Germain et le POR-C\* qui, au cours d'un Comité central réuni en Bolivie en avril 1971, adoptait une résolution pour « *soutenir toutes les actions du PRT\* et de l'ERP\** », le PRT\*-ERP\* était arrivé à un niveau de lutte armée plus élevé que celui des masses dominicaines quand elles résistèrent à

l'invasion de 30 000 marines étasuniens, ou celui des luttes armées qui se produisirent dans le mouvement de masses paysannes au Pérou, dirigé par Hugo Blanco.<sup>f</sup>

Tout cela est une preuve documentée des positions des dirigeants de la tendance majoritaire du CEI « *après le second cordobazo\** », concernant « *la lutte armée* » du PRT\*-ERP\*.

### **2.7. Du guérillérisme au syndicalisme révolutionnaire ultra-gauchiste de la grève générale « en soi »**

Aujourd'hui, le camarade Germain tente de se désolidariser des échecs, déchargeant la responsabilité des anciens enthousiasmes pour le PRT\*-C sur le camarade Maitan\*. Il se lave également les mains concernant la question de savoir s'il était correct, ou non, que nous nous présentions aux élections. Mais en dépit de ce flou, il nous donne indirectement une réponse programmatique pour notre pays : « *Dans une situation prérévolutionnaire toutefois, un marxiste révolutionnaire ne dit pas aux ouvriers qu'avoir des candidats ouvriers dans une élection est un pas en avant. Il devrait leur dire : "Si la dictature est en recul, c'est le résultat de six cordobazos\* et de l'apparition de groupes se consacrant à la lutte armée. Continuez dans cette voie. Construisez des comités locaux d'usines et de quartiers pour vous organiser de façon permanente pour vos mobilisations. Commencez par unifier tous les syndicalistes, étudiants, femmes et militants radicalisés qui sont prêts à s'unir pour ces préparatifs. Coordonnez*

*à l'échelle nationale les fractions claudes des syndicats et liez-les aux comités d'avant-garde. Commencez votre armement. Méfiez-vous d'une continuation ou d'un retour imminent à de violentes répressions et confrontations. Ne cédez pas aux illusions parlementaires. Le capitalisme argentin ne peut pas vous garantir une augmentation significative de niveau de vie. C'est pour cela que la lutte de classes s'aiguise de jour en jour. C'est la raison pour laquelle vous devez poursuivre la voie des cordobazos\*. N'importe quel recul de l'armée aujourd'hui ne sera que temporaire. De grands chocs avec l'armée sont inévitables. Ne les affrontez pas de façon spontanée et désorganisée. Préparez-vous et organisez-vous pour cela. Préparez une grève générale insurrectionnelle.* »<sup>23</sup>

Ce programme si soigneusement développé n'a rien à voir avec notre pays. Il ne dit pas un mot de la CGT\* et des syndicats, de leurs dirigeants pourris et traîtres. Pas un mot sur le péronisme, sur Perón et sa présentation aux élections. Il ne mentionne même pas le fait que la classe ouvrière croie en Perón et qu'elle le soutiendra massivement dans sa présentation aux élections !

### **Un programme qui ne s'est jamais rencontré avec sa réalité**

N'en déplaise au camarade Germain, la réalité argentine ne coïncide absolument pas avec son schéma. Le mouvement ouvrier est solidement organisé dans les syndicats et il suit Perón sur le plan politique. Quand le camarade Germain parle des *cordobazos\** (nous supposons qu'il y englobe les mobilisations de Rosario, de Tucuman et de

Mendoza, car sinon, nous ne voyons pas comment il arrive à en compter six), il oublie que ces luttes commencèrent sur des appels à des grèves et à des concentrations que réalisèrent les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, les syndicats et les directions régionales de la CGT\*. Ces mobilisations furent le produit d'une combinaison particulière de circonstances, dont une des plus importantes fut le fait que Perón, des secteurs de la bureaucratie syndicale, d'importants secteurs de la bourgeoisie et toute la classe moyenne étaient contre les gouvernements militaires. Cela se refléta même dans une division au sein des rangs de l'armée elle-même. A partir de Lanusse, ces secteurs bureaucratiques et toute la bourgeoisie s'orientèrent vers les élections, entraînant la classe moyenne et la classe ouvrière. C'est pour cela que les *cordobazos\** décoururent et ne se répétèrent pas avec la même force que le premier. Le problème de la direction du mouvement ouvrier commença à passer au premier plan. La combinaison extrêmement favorable de circonstances disparut, et en particulier, la répulsion de la classe moyenne et du prolétariat envers les gouvernements bourgeois se réduisit à la répulsion du régime militaire. Avant les élections, une étape de nouvelle confiance dans les gouvernements bourgeois s'ouvrit, du moins dans la mécanique électorale bourgeoise, suite à la confiance en Perón.

Germain nous demande comment est-ce possible que l'Argentine ait été mûre pour l'insurrection généralisée en mai 1970 et ne le soit plus au début de

<sup>f</sup> Voir le chap 5.10.

1972 ? Et il pense découvrir ainsi une contradiction chez nous. Nous devons donc lui répondre que le fait est que les circonstances avaient changé, parce que Perón – le dirigeant indiscuté des masses argentines, ne l'oublions pas – entra dans le jeu électoral et fit ainsi dévier les masses de l'affrontement extra-parlementaire avec le régime vers l'affrontement électoral.

Evidemment, cela ne signifia pas que la situation avait changé à l'échelle historique. Le changement était conjoncturel puisque le processus moléculaire continuait. Mais si nous voulions aider à la maturation, il nous fallait accompagner le nouvel apprentissage du mouvement de masses, épuiser l'expérience de « son » gouvernement et de « son » candidat, Perón. Il n'y a pas d'autre issue.

### **Une « grève générale insurrectionnelle » dans le style anarcho-syndicaliste**

Ce qui est le plus marquant dans la position du camarade Germain, c'est son caractère centré exclusivement sur la question de l'organisation et de la préparation de la grève générale, sans mot d'ordre ni proposition quels qu'ils soient, à moins que l'on ne considère comme tels les observations programmatiques de type général ou les enseignements traditionnels de la lutte de classes.

Car, qui va préparer la grève générale ? Et avec quel objectif ? Pour renverser le gouvernement ? Qui devra alors le remplacer ? Faut-il « organiser » et « préparer » une grève générale sans aucun mot d'ordre lié à la lutte de classes dans le pays ? Si la grève générale devait se

faire contre la fraude électorale, aurait-il fallu l'appeler pour obtenir que Perón se présente aux élections, étant donné que le gouvernement militaire ne le lui permettait pas ? Si c'est le cas, pourquoi cela n'est-il pas dit clairement ? Sinon, fallait-il appeler à la grève générale pour un autre objectif, ignorant la réalité du péronisme et des élections ? Si oui, le camarade Germain aurait-il l'amabilité de nous indiquer quel pourrait être cet objectif capable de mobiliser le prolétariat argentin pour la grève générale insurrectionnelle, en laissant de côté ses organisations syndicales et sa direction politique ? Mais si la grève générale est insurrectionnelle pour remplacer le gouvernement, cela nous pose le problème de la classe moyenne, de la faire passer de notre côté ou de la neutraliser. Avec quels mots d'ordre ? La laissons-nous livrée à son propre sort ?

Peut-être l'objectif est-il le pouvoir aux comités d'usines et de quartiers ? Mais ces comités, il faut commencer par les construire (comme nous le dit le camarade Germain lui-même), et nous pouvons témoigner qu'ils n'ont été construits nulle part et qu'il n'existe même pas l'ébauche de cette nouvelle forme d'organisation. Alors que faire ? Appeler ces organismes inexistantes à « préparer » et lancer la grève générale insurrectionnelle, ou attendre qu'ils se soient développés et renforcés avant de les charger d'une telle tâche ? Pendant ce temps, que faisons-nous des seules organisations ouvrières existantes, la CGT\* et les syndicats ? Ont-ils un rôle à remplir ? Etant donné que les fractions syndicales classistes sont très faibles,

peuvent-elles appeler quand même à la grève générale insurrectionnelle ? Ou doivent-elles auparavant disputer la direction des syndicats et des masses aux directions bureaucratiques traîtres ?

Et l'insurrection, qui la prépare ? Qui la dirige ? N'est-il pas honteux de lancer cette orientation sans poser la nécessité des piquets ouvriers armés ? Est-ce un oubli ? N'est-il pas impardonnable d'oublier ce mot d'ordre fondamental pour la préparation de la grève générale ? Est-il suffisant de donner aux ouvriers des mots d'ordre ultra-général (ce que nous appelons une « banalité ») tels que « de grands affrontements avec l'armée seront inévitables, préparez-vous et organisez-vous vous-mêmes », au lieu de préciser la forme d'organisation adaptée à cet objectif ?

Le fond du problème, c'est que la position du camarade Germain n'est pas trotskiste, mais syndicaliste. Il présente la préparation de la grève générale comme une tâche supra-historique, comme la panacée universelle, sans lien avec les étapes de la lutte de classes, sans aucun mot d'ordre (et encore moins une politique), sans prendre en compte le niveau réel de la conscience et de l'organisation du mouvement ouvrier, ni ses besoins à chaque moment, et sans poser la nécessité de l'organisation de piquets armés. Exactement comme le faisaient les anarcho-syndicalistes.

### **2.8. La section officielle rompt avec l'Internationale**

La majorité nous critique en affirmant que nous n'avons pas de perspectives claires et précises. Nous pensons le contraire. Ce sont les camarades de

la majorité qui n'ont jamais de bons pronostics, ni de perspectives claires. Pour le démontrer, rien n'est meilleur que la politique suivie par une des sections fondamentales de la majorité : la section argentine. Toute l'Internationale sait que celle-ci était un des piliers de la tendance majoritaire en ce qui concerne l'Amérique latine, depuis le 9e Congrès mondial.

Maintenant, elle a quitté l'Internationale, en accusant celle-ci d'être petite-bourgeoise et d'avoir un programme erroné. Quand les camarades de la majorité ont-ils prévu ce cours probable de la section argentine ? Et quelles mesures ont-ils adoptées pour le combattre et l'empêcher ? Pendant des années, on n'a entendu que des éloges sur la section argentine, on la donnait toujours en exemple pour l'application de l'orientation adoptée. Le résultat est visible.

### **Qui a su prévoir la rupture ?**

Dans ce cas-là également, la majorité veut se couvrir en faisant des critiques rétroactives. Le journal de la section anglaise *Red Weekly*, qui reflète les positions de la majorité, publiait dans son n° 13 du 27 juillet 1973, une note sur la mort de Joe Baxter, dans laquelle il est dit que Baxter, Pujols et Bonnet reconnaissaient « les tendances populistes et la confusion idéologique » au sein du PRT\*-C. Cela doit évidemment avoir eu lieu au moins avant septembre 1971, puisque Pujols a été assassiné à cette date.

Le fait d'admettre que des dirigeants du PRT\*-C étaient préoccupés depuis belle lurette par les déviations de cette organisation est très important. Les

dirigeants internationaux de la majorité n'avaient-ils pas la même préoccupation ? Et si oui, qu'ont-ils fait pour éviter le développement de ces déviations ? Rien. Au contraire, ils ont continué à soutenir et à défendre la politique de la section officielle qui la conduisait avec une logique implacable vers la rupture avec le trotskisme.

Quand la rupture se produisit au sein du PRT\* et que nous dénoncions le caractère anti-trotskiste du groupe reconnu par la suite comme section officielle, la majorité ébaucha, par la voix du camarade Maitan\*, une théorie pour expliquer le phénomène : les déviations théoriques maoïstes étaient la conséquence de l'éducation que leur avait donnée Moreno. Ce dernier était théoriquement et politiquement pro-maoïste et avait éduqué les dirigeants de la section officielle à cette école. En l'occurrence, peu importe si la publication officielle de cette section avait caractérisé Moreno de maniaque trotskiste ; mais cette fausse accusation avait des prétentions de sérieux et apportait des citations (tirées de leur contexte, comme d'habitude) d'un texte publié à partir d'un brouillon de notes et de commentaires, quand Moreno était en prison. Ce qui était important, c'était la construction d'une théorie pour démontrer que la section officielle était constituée par les véritables marxistes révolutionnaires et que les divergences avec l'Internationale étaient une conséquence du passé (« moréniste ») et n'impliquaient pas un danger pour l'avenir.

## 2.9. La majorité trompe la base de l'Internationale

Les positions anti-trotskistes se développèrent avec de plus en plus de force et les camarades de la majorité continuèrent à les expliquer comme un héritage de Moreno. Mais le pire des crimes que l'on puisse commettre vis-à-vis de la base de l'Internationale fut commis, dans le but de défendre la section officielle (pendant qu'on « l'éduquait ») : la base ne fut pas informée des positions de la section officielle ; au contraire, on la trompa en les cachant.

On empêcha la publication du *Livre rouge (La seule voie pour le pouvoir et pour le socialisme)* sous prétexte que ce n'était pas une position officielle. Ce n'est que lorsque la direction de la section exigea la publication que le SU\* le fit, mais uniquement en anglais. Mais même alors, on n'informa pas que la section continuait à attaquer les positions du trotskisme et à remettre en cause le rôle de l'Internationale dans sa publication officielle. Ce n'est que lorsque le PRT\*-C rompit avec la majorité que l'Internationale publia le *Livre rouge* en français.

### **Le camarade Germain embellit les positions du PRT\*-C**

Dans son texte, le camarade Germain fait deux critiques à la section : ses positions pro-cubaines et pro-maoïstes à l'échelle internationale, et sa stratégie de construction d'une armée populaire. Entre ces deux critiques, il définit la seconde comme la plus importante, laissant au second plan la question internationale. Mais il ne fait pas seulement

passer au second plan les positions du PRT\*-C au niveau international, il les embellit, ce qui est encore plus grave. Selon le camarade Germain : « Les camarades du PRT\*-C comprennent correctement que la IVe Internationale est aujourd'hui le seul noyau initial de la future Internationale révolutionnaire de masse. »<sup>24</sup>

Par contre, les camarades du PRT\*-C répétaient publiquement depuis 1970 : « *Nous confirmons notre adhésion à l'intention de prolétariser l'Internationale, de la transformer en une organisation révolutionnaire et de l'orienter vers la formation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire basée sur les partis chinois, cubain, coréen, vietnamien, albanais et des organisations sœurs qui luttent de façon révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme dans chaque pays.* »<sup>25</sup>

Où donc le camarade Germain a-t-il lu que le PRT\*-C comprenait « *que la IVe Internationale est aujourd'hui le seul noyau initial de la future Internationale révolutionnaire de masse* » ? Selon lui : « *Pour la direction du PRT\*, cette fusion est envisagée avec toutes les forces engagées dans les luttes objectivement révolutionnaires...* »<sup>26</sup>

En complétant cela par ce que nous avons lu dans la déclaration de la direction du PRT\*-C, nous venons d'apprendre que, pour le camarade Germain, les Partis communistes chinois, coréen et albanais sont « engagés dans des luttes objectivement révolutionnaires ».

### **Qui a caractérisé correctement le PRT\*-C ?**

Ne suivons pas le camarade Germain dans les tortueux méandres qu'il

construit pour embellir les positions du PRT\*-C. Il existe une seule vérité, que les camarades de la majorité se sont efforcés de cacher : le PRT\*-C attaquait depuis des années notre Internationale, disant quelle n'était pas révolutionnaire et ne constituait qu'un simple élément de seconde importance pour la construction d'une nouvelle Internationale basée sur les partis staliniens pro-chinois, qui seraient véritablement révolutionnaires.

Et pendant toutes ces années, nous nous sommes distingués de la majorité pour avoir l'attitude opposée : nous avons dénoncé inlassablement le caractère révisionniste de cette organisation populiste, et nous avons prévu sa rupture finale inévitable avec l'Internationale. En 1968, quand se produisit la rupture dans notre parti, nous disions que la fraction *El Combatiente* était un front sans principes qui éclaterait en mille morceaux. Nous ne nous sommes pas trompés ; depuis lors, ils ont connu plus de huit ruptures d'importance. Nous faisons une caractérisation de classe : ils reflétaient des secteurs de la petite-bourgeoisie désespérée par la crise insoluble de l'économie argentine. Nous disions qu'il fallait les combattre politiquement (en les respectant et en les défendant comme de valeureux et honnêtes révolutionnaires) et qu'il fallait défendre notre Internationale et l'héritage du marxisme révolutionnaire trotskiste. Au dernier Comité exécutif international, nous avons proposé au camarade Germain un front unique de défense de notre Internationale, face aux attaques publiques et à l'inévitable rupture. Qui

avait raison ? Les faits n'ont pas tardé à rendre leur verdict.

Selon la majorité, les deux fractions résultant de la scission du PRT\* en 1968 avaient un défaut commun congénital : le trotsko-maoïsme (le « morénisme » redouté et répudié). Le PRT\*-C et le PRT\*-V avaient donc une même formation. Mais

le fait est que *El Combatiente* se lia à la majorité et finit par rompre de manière publique et brutale avec l'Internationale, alors que *La Verdad* se lia à la minorité et continue à se revendiquer du trotskisme avec plus de force que jamais. Elle reste et restera dans l'Internationale.

## 3. Le Document européen et la section française

La camarade Mary Alice Waters a montré les graves erreurs de méthode et d'orientation du *Document européen*<sup>a</sup> de la majorité. Bien que nous ne soyons pas spécialistes de l'Europe et que l'opinion des camarades européens nous semble indispensable, ce document nous pose toute une série de questions qu'il nous paraît nécessaire d'exprimer. C'est l'objectif de ce chapitre. Il en résulte que les questions que nous formulons seront plus nombreuses que les réponses catégoriques que nous pouvons apporter. Ainsi posées, sans plus de prétention, ces questions peuvent aider à expliquer pourquoi nous considérons que le Document européen est, pour le moins, inapte à armer nos sections européennes pour le développement de leur activité.

### 3.1. L'Europe occidentale est-elle devenue une île ?

Le Document européen de la majorité ne pêche pas par manque d'audace

<sup>a</sup> Un texte présenté par la *Tendance majoritaire internationale* (dont Mandel faisait partie) au Comité Exécutif International de 1972, puis comme contribution au 10e Congrès de janvier 1974, sous le titre *La construction des partis révolutionnaires dans l'Europe capitaliste*.

dans les analyses ni par timidité dans les perspectives, quand il affirme que nos sections doivent se préparer pour : « *la révolution socialiste, [qui] est de nouveau à l'ordre du jour [...] d'un point de vue conjoncturel* » et qui exige de « *préparer le prolétariat européen à s'opposer massivement à toute tentative d'intervention contre-révolutionnaire internationale contre une première révolution socialiste dans un seul pays de l'Europe capitaliste, préparation qui doit se faire à l'avance et d'une manière systématique à mesure que le prolétariat renoue avec ses traditions internationalistes.* »<sup>1</sup> Cette formule éthérée synthétise une bonne partie de la pensée des camarades de la majorité et, à vrai dire, tout le reste du Document nous oblige à poser cinq questions que nous considérons importantes.

### **Première question : Qui va diriger la révolution socialiste en Europe capitaliste ?**

Le Document de la majorité affirme que « la révolution socialiste est de nouveau à l'ordre du jour [...] d'un point de vue conjoncturel » et il se donne en outre une politique pour « une première révolution socialiste dans un seul pays de l'Europe ». La première question qui

nous vient est : qui va diriger cette « première révolution socialiste » ? Pour un trotskiste, il n'y a qu'une seule réponse : « En principe, cette victoire de la révolution socialiste dans un pays, seul un parti trotskiste ayant gagné une influence de masse peut la garantir. »

Mais le Document affirme que la perspective de construction de partis trotskistes de masse est exclue à cette étape de la lutte de classe en Europe. On ne peut donc en déduire qu'une seule chose : pour les camarades de la majorité, il existe des possibilités que le prolétariat prenne le pouvoir dans un pays de l'Europe, sans être dirigé par nous. Cela reviendrait à dire que nous devons réviser toute notre analyse et tout notre programme.

Si ce n'est pas le cas, cela veut dire que les camarades pensent que nous pouvons construire, dans un pays de l'Europe, un parti trotskiste qui dirige les masses vers « une première révolution socialiste ». Nous sommes alors en présence d'une seconde contradiction : la simple existence d'un tel parti signifierait un changement d'ensemble pour toute notre Internationale, puisque cela montrerait la possibilité de construire des partis similaires dans le monde entier ou du moins dans toute l'Europe.

Quelle que soit la réponse des camarades de la majorité, celle-ci sape à la base tout le Document. Si une révolution socialiste non dirigée par nous est prévisible, nous devons commencer par réviser le trotskisme dans son ensemble, et le Document ne le mentionne pas. Si c'est nous qui allons diriger cette révolution, la possibilité de construire des

partis trotskistes avec une influence de masse est posée d'une manière immédiate dans toute l'Europe, et par conséquent le reste du Document perd sa raison d'être puisqu'il est basé sur la prémisse opposée.

### **Deuxième question : l'Europe occidentale n'a-t-elle rien à voir avec l'Europe de l'Est ?**

Dans le Document de la majorité pour l'Europe, on dirait que l'Europe occidentale est devenue une île qui n'a rien à voir avec le reste de l'Europe. On veut construire des partis révolutionnaires en « Europe capitaliste » qui préparent les masses pour le triomphe d'une révolution socialiste dans un pays capitaliste, mais sans les préparer à la victoire d'une révolution politique dans un pays de l'Europe de l'Est.

Un Document qui traite d'hypothèses théoriques devrait dire qu'une des possibilités est aussi grande que l'autre. L'intensification du commerce entre l'Est et l'Ouest va provoquer des crises sérieuses dans les Etats ouvriers de l'Europe de l'Est. Si cette internationalisation du commerce peut diminuer tant soit peu l'intensité de la crise en Occident, ce que nous pensons, il est absolument certain qu'elle accélérera la crise des régimes bureaucratiques de l'Est, renforcera les tendances restauracionnistes et aiguëra en peu de temps les contradictions internes.

Les raisons sont multiples pour que cela se produise. Une augmentation des échanges entre l'Occident capitaliste et les Etats ouvriers bureaucratiques, sans le contrepoids de la démocratie et de la mobilisation permanente de la

classe ouvrière, renforce les tendances bourgeoises et petites-bourgeoises des secteurs majoritaires de la bureaucratie et de la classe moyenne, encouragées par le meilleur niveau économique de l'impérialisme. Dans le pôle contraire, la défense de l'Etat ouvrier par les travailleurs est alors à l'ordre du jour.

Une grande révolution peut être provoquée par un grave danger et une offensive brutale déchaînée par la réaction. C'est pour cela que nous devons suivre avec beaucoup d'attention le cours général des événements dans les Etats ouvriers de l'Europe de l'Est, et particulièrement en Yougoslavie et dans l'URSS, car il peut y avoir des situations qui fécondent le processus révolutionnaire en Occident, posant le problème de la solidarité des travailleurs occidentaux avec cette révolution politique.

Mais comme dans le cas précédent, cette révolution politique dans un des Etats ouvriers de l'Europe de l'Est ne pourra avoir lieu que si elle a à sa tête un parti trotskiste de masses. Elle provoquerait ainsi la crise définitive du stalinisme et elle signifierait un saut colossal, de masses, pour toutes nos sections dans le monde. Ce parti trotskiste de masses qui aurait dirigé la révolution politique deviendrait l'axe de notre Internationale.

Un Document européen digne de ce nom devrait comprendre tout un chapitre consacré au programme de transition pour la révolution politique dans les pays de l'Europe de l'Est. Ce programme, qui devrait partir des mots d'ordre démocratiques élémentaires et de la revendication économique

minimale de réduction des privilèges des bureaucrates, est totalement absent du Document européen de la majorité.

Cette carence est une grave erreur pour deux raisons. La première est celle que nous avons vue : rien ne permet de prévoir qu'il y aura d'abord une victoire de la révolution socialiste dans un pays de l'Europe occidentale plutôt qu'une révolution politique dans un pays de l'Europe de l'Est. La deuxième raison tient au stade élevé d'imbrication, gagné par la révolution européenne à partir de la Révolution française. Ce facteur fait que la révolution européenne est un processus unique, tant du point de vue historique que conjoncturel. Et ce processus s'étendra, indépendamment du fait qu'il commence par l'Est ou par l'Ouest, comme une traînée de poudre d'une manière quasi instantanée à toute l'Europe. Cela ne sert donc à rien que ce Document se réfère à la construction de nos partis en Europe capitaliste, même s'il était accompagné d'un autre sur la construction de partis en Europe de l'Est, avec un programme spécifique. Car sans la détermination de ces tâches pour l'ensemble de l'Europe, et sans les mots d'ordre qui en découlent, toute analyse sur la situation européenne et toute politique basée sur celle-ci deviennent caduques.

### **Troisième question : Que faire après la prise du pouvoir ?**

La troisième question qui se pose en lisant le Document européen concerne la phrase suivante, apparemment correcte : « préparer le prolétariat européen à s'opposer massivement à toute tentative contre-révolutionnaire contre une

*première révolution socialiste dans un seul pays de l'Europe capitaliste* ».<sup>2</sup>

Il est évident qu'une première révolution socialiste court le danger d'être attaquée par la bourgeoisie du reste de l'Europe et du monde impérialiste. Il est donc juste d'appeler le prolétariat européen et du monde à la défendre. Mais est-ce notre stratégie ?

Selon la théorie de la révolution permanente, si la révolution triomphe dans un pays de l'Europe, cela met immédiatement à l'ordre du jour le développement de la révolution dans le reste de l'Europe, c'est-à-dire une politique offensive et non défensive. Selon la théorie du socialisme en un seul pays, si la révolution triomphe dans n'importe quel pays du monde, les partis communistes doivent se consacrer à la défendre, comme tâche la plus importante, au lieu d'essayer de l'étendre à tous les pays. C'est la théorie qui, mise en pratique par la bureaucratie soviétique, signifie la transformation de tous les partis communistes du monde en agents de la diplomatie du Kremlin ; et qui finit par détruire la IIIe Internationale.

La formulation du Document européen est extrêmement dangereuse car elle coïncide formellement avec la formulation stalinienne : elle met au premier plan une tâche défensive. Cette tâche défensive est correcte et juste, si elle fait partie de la stratégie offensive que nous enseignons le trotskisme. Exprimée comme seule tâche, comme c'est le cas dans le Document européen, c'est pour le moins dangereux.

**Quatrième question : Pourquoi les Etats unis socialistes de l'Europe ne figurent-ils pas parmi les dix mots d'ordre centraux ?**

L'oubli de l'Europe de l'Est et la formulation incorrecte d'une politique défensive après la prise du pouvoir dans un pays de l'Europe capitaliste nous conduisent à la quatrième question. Le mot d'ordre *d'Etats unis socialistes de l'Europe* ne figure pas parmi les dix tâches centrales de cette étape ; il n'est mentionné que comme un axe secondaire de propagande. Cependant, quand Trotsky formula ce mot d'ordre, il le fit à partir d'une question théorique – la théorie de la révolution permanente, en particulier son caractère international – et d'une question de la réalité concrète – l'unité spécifique de la révolution européenne. Cette dernière caractéristique a été renforcée par une unité de plus en plus grande du capitalisme européen pendant ces dernières décennies.

Pour le trotskisme, si une révolution politique triomphe à l'Est ou si une révolution socialiste triomphe à l'Ouest de l'Europe, cela met à l'ordre du jour le développement permanent de la révolution, en l'étendant à tous les pays de l'Europe. Et quel mot d'ordre avon-nous pour cela sinon celui de Fédération des Etats unis socialistes de l'Europe ? L'absence de ce mot d'ordre parmi les dix qui sont centraux dans le Document européen de la majorité est un exemple clair des périls qui nous menacent derrière les autres formulations obscures et incorrectes. En effet, si nous pensons que l'Europe occidentale n'a rien à voir avec l'Europe de l'Est et que, une fois le

pouvoir pris dans un pays, la tâche centrale est de la défendre et non d'étendre la révolution, l'absence de ce mot d'ordre parmi les dix centraux apparaît comme une conséquence inévitable.

**Cinquième question : N'y a-t-il aucun lien entre la révolution européenne et la révolution dans les colonies et semi-colonies de l'impérialisme européen ?**

Cette question tient son origine du fait que le Document européen ne prend absolument pas en compte le lien organique qui existe entre la révolution européenne et la révolution dans les quelques colonies et les nombreuses semi-colonies de l'impérialisme européen, ou dans celles que celui-ci peut encore conquérir.

Nous ne parlons pas du lien général qu'il y a entre tous les processus révolutionnaires, qu'ils soient coloniaux ou non, mais du lien qui existe, par exemple, entre la révolution européenne et la lutte héroïque actuelle des guérillas dans les colonies portugaises contre l'impérialisme portugais et européen en général ; ou encore des guérillas et des mouvements de masses des colonies et semi-colonies françaises contre l'impérialisme français. Nous parlons du lien concret, spécifique, entre les luttes de libération nationale dans toutes les colonies et semi-colonies des divers impérialismes européens, et la révolution socialiste en Europe.

C'est-à-dire que, pour nous, il n'y a aucune possibilité de construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste sans une agitation permanente sur des mots d'ordre fondamentaux contre l'impérialisme européen. Il en est

ainsi parce que la base du capitalisme européen est l'exploitation impérialiste de ses colonies et semi-colonies, et que la seule manière de détruire le capitalisme européen est de le faire en tant que capitalisme impérialiste, tel qu'il est. Sans le mot d'ordre central de lutte contre l'impérialisme européen, on peut construire en Europe capitaliste n'importe quel type de partis, mais pas de partis trotskiste.

**3.2. L'Europe occidentale a-t-elle cessé d'être impérialiste ?**

Apparemment, la partie la plus faible du Document est justement la première, celle qui traite de la crise économique et sociale du « néo-capitalisme », mais qui ne consacre pas une seule ligne, ne parlons pas d'un chapitre, à la crise de l'impérialisme européen, des relations des métropoles avec leurs colonies et semi-colonies. Le capitalisme européen, si nous suivons l'analyse sociale et économique du Document, n'exploite que les travailleurs de ses pays. Il faut reconnaître que le Document est conséquent jusqu'au bout avec son caractère ouvriériste, mais la réalité est autre : l'impérialisme européen exploite la classe ouvrière de ses pays, mais aussi celle de ses colonies et semi-colonies. Il y a une dialectique économique, politique et sociale entre l'Europe et les pays qu'elle exploite, dialectique que le Document ne signale pas.

Les pays impérialistes européens, bien qu'impérialistes secondaires, n'ont pas cessé d'être impérialistes pour autant. Ils sont devenus, par leur structure, des petits frères de l'impérialisme étasunien. Suite à la révolution

coloniale, ils ont transformé leur mode de domination, imitant les Etasuniens, mais leur domination continue à exister. D'empires coloniaux ils sont devenus – en grande partie – des empires semi-coloniaux, leur domination ne s'exerçant plus sur des colonies, mais sur des pays dépendants et des semi-colonies. Le cours de l'histoire a provoqué la transformation de la révolution coloniale : de lutte contre l'assujettissement politique direct, elle est devenue une lutte pour la libération nationale économique et politique des semi-colonies. Elle est devenue plus complexe, mais pas moins importante.

Si les pays européens sont passés d'empires coloniaux à semi-coloniaux, un document général hypothétique devrait tenter de préciser leur situation actuelle et leur dynamique probable. Les empires européens en viendront-ils à l'intervention armée dans leurs semi-colonies si leur domination est menacée (comme c'est le cas pour l'impérialisme étasunien) ? L'intervention en Irlande, au Tchad et dans les colonies portugaises, sont-elles les dernières interventions ou indiquent-elles une tendance probable pour l'avenir ?

Pour nous, cela ne fait aucun doute : l'intervention en Irlande et dans les colonies portugaises montre l'attitude future de l'impérialisme européen, si les travailleurs ne parviennent pas à lui lier les mains. Déjà l'impérialisme français passe son temps à provoquer des coups d'Etat et à intervenir dans les pays qu'il domine.

Mais il y a autre chose, également grave : le Document prévoit l'inflation

et le chômage pour les travailleurs occidentaux, et la possibilité de batailles décisives dans les quatre ou cinq ans à venir entre la réaction capitaliste et les travailleurs. Cette misère et ce chômage croissants, tout comme la tendance à des gouvernements réactionnaires et des luttes décisives ne se traduiront-ils pas d'une manière encore beaucoup plus brutale dans les relations entre les empires européens et les masses coloniales et semi-coloniales ? Nous affirmons catégoriquement que si, car cela obéit à la logique de la domination impérialiste.

Et il y aura également des réactions brutales de la part des masses coloniales et semi-coloniales, si nous nous référons aux mouvements de grève en Mauritanie, en Afrique du sud et en Rhodésie ou aux mouvements de guérillas en Angola et au Tchad. Le document de la majorité ne prévoit rien de tout cela, il n'en parle pas.

Entre le Document européen et certaines affirmations générales de *Rouge*, nous trouvons des contradictions. « *La IVe Internationale assume les responsabilités du soutien et de la participation active dans la dénonciation de la pénétration impérialiste sur le continent noir.* »<sup>3</sup>

Mais de cet engagement solennel, aucune nouvelle n'est donnée dans le Document européen de la majorité. Nous avons lu et relu ce Document, mais nous n'avons pas trouvé une seule phrase de ce genre. C'est-à-dire, l'auto-détermination de toutes les colonies et semi-colonies de l'impérialisme européen ne figure pas parmi les dix tâches centrales. Le fait que l'on considère que

l'on peut « construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste » sans qu'ils avancent ce mot d'ordre, ni les autres en rapport avec l'expulsion de l'impérialisme, constitue une dangereuse déviation idéologique, dont nous pourrions craindre qu'elle se transforme en capitulation politique objective devant l'impérialisme européen, si nous ne savions pas que dans la pratique quotidienne, nos sections et nos militants européens mènent une lutte réelle contre l'impérialisme européen !

### 3.3. Un document muet sur les colonies portugaises, le Vietnam de l'impérialisme européen

L'apparent oubli du caractère impérialiste de l'Europe se reflète dans une carence fondamentale du programme que la majorité avance dans son document : il n'y est pas dit un seul mot sur le Vietnam de l'impérialisme européen : les guérillas et les mouvements de libération nationale des colonies portugaises. Ce silence, ce mutisme serait inexcusable même dans le cas où les colonies portugaises seraient exclusivement opprimées par le Portugal. Mais c'est encore pire, car ce n'est pas le cas : les colonies portugaises ne sont que formellement portugaises, ce sont en réalité des colonies de l'impérialisme européen dans son ensemble, principalement de l'Angleterre, l'Allemagne et la France, en association avec la Belgique, les Etats-Unis et le Japon. Le Portugal est de fait une sous-métropole ou sous-impérialisme. C'est le pays le plus pauvre de l'Europe occidentale, et son économie est contrôlée par des investissements étrangers, en particulier anglais.

Le Portugal a lancé une terrible répression contre les mouvements de libération de ses colonies, une répression financée par l'impérialisme, en particulier l'européen, par l'intermédiaire de l'OTAN. La brutalité de cette répression a provoqué l'horreur de l'opinion publique mondiale. Pour la seule année 1961, avec le déclenchement de la guérilla du MPLA\*, la guerre impérialiste a fait environ 50 000 morts.

Parmi les pays de l'OTAN, l'Allemagne, l'Angleterre et la France sont ceux qui fournissent le plus d'armes pour la guerre contre les peuples des colonies portugaises. La France surtout n'a posé aucune restriction à ses livraisons, elle a refusé de voter la moindre sanction contre le Portugal, tant à l'ONU qu'au Conseil européen, et depuis 1960, elle refuse l'entrée sur son territoire des représentants des mouvements de libération.

Actuellement, la guerre dans les colonies portugaises a le même caractère que celle du Vietnam. Des 150 000 soldats portugais de l'OTAN stationnées en Europe, il n'en reste que 10 000, les autres sont allés en Afrique. Les Portugais tentent de raser les zones libérées et de réinstaller la population paysanne dans des villages fortifiés qui sont de véritables camps de concentration. Les communications entre les centres urbains se font presque exclusivement par air, étant donné que les guérilleros contrôlent les principales voies terrestres. La réalité de la lutte de classes dans les colonies portugaises, c'est le véritable Vietnam de l'impérialisme européen.

**Une « solidarité » ne suffit pas**

Pourtant le Document européen de la majorité n'en dit pas un seul mot. Et ce silence ne peut pas être compensé par une phrase disant que nous serons « solidaires » des luttes anti-impérialistes en général. Cela ne sert à rien de parler de « solidarité », si nos propres pays sont en train de massacrer tout un peuple. Nous ne pouvons pas parler de « solidarité », alors que nous devons en grande partie notre haut niveau de vie à l'exploitation de ceux qui sont massacrés. Il est totalement insuffisant de parler de « solidarité » lorsque la seule façon pour que nos frères de classe des colonies portugaises triomphent, est que nous nous mobilisions contre l'impérialisme de notre propre pays et de notre propre continent. Ce l'est encore moins si nous sommes conscients du fait que le triomphe des guérilleros serait une grande avancée pour les travailleurs européens. Pour les camarades de la majorité, il paraît suffisant de parler de « solidarité » en général, sans même nommer les guérilleros des colonies portugaises.

Il ne s'agit pas ici de « solidarité », d'une phrase dite en passant dans tout un document. Il s'agit de quelque chose de bien plus important : la dénonciation et la lutte « contre notre propre impérialisme » est, avec la dénonciation et la lutte contre notre propre capitalisme, notre principale tâche à l'échelle historique. Si les masses laborieuses de notre continent ou de notre pays, intoxiquées par le chauvinisme impérialiste, ne comprennent pas que leurs pays sont impérialistes, nous devons le dénoncer chaque jour, chaque heure qui passe et

sans jamais prendre cette dénonciation et cette lutte comme une tâche secondaire qui ne mérite qu'une phrase en passant.

Les camarades de la majorité pensent-ils peut-être que l'on peut aujourd'hui « construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste » sans mettre au premier plan la lutte contre l'impérialisme européen assassin des peuples africains ? Sont-ils sûrs que ces partis peuvent être « révolutionnaires » ?

Les camarades de la majorité pensent-ils peut-être que l'on peut remédier à cette omission en faisant une campagne de solidarité avec la lutte anti-impérialiste des Irlandais ? Est-il certain, par ailleurs, que le Document de la majorité pose sérieusement cette campagne ? Il nous semble que non, car il n'est pas dit que nous devons faire dès maintenant une campagne spécifique avec le mot d'ordre « Dehors les troupes anglaises de l'Irlande, maintenant ! ». N'est-ce pas l'un des mots d'ordre fondamentaux de notre agitation en direction du prolétariat britannique et européen en général ? Que reste-t-il des campagnes de « solidarité » sans ce type de mot d'ordre ? Pour nous, absolument rien !

**Où est passée la prédilection pour la « lutte armée » ?**

Mais cela devient plus grave encore en ce qui concerne les colonies portugaises. L'Irlande a le privilège d'être une partie de l'Europe, et le Document européen de la majorité la nomme donc au moins en passant. Mais des colonies portugaises, même pas un mot.

Que penser de ceux qui défendent la guérilla et la lutte armée pour l'Amérique latine et qui ne nomment même pas les guérilleros héroïques des colonies portugaises ? Comment expliquer qu'ils ne posent pas la nécessité de défendre ces guérilleros contre les attaques brutales de l'impérialisme européen ? Comment comprendre qu'ils soient pour la lutte armée pour toute une période et pour tout un continent dominé par l'impérialisme étasunien, et qu'ils ne disent pas un seul mot de la lutte armée dans les pays dominés par leur propre impérialisme ? N'est-il pas étrange que ceux qui défendent l'ERP\* en Argentine votent à deux mains un Document européen qui ne nous donne pas d'orientation pour le peuple des colonies portugaises, le seul peuple qui soit aujourd'hui en guerre civile avec l'impérialisme européen lui-même.

Nous ne devons pas perdre de vue que ce Document européen, qui n'est pas centré autour des deux seuls endroits de l'empire européen où il existe ou peut exister une lutte armée, est l'autre face – avec les mêmes auteurs – d'un document où la lutte armée est défendue pour tout un continent : la Résolution pour l'Amérique latine du 9e Congrès de notre Internationale.

**3.4. La section française face à l'impérialisme français et à l'europpéen**

Tout comme la section bolivienne est pour les camarades de la majorité la section modèle en Amérique latine, la section française a l'honneur de porter ce titre pour l'Europe. C'est peut-être parce que, de la même manière que la

section bolivienne a appliqué la résolution du 9e Congrès – avec des résultats catastrophiques –, la section française est un fidèle reflet de l'inconséquence du Document européen face à l'impérialisme de ce continent. Nous avons quelques raisons de le supposer puisque cette section se caractérise par le fait de ne pas avoir de politique systématique de dénonciation de l'impérialisme français et de l'europpéen en général, et de ne pas avancer comme mot d'ordre central et permanent l'autodétermination des colonies et semi-colonies de ces empires.

**Commençons par Rouge**

Quels sont les articles qui y ont été publiés sur l'impérialisme européen et son Vietnam ? Pendant toute l'année 1972 et dans l'année 1973 en cours, *Rouge*, le journal officiel de la section française, ne leur a consacré que trois articles. Dans le premier, on peut lire, sous le titre *Halte à l'envoi d'armes aux colonialistes portugais* : « *La bourgeoisie française, dont les intérêts économiques au Portugal et dans les colonies portugaises sont considérables, participe activement au soutien militaire (et d'autres types) des colonialistes portugais, en particulier en livrant des armes à l'armée portugaise. La France est l'un des plus grands fournisseurs d'armes de l'armée portugaise. Arrêt des livraisons d'armes aux colonialistes portugais ! Vive la lutte des peuples d'Angola, de Mozambique et de Guinée !* »<sup>4</sup>

Dans le deuxième article, une déclaration du Bureau Politique de la *Ligue\* communiste* occupe la moitié d'une colonne dans la rubrique *Notes*



*internationales*, où on peut lire : « *Nous appelons les travailleurs français et portugais à alerter l'opinion publique et à renforcer l'unité contre le colonialisme portugais et contre l'aide du gouvernement français à Lisbonne.* »<sup>5</sup>

Dans le troisième article, une page est consacrée à la guérilla dans les colonies portugaises, où on peut lire : « Les militants révolutionnaires français doivent rappeler que de nombreuses entreprises françaises participent au pillage du Mozambique et que Giscard d'Estaing y a réalisé, il y a quelques mois, un safari ! Nous devons exiger le droit de séjour en France pour les dirigeants du FRELIMO, du MPLA\* et du PAIGC<sup>b</sup>. Enfin, nous devons participer aux actions de solidarité, comme l'ont fait nos camarades de l'IMG pour la visite de Caetano à Londres. »<sup>6</sup>

Trois articles en tout. Alors qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale dont l'importance historique pour l'impérialisme européen est presque aussi grande que celle du Vietnam pour l'impérialisme américain, nos camarades français ne le font pas beaucoup valoir. Et pourtant, ces trois citations suffisent à démontrer qu'ils ne manquent pas de courage pour dénoncer leur propre

<sup>b</sup> Le *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO, Front de Libération du Mozambique) a été créé en 1962 pour combattre pour l'indépendance de la « Province d'outre mer de Mozambique » du Portugal, une indépendance acquise en juin 1975. Le *Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde* (PAIGC, Parti africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) a été fondé par Amilcar Cabral en 1956 pour lutter pour l'indépendance de ces colonies portugaises, une indépendance déclarée unilatéralement le 24 septembre 1973 et acceptée par l'ONU en novembre de la même année.

impérialisme. Pourquoi alors ne pas mener une campagne de dénonciation systématique ? Simplement parce que les camarades de la majorité qui dirigent la section française lui donnent l'importance qu'ils jugent bonne de lui donner, la même importance que celle qui se dégage à la lecture du Document européen : pour eux, cette tâche est totalement secondaire.

Il serait bon que chaque camarade français compare la collection de *Rouge* avec celle de *The Militant*. Ils pourraient étudier ainsi la campagne systématique de nos camarades étasuniens sur un thème analogue, la lutte de la guérilla vietnamienne contre leur propre impérialisme. Dans toute la collection de *The Militant*, il n'y a pas un seul numéro qui ne donne pas une importance fondamentale à la défense des guérilleros et à la dénonciation de leur propre impérialisme. Mais, nous le savons déjà, pour les camarades de la majorité c'est de l'« archéo-trotskisme ».

### **L'impérialisme français**

Les camarades de la direction de la Ligue\* communiste peuvent nous répondre que, si en deux ans ils n'ont fait que trois articles sur la guérilla contre le Portugal, c'est parce que ce sont des colonies portugaises et non des semi-colonies de leur propre impérialisme. Nous avons déjà dit qu'il n'en est rien, que les colonies portugaises sont des colonies de l'impérialisme européen en général, ainsi que de l'impérialisme étasunien et du japonais. Mais voyons ce qu'il en est avec le seul impérialisme français.

Si nous analysons vraiment la réalité économique française, nous voyons

que l'impérialisme français continue à exister et qu'il exploite toujours ses anciennes colonies, bien que la plupart d'entre elles soient actuellement des pays politiquement indépendants.

Des traités comme l'OCAM\* établissent avec ces anciennes colonies une relation semi-coloniale. Les traités de Yaoundé\* I et II étendent cette relation au Marché commun européen. Le traité d'Evian\* place les pays du Maghreb sous la domination de la France et de l'Europe. Et si cela n'était pas suffisant, il existe des bases militaires à Djibouti et au Madagascar, où la France a des unités prêtes à « intervenir » pour répondre à « l'appel » des gouvernements francophiles, comme elles le font au Tchad en essayant d'écraser le soulèvement dirigé par le *Front de Libération du Tchad* (FLT).<sup>c</sup> Il est évident que l'impérialisme français existe et qu'il est relativement puissant.

Quand nous avons commencé à rechercher quelle politique les camarades de la section française se donnent face à leur propre impérialisme, nous avons trouvé un début prometteur. Le Comité central de fin d'août 1972 lançait « *une campagne contre le colonialisme français, pour la libération de Courbain (un militant du Mouvement de Libération de la Martinique), et [faisait] des propositions dans ce sens aux organisations révolutionnaires françaises.* »<sup>7</sup> Une dénonciation faite par *Rouge* était encore plus prometteuse : « *L'impérialisme français, notre impérialisme, a une place*

*privilegiée sur le podium olympique de la colonisation, après le Portugal, duquel il est par ailleurs un des principaux fournisseurs d'armes. La France est aujourd'hui la seconde puissance coloniale directe du monde.* »<sup>8</sup> La promesse semblait se transformer en réalité lorsque *Rouge* disait : « *Les révolutionnaires qui luttent au sein de la métropole se doivent de faire une propagande anticolonialiste permanente. Contre le chauvinisme, contre l'ignorance, nous devons montrer le vrai visage de la France coloniale.* »<sup>9</sup>

Quand les camarades français nous disaient que la France est la seconde puissance coloniale directe du monde, ils ne disaient que la moitié de la vérité, et ce n'est pas par hasard. Nous devons y ajouter qu'elle est la 3e ou la 4e puissance coloniale indirecte : elle a des relations semi-coloniales, comme nous l'avons vu, avec ses anciennes colonies et elle intervient, en outre, comme associé secondaire de l'impérialisme étasunien, dans l'exploitation des semi-colonies les plus importantes de ce dernier, tels que l'Argentine. *Rouge* peut dire ce qu'il veut sur les colonies, mais en n'attaquant pas la base fondamentale de l'impérialisme français, l'exploitation des semi-colonies, le journal ne fera jamais une campagne anti-impérialiste conséquente. La plupart des investissements impérialistes français à l'extérieur sont faites dans ses semi-colonies, ainsi que dans les colonies et semi-colonies des autres impérialismes où la France intervient en seconde main. Donc, aussi longtemps que *Rouge* dénonce uniquement la domination française sur les colonies, il ne fera pas une campagne

<sup>c</sup> Le FLT, créé en septembre 1965, s'unit avec l'*Union nationale du Tchad* (UNT) en juin 1966 pour former le *Front de Libération nationale du Tchad* (FROLINAT).

anti-impérialiste conséquente. Il est significatif que l'on ne parle pas d'autodétermination politique et économique des colonies, que l'on ne dit pas : « Dehors les monopoles impérialistes français des semi-colonies ! », que l'on n'avance pas le mot d'ordre de « rupture immédiate des pactes semi-coloniaux ! »

De toute manière, après l'illusion concernant la promesse de la campagne de « propagande anti-impérialiste permanente », même si elle était partielle, nous avons revu les 86 numéros de *Rouge* du 6 janvier 1972 au 19 octobre 1973. Mais nous avons été très déçus. Nous n'avons trouvé au total que 23 articles, c'est-à-dire une moyenne d'un article tous les 4 numéros. Cela signifie que les camarades de la Ligue\* dénoncent leur propre impérialisme une fois par mois.

Ces articles sont souvent descriptifs et ne constituent pas une campagne permanente. Ils ne tournent pas autour d'un mot d'ordre central et, sauf exception, ils portent la signature de correspondants, ou sont la reproduction de déclarations des mouvements de libération et donc pas des positions officielles de notre section française.

Les 86 numéros de *Rouge* que nous avons relus comportent au total 1 548 pages, dont le problème colonial en occupe 11. Cela signifie que la dénonciation du colonialisme français occupe bien moins de 1 % du journal officiel de la Ligue\* communiste. Enfin, dans les 23 articles que nous avons trouvés, deux occupent 2 pages chacun, 4 occupent 1 page chacun et 3 une demi-page chacun. Les 14 restants occupent moins

d'une demie-page chacun et sont donc secondaires par rapport à l'ensemble du journal.

### **Le programme, le Comité central et le Congrès de la Ligue\* communiste, que disent-ils ?**

Cette carence n'est pas seulement celle de *Rouge*. Tant dans les analyses que dans les programmes de la section française, il faut faire beaucoup d'efforts pour trouver une mention des colonies et semi-colonies de la France.

Le dernier Congrès de la Ligue\* communiste s'est ouvert par un texte approuvé par le Comité central : « Ce que veut la Ligue\* communiste ». Ni dans ce texte, ni dans aucun autre des documents du Congrès, la direction de la Ligue\* n'a analysé la crise de l'impérialisme français, faisant comme si n'existaient ni la Guyane, ni la Martinique, ni la Côte d'Ivoire, ni le Togo, ni les millions de francs investis par les monopoles français dans leurs colonies et semi-colonies ainsi que dans les colonies des autres impérialismes. Le Document national de la Ligue\* tourne autour de l'analyse de la crise du capitalisme et du « système néo-capitaliste », et il n'y a pas un mot, ne parlons pas de paragraphe ou chapitre, sur l'impérialisme français.

Le programme du Document national est un peu meilleur que la partie consacrée à l'analyse, car il comprend la reconnaissance immédiate du « droit à l'autodétermination et à l'indépendance des dénommés Départements d'Outre-Mer et Territoires d'Outre-Mer (DOM-TOM) » et le soutien aux « luttes d'indépendance nationale » et à « l'indépendance nationale des DOM-TOM ».<sup>10</sup>

Mais tout cela est dit en passant, sans poser la nécessité de la liquidation des pactes semi-coloniaux comme celui de l'OCAM\*, d'Evian\*, etc. Finalement, dans tout le document, qui compte 171 pages, l'importance donnée à la question de l'impérialisme français peut se mesurer au fait que toutes les références faites à ce sujet n'en occupent que deux.

Laissons ce document et voyons dans quelle mesure la direction de notre section française est préoccupée par le fait que son pays est impérialiste. Le Comité central des 8 et 9 janvier 1972 adopta quatre campagnes : Education sur « le socialisme que nous voulons et comment y parvenir » ; le Vietnam et le FSI<sup>d</sup> ; pour la libération des trois camarades français emprisonnés en Espagne ; dénonciation du général Massu (assassin de la guerre d'Algérie). Rien n'est dit du problème colonial français, sauf dans le dernier point, qui ne lui est lié qu'indirectement.

Le Comité central d'août adopta, enfin, une campagne, mais qui ne fut pas menée systématiquement par *Rouge*, comme nous l'avons vu.

Le Congrès n'avance pas le mot d'ordre d'autodétermination nationale des semi-colonies françaises. Le manifeste du 1er mai ne mentionne pas l'impérialisme européen, ni le français. La résolution politique adoptée par le Congrès n'en parle pas et parle encore moins de l'autodétermination nationale.

<sup>d</sup> Le FSI, *Front Solidarité Indochine*, fut créé en 1971 pour rassembler les efforts de plusieurs comités de diverses tendances tels que le Comité Vietnam national (autour d'intellectuels comme Sartre), le Comité Vietnam de base (maoïstes), le Comité national d'Action (du PCF).

### **3.5. La campagne électorale**

Il nous restait un espoir : la campagne électorale.<sup>e</sup> C'était une bonne occasion puisqu'elle permettait de faire notre propagande en direction de secteurs beaucoup plus larges de la population. Mais dans l'ensemble, la campagne électorale oublie l'impérialisme. Comme nous pouvons le voir dans *Rouge*, ses trois axes sont tout à fait clairs : « *D'abord, elle devrait être une intense campagne de dénonciation anticapitaliste. [...] Il s'agit de dénoncer l'exploitation, l'oppression et les attaques capitalistes sous toutes leurs formes. [...] Deuxièmement, notre campagne doit être une campagne de démythification du programme commun et de l'Union de la Gauche\*. [...] Troisièmement, les révolutionnaires pourront tirer profit de la campagne pour refuser le "socialisme" bureaucratique que George Marchais<sup>f</sup> essaye d'imposer, en dépit des apparences.* »<sup>11</sup>

Nous avons aussi découvert que Krivine<sup>e</sup> parlait contre l'impérialisme français dans la Martinique, une colonie de la France. Mais nous avons encore été déçus en ce qui concerne la propagande anti-impérialiste au cœur de l'impérialisme, c'est-à-dire sur le territoire français. En outre, le manifeste électoral de la Ligue\* ne mentionne même pas que la France est un pays impérialiste, et cela ne lui arrive pas de dire qu'elle a des colonies et des semi-colonies.

Quel monde de différence avec les camarades du SWP\* ! Ils n'ont jamais fait un Congrès qui n'avait pas comme un de ses principaux axes la lutte contre

<sup>e</sup> En vue des élections de 1974.

<sup>f</sup> Dirigeant du Parti communiste français.

leur propre impérialisme ! Ils n'ont jamais fait une campagne sans soulever la dénonciation de leur empire et la lutte réelle contre ce dernier. Peu importe si leur tactique était correcte ou non, puisqu'il s'agit de questions de principe. Tout au long de son histoire politique, le SWP\* s'est manifesté comme trotskiste-léniniste, jusqu'à la fin. Il dénonce son propre impérialisme avant toute chose. La Ligue\* communiste, avec son orientation confuse et abstentionniste, a été incapable de dénoncer de façon conséquente le rôle impérialiste de sa bourgeoisie, même si, répétons-le, elle n'a pas peur de le faire avec vigueur, les rares fois où elle le fait. Nous connaissons aussi l'activité pratique des camarades français contre leur impérialisme. Malheureusement, cette pratique ne se reflète pas de façon conséquente dans ce qu'ils écrivent ou quand ils font des campagnes fondamentales.

Voyons finalement ce que disait Weber, apparemment au nom du parti, dans un article programmatique sur la campagne électorale. Il expliquait « *le véritable programme de transition au socialisme* » en France de la manière suivante : « *Pour notre part, nous disons aux travailleurs communistes qu'un véritable gouvernement des travailleurs ne se limitera pas à nationaliser treize nouveaux trusts et à instituer un simulacre de gestion ouvrière. Il nationalisera, sans indemnisation ni rachat, les principales entreprises capitalistes, afin que le secteur public soit réellement le secteur dominant de l'économie. Il nationalisera simultanément le commerce extérieur, afin de soustraire l'économie au contrôle*

*du système capitaliste mondial. Il placera les entreprises publiques sous la gestion ouvrière en donnant réellement aux comités de gestion – réunissant les délégués ouvriers élus et révocables à tout moment – les pouvoirs et les moyens d'administrer leurs usines. Dans les entreprises du secteur privé, ils institueront le contrôle ouvrier sur la production par la reconnaissance et la protection des comités de contrôle des travailleurs. Le pouvoir des travailleurs sur toute l'économie s'exercera à travers l'élaboration démocratique du plan, débattu dans chaque conseil ouvrier et approuvé par leur Congrès national. La réalisation d'un tel programme économique, par un gouvernement qui forgera par ailleurs un nouvel appareil d'Etat, impulsera réellement une "nouvelle logique du développement"; assurant un progrès prodigieux des forces productives. Mais il faut pour cela autre chose qu'une victoire électorale. Il faut l'existence d'un mouvement de masse d'une amplitude inégalée, seul capable d'exproprier la bourgeoisie et de démanteler son Etat. Il faut, pour parler clairement, une révolution sociale.* »<sup>12</sup> Pas un seul mot de la liquidation de l'impérialisme français pour donner la liberté économique et politique aux colonies et aux semi-colonies, c'est-à-dire, le droit à l'autodétermination nationale. Un curieux oubli pour un des grands dirigeants de la Ligue\*.

Cette erreur n'est pas due au hasard. L'article du camarade Weber découle de la même conception que celle du Document européen et de la direction de la section française ; la dénonciation de son propre impérialisme et la lutte

contre celui-ci ne figurent pas parmi les tâches centrales du parti révolutionnaire du prolétariat français.

C'est ainsi que le Comité central et la section française ont caractérisé l'Union de la Gauche\* de « projet réformiste global » et non de front populaire. Nous ne voulons pas nous arrêter sur ce problème, mais sur un autre plus grave : à aucun moment l'Union de la Gauche\* n'a été définie comme un projet pro-impérialiste, comme Trotsky avait défini les fronts populaires de l'Espagne et de la France. Qu'en pensent les camarades de la majorité ? L'Union de la Gauche\* est-elle pro-impérialiste ou anti-impérialiste ? Cette question demande réflexion car, dans une métropole comme la France, être anti-impérialiste veut dire être anticapitaliste ; et s'il s'agit d'un projet « réformiste », il peut difficilement être anticapitaliste. Mais si le projet n'est pas anticapitaliste, comment les camarades de la direction de la Ligue\* peuvent-ils expliquer qu'ils n'aient pas dénoncé le caractère pro-impérialiste de l'Union de la Gauche\* ?

Cet « oubli » contraste fortement avec le fait que le même document signale comme une tâche importante le « travail sur l'Indochine » et l'appel au front unique avec le Parti communiste pour l'Indochine. En effet, la seule intervention anti-impérialiste proposée est celle qui est liée directement à un autre impérialisme, l'impérialisme étasunien.

### 3.6. Dix commandements ou une seule politique correcte ?

En commençant ce chapitre, nous avons signalé cinq insuffisances graves du Document européen. Nous avons

traité longuement parmi elles le manque de politique conséquente contre l'impérialisme. Mais ce ne sont pas les seules observations que nous avons à faire.

### **Dix tâches centrales et aucun axe politique fondamental**

Le document nous dit qu'il existe actuellement en Europe dix tâches centrales qui : « [...] *sont les tâches dont l'accomplissement stimule la dialectique de la lutte des masses et l'élévation de la conscience de classe* ». <sup>13</sup>

Les auteurs affirment que ces tâches ont une profonde cohésion interne. Nous pensons le contraire. Il nous semble que, plutôt qu'un programme, c'est une liste qui peut se mettre dans n'importe quel ordre, dans tous les sens, sans que cela ne change quoi que ce soit. On dirait un catéchisme de dix commandements, tous très importants, pas un plus que l'autre, du « contrôle ouvrier » à la « popularisation systématique » du « modèle socialiste ».

Quel est l'axe de cette liste programmatique pour l'Europe ? Impossible de le savoir, car le Document européen ne répond pas à cette question. Et il n'y répond pas, car il ne peut pas le faire, puisque ses axes varient de pays à pays, et que dans chaque pays de l'Europe il existe une situation spécifique de la lutte de classes qui exige des mots d'ordre spécifiques. Voulons-nous dire par-là qu'il faut renoncer à faire une analyse d'ensemble de la situation en Europe ? D'aucune façon. Cette analyse est très importante comme point de départ pour les analyses nationales. Si nous disons, par exemple, qu'il y a un ou deux pays d'avant-garde qui montrent la tendance

pour toute l'Europe à entrer dans une situation prérévolutionnaire, cette analyse est indispensable pour formuler ensuite la politique pour chaque pays. Mais si nous nous limitons à cela, nous ne serons pas en condition de formuler cette politique.

Nous ne prétendons pas non plus que le document doive être une longue liste de pays avec une orientation spécifique pour chacun. Mais il serait bel et bien correct de définir les traits essentiels de l'orientation pour les pays qui sont dans une situation similaire. Quelle est l'orientation pour l'Irlande, qui connaît une situation particulière ? Quelle est-elle pour la France et l'Italie, qui se trouvent face à de grandes luttes économiques défensives ? Quelle est-elle pour l'Espagne et la Grèce, qui subissent des dictatures fascistes ou semi-fascistes ? Ce sont là les questions concrètes auxquelles le document de la majorité ne répond pas.

### **Un document qui n'arme pas les militants**

Les documents politiques doivent servir à ce que tous nos militants sachent après leur lecture quoi faire le lendemain dans leur usine, leur lycée, leur université ou dans la rue. Tous les militants doivent sortir armés du Congrès mondial, afin de se mettre dès le lendemain à leur tâche révolutionnaire de mobiliser les masses et de défendre et de renforcer le parti.

Est-ce que le Document européen des camarades de la majorité sert à cela ? Est-il utile aux militants, comme le disait Lénine, pour accrocher « le premier maillon de la chaîne » ? Par quoi doit

commencer un militant ouvrier belge ? Par « *le soutien des luttes quotidiennes des masses* » ou par « *la défense d'une série de mots d'ordre de transition centrés sur le contrôle ouvrier* » ? Et un militant espagnol ? Commencera-t-il par « *propager systématiquement notre "modèle" de socialisme* » ou par « *réduquer l'avant-garde ouvrière sur la nécessité de l'autodéfense armée* » ? Et un militant anglais ? Commencera-t-il par « *une propagande internationale de solidarité avec les luttes anti-impérialistes* » ou par « *l'éducation des masses et l'avant-garde sur des conceptions opposées à l'électorisme et au parlementarisme* » ?

Nombre de ces dix tâches sont correctes, mais si nous leur donnons à toutes la même importance, nous sommes obligés de faire les dix tâches à la fois. Sinon, comment les militants de chaque pays de l'Europe peuvent-ils savoir quelle est la tâche la plus importante pour commencer ? Ils ne peuvent pas le savoir, car la situation de la lutte de classes est différente dans chaque pays et exige que l'on commence par une tâche distincte. C'est pour cela que nous disons que ce document n'arme pas les militants et qu'il n'est donc pas utile au développement de la lutte de classes ni à celui de notre Internationale.

Mais en outre, il manque certaines autres tâches extrêmement importantes dans cette énumération.

### **Première omission importante : les mots d'ordre économiques**

D'après le document, dans les prochains mois et prochaines années, il va y avoir un chômage croissant et une baisse du niveau de vie en Europe

occidentale. Cela signifie que l'offensive est actuellement dans les mains de la bourgeoisie dans la majeure partie des pays européens, et cela constitue la raison de la rupture de l'équilibre. Cette réalité est à l'origine de la quasi-totalité des luttes ouvrières actuelles. Cela signifie que les masses européennes sont en train de développer d'importantes luttes économiques *défensives* : elles luttent pour défendre leur niveau de vie et leur emploi et non pas pour arracher de nouvelles conquêtes économiques à la bourgeoisie.

Si cette offensive économique contre le mouvement ouvrier existe, si celui-ci a commencé à se mobiliser pour s'en défendre, pourquoi n'y a-t-il dans le Document européen aucun mot d'ordre autour de ce problème ? Cette question n'est même pas effleurée. Il est dit seulement en passant que nous devons intervenir dans les luttes revendicatives toutes réformistes ou timides qu'elles soient. Tout cela est très bien, mais avec quels mots d'ordre intervenons-nous ? Si nous nous limitons à intervenir sans avancer de mot d'ordre général pour mobiliser de larges secteurs, ne tombons-nous pas dans le syndicalisme ? Pourquoi n'avançons-nous pas nos mots d'ordre traditionnels d'« échelle mobile des salaires et des heures de travail » ou toute autre formulation tactique ? Pourquoi n'avançons-nous pas le mot d'ordre adapté à toute cette étape : « *combattons l'offensive capitaliste contre le niveau de vie et d'emploi du mouvement ouvrier* » ? Pourquoi ne commençons nous pas à poser l'orientation de front unique ouvrier pour freiner

cette offensive ? En ne le faisant pas, ne sommes-nous pas condamnés à rester dans le cadre initial réformiste de ces luttes économiques que les réformistes et les bureaucrates veulent précisément maintenir ?

Cette première omission est peut-être liée à la dernière tactique adoptée pour cinq ans par les camarades de la majorité : le travail fondamental sur l'avant-garde et non pas sur le mouvement de masses. Mais, d'où qu'elle provienne, cette absence de mots d'ordre économiques défensifs nous désarme face aux luttes concrètes que mènent les travailleurs dans des pays importants du continent et qu'ils continueront à développer dans un futur proche.

### **Seconde omission importante : les mots d'ordre démocratiques**

Cette offensive économique de la bourgeoisie sera inévitablement accompagnée d'une offensive politique : la tendance à des gouvernements réactionnaires, à la limitation des libertés démocratiques, à l'attaque des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, etc. Cela signifie que cette offensive ouvrira également une étape politique *défensive*, où ce sera la bourgeoisie qui rompt l'équilibre, et où les ouvriers et d'autres secteurs exploités tenteront initialement de maintenir cet équilibre. Chaque nouveau durcissement d'un gouvernement amènera les masses à se mobiliser pour reconquérir la liberté démocratique perdue ou pour défendre celle menacée.

Mais le Document européen ne prépare pas nos sections à cette situation. Son indifférence face aux mots d'ordre

démocratiques élémentaires commence par ne pas avancer celui de « Dehors les troupes anglaises d'Irlande et les troupes portugaises des colonies », et elle continue par l'abandon des sections de l'Espagne, la Grèce et le Portugal, où les régimes semi-fascistes ont liquidé toutes les libertés démocratiques.

Que disons-nous aux travailleurs de ces pays ? Qu'ils luttent pour le « contrôle ouvrier » ou pour notre « modèle de socialisme » ? Ne paraît-il pas beaucoup plus correct aux camarades de la majorité d'avancer un mot d'ordre démocratique spécifique (Assemblée constituante, élections libres, liberté pour les prisonniers politiques, légalité pour les partis, ou tout autre mot d'ordre adéquat) ?

Ce mépris pour les mots d'ordre démocratiques en arrive au point d'omettre le mot d'ordre traditionnel de notre Internationale pour l'unification de l'Allemagne dans une Allemagne soviétique et socialiste. La restitution au peuple allemand de son droit à une nation unifiée avec un Etat unifié et socialiste, est la plus grande tâche démocratique posée en Europe, beaucoup plus importante que l'indépendance de l'Irlande. C'est une tâche qui s'affronte aussi bien à l'impérialisme qu'à la bureaucratie stalinienne et qui ne peut être accomplie qu'en les battant, c'est-à-dire en faisant la révolution socialiste à l'Ouest et la révolution politique à l'Est. Pourtant, les camarades de la majorité l'ignorent totalement.

### **Troisième omission importante : le gouvernement ouvrier et paysan**

Le Document européen envisage la possibilité d'une victoire prochaine de la révolution socialiste dans un pays de l'Europe occidentale, mais il ne pose pas comme mot d'ordre central celui de « gouvernement ouvrier et paysan ». Pourtant, dans la plupart des pays européens, ou tout au moins dans un nombre important, cette révolution se fera au moyen de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et les secteurs appauvris de la petite bourgeoisie urbaine.

Pour que la révolution triomphe, le prolétariat doit conquérir la direction sur toutes les autres classes qui y participent et doit donc se donner une politique pour les gagner. Notre parti, en tant que représentant historique du prolétariat, doit par conséquent se doter d'un programme de transition pour ces classes ou secteurs de classe. Nous ne comprenons pas comment on se propose de populariser notre « modèle » de socialisme sans y faire entrer l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

Ne pas se donner un programme de transition pour la paysannerie et la classe moyenne pauvre des villes, qui permette aux ouvriers de se placer à leur tête, cela prend tout à fait l'aspect d'une position ouvriériste et rend impossible la prise du pouvoir.

Comment peut-on nous demander d'adopter un document qui, d'une part considère que dans les prochaines années il y aura « une première révolution socialiste », et d'autre part ne pose pas parmi les dix tâches centrales le gouvernement ouvrier et paysan, la seule

manière de réaliser cette révolution socialiste ? Nous sommes très ouverts, mais il y a des choses que nous n'arrivons pas à comprendre. Nous attendons que les camarades de la majorité nous l'expliquent.

### **3.7. Le programme pour les ouvriers immigrés**

Les ouvriers immigrés ne sont pas un petit secteur marginal de la société ni de l'économie bourgeoise européenne, au contraire, ils sont un de leurs piliers. En France, sur quatre ouvriers du travail manuel, un est travailleur immigré. C'est-à-dire qu'ils constituent le quart de l'épine dorsale du mouvement ouvrier. Pour ce secteur fondamental du mouvement ouvrier, la résolution du Document européen se limite à signaler, dans un point secondaire parmi les dix tâches politiques centrales, que nous devons organiser des « campagnes de solidarité avec les ouvriers immigrés (contre toute forme de racisme et de xénophobie) ». Ce terme de « solidarité » signifie dans un certain sens que cela nous est éloigné. Autrement dit, ce n'est pas une tâche de nos partis en Europe de se donner un programme de transition pour ce secteur, mais seulement d'être « solidaires » avec leurs luttes, comme si celles-ci se passaient dans un pays lointain. Le fait d'avoir mis cette tâche parmi nos tâches internationalistes, *et non comme un élément de notre programme national* pour chaque section, démontre le mieux que telle est bien leur manière de voir les choses. La tâche est mise parmi celles de la solidarité avec les « luttes anti-impérialistes », des « luttes ouvrières dans d'autres pays européens » et des « luttes

anti-bureaucratiques dans les Etats ouvriers stalinisés ».

Les ouvriers immigrés constituent un des principaux secteurs d'intervention immédiate ou à court terme, et même peut-être le principal, dans nombre de nos sections européennes. Il sera peut-être la base de beaucoup d'« unités de débordement » des organisations réformistes qui ignorent ces ouvriers. Ce sera le secteur le plus durement atteint par le chômage et la misère, et par le durcissement du régime. Ce sera un processus parallèle au processus colonial, dans la tentative par l'impérialisme de sortir de sa crise en utilisant les inégalités. En outre, tout comme le colonialisme, ce secteur est source de surprofits pour le capitalisme européen et, dans cette mesure, la base objective du réformisme. C'est le problème économique et social que ni le Document européen, ni celui de ses disciples français, ne tentent de résoudre.

La façon d'aborder cette question dans le Document européen montre que les travailleurs immigrés ne sont pas considérés comme partie intégrante du prolétariat de chaque pays européen, alors qu'ils devraient constituer, en tant que secteur le plus mis à l'écart par l'impérialisme, le secteur privilégié de notre travail. Dans la mesure où ils constituent un secteur discriminé économiquement, socialement et politiquement, par rapport au prolétariat européen, les mots d'ordre les concernant devraient être : même salaire, mêmes droits syndicaux et politiques. Dans la mesure où ils proviennent de colonies, de semi-colonies ou d'anciennes colonies des

impérialismes européens, nous devrions avancer toutes les revendications liées à l'autodétermination nationale : leur droit de diriger leurs communautés de quartier et d'y nommer leurs représentants, leur droit de maintenir leurs croyances, leurs langues, leurs cultures et leurs coutumes. Nous devrions poser que nous, les trotskistes, nous sommes prêts à respecter leurs volontés, même s'ils ne représentaient qu'un pour cent de la population active.

### **Reprenons une glorieuse tradition**

Malgré son travail important et correct parmi les ouvriers immigrés, et bien que son journal donne de l'importance à ce problème, la section française ne considère pas comme importante la question des travailleurs immigrés dans son Document national, ni dans son

programme électoral. Qui plus est, lors des élections, elle n'a pas lancé le mot d'ordre « A bas la circulaire Fontanet »<sup>8</sup>. Pour son dernier Congrès, elle a écrit sur tout, sauf sur les immigrés et les peuples colonisés !

Cependant, la section française de la IVe Internationale a une expérience et une histoire glorieuses sur ce sujet : nos élaborations sur l'Indochine et sur l'Algérie. La nouvelle génération trotskiste doit étudier ces activités qui nous permirent de déplacer les stalinien de la direction du mouvement ouvrier indochinois et algérien en France.

---

<sup>8</sup> Cette circulaire de 1972 limitait l'attribution d'une carte de séjour à la possession d'un permis de travail, ce qui plongeait d'un coup la grande majorité des immigrés dans l'illégalité. La lutte a obtenu que la circulaire fût annulée par un arrêt du Conseil d'Etat.

## 4. Deux trajectoires

### **4.1. La majorité falsifie notre histoire**

Au Comité exécutif international de décembre 1972, les camarades de la majorité ont adopté une Résolution sur l'Argentine où ils mettent sérieusement en cause notre organisation. Quelques lignes incorporées dans deux des thèses approuvées résumaient toute notre histoire. Cette « histoire » fut votée de manière surprenante, aucune documentation n'étant apportée et aucune ébauche de preuve des affirmations n'étant donnée.

Il s'est passé à peu près la même chose quand fut adopté le Document européen. En votant pour la stratégie de l'entrisme sui generis, c'est la trajectoire de presque vingt ans des camarades Germain, Frank\* et Maitan\* qui fut votée, sans preuves ni documentation.

### **La « guérilla » au sein de l'Internationale**

Ces deux votes sont un peu comme la méthode « de guérilla » appliquée à la vie interne de notre Internationale : tous les deux ont été faits par surprise, personne n'était au courant qu'il fallait voter pour ou contre l'histoire de notre parti depuis son origine, ni pour ou contre une « stratégie » qui appartenait déjà au passé

de notre Internationale. Avec cette méthode, les camarades de la majorité ont établi un très mauvais précédent : voter sur des résolutions historiques, sans aucune sorte de discussion préparatoire ni de documentation. De plus, ils ont violé ainsi un des accords de la réunification, qui était précisément de ne traiter que des questions concernant notre orientation et pas de celles concernant l'histoire de notre mouvement.

Finalement, en votant sur une question qui n'a rien à voir avec notre politique présente ni avec la situation actuelle de la lutte de classes, les camarades de la majorité ont rompu avec une tradition du mouvement trotskiste. Mais, bien que nous le regrettons, les résolutions que nous commentons ont déjà été adoptées et nous sommes donc obligés, contre notre volonté, d'y faire référence.

### **Nous sommes sanctionnés pour ne pas obéir à un dément.**

Dans la thèse 13 de la Résolution sur l'Argentine, des affirmations ou des insinuations gratuites sont faites contre notre organisation. Nous les réfuterons sommairement afin de ne pas faire de

cette question un ou deux livres. Voyons chacune de ces affirmations.

En 1951, la direction de l'Internationale et le Congrès mondial ont reconnu le groupe de Posadas\* comme section officielle argentine. Se référant à cette reconnaissance, la thèse dit : « *L'élection en faveur de la tendance Posadas\* fut déterminée fondamentalement sur une base politique : la tendance Moreno se caractérisait à l'époque par une analyse carrément fautive du régime péroniste, et par une attitude sectaire vis-à-vis du mouvement de masse que le péronisme dirigeait.* »<sup>1</sup>

Il n'y a pas de preuves écrites, mais il n'en fut pas ainsi. La résolution aurait raison, concernant un certain aspect, si elle disait que nous avons eu une position sectaire vis-à-vis du péronisme jusqu'en 1948 (et non jusqu'en 1951, date de la reconnaissance de Posadas\*). Tous les documents sur l'histoire de notre parti le signalent. Des camarades qui ont abandonné le mouvement et qui sont neutres confirmeront tôt ou tard qui dit la vérité.

Mais à ce fait, il faut en ajouter d'autres, très importants. En premier lieu, la tendance Posadas\* a milité dans la social-démocratie pro-étasunienne, sans ouvriers et en marge du mouvement de masses péronistes quand ce mouvement est apparu. En second lieu, notre sectarisme ne nous a pas entraînés jusqu'à méconnaître le mouvement de masses péronistes ; au contraire, nous avons été la première organisation de gauche à commencer à travailler, avec succès, dans les syndicats péronistes (ce qui nous a valu d'être accusés de « pro-nazi » par toute la gauche argentine qui,

le stalinisme en tête, définissait le péronisme comme un mouvement fasciste). En troisième lieu, la tendance Posadas\*, constatant notre succès dans le travail au sein des syndicats péronistes, fit un tournant à 180° vers le mouvement syndical péroniste, deux ans après nous. En quatrième lieu, ce tournant de la tendance Posadas\* fut, dès le début, une capitulation idéologique totale devant le péronisme : une position totalement opportuniste, exactement comme celle qu'ils ont adoptée actuellement, en soutenant le Frejuli<sup>a</sup> et Perón lors des élections de mars-avril.

Il existe bel et bien une documentation complète de la politique du groupe de Posadas\* à la date de sa reconnaissance, mais elle ne fut jamais rendue publique par les camarades de la majorité, ni avant ni après le vote de la résolution, car, s'ils l'avaient fait, les résultats auraient été bien piteux. Pourquoi ? Parce que, alors que notre organisation dénonçait de toutes ses forces le gouvernement péroniste pour avoir été le premier pays du monde à soutenir l'impérialisme étasunien dans son agression contre la Corée du Nord, le posadisme, pour sa part, soutenait totalement le gouvernement péroniste, disant que celui-ci avait libéré le pays de l'impérialisme, et faisant une intense campagne d'agitation

<sup>a</sup> Le *Frente Justicialista de Liberación* (Front justicialiste de libération) était une alliance électorale du *Partido Justicialista* (le parti de Perón) avec d'autres partis de moindre envergure, formé en 1972 pour se présenter aux élections présidentielles de mars-avril 1973. Le Frejuli obtint 49,5 % au premier tour, contre 21,3 % pour Ricardo Balbín, le candidat du parti de droite, l'Unión Cívica Radical (UCR), qui désista alors pour le second tour.

pour la Corée du Sud et contre la Corée du Nord.

Quand nous présentâmes cette question au Congrès mondial, avec la documentation correspondante, Pablo\*, rapporteur officiel du Secrétariat international (SI) et en faveur de la reconnaissance de Posadas\*, expliqua que ce n'était pas pour ses positions politiques que ce groupe était reconnu, celles-ci étant erronées en ce qui concerne le gouvernement péroniste et la Corée, mais pour sa nature prolétarienne. Cette prétendue nature prolétarienne les rendait disciplinés, alors que nous étions prétendument des petits-bourgeois prétentieux, puisque nous défendions nos positions à mort et refusions de reconnaître les « erreurs ». Quelle était cette grande preuve de discipline donnée par Posadas\* ? Après avoir reçu une communication du SI contre sa position sur la Corée, il l'a changée instantanément, comme par magie. Cette obéissance souple, acrobatique – appelée « discipline » par le SI –, qui changeait de 180 degrés sa position sur la plus importante lutte révolutionnaire du moment dans le monde entier, était la garantie pour que s'accomplisse le véritable objectif du SI : l'unification du trotskisme argentin !

Passons à la seconde affirmation de la majorité : « *Pendant la période de la scission, le groupe de Moreno se lia au Comité international,<sup>b</sup> mais, à plusieurs occasions, il prit des positions qui n'étaient pas partagées par d'autres composants du Comité et provoquèrent de virulentes polémiques, surtout en Amérique latine.* »<sup>2</sup>

<sup>b</sup> Voir le Prologue de ce livre, §7

Il est absolument certain que quelques-unes de nos positions ne furent pas partagées par le reste du Comité international et provoquèrent de « virulentes polémiques ». Mais cela n'est pas un péché. Pourquoi les camarades de la majorité ne disent-ils pas quelles étaient ces positions, et qui avait raison ? Pourquoi cachent-ils ce problème derrière le terme mystérieux de « virulentes polémiques » ? Nous allons préciser quelles furent ces polémiques, sur lesquelles il existe une abondante documentation.

1. Discussion avec le camarade Luis Vitale\* pour savoir s'il fallait, ou non, promouvoir en Bolivie le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB\* », ainsi que les milices ouvrières et paysannes ; et pour savoir si, étant donné l'armement du prolétariat et de la paysannerie dans des milices subordonnées à la COB\*, il y avait, ou non, un double pouvoir. Le camarade Vitale\* pensait que non et nous que si. Après une polémique assez forte, le camarade Luis Vitale\* reconnut qu'il avait tort.
2. Discussion avec la tendance dirigée par le camarade Luis Vitale\* sur le groupe Moller\* en Bolivie. La tendance Vitale\* pensait que c'était le groupe trotskiste le plus progressiste, alors que nous pensions qu'il était révisionniste du trotskisme, et la pire variante de notre mouvement. Les camarades de la tendance de Luis Vitale\*, opposée à la nôtre, firent leur autocritique.
3. Discussion infernale avec le même camarade et sa tendance sur le rôle de

l'impérialisme étasunien : Luis Vitale\* soutenait qu'il n'était pas agressif et ne colonisait pas l'Amérique latine, alors que nous affirmions que si. Le camarade Vitale\* fit son autocritique en acceptant nos positions.

4. Discussion très dure avec les lambertistes pour leur lenteur à abandonner le soutien au MNA et soutenir le FLN en Algérie.<sup>c</sup>
5. Nouvelle discussion, la plus forte, avec le camarade Louis Vitale\* sur le castrisme et le rôle de Cuba. Le camarade Vitale\* pensait que la révolution cubaine n'avait aucune importance, qu'elle ne changeait en rien le rapport de forces et n'ouvrait pas de nouvelle étape dans la lutte de classes en Amérique latine. Nous pensions le contraire.
6. Parallèlement, une autre discussion eut lieu autour de la lutte armée et la guerre de guérillas. Luis Vitale\* soutenait que ce problème n'entraînait pas dans le programme du trotskisme orthodoxe, alors que nous disions que si, qu'il fallait intégrer la guerre de guérillas au Programme de Transition, dans le cadre général de la lutte armée.
7. Discussion sur notre entrisme dans les 62 Organisations syndicales

<sup>c</sup> Lors de la Guerre d'indépendance d'Algérie, le nationaliste Messali Hadj créa un *Mouvement national algérien* (MNA) en opposition au *Front de libération nationale* (FLN). Les deux disputaient l'influence sur les Algériens vivant en France métropolitaine, le MNA étant soutenu surtout par les musulmans ; et à partir de 1958, le MNA bénéficia d'une certaine complaisance du pouvoir français dans la lutte contre le FLN.

péronistes. Le camarade Vitale\* soutenait que notre tactique, et principalement sa conséquence de ne pas avoir d'organisme indépendant, était opportuniste. Nous soutenions que c'était un entrisme indirect et tactique, pour peu de temps, dans le mouvement ouvrier péroniste. Nous entrions dans les 62 Organisations, une organisation politico-syndicale qui regroupait les meilleurs éléments de la classe ouvrière et d'où étaient dirigées toutes les luttes contre le régime de la « Révolution libératrice » (le coup d'Etat pro-impérialiste qui avait renversé Perón). Dans ce groupe, nous ne devons nous soumettre à aucune discipline politique nous interdisant d'exprimer publiquement nos positions ; la seule exigence était d'accepter formellement la discipline du Conseil supérieur péroniste et de quitter nos vestes dans les réunions syndicales (c'est-à-dire d'être « descamisados », dépoitraillés ; c'était le signe distinctif donné par Perón aux sympathisants de son mouvement).

Voilà toutes les grandes divergences, parfaitement documentées, qui apparurent au sein du CIQI.<sup>d</sup> Dans trois des sept discussions, nos adversaires firent leur autocritique ; les faits nous donnèrent raison dans trois autres (Algérie et les deux sur Cuba) ; et nous soutenons que la dernière, concernant notre entrisme dans les 62 Organisations péronistes, fut correcte. Mais même si nous nous serions trompés concernant cette der-

<sup>d</sup> Voir le Prologue de ce livre, §7.

nière, comme l'affirment les camarades de la majorité, avons-nous mal fait en menant ces discussions et en défendant nos positions ? Sommes-nous coupables de ces « virulentes polémiques » qu'elles déchaînèrent ? Les camarades de la majorité connaissent-ils une autre « virulente polémique » que nous n'ayons pas mentionnée ? Si oui, qu'ils nous disent laquelle, ou lesquelles, et qu'ils apportent la documentation correspondante.

En plus des deux griefs contre nous déjà mentionnés, il y en avait d'autres, de type théorico-politique. Certains sont formulés dans la lettre de Domingo : « *attitude face au mouvement péroniste, rôle éventuel de la classe moyenne, politique d'alliances, caractérisation du Programme de Transition de 1938, caractérisation de la direction du Parti communiste chinois et de la Révolution culturelle* ». La seule chose que nous pouvons dire, c'est que, effectivement, nous avons commis beaucoup d'erreurs théorico-politiques au cours du développement de notre parti, et que nous avons fait notre autocritique sur toutes ces erreurs. Mais il est totalement déloyal, de la part des camarades de la majorité, de nous critiquer pour ces erreurs sans les placer dans le contexte politique dans lequel nous nous développons ; surtout, parce que ce furent eux les responsables de ce contexte politique.

Nous avons dû nous former totalement seuls. Les portes de notre Internationale nous étaient fermées hermétiquement pendant des années et des années à cause d'un seul et unique « péché mortel » : nous refusions de capituler devant Posadas\*, le dément que

les camarades de la majorité avaient désigné comme vice-roi de l'Internationale en Amérique latine. Le fait de ne pas dire que Posadas\* a fait partie intégrante de la direction de notre Internationale, avec le soutien sans restriction des camarades Germain, Pablo\*, Frank\* et Maitan\* ; de ne pas dire que ce fou a fait ce qu'il voulait pendant des années et des années ; de ne pas dire que Posadas\* a rendu fou tout le trotskisme latino-américain, en prenant des positions démentielles et en pratiquant des manœuvres de maniaque ; de ne pas dire que ces manœuvres et ces positions eurent le soutien inconditionnel des camarades Pablo\*, Germain et Frank\* ; de ne pas dire qu'on nous écarta de l'Internationale pour avoir refusé d'obéir à un tel délire ; le fait de ne pas dire tout cela, c'est manquer de situer notre trajectoire dans le contexte politique où elle s'est déroulée.

Par ailleurs, les erreurs théorico-politiques dont nous avons fait l'autocritique n'ont pas du tout la gravité que la résolution leur attribue. Mais elles méritent – comme tout problème théorique – une discussion plus sérieuse et mieux située dans l'ensemble de nos contributions.

#### **Qui a lutté contre les déviations opportunistes de notre organisation ?**

Il y a finalement un grief permanent contre nous : notre présumée capitulation devant le péronisme. Il n'y a pas de doute que notre organisation a eu de graves déviations opportunistes à partir de notre entrisme, principalement à partir de la publication de *Palabra Obrera\**. Toutes ces déviations eurent un tronc



commun : la capitulation devant le péronisme et la bureaucratie syndicale. Qui plus est, les tendances à la capitulation occupèrent pendant longtemps la direction de notre organisation. Mais ceux qui nous en accusent oublient de dire qu'il y eut de grandes luttes de tendances et de fractions contre les tendances à la capitulation devant le péronisme. Ils ne disent pas que les camarades Ernesto González<sup>e</sup> et Nahuel Moreno formèrent toutes sortes de fractions et de tendances et écrivirent de nombreux documents internes contre ces tendances qui capitulaient devant le péronisme. Ils ne précisent pas que cette lutte fractionnelle signifia leur mise à l'écart de la direction du parti, les laissant faire tapisserie. Nous avons toute la documentation dont les camarades de l'Internationale peuvent avoir besoin pour le démontrer. Les camarades de la majorité approuvent-ils notre lutte contre les déviations opportunistes et de capitulation devant le péronisme, menée par l'ancienne direction majoritaire de *Palabra Obrera*\* ? Ou nous rendent-ils responsables des erreurs et des déviations de cette direction ? Approuvons-nous, en tant que trotskistes, la lutte de Lénine contre les erreurs opportunistes des vieux bolcheviks, ou le rendons-nous responsable de ces erreurs ?

La réponse à cette question par les camarades de la majorité est très importante, car les tendances guérilléristes antérieures, ainsi que la dernière (le PRT\*-C), se sont nourries précisément de

ces vieux secteurs opportunistes. Et c'est encore plus important par le fait que notre parti actuel est la conséquence des profondes luttes fractionnelles que nous avons menées contre ces tendances. C'est pour cela que nous estimons impossible, même en hurlant pour l'exiger, que les camarades de la majorité répondent clairement à cette question. S'ils répondent qu'ils n'approuvent pas notre lutte contre les tendances qui capitulaient devant le péronisme, ils doivent soutenir la politique (qu'ils nous attribuent) de capitulation de ces tendances. S'ils répondent qu'ils approuvent notre lutte contre elles, cela les amène à revendiquer notre trajectoire en général et notre parti actuel. C'est pour cela que les camarades de la majorité cachent ces luttes tendanciennes et la position que nous avons prise au cours de ces luttes.

Ce document tente de démontrer que tous les griefs politiques concrets formulés contre nous, concernant cette dernière période, sont faux. Nous n'entrerons pas dans la discussion à fond de toutes nos erreurs théorico-politiques, car, comme nous l'avons dit, une discussion théorique doit être faite d'une manière sérieuse et documentée et ne peut pas faire l'objet d'une résolution. Mais il nous reste quelque chose d'important à dire.

**Un mérite qui est exclusivement le nôtre : continuer à être trotskistes**

Malgré toutes les erreurs théorico-politiques, notre parti est le seul parti en Argentine, constitué par des cadres trotskistes. Les deux reconnaissances

officielles<sup>f</sup> faites par les camarades Germain, Frank\*, Maitan\* et Pablo\* se sont révélées funestes pour notre mouvement à l'échelle mondiale. Posadas\* et le PRT\*-C sont aujourd'hui les ennemis mortels de la IVe Internationale. Et la véritable histoire, c'est que le seul trotskisme conséquent de ces trente dernières années dans notre pays est celui de notre organisation.

Si les camarades de la majorité se comportaient comme tels, ils auraient dû dire : « *Le parti argentin a commis de nombreuses erreurs théorico-politiques au cours de sa trajectoire ; nous avons eu souvent des divergences avec lui et il reste encore beaucoup de questions politiques concrètes sur lesquelles nous divergeons ; mais nous revendiquons totalement sa trajectoire. Nous la revendiquons, car : malgré le fait que nous nous sommes trompés en reconnaissant Posadas\* et en isolant ces camarades de l'Internationale (créant ainsi un terrain propice aux erreurs) jusqu'au moment où Posadas\* devienne l'ennemi de la IVe Internationale ; malgré le fait que nous nous soyons encore trompés en reconnaissant le PRT\*-C jusqu'à ce qu'il devienne l'ennemi de la IVe Internationale ; malgré tout cela, les camarades du parti argentin sont restés trotskistes, ils ont défendu à mort notre parti mondial, et ils continuent à le défendre aujourd'hui, en plein milieu d'une dure polémique. Nous, la majorité de l'Internationale, nous avons tout fait pour que les camarades argentins nous tournent le dos, à nous et à notre*

*mouvement. Malgré cela, les camarades argentins sont plus trotskistes que jamais et ils sont plus fermement que jamais avec la IVe Internationale, alors que ceux que nous soutenions hier sont devenus nos ennemis. Rien que pour cela, nous revendiquons la trajectoire des camarades argentins.* »

Mais les camarades de la majorité ne disent rien de tout cela. Au contraire, ils se sont érigés en véritables censeurs de notre organisation et ils sont prêts à nous excommunier. De quel droit politique assument-ils ce rôle ? Est-il certain que les camarades de la majorité ont eu une trajectoire politique impeccable, n'ayant eu que des réussites ? Ils doivent le croire, car ils n'ont jamais fait aucune autocritique importante.

Il est curieux que la Résolution politique de décembre 1972, que nous commentons ici, ne touche pas notre politique face aux grands faits de la lutte de classes internationale. Et c'est dommage, car ce qui définit le mieux une organisation ou une tendance est précisément sa politique internationale.

Il n'y a donc pas de meilleure façon pour démontrer l'opportunisme d'une organisation, que celle de signaler ses capitulations devant les grands événements internationaux. Pour la majeure partie de ces grands événements, les camarades de la majorité de l'Internationale se sont trompés dans l'analyse, la caractérisation, les prévisions et la politique. Par contre, dans la majorité des cas, nous avons proposé une politique correcte. Comparons.

<sup>f</sup> A part celle du groupe de Posadas\* en 1951, il y avait celle du groupe de Santucho, le PRT\*-C, en 1969.

<sup>e</sup> Ernesto González était un dirigeant du PRT\*-V après la rupture avec Santucho, puis du PST\* et plus tard de la LIT-QI.

#### 4.2. Deux trajectoires concernant les grands événements internationaux.

Le Document européen de la majorité prédit que viendra une période « de quatre ou cinq ans avant que ne se produisent des batailles décisives ». Et dans les autres textes, surtout dans ceux de Germain, on prévoit l'avenir avec des comparaisons relatives au fascisme ou au nazisme. On dirait que, si nous ne comprenons pas leur stratégie, nous courons le risque de voir le fascisme triompher en Amérique latine et dans le monde, et que par contre, si nous y adhérons, au moins nous ne tomberons pas sans lutter. Cette véritable manie pour les pronostics qui ne se vérifient jamais est une constante de la trajectoire politique de Germain et des dirigeants les plus connus de la majorité. Faisons un peu d'histoire.

Si nous avions à signaler quelques-uns des faits les plus importants de l'économie et de la politique de ces 25 dernières années, nous sommes sûrs que parmi eux figureraient ceux-ci :

1. Le boom économique impérialiste d'après-guerre et la renaissance colossale de l'économie capitaliste allemande ;
2. La transformation de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers « déformés » ;
3. La révolution chinoise ;
4. La politique permanente de coexistence pacifique de l'URSS avec l'impérialisme. L'impossibilité pour l'impérialisme de commencer la guerre mondiale dans les années 1950 ;
5. La trajectoire et la nature stalinienne des partis communistes chinois et yougoslave. La nécessité, par

conséquent, de la révolution politique et de la construction de partis trotskistes ;

6. L'accentuation de la lutte de classes dans le monde colonial, jusqu'à des soulèvements dans de nombreux pays (Algérie, Congo, etc.) ;
7. La révolution cubaine et sa répercussion à l'échelle mondiale ;
8. L'agression de l'impérialisme étasunien contre la Corée, et dernièrement contre le Vietnam ;
9. La naissance d'un mouvement anti-guerre international contre l'intervention de l'impérialisme étasunien au Vietnam, avec un soutien important aux Etats-Unis ;
10. La radicalisation de la jeunesse dans le monde entier ;
11. La montée du mouvement de masses en Europe à partir du milieu des années 1960, avec son épice en France, en Irlande du Nord, en Grèce et en Espagne ;
12. La lutte armée, avec des caractéristiques de guerre civile dans deux pays latino-américains (après San Domingo) : la Bolivie et le Chili.

Tous ces faits sont bien mieux connus par les cadres de l'Internationale que les problèmes tactiques nationaux. Les camarades de la majorité commettent une « erreur » en ne tentant pas de démontrer notre opportunisme et nos erreurs de méthode au moyen de ces exemples. Et c'est dommage, car nous avons eu de profondes divergences concernant beaucoup de ces points cruciaux. Concernant d'autres faits, notre mouvement dans son ensemble a eu apparemment une appréciation commune, mais

dernièrement, certains documents de la majorité nous en font douter. Laissons toutefois de côté ceux-ci et voyons les analyses du camarade Germain ou de ses compagnons de la majorité, concernant lesquelles nous avons eu des divergences ou que nous avons critiquées.

#### A) Le boom économique d'après-guerre et la colossale renaissance de l'économie capitaliste allemande

Dans les années 1946-48, la majorité de notre mouvement, Pablo\* et Germain en tête, soutenait que l'impérialisme étasunien allait vers sa plus grande crise économique et que l'économie européenne resterait dans la stagnation et le marasme : « *La renaissance de l'activité économique des pays capitalistes affectés par la guerre, en particulier les pays de l'Europe continentale sera caractérisée par un rythme particulièrement lent, qui la maintiendra pour longtemps à un niveau proche de la stagnation et du marasme. [...] L'économie nord-américaine étant la seule qui puisse satisfaire les besoins immédiats du marché mondial, elle pourra connaître un développement relatif qui stimulera le plein fonctionnement de son appareil productif. [...] Cependant, les capacités limitées du marché intérieur et mondial s'opposeront dans un bref délai à cet accroissement de la production. [...] Les Etats-Unis s'achemineront vers une nouvelle crise économique, plus profonde et plus étendue que celle de 1929-33, dont les répercussions ruineront l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale.* »<sup>3</sup> A la même époque, Germain et ses amis prévoyaient que l'Allemagne resterait comme un pays arriéré, et ils s'opposaient « *aux plans*

*destinés à transformer le centre industriel de l'Europe en un semi-désert agricole...* »<sup>4</sup>

Deux ans plus tard, en plein début d'application du plan Marshall, ils insistaient : « *On doit considérer que la politique souhaitée et appliquée de manière conséquente (du plan "Morgenthau" aux accords de Potsdam) par les vainqueurs a été celle de la destruction partielle de ce potentiel, de la transformation du peuple allemand en un "peuple de bergers" et de l'élimination définitive de sa puissance industrielle.* »<sup>5</sup>

Dans ce même article, pour que personne ne pense qu'il se limitait à nous décrire les plans de l'impérialisme pour l'Allemagne, le camarade Germain nous lançait un autre de ses célèbres pronostics : « *La tendance du mouvement économique est donc nettement celle d'une dissolution du marché capitaliste "classique" et de la paupérisation progressive, et l'économie allemande, paralysée par le démembrement de son propre corps, ne pourra pas se réanimer sensiblement, malgré les injections d'oxygène que lui pratique l'impérialisme nord-américain.* »<sup>6</sup>

Vers 1948, presque un an après le début du plan Marshall, le camarade Germain proposa un projet de résolution sur l'Allemagne au 2e Congrès mondial. Il y disait que l'Allemagne allait être réduite à un pays arriéré de nature agricole.

Dans les années 1946-48 se constitua dans notre Internationale une tendance, formée par la majorité anglaise et notre parti, contre ces conceptions fatalistes concernant l'économie impérialiste.

Parmi d'autres textes, nous pouvons citer le premier publié par cette tendance : « *Tous les facteurs à l'échelle mondiale et européenne indiquent que, pour la prochaine période, l'activité économique en Europe occidentale ne peut pas être caractérisée par la "stagnation et le marasme"; mais comme une période de récupération et de développement.* »<sup>7</sup>

La résolution que nous propositions en tant que tendance au 2e Congrès fut repoussée, au profit de l'orientation du camarade Germain mentionnée ci-dessus. Ce ne fut pas le cas de son projet concernant l'Allemagne, qui fut rejeté par le Congrès suite à une motion contraire de Pablo\*, Roura et Moreno. Nous citons tous ces faits parce que, depuis l'avant-guerre jusqu'au 2e Congrès mondial, la lutte tendancielle la plus importante, à l'exception de la discussion entre défensistes et anti-défensistes, fut cette polémique sur les perspectives économiques.

Il est bon de préciser que, malgré notre accord avec la majorité anglaise sur ce problème, nous ne formions aucune tendance politique avec eux. Qui plus est, nous avons voté pour la politique de la minorité anglaise – des partisans de Pablo\*-Germain – d'entrisme dans le travaillisme. Nous avons voté cela pour des raisons distinctes de celles de ces camarades : nous soutenions que c'était l'orientation correcte pour l'étape de paix sociale qui s'ouvrait dans le mouvement ouvrier anglais, comme conséquence de la trahison travailliste et de la reconstruction économique.

### **B) La transformation des Etats capitalistes de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers « déformés »**

En 1946, Germain et ses amis soutenaient que la bureaucratie soviétique défendait, par « nature de classe », la « propriété privée » et le « capitalisme d'Etat » dans l'Europe de l'Est. En avril 1946, ils définirent la politique de la bureaucratie soviétique comme étant « *"inhérente à sa nature de classe"; comme la tentative de combiner, d'une certaine manière, le régime de la propriété privée avec un régime de capitalisme d'Etat, une fois assuré son propre contrôle sur l'Etat.* »<sup>8</sup>

C'est ainsi que la direction de notre Internationale (Pablo\*, Germain et Frank\*) défendit la thèse selon laquelle il ne pouvait y avoir de changement de structure dans les pays de l'Europe de l'Est sans mobilisation révolutionnaire des masses.

En 1948 se produisit ce changement de structure dans les pays de l'Europe de l'Est, réalisé par la bureaucratie soviétique, sans que nous l'ayons prévu ni compris. Cela provoqua un choc profond dans nos rangs : Pablo\* et Hansen\* commencèrent, avec nous, une lutte théorique pour démontrer que de nouveaux Etats ouvriers « déformés » étaient nés, et que ce fut le produit du mouvement de masses, principalement en Yougoslavie. Le dirigeant de l'autre tendance fut le camarade Germain, qui s'accrocha aux caractérisations que nous avons résumées plus haut, soutenant que les Etats de l'Europe de l'Est n'étaient pas ouvriers, mais restaient capitalistes. Ce n'est qu'après une ardente polémique

que le camarade Germain s'autocritiqua et changea de position.

### **C) La politique permanente de coexistence pacifique de l'URSS avec l'impérialisme. L'impossibilité pour l'impérialisme de déclencher une guerre mondiale.**

Les camarades de la majorité soutenaient que la guerre mondiale allait avoir lieu inévitablement avant 1954. « *C'est précisément pour cette raison – disait le camarade Germain en 1951 – que l'impérialisme s'est lancé dans la préparation militaire de la guerre, pour la faire le plus vite possible, dès que son appareil militaire aura atteint un certain niveau (au plus tard d'ici deux à trois ans). Aucune victoire révolutionnaire internationale, sauf celle de la révolution nord-américaine, ne peut empêcher cette marche vers la guerre de Wall Street... C'est précisément parce qu'existe cette polarisation particulière de forces entre la faiblesse extrême du capitalisme international et la puissance suprême du capitalisme nord-américain, que la guerre est devenue inévitable, car la bourgeoisie nord-américaine a compris que, d'attendre plus longtemps après l'achèvement de son programme actuel d'armement, elle court le danger d'introduire la crise révolutionnaire dans son propre bastion.* »<sup>9</sup>

Contre ce que disait Germain, nous soutenions qu'« *il n'est pas vrai que l'impérialisme a une seule possibilité : la guerre mondiale dans un ou deux ans, comme le croient des marxistes pressés. Mais qu'il la fasse ou non, cela dépend de nombreux facteurs, dont l'un des plus importants est que la direction des Etats non capitalistes, surtout le Kremlin, soit*

*fermement disposée à arriver à un accord avec l'impérialisme. Cette possibilité est toujours ouverte, étant donné la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie qui domine l'URSS et la nature opportuniste de celle qui domine la Chine. Nous pensons que cette bureaucratie, placée devant le dilemme – perdre ses privilèges en aidant le mouvement de masses ou en lui faisant des concessions, ou sauver ses privilèges en pactisant avec l'impérialisme –, ne peut que choisir le pacte avec l'impérialisme.* »<sup>10</sup> « *Dans ces conditions générales, il devient impossible à l'impérialisme yankee de mettre en œuvre ou de déclarer aujourd'hui la guerre mondiale.* »<sup>11</sup>

### **D) La trajectoire stalinienne des partis communistes chinois et yougoslave. La nécessité de la révolution politique et de partis trotskistes.**

En 1954, le camarade Germain pensait que les partis communistes chinois et yougoslave avaient cessé d'être stalinien pour devenir centristes, et qu'ils « se rapprochaient du marxisme révolutionnaire ».

« *Spontanéité des masses, direction empirique, premiers progrès de la conscience vers le marxisme révolutionnaire : c'est ce qui caractérise la première phase de la vague révolutionnaire mondiale. Ces trois caractéristiques peuvent être résumées en une seule formule : la première phase de la révolution mondiale est la phase du centrisme. Le terme est imprécis et vague, il réunit de fait tous les phénomènes politiques ouvriers au-delà du réformisme et du stalinisme traditionnel et en deçà du marxisme révolutionnaire. Dans ce cas, Tito et Mao Tsé Toung,*

Bevan<sup>9</sup> et les dirigeants des courants du parti socialiste japonais de gauche, les dirigeants du 17 juin 1953 et ceux de la grève de Vorkouta,<sup>h</sup> les premiers dirigeants des courants d'opposition de gauche dans les partis communistes de masse (Marty, Crispim, etc.) trouvent leur place dans cette réunion hétéroclite du centrisme. [...] Il s'agit en réalité d'un centrisme complètement différent du centrisme des années 1930, du centrisme de tendances qui s'écartaient du marxisme révolutionnaire pendant le recul de la révolution. Il s'agit au contraire d'un centrisme de tendances qui se rapprochent du marxisme révolutionnaire sous la pression du progrès de la révolution. »<sup>12</sup>

Cette analyse des partis s'étendit aux Etats respectifs et à notre politique, la conclusion étant évidente : en Yougoslavie et en Chine, la révolution politique et la construction de partis trotskistes n'étaient pas à l'ordre du jour. « Comme le Parti communiste chinois et, dans une certaine mesure, le Parti communiste yougoslave sont en réalité des partis centristes bureaucratiques, mais qui se trouvent toujours sous la pression de la révolution dans leur pays, nous n'appelons pas le prolétariat de ces pays à construire de nouveaux partis révolu-

tionnaires ou à préparer la révolution politique dans ces pays. »<sup>13</sup>

Nos caractérisations et notre politique vis-à-vis du maoïsme sont à l'échelle de la politique internationale ce qu'est notre entrisme dans les 62 organisations à l'échelle de la politique argentine : le centre des attaques de la majorité contre nous. C'est pourquoi elle falsifie nos positions en insinuant que nous capitulons. Il leur sera impossible de le démontrer, étant donné que, contrairement à eux – qui voyaient les Chinois évoluer vers le marxisme révolutionnaire –, nous avons toujours soutenu que le maoïsme était un courant petit-bourgeois et bureaucratique.

Pour ne pas ennuyer le lecteur avec trop de citations, nous nous arrêterons seulement sur celles qui sont liées à la période de notre unification avec le FRIP<sup>i</sup> dirigé par Santucho, la période la plus attaquée par les camarades de la majorité. Pour nous unifier avec Santucho, nous posions comme condition sine qua non l'acceptation de la part de ces camarades de nos thèses internationales de 1963. Ces derniers acceptèrent. Voyons ces thèses : « Le maoïsme est qualitativement différent du trotskisme, car il ne reconnaît pas dans son programme et son activité l'essence du trotskisme : la lutte pour la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : une stratégie, un programme et une organisation mondiale. »<sup>14</sup>

Une position à nous, sortie comme d'habitude hors de son contexte, peut avoir apporté la confusion pour les camarades de la majorité sur notre caractérisation du maoïsme : nous qualifions

i Voir le PST\*

le parti communiste chinois, tout comme le yougoslave et le cubain, comme « révolutionnaire », car nous pensons que la Chine, Cuba et la Yougoslavie entrent dans la définition de Trotsky selon laquelle, dans certains pays et dans des cas exceptionnels, il peut arriver que la situation objective sans issue pousse les partis petits-bourgeois à prendre le pouvoir, à rompre avec les exploités et à instaurer des gouvernements ouvriers et paysans. Pour définir ces partis petits-bourgeois qui ont fait la révolution, nous prenons le qualificatif de « révolutionnaires », utilisé par le 2e et le 4e Congrès de l'Internationale communiste (IC) pour définir les mouvements nationalistes bourgeois ou petit-bourgeois qui luttèrent contre l'impérialisme. Ceux qui collaboraient avec l'impérialisme, l'IC les dénommait « mouvements nationalistes réformistes ». Toutefois, même dans le cas où nous aurions mal utilisé ce qualificatif, nous n'avons jamais dit, comme les camarades de la majorité, que ces partis pouvaient se rapprocher du marxisme révolutionnaire ; mais exactement le contraire.

La seconde question est de savoir si la révolution politique était à l'ordre du jour en Chine et en Yougoslavie. Nous avons déjà vu que, pour les camarades de la majorité, ce n'était pas le cas. Pour nous, ce l'était, mais nous faisons une distinction entre le caractère des gouvernements de ces pays et celui du gouvernement de la Russie, ainsi qu'entre dans les étapes respectives de la révolution politique qui étaient posées dans chacun de ces pays : « L'Etat chinois n'est pas comme celui de la Russie, qui est le

produit d'une économie et d'un Etat socialiste conquis par les masses et dont le pouvoir et le contrôle économique leur a été arraché par la bureaucratie contre-révolutionnaire. L'Etat chinois n'est pas une unité hautement contradictoire entre la révolution et la contre-révolution, comme en Russie, mais le produit d'un processus révolutionnaire unique, incomplet, qui n'a pas donné naissance à des organismes de pouvoir ouvrier et à des partis et des dirigeants marxistes révolutionnaires. La Chine, comme l'Indochine, la Corée et Cuba, et peut-être la Yougoslavie et la Pologne, ont des processus révolutionnaires encore en transition, dynamiques, au sein d'un processus révolutionnaire mondial permanent. C'est de là que vient notre définition d'Etats ouvriers en transition avec des gouvernements dictatoriaux révolutionnaires ouvriers et paysans, soit petits-bourgeois. »<sup>15</sup>

Concrètement, nous mettons un signe égal entre Cuba et la Chine. Et en insistant sur les différences entre ce dernier pays et l'URSS, nous disions : « Nous pensons que la caractérisation diamétralement opposée des deux gouvernements et Etats doit nous amener à un ajustement très soigneux de la théorie et du programme de la révolution politique pour ces deux pays. Avant tout, nous devons signaler que la dynamique et les étapes de la révolution politique devront inévitablement refléter la profonde différence de structure de ces deux Etats et gouvernements. »<sup>16</sup>

Ensuite, nous essayions de préciser la situation en Chine et en Indochine : « Jamais le caractère que prendra le processus de la révolution politique en

<sup>9</sup> Aneurin Bevan, fils d'un mineur, du Labour Party, était ministre de la santé dans le gouvernement d'Atlee de 1945 à 1951. Il a introduit dans la loi plusieurs bénéfices sociaux pour les travailleurs, tels que les soins de santé gratuits et les allocations de chômage.

<sup>h</sup> Le Soulèvement de Vorkouta en août 1953 est une des révoltes qui eurent lieu après la mort de Staline (5.3.1953) dans différents centres de détention de prisonniers politiques en Sibérie.

*Chine et en Indochine n'a été précisé... Concrètement, ces pays connaissent une étape politique de transition entre les révolutions de février, déjà accomplies, et les révolutions d'octobre débouchant sur la dictature du prolétariat. Cette étape se présente avec une dynamique très lente à cause de l'inexistence des organismes subjectifs et objectifs de la dictature du prolétariat : les organismes de pouvoir, les partis et les dirigeants marxistes révolutionnaires.* »<sup>17</sup>

Enfin, nous résumions toute notre position de la manière suivante : « *La révolution politique posée en Russie est qualitativement différente de celle posée en Chine. Dans la première, nous avançons la liquidation urgente, immédiate et massive du régime gouvernemental actuel. Dans l'autre, nous avançons le développement de la révolution en cours, à travers lequel se différencie et se développe le pouvoir ouvrier qui nous permettra de poser – dans une nouvelle étape, bien sûr – la dictature du prolétariat, à travers la lutte et la poursuite du développement objectif et subjectif des éléments qui la rendent possible.* »<sup>18</sup>

Sur cette question également, nous ne voyons toujours pas la raison des attaques faites par les camarades de la majorité : nous pensions qu'il fallait faire la révolution politique dans les Etats ouvriers « déformés » comme la Chine, et eux non. Il est vrai que nous avons confondu la lutte pour la démocratie ouvrière, c'est-à-dire la révolution politique, avec l'expression dictature du prolétariat. Mais nous avons bien affirmé que la révolution politique en Chine allait se faire d'une manière différente et

avec des mots d'ordre différents qu'en Russie.

Pour terminer, la troisième question sur laquelle on nous attaque est celle d'avoir soutenu que les maoïstes sont de grands théoriciens et praticiens de la guerre de guérillas rurale et que quelques-uns de leurs enseignements militaires doivent être intégrés au Programme de Transition (de la même manière que Lénine intégra les enseignements d'un courant petit-bourgeois, les populistes, à son concept du parti).

Notre Internationale n'a toujours pas une réponse théorique totalement satisfaisante concernant ces trois questions théoriques : la nature des Partis communistes chinois, yougoslave et cubain ; le problème de la révolution politique et de ses étapes dans les Etats ouvriers « déformés » ; et le problème de la guerre de guérillas par rapport au programme trotskiste. Nombre de nos affirmations sont discutables. Est-il correct de qualifier de « révolutionnaires » les partis petits-bourgeois qui font la révolution ? Est-il certain qu'il y ait eu une étape démocratique de février en Chine, en Yougoslavie et à Cuba ? Peut-on faire la même définition pour Cuba, la Chine et la Yougoslavie ? Devons-nous intégrer la guerre de guérillas rurale au Programme de Transition ? Comment le faire ?

Toutes ces questions théoriques restent posées et nos anciens apports sont là pour être discutés dans l'élaboration d'une réponse théorique, scientifique et définitive. Mais, pour revenir à l'histoire, il y a deux faits certains : les camarades de la majorité affirmaient que les partis communistes chinois et yougoslaves se

rapprochaient du marxisme révolutionnaire et nous affirmions que c'étaient des courants petits-bourgeois bureaucratiques qui ne pouvaient pas le faire pour une simple raison de classe ; les camarades de la majorité affirmaient que la révolution politique n'était pas à l'ordre du jour en Chine ni en Yougoslavie, et nous maintenions que si.

#### **E) La montée du mouvement de masses en Europe au milieu des années 1960, avec pour épice la France, l'Italie, l'Irlande du Nord, la Grèce et l'Espagne**

Germain et ses amis soutenaient qu'il n'y aurait pas de problèmes importants en France et en Italie en 1968 et 1969. Voyons comment ils se préparaient à intervenir dans le célèbre Mai français : « *En Europe capitaliste, les problèmes les plus importants se situent, d'une part, dans le pays capitaliste le plus vieux, l'Angleterre, et, d'autre part, en Espagne et en Grèce, car l'aggravation de la situation économique en Europe, où le nombre de chômeurs atteint actuellement 3 millions, a réduit la marge de manœuvre du capitalisme dans les pays les plus pauvres.* »<sup>19</sup>

La minorité, loin du terrain des événements, n'avait pas prévu ce qui pouvait arriver. Ce fut sans doute une de nos carences. Mais que peuvent argumenter les camarades de la majorité ? Quel nom donne-t-on à ceux qui n'ont pas su prévoir les faits qui ont modifié d'une manière spectaculaire la réalité dans laquelle ils étaient eux-mêmes plongés, à quelques semaines près ? Que dire de théoriciens qui vivent en faisant des pronostics pour quatre ou cinq ans et qui ne savent pas le faire pour deux ou trois mois ? Et dire qu'ils nous ont critiqués

pour ne pas avoir prévu la situation argentine avec un ou deux ans d'avance !

#### **F) La lutte armée à caractère de guerre civile dans deux pays d'Amérique latine (depuis San Domingo) : la Bolivie et le Chili**

Germain et ses amis disaient en 1971 qu'il y aurait une lutte armée dans toute l'Amérique latine, sauf en Bolivie et au Chili. La majorité a insisté maintes fois que la lutte armée était posée pour tout notre continent. Pratiquement, il n'y avait pas de pays où il ne fallait pas appliquer la stratégie de la « lutte armée » si chère à Germain. Toutefois, selon eux, en 1971, elle n'était pas à l'ordre du jour dans deux pays. Moins de deux mois avant la chute de Torres\*, le camarade Frank\* affirmait : « *En ce moment – et nous ne savons pas pour combien de temps –, la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour au Chili et en Bolivie.* »<sup>20</sup>

Quand commença le gouvernement Torres\*, le camarade Hugo Blanco, exprimant l'opinion de la minorité, disait le contraire : « *Le travail léniniste est donc nécessaire, non seulement au Pérou, où nous sommes en attente, mais aussi en Bolivie et au Chili, qui sont ou peuvent être au bord de la lutte armée.* »<sup>21</sup>

#### **G) La fin sanglante de l'expérience réformiste d'Allende\* au Chili**

Germain et ses amis soutenaient en 1971 qu'Allende\* et l'impérialisme avanceraient d'un commun accord vers la variante démocratique. L'article du camarade Mandel, *Impérialisme et bourgeoisies nationales en Amérique latine*, illustre le mieux la caractérisation des gouvernements nationalistes

latino-américains et leurs relations avec l'impérialisme, faite par les camarades de la majorité : « *C'est dans cette modification des intérêts économiques qu'il faut chercher l'explication de l'étrange complaisance que l'impérialisme a manifestée jusqu'à présent par rapport aux nationalisations du général Velazco et du général Ovando, et même à celles préparées par Allende\**. *"Indemnez et permettez le réinvestissement dans les secteurs manufacturiers de votre pays : c'est tout ce que nous demandons !"* [...] *Le "réformisme militaire", en tant que dernier rempart contre la "subversion castriste" ou "anarchiste", voilà l'orientation stratégique que l'impérialisme américain paraît avoir adoptée depuis le rapport Rockefeller.* »<sup>22</sup>

Et en particulier, se référant au gouvernement Allende\*, *La Gauche*, une publication étroitement liée au camarade Germain, disait : « La nationalisation des mines de cuivre a été la plus spectaculaire de ses mesures. Mais ce type d'actions n'est déjà plus un affront fait aux impérialistes. *En vue du danger toujours croissant de la révolution en Amérique latine, qui menace de renverser définitivement leurs intérêts, les impérialistes ont décidé – depuis le tournant de Rockefeller – de moderniser leurs formes de pénétration dans cette zone. [...] Maintenant l'impérialisme se retire de l'extraction de matières premières, qui était la façon principale, et la plus grossière, de piller le tiers-monde.* Un tel tournant permet une apparente libéralisation de l'économie et de la vie sociale, pour des secteurs limités bien sûr. C'est pour cela que l'atmosphère semble s'assouplir

en Amérique latine. L'impérialisme a de nouvelles perspectives. Les régimes militaires "de gauche" ont le vent en poupe. Et dans cette perspective, Allende\* pourrait très bien offrir une variante démocratique qui soit parfaitement en accord avec les projets de développement que le néo-impérialisme a pour l'Amérique latine. »<sup>23</sup>

Alors que la majorité faisait ce type de caractérisation, nous pensions exactement le contraire, « *au moment où la bourgeoisie chilienne s'unifie derrière le gouvernement Allende\*, soutenant l'expropriation des mines de cuivre, ce qui créa une situation de grande tension avec les Etats-unis...* »<sup>24</sup> « *La poursuite de la montée du mouvement ouvrier et paysan au Chili, les manœuvres et pressions de la bourgeoisie contre les concessions populistes d'Allende\* et celles de l'impérialisme contre les mesures nationalistes font monter la pression de la chaudière, malgré les bonnes paroles du gouvernement et le frein qu'exercent les partis réformistes et la bureaucratie syndicale.* »<sup>25</sup> « *La seule voie vers le socialisme pour les travailleurs chiliens est celle de la révolution. L'avant-garde ouvrière, étudiante et paysanne doit développer sa mobilisation et l'organisation des masses pour leurs revendications économiques et politiques, sans faire de concessions au réformisme de l'Unité populaire. Sur cette base et avec les méthodes de la lutte de classes, elle doit être en première ligne pour la défense du gouvernement Allende\* contre les attaques de la droite et le coup d'Etat bourgeois impérialiste, sans accorder la moindre confiance à la direction d'Allende\*. C'est la seule*

*méthode qui garantira les conquêtes ; l'autre, celle d'Allende\*, prépare les défaites à la Perón ou à la Torres\*.* »<sup>26</sup>

### **L'heure du bilan est arrivée**

Nous avons donné les points les plus importants sur lesquels existaient des divergences entre la majorité et nous. Il serait déloyal de notre part de nier que, parmi les erreurs monumentales, les camarades de la majorité ont eu quelques succès importants, comme leur propagande et leur activité dans le processus de la lutte de libération algérienne ou comme le fait d'avoir soutenu dès le début, à peine reçues les premières nouvelles de son existence, la guérilla castriste à Cuba, tout comme leur dénonciation de l'agression américaine contre la Corée et le Vietnam, la reconnaissance de la nouvelle avant-garde de la jeunesse, etc. Parmi ces succès, certains ne furent pas complets, la politique de l'entrisme sui generis s'étant également reflétée en ceux-ci (moins à Cuba où nous n'avions rien qu'en Algérie où existait un groupe de notre Internationale). En Algérie, cette politique s'est exprimée dans le changement de l'axe de l'entrisme : ce n'était plus dans le stalinisme comme à l'échelle mondiale, mais dans le FLN. Le résultat fut la faiblesse politique devant ce mouvement petit-bourgeois, dont nos camarades finirent par être une sorte de conseillers. Ils ne sont pas parvenus à faire en sorte que notre participation au processus algérien aboutisse au moins dans la construction d'une forte section de notre Internationale.

Nous avons illustré chacun des chapitres de cette histoire par la

documentation correspondante. Nous avons rempli ainsi une exigence méthodologique fondamentale, que les camarades de la majorité ne peuvent pas remplir, car dans ce cas, toutes les fausses versions de l'histoire de notre organisation et de sa propre trajectoire qu'ils font circuler dans toute l'Internationale s'effondreraient.

Cependant, bien que tout soit documenté – et que nous puissions communiquer à tout moment les preuves demandées –, nous ne tomberons pas dans la même erreur méthodologique de la majorité, qui serait celle de proposer qu'un organisme de notre Internationale vote cette histoire de la trajectoire de la majorité. Si notre Internationale prétend rester le parti mondial révolutionnaire de la classe ouvrière, il devra revenir à la tradition selon laquelle ne sont soumis au vote que les résolutions politiques qui préparent tous nos cadres pour la lutte de classes, jamais des bilans historiques de trajectoire politique d'une tendance ou d'une organisation.

L'objectif de ce chapitre était de démontrer sur quels points nous avions des divergences – et qui avait tort et qui avait raison – pendant plus de vingt-cinq ans de lutte pour la construction de l'Internationale. Les nouveaux cadres de notre mouvement sont maintenant en condition de faire ce bilan. Malheureusement, le résultat saute aux yeux : le gros des erreurs a été fait par les camarades qui dirigent aujourd'hui la tendance majoritaire.

### **4.3. La cause de tant d'erreurs**

Après tant d'années d'étude des positions des camarades et de polémique

avec eux, nous pouvons dire sans crainte de nous tromper que la source de leurs erreurs est l'impressionnisme.

Il s'agit d'isoler de leur contexte un ou plusieurs événements spectaculaires – « impressionnants » – et d'en tirer des conclusions en ignorant les tendances contradictoires, c'est-à-dire en leur donnant une dynamique de la plus haute importance. Ces événements sont souvent les analyses bourgeoises ou les actions d'avant-garde, parce qu'ils occupent les premières pages des journaux, même si la taille de la nouvelle n'a aucun rapport avec son importance pour le mouvement de masses. Nous allons essayer d'expliquer comment la plupart des événements du monde que nous avons décrits ci-dessus ont « impressionné » la majorité.

**A)** Pendant les années 1946-48, les journalistes disaient que l'Europe et l'Allemagne étaient épuisées après la guerre et qu'il existait un plan Morgenthau pour maintenir l'Allemagne comme pays arriéré. Le camarade Germain écrivit les barbaries que nous avons vues, parce qu'il croyait sincèrement à l'efficacité des plans de l'impérialisme, en particulier du plan Morgenthau. Il ne pensait pas – comme nous (et n'importe quel bon marxiste) – que les plans « rationnels », subjectifs, de l'impérialisme dans le domaine économique ne s'accomplissent que rarement ou jamais, car ce sont les lois « irrationnelles », objectives, du capitalisme et de l'impérialisme qui triomphent. Au contraire, le camarade Germain traduisit sa croyance dans les plans de l'impérialisme dans un langage marxiste et tira sa conclusion générale

que l'Europe était condamnée à la stagnation et au marasme, et que l'Allemagne était condamnée à être éternellement un pays agricole.

**B)** Devant à la montée des masses, le stalinisme s'efforçait de se concilier avec l'impérialisme et le capitalisme dans l'Europe de l'Est. C'était son « plan ». Mais les plans de la bureaucratie ne peuvent pas non plus se réaliser au-dessus des lois objectives de la lutte de classes. Oubliant le caractère social de la bureaucratie et révisant l'analyse marxiste, le camarade Germain en tira la conclusion que c'était une « propriété éternelle » de la bureaucratie stalinienne de se concilier avec le capitalisme et la propriété privée en Europe de l'Est. Cette bureaucratie, produit d'un Etat ouvrier, ne pouvait pas cohabiter (ni se combiner) avec la « propriété privée », ni encore moins avec le capitalisme (d'Etat ou privé) et l'impérialisme, dans les pays où était entrée l'Armée rouge, et cela précisément pour des raisons « inhérentes à sa nature sociale ».

**C)** Vint ensuite la guerre froide, et l'Amérique du Nord s'armait jusqu'aux dents pour attaquer l'URSS : et tous les journaux du monde disaient que seul un miracle pourrait éviter la 3e guerre mondiale. Le camarade Germain, en accord avec les idées de Pablo\*, oublia un détail (le même qu'oublièrent les journalistes bourgeois dans leurs analyses descriptives et mécanistes) : la lutte de classes à l'échelle mondiale. Et il lança la théorie de l'inévitabilité de la guerre quand le plan – encore un « plan » ! – d'armement des Etats-Unis serait prêt. La lutte de classes dans son ensemble était

impuissante pour influencer ce « plan » impérialiste. Tout comme pour les journalistes bourgeois, pour Germain, seul un miracle – pour lui, c'était la révolution aux Etats-Unis – pouvait empêcher la guerre mondiale à court terme.

**D)** Tito avait rompu avec l'URSS et Mao avait dirigé une grande révolution, la plus grande depuis la Révolution russe. Il fallait donner une explication à ces phénomènes. Le camarade Germain oublia que, pour les trotskistes, la direction petite-bourgeoise ou bureaucratique qui, poussée par les circonstances, dirige une mobilisation (allant d'une grève jusqu'à la prise du pouvoir) ne cesse pas pour autant d'être petite-bourgeoise ou bureaucratique. Et il avança une position révisionniste – comme le font habituellement les camarades de la majorité, les camarades du SWP\* l'ont démontré exhaustivement –, que nous pouvons résumer ainsi : « Tout parti réformiste et bureaucratique qui mène les masses au pouvoir cesse d'être réformiste et bureaucratique ». La conclusion du camarade Pablo\*, soutenu par Germain, fut que Tito, Mao et leurs partis avaient cessé d'être bureaucratiques et staliniens et se rapprochaient du marxisme révolutionnaire, et que, par conséquent, la révolution politique n'était pas à l'ordre du jour en Yougoslavie et en Chine. Aujourd'hui, les camarades de la majorité recommandent à avancer la même conception révisionniste des années 1951-56 en ce qui concerne la Chine.

Et ainsi, Pablo\* et ses amis bouclèrent le cercle de leurs analyses de la grande vague révolutionnaire d'après-guerre,

sans avoir fait un seul pronostic sérieux confirmé ensuite.

**E)** Mais la nouvelle montée européenne, commencée dans les années 1960, arriva et le camarade Germain, lecteur assidu des rapports économiques, et partisan de transposer ces rapports dans ses conclusions, n'avait pas plus de succès qu'auparavant. Comme la pire situation économique était celle de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Grèce, ces trois pays étaient ceux qui devaient affronter les « problèmes les plus importants ». Il répéta ainsi l'erreur économiste de 1951, lorsqu'il basait son pronostic de l'éclatement de la guerre sur le plan d'armement étasunien et non sur la lutte de classes.

Au lieu de prendre en compte la lutte de classes dans son ensemble, et le facteur économique comme un des éléments importants, le camarade Germain fit le contraire : il ignora la lutte de classes. S'il avait utilisé la méthode marxiste, il se serait rendu compte de plusieurs éléments : le mouvement étudiant pouvait éclater à n'importe quel moment ; la France venait de résoudre des problèmes coloniaux aigus (comme la guerre d'Algérie), qui se combinaient avec la guerre du Vietnam ; il y avait une tradition de gauche dans le mouvement étudiant ; en dernière instance, la nouvelle montée devait renouer avec les anciennes expériences ; et les mouvements ouvriers et révolutionnaires français et italiens avaient été les plus puissants dans l'immédiat après-guerre et devaient logiquement renouer avec ce passé. Le camarade Germain n'a pas vu tout cela quand il s'est lancé dans son

pronostic européen, dans la résolution du Comité exécutif international de février 1968.

**F)** La montée du mouvement étudiant européen remplit nos rangs d'admirateurs enthousiastes de la guérilla guévariste et du Cuba de Fidel Castro, et les thèses guévaristes devinrent la mode autour de nous. Une de celles-ci soutint que, plus un régime est réactionnaire, meilleures sont les conditions pour la lutte armée, et que, à l'inverse, plus il est démocratique, plus ces conditions se dégradent jusqu'à leur disparition en pratique. Poursuivant leur tradition – de suivre, et faire suivre à notre Internationale, les modes qui apparaissent dans l'intelligentsia et le mouvement étudiant européen –, les camarades de la majorité transposèrent cette thèse guévariste dans nos rangs. C'est ainsi que Frank\* écrivit, au nom de la majorité du SU\*, la lettre au SWP\* dans laquelle il affirmait que les seuls pays latino-américains où il n'y avait pas de possibilité de lutte armée étaient la Bolivie et le Chili, des pays où existaient « occasionnellement » en ce moment des régimes avec de larges marges démocratiques. Un pronostic totalement opposé à ce qui se produisit.

**G)** Finalement, l'apparition de régimes nationalistes bourgeois prit le camarade Germain et ses amis au dépourvu. Ils venaient de dire qu'il n'y avait pas de perspectives pour des régimes répondant à ces caractéristiques, qui faisant des concessions démocratiques et économiques aux masses. Quand ceux-ci firent leur entrée en scène et que les journalistes bourgeois commencèrent à

parler d'eux, ils ne purent faire moins que d'accepter leur existence. Mais comment expliquer cela ? La minorité le faisait sur la base des tensions entre les bourgeoisies nationales, l'impérialisme et la pression de la montée du mouvement de masses. La majorité ne pouvait pas se satisfaire de ces simples raisons fondées sur la situation de la lutte de classes. Elle recourut donc à l'étude érudite de plans, dans ce cas-là ceux de l'impérialisme, le « rapport Rockefeller », et elle en tira la nouvelle catégorie du « réformisme militaire » et en déduisit que ces gouvernements réformistes, et en particulier celui d'Allende\*, « pouvaient très bien offrir une variante démocratique qui entre parfaitement dans les projets de développement du néo-impérialisme pour l'Amérique latine ». Il est dommage pour les auteurs d'un tel pronostic, et bien plus pour les masses chiliennes et Salvador Allende\*, que l'impérialisme n'ait pas fait autant de cas du « rapport Rockefeller » que les camarades de la majorité.

#### **Notre proposition**

Nous sommes loin de vouloir convaincre les nouveaux camarades que nous n'avons pas commis d'erreurs, ou de vouloir faire voter une résolution justifiant toute notre politique passée. Posadas\* s'est toujours moqué du fait que, dans nos rapports oraux ou écrits sur notre parti, nous nous attardions tristement sur les erreurs que nous avions faites afin d'en tirer une conclusion. Nous étions une direction isolée, neuve, inexpérimentée au début, et qui en toute logique ne pouvait pas ne pas commettre d'erreurs. Pour nous, il s'agissait ainsi d'en faire de moins en moins.

Mais ce qui nous distingue de l'actuelle majorité, c'est cette reconnaissance de nos erreurs et le fait que celles-ci n'ont pas un caractère systématique.

C'est pour cela que nous proposons un accord à notre cher camarade Germain, camarade depuis 25 ans dans cette dure lutte pour construire notre Internationale : faisons une déclaration commune adressée aux nouveaux cadres de l'Internationale. Dans celle-ci, nous devrions dire : « Les signataires vous conseillent d'étudier sans égards toutes nos positions passées, bourrées d'erreurs de toutes sortes. Nous le faisons parce que nous ne voulons pas que vous répétiez ces erreurs, car c'est de notre trajectoire que nous sommes fiers,

pas de telle ou telle position. Nos erreurs ont une raison profonde : nous sommes une direction qui s'est construite au cours d'un recul du mouvement de masses pendant la guerre froide et le boom économique capitaliste. »

Camarade Germain, si tu acceptes cette proposition, nous te faisons la concession de pouvoir ajouter dans le post-scriptum de la déclaration une précision : « Je précise que le camarade Moreno a dit au cours de sa vie politique un peu plus de stupidités que moi. » Et bien que nous pensions que cette affirmation est fautive, nous nous engageons, en cas de publication, à ne pas former de tendance ni de fraction pour la corriger.



# 5. Les stratégies décennales

## 5.1. Théorie, stratégie et tactique

Ce qui caractérise Germain et ses camarades de la majorité, c'est qu'ils se donnent une ligne de conduite, une orientation et des mots d'ordre pour des événements futurs. Ils préfèrent regarder leur boule de cristal, plutôt que de chercher une réponse politique révolutionnaire aux faits présents de la lutte de classes. Cette activité a deux défauts : en premier lieu, à force de regarder l'avenir, ils restent en général sans réponse (ou avec une réponse incorrecte) face au présent ; en second lieu, même pour l'avenir leurs réponses sont inutiles, car, comme nous l'avons vu, à partir de leurs prédictions erronées, ils proposent des tactiques qui s'avèrent généralement inapplicables ou tragiques.

De plus, cette façon d'agir du camarade Germain et de ses amis de la majorité devient une véritable manie quand ils se donnent des stratégies à long terme. Cela fait quatre ans au moins qu'ils ont la stratégie de « la lutte armée » pour l'Amérique latine, et ils précisent que c'est loin d'être fini. Auparavant, c'était la stratégie de l'« entrisme sui generis »<sup>a</sup>,

pour le monde entier, maintenue pendant dix-sept ans !

### **Une histoire théorico-stratégique du mouvement ouvrier**

Pour justifier leurs deux dernières stratégies décennales, « la lutte armée » pour l'Amérique latine et « le travail sur l'avant-garde » pour l'Europe, Germain nous donne une version de l'histoire de notre mouvement et tente de la faire approuver par les jeunes cadres de notre Internationale au prochain Congrès mondial. Voici cette histoire bien particulière :

« Depuis 1905, le mouvement révolutionnaire dans les pays sous-développés a été divisé entre les protagonistes de la théorie de la révolution permanente et ceux qui ont défendu la théorie de la révolution par étapes, la nécessité d'achever une révolution démocratique bourgeoise avant de pouvoir commencer une révolution socialiste prolétarienne. Refuserions-nous de nous aligner avec la première théorie contre la seconde, sous prétexte qu'il y a une "troisième voie", la "stratégie léniniste de construction du parti" ? [...] Devons-nous opposer aux deux aspects du débat une "troisième alternative"; la "stratégie léniniste de construction du

<sup>a</sup> Voir le Prologue de 1985, § 5..

parti” ? Depuis 1917, le mouvement ouvrier international est en discussion pour savoir s’il est nécessaire de détruire la machine de l’Etat bourgeois pour construire un type supérieur de démocratie, appelée démocratie soviétique, comme une condition préalable pour la conquête du pouvoir d’Etat par le prolétariat et l’effondrement du capitalisme, ou si la démocratie parlementaire bourgeoise et son appareil d’Etat créent le cadre institutionnel nécessaire pour le renversement du capitalisme. Refuserions-nous de nous aligner avec les premiers contre les seconds, sous prétexte qu’il y a une “troisième stratégie”, la “stratégie léniniste de construction du parti” ? »<sup>1</sup>

L’histoire est une science objective. L’imagination, aussi puissante qu’elle puisse être, ne peut pas supprimer les faits historiques et les moments où ils se sont produits. Le camarade Germain doit donc nous dire dans quels « pays sous-développés » a eu lieu, à partir de 1905, cette division *objective, historique*, entre partisans et adversaires de la théorie de la révolution permanente. Nous ne connaissons aucun autre que la Russie et sa sphère d’influence. En Chine, le marxisme n’entre qu’après 1917. En Extrême-Orient, il y avait un phénomène similaire. En Amérique latine, il avait déjà pénétré, mais la discussion dans le mouvement ouvrier était entre anarchistes et marxistes. Mais même en Russie, cette discussion n’est pas un chapitre de son histoire. Excepté Germain, il n’y a personne dans le monde qui ne sait pas que, en Russie, entre 1905 et 1917, la division principale était celle entre bolcheviks d’une part, et mencheviks et

social- révolutionnaires de l’autre. C’est cela l’histoire réelle, politique, des tendances existantes en Russie. De même, l’histoire réelle, politique, des tendances présentes en Allemagne, c’est la lutte entre kautskystes et bernsteinienis à la fin du 19e siècle et au début du 20e, et entre luxembourgiens, kautskystes et opportunistes par la suite, jusqu’à la guerre de 1914. En Espagne et en France, la lutte était entre socialistes et anarcho-syndicalistes.

En prenant les discussions théoriques comme axe de l’histoire politique du mouvement ouvrier, Germain a été victime, une fois de plus, de ses tendances intellectuelles. La théorie est l’un des éléments essentiels de tous les courants et organisations politiques, mais elle n’est pas tout. L’essentiel est la localisation des courants et des organisations dans le processus de la lutte de classes. C’est ce qui explique que l’élaboration de la théorie sur l’impérialisme a été commencée par de grands théoriciens opportunistes, et non par Lénine et Trotsky, qui ont pu diriger la révolution russe.

Un parti révolutionnaire peut avoir une théorie erronée, ou seulement partiellement correcte, sans pour autant cesser d’être révolutionnaire, parce que la relation entre la théorie et l’organisation n’est pas mécanique, mais dialectique. Logiquement, une théorie incorrecte ou fautive, qui influencera certainement la pratique, peut être surmontée par le parti, peut entraîner des retards importants, ou peut même mener à la catastrophe.

Nous pourrions formuler le théorème politique suivant : un parti bolchevik peut surmonter ses erreurs théoriques et conduire les masses à la prise du pouvoir, mais une théorie correcte est absolument stérile quand arrive la situation révolutionnaire, si elle n’a pas eu la stratégie préalable de construire un parti bolchevik. Et l’une des manifestations de cette vérité, c’est que Trotsky, qui avait la théorie correcte, ne pouvait assurer la victoire de la révolution russe parce qu’il n’avait pas la stratégie de construction du parti. Par contre, le Parti bolchevik, avec Lénine à sa tête, pouvait le faire malgré ses lacunes théoriques.

Les bolcheviks étaient en faveur de la révolution par étapes, mais contre la dynamique de classe que lui donnaient les mencheviks. Ceux-ci confiaient la révolution démocratique bourgeoise à la bourgeoisie libérale, alors que les bolcheviks la confiaient aux ouvriers et paysans. Où est-ce que cela entre dans l’histoire de Germain? De quel côté de son schéma se trouvent-ils ?

Il est possible qu’il ne les situe pas, car il devrait mentionner que l’une des divergences fondamentales entre les mencheviks et les bolcheviks, celle qui a causé la rupture entre eux, concernait la stratégie de construction du parti, un thème qu’il vaut mieux ne pas aborder.

Pour analyser les événements après 1917, Germain propose un nouveau schéma historique : le mouvement ouvrier se demande s’il faut détruire l’Etat bourgeois pour imposer la démocratie soviétique, ou si le capitalisme peut être détruit à partir de la démocratie bourgeoise. Les discussions entre stalinienis

et trotskistes sur le « socialisme dans un seul pays », où entrent-elles dans l’histoire à la façon de Germain ? La lutte dans le 3e et le 4e Congrès de l’Internationale communiste contre les ultra-gauchistes n’a-t-elle aucune importance ? Qu’en est-il du débat entre stalinienis et trotskistes sur le front unique ouvrier pour vaincre le fascisme, au cours de la troisième période ?

L’histoire réelle du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde est concrète, elle a des sigles et des noms : anarchistes et marxistes, révisionnistes et marxistes orthodoxes, mencheviks et bolcheviks, révolutionnaires et opportunistes, communistes de gauche et léninistes, stalinienis et trotskistes. A l’intérieur de ce processus réel, nous pouvons faire une généralisation ; c’est ce que fait Lénine : « *Contre quels ennemis au sein du mouvement ouvrier le bolchevisme s’est-il renforcé et s’est-il durci ? [...] Tout d’abord, et surtout, [...] contre l’opportunisme.* » Mais d’autre part, « *il est peu connu que le bolchevisme s’est formé, s’est renforcé et s’est durci dans de longues années de lutte contre le révolutionnarisme petit-bourgeois [qui] se considérait comme particulièrement “révolutionnaire” ou “de gauche” parce qu’il reconnaissait la terreur individuelle, les assassinats, que nous, les marxistes, nous refusions catégoriquement.* »

Cela signifie que le bolchevisme ne s’est pas durci dans la lutte pour ou contre « la théorie de la révolution permanente », mais dans une bataille constante contre deux ennemis : les opportunistes et les ultra-gauchistes. L’histoire de la IIIe et de la IVe

Internationale est, comme celle des bolcheviks, une lutte constante contre ces deux déviations.

La manœuvre de Germain est évidente. Il tente de montrer que, tout au long du processus historique, mais avec des noms différents, le mouvement ouvrier s'est toujours divisé en deux grands courants théoriques : ceux en faveur de la révolution permanente et ceux qui défendaient la révolution par étapes, ou ceux qui défendaient la nécessité de la destruction de l'appareil bourgeois et les partisans des voies pacifiques au socialisme. Avec cela, il veut placer face à face, comme des ennemis irréciliables, l'opportunisme et l'ultra-gauchisme, de façon à éliminer l'un et l'autre comme ennemis du bolchevisme. Après cela, il nous demande de choisir entre les deux bandes et de ne pas insister sur la stratégie de la construction du parti. Autrement dit, il veut nous pousser à s'unir avec l'ultra-gauchisme contre l'opportunisme.

Il veut de cette façon justifier théoriquement son suivisme chronique aux différentes positions qui ont un impact sur l'avant-garde dans chaque période de la lutte de classe, un suivisme dont l'expression la plus récente est la célèbre « stratégie de la lutte armée ». Comme il le dit lui-même, entre 1905 et 1917, nous aurions dû être avec Trotsky, qui défendait la révolution permanente, contre Lénine, qui défendait les étapes, mais construisit le parti. Après 1917, nous aurions dû être avec les ultra-gauchistes qui proposaient d'imposer la démocratie soviétique comme tâche présente pour tous les pays, et contre Lénine et

Trotsky qui, en luttant contre eux, s'occupaient de construire le parti mondial, la IIIe Internationale. Et actuellement, nous devons être avec les guerrilléristes de tous bords, car l'avant-garde discute de la lutte armée et nous devons opter pour une des deux bandes.

Quant à nous, nous disons non. Nous disons que, avant 1917, Lénine ne choisit pas entre opportunistes et ultra-gauchistes ; il se consacrait à la construction du parti marxiste révolutionnaire. Après 1917, Lénine et Trotsky ne choisirent pas entre opportunistes et ultra-gauchistes ; ils combattirent les deux à la fois, dans le cadre de leur stratégie de construction du parti marxiste révolutionnaire.

Actuellement, nous refusons de choisir entre ultra-gauchistes et opportunistes. Avec les ultra-gauchistes modernes, les guerrilléristes, nous pouvons avoir seulement un accord *théorique* très général, contre les opportunistes : il n'y a pas de voie pacifique au socialisme ; la lutte armée entre exploités et exploités est inévitable. Et notre accord se termine là. Nous sommes à la fois contre la stratégie opportuniste de la voie pacifique au socialisme et contre la stratégie guerrillériste de la lutte armée pour le compte du parti et à ses risques.

Contre les deux, nous sommes pour la construction du parti trotskiste avec une influence de masses, capable de diriger en tout temps la lutte contre la bourgeoisie, y compris la lutte armée.

#### ***La relation de la théorie avec la stratégie et la tactique***

Sur toutes ces questions, Mandel confond trois éléments de base de la politique révolutionnaire : théorie,

stratégie et tactique. L'objectif stratégique est l'objectif à long terme, les tactiques sont les moyens pour arriver à cet objectif. La théorie n'est ni l'un ni l'autre, car elle concerne les lois générales du processus historique, et non les objectifs stratégiques ni les tactiques. Entre ces trois éléments, théorie, stratégie et tactique, il y a des liens étroits, profonds, non pas mécaniques mais dialectiques.

Commençons par la théorie. Nous pouvons avoir des divergences avec le camarade Mandel sur ses analyses économiques, tout en étant d'accord avec lui sur l'objectif stratégique consistant à mobiliser les masses et à construire des partis bolcheviks pour balayer l'impérialisme et le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat. Cet accord stratégique ne signifie pas que nous sommes d'accord à tout moment sur les différentes théories élaborées et abandonnées au cours de ce processus qui culmine avec la prise du pouvoir et la construction du socialisme.

Le rapport entre théorie, stratégie et tactique existe, mais il ne se manifeste pas d'une façon immédiate ni directe. Le parti n'adopte pas des théories dans ses Congrès, mais des orientations politiques d'où découlent des stratégies et des tactiques. Le parti ne s'identifie avec une théorie que lorsque celle-ci a été confirmée par les événements. C'est le cas de l'identification de notre Internationale et de ses sections avec la théorie de la révolution permanente, qui n'est ni une stratégie ni une tactique, mais une loi générale de la révolution et du mouvement de masses, à l'étape de

transition du capitalisme au socialisme dans laquelle nous vivons.

A propos du problème des stratégies et des tactiques, il est très important de se rappeler que ce sont des termes relatifs. Dans une étape de recul du mouvement ouvrier, nous pouvons avoir la stratégie de développer des luttes syndicales défensives. La tactique adéquate à cette stratégie peut être, par exemple, la grève prolongée. Mais la grève est une stratégie par rapport à un moyen, une tactique, telle que l'organisation de piquets de grève pour la mener à bien. Et les piquets deviennent une stratégie par rapport à la tactique employée pour les créer (ils peuvent, par exemple, être publics et décidés en assemblée générale, ou clandestins et décidés en secret par la direction de la grève). Et la stratégie elle-même, par laquelle nous avons commencé, le développement des luttes syndicales défensives, devient une tactique par rapport à notre objectif stratégique qui est d'obtenir des victoires importantes afin de passer de l'étape de recul à une étape de montée du mouvement ouvrier.

#### **5.2. Le trotskisme a deux seules stratégies à long terme : la mobilisation des masses et la construction du parti**

Comme Germain ne voit pas les choses de cette façon, il ironise sur le fait que nous ayons employé le mot stratégie pour une courte période. Mais l'axe de notre polémique avec Germain concerne les stratégies à long terme. Ce que nous pouvons dire, c'est que, à long terme, il y a, pour les trotskistes, deux stratégies fondamentales à l'échelle nationale et

internationale : prendre le pouvoir avec la classe ouvrière pour commencer à construire le socialisme ; et construire le parti, seul outil pour le faire. Par rapport à ces objectifs stratégiques, tout le reste est tactique, même si nous l'appelons « stratégie ». Pour construire le parti et prendre le pouvoir, nous pouvons et nous devons utiliser la tactique adaptée à chaque moment : faire de l'entrisme, participer aux élections, impulser le front unique révolutionnaire, lancer des mots d'ordre de pouvoir, avancer la lutte armée, lancer des mots d'ordre défensifs, etc. Toutes les tactiques sont valables, à la condition d'être adéquates au moment concret, actuel, présent de la lutte de classes, et de servir alors à impulser la mobilisation des masses et la construction du parti. Mais les tactiques s'utilisent et s'abandonnent au fur et à mesure qu'évolue la situation de la lutte de classes. Elles ne doivent jamais être adoptées pour de longues périodes, elles ne deviennent jamais des stratégies à long terme.

Le bolchevisme se caractérise par l'utilisation de tous les moyens et tactiques utiles à la stratégie de la construction du parti, la mobilisation des travailleurs et à la prise du pouvoir. Les autres courants du mouvement ouvrier sont caractérisés par le contraire : ils confondent stratégie et tactique, et élèvent cette dernière au rang de stratégie permanente. L'histoire du bolchevisme est une lutte constante pour imposer les moyens et les tactiques adaptés à chaque moment de la lutte de classes. Le bolchevisme a lutté contre les terroristes, mais a su utiliser la terreur ; il a

lutté contre les déviations syndicalistes, mais a su utiliser le travail syndical ; il a lutté contre les parlementaristes, mais a su utiliser le parlement ; il a lutté contre les anarchistes, mais a su détruire l'Etat bourgeois ; il a lutté contre les guérilléristes, mais a su faire la guérilla ; il a lutté contre les spontanéistes, mais a su diriger les mobilisations spontanées du mouvement de masses. Et pourquoi a-t-il fait tout cela ? Pour construire le parti bolchevik et mobiliser les masses vers la prise du pouvoir.

### **Un exemple illustratif**

Quand le camarade Germain tente systématiquement de ridiculiser le camarade Hansen\*, en disant qu'on ne peut pas dire à un ouvrier en grève (qui doit faire un piquet) que « notre stratégie est de construire le parti », il énonce une banalité et il démontre ainsi qu'il ne comprend rien à rien. Si quelqu'un dit aux ouvriers qui font des piquets de grève que notre stratégie est de construire le parti, il oppose de fait la construction du parti à l'existence des piquets de grève, car cela signifierait que seuls ceux qui sont d'accord avec la construction du parti peuvent participer au piquet de grève. Ce serait un pédant qui confond une situation concrète, un moyen, une tactique avec une stratégie générale. Nous n'avons jamais constaté cette erreur dont Germain se soucie.

Par contre, l'erreur de cacher notre stratégie de construction du parti est une erreur peut-être bien plus facile à commettre par ces militants inexpérimentés qui veulent capter rapidement la sympathie des grévistes. En dernière instance, ce serait dire à ces ouvriers que

notre stratégie est de faire des piquets de grève et que l'axe fondamental de notre activité pendant 10, 15 ou 20 ans sera de faire des piquets de grève, et ainsi nous les trompons et les désarçons face aux changements futurs.

Que devons-nous faire ? Tout d'abord, nous mettre à la tête de ce piquet de grève comme les meilleurs militants, c'est-à-dire pour gagner la grève. Ensuite, nous devons expliquer à ces ouvriers d'avant-garde que, si aujourd'hui ils font un piquet de grève, demain la lutte de classes les amènera à organiser une manifestation, ou à défendre une usine occupée, organiser des milices ouvrières, faire de la propagande ou se présenter aux élections, parce que la lutte contre le patronat ne commence ni ne finit avec cette grève, mais a commencé il y a plus d'un siècle et se terminera quand la classe ouvrière prendra le pouvoir et construira le socialisme. Puis nous dirons que, pour y arriver, il faut un parti qui dirige tous les travailleurs, comme eux dirigent leurs camarades d'usine, et que nous sommes en train de construire ce parti et les invitons à le rejoindre. Si nous avons su être les militants les plus dévoués du piquet de grève, si nous avons su expliquer notre politique, nous gagnerons ces ouvriers d'avant-garde qui participent au piquet de grève. Et qu'est-ce que cela signifie, sinon construire le parti ?

### **L'erreur la plus grave**

Nous avons dit qu'il ne faut pas confondre une stratégie avec une tactique. Mais il est beaucoup plus grave de confondre un moyen ou une tactique avec une stratégie pour dix ans,

historique, c'est-à-dire de transformer une tactique en quelque chose de plus qu'une stratégie, presque en un principe. Si les ouvriers ne voient que la nécessité de faire une de ces tâches, et si nous faisons comme Germain, qui transforme cette tâche en une stratégie pour dix ans, nous faisons du suivisme par rapport à la conscience des masses. C'est ce qu'a fait le camarade Germain avec l'entrisme sui generis : en faisant du suivisme par rapport aux partis communistes, il faisait du suivisme – indirectement et en dernière instance – par rapport à la conscience des masses. Actuellement, il tombe dans la variante la plus grave du suivisme, celui orienté vers l'avant-garde.

Dans sa polémique avec la minorité sur la « stratégie de la lutte armée », adoptée au 9e Congrès mondial, le camarade Frank\* a démontré que c'est bien cela la politique de la majorité. Dans sa lettre à la Convention du SWP\*, il énonce correctement notre conception : pour la minorité, « la majorité de l'Internationale renonce à la construction de partis révolutionnaires en adoptant la stratégie de la lutte armée pour l'Amérique latine. » C'est exactement ce que nous pensons de la majorité. Mais ensuite, le camarade Frank\* fait un autre résumé déjà moins fidèle à notre position : « Le dilemme lutte armée contre construction du parti n'existe pas pour nous. Nous pouvons dire la même chose du dilemme syndicaliste, "grève générale" contre "construction du parti". »

Là, le camarade Frank\* « oublie » le mot le plus important : « stratégie ». Il n'existe effectivement aucun antagonisme entre la lutte armée, la grève

générale ou toute autre tactique, et la construction du parti, à condition que nous les prenions comme ce qu'elles sont, des tactiques. La lutte armée, la grève générale ou toute autre tactique s'opposent à la construction du parti dès que l'on prétend les ériger en stratégie permanente pour toute une étape.

Comment s'opposent-elles ? C'est très simple. Nous pouvons construire le parti seulement si nous utilisons à chaque moment des tactiques différentes et appropriées, qui changent quand la lutte de classes change. S'il y a des élections, nous pouvons être électoralistes. Mais s'il n'y en a pas, nous ne pouvons pas l'être. S'il y a des paysans prêts à lutter, les armes à la main, contre les propriétaires fonciers, nous devons être guérillistes ruraux, mais s'il n'y en a pas, nous ne devons pas l'être. Si l'on nous impose pour cinq, dix ou quinze ans d'être électoralistes ou guérillistes ruraux, nous nous lions les mains pour changer autant que nécessaire les différentes tactiques qui s'avèrent incontournables pour renforcer le parti, et avec lui le mouvement de masses. En bégayant tout le temps le même mot d'ordre, nous ne pouvons jamais faire avancer le parti. Si en ce moment un camarade posait comme stratégie centrale permanente la grève générale, nous tous – majorité et minorité – l'accuserions de syndicalisme. S'il posait comme stratégie centrale permanente la participation aux élections, nous l'accuserions tous d'électoralisme.

Les camarades de la majorité sont indignés parce que nous les avons accusés de guérilléristes quand ils ont adopté la

« guérilla rurale » pour toute une étape, et que nous leur avons dit que leur stratégie était opposée à la construction du parti. Maintenant, ils nous disent qu'ils n'ont pas adopté la « guérilla rurale », mais la « lutte armée ». Pour nous, en tant que stratégie centrale pour toute une étape, la « stratégie de lutte armée » est plus dangereuse encore que la stratégie guérillériste, car elle comprend le terrorisme, la guérilla urbaine et la guérilla rurale, des méthodes de lutte qui, élevées au rang de « stratégie », sont autant de déviations contraires à la construction du parti.

Germain, Frank\* et les autres camarades de la majorité ont fait plusieurs fois cela. Hier, ils ont choisi de suivre l'arriération des masses dirigées par le stalinisme ; aujourd'hui, ils suivent l'arriération de l'avant-garde influencée par la guérilla castriste. Hier, c'était l'entrisme sui generis ; aujourd'hui c'est la « lutte armée » pour l'Amérique latine et le travail essentiellement centré sur « l'avant-garde de masse » pour l'Europe. Quant à nous, nous soutenons que le trotskisme n'a que deux stratégies à long terme : la construction du parti et la mobilisation des masses pour la prise du pouvoir.

Nous disons que la transformation des tactiques en stratégies va, à long terme, contre la construction du parti. Les résultats des concessions faites aux guévaristes l'ont montré clairement. Si la IVe Internationale persiste à transformer la guerre de guérillas en stratégie, cela se terminera par la liquidation des sections qui l'appliquent – comme cela s'est passé en Bolivie et en Argentine – et

cela peut se terminer par la liquidation de la IVe Internationale elle-même.

### 5.3. L'histoire de l'entrisme sui generis

L'exemple le plus typique de la conception de Germain d'une politique établie pour un avenir hypothétique et de la transformation d'une tactique en stratégie à long terme, a peut-être été l'entrisme sui generis. Selon la résolution majoritaire sur l'Europe, qui tente de justifier cette stratégie, celle-ci consista en ceci :

*« La tactique entriste de construction du parti révolutionnaire partait de l'hypothèse selon laquelle le processus de radicalisation – c'est-à-dire de la formation d'une nouvelle avant-garde massive – se produirait essentiellement au sein des organisations de masses traditionnelles. Cette hypothèse eut une réelle validité dans les pays capitalistes européens pendant la période qui va du début des années 1950 aux années 1960. [...] L'erreur commise dans la tactique entriste ne se référait pas à la perspective objective – dont les événements ont confirmé la validité – mais à une sous-estimation du rapport numérique entre nos propres forces et celles que notre mouvement aurait pu amener à rompre avec les partis de masses, dans une situation sociale où les tensions révolutionnaires ne s'étaient toujours pas révélées. »<sup>9</sup>*

Cette nouvelle version des analyses et des prévisions qui furent la base de la tactique entriste (une *tactique* qui portait mal son nom, puisqu'elle ne dura pas moins que 17 ans) n'a rien à voir avec l'analyse et les prévisions qui furent faites quand elle fut adoptée au

début des années 1950. Il s'avère maintenant que l'erreur fut simplement un mauvais calcul de notre « rapport numérique » avec les tendances que nous pouvions « amener à rompre avec les partis (opportunistes) de masses ». Pour le reste, « les événements ont confirmé la validité » de la « perspective objective », puisque le « processus de radicalisation » et de « formation d'une nouvelle avant-garde massive » devaient se faire « au sein des organisations traditionnelles » pendant une période où « les tensions révolutionnaires ne s'étaient toujours pas révélées ».

Il est absolument faux de dire que, lorsque la tactique entriste fut votée, ces prévisions et cette analyse aient été faites. Voyons. Est-il vrai que l'on avait prédit une période sans « tensions révolutionnaires » ? Rien de plus faux : nous avons déjà vu que l'on avait prédit que la guerre mondiale était inévitable à court terme et qu'elle provoquerait une guerre civile. Rien de plus opposé à l'absence de tensions « révolutionnaires ». Cette nouvelle version de l'histoire vise à semer la confusion, elle ne mentionne pas la « guerre inévitable » entre l'URSS et l'impérialisme comme la principale prémisses objective qui justifia la tactique entriste.

### En vue de quoi l'entrisme a-t-il été adopté ?

Est-il vrai que la tactique entriste fut adoptée en prévision de la « formation d'une nouvelle avant-garde massive » au sein des « organisations traditionnelles » et pour amener ces secteurs radicalisés à « rompre avec les partis de masses » ? Faux, encore une fois. Il est vrai que l'on

pronostiquait la naissance de tendances centristes, mais il est faux de dire que l'entrisme eut pour objectif de les faire « rompre avec les partis de masses ». L'entrisme sui generis fut adopté essentiellement sur la base de la caractérisation que les partis opportunistes, dans leur ensemble, allaient évoluer objectivement vers des positions centristes et une orientation révolutionnaire. C'est ce qui a été dit quand cette tactique fut adoptée, et non ce que l'on invente maintenant, 23 ans après, pour la justifier. Par rapport aux partis communistes, il a été dit : « C'est parce que ce mouvement se trouve par ailleurs placé – à cause de l'évolution de la situation internationale vers la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme uni – dans des conditions objectives telles que, indépendamment des plans et de la volonté de sa direction bureaucratique au service de la politique du Kremlin, il se verra forcé, obligé, à se radicaliser, [...] à ébaucher pratiquement une orientation révolutionnaire et à agir en cas d'une guerre avec les armes à la main pour le pouvoir. » Et comparant cela avec l'entrisme proposé par Trotsky, y a été ajouté : « Aujourd'hui, il ne s'agit pas exactement du même type d'entrisme. Nous n'entrons pas dans ces partis pour en sortir rapidement. Nous y entrons pour y rester longtemps, comptant sur la très grande possibilité qui existe de voir ces partis, placés dans de nouvelles conditions, développer leurs tendances centristes qui dirigeront toute une étape de la radicalisation des masses et du processus objectif et révolutionnaire dans leurs pays respectifs. »<sup>3</sup>

Où est l'orientation consistant à amener les tendances centristes à rompre avec les partis opportunistes de masses ? Il est dit très clairement ci-dessus que ces partis développeront « leurs tendances centristes » et qu'ils « dirigeront toute une étape » du « processus objectif et révolutionnaire », et que c'est pour cela que nous devons y entrer. Qui plus est, il est dit que notre entrisme n'est pas celui que préconisait Trotsky pour une brève période, mais que nous entrons dans les partis opportunistes « pour y rester longtemps ». Cela veut dire que, parmi nos projets, n'existe pas celui de faire rompre les tendances centristes, car, si c'était le cas, nous y entrerions pour un bref délai, juste nécessaire pour gagner ces tendances à nos positions et les entraîner avec nous en sortant.

Quelles étaient les tendances de gauche qui, selon cette nouvelle version de l'entrisme sui generis, allaient naître dans les partis opportunistes ? Selon le Document européen de la majorité, c'était « la gauche bevaniste et, plus tard, la tendance Cousins dans le parti travailliste anglais, les Jeunesses communistes et la tendance Ingrao dans le Parti communiste italien, les tendances d'opposition et l'UEC dans le Parti communiste français, la gauche social-démocrate dans la SFIO\* qui donna naissance au PSA et au PSU, la tendance Renard au sein du mouvement ouvrier belge, la gauche syndicale et l'opposition communiste au Danemark qui donnèrent naissance au SF, etc. »<sup>b</sup> »<sup>4</sup>

<sup>b</sup> Aneurin Bevan, fils d'un mineur, du Labour Party, était ministre de la santé dans le gouvernement d'Atlee de 1945 à 1951. Il a introduit dans la loi

C'est encore une falsification de ce qui a été dit lors de l'adoption de la tactique entrisme. Il est vrai, qu'à cette époque, on parlait également de Bevan, mais il n'est pas moins vrai, comme nous l'avons déjà cité dans le chapitre antérieur, que « Tito et Mao Tsé Toung trouvent leur place » dans ce « centrisme de tendances qui se rapprochent du marxisme révolutionnaire ». Pourquoi ne parle-t-on pas aujourd'hui des partis communistes chinois et yougoslave parmi les tendances de gauche qui, selon les camarades de la majorité, furent prévues correctement et « confirmées par les événements » ? Pourquoi cache-t-on aux jeunes cadres de l'Internationale que, dans la conception qui donna lieu à la tactique entrisme, on soutenait que Tito et Mao se rapprochaient du marxisme révolutionnaire et que donc, comme nous l'avons déjà cité, « nous n'appelons pas le prolétariat de ces pays [la Chine et

plusieurs bénéfices sociaux pour les travailleurs, tels que les soins de santé gratuits et les allocations de chômage. Frank Cousins était, depuis 1956, membre du Comité exécutif du Labour Party et secrétaire général du TGWU (Transport and General Worker's Union), le puissant syndicat des transports. Pietro Ingrao, militant du mouvement antifasciste italien pendant la guerre, dirigea une tendance de gauche dans le Parti communiste italien. L'UEC (Union des étudiants communistes de France), créée en 1939, dissoute après la guerre, puis recréée en 1956, avait un fonctionnement autonome au sein du PCF. PSA, PSU : voir SFIO\* André Renard défendait au sein de la FGTB (Fédération générale des travailleurs belges) le fédéralisme wallon, particulièrement lors de la grève insurrectionnelle de 1960/61. Le SF (Socialistisk Folkeparti, Parti socialiste du peuple) du Danemark fut fondé en 1959 par des dissidents du Parti communiste danois.

la Yougoslavie] à construire de nouveaux partis révolutionnaires ou à préparer une révolution politique » ? Pourquoi ne dit-on pas que nous n'appelions pas non plus le prolétariat des pays capitalistes à construire des partis trotskistes, mais que, pendant 17 ans, nous leur avons dit de rester dans les partis opportunistes ?

Et qu'est-il arrivé à ces tendances de gauche ? Il serait correct, après avoir travaillé 17 ans avec ces tendances, de faire un bilan de notre activité. Pourquoi ne fait-on pas une analyse de la dynamique que nous avons si « correctement » prévue ? Pourquoi ne dit-on pas combien parmi elles, sous notre influence, se sont « rapprochées du marxisme révolutionnaire » ? Pourquoi n'informe-t-on pas sur les avancées politiques et organisationnelles du trotskisme qui a travaillé avec elles ? Combien de cadres avons-nous gagné ? Quels secteurs du mouvement de masses avons-nous réussi à diriger, ou avons-nous ne fut-ce que liés au trotskisme, grâce à notre rapport avec ces tendances ?

### Le castrisme : un « oubli » significatif

Mais le pire de l'affaire, c'est que l'on omet de mentionner, dans toute cette nouvelle version de l'entrisme sui generis, l'« avant-garde de masses » la plus importante et la plus progressiste des années 1960 : le castrisme. Ce silence sur le castrisme est étrange, car il s'agit de l'élément décisif, presque fondamental, qui a changé le rapport de forces au sein de l'avant-garde de masses. Il n'est pas difficile de découvrir la raison de ce silence. Selon le document de la majorité, une des « perspectives objectives » dont « les événements confirmèrent la

validité » était que la « formation d'une nouvelle avant-garde massive » se produirait essentiellement « au sein des organisations de masse traditionnelles ». Et le castrisme est l'« évènement » qui non seulement n'a pas confirmé, mais a infirmé totalement la validité de cette « perspective objective ».

La radicalisation « dans les organisations traditionnelles » s'est-elle faite en Europe à partir de 1960 ? Où la nouvelle avant-garde spontanéiste de 1968 s'est-elle formée ? Au sein ou hors des organisations traditionnelles ? N'est-ce pas un processus combiné qui s'est manifesté surtout à l'extérieur de ces organisations ? Dans toutes les manifestations de cette époque-là, on voyait le portrait du Che Guevara. D'où sortaient ces jeunes d'avant-garde qui brandissaient ces portraits ? Des organisations traditionnelles ? Des partis stalinien et sociaux-démocrates ?

Les camarades de la majorité montrent que « cette hypothèse [d'une avant-garde massive naissant au sein des organisations traditionnelles] eut une réelle validité dans les pays capitalistes de l'Europe » dans les années 1950-60. A part l'avant-garde castriste, qui est née essentiellement en-dehors de ces organisations, quelle autre « avant-garde massive », née au cours de cette période et radicalisée au sein des organisations traditionnelles, et devenue tendance révolutionnaire, les camarades de la majorité peuvent-ils nous nommer ? Absolument aucune. C'est là la raison de leur silence sur le castrisme.

Si les camarades de la majorité avaient fait un véritable bilan des

tendances centristes de gauche, nées à l'intérieur et à l'extérieur des organisations traditionnelles, sans « oublier » le castrisme, ils seraient arrivés à la conclusion que, même avec la politique de centrer l'intervention sur ces tendances, le plus correct aurait été de ne jamais appliquer la tactique de l'entrisme. Notre travail aurait dû se faire sur l'avant-garde et les mouvements impressionnés par le castrisme, apparus fondamentalement dans le mouvement étudiant et dans la périphérie des partis opportunistes, mais pas en leur sein.

### ***Peut-on adopter l'entrisme pour une longue période ?***

Après avoir terminé cette série de justifications pour les 17 ans d'entrisme, les camarades de la majorité laissent cependant sans réponse une question qui est, au fond, beaucoup plus importante : peut-on adopter une tactique entrisme pour une longue période ? Le trotskisme et le léninisme permettent-ils de rester 17 ans dans des partis opportunistes ? Absolument pas. Même si les conditions que donnaient Pablo\* et ses amis en 1952, ou celles que donne la majorité aujourd'hui, étaient réelles, on ne peut pas adopter une tactique entrisme « pour toute une étape », pour rester « longtemps » dans les partis opportunistes, comme l'a alors fait le SI en l'appliquant pendant 17 ans.

La première raison, fondamentale, de ne pas adopter une tactique entrisme à long terme est la nécessité de préserver le parti trotskiste comme courant bien délimité par rapport à ceux qui existent dans le mouvement ouvrier. Cela veut dire, en résumé, que

le parti révolutionnaire ne doit jamais perdre son indépendance publique, politique et organisationnelle, une indépendance qui lui permet de se différencier clairement, aux yeux des masses, des partis opportunistes ou centristes et des sectes ultra-gauchistes.

La raison de ce principe sacré pour le léninisme et le trotskisme n'a rien à voir avec une conception de type moral, ni avec le fétichisme des sectes, pour lesquelles l'essentiel de la politique révolutionnaire est de se différencier par rapport aux autres et non pas de mobiliser les masses. C'est une raison très profonde : la ferme conviction, basée sur une analyse scientifique, que c'est seulement sous la direction du parti trotskiste que la classe ouvrière et les masses parviendront à prendre le pouvoir.

Et pour gagner la direction des masses, il est fondamental de participer en tant qu'avant-garde dans chacune de leurs luttes comme parti organisé d'une manière indépendante, avec sa propre politique, ses propres réponses, ses propres mots d'ordre et son propre programme pour chaque situation. Le parti doit constamment se présenter publiquement avec son programme comme une alternative révolutionnaire face aux partis et aux programmes réformistes, car c'est le seul moyen pour que le parti apparaisse aux yeux des masses et de l'avant-garde comme une direction alternative possible.

Autrement dit, au cours de leurs luttes, les masses vont déchanter de l'expérience avec les organisations opportunistes, mais cela ne suffit pas, en soi, pour les amener à rompre avec elles

et à rejoindre le marxisme révolutionnaire. Pour le faire, elles doivent être accompagnées tout au long de cette expérience par le parti révolutionnaire. Le mouvement ouvrier n'acceptera notre direction que s'il nous a vus à ses côtés pendant de longues années et a pu connaître notre organisation, notre politique et notre programme et a pu les confronter dans chaque lutte avec les autres organisations, politiques et programmes. Aucun ouvrier ou étudiant d'avant-garde ne rompra avec son parti s'il ne connaît pas une meilleure organisation à laquelle adhérer, en qui il peut avoir confiance, par les preuves qu'elle a données dans la lutte. Il ne le fera pas pour la simple raison qu'il préfère rester dans une mauvaise organisation que de rompre avec elle et rester inorganisé.

Pablo\* et ses amis ne pouvaient pas ignorer ce que nous venons de dire. C'est pour cela que, afin de justifier l'entrisme à long terme, il leur fut nécessaire de réviser tout le bagage scientifique du marxisme contemporain, qui affirme que, sans parti révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution. C'est ainsi qu'ils ont découvert que, grâce à la fameuse guerre mondiale imminente et inévitable, ce seraient les partis stalinien et social-démocrates, devenus partis centristes de gauche, qui dirigeraient la révolution. La nécessité du parti trotskiste était ainsi éliminée et la permanence dans les partis opportunistes pendant 17 ans était ainsi expliquée.

### ***Une tactique pour des situations exceptionnelles***

Cette règle sacrée qui nous impose de maintenir notre activité publique et

indépendante a, comme toute règle, son exception. C'est le cas de la tactique entrisme. Mais dans la dialectique du normal et de l'exception, c'est le normal qui prime. Cela signifie que ce moment exceptionnel où nous perdons notre délimitation publique comme courant du mouvement ouvrier pour faire de l'entrisme est subordonné aux règles du parti révolutionnaire.

Concrètement, l'entrisme est une tactique qui ne se justifie que lorsqu'elle est utile au parti révolutionnaire indépendant qui, après être « entré », « sort » avec de meilleures conditions d'être reconnu et clairement délimité des autres organisations. C'est une tactique qui aide, dans des circonstances exceptionnelles, à la construction du parti, et jamais à amener une autre organisation ou des tendances centristes à un prétendu cours vers la prise du pouvoir.

Nous avons vu que les deux seules stratégies à long terme des trotskistes sont la mobilisation des masses vers la prise du pouvoir et la construction du parti. Il y a des moments exceptionnels où il est particulièrement difficile de se lier au mouvement de masses et de gagner des militants pour le parti en travaillant comme organisation indépendante. Ce sont ces moments qui rendent la tactique de l'entrisme nécessaire. Dans cette analyse, nous avons déjà donné les deux seuls objectifs que doit avoir cette tactique : entrer dans un parti opportuniste pour y gagner des cadres évoluant vers la gauche (tendances centristes de gauche) ou pour mieux nous lier au mouvement de masses.

Avec l'un ou l'autre de ces objectifs, l'entrisme est une tactique qui ne peut être adoptée que pour de courtes périodes, car si nous le pratiquons pour nous lier au mouvement de masses, l'entrisme doit se terminer dès l'obtention du minimum d'insertion qui nous permette de continuer notre activité publique et indépendante. Mais y compris dans ce cas, il faut pratiquer cet entrisme dans des organisations qui nous permettent d'intervenir comme fraction publique à court terme. Et cela même diminue le délai de notre entrisme, car il n'y a pas d'organisation opportuniste qui puisse permettre qu'une fraction trotskiste, qui tôt ou tard deviendra publique, intervienne longtemps en son sein.

Mais que se passe-t-il si nous faisons de l'entrisme pour travailler en direction de tendances centristes, comme le disent aujourd'hui les camarades de la majorité ? Dans ce cas-là également, l'entrisme est fait pour une courte période, à cause de la nature même du centrisme. Il existe un premier type de centrisme, celui qui va vers la droite, du marxisme vers l'opportunisme. C'est le cas de la bureaucratie stalinienne. Nous ne pouvons pas travailler sur ce centrisme, sa dynamique étant contre-révolutionnaire ; nous ne pouvons rien en tirer. Il existe un second type de centrisme, celui qui va de l'opportunisme vers le marxisme, vers la gauche. C'est sur ce centrisme-là que nous pouvons intervenir.

Mais cette dynamique ne peut durer que peu de temps. Ou bien nous la gagnons rapidement pour les positions trotskistes, ou bien elle s'arrête à

mi-chemin, condamnée à être un centrisme permanent et devenant ainsi un centrisme d'un troisième type : le centrisme « cristallisé », selon la définition de Trotsky. C'est le cas du POUM,<sup>c</sup> du LSSP<sup>d</sup> de Ceylan, de Lora\*, etc.

C'est cette dynamique qui explique également que, pour travailler sur les tendances centristes, notre entrisme doit être à court terme. Mais encore une fois, ce ne fut pas le cas de l'entrisme sui generis. Quand cette tactique fut adoptée, il ne s'agissait pas de gagner les tendances centristes au trotskisme, mais de les diriger et les obliger ou les aider à prendre le pouvoir, sans qu'elles cessent pour autant d'être centristes. C'est ce qui explique le « long terme » adopté pour cet entrisme et les 17 années pendant lesquelles il fut appliqué.

### ***L'entrisme préconisé par Trotsky dans les années 1930***

Quelle profonde différence avec l'entrisme préconisé par Trotsky dans les années 1930. Trotsky n'eut jamais pour objectif de diriger des tendances centristes,

<sup>c</sup> Le *POUM*, Partido Obrero Unificado Marxista, (Parti ouvrier unifié marxiste) créé en 1935 sous la direction du trotskiste Andreu Nin et devenu illégal en 1937, a participé activement à la guerre civile espagnole contre Franco.

<sup>d</sup> Au Ceylan – ancien nom pour le pays de l'Asie du sud appelé Sri Lanka depuis 1972 –, le *LSSP* (Lanka Sama Samaja Party - (littéralement *Lanka Equal Society Party*) a adhéré à la IVe Internationale pendant la Seconde Guerre mondiale, après l'expulsion des stalinieniens qui ne voulaient pas se battre pour l'indépendance du pays sous empire britannique. Ce parti, devenu une des sections les plus importantes de l'Internationale, en a été expulsé lorsqu'il est entré au gouvernement de la bourgeoisie en 1964. .

ses deux seuls objectifs étaient de gagner rapidement des cadres trotskistes et d'insérer le trotskisme dans le mouvement de masses. Il proposait de sortir de l'entrisme dès qu'une avancée était faite sur la voie de la transformation de petits groupes de propagande en de véritables partis révolutionnaires, avec beaucoup plus de camarades qu'avant, et capables d'influencer, eux-mêmes et sans intermédiaires, une fraction même petite du mouvement de masses.

L'entrisme de Trotsky possède donc une profonde divergence avec celui de Pablo\* et ses amis, principalement sur le délai durant lequel est adoptée cette tactique entrisme. Pour Trotsky, ce délai devait nécessairement être bref : juste le temps indispensable pour obtenir ses objectifs. Pour Pablo\* et ses amis, ce délai devait être très long : le temps nécessaire pour gagner, par une voie indirecte, la direction des partis stalinieniens et réformistes qui, sans cesser d'être centristes, allaient faire la révolution.

Les résultats de la longue stratégie entrisme sui generis furent catastrophiques pour la fraction pabliste. La majeure partie des militants capitula devant les organisations dans lesquelles elle faisait de l'entrisme et les dirigeants capitulèrent devant l'opportunisme et rompirent avec notre mouvement. C'est ainsi qu'ils sortirent de cette période beaucoup plus faibles que lorsqu'ils y étaient entrés, avec beaucoup moins de cadres, et bien moins liés au mouvement de masses qu'auparavant. La majeure partie des cadres des deux sections les plus importantes, celles de Ceylan et de la Bolivie, rompirent avec le trotskisme par



la droite : dans la première, ils collaborèrent avec un gouvernement bourgeois et furent expulsés de notre Internationale ; la seconde se divisa en trois ailes : celle de Moller\* capitula devant le MNR\* bolivien, celle de Lora\* capitula devant le stalinisme et celle de González\* est toujours dans l'Internationale. Une autre des sections importantes, le posadisme argentin, rompit également avec l'Internationale par la droite et entraîna la plus grande partie de ses cadres latino-américains. Les autres sections sortirent pratiquement détruites de l'entrisme, sans cadres, sans militants et sans tradition de parti.

Voilà le résultat de la stratégie décennale de l'entrisme sui generis. Et c'est ce que l'on demande aux jeunes cadres européens d'approuver aujourd'hui ! On leur demande d'approuver une position selon laquelle la guerre était inévitable, selon laquelle les partis stalinien allaient ébaucher « une orientation révolutionnaire » et lutter pour le pouvoir « les armes à la main », selon laquelle il fallait entrer pour 17 ans dans les partis stalinien, renoncer pendant 17 ans à construire des partis trotskistes. On leur demande d'approuver comme un grand succès, la destruction de toutes nos sections européennes et le fait d'avoir poussé les militants ceylanais, boliviens et argentins dans les bras de l'ennemi de classe ou du réformisme. Ce vote sera un test pour savoir quels sont les bons révolutionnaires dans notre Internationale !

#### 5.4. Etait-ce une erreur de fonder la IVe Internationale ?

La stratégie décennale de l'entrisme sui generis a également une

conséquence sur les analyses et les caractérisations, faites par le trotskisme, des partis stalinien et de la révolution politique dans les Etats ouvriers. Nous avons déjà vu que, en ce qui concerne la Chine et la Yougoslavie, Pablo\* et ses amis avaient abandonné la tâche de construire des partis trotskistes et de réaliser la révolution politique, préférant l'entrisme sui generis. Mais la question n'en reste pas là. Elle s'aggrave avec la révision du programme traditionnel du trotskisme en ce qui concerne les partis stalinien « purs » (directement dépendants de la bureaucratie soviétique), y compris le PC de l'URSS, et la révolution politique dans les Etats ouvriers de l'Europe de l'Est et de la Russie elle-même.

Nous commencerons par les partis communistes des pays capitalistes. Comme nous l'avons vu, Pablo\* et ses amis prédisaient une guerre impérialiste contre l'URSS et en déduisirent que les partis communistes allaient « ébaucher pratiquement une orientation révolutionnaire », « agir en cas de guerre les armes à la main pour le pouvoir » et diriger « toute une étape du processus révolutionnaire dans leurs pays respectifs ».

A la fin des années 1930, avec le commencement de la Seconde Guerre mondiale, il existait des possibilités de guerre contre l'URSS et de montée du mouvement de masses dans certains pays. C'est-à-dire une situation très similaire à celle imaginée par Pablo\* et Germain pour les années 1950. Cependant, Trotsky en tira une conclusion totalement opposée à la leur. Pour Trotsky, il fallait intervenir publiquement et d'une manière indépendante. Qui s'est

trompé ? Trotsky dans les années 1930 ou Pablo\* dans les années 1950 ?

Trotsky argumente sa position de la manière suivante : « *A cause de tous ses zigzags, le centrisme bureaucratique a un caractère extrêmement conservateur qui correspond à sa base sociale : la bureaucratie soviétique. Après dix ans d'expérience, nous sommes arrivés à la conclusion que le centrisme bureaucratique ne se rapproche pas du marxisme, du rang duquel il est sorti, et est incapable de le faire. C'est précisément pour cela que nous avons rompu avec l'Internationale Communiste.* »<sup>5</sup>

Comme nous le voyons, la question ne se limite pas à une analogie historique. Si Pablo\* eut raison, Trotsky s'est trompé, « après dix ans d'expérience », en caractérisant le stalinisme comme « extrêmement conservateur » et « incapable de se rapprocher du marxisme ». Si Pablo\* et ses amis eurent raison, nous devons donc changer toutes les caractérisations trotskistes sur la bureaucratie stalinienne puisque, placée dans certaines situations objectives, celle-ci pourrait se transformer en un centrisme progressiste, de gauche, capable de se rapprocher du marxisme et de lutter pour le pouvoir, en abandonnant sa nature « extrêmement conservatrice ».

En dernière instance, cette analyse nous fait reculer à l'époque antérieure à la fondation de la IVe Internationale. Pendant « dix ans », le trotskisme a fait l'expérience de tenter de modifier de l'intérieur, en tant que fraction du mouvement communiste, les caractères bureaucratiques de l'Internationale et des ses sections nationales. Et il n'y est pas

arrivé. Pendant « dix ans », Trotsky a refusé de fonder la IVe Internationale, car il pensait que l'on pouvait récupérer la IIIe. Il n'y est pas arrivé. Avec la victoire du fascisme en Allemagne à cause de la politique stalinienne, Trotsky termina ses « dix ans » d'expérience et décida de rompre avec la IIIe Internationale et de fonder la IVe, parce qu'il caractérisait le processus contre-révolutionnaire du stalinisme comme irréversible. Selon l'analyse de Pablo\*, menée jusqu'à ses ultimes conséquences, Trotsky non seulement s'est trompé dans sa caractérisation, mais il s'est trompé également en fondant la IVe Internationale. Il a eu une attitude pressée, étant donné que nous venons de découvrir, trente ans plus tard, le rôle révolutionnaire que les partis de la IIIe Internationale pouvaient remplir, à condition d'être placés dans une situation objectivement favorable. Et ces analyses furent adoptées et défendues par les dirigeants actuels de la tendance majoritaire.

#### **Les conditions changent, mais « la stratégie »... jamais !**

C'est sur la base de ces analyses que fut adoptée l'orientation entrisme sui generis. Les faits ont démontré que les prévisions comme les caractérisations étaient fausses. Pas une seule des prémisses imaginées par Pablo\* ne s'est réalisée. Il n'y a pas eu de guerre mondiale ni même de menace réelle. Il n'y a pas eu non plus de guerre civile, ni de lutte pour le pouvoir, ni de montée des masses, ni l'apparition de tendances centristes majoritaires au sein des partis stalinien. Au contraire, au lieu de lutter contre l'impérialisme, l'URSS a envahi l'Allemagne de

l'Est, puis la Hongrie. Et elle a reçu pour cela le soutien des partis communistes qui, selon Pablo\* et ses amis, allaient lutter pour le pouvoir dans leurs pays et ébaucher une orientation révolutionnaire. Cependant, l'entrisme continua. Les conditions avaient changé, ou plutôt étaient radicalement différentes de celles qu'avait imaginées Pablo\*, alors secrétaire de la IVe Internationale, mais la « stratégie » adoptée pour un temps indéfini se poursuivit.

Le prétendu cours vers la gauche des partis staliniens amena Pablo\* et ses amis à ne pas prévoir la lutte des ouvriers de l'Allemagne de l'Est, puis de la Hongrie et de la Pologne. C'était inévitable. Avec le stalinisme virant à gauche dans le monde entier, quel besoin les travailleurs des Etats ouvriers avaient-ils de faire la révolution politique ? Mais les premiers signes de la révolution politique se manifestèrent, et Pablo\* et ses amis, conséquents avec l'entrisme sui generis, élevèrent leur caractérisation du stalinisme au niveau programmatique.

### **Un programme réformiste pour la révolution politique**

Nous ne voulons pas traiter ici de la question du mot d'ordre qu'il fallait avancer pour l'agitation en URSS après la mort de Staline. Ce fait ouvrait évidemment une période dans laquelle les trotskistes russes devaient écouter soigneusement le mouvement de masses pour trouver les mots d'ordre précis afin de le mobiliser. Mais les mots d'ordre que l'on avance de manière tactique sont une chose, et le programme de la révolution politique en est une autre, très différente. Ce programme ne devait

pas changer parce que Staline était mort, au contraire, il devenait plus actuel que jamais. Cependant, l'entrisme sui generis continua à faire des siennes. Quand la révolution politique devint un fait incontestable, démontré par les luttes du prolétariat allemand et annonçant celles des hongrois et des polonais, Pablo\* et ses amis se trouvèrent obligés d'élaborer un programme pour cette lutte. Et, en juxtaposant la révolution politique à la caractérisation du stalinisme comme virant à gauche, le mélange ne pouvait donner qu'un programme réformiste pour toute l'Europe de l'Est et l'URSS :

« *Voici le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour, tant en URSS que dans les "démocraties populaires"* :

- *de véritables organismes de double pouvoir, élus démocratiquement par les masses laborieuses, qui exercent un contrôle effectif sur l'Etat, à tous les niveaux, y compris le gouvernement ;*
- *démocratie réelle des partis communistes ;*
- *légalisation de tous les partis ouvriers ;*
- *autonomie complète des syndicats par rapport à l'Etat, y compris l'Etat ouvrier ;*
- *élaboration du plan économique par les ouvriers, pour les ouvriers. »*<sup>6</sup>

Et les trois mots d'ordre fondamentaux étaient :

- « *A bas le capitalisme et la guerre contre-révolutionnaire qu'il prépare !*
- *Vive la démocratie prolétarienne !*
- *Vive la renaissance socialiste de l'URSS, des "démocraties populaires" et du mouvement ouvrier international ! »*<sup>7</sup>

Ce programme n'appelle pas au renversement révolutionnaire de la bureaucratie, il ne la désigne même pas par son nom et il ne lutte pas contre ses privilèges matériels. Il ne pose pas non plus le droit à l'autodétermination nationale des pays de l'Est de l'Europe et de l'Ukraine. Ce programme avance la « démocratisation réelle des partis communistes », ce qui signifie qu'il n'avance pas la nécessité de construire des partis trotskistes pour diriger la révolution politique. C'est un programme réformiste. Il ne s'agit pas des mots d'ordre - qui peuvent être bons ou mauvais -, mais du système qu'ils constituent, de l'articulation entre eux. En n'avançant pas le renversement de la bureaucratie par une révolution des masses soviétiques et la nécessité d'un parti trotskiste, les mots d'ordre deviennent réformistes.

### **Le programme révolutionnaire du trotskisme orthodoxe**

Ce programme réformiste n'a rien à voir avec notre Programme de Transition :

« *A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique, avec ses galons et ses décorations ! Davantage d'égalité des salaires pour tous les types de travaux ! La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées [des soviets] ! Dans les soviets, il n'y a de place que pour les ouvriers, les kolkhozes de base, les paysans et les soldats rouges ! »* Et ensuite... « *Légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans décideront par eux-mêmes et par leur libre suffrage quels partis ils acceptent comme partis soviétiques. »*

Suivent une série de mots d'ordre sur l'économie planifiée, les kolkhozes et la politique internationale (« A bas la diplomatie secrète ! ») et cela se termine par : « Il est impossible de réaliser ce programme sans renverser la bureaucratie qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées pourra régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Il n'y a pas d'autre parti capable de diriger les masses soviétiques vers l'insurrection que le parti de la IVe Internationale ! A bas la clique bonapartiste\* de Caïn-Staline ! Vive la démocratie soviétique ! Vive la révolution socialiste internationale ! »<sup>8</sup>

### **5.5. La Bolivie en 1952-55: pourquoi nous n'avons pas lutté pour le pouvoir**

Si un jeune trotskiste essaie d'étudier l'histoire de notre mouvement faite par le camarade Frank\*, il aura des difficultés presque insurmontables pour savoir quelle fut notre orientation en Bolivie. Bien que notre action y ait été la plus importante de notre Internationale pendant des années (avec Ceylan), selon les déclarations mêmes de Pablo\* et de ses amis, un secret jalousement gardé entoure son histoire. On dirait que jamais auparavant n'ait existé une section importante en Bolivie.

La raison de cette conspiration du silence est très simple : il y eut en Bolivie la révolution ouvrière la plus grande, la plus parfaite, la plus classique de notre époque. Elle eut une forte influence dans notre Internationale et il s'y est exprimé, dans sa forme la plus claire, le terrible

danger que comporte la « stratégie » de l'entrisme sui generis.

### **L'échec du nationalisme bourgeois**

La Bolivie est un pays très pauvre. Le prolétariat le plus fort est le minier, concentré à Oruro et La Paz ; tout le prolétariat industriel et la petite bourgeoisie sont presque totalement concentrés dans la ville la plus importante, La Paz.

La tentative d'instaurer un gouvernement bonapartiste\* militaire, s'appuyant sur le mouvement ouvrier afin de résister aux pressions américaines, échoua du fait de la condition misérable de l'économie bolivienne. En Argentine, ce projet bourgeois eut le vent en poupe grâce à sa situation commerciale et financière exceptionnelle (la 3e place mondiale dans l'après-guerre). Et Perón put faire de grandes concessions économiques aux masses et acquérir ainsi un grand prestige à leurs yeux. En Bolivie, par contre, la situation économique déplorable enleva toute marge de manœuvre au gouvernement bourgeois. Celui-ci ne put pas faire de grandes concessions, et la croissance du prestige du trotskisme fut massive et fulgurante.

### **Le trotskisme gagne une influence de masses**

Les trotskistes boliviens devinrent ainsi une direction d'un grand prestige politique dans le mouvement ouvrier et des masses boliviennes, sans réussir toutefois à consolider cette influence au niveau organisationnel. Les organismes officiels de notre Internationale l'ont reconnu plusieurs fois, et notre influence se refléta dans les faits-mêmes de la lutte de classes. Les fameuses Thèses

de Pulacayo, la base programmatique du mouvement organisé syndicalement en Bolivie, en sont un bon exemple. Les délégués de toutes les mines de Bolivie se réunirent à Pulacayo (une ville minière) en novembre 1946 et y adoptèrent à l'unanimité les thèses élaborées par les trotskistes, rejetant celles du MNR\* et des stalinien. Ces thèses, qui s'intitulaient « Programme de revendications transitoires », avançaient, entre autres, les positions suivantes : 1) salaire minimum vital et échelle mobile des salaires ; 2) semaine de 40 heures et échelle mobile des heures de travail ; 3) occupation des mines ; 4) contrat collectif ; 5) indépendance syndicale ; 6) contrôle ouvrier des mines ; 7) armement des travailleurs ; 8) caisse de grève ; 9) réglementation des aliments de base ; 10) suppression du travail contractuel.

Ce programme, et particulièrement la partie concernant l'armement du prolétariat dans des milices ouvrières, fut popularisé massivement par le trotskisme et l'organisation syndicale des mineurs pendant six ans, jusqu'à la révolution de 1952.

Après cette victoire trotskiste fantasmagorique parmi les mineurs, un bloc ou un front ouvrier se constitua pour la présentation de candidats aux élections. Alors que 90 % de la population bolivienne ne votait pas à ce moment-là (le vote étant réservé à ceux qui savaient lire et écrire), le bloc ouvrier gagna dans les districts miniers et obtint un sénateur et 5 députés. Le plus grand dirigeant trotskiste, Guillermo Lora\*, fit avec d'autres camarades une excellente utilisation du parlement bourgeois en attaquant l'armée

et en préconisant la nécessité de la détruire et d'imposer les milices ouvrières.

En 1951, il y eut des élections présidentielles et le MNR\* les gagna, mais il ne put pas accéder au gouvernement, car, face à cette victoire, les militaires firent un coup d'Etat et instaurèrent un régime dictatorial, extrêmement répressif. Le 9 avril 1952, la police et un secteur de l'armée, en accord avec la direction du MNR\*, tentèrent un contrecoup d'Etat, mais ils échouèrent et leur chef militaire se réfugia dans une ambassade. La police, se voyant vaincue par les militaires, remit des armes aux travailleurs des usines et au peuple de La Paz, pour qu'ils résistent à la contre-offensive militaire. Pendant ce temps, les mineurs commencèrent à descendre sur La Paz et, après s'être emparés d'un train militaire plein d'armements, ils liquidèrent totalement l'armée bolivienne. A La Paz, par exemple, les travailleurs battirent totalement sept régiments (la base de l'armée bolivienne) et prirent toutes les armes. Le gouvernement dictatorial tomba et un gouvernement du MNR\* prit sa place.

Les milices ouvrières et paysannes étaient les seules forces armées en Bolivie après le 11 avril 1952, et elles étaient dirigées, en majeure partie, par les trotskistes. Ce n'est que le 24 juillet, plus de 3 mois après, que le gouvernement décréta la réorganisation de l'armée.

Nos camarades trotskistes, en s'appuyant sur les milices armées ouvrières et paysannes – entre 50 et 100 mille hommes (les milices paysannes à elles seules en avaient 25 mille) – et sur les organisations syndicales, fondèrent et

organisèrent la Centrale ouvrière bolivienne (COB\*), qui regroupa toutes les milices et toutes les organisations ouvrières et paysannes de la Bolivie.

Face à cette situation, unique au cours de ce siècle – une révolution qui liquida l'armée bourgeoise et organisa sa propre armée prolétarienne, avec une direction et un programme trotskiste –, que font Pablo\* et ses amis ? Ils appliquent une de leurs tactiques décennales : l'entrisme. Cette orientation était imposée à l'échelle mondiale, et, là où il n'y avait pas de parti stalinien, on le remplaçait par des partis socialistes ou bourgeois nationalistes, puisque c'est d'eux qu'allaient naître les tendances centristes qui allaient diriger la révolution. Voici ce que disaient Pablo\* et ses amis en 1951 :<sup>e</sup>

« Par ailleurs, en cas de mobilisation des masses sous l'impulsion ou l'influence prépondérante du MNR\*, notre section doit soutenir de toutes ses forces le mouvement, ne pas s'abstenir, mais au contraire intervenir énergiquement en vue de l'amener le plus loin possible, y compris jusqu'à la prise du pouvoir par le

<sup>e</sup> A la référence à la source de cette citation, Moreno ajoute une observation : « Le délégué du SWP\* (Clark) vota pour cette Résolution. D'autres résolutions de la même teneur furent votées par le SWP\*. En laissant de côté le fait que Clark rompit avec le SWP\* pour soutenir Pablo\*, l'important est que le SWP\* soutint et contribua à construire le Comité international de la IVe Internationale (CIQI). Le SWP\* soutenait ainsi explicitement ou implicitement la bataille menée contre cette ligne en Bolivie par notre parti et par le SLATO (Secrétariat Latino-américain du Trotskisme Orthodoxe – l'organisation du CIQI pour l'Amérique latine). »

MNR\*, sur la base du programme progressiste de front unique anti-impérialiste. »<sup>9</sup>

Pas un seul mot sur le mouvement ouvrier et ses organisations de classe, les syndicats et les futures milices et les soviets ! Le camarade Pablo\* proposait cela tout en définissant le MNR\* comme un parti de la basse bourgeoisie minière, c'est-à-dire comme un parti bourgeois. Donc, selon Pablo\*, nous ne devons pas utiliser les mobilisations pour démasquer le MNR\*, pour dénoncer son rôle inévitable, en dernière instance, d'agent de l'impérialisme. Nous ne devons pas lui opposer les organisations de classe, les futures milices ou les soviets. Au contraire, nous devons le pousser à « prendre le pouvoir ». Et il déguisait cette capitulation devant un parti nationaliste bourgeois sous le manteau du programme du front unique anti-impérialiste.

En réalité, cette politique allait directement contre la tactique de front unique anti-impérialiste. La base fondamentale de cette tactique consiste à proposer des actions communes qui démasquent les hésitations et les trahisons des bourgeoisies nationalistes ; et son objectif est de gagner l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport à ces directions bourgeoises. L'autre face de cette dénaturation de la tactique de front unique anti-impérialiste, encore plus grave, est le renoncement à la lutte pour l'organisation et la politique indépendante des travailleurs.

Cette capitulation totale, exprimée dans un autre paragraphe de la Résolution, dégage une odeur nauséabonde : « Si contradictoirement, dans le

*cours de ces mobilisations des masses, notre section constate qu'elle dispute au MNR\* son influence sur les masses révolutionnaires, elle avancera le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan commun aux deux partis, toujours sur la base du même programme, un gouvernement s'appuyant sur les comités ouvriers et paysans et sur les éléments révolutionnaires de la petite bourgeoisie. »<sup>10</sup>*

Autrement dit, si nous commençons à battre le MNR\* à la tête du mouvement de masses, nous n'avons pas à mener cette tâche jusqu'au bout, mais nous devons proposer un gouvernement partagé entre le MNR\* et nous. Ce gouvernement ne devait pas être celui des comités ouvriers et paysans, mais « s'appuyer » sur eux.

Pour arriver à une telle politique, Pablo\* a dû réviser la position léniniste sur le gouvernement ouvrier et paysan. Lénine était d'accord pour impulser la prise du gouvernement par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (quand le parti révolutionnaire n'avait pas encore les forces pour le faire), mais il affirma catégoriquement que l'on ne doit jamais faire un gouvernement commun (et il n'entra pas dans le gouvernement kerenskiste des mencheviks et socialistes-révolutionnaires). L'essence de la position léniniste était de se maintenir hors du gouvernement, justement pour rester la seule alternative quand le réformisme serait démasqué aux yeux des masses par la démonstration de son impuissance au pouvoir.

Si en tant qu'orientation politique, celle de Pablo\* et de ses amis fut révisionniste et de capitulation, en tant que

prévision des événements, elle fut catastrophique. La révolution de 1952 ne suivit aucun des schémas qu'ils avaient prévus en 1951, bien au contraire. La classe ouvrière liquida le régime militaire au moyen de ses organisations de classe, les syndicats et les milices. Mais, comme d'habitude, même si la réalité est autre que celle prévue, Pablo\* poursuit sa stratégie. Et c'est alors que la direction du mouvement ouvrier bolivien – avec en première ligne les trotskistes, qui faisaient ce que Pablo\* leur ordonnait – mit le MNR\* bourgeois au pouvoir et lui donna son soutien critique.

Nous insistons : Pablo\* et ses amis ont soutenu en Bolivie un gouvernement bourgeois qui n'avait ni police ni armée pour se maintenir, parce qu'ils avaient adopté cette « stratégie » à long terme au Congrès de 1951. Pour preuve, voici ce que disait notre section bolivienne, directement contrôlée par Pablo\* et ses amis, à partir d'avril 1952 :

*« Dans le moment présent, notre tactique consiste à regrouper nos forces en soudant le prolétariat et les paysans en un seul bloc pour défendre un gouvernement qui n'est pas le nôtre. [...] Loin de lancer le mot d'ordre de renversement du régime de Paz Estenssoro, nous le soutenons pour qu'il résiste à l'attaque de la "rosca" ! [...] Cette attitude se manifeste d'abord comme pression sur le gouvernement pour qu'il réalise les aspirations les plus vitales des ouvriers et des paysans. »<sup>11</sup>*

Alors que nous défendions en Bolivie le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB\* et aux milices armées », les

camarades Frank\* et Germain disaient sans broncher, un an après la révolution de 1952, dans *Quatrième Internationale* : « Le POR commença par un soutien juste, mais critique, au gouvernement du MNR\*. Cela veut dire qu'il évita de lancer le mot d'ordre "A bas le gouvernement du MNR\*" : Il le soutint de façon critique, contre toute attaque de la part de l'impérialisme et de la réaction, et pour toute mesure progressiste. »<sup>12</sup>

Entre parenthèses, nous ne voyons pas ce que le fait de ne pas lancer le mot d'ordre immédiat de « A bas le gouvernement » a à voir avec le soutien critique, puisque nous pouvons le lancer sans que cela signifie soutenir le gouvernement, ni de manière critique ni autrement.

En juillet 1953, la revue officielle de notre Internationale, *Quatrième Internationale* – dans son édition en espagnol, mais supervisée à la virgule près par Pablo\* et ses amis – faisait de la situation bolivienne le tableau suivant :

*« L'organisation des milices ouvrières s'amplifie parallèlement à celle des masses paysannes. [...] Le régime a évolué en effet vers une espèce de "kerenskisme" très avancé, beaucoup plus accentué que celui de Mossadegh en Iran, par exemple. »<sup>13</sup>* Et dans cette situation de « kerenskisme avancé », nous continuions à ne pas lancer le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB\* et à ses milices ».

Un an plus tard – deux ans depuis la révolution –, le 4e Congrès de l'Internationale se réunit. Pablo\* et ses amis y poursuivirent leur stratégie décennale, ils ne perdirent en rien leur goût profond pour les organisations non

<sup>11</sup> Le groupe restreint et fermé de l'oligarchie

prolétariennes et pour les tendances centristes, et ils continuèrent à refuser d'exiger de la COB\*, l'organisation ouvrière par excellence, de prendre le pouvoir. Ils avaient trouvé une autre organisation centriste digne de leur « soutien critique » : la gauche du MNR\*.

« En Bolivie, le tournant à droite et réactionnaire de la politique du MNR\*, cédant à la pression de l'impérialisme et à la réaction autochtone, rend plus impérieuse que jamais une franche dénonciation de ce tournant par le POR, qui doit abandonner toute sa confiance à ce gouvernement, comme aux ministres ouvriers : le POR doit faire constamment appel à la COB\* et travailler systématiquement en son sein afin d'appliquer une véritable politique de classe indépendante du MNR\* et d'engager la Centrale dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan ; il doit faire une campagne systématique pour cette perspective, ainsi que pour le programme d'un tel gouvernement, une campagne pour des élections générales, avec droit de vote pour tous les hommes et les femmes de plus de 18 ans, pour élire une assemblée constituante, et la présentation de listes ouvrières de la COB\* à ces élections. Cette politique est la seule qui puisse provoquer une différenciation au sein du MNR\* et obliger son aile gauche, très diffuse et désorganisée, à rompre définitivement avec la droite et avec ses dirigeants "ouvriers" bureaucratés, et à s'engager dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan. »<sup>14</sup>

L'orientation aurait été parfaite, avec une modification : pour garantir tout cela (constituante, élections, etc.), il faut que la COB\* prenne le pouvoir.

Mais Pablo\* et ses amis ne le disaient pas. Qui allaient donc appeler à cette constituante ? Si ce n'était pas la COB\* au pouvoir, il ne restait que le gouvernement de Paz Estenssoro ou un prétendu gouvernement de la gauche du MNR\*. Cette orientation confirmait celle que la section bolivienne s'était donnée un an plutôt, exprimée dans un manifeste publié le 23 juin 53, avec la bénédiction de Pablo\* et ses amis : « La menace de conspiration réactionnaire est devenue permanente. [Nous devons donc] défendre le gouvernement actuel [par la ] défense armée du gouvernement. »<sup>15</sup>

Bien que cela paraisse incroyable, c'est bien du gouvernement bourgeois qu'il s'agit, du gouvernement bourgeois de Paz Estenssoro. Peut-être que le danger de « conspiration de la "rosca" » justifiait le fait de ne pas avancer momentanément le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB\* » et de le remplacer par le mot d'ordre décisif de « Front ouvrier contre la réaction ! ». Mais la stratégie, consistant à ce que la COB\* prenne le pouvoir, restait en vigueur, et en aucun cas on ne pouvait avancer le mot d'ordre de « défense » d'un gouvernement bourgeois. Cependant, quel était le mot d'ordre de pouvoir par lequel se terminait ce manifeste ? « Toute cette lutte doit tourner autour du mot d'ordre de contrôle total de l'Etat par l'aile gauche du MNR\* ».<sup>16</sup>

Le temps passa et la gauche du MNR\* échoua. Ainsi, quatre ans après la révolution – oui, 4 ans –, quand l'armée avait réussi à se restructurer, quand on ne pouvait plus faire confiance au MNR\* – comme au début – ni en son aile gauche – comme ensuite –, Pablo\* et ses amis

adoptèrent l'orientation pour laquelle notre parti avait lutté systématiquement depuis le début. Dans une résolution du Comité exécutif du POR bolivien de mai 1956, il est dit enfin (mais trop tard) : « En renforçant et en développant tous les organismes de double pouvoir, face aux conflits avec le gouvernement, la bourgeoisie, l'oligarchie et l'impérialisme, face au parlement et aux tentatives du gouvernement Siles de faire perdre de l'influence aux syndicats, nous impulserons la tendance des masses en lançant : "Que la COB\* décide, dans tous les problèmes !" et "Tout le pouvoir à la COB\* !" ».<sup>17</sup>

Ils se rendaient finalement compte ! – disions-nous. C'était une victoire, tardive, de notre lutte et de notre polémique. L'irrésolution de Pablo\* et de ses amis était mise à nu. Les terribles dangers qui nous guettaient derrière les fameuses « tactiques » à long terme, basées sur des hypothèses concernant l'avenir et non la réalité présente, étaient mis en évidence.

### 5.6. L'entrisme sui generis face aux putschs réactionnaires argentins de 1955 et aux gouvernements « gorilles » de 1955-58

Les conséquences désastreuses de la stratégie décennale de l'entrisme sui generis ne se limitent pas au cas de la Bolivie. En Argentine, cette stratégie fut également tragique pour les trotskistes. Ce n'est pas par hasard que le mot « gorille », qui a acquis un sens universel, est né dans notre pays. C'est ici (et au Guatemala) qu'apparurent, dans l'après-guerre, les premiers gouvernements ultra-réactionnaires analogues

au gouvernement actuel du Brésil.<sup>8</sup> Avec la dictature militaire argentine sont apparus les camps de concentration regroupant des milliers de prisonniers ; l'illégalité des syndicats, des partis de gauche et des partis bourgeois d'opposition ; les assassinats et la torture des militants syndicaux, de gauche et d'opposition. C'était une dictature peut-être encore plus brutale que celle du Brésil actuellement. C'est de là que ces dictatures tirent le nom justifié de « gorille » que leur a donné le prolétariat argentin. Il est intéressant de voir quelle fut la politique suivie à cette époque par Pablo\*, et la nôtre, face aux coups d'Etat comme aux dictatures gorilles.

Dans une résolution imposée par la majorité, le Comité exécutif international a qualifié la politique de notre parti à cette époque comme opportuniste et de capitulation devant le péronisme. Nous devons donc commencer par l'exposition réelle de notre prétendu « opportunisme ». Cette tâche est rendue encore plus nécessaire par le fait que nous ayons critiqué sévèrement notre section bolivienne pour sa politique face aux récents coups d'Etat réactionnaires. De nombreux camarades étrangers ou nouveaux dans le mouvement et qui ne connaissent pas sa véritable histoire se demanderont si notre trajectoire justifie ces critiques.

Nous avons publié plusieurs fois sous forme de brochures ou de livres nos documents de cette époque. Pour démontrer leurs accusations, les camarades de

<sup>8</sup> Un coup d'Etat y destitua le président João Goulart en 1964, donnant lieu à une dictature militaire jusqu'en 1985.

la majorité ont entre les mains une documentation abondante et très maniable, ils n'ont pas à recourir aux archives ou à la collection de journaux.

**Nous avons prévu le putsch et nous avons lutté contre lui, durant dix mois avant qu'il n'ait lieu.**

De cette documentation, il ressort très clairement les faits suivants :

1) A partir de novembre 1954, sept mois avant le premier putsch et dix mois avant le putsch victorieux, nous avons lancé une campagne de dénonciation et d'opposition au coup d'Etat réactionnaire à partir de notre journal, étant certain qu'il aurait lieu. Un historien reconnu, Milciades Peña, a fait une préface à la compilation de nos articles, disant ceci : « Dès le premier moment, les militants socialistes révolutionnaires trotskistes ont dit très clairement quel serait le sens réel de cette lutte et leur position dans cette lutte. Et dès le premier moment, ils ont prévu le putsch et ils ont alerté la classe ouvrière contre celui-ci. »<sup>18</sup>

2) Sans faire aucune confiance au gouvernement péroniste, nous avons su distinguer les différences dans le camp ennemi, sans les minimiser en les considérant comme de simples variantes bourgeoises. Nous signalions que le gouvernement Perón était bourgeois, incapable de combattre le putsch, mais nous signalions également qu'il avait des différences avec l'impérialisme étasunien et ses agents politiques, l'église catholique et les partis d'opposition qui préparaient le putsch réactionnaire.

3) Nous insistions sur la principale tâche politique posée depuis décembre 1954 : combattre le coup d'Etat inévitable

que la réaction préparait. Nous appelions à un accord technique avec le gouvernement péroniste pour lutter contre le putsch, et à un front unique avec les partis ouvriers et principalement avec la CGT\*. Nous sommes intervenus dans toutes les mobilisations du mouvement ouvrier et des masses contre les préparatifs putschistes, et nous avons joué un rôle très important dans l'écrasement du premier putsch par le mouvement ouvrier et dans la formation des premières milices ouvrières que le pays ait connues depuis la « semaine tragique »<sup>h</sup> de 1919.

4) Nous avons appelé à la formation de milices et à l'armement des syndicats pour lutter contre le coup d'Etat. Nous avons dénoncé systématiquement le gouvernement péroniste comme un gouvernement bourgeois qui allait laisser faire le putsch, étant incapable de le combattre. Nous avons souligné systématiquement que nous n'avions rien à voir avec le péronisme, c'est-à-dire que nous avons prévu le coup d'Etat et lutté pour l'empêcher, dix mois avant qu'il ne triomphe.

Voyons quelques preuves indiscutables. Notre premier article contre le putsch fut publié dans notre journal du 3 décembre 1954. Le titre le plus important du journal disait : « *L'Eglise catholique au service du coup d'Etat de l'impérialisme étasunien. Seule la mobilisation de la classe ouvrière arrêtera le*

<sup>h</sup> Un affrontement violent, du 7 au 14 janvier 1919, sous le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen, entre manifestants ouvriers de tendance anarchiste et des secteurs nationalistes, lors d'une grève, avec des centaines de morts.

*coup d'Etat et la colonisation du pays. »* Et nous expliquions :

« *En même temps, le discours de Perón, mesurant chaque mot, et prononcé sur le ton de l'explication et non de l'agitation, est le meilleur indice du fait que le gouvernement ne veut pas mobiliser les masses au-delà de réunions formelles qu'il puisse contrôler. Cependant, seule la plus large mobilisation de la classe ouvrière renforcera le pays face à la tentative de colonisation de l'impérialisme étasunien. [...] Le gouvernement péroniste, qui est engagé dans une politique de collaboration de classes et qui se met avec de plus en plus d'évidence du côté du patronat, n'est disposé à céder sur aucune des revendications que la classe ouvrière lui présente. [...] En tant que parti anticapitaliste et anti-impérialiste, nous voulons que notre position soit très claire par rapport à ce problème. Ce n'est pas une position sur le papier, mais une position de lutte. Malgré toutes nos divergences avec le gouvernement péroniste, malgré nos critiques, nous voulons dire publiquement que tant que le gouvernement ne se rendra pas à l'impérialisme étasunien, face au coup d'Etat fomenté par Wall Street, nous lui offrons un accord de caractère technique, bien délimité, public et sans engagement politique, afin d'arrêter toutes les tentatives de l'impérialisme pour coloniser le pays et surexploiter notre classe ouvrière. »<sup>19</sup>*

Dans le dernier journal avant le coup d'Etat victorieux, nous disions ceci : « *Nous n'avons pas confiance, et nous ne l'avons toujours pas, dans la politique et les méthodes du gouvernement actuel, bien que nous respecterons la majorité*

*avec discipline. [...] Le fait que nous acceptons la volonté de la majorité des travailleurs ne signifie pas que nous soyons péronistes, ni non plus l'aile gauche du péronisme, ni même un allié du péronisme. Nous sommes une organisation distincte du péronisme ; notre parti est un parti ouvrier, le péronisme par contre est un parti bourgeois, un parti pour la défense de l'ordre actuel des choses. [...] Si nous sommes, dans certaines actions, aux côtés du gouvernement péroniste et contre l'opposition, c'est parce que, bien que nous soyons pour le remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement de la CGT\* et de toutes les organisations ouvrières et paysannes, nous sommes contre le remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement des curés, des patrons et de l'impérialisme étasunien. »<sup>20</sup>*

Dans un tract de la même époque nous disions : « *Travailleurs : la Fédération socialiste de Buenos Aires, qui édite le journal La Verdad, vous lance un appel urgent : Soutenez les directives de la CGT\*, défendez la situation actuelle contre la réaction qui veut imposer un gouvernement militaire réactionnaire ! Il ne s'agit pas de défendre un gouvernement péroniste, mais d'empêcher que triomphe un gouvernement ouvertement pro-capitaliste et anti-ouvrier.*

*Quant à nous, nous ne sommes pas favorables à la politique péroniste, ni aux manèges des dirigeants syndicaux qui s'enrichissent sur le dos des ouvriers et suppriment la démocratie syndicale. Mais dans ce cas précis, nous mettons au premier plan l'unité de la classe ouvrière*

et du mouvement syndical contre l'attaque que mène la réaction pour imposer son gouvernement. Si le putsch militaire gagne, la classe ouvrière perdra son organisation et son unité, et les patrons, l'impérialisme et le clergé seront les maîtres tout-puissants du pays.

C'est pour cela que nous pensons qu'il faut soutenir l'action de la CGT\* contre le coup d'Etat. Cela ne nous empêche pas de vous avertir fraternellement des dangers suivants : si la classe ouvrière n'est pas mobilisée ; si la résolution de la CGT\* concernant les milices ouvrières n'est pas mise en pratique ; nous pouvons perdre TOUT.

Nous ne devons pas oublier que, le 14 juin, la direction du mouvement syndical assurait qu'il ne se passait rien, et que, deux jours plus tard, le coup d'Etat éclatait. Nous ne devons pas oublier non plus que, jusqu'à il y a quelques jours, on disait qu'il ne se passait rien et qu'il fallait garder son calme en allant "de la maison au travail et du travail à la maison". Cette politique s'est révélée être une grave erreur : si la classe ouvrière s'était mobilisée, elle n'aurait pas subi deux coups d'Etat en trois mois.

Ce que nous vous disons depuis un an, nous vous le répétons maintenant : seule la mobilisation et l'initiative de la classe ouvrière peuvent écraser, une fois pour toutes, les coups d'Etat réactionnaires. C'est pour cela que, avec discipline, nous demandons et exigeons des directions syndicales qu'elles mettent en pratique la résolution sur les milices ouvrières.

Camarades, nous devons lutter, tous les ouvriers unis, sans exception, contre le coup d'Etat de la réaction ; et nous

devons exiger l'application de la résolution sur les milices ouvrières, car c'est la seule façon d'écraser, UNE FOIS POUR TOUTES, la réaction cléricale, patronale et impérialiste.

Fédération socialiste de Buenos Aires, le 17 septembre 1955. Lisez La Verdad. »<sup>21</sup>

### **La section officielle n'a pas dit un mot contre le coup d'Etat**

Tandis que nous menions cette lutte et que nous descendions dans la rue contre le putsch réactionnaire, la section dirigée par Posadas\* et reconnue par Pablo\* ne disait pas un mot contre le coup d'Etat, pas un seul mot ! Voyons un seul exemple. Dans le journal de la section pour le 1er mai, à peine plus d'un mois avant le premier coup d'Etat du 16 juin – qui donna lieu à la naissance des milices ouvrières et fit des centaines de morts (cela ne s'est jamais su), ainsi qu'à l'affrontement du mouvement ouvrier avec la marine –, il n'y a pas un seul article qui traite de ce problème du putsch. Et ne parlons pas d'une orientation contre lui. L'éditorial donne le programme de la section pour les mois à venir. Le premier point, cela ne pouvait pas manquer, est « contre les préparatifs de guerre ! » (l'orientation avancée par Pablo\*, selon laquelle la guerre mondiale était imminente). Le second : « Pour l'expulsion de l'impérialisme ! » Le troisième : « Soutien à la révolution bolivienne ! » A partir du quatrième commencent les mots d'ordre et les tâches nationaux, que nous citons in extenso :

« 4) Défense de tous les acquis ! Pas un pas en arrière sur les acquis ! 5) Défense et renforcement de l'organisation syndicale ! etc. 6) Salaire minimum vital et

échelle mobile des salaires ! 7) Contrôle ouvrier de la production ! 8) Contre toute loi et mesure répressive contre le mouvement ouvrier ! Liberté pour tous les militants ouvriers emprisonnés ! 9) Pour un Congrès des organisations syndicales contre l'offensive bourgeoise et la hausse du coût de la vie ! 10) Pour la formation d'un parti ouvrier basé sur les syndicats, qui lutte pour le programme et les intérêts de la classe ouvrière et des masses ! 11) Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! »<sup>22</sup>

Pas un mot sur le danger de coup d'Etat, ni un mot sur la nécessité de milices ouvrières, ni d'une politique face à la réaction !

Et le coup d'Etat triompha ; vint la répression la plus féroce contre le mouvement ouvrier et péroniste ; les syndicats furent mis sous contrôle. La section officielle fut bien obligée de reconnaître qu'il y avait eu un coup d'Etat « clérical, oligarchique et impérialiste ». Dans un tract postérieur au putsch, ils reconnaissent qu'il y a « des massacres de travailleurs par des tanks, des bombes, des mitraillages par les avions, les canons et les mitrailleuses. Il s'est accompli et se déroule le massacre massif de travailleurs le plus criminel et le plus sanguinaire de l'histoire de la bourgeoisie du pays. [...] Sans avoir encore de rapports complets pour tout le pays, nous avons vu et nous savons que cette paix et cette liberté auxquelles on nous appelle et qu'on nous promet laisse un bilan de 6000 morts à Mendoza, de presque 20 000 à Cordoba, d'ouvriers massacrés et de dirigeants fusillés à Mar del Plata et à Bahia Blanca (nous n'avons pas de données précises

sur les bombardements des zones ouvrières de Santiago del Estero) ; à Rosario (selon des informations non précisées), le massacre atteint 7 000 ouvriers ; des manifestants cégétistes portant des pancartes qui disaient "Soldats, ne tirez pas, nous sommes le peuple" furent mitraillés par des avions de chasse ; à Cordoba, ils ont lancé des bombes sur les quartiers ouvriers par les hublots d'avions commerciaux ; par la radio étrangère, nous savons qu'à Tucuman – nous n'avons toujours pas d'informations directes – il y a eu une terrible tuerie. »<sup>23</sup>

### **La véritable explication : l'entrisme sui generis**

Malgré cette reconnaissance de la nature du putsch, ni Posadas\*, ni son ami intime et défenseur inconditionnel Pablo\*, ne firent d'autocritique de la politique qu'ils eurent au cours de l'année 1955. Cette politique obéissait à une raison profonde, l'entrisme sui generis. Le programme que nous avons cité ne mentionne pas la politique pourrie du Parti communiste argentin, qui faisait le jeu de la réaction cléricale. Dans tout le journal, la politique pourrie du stalinisme dans le monde n'est pas non plus mentionnée. Il n'y a que des éloges pour la Chine et sa politique. Par contre, l'ennemi principal était le gouvernement péroniste et la bourgeoisie dans son ensemble, surtout celle liée au péronisme. C'était une application tactique de l'entrisme, du suivisme par rapport au stalinisme national et international, qui avait toujours été contre le péronisme pour des raisons tactiques : pour contrôler le mouvement ouvrier et avoir ainsi une monnaie d'échange avec l'impérialisme.

La section pabliste fut la variante de gauche du stalinisme argentin.

Ensuite vint la lutte contre les gouvernements « gorilles ». Notre parti centra sa lutte contre les gouvernements, pour les droits démocratiques. Nous avons commencé la lutte pour le droit du péronisme et du général Perón à intervenir politiquement, pour la légalité de ce parti bourgeois qui avait le soutien de presque tout le mouvement ouvrier. Nous avons dénoncé la dictature « gorille » en proposant la lutte pour la renverser. Nous avons été parmi les fondateurs des 62 Organisations de résistance au gouvernement. Nous avons été de toutes les luttes. Le gouvernement « gorille » nous a « distingués » et nous a persécutés avec acharnement, encore plus que le péronisme. Les partis de gauche anti-gorilles, qui se sont battus contre le putsch, risquaient le même sort. Même le Parti communiste subit quelque peu la répression.

*Mais il y eut un parti qui fut totalement légal, le seul parti de gauche dont la presse légale se vendait dans tous les kiosques sous la protection policière, le seul à qui fut donné la possibilité de parler à la radio officielle gorille (et qui l'utilisa et parla). Alors que nous, et tous les autres qui luttaient contre la dictature « gorille », nous étions envoyés dans les camps de concentration et les prisons, ce parti, miracle des miracles, obtenait la légalité, et, dans sa presse, il se glorifiait de l'avoir obtenue grâce à une lutte intense. Ce parti était celui de Posadas\*, l'enfant chéri du camarade Pablo\*, la section montrée comme modèle à tout le mouvement trotskiste mondial dans*

*l'étape de l'entrisme sui generis et de toute la politique de la majorité d'alors. Le 24 octobre 1955, un mois après le putsch contre lequel il n'avait pas lutté, ce parti recevait un salut et des félicitations du Comité exécutif international, qu'il publia en janvier 1956 dans son journal légal sous la dictature « gorille ».*

Quel était le secret de cet amour de la dictature « gorille » pour la section officielle ? Il réside dans de nombreux faits politiques de grande importance : 1) la section pensait, et le disait publiquement, que les ouvriers ne devaient pas lutter pour la légalité du péronisme et du général Perón, car « c'étaient des partis bourgeois » ; 2) dans le cadre de l'entrisme sui generis, la section suivait le stalinisme comme son ombre, et celui-ci avait des relations assez bonnes avec la dictature afin que celle-ci lui laisse une petite place dans le contrôle militaire des syndicats (l'ennemi principal pour la section, comme pour le stalinisme, étant la hiérarchie syndicale péroniste, pas les gouvernements « gorilles »). En toute logique, la section n'eut pas, à notre connaissance, de prisonniers, puisque ses militants étaient légaux.

Aujourd'hui, le camarade Germain nous critique pour avoir utilisé les marges de légalité que les travailleurs avaient conquises par leurs luttes. Nous pensons qu'avant de nous critiquer, qu'il ait raison ou non, il devrait commencer par faire son autocritique pour avoir soutenu publiquement, pendant des années, la politique funeste de sa section officielle dans notre pays.

### 5.7. La stratégie du contrôle ouvrier

Pendant la période de l'entrisme sui generis, les camarades de la majorité commencèrent à proposer une nouvelle stratégie décennale : le contrôle ouvrier. Cette stratégie, née vers 1964, se maintient aujourd'hui, et le camarade Germain menace de la maintenir encore pendant l'éternité des siècles.

Dès son apparition, Germain l'a justifiée par sa théorie sur la nouvelle structure et les nouvelles lois du néocapitalisme : on ne luttait plus contre les bas salaires et le chômage, mais contre la direction des entreprises. Actuellement, la justification tend à changer semble-t-il, étant donné que la situation économique des pays impérialistes, et particulièrement celle des pays européens, a démenti la théorie « germainiste » et mis de nouveau à l'ordre du jour les luttes économiques « traditionnelles ». Mais la stratégie demeure ; il lui manque encore une nouvelle justification tout à fait élaborée, mais elle demeure.

Pendant, lisant Trotsky, nous constatons que le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » fut lancé pour toute une période par l'aile droite du communisme, les brandléristes,<sup>i</sup> contrairement au trotskisme qui le refusait. Le fait est que, pour Trotsky, il ne peut être le thème de la propagande et de l'agitation que dans une étape révolutionnaire, quand le double pouvoir, la révolution socialiste et la nationalisation de toute l'industrie sont à l'ordre du jour. Les

<sup>i</sup> Heinrich Brandler (1881-1967), dirigeant du Parti communiste allemand dont il fut expulsé en 1928, était le fondateur de « l'Opposition de droite » contre le régime stalinien.

opportunistes, par contre, l'utilisent en permanence. « *Le contrôle ouvrier est une mesure de transition dans les conditions de la plus haute tension de la lutte de classes, et ne peut se concevoir que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de toute la production.* »<sup>24</sup>

Trotsky insiste en disant que cette nationalisation ne peut se faire qu'avec le pouvoir ouvrier et les soviets : « *D'une manière générale, le contrôle ouvrier n'est concevable que lorsque le prolétariat dispose de forces politiques prépondérantes sur celles du capitalisme. [...] Pour nous, le mot d'ordre de contrôle ouvrier sur la production se réfère à la période de double pouvoir dans la production, qui correspond au passage du régime bourgeois au régime prolétaire. [...] Les brandléristes] se condamnent eux-mêmes en citant le fait d'avoir répété pendant plusieurs années un mot d'ordre qui n'est d'application qu'en période révolutionnaire.* »<sup>25</sup>

Trotsky peut dire ce qu'il veut, cela n'intéresse pas les camarades de la majorité et encore moins le camarade Germain. La première fois qu'ils avancèrent la stratégie de contrôle ouvrier fut en 1964 : « *La revendication de contrôle ouvrier est actuellement la revendication stratégique centrale des socialistes et du mouvement ouvrier en général.* »<sup>26</sup>

Au Congrès de 1965, bien avant que commence la vague de luttes massives du prolétariat européen, dont les plus grandes expressions furent celles de la France en mai 1968 et celles de l'Italie en 1969, il est dit : « *Le mot d'ordre de contrôle ouvrier apparaît comme le mot d'ordre central de cette étape de la lutte,*



sur lequel débouchent toutes les autres revendications transitoires. »<sup>27</sup>

Après Mai '68, Mandel assurait que : « La revendication de contrôle ouvrier est à l'ordre du jour. [...] L'expérience de Mai '68 en France montre une des principales raisons pour lesquelles la revendication de contrôle ouvrier occupe une place de première importance dans notre stratégie socialiste qui vise au renversement du capitalisme dans les pays industrialisés. »<sup>28</sup>

Dans le Document européen de la majorité, cette orientation du contrôle ouvrier est donnée comme essentielle dans deux occasions. Parmi les dix tâches centrales pour nos sections, il y a : « Intervenir systématiquement dans toute agitation ouvrière, dans toutes les grèves et campagnes revendicatives, en posant la problématique du Programme de Transition dans son ensemble, c'est-à-dire en défendant une série de revendications centrées essentiellement sur le mot d'ordre de contrôle ouvrier, une revendication qui a aujourd'hui un rôle capital, puisqu'elle conduit les travailleurs à remettre objectivement en question l'autorité du patronat et de l'Etat bourgeois et à créer des organismes de double pouvoir. »<sup>29</sup>

Et dans un autre point il insiste : « Assurer une propagande systématique dans le mouvement ouvrier organisé concernant les revendications transitoires et orienter la recomposition de celui-ci afin qu'elles soient défendues – surtout celle de contrôle ouvrier – par des secteurs du mouvement syndical et des organisations ouvrières traditionnelles en voie de radicalisation. »<sup>30</sup>

### **Le contrôle ouvrier et le problème du pouvoir**

Cette position consistant à extraire un mot d'ordre de notre programme (le contrôle ouvrier) pour le transformer en axe de toute notre politique est typique de la majorité. Elle l'a fait avec la guerre de guérillas et la lutte armée en Amérique latine. Mais dans le cas du contrôle ouvrier, c'est encore plus dangereux, car cette orientation peut, par sa propre logique, arriver à remplir le même rôle réformiste que le mot d'ordre de « socialisme » de la social-démocratie avant la guerre. Comme toute position erronée, elle va contre les expériences de la lutte de classes. Selon le même document, le problème du pouvoir va être posé parce que « la nature de l'époque confère non seulement un caractère politique objectif aux luttes de masses, mais implique également la nécessité impérieuse de poser la question du pouvoir politique. »<sup>31</sup>

Le même document reconnaît par ailleurs que le détonateur des explosions du mouvement de masses européennes peut être très divers : « les revendications économiques (années 1919-20 et 1925-26), une crise économique aiguë (1923), un brusque changement défavorable de la conjoncture économique (1960-61), la réaction contre un coup d'Etat d'extrême-droite (l'Espagne en 1936 et la Grèce en 1963), les espérances d'un changement politique fondamental (juin 1936 en France), les révoltes étudiantes (mai 1968), la crise monétaire, les guerres coloniales, la défense des droits acquis par le mouvement ouvrier (droit de grève, li-

berté syndicale...). Il serait vain d'établir d'avance la séquence possible ». <sup>32</sup>

Le camarade Germain et les autres camarades de la majorité nous disent qu'il peut y avoir plusieurs détonateurs pour la mobilisation des masses ; ils nous disent que « la nature de l'époque... implique la nécessité impérieuse de poser la question du pouvoir politique » ; et ces deux affirmations sont très correctes. Mais ensuite, ils nous disent que, face à toutes les situations, notre mot d'ordre central doit être celui du contrôle ouvrier. Cela est très dangereux et peut nous faire tomber dans le réformisme. D'abord parce que le contrôle ouvrier n'est pas un mot d'ordre de pouvoir, et ensuite parce que nous donnons des illusions aux masses en leur disant que, avec le contrôle ouvrier sous le régime bourgeois, nous pouvons résoudre toute cette gamme de problèmes (crises économiques, tournants violents à droite, guerre coloniale, etc.)

### **Peut-on construire le socialisme sans prendre le pouvoir ?**

En suivant la logique de cette façon de poser le contrôle ouvrier comme tâche centrale pour un temps indéfini, nous pouvons arriver à dire que l'on peut construire le socialisme sans prendre le pouvoir. Cela signifie que notre tâche centrale n'est plus l'éducation des travailleurs sur la nécessité de prendre le pouvoir, mais leur éducation sur l'exercice du contrôle ouvrier et la gestion socialiste au sein de l'Etat bourgeois. Le camarade Mandel s'approche dangereusement de cette conclusion : « Dans la vague de grèves qui traverse l'Europe depuis mai 1968, les sections et les militants

de la IVe Internationale ont poursuivi fondamentalement un triple objectif : 1) Populariser, étendre à l'échelle régionale, nationale et internationale les expériences les plus remarquables de la lutte ouvrière, tant par les revendications avancées que par les formes d'organisation et de combat adoptées ; 2) Propager, enraciner au sein des masses ouvrières la contestation de l'autorité patronale, la lutte pour le contrôle ouvrier. C'est à travers cette contestation que les travailleurs acquerront la conscience et la pratique nécessaires pour passer, dans les futures grèves et explosions révolutionnaires, à l'occupation des usines et à la socialisation de la production ; 3) Stimuler la création d'organismes de direction des grèves contrôlées par les masses de travailleurs, c'est-à-dire, des comités de grève démocratiquement élus qui rendent compte régulièrement en assemblée générale des grévistes. Si les travailleurs apprennent à gérer leurs propres grèves, ils apprendront ainsi d'autant plus vite à gérer demain leur propre Etat et leur propre économie. »<sup>33</sup>

Heureusement, nous ne connaissons pas de positions théoriques de la part d'autres camarades de la majorité coïncidant avec celle-ci du camarade Mandel. Mais la « stratégie » du contrôle ouvrier est là, et, en réalité, la seule tentative théorique de justification n'a été faite jusqu'à présent que par Mandel-Germain. Si nous suivons cette voie, le danger qui guette notre Internationale est clair : en commençant par la « stratégie » du contrôle ouvrier, nous finirons par l'abandon de la lutte pour le pouvoir.

### 5.8. Deux interprétations et deux politiques pour la grève générale de Mai '68 en France

L'erreur de la stratégie de l'entrisme sui generis a eu des conséquences tragiques, entre autres, en Bolivie en 1952-55 et en Argentine en 1955 ; et de la même façon, la stratégie pour dix ans du « contrôle ouvrier » se développe, avec tous ses terribles dangers, dans l'interprétation faite par le camarade Mandel de la grève générale de Mai '68 et dans l'orientation que, selon lui, il aurait fallu appliquer.

#### Trotsky et la grève générale

Il existe une phrase de Trotsky qui devrait être l'introduction de toute analyse d'une grève générale dans n'importe quel pays du monde, et plus particulièrement dans la France de 1968, car Trotsky y parle de la situation française à la veille de la grève générale de 1936 : « Par-dessus toutes les tâches et toutes les revendications partielles pour notre époque, il y a la question du pouvoir. »<sup>34</sup>

Cette affirmation catégorique et définitive de Trotsky se manifeste dans son analyse de la signification d'une grève générale : « L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment du succès partiel qu'elle peut obtenir, ou non, réside dans le fait qu'elle pose la question du pouvoir d'une manière révolutionnaire. [...] Quels que soient les mots d'ordre et les motifs pour lesquels la grève s'est déclenchée, si elle implique réellement les masses et si les masses sont profondément décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement à toutes les classes de la nation la

*question : qui sera le maître de la maison ? Les dirigeants du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, à moins de ne pas être des dirigeants, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela implique que les dirigeants appellent alors sans relâche le prolétariat à réaliser la tâche de la conquête révolutionnaire du pouvoir. »<sup>35</sup> Et il insiste : « La grève générale est par essence un fait politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois [...] et elle pose directement la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. »<sup>36</sup>*

#### Mandel et la grève générale de Mai '68 en France

Pour Mandel, ce que dit Trotsky ne doit pas être vrai. Il dit qu'en mai 1968, les ouvriers français « utilisèrent des formes de lutte beaucoup plus radicales qu'en 1936 ou 1944-46. »<sup>37</sup> Il n'éprouve toutefois aucune gêne à soutenir que, « s'ils avaient été éduqués pendant les années et les mois précédents dans l'esprit du contrôle ouvrier, ils auraient su quoi faire : élire un comité dans chaque établissement qui aurait commencé par ouvrir les livres de compte de l'entreprise, calculer eux-mêmes les coûts réels de fabrication et des fournitures de chaque entreprise, établir le droit de veto sur l'embauche et le licenciement et sur tous les changements dans l'organisation du travail, remplacer les contremaîtres et les superviseurs nommés par les patrons par des camarades élus par les travailleurs (ou par les membres de l'ensemble des équipes de travail en roulement). »<sup>38</sup>

Dans une situation unique, qui ne dure que quelques jours, dont, une fois

passée, on ne sait pas quand elle se répétera, quand ce qui est réellement posé c'est le problème du pouvoir, quand la seule chose à faire est de le poser et de dénoncer les organisations opportunistes de ne pas le faire, Mandel conseille « d'élire un comité dans chaque établissement qui [...] ouvre les livres de compte de l'entreprise, calcule les coûts réels de fabrication et des fournitures de chaque entreprise, etc. » Un trotskiste conséquent aurait dit le contraire : « Si les travailleurs avaient été éduqués pendant les années et les mois précédents dans l'esprit de la révolution socialiste, de l'impérieuse nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en tant que direction du peuple exploité, ils auraient su quoi faire : transformer la grève générale en une lutte pour le pouvoir. »

Heureusement, ni les camarades de la section française, ni la majorité qui dirige l'Internationale, ni le camarade Mandel lui-même n'ont appliqué cette orientation en mai 1968. Au contraire, leur politique face à cette mobilisation des masses fut essentiellement correcte. Ce n'est pas à nous d'expliquer cette contradiction entre la théorie défendue et la pratique réalisée. Nous voulons simplement faire ressortir les dangers que porte en elle-même l'application conséquente de cette théorie. Dans la plus grande grève générale réalisée par le prolétariat français au cours de ce siècle, quand la prise de l'Elysée était posée, la « stratégie » du contrôle ouvrier et la théorie qui l'accompagne veulent enfermer les trotskistes français dans la comptabilité des usines pour... « calculer leurs coûts de fabrication ! »

### 5.9. La stratégie pour l'Amérique latine du 9e Congrès mondial

Nous affirmons que le 9e Congrès a adopté pour l'Amérique latine une de ces fameuses « stratégies » à long terme du camarade Germain : la stratégie de la guérilla rurale sous le nom de « lutte armée ». Le camarade Germain affirme que ce n'est pas cela qui a été adopté. Au lieu de reconnaître l'erreur du camarade Maitan\* au 9e Congrès, Germain, en avocat de la défense, attaque Hansen\*, par une accusation gratuite de l'avoir mal interprété.

« Permettez-nous d'ajouter qu'une lecture objective, sans préjugés, du document du 9e Congrès rend possible la conclusion qu'il n'y est défendu en aucune manière "une stratégie de guerre de guérillas rurales" (encore moins une "stratégie de foyer de guérilla"), mais la stratégie de lutte armée, qui est une chose totalement différente. Pour tenter de donner l'impression opposée, le camarade Hansen\* s'est vu forcé d'extraire une seule phrase du document adopté par le 9e Congrès mondial et polémique contre celle-ci, au lieu d'analyser le document comme un tout et de polémiquer contre son orientation générale. »<sup>39</sup>

Cet argument, principalement celui d'« une seule phrase », cherche à nous confondre totalement, en donnant l'impression que le camarade Hansen\* a sorti la seule et unique phrase en faveur de la « guerre de guérillas rurales » et l'utilise, avec la minorité, pour mener une polémique fautive et tendancieuse. Le camarade Hansen\* cite bien cette phrase, car c'est elle qui résume le mieux la position de tout le document

de la majorité. Mais celui-ci a toute une série de phrases semblables ou ayant le même sens. Faisons la lecture « objective » que nous demande le camarade Mandel.

**Première phrase :** « Même dans le cas de pays où pourraient se produire d'abord de grandes mobilisations et des conflits urbains, la guerre civile prendra des formes variées de lutte armée, parmi lesquelles l'axe principal pour toute une période sera la guérilla rurale... »<sup>40</sup>

**Seconde phrase :** « Dans ce sens, la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement une 'guerre de guérillas' »<sup>41</sup> Cette phrase précise ce qui précède, c'est-à-dire qu'implicitement, la « guerre de guérillas » dont on parle est rurale, à moins que le rédacteur du document n'ait perdu, en même temps que le sens politique, le sens grammatical.

**Troisième phrase :** « La sélection stricte de cet axe central doit être complétée... »<sup>42</sup> C'est là une seconde phrase complémentaire de la première, où « axe central » équivaut à « axe principal », c'est-à-dire la « guérilla rurale ».

**Quatrième phrase :** « Dans la perspective d'une guerre civile prolongée et de la guerre de guérillas rurale comme son axe principal... »<sup>43</sup> C'est la phrase au début de la thèse 18 qui résume toute la thèse 17, et que Hansen\* a utilisée pour gagner du temps. Il y est répété le concept fondamental de tout le document : la guerre de guérillas rurale est l'axe central (ou principal).

**Cinquième phrase :** « Dans une situation de crise pré-révolutionnaire comme celle que l'Amérique latine traverse actuellement à l'échelle continentale, la

*guerre de guérillas peut stimuler de fait une dynamique révolutionnaire, même si au début la tentative paraît venir de l'extérieur ou être unilatérale (comme ce fut le cas du mouvement bolivien guérillero du Che).* »<sup>44</sup> C'est une phrase précisant celle que nous avons citée en quatrième lieu.

**Sixième phrase :** « De fait, dans la majorité des pays, la variante la plus probable est que, pour une période assez longue, les paysans auront à supporter le poids principal de la lutte et que, dans une mesure considérable, les cadres du mouvement seront fournis par la petite bourgeoisie révolutionnaire... »<sup>45</sup> C'est la phrase la plus importante – bien qu'elle ne parle pas directement de la guérilla rurale comme axe principal – puisqu'elle affirme que les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte et que les cadres seront fournis par la petite bourgeoisie révolutionnaire. Quel type de lutte est-ce alors ? Il s'agit sans aucun doute de la guérilla rurale, car il est impossible que le document propose la possibilité que les paysans, en tant que classe, descendent à la ville « pour une longue période » pour supporter le poids majeur de la lutte, dirigés par les étudiants (cadres de la petite bourgeoisie révolutionnaire).

**Septième phrase :** « Profiter de chaque occasion non seulement pour augmenter le nombre de noyaux de guérilleros ruraux, mais aussi pour promouvoir les formes de lutte armée particulièrement adaptées à certaines zones... »<sup>46</sup> Selon cette citation, ce qui est fondamental (« non seulement »), c'est la guérilla rurale, et ce qui est secondaire (« mais aussi »),

ce sont les autres formes de lutte. Mais inversons le raisonnement : pourquoi le texte ne dit-il pas (comme le fait Rouge pour le Chili) de « prendre avantage de chaque occasion, non seulement pour augmenter les milices ouvrières, payannes, de quartier, de zones, les comités de sous-officiers, de défense unitaire contre les bandes bourgeoises... » ? Il ne le dit pas, car ce n'est pas sa conception. Sa conception, c'est que l'axe central est la guerre de guérillas rurale, et les autres formes de lutte armée adaptées à d'autres zones sont secondaires et sont à promouvoir après avoir garanti le noyau guérillero rural.

**Huitième phrase :** le camarade Maitan\* fait la même interprétation que le camarade Hansen\*. « Si l'on prend en compte les conditions géographiques, les structures démographiques de la majorité de la population, ainsi que les considérations techniques et militaires sur lesquelles insiste le Che lui-même, il en résulte que la variante la plus probable sera celle de la guerre de guérillas rurale à l'échelle continentale. »<sup>47</sup> C'est ce que nous explique le camarade Maitan\*, auteur du document et rapporteur officiel du 9e Congrès, dans son article *Cuba, Military Reformism and Armed Struggle in Latin America*. Les camarades Germain et Knoeller<sup>j</sup> sont-ils d'accord avec cette interprétation faite par le camarade Maitan\* des positions de la majorité ? Elle est identique à la nôtre et diamétralement opposée à celle de Germain. Pourquoi le camarade Germain ne polémique-t-il pas avec le camarade

Maitan\* pour lui démontrer que ce n'est pas ce qu'il disait dans la résolution du 9e Congrès ? Pourquoi c'est nous qu'il dénonce pour avoir fait une fausse polémique ?

Les conclusions sont évidentes. La première est proverbiale : Il n'y a pas de plus aveugle que celui qui ne veut pas voir. La seconde est politique et catégorique : Il n'y a pas qu'une seule phrase, comme l'insinue Germain, mais de nombreuses phrases qui précisent la signification de tout le document adopté au 9e Congrès mondial. Et elles signifient que « l'axe principal », « pour toute une période », sera « la guérilla rurale ».

Cette tentative de fausser la discussion n'est pas la seule. Nous préciserons donc les divergences qui existent au cours du 9e Congrès.

#### **Première divergence : sur l'axe principal de notre activité**

Pour la majorité, « la guerre civile prendra des formes variées de lutte armée, parmi lesquelles l'axe principal pour toute une période sera la guerre de guérillas rurale » dans la perspective d'une guerre civile prolongée. Pour la minorité, cette stratégie est erronée, car « la tâche-clé de l'avant-garde latino-américaine, comme partout, reste la construction du parti marxiste révolutionnaire. Cette tâche a la priorité sur toutes les questions de tactique et de stratégie, dans le sens où celles-ci doivent s'orienter dans ce but, car c'est le maillon décisif du processus révolutionnaire. [...] La construction du parti révolutionnaire doit être considérée et présentée comme la tâche centrale, l'orientation principale, la préoccupation presque exclusive de l'avant garde. Et le

<sup>j</sup> Martine Knoeller est le pseudonyme de Gisela Scholtz, la première épouse de Mandel

*caractère explosif de la situation latino-américaine ne diminue en rien cette nécessité, mais l'intensifie.* »<sup>48</sup>

Un peu plus tard, la minorité insistait : « *Ce que l'Internationale doit faire, par tous les moyens possibles, c'est insister sur la tâche fondamentale de l'étape présente. C'est, en commençant par le commencement, réunir suffisamment de cadres pour entamer sérieusement la construction de partis léninistes de combat.* »<sup>49</sup>

Concrètement, la minorité considérait comme une erreur totale l'orientation vers la « guerre de guérillas rurale » qui nous éloignait d'une tâche apparemment beaucoup plus modeste, celle de gagner des cadres trotskistes et de commencer la construction de partis trotskistes intimement liés au mouvement de masses. Etant donné la faiblesse du mouvement trotskiste latino-américain, nous pensons que c'était la seule tâche immédiate et possible. L'autre était un suicide qui ne permettrait pas de gagner une insertion dans le mouvement de masses et détruirait la possibilité de construire le parti.

### **Deuxième divergence : sur les classes et les lieux qui vont se mobiliser dans la période après le Congrès.**

Pour la majorité, il ne faisait aucun doute que « *la variante la plus probable est que, pour une période assez longue, les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte* ». <sup>50</sup> Pour éviter des discussions ultérieures, la thèse continue en précisant le rôle du prolétariat et des masses urbaines : « *Cela signifie que le rôle de direction du prolétariat peut s'exercer sous diverses formes : soit par la*

*participation des travailleurs salariés (ouvriers industriels, mineurs ou travailleurs agricoles) à la tête des luttes révolutionnaires, ce qui sans doute n'arrivera que dans une minorité de pays latino-américains ; soit indirectement lorsque la direction de ces luttes est aux mains d'organisations, tendances ou cadres provenant du mouvement ouvrier ; soit dans le sens historique du terme, au moyen du programme et des théories qui découlent du marxisme. Dans tous les cas, l'achèvement de la révolution socialiste est inconcevable sans la mobilisation et la participation la plus large du prolétariat.* »<sup>51</sup>

Cela veut dire que, pour les années à venir, la classe ouvrière et les masses urbaines d'Amérique latine ne vont rien faire d'important dans l'immédiat, elles ne seront pas l'axe du processus révolutionnaire, à part dans une minorité de pays. Le rôle du prolétariat, absent du processus révolutionnaire en tant que classe, sera tenu « indirectement » par les « organisations, tendances ou cadres provenant du mouvement ouvrier », ou « au moyen du programme et des théories qui découlent du marxisme ». Ce n'est que la version la plus moderne de la théorie de Staline, tant critiquée par Trotsky, de la substitution des classes par les organisations et les programmes. Cette thèse est tellement anti-ouvrière, quant aux perspectives plus ou moins immédiates, qu'elle ne laisse même pas au prolétariat agricole un rôle d'une certaine valeur. Il faut reconnaître que le document est conséquent jusqu'au bout avec l'affirmation que, « pour une longue période, les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte ». En toute

logique, le prolétariat et les masses urbaines passent au second plan.

Pour la minorité, cette orientation sociale de l'activité était directement criminelle, puisque la lutte était en train de se déplacer vers les villes et la classe ouvrière. En voici une preuve déterminante : « *En ce qui concerne la stratégie de notre mouvement, les caractéristiques principales de l'avancée de la jeunesse dans un sens révolutionnaire sont : 1) sa manifestation dans les centres urbains ; 2) la participation de masses considérables ; 3) sa tendance à se lier aux travailleurs et aux autres secteurs des masses et à les pousser à l'action.* »<sup>52</sup>

### **Troisième divergence : sur la tâche immédiate et principale que doivent réaliser nos sections latino-américaines**

Pour la majorité : « *Voici pourquoi on ne peut pas concevoir la préparation technique comme un des aspects du travail révolutionnaire, mais comme l'aspect fondamental à l'échelle continentale, et un des aspects fondamentaux dans les pays où les conditions minima n'existent pas encore.* »<sup>53</sup> Cette préparation technique se combine avec l'« axe principal » de « la guerre de guérillas rurale » pour donner une conclusion pratique catégorique : « *un terme [il s'agit de la guerre de guérillas rurale] dont la signification primordiale est géographique et militaire et qui n'implique pas nécessairement une composition exclusivement (ni même prépondérante) paysanne des détachement de lutte* ». <sup>54</sup>

En clair : il faut préparer la guérilla dans le meilleur endroit, que nous ayons ou non des paysans qui nous

soutiennent dès le début. Tout comme la lutte des masses urbaine était d'abord exclue pour toute une étape, maintenant la nécessité du soutien paysan est devenue secondaire au début de la lutte. Maintenant, il suffit amplement d'avoir un noyau de combattants, sans aucun contact solide avec un secteur du mouvement de masses, pour commencer la guérilla rurale.

Pour la minorité, la tâche immédiate était d'élaborer un programme de transition pour pénétrer dans le mouvement de masses urbaines et pour travailler avec elles pour les mobiliser : « *Si le concept de guerre de guérillas rurale pour une période prolongée a été adopté comme axe principal du travail révolutionnaire, le problème de la mobilisation des masses urbaines est devenu alors sans intérêt, et avec lui la majeure partie du Programme de Transition.* »<sup>55</sup>

### **Quatrième divergence : sur les organismes du mouvement de masses dans lesquels nous devons intervenir**

Pour la majorité, conséquente jusqu'au bout avec son axe principal de guerre de guérillas rurale, les organisations traditionnelles du mouvement de masse, notamment ouvrières, étaient si peu dignes d'intérêt qu'elle ne les nommait même pas comme lieux obligatoires d'intervention. Par contre, elle donnait une orientation précise sur les organismes dans lesquels nous devions pénétrer à l'échelle continentale : « *Intégration dans le courant révolutionnaire historique, représenté par*

la révolution cubaine et l'OLAS\*,<sup>k</sup> ce qui implique, indépendamment des formes, de travailler comme partie intégrante de l'OLAS\*.<sup>56</sup>

Pour la minorité, logiquement, c'était une politique suicidaire : « L'impression qui se dégage de la résolution sur l'Amérique latine, c'est que, de la même manière qu'elle semble être une adaptation à l'orientation cubaine dans son niveau actuel de développement, l'injonction de travailler comme "partie intégrante" de l'OLAS\* apparaît comme une concession au niveau d'organisation que les Cubains ont atteint. »<sup>57</sup> En effet, notre entrisme dans l'OLAS\* ne pouvait s'expliquer autrement que par le fait d'avoir la même orientation que les Cubains à ce moment-là (guerre de guérillas sur une base géographique, militaire).

Dans la minorité, nous pensions que nous devions rester indépendants et laisser la porte ouverte à des actions communes ou à la constitution de fronts avec les Cubains.

Ces quatre divergences fondamentales étant retracées, les militants de notre mouvement doivent les confronter avec la réalité, afin de se prononcer sérieusement sur qui avait raison.

1. Aucune section n'a concrétisé la guérilla rurale, nous nous sommes tous consacrés à « réunir des cadres » pour construire le parti.

La majorité affirmait que « l'axe

principal pour toute une période est la guerre de guérillas rurale ». La minorité affirmait qu'il fallait « réunir suffisamment de cadres pour entamer sérieusement la construction du parti léniniste de combat ».

La réalité montre que nulle part nos sections n'ont concrétisé la guérilla rurale. La section bolivienne a essayé de le faire pendant des années sans y parvenir et a eu des résultats catastrophiques. De toutes les sections – même celles qui adoptèrent la résolution du 9e Congrès – aucune ne lança la lutte armée ; toutes se consacrèrent à réunir suffisamment de cadres. La seule exception fut le PRT\*-C, qui a rompu actuellement avec notre Internationale et dont l'expérience, comme nous l'avons vu, a confirmé les positions de la minorité.

2. La lutte a été menée par les travailleurs des villes, jamais par les paysans à la campagne.

La majorité soutenait que, « pour une longue période, les paysans auraient à supporter le poids majeur de la lutte ». La minorité soutenait que le poids de la lutte allait se manifester dans « les centres urbains » avec « une participation considérable des masses » et « la tendance des travailleurs à se lier aux autres secteurs des masses et à les pousser à l'action ».

La réalité montre que, au cours de ces quatre dernières années, il ne s'est produit aucune mobilisation paysanne importante. La seule exception fut le Chili, mais où de toute manière la mobilisation ouvrière et

urbaine était infiniment plus importante (comme le réaffirme l'article de Rouge, en montrant la nécessité de beaucoup plus d'organismes urbains que paysans).

3. Notre tâche centrale était la mobilisation des masses et non la « préparation technique ».

La majorité soutenait que la « préparation technique » était « l'aspect fondamental à l'échelle continentale ». La minorité affirmait que la tâche essentielle était de « mobiliser les masses urbaines en élaborant un programme de transition ».

La réalité de ces dernières années est là pour démontrer qui avait raison. Il reste à la majorité de nous expliquer pourquoi le seul groupe qui concrétisa son appel à la « préparation technique » a rompu avec l'Internationale.

4. Aucune section n'est entrée dans l'OLAS\* : nous nous sommes maintenus comme partis trotskistes indépendants.

La majorité affirmait qu'il fallait s'intégrer « au front révolutionnaire continental constitué par l'OLAS\* ». La minorité soutenait qu'il fallait rester indépendant et laisser la porte ouverte pour des fronts uniques avec les cubains.

La réalité montre que pas une seule section n'est entrée dans l'OLAS\*, entre autres, parce que la stratégie de l'OLAS\* de guerre de guérillas rurale échoua à tel point – à cause de la montée du mouvement de masses urbaines et ouvrières – que les Cubains ont de fait dissout l'organisation

qu'ils avaient construite pour centraliser la guérilla rurale.

Voilà les divergences, catégoriques ; et les faits, les durs faits de la réalité objective, également catégoriques. La seule chose qui manque, c'est une déclaration, non moins catégorique, de notre Internationale.

### 5.10. Nos réelles divergences concernant la lutte armée, à la lumière de quatre exemples.

Nous venons de voir comment les faits objectifs de la lutte de classes ont démolé la stratégie de guerre de guérillas rurale préconisée par les camarades de la majorité au 9e Congrès mondial. Cela provoqua un rapide virage tactique du camarade Germain, qui nie maintenant avoir soutenu une telle stratégie et soutient par contre qu'il s'agissait de la « stratégie de la lutte armée ». En quoi cette stratégie à long terme du camarade Germain se différencie-t-elle de celle qu'il a soutenu quatre ans auparavant ? La différence consiste à ne plus parler de la paysannerie, ni de la guérilla rurale, ni de l'entrée dans l'OLAS\*. En quoi reste-t-elle la même ? En ce qu'elle continue à soutenir que le parti doit prendre l'initiative de la lutte armée et doit avoir comme tâche fondamentale sa préparation technique.

Pour justifier théoriquement cette position, le camarade Germain recourt à quatre exemples historiques. Selon lui, ce que Trotsky proposait pour la Chine entre 1925 et 1927, et pour la lutte contre le fascisme, et ce que fit Hugo Blanco au Pérou, c'était la prise en main de l'initiative de la lutte armée par le parti, après s'être préparé techniquement. Et la

<sup>k</sup> L'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS\*) fut créée lors de la Conférence tricontinentale (janvier 1966) à Cuba, pour coordonner la stratégie de différents groupes anti-impérialistes, en suivant l'exemple de la révolution cubaine. Sa première Conférence eut lieu à La Havane en août 1967.

victoire de la révolution cubaine était un exemple de la justesse de cette orientation, qui peut se répéter à nouveau.

Nous allons démontrer que tout cela est faux et que le camarade Germain essaie d'adapter la réalité à ses théories, en faisant de fausses interprétations des positions de Trotsky, de l'expérience péruvienne et du cas de Cuba. Nous prendrons chacun de ces exemples dans l'ordre chronologique.

### **Trotsky à propos de la Chine.**

Pour comprendre quelque chose de la position trotskiste sur la Chine, il faut commencer par lire intégralement la citation que donne le camarade Germain : « *Les ouvriers et les paysans n'auraient pas suivi la bourgeoisie autchtone si nous ne les avons pas induits en erreur. Si la politique de l'Internationale Communiste avait été un peu plus juste, le résultat de la lutte du Parti Communiste pour conquérir les masses aurait été décidé d'avance : le prolétariat chinois aurait soutenu les communistes et la guerre paysanne aurait appuyé le prolétariat révolutionnaire. Si dès le début de la marche vers le Nord, nous avions commencé à créer les soviets dans les régions « libérées » (ce qui était l'aspiration instinctive et profonde des masses), nous aurions gagné la base nécessaire et l'élan révolutionnaire ; nous aurions concentré autour de nous les insurrections paysannes, créé notre armée et détruit celle de nos ennemis.* »<sup>58</sup>

Selon l'interprétation de Germain, Trotsky parlait d'un parti comptant seulement 10 à 15 mille membres et dont les deux tiers étaient dans les villes, perdu dans un pays de 450 millions d'habitants.

A propos de ce parti, Trotsky « *regrettait que ces quelques milliers de communistes, pas plus, ne commencèrent pas à organiser une armée paysanne dirigée par les communistes.* »<sup>59</sup> Ensuite, le camarade Germain insinue que, si Trotsky a fait cela, pourquoi ne pourrions-nous pas recommander à nos sections, qui sont aussi faibles que l'était le PC chinois d'alors, de se lancer aussi à construire l'armée ?

Ce n'est pas un hasard si le camarade Germain a supprimé la première phrase du paragraphe cité. Trotsky y dit que les ouvriers et les paysans chinois avaient suivi la bourgeoisie à cause d'une orientation erronée de l'Internationale. Cela signifie qu'il parle de problèmes politiques et non militaires.

Ce n'est pas un hasard non plus si le camarade Germain ne se préoccupe pas d'interpréter ce qui suit dans le paragraphe, bien qu'il le cite. Trotsky ne s'y réfère pas au PC chinois, mais à l'Internationale. Mais dans le cas où il aurait réellement recommandé la création d'une armée, Germain pense-t-il que nous puissions comparer l'Internationale communiste de 1927 à notre Internationale aujourd'hui ? Le Parti communiste chinois pouvait être plus fort ou plus faible que nos sections, mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que l'Internationale communiste était infiniment et qualitativement plus forte que la nôtre sous tous les points de vue, y compris militaires.

Mais passons au problème de contenu. La politique de Trotsky pour la Chine n'était pas celle de construire essentiellement une armée paysanne, comme le

pense Germain. Trotsky affirmait qu'il fallait une politique correcte, qui ne se réduisait pas à construire une armée, mais à obtenir l'indépendance politique du PC et de la classe ouvrière chinoise par rapport au Kuomintang et de lancer le mot d'ordre de la construction de soviets : « *L'orientation des soviets aurait dû consister à opposer les ouvriers et les paysans à la bourgeoisie du Kuomintang et à son agence constituée par son aile gauche. La formule des soviets en Chine signifiait en premier lieu qu'il fallait rompre le bloc honteux des « quatre classes » qui conduisait au suicide, et qu'il fallait séparer le Parti communiste du Kuomintang. Le centre de gravité ne se trouvait donc pas dans une forme aride d'organisation, mais dans une ligne de conduite de classes.* »<sup>60</sup>

Revenons maintenant à la citation de Germain. Pour lui, « *la conséquence la plus fatale de la politique du parti communiste chinois en 1925-27 [fut] son refus de stimuler, d'organiser, de coordonner et d'armer les soulèvements paysans et de les lier à la classe ouvrière urbaine dirigée par les communistes pour créer une puissante alliance.* »<sup>61</sup> Dans toute son interprétation, le mot « soviets » n'existe pas. Pour Trotsky, il y eut une orientation politique incorrecte. Quelle était la correcte ? Commencer à créer les soviets dès le début : « *Si [il s'agit bien d'une conjonction de subordination, n'est-ce pas camarade Germain ?] dès le début de la marche vers le Nord, nous avions commencé à créer les soviets, [...] nous aurions gagné la base nécessaire, [...] nous aurions concentré autour de nous les insurrections paysannes, créé notre*

*armée et détruit celle de nos ennemis.* »<sup>62</sup> Cela veut dire que, pour Trotsky, la seule façon de gagner la base nécessaire, de concentrer, autour des communistes, les insurrections paysannes et de créer l'armée, c'était de commencer par créer les soviets. Et l'orientation de créer des soviets est une orientation bien politique, « une ligne de conduite de classe », qui n'a rien à voir avec les fameuses « initiatives du parti pour la lutte armée » et « les préparations techniques » du camarade Germain.

### **Trotsky et la lutte contre le fascisme**

Passons maintenant au problème de la lutte contre le fascisme. Le camarade Germain transpose en Europe sa « stratégie » consistant à « se préparer techniquement » et à « prendre l'initiative de la lutte armée ». Comme la majeure partie de l'Europe n'a pas de régimes dictatoriaux contre lesquels lutter, il décide que l'objectif de nos « initiatives » doit être le « péril fasciste ». Et il affirme : « *C'est la capacité de nos camarades, là où ils ont gagné un minimum de forces, à prendre des initiatives d'affrontements ouverts avec les fascistes, que les organisations de masse ne prennent toujours pas encore.* »<sup>63</sup>

Pour justifier cette position, il fait de nouveau recours à une fausse interprétation de Trotsky. Dans la citation que donne Germain, comme dans le reste du document, il est clair comme de l'eau de roche que, ce que pense Trotsky, est exactement à l'opposé de ce que lui fait dire Germain. Pour arriver à cette interprétation, Germain « oublie » quelle est la question à laquelle Trotsky répond dans le paragraphe cité. A la question de

savoir si « le parti doit créer le groupe de défense "avec ses propres militants" », Trotsky répond : « *Les mots d'ordre doivent être lancés dans les quartiers où nous avons des sympathisants et des ouvriers qui nous défendent. Mais un parti ne peut pas créer un organisme de défense indépendant. La tâche est de créer un tel corps dans les syndicats.* »<sup>64</sup> Ensuite, le camarade Germain « oublie » la phrase finale, car elle précise encore que la défense contre le fascisme est liée à notre activité syndicale : « A Minneapolis, où nous avons des camarades très capables et très expérimentés, nous pouvons commencer et orienter tout le pays. »<sup>65</sup>

Finalement, Germain « oublie » le reste de l'article, en particulier la réponse de Trotsky à la question sur comment lancer dans la pratique les groupes de défense contre le fascisme. Pour Trotsky, « *c'est très simple. Avez-vous un piquet de grève ? Quand la grève se termine, nous disons que nous devons défendre notre syndicat en faisant un piquet permanent.* »<sup>66</sup> En résumé, toute la position de Trotsky se synthétise ainsi : « *Nous pouvons vaincre de la même manière, mais nous devons avoir un petit corps armé avec le soutien du grand corps des ouvriers.* »<sup>67</sup>

Il est évident que, pour Trotsky, ce qui est fondamental, c'est de toujours avoir le soutien de la population, de la classe ouvrière, dès le début. Il faut intervenir « dans les quartiers de sympathisants » ou « avec des ouvriers qui nous soutiennent et peuvent nous défendre » ou « à Minneapolis [le principal centre de travail syndical du parti], pour faire des piquets « dans nos syndicats » et ne jamais

créer « une organisation de défense indépendante ».

Tout cela n'a rien à voir avec ce qu'affirme Germain, c'est le contraire. Pour lui, le parti doit créer un organisme de défense indépendant (la tâche fondamentale de « préparation technique »), qui doit intervenir même sans le soutien des ouvriers (« prendre l'initiative ») dans l'affrontement avec le fascisme. Le camarade Germain a tout à fait le droit de défendre sa tactique décennale de « lutte armée » transposée à l'Europe, mais il n'a pas le droit de falsifier Trotsky pour se justifier.

### **La révolution cubaine**

Il n'a pas non plus le droit de falsifier les faits concernant la révolution cubaine, comme il le fait dans le troisième exemple que nous allons voir. Le camarade Germain tente de démolir l'argumentation du camarade Camejo, qui soutient correctement que l'exemple de Cuba est pratiquement impossible à répéter.

Une des affirmations du camarade Camejo est que le mouvement révolutionnaire à Cuba a compté avec la « semi-neutralité » de l'impérialisme américain. Germain répond que « *la formule de "semi-neutralité" de l'impérialisme des Etats-Unis est simplement grotesque. Washington armait et finançait Batista jusqu'à la veille exacte de sa chute.* »<sup>68</sup> Comme d'habitude, pas un mot de ce que dit Germain n'est exact. Dans *Quatrième Internationale* n°31, de juillet 1967, notre propre Internationale publia la position suivante de Livio Maitan\* : « *Malgré les liaisons étroites avec le régime de Batista, l'impérialisme nord-américain n'a pas eu,*

*dans les années 1956-59, une attitude d'hostilité agressive par rapport au mouvement de Castro, au point de lui enlever toute marge de manœuvre politique, y compris dans les milieux capitalistes des Etats-Unis.* »<sup>69</sup>

Pour ne pas faire une discussion sémantique entre « semi-neutralité » et « ne pas avoir de politique d'hostilité agressive », nous passerons aux faits. Germain dit que « Washington armait et finançait Batista jusqu'à la veille exacte de sa chute ». Nous, nous disons que Washington a établi un embargo sur tous ses envois d'armes à Batista le 14 mars 1958. De plus, nous disons que l'Eglise catholique, les plus grands représentants des entreprises étasuniennes, les diplomates américains à Cuba (sauf l'ambassadeur) et les organisations de façade de la franc-maçonnerie américaine, comme le Rotary-Club et le Lyons-Club, étaient tous du côté de Fidel Castro. Un agent de la CIA déclarait : « *La nuit suivante, un groupe représentatif de citoyens de Santiago me fit l'honneur de m'inviter à un banquet au Country-Club. Avec Pepin Bosh y assistaient : Manuel Urrutia qui était encore juge ; Daniel Bacardi, président de la Chambre de commerce ; le recteur de l'Université d'Oriente ; le révérend Père Chabebe, chef du Mouvement de la Jeunesse catholique ; Fernando Ojeda, un exportateur de café très connu ; les présidents du Rotary-Club et du Lyons-Club, de l'Association médicale, du Collège des avocats, des instituteurs civiques et d'autres groupes. [...] La table était en forme d'ellipse. A une extrémité, il y avait une chaise vide face au couvert mis, et*

*un badge, mis soigneusement pour être bien vu, disait "réserve". Celui qui offrait le banquet, Fernando Ojeda, se leva et se dirigea vers moi. Un de nos compatriotes – dit-il – avait l'intention d'assister à ce dîner en son honneur, mais il s'est excusé de ne pouvoir le faire. Nous le comprenons et acceptons ses excuses, car il est occupé par une mission importante pour Cuba. Son nom est Fidel Castro. Je demandais au Père Chabebe s'il considérait Fidel Castro comme un communiste, et il répondit fermement par la négative. Castro a demandé des aumôniers pour son armée rebelle – me dit le Père Chabebe –. Le premier aumônier, le Père Guillermo Sardiñas, est arrivé au quartier général de Castro jeudi dernier, et le même jour, j'ai envoyé quarante muchachos rejoindre Castro dans les montagnes. La semaine passée, j'ai envoyé là-bas une grosse de médailles bénites.* »<sup>70</sup>

Ce livre est une définition en lui-même, puisqu'il a été écrit par un agent bien connu de la CIA et du Département d'Etat étasunien, et qu'il est totalement en faveur de Fidel Castro. Nous ne devons donc pas nous étonner de ce que dit encore Dubois : « *Le Père Sardiñas avait laissé sa paroisse de Nueva Gerona, dans l'île de Pinos, à charge d'un assistant et avait obtenu la permission du palais de l'Archevêché de La Havane pour rejoindre les forces rebelles. Cela contrastait avec l'armée de Batista qui n'avait pas d'aumôniers.* »<sup>71</sup>

Cela ne veut pas dire que l'impérialisme et l'Eglise luttèrent contre Batista. L'impérialisme américain joua un double jeu : les ambassadeurs étaient avec Batista, les consuls et les hauts

fctionnaires avec Castro. Un embargo fut établi sur les armes destinées à Batista, mais le dernier paquet de missiles négocié avant l'embargo fut livré. Tout indique une politique ambivalente ou de « semi-neutralité ».

Les relations entre le mouvement castriste et le Département d'Etat existèrent et furent courantes. L'impérialisme étasunien reconnut Castro et son mouvement bien avant que ne tombe Batista. Le 26 août 1958, le Front Civil Révolutionnaire, en accord avec Castro, envoyait une lettre de « solidarité » à Eisenhower, avec des « félicitations » pour ses derniers discours. Il lui demandait, au nom de cette solidarité, que soient retirées les missions militaires de Cuba. Le 13 octobre, le Département d'Etat répondit d'une manière très cordiale dans une note, refusant cependant d'accepter la demande. C'était une reconnaissance de fait.

Pour terminer, nous écouterons un témoin qui connaît bien mieux la révolution cubaine que le camarade Germain, le Che Guevara. Dans ses lettres personnelles à Ernesto Sabato (un écrivain argentin de renom), Guevara reconnaît que Sabato a raison quand il dit que le mouvement castriste est soutenu par l'oligarchie – les secteurs les plus réactionnaires – de l'Argentine. Il ajoute même : « *Il n'est jamais venu à l'esprit des Nord-américains que ce que Fidel Castro et notre mouvement disaient d'une manière si ingénue et si brutale était réellement ce que nous pensions faire. Nous étions pour eux la grande escroquerie de cette moitié de siècle ; nous disions la vérité apparemment déformée. Eisenhower dit que nous*

*avons trahi nos principes ; c'est en partie vrai, nous avons trahi l'image qu'ils se faisaient de nous, comme dans le conte du petit berger menteur, mais à l'envers, et on ne nous a pas cru non plus.* »<sup>72</sup>

Et anticipant sur les objections des Germain qui allaient qualifier de « grotesque » le soutien à Fidel Castro de la part de tout un secteur de l'impérialisme étasunien (le secteur lié aux Jésuites et à une partie de la franc-maçonnerie) et de toute l'oligarchie latino-américaine, le Che expliquait les motifs de ce soutien, en définissant Castro et son mouvement ainsi : « *En définitive, Castro était candidat comme député pour un parti bourgeois, aussi bourgeois et respectable que peut l'être le Parti radical en Argentine, et suivait les traces d'un leader disparu, Eduardo Chibas, qui avait des caractéristiques que nous pourrions comparer à celles d'Yrigoyen lui-même.* »<sup>73</sup> Reste à ajouter à cette citation la précision qu'Yrigoyen fut l'enfant chéri de l'impérialisme anglais (qui dominait l'Argentine, comme l'impérialisme étasunien dominait Cuba).

(Quant à nous, nous affirmons que l'expérience de la révolution cubaine n'a rien à voir avec celle d'une poignée de militants préparés techniquement et prenant l'initiative de la lutte armée. Bien avant de commencer la lutte, les Cubains avaient acquis une grande influence de masse, précisément à travers le parti qu'avait dirigé Chibas. Que ce fut un parti bourgeois n'est pas la question, car il s'agit de savoir s'ils ont gagné le soutien des masses avant ou après avoir commencé la lutte armée. Mais cela est déjà le thème d'une autre discussion.)

Ce qui est clair, c'est que, même si la révolution cubaine avait été le fruit de l'initiative d'une poignée de révolutionnaires dans la lutte armée, les conditions qu'elle a connues furent absolument exceptionnelles et pratiquement impossibles d'être répétées. Que Germain nous dise si un mouvement guérillero postérieur à celui de Castro a compté avec la tolérance de l'impérialisme et le soutien des exploiters latino-américains. Qu'il nous dise si tous ne se sont pas terminés par un désastre total, parce qu'ils se heurtèrent dès le début à l'opposition de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales, et ne comptèrent sur aucune sorte d'appui massif, ayant pris, précisément, dans leurs propres mains, isolés des masses, l'initiative de la lutte armée. A moins que le camarade Germain n'ait obtenu des garanties de semi-neutralité de la part de l'impérialisme et de soutien de la part des oligarchies latino-américaines, sa stratégie à long terme de lutte armée entraînera les sections de notre Internationale qui l'appliquent à des désastres analogues à ceux des guérillas castristes sur notre continent.

### **Hugo Blanco au Pérou**

Nous terminerons très brièvement par le quatrième exemple du camarade Germain, l'intervention de Hugo Blanco au Pérou. Nous n'avons rien à ajouter à ce que dit le camarade Hansen\* dans son dernier document. Nous pouvons seulement dire que cette fausse interprétation des faits par le camarade Germain est totalement consciente. Le camarade Germain a-t-il oublié que tout ce qu'a fait le camarade Hugo Blanco, c'était avec

les syndicats paysans, et non avec une « armée révolutionnaire » créée par le parti de sa propre initiative ? A-t-il oublié que la lutte armée est apparue comme une nécessité pour le mouvement paysan (syndicalement organisé par Hugo Blanco) de se défendre contre la répression déchaînée par le régime face à l'occupation massive des terres ? Quel est le rapport entre cette lutte armée, fruit d'un moment de la lutte de classes au Pérou, et la stratégie de lutte armée de la majorité pour toute l'Amérique latine et pour chaque moment de la lutte de classes ? Le camarade Germain oublie-t-il que cette lutte armée est apparue comme une nécessité du mouvement de masses et non comme une initiative d'un parti ou d'une avant-garde ?

Les quatre exemples du camarade Germain, interprétés comme il se doit, éclairent avec netteté toute cette discussion. Il ne s'agit pas ici, bien que le camarade Germain insiste, de se définir pour ou contre la lutte armée. Il s'agit du fait que la majorité prétend décréter que la lutte armée, ou sa préparation, est notre tâche centrale pour toute une longue étape de la lutte de classes ; il s'agit du fait que la majorité prétend que cette lutte armée doit être une initiative prise par le parti. Pour la minorité, la lutte armée est une tâche parmi d'autres pour le mouvement de masses, qui ne peut être menée que lorsque le mouvement de masses y sera disposé et quand la lutte de classes l'imposera, et qui ne réussira que si elle est faite à partir des organismes du mouvement de masses. En définitive, il s'agit du fait que la minorité



refuse de prendre la lutte armée comme une stratégie en soi pour toute une étape de la lutte de classes, mais elle est disposée – pour cette tâche comme pour toute autre – à se mettre à la tête des masses quand leur propre lutte les amènera à la nécessité de la mener. La meilleure preuve en est que le camarade Hugo Blanco – le dirigeant de masses le plus important du trotskisme de ces

vingt dernières années (au moins), qui a eu entre ses mains la responsabilité de prendre les armes quand la situation de la lutte de classes l'exigeait, et qui a su assumer cette responsabilité – n'appartient pas à la majorité, mais aux rangs et à la direction de notre Tendance léniniste trotskiste.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Voir la FLT\*.

## 6. Parti mandéliste ou parti léniniste ?

### 6.1. La nouvelle nature de nos partis

Nous croyons que les différences que nous avons avec la majorité sur tous les terrains – théorique, programmatique, stratégique et tactique – ont une origine fondamentale, la différence que nous avons concernant la méthode de construction de nos sections. Les camarades de la majorité, et Mandel et Germain en particulier, avec leurs travaux théoriques, soulèvent un certain nombre de définitions et de tâches, qui ont comme intention de changer les normes léninistes de la construction du parti. Pour eux, le secteur clé sur lequel nous devons concentrer notre propagande et agitation, qui définit les éléments clés de notre politique, c'est « l'avant-garde de masses », qui existe dans le monde entier. Ces affirmations sont devenues un véritable principe.

« La tâche centrale pour les marxistes révolutionnaires dans l'étape ouverte en 1967-68 est celle de gagner l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde de masses, afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes que ceux de l'étape précédente ; ainsi que celle de passer du stade de groupes révolutionnaires de propagande au stade d'organisations

politiques révolutionnaires en train de s'implanter dans le prolétariat. [...] L'option prioritaire pour conquérir l'hégémonie politique au sein de la nouvelle avant-garde de masse... »<sup>1</sup>

Pour assurer le succès de notre stratégie, celle de gagner l'hégémonie dans l'avant-garde, nous devrions employer deux tactiques :

1. Réaliser des campagnes politiques dont les axes sont définis par les préoccupations de l'avant-garde, à la seule condition que ces préoccupations ne s'opposent pas à la lutte des masses : « L'organisation de campagnes politiques nationales, soigneusement choisies, en accord avec les préoccupations (besoins) de l'avant-garde, sans aller dans la direction opposée aux luttes des masses, et démontrant une capacité d'initiative efficace, quoique modeste, de la part de nos sections. »<sup>2</sup>
2. Nous concentrer autant que possible pour faire connaître les actions « exemplaires » de l'avant-garde : « Centraliser les forces à l'échelle régionale et nationale dans le but de briser le mur du silence et de l'indifférence qui entoure certaines luttes syndicales

*exemplaires et "sauvages", et de commencer des actions de solidarité.* »<sup>3</sup>

Une fois que nous aurions gagné cette avant-garde de masses, nous l'utiliserions pour deux tâches : la première, aider les travailleurs avancés des syndicats pour lutter contre la bureaucratie ; la deuxième, faire de la propagande et de l'agitation parmi ces ouvriers sur la nécessité de s'organiser dans des comités d'usine et des organismes de double pouvoir, pour être préparés à accueillir toute future vague de luttes généralisées de masses : « *L'orientation fondamentale des trotskistes européens doit être l'implantation dans la classe ouvrière, en utilisant le poids de l'avant-garde de masse pour modifier le rapport de force entre la bureaucratie et les travailleurs avancés des syndicats, des usines, des bureaux et dans la rue, ainsi que la concentration de leur propagande et, si possible, de leur agitation, dans la préparation de ces ouvriers avancés pour l'apparition des comités d'usine, des organismes de double pouvoir, à la hauteur de la prochaine vague de luttes généralisées de masses, de grèves de masses et de grèves avec occupation d'usines.* »<sup>4</sup>

Pour compléter ce schéma, Mandel élève cette conception, qui semblait d'abord être spécifique à l'étape actuelle, au terrain général. Il ne s'agit déjà plus de la fonction de nos partis à ce stade et pour une région, mais de sa nature pour tout le monde et pour toute l'histoire : « *Maintenant, au lieu de dire que le but du parti est celui de perfectionner la conscience politique de la classe des ouvriers, la formule devient plus précise : la fonction de l'avant-garde*

*révolutionnaire consiste à développer la conscience révolutionnaire dans l'avant-garde de la classe travailleuse.* »<sup>5</sup> « *Selon la conception léniniste de l'organisation, il n'y a pas d'avant-garde autoproclamée. Au contraire, l'avant-garde doit gagner sa reconnaissance comme telle (c'est-à-dire le droit historique d'agir comme avant-garde) à travers ses tentatives d'établir un contact avec la partie avancée de sa classe et avec le vrai combat de celle-ci.* »<sup>6</sup> Notons que dans ces deux dernières citations, Mandel utilise le terme « avant-garde » comme équivalent de « parti » et de « la partie la plus avancée de la classe ouvrière ».

Pour les bolcheviks, les choses sont différentes : le parti révolutionnaire doit gagner l'hégémonie *politique* dans la *classe ouvrière* et le *mouvement de masses*. Ce résultat s'obtient en travaillant sur eux, avec une politique que l'on propose pour qu'eux-mêmes l'assument. Ce n'est que quand cela arrive, que la bureaucratie peut être vaincue. Et ce n'est que de cette façon que le parti gagne son droit historique à être considéré comme le parti révolutionnaire, *l'avant-garde de la classe ouvrière* dans la lutte contre le capitalisme.

### **Qu'est-ce que l'avant-garde ?**

Etant donné tout ce contexte, il est évident qu'il faut partir d'une définition précise de l'avant-garde, son rôle et ses rapports avec le parti révolutionnaire. Dans le travail cité plus haut,<sup>7</sup> Mandel prit les devants par rapport aux conclusions du Document européen et s'efforça de donner une interprétation théorique concernant le nouveau rôle du parti bolchevik et de l'avant-garde.

Par un schéma qui résume toute sa conception, il signale qu'il y a trois éléments fondamentaux dans la formation de la conscience de classe : les masses, qui avancent de l'action à l'expérience, et de là à la conscience ; les ouvriers avancés, qui avancent de l'expérience à la conscience, et de la conscience à l'action ; et le noyau révolutionnaire, qui avance de la conscience à l'action, et de là à l'expérience.

**masses :**

action -->expérience -->**conscience**

**ouvriers avancés. :**

expérience -->**conscience** -->action

**noyau révolutionnaire**

**conscience** -->action -->expérience

Ensuite, Mandel dit qu'en inversant ce schéma, on obtient « l'image suivante » ( ? ) dont on peut tirer des « conclusions pratiques » ( ? ). Voici cette image révélatrice :

**masses :**

**action** -->expérience -->conscience

**noyau révolutionnaire**

conscience -->**action** -->expérience

**ouvriers avancés. :**

expérience -->conscience -->**action**

Voyons d'abord la question des trois secteurs : les masses, les ouvriers avancés (l'avant-garde) et le parti.

Dans le marxisme pratiqué par Marx, il y a des structures (les classes) et des superstructures (les idéologies et les institutions). Les masses se trouvent dans la structure et le parti révolutionnaire dans la superstructure. La classe ouvrière, les

masses et la société dans son ensemble ont des superstructures qui sont de deux types : objectives et subjectives. Les objectives sont les institutions, les subjectives sont les idéologies ou consciences. Un syndicat, un journal ouvrier, un parti, un soviét, une publication nationaliste sont des superstructures institutionnelles, objectives, de la classe ou du mouvement de masse. Les partis socialistes et communistes également. La conscience syndicaliste et la conscience réformiste font partie de la superstructure idéologique, subjective, de la classe ouvrière ; comme elles sont des idéologies bourgeoises, elles sont des « fausses consciences » ouvrières. L'idéologie trotskiste est la « conscience vraie » de la classe ouvrière et elle fait partie de la superstructure idéologique ou subjective ; le parti trotskiste est la forme objective de cette idéologie et fait donc partie de la superstructure institutionnelle de la classe ouvrière.

Toutes ces institutions et idéologies se combattent mutuellement avec acharnement dans la lutte pour gagner la classe ouvrière et le mouvement de masses. Tout cela, c'est clair. Bref, nous voyons qu'il y a deux segments essentiels : la structure et la superstructure ; en d'autres mots, d'une part les classes et d'autre part les institutions et les idéologies. Mandel, qui en compte trois, part d'un fait indiscutable, qu'il existe une ample avant-garde. Mais avec notre schéma, nous ne savons pas où la situer ; ce n'est ni une classe ni une institution. Faut-il donc réviser le marxisme ? Y a-t-il une troisième catégorie ? Où alors, l'avant-garde se trouve-t-elle dans la

structure, avec la classe ouvrière et le mouvement de masses ? Où se trouve-t-elle dans la superstructure avec le parti ?

Tout le travail théorique de Mandel se débat dans ce problème insoluble. Conscient qu'il doit donner une définition qui justifie pleinement la découverte de cette troisième catégorie, il dit que « la catégorie "d'ouvrier avancé" a son origine dans la stratification objective inévitable de la classe. C'est le résultat de son origine historique différente, ainsi que de la position différente dans le processus social de production et de sa conscience de classe différente. »<sup>8</sup>

Mais cette définition de « l'ouvrier avancé » ne résout pas le problème. Si l'élément décisif est la « stratification objective » au sein de la classe, l'avant-garde en fait partie, elle est comprise dans la structure. Et si elle se définit par sa « position différente dans le processus social de production », cela veut dire que, faisant toujours partie de la structure, c'est une classe distincte. Finalement, si elle se définit par sa « conscience de classe différente », elle fait partie, comme les autres consciences, de la superstructure.

Cette contradiction s'aiguise quand le camarade Mandel nous décrit l'ouvrier avancé (l'avant-garde). Il s'avère que cette nouvelle catégorie a une « essence » vraiment surprenante. « [C'est] cette partie de la classe ouvrière qui, actuellement, se trouve investie à un niveau plus élevé que les simples luttes sporadiques, et qui a atteint déjà un premier niveau d'organisation ; [...] et ce qui la distingue des masses, c'est le fait que, même dans une période de calme, elle n'abandonne

*pas le terrain de la lutte de classes, mais continue le combat pour ainsi dire "par d'autres moyens". Elle tente de consolider les poches de résistance qui se sont formées pendant la lutte, afin de les rendre permanentes, c'est-à-dire dans des syndicats. En publiant des journaux ouvriers et en organisant des groupes de travail pour cela, elle tend à cristalliser et à élever la conscience de classe apparue pendant la lutte. Par conséquent, elle contribue à la formation du facteur continuité, en s'opposant au spontanéisme qui caractérise le mouvement de masses. »<sup>9</sup>*

Quel rapport y a-t-il entre cela et les « origines historiques distinctes », les « différentes positions dans le processus social de production » et la « stratification de la classe » ? Un militant syndical des mineurs anglais remplit une partie des conditions qui lui sont demandées par Mandel, pour être considéré comme un « ouvrier avancé » : « il a atteint le premier niveau d'organisation » ; il « n'abandonne pas le terrain de "la lutte de classes" dans les "périodes de calme" » ; il « publie des journaux » ; il « tend à cristalliser et à élever la conscience » ; il « s'oppose au spontanéisme » et il « contribue au "facteur continuité". » Mais il ne remplit pas les autres conditions : il n'a pas une « origine historique distincte » des mineurs anglais, ne se trouve dans aucune « stratification de classe » et n'occupe pas une « position différente dans le processus de production ».

A l'inverse, les techniciens prolétariés de l'industrie automobile nord-américaine, qui, eux, remplissent ces trois dernières conditions – ils ont une origine

historique distincte de celle de la classe ouvrière étasunienne, ils occupent une place distincte dans le processus de production sociale et ils sont particulièrement stratifiés dans la classe ouvrière – ne satisfont pas les autres conditions, du moins pas, par exemple, à Detroit, où les ouvriers noirs, qui ont déclenché pratiquement une insurrection il y a quelques années, furent sans aucun doute l'avant-garde. Tout comme le sont actuellement les ouvriers immigrés de Renault en France.

Mandel ne peut s'extirper de cette contradiction. Il mélange le quantitatif et le qualitatif de manière inexplicable. Si la définition est quantitative, l'avant-garde est composée des ouvriers les plus « conscients », les plus « combattifs », les plus « intelligents » de la classe ouvrière. Ils font partie d'une structure (la classe ouvrière) où ils se différencient du reste de leurs camarades, en étant « plus » dans un sens quelconque. Si la définition est qualitative – c'est-à-dire ceux qui « continuent le combat », « publient des journaux », « ont atteint un premier niveau d'organisation » –, alors l'avant-garde se situe dans la superstructure. La contradiction est irréductible et l'on ne peut pas en sortir, même en voulant formuler une définition différente ; ce qui confirme que, conformément au marxisme, il y a seulement deux catégories et non trois.

Mais comment définir alors l'avant-garde ? Si nous désirions la définir à l'aide de la logique dialectique, nous dirions que *l'avant-garde est un phénomène* et non un être. Contrairement aux classes et aux superstructures, elle n'a

pas une existence permanente pendant toute une époque. Les secteurs qui se trouvent au premier plan au sein de ces luttes sont l'avant-garde. C'est un terme relatif. Le mot même d'« avant-garde » indique qu'il existe une arrière-garde. En un sens général, le parti est l'avant-garde du mouvement ouvrier, et celui-ci est à son tour l'avant-garde de toute la société.

Prenons quelques exemples concrets. En France en 1936, le mouvement ouvrier fut l'avant-garde, mais en mai 68, ce fut le mouvement étudiant. En Argentine, de 1955 à 1966, l'avant-garde fut constituée par les ouvriers de la métallurgie, en 1968, ce furent les étudiants, à partir de 1969, les ouvriers de l'industrie automobile. Au Pérou, sous la direction de Hugo Blanco<sup>a</sup>, les paysans furent l'avant-garde, alors que sous la présidence de Velasco Alvarado\*, les enseignants étaient l'avant-garde.

Ce n'est pas un hasard si – en contradiction, d'une certaine façon, avec ses propres définitions – Germain ne parle que de l'avant-garde ouvrière. En effet, il est évident ici que l'avant-garde ne se définit pas par des « stratifications », des niveaux de conscience ou d'organisation, mais par le rôle qu'elle joue dans telle ou telle lutte. La nature de « phénomène » peut d'ailleurs se manifester au sein d'une même lutte : lors du *cordobazo*<sup>\*</sup>, par exemple, l'avant-garde fut constituée par les étudiants, mais ils furent ensuite remplacés par le mouvement ouvrier et le syndicat de l'industrie automobile. Dans les luttes du prolétariat français après la révolution russe, il

<sup>a</sup> Voir le chap 5.10.

y avait une avant-garde comme Thorez ou Marty<sup>b</sup> qui, en 1936, est devenue l'arrière-garde. On pourrait dire que chaque montée ou lutte a son avant-garde : celle des *Industrial Workers of the World* (IWW) ou du PS nord-américain ainsi que celle qui a dirigé les luttes de la CIO – d'où sont issus respectivement Cannon\* et Farrel Dobbs – ; l'avant-garde étudiante de 68 déjà mentionnée – dont sont issus Krivine\*, Dutschke et Cohn Bendit – ; ou celle des nationalités opprimées – d'où s'est détaché un Malcom X.<sup>c</sup>

Bref, on peut dire que l'avant-garde est propre à chaque lutte ; que différents groupes peuvent se succéder dans ce rôle lors d'une même lutte ; qu'un secteur qui aujourd'hui est l'avant-garde

<sup>b</sup> Maurice Thorez et André Marty étaient des dirigeants du Parti communiste français pendant et après la guerre. Antimilitariste et anticolonialiste en 1920, Thorez soutenait le gouvernement de Front populaire de Léon Blum en 1936 et il est entré au gouvernement de De Gaulle en 1945..

<sup>c</sup> Le *Congress of Industrial Organizations* (CIO), des syndicats de l'industrie, aux Etats-Unis, fut fondé en 1935 et unifié avec la *American Federation of Labor* (AFL) pour former le AFL-CIO en 1955.

Farrell Dobbs a dirigé la grande grève générale de Minneapolis de 1934. Il est entré au SWP\* en 1939. Daniel Cohn Bendit était un militant anarchiste allemand, étudiant en sociologie à Paris en mai 1968. Il est actuellement co-président du groupe des Verts au Parlement européen.

Alfred Willi Rudi Dutschke était le porte-parole du Mouvement étudiant allemand né d'une opposition à la Grande coalition (CDU/DSU/SPD) au gouvernement depuis 1966. Il a rejoint le mouvement des Verts en 1970.

Malcolm X était un militant pour l'émancipation des Noirs aux Etats-Unis. Il qualifia la grande Marche sur Washington de Martin Luther King (« *I have a dream!* ») comme « une affaire de blancs ».

peut non seulement ne plus l'être de main, mais peut se transformer en arrière-garde. Le destin des avant-gardes est d'être absorbées par la classe ou d'être assimilées par la superstructure.

Par exemple, quand une de ces avant-gardes donne une permanence à son activité, en créant une idéologie et en construisant une organisation, elle devient une partie de la superstructure. Parfois les avant-gardes sont absorbées par les organisations ou les partis de masses existants. Thorez est devenu stalinien et Reuther est devenu bureaucrate (comme Lechin\* en Bolivie ou Vador<sup>d</sup> en Argentine) ; Cohn Bendit se consacre au cinéma et Krivine\* à la construction du parti trotskiste en France. D'autres grands secteurs de l'avant-garde, en abandonnant la lutte, se confondent de nouveau avec leur classe et restent donc dans la structure.

Le schéma de Germain, qui essaye d'enfermer l'avant-garde dans une « catégorie » plutôt que de la définir, fait qu'elle échappe à notre compréhension. En ignorant les aspects développés de façon inégale qui se combinent pour donner lieu à ce phénomène, il révisé complètement le matérialisme historique. Mais ce n'est pas le seul inconvénient de son invention.

<sup>d</sup> Vador était un dirigeant syndical des métallos en Argentine, qui gagna beaucoup de prestige lors de la grève triomphante de 1954 sous le deuxième gouvernement de Perón. Comme dirigeant de la Unión Obrera Metalúrgica (UOM, le syndicats des métallos), il dirigeait dans le péronisme un courant enclin à la « participation » (plutôt que la confrontation), le « vadorisme ».

### **Les organisations réformistes, où trouvent-elles leur place ?**

Germain ne le sait pas. Et c'est effectivement une autre erreur, bien plus grave que l'antérieure. On dirait que, pour Mandel et Germain, les organisations staliniennes et sociales-démocrates n'ont rien à voir avec le parti révolutionnaire, ou n'existent même pas. La raison est que Mandel-Germain suppose que notre lutte fondamentale consiste à combattre la fausse conscience, la conscience arriérée de la classe ouvrière et des masses, ce qui n'est correct que dans un sens général. Car la fausse conscience, ce ne sont pas seulement les idées incorrectes portées par la grande majorité des individus qui composent la classe ouvrière et le mouvement de masses. Cette fausse conscience est exprimée par des institutions fortes, objectives, les grandes organisations réformistes. Elles captent les travailleurs, les organisent et les éduquent dans cette fausse conscience. Elles impriment des journaux pour faire la propagande de celle-ci et emploient des méthodes bureaucratiques et de gangsters pour la défendre. Notre lutte contre ces fausses consciences n'est pas une intervention chirurgicale ou une séance de psychanalyse pour extraire les idées erronées de chacun des ouvriers. Il s'agit d'une lutte à mort contre les organisations qui les soutiennent, contre leurs idéologies, contre leurs méthodes, et fondamentalement *contre leur politique*.

Pouvons-nous ignorer ces organisations dans un schéma de la relation de nos partis avec le mouvement ouvrier et son avant-garde ? Cette relation pure

« parti – avant-garde – masses » existe-t-elle réellement ? Notre relation avec la classe ouvrière n'est nullement un rapport de superstructure révolutionnaire à structure de classe. Et l'avant-garde n'est pas la seule médiation, car entre nous et la classe ouvrière, il y a les autres superstructures, les partis ouvriers, les syndicats et d'autres organismes de classe, qui sont en général réformistes et parfois ultra-gauchistes. Nous pouvons en dire autant pour notre relation avec le mouvement de masses. C'est pourquoi nos partis ne peuvent pas se donner une politique pour la classe ouvrière, en s'efforçant de gagner son avant-garde, sans se donner une politique pour les syndicats, les partis communistes, les partis sociaux-démocrates, les comités d'usine. Nous ne disons pas seulement que nous ne pouvons pas ignorer les organisations réformistes et bureaucratiques, nous disons qu'il faut les détruire. Trosky disait : « *La classe elle-même n'est pas homogène. Ses différents secteurs s'éveillent à la conscience par des chemins différents et à des moments différents. La bourgeoisie participe activement à ce processus. Elle crée ses propres institutions au sein de la classe ouvrière ou bien utilise celles qui existent déjà, afin d'opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Plusieurs partis interviennent au sein du prolétariat.* »<sup>10</sup>

Les tendances subjectivistes et phénoménologiques de Mandel-Germain font qu'il oublie qu'un de nos principaux objectifs, sinon le principal, est de chasser les directions et les partis opportunistes de la direction du mouvement ouvrier. Comme il ne voit pas cet

obstacle pour le développement de la conscience de classe que sont les partis contre-révolutionnaires, il découvre une nouveauté surprenante : « *Ce qui fait obstacle aujourd'hui à la classe ouvrière [pour] pouvoir acquérir une conscience politique de classe, [c'est surtout] l'influence permanente de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie.* » C'est pourquoi, selon Mandel-Germain, « *le processus d'ouvrir les yeux vers la science sociale critique peut jouer un véritable rôle révolutionnaire dans le nouvel éveil de la conscience de classe au sein des masses* ». <sup>11</sup>

Notre lutte principale serait donc contre « l'influence permanente de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie », et nous devrions abandonner celle que nous avons toujours soutenue contre les directions traîtresses et réformistes du mouvement de masses. Ce serait donc cela le meilleur moyen d'obtenir une conscience de classe dans les masses. Quant à nous, les archéotrotskistes, nous allons continuer dans la lutte, mais, en plus de combattre ces directions, au lieu d'ouvrir les yeux « vers la science sociale critique », nous allons utiliser une *politique*, la trotskiste, contre la stalinienne et la sociale-démocrate.

### **La vraie relation entre action, expérience et conscience**

Du raisonnement de Mandel, selon lequel les masses, l'avant-garde et le parti suivent des chemins différents et difficiles pour arriver à la conscience, nous avons déjà éliminé l'avant-garde, car, n'étant qu'un phénomène, son

développement ne peut suivre aucune séquence prévisible. Il reste à ajouter que n'importe quel secteur suit en ce moment les mêmes lois de développement que le mouvement de masses lui-même et le parti, lorsqu'il accomplit son rôle d'avant-garde, quoiqu'il le fait de manière contradictoire. Pour les marxistes, « le spontané est la forme embryonnaire du conscient » ; l'action, l'expérience et la conscience sont des parties d'une totalité, à tous les niveaux, du parti jusqu'aux masses. Les actions du mouvement de masses sont l'élément déterminant de cette totalité.

A aucun moment nous ne voyons cette action sans conscience que Mandel attribue à la classe ouvrière et aux masses. Au contraire, pour nous, il n'existe aucune action sans conscience préalable. Le système capitaliste impérialiste provoque, par ses atrocités, des changements dans la conscience des masses (haine, rejet, indignation, etc.) qui sont préalables à toute action. S'il existait une séquence, ce serait la suivante : la réalité objective de la société bourgeoise se répercute dans la conscience des masses et c'est cela qui provoque ses actions. Mais cette réalité objective les touche à travers une expérience, celle de subir l'exploitation. Par exemple, un patron exploite un ouvrier (réalité objective du système capitaliste) ; celui-ci subit l'exploitation (il fait l'expérience d'être exploité) ; il ressent l'envie de changer la situation (il prend conscience de la nécessité de lutter contre le patron) ; puis il se lance dans la lutte (passe à l'action).

De toute façon, cette séquence n'est qu'un schéma, étant donné que, par exemple, l'ouvrier contemporain s'adresse au syndicat avant de se lancer dans la lutte ; c'est-à-dire que son expérience ne part pas de rien, car il s'appuie sur l'expérience des générations antérieures, il n'est pas obligé de répéter exactement leur expérience et il ne doit pas réinventer le syndicat avant chaque lutte. Il sait déjà, jusqu'à un certain point, ce qu'est une grève, une occupation, une manifestation, une pétition, et il est conscient de cette expérience.

Mandel pourrait nous dire maintenant que la classe ouvrière n'apprend que par ses actions. C'est vrai, mais cela n'invalide pas ce que nous disons, cela ne signifie pas que la classe ouvrière se lance dans l'action sans conscience. Les actions du mouvement de masses enchaînent différents niveaux de conscience et d'expérience et font que chaque action a toujours comme point de départ un certain niveau, qui débouche sur un autre, supérieur, qui à son tour sera le point de départ de nouvelles actions.

Au sein de la conscience de la classe ouvrière et des masses exploitées, il y a une lutte entre les conceptions fausses et les vraies. Un ouvrier social-démocrate, par exemple, qui hait le fascisme, le considère comme son pire ennemi et désire l'unité ouvrière pour lutter contre lui, mais en même temps, il fait confiance à sa direction bureaucratique et réformiste. Concernant le fascisme, il a une vraie conscience, et par rapport à sa direction, et donc par rapport à la manière de lutter, il a une fausse conscience. Dans ce cas, comme dans

tout processus de connaissance, le rôle de la pratique est décisif. Seule la pratique est à même de l'affirmer dans sa conscience de classe ou d'attaquer sa fausse conscience ; seule la pratique pourra lui permettre de dépasser le faux et d'affirmer le vrai, afin de parvenir à un nouveau niveau de conscience, qui aura de nouvelles contradictions susceptibles d'être surmontées par de nouvelles actions. On peut dire que la pratique est le facteur déterminant sur le chemin vers la conscience de classe, mais cela ne veut pas dire que le chemin commence par là.

Mandel pourrait insister sur le fait que, de toute façon, nous sommes d'accord avec lui que l'action est la seule à mener à la conscience de classe, et que nous n'avons donc pas de différences sur ce point. Il n'en est pas ainsi pour deux raisons. En premier lieu, parce que Mandel parle d'un niveau de conscience inconnu alors que nous parlons de la *conscience de classe*, chose connue de tous. Pour lui, chaque secteur arrive à un niveau différent (par exemple, l'avant-garde arrive à une conscience « empirique et pragmatique ») et seul le parti révolutionnaire arrive à la conscience de classe (qui, pour Mandel, est scientifique, et non politique). La seconde différence est que, pour nous, la conscience de classe s'obtient précisément à travers un facteur superstructurel, le parti révolutionnaire, et non par les seules actions et expériences du mouvement ouvrier.

Les masses n'arrivent pas automatiquement à la conscience de classe, la conscience universelle et historique. Nous pourrions dire que le mouvement

de masses s'y rapproche de façon asymptotique, qu'à chaque moment il s'y rapproche un peu plus, mais qu'il ne peut jamais y arriver par ses propres moyens. Seul le parti peut faire que ces deux lignes, toujours plus proches l'une de l'autre, cessent d'être des asymptotes, et que le mouvement de masses se confond avec la conscience politique de classe.

La conception mandéliste est la position typique des intellectuels anticonformistes, existentialistes et phénoménologues européens de l'après-guerre, dont Sartre est un des exposants classiques. Cette conception signifie la négation de l'homme et, dans ce cas, du caractère humain du mouvement de masses et de la classe ouvrière, car l'homme se distingue de l'animal par le fait d'être conscient, à des degrés divers, de ses actions.

Le parti obéit aux mêmes lois que le mouvement de masses, mais à un niveau qualitativement supérieur. La conscience du parti révolutionnaire n'est rien de plus que l'expérience historique du mouvement ouvrier et des masses. C'est-à-dire qu'au lieu de démarrer d'une conscience et d'une expérience partielles et limitées, le parti possède comme point de départ l'expérience et la conscience historiques et universelles. Pour extraire cette expérience historique et universelle du mouvement ouvrier et de masses, le parti utilise une série de sciences combinées en une – le marxisme –, les élève à conscience historique, universelle et abstraite, et la transforme en un programme, politico-marxiste.

### **Conscience scientifique ou conscience politique ?**

Pour Mandel, « *la catégorie de parti révolutionnaire vient du fait que le socialisme marxiste est une science qui, en dernière analyse, ne peut être assimilée complètement qu'individuellement et non de manière collective.* »<sup>12</sup> Il en est ainsi parce que « *le marxisme constitue la culmination [...] d'au moins trois sciences sociales : la philosophie classique allemande, l'économie politique classique, et la science politique française classique (le socialisme et l'historiographie français)* ». <sup>13</sup> Et « *son assimilation présuppose, au moins, une compréhension de la dialectique matérialiste, du matérialisme historique, de la théorie économique marxiste et de l'histoire critique des révolutions et du mouvement ouvrier modernes* ». <sup>14</sup>

Cela veut dire que le fait de s'élever à la conscience de classe consiste à parvenir à la compréhension théorique, scientifique et globale du marxisme en tant que science ; à manier la dialectique, la sociologie, l'économie et l'histoire marxistes. C'est pourquoi elle ne peut être assimilée « qu'individuellement et non de manière collective », c'est-à-dire qu'une minorité scientifique infime seulement peut y arriver. C'est la conception la plus défaitiste que l'on peut imaginer ; il s'agit, en réalité, d'une tâche impossible à accomplir. Si nous avons la prétention d'extirper de la conscience des travailleurs tous les détritiques idéologiques accumulés par la bourgeoisie et par la bureaucratie, afin de les remplacer par la « science marxiste » (ou la « science sociale critique »), nous ne devons pas

construire un parti, mais demander à la bourgeoisie de nous accorder une université pouvant accueillir des millions de travailleurs du monde entier, ainsi que le nombre correspondant de bourses, afin que ces travailleurs puissent tous y participer. Comme le camarade Mandel voit que cela est impossible, il en conclut que seule une minorité peut s'élever à la conscience de classe.

Cela lui pose toutefois un problème : quoi faire avec les masses qui sont incapables d'acquérir la conscience de classe. Mandel-Germain résout le problème en liquidant le parti comme parti politique révolutionnaire et en donnant, par contre, une grande importance à un secteur social spécifique « l'intelligentsia technique ». Celle-ci aurait, selon Germain, « *la possibilité de sa participation massive au sein du processus révolutionnaire et dans la réorganisation de la société* », qui apportera aux « *couches désespérées et critiques de la classe ouvrière ce qu'elles ne peuvent accomplir, étant donné l'état fragmenté de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur donneront la possibilité de reconnaître la vraie face de l'exploitation scandaleusement voilée et de l'oppression déguisée à laquelle ils sont soumis.* » C'est-à-dire que cette « intelligentsia », qui devient révolutionnaire en tant que secteur social et non en tant que partie de la militance du parti, tiendrait en ses mains la tâche d'éveiller la conscience de classe. Et la tâche principale du parti révolutionnaire serait celle de conseiller cette « intelligentsia technique » en lui donnant des cours de « science sociale critique »

mandéliste, étant donné que la tâche principale échoirait à l'intelligentsia. Le rôle de cette « science sociale critique » serait donc de décréter la mort du parti bolchevik. Avec cela, Mandel donne, entre autres, des arguments à l'accusation permanente faite par la bourgeoisie au mouvement de masses révolutionnaire : qu'il s'agit d'une masse inconsciente, entraînée et trompée par une poignée d'agitateurs qui cachent leurs objectifs politiques !

Pour Mandel, la classe ouvrière ne peut reproduire de façon massive aucune connaissance, ce qui veut dire que la société dans son ensemble n'avance pas sur la voie de la connaissance. Pour lui, de la même manière que seuls les individus assimilent le socialisme scientifique, seuls les individus sont capables d'assimiler et de reproduire les connaissances accumulées par l'humanité de la préhistoire à nos jours. Mandel confond ainsi la partie concrète des connaissances (à savoir leurs résultats) avec leur élaboration. Mais la société (ou la classe ouvrière ou n'importe quel autre de ses secteurs) progresse en assimilant les résultats scientifiques, non les méthodes d'investigation qui permettent de les obtenir. Nier cela équivaudrait à dire qu'un individu qui n'a pas étudié la médecine et la pharmacopée ne pourrait pas utiliser l'aspirine. Mais depuis belle lurette, l'humanité fait usage de l'aspirine pour se débarrasser d'un mal de tête, avec de bons résultats.

Mandel élabore deux types de conscience : celle de l'avant-garde, qui est « empirique » et « pragmatique », et la conscience de classe, qui est

« scientifique globale », à savoir celle de la « compréhension théorique ». Cela signifie que la conscience politique et le programme n'existent pas dans cette phénoménologie moderne de la classe ouvrière. Pour Mandel, le fait qu'un ouvrier soit d'accord, ou non, avec le programme du parti révolutionnaire n'a rien à voir avec son niveau de conscience ni avec l'élévation de la conscience de classe. Pour Trotsky, par contre, « *les intérêts de classe ne peuvent être formulés d'une autre manière que sous la forme d'un programme, tout comme le programme ne peut être défendu d'une autre manière qu'en créant un parti. La classe, en soi, n'est que le terrain pour l'exploitation. Le prolétariat commence à jouer un rôle indépendant du moment où d'une classe sociale en soi, il devient une classe politique pour soi. Ce processus ne peut aboutir qu'à travers l'intervention du parti. Le parti est l'instrument historique par lequel la classe acquiert sa conscience de classe. [...] Le développement de la conscience de classe, à savoir la construction d'un parti révolutionnaire qui entraîne le prolétariat derrière lui, est un processus complexe et contradictoire.* »<sup>15</sup>

Il est évident que, pour Trotsky, le « développement de la conscience de classe » est un processus objectif.

La catégorie de parti révolutionnaire apparaît du fait que le marxisme, comme parti, est un programme. Imaginons un supposé parti composé de grands intellectuels qui manieraient à la perfection les aspects scientifiques du marxisme, mais ne se préoccuperaient pas de formuler un programme politique, ni de travailler avec lui sur le mouvement de

masses. Serait-ce un parti révolutionnaire ? Non. Un parti révolutionnaire est évidemment celui où quelques camarades connaissent parfaitement le marxisme et collaborent avec l'immense majorité des travailleurs qui y militent, afin de formuler un programme politique correct et de l'appliquer dans la pratique.

Il existe un rapport dialectique entre le programme du parti et la science marxiste : on ne peut élaborer de programme révolutionnaire sans théorie (science) marxiste. Il existe également un rapport dialectique entre ce programme et les actions des masses : s'il ne les prend pas pour point de départ, ce programme ne peut être révolutionnaire. Et il existe aussi un lien dialectique entre le programme et l'activité du parti : sans un parti pour le concrétiser, aucun programme n'est en lui-même révolutionnaire. Tous ces éléments convergent pour donner la réalité concrète qu'est le parti révolutionnaire avec son programme. Et ce parti est « le plus haut degré de développement de la conscience de classe prolétaire » comme dirait Mandel. C'est pourquoi nous disons qu'en accordant une grande importance à un aspect essentiel du parti révolutionnaire, la science marxiste, Mandel tombe dans une déviation scientifique intellectuelle concernant le rôle du parti et de la conscience de classe. La conscience de classe, pour Trotsky, est la transformation de la « classe sociale en soi » en « classe politique pour soi ». Pour Mandel au contraire, suivant son raisonnement, la conscience de classe devrait être la transformation de

la classe ouvrière en conscience scientifique, et non en conscience politique (comme dit Trotsky), ce qui est une absurdité. Quand des secteurs massifs de la classe ouvrière soutiennent politiquement au parti marxiste, cela suffit pour signifier une élévation du niveau de leur conscience. Quand des individus ou des secteurs de la classe s'incorporent au parti et acceptent son programme et ses statuts, cela suffit pour qu'ils soient l'expression maximale de la conscience de classe. Il en est ainsi, même si les masses qui soutiennent politiquement le parti, et les individus ou les secteurs qui s'y incorporent et acceptent les statuts et le programme du parti, ne savent pas un mot de philosophie, d'économie ou de sociologie marxiste ; c'est-à-dire, même s'ils n'ont pas « totalement » assimilé le marxisme en tant que « science ». Il s'agit là du critère classique de Lénine et de Trotsky, apparemment bien moins exigeant que celui de Mandel.

La conscience de classe signifie que les ouvriers se rendent compte que la société est atteinte d'un cancer, le régime capitaliste et impérialiste, et que le seul remède pour ce cancer est notre programme et notre parti. Comme dit Trotsky, cette connaissance peut et doit être acquise de manière massive, et non individuelle, par le mouvement ouvrier et de masses. Et le mouvement ouvrier et de masses acquiert cette connaissance par la confrontation des différentes politiques proposées par les différents partis en son sein, au cours de ses actions. S'il existe un parti révolutionnaire capable de proposer une politique correcte pour chacune de ses luttes (en répondant aux

intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière), le mouvement ouvrier et de masses le reconnaîtra comme son parti et s'élèvera ainsi à la conscience politique de classe. Si ce parti n'existe pas, il ne pourra pas le faire. Le rôle du marxisme « en tant que science » est de transformer les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière en un programme de mobilisation, c'est-à-dire en une réponse politique à chaque lutte réelle du mouvement de masses, qui tend à élever cette lutte vers la prise du pouvoir. C'est ainsi que nous gagnerons les masses à notre programme et à notre parti, en liquidant les directions traîtres et opportunistes.

## 6.2. Une analyse avant-gardiste et stratège

### Analyse, réalité et politique

Alors que, pour Mandel, la « science sociale critique » remplit le rôle d'éveiller la conscience de classe, pour son disciple Germain, l'analyse remplit un rôle encore plus révolutionnaire, puisqu'il est toujours celui de « *changer les conditions en faveur de la révolution prolétarienne, et non de l'adapter à la situation donnée* ». <sup>16</sup>

Cette dangereuse affirmation confond ce qu'est une analyse avec la politique marxiste (de la même manière qu'auparavant, Mandel confondait ce qu'est la science marxiste avec le programme et le parti révolutionnaire). Ce n'est pas tout à fait ce que pense Lénine, pour qui le marxisme exige de nous « *une analyse strictement exacte et objectivement vérifiable des rapports de classes et*

*des caractères concrets propres à chaque moment historique* ». <sup>17</sup>

Il s'agit donc d'étudier soigneusement la réalité pour en découvrir les tendances allant dans le sens de la révolution prolétarienne et celles qui s'y opposent, et ce, dans leurs relations réciproques. C'est bien de cela qu'il s'agit, ni plus ni moins, lors de la caractérisation d'un « moment historique » donné. C'est « la base scientifique » dont nous parle Lénine, nécessaire, non « pour la brandir contre la réalité et changer celle-ci » comme pense Mandel, mais pour forger l'outil avec lequel nous allons changer la réalité. Cet outil « est la politique » disait Lénine. Et en particulier, il s'agit de la politique du parti envers les masses afin d'imposer un changement révolutionnaire.

L'objectif de l'analyse est d'approfondir encore et encore l'étude d'une situation déterminée, afin d'élaborer les mots d'ordre corrects qui puissent renforcer les tendances révolutionnaires, et celles qui essaieront de détruire les contre-révolutionnaires.

L'analyse ne remplit donc en rien l'objectif de « changer les conditions existantes en faveur de la révolution prolétarienne ». C'est la politique qui remplit cet objectif. Les deux, l'analyse et la politique, sont bien entendu intimement unis, mais ils sont distincts. Nous ne pouvons pas nous donner une politique révolutionnaire sans partir de l'analyse et de la caractérisation scientifiques de la réalité. Mais notre analyse ne sert à rien si elle ne devient pas une politique pour changer cette réalité. Voyons un exemple.

*Analyse* : le mouvement ouvrier est en montée ; il a à sa tête les sociaux-démocrates et les staliniens ; la bourgeoisie est en crise ; il y a un gouvernement faible qui se voit obligé d'accorder des libertés démocratiques et de faire des concessions au mouvement ouvrier ; un secteur de la bourgeoisie prépare un coup d'Etat fasciste ; la classe moyenne est divisée, un secteur tendant à être entraîné par le fascisme et l'autre par le mouvement ouvrier ; notre parti n'a pas d'influence de masse, mais il est reconnu par des secteurs de l'avant-garde.

*Caractérisation* : Nous sommes face à une situation prérévolutionnaire qui débouchera soit sur la révolution ouvrière, soit sur la contre-révolution fasciste. La montée de la classe et la radicalisation d'un secteur de la petite bourgeoisie, ainsi que l'existence de notre parti, poussent du côté de la révolution. La bourgeoisie et l'impérialisme, la classe moyenne de droite, et la politique opportuniste des directions du mouvement de masses poussent vers la contre-révolution. Ce n'est qu'en renversant ces directions opportunistes et en gagnant la direction du mouvement de masses que nous déboucherons sur la révolution ouvrière.

*Politique* : Il faut unifier le mouvement ouvrier dans un front contre le fascisme et commencer à poser le problème de l'armement des organismes de masses, en dénonçant les hésitations et les trahisons des directions réformistes ; nous devons gagner le mouvement de masses à cette tâche, réaliser un travail sur la base de l'armée, avancer un programme qui prenne en compte également les

besoins de la petite bourgeoisie pour l'entraîner dans la révolution ouvrière ; nous devons intervenir dans les organismes du mouvement ouvrier et des masses en lançant les mots d'ordre qui découlent des points précédents : « Unité de toutes les organisations ouvrières et des partis ouvriers et populaires contre le fascisme » ; « détachements armés des syndicats et des soviets (s'il y en a) » ; « droits démocratiques pour les soldats et les sous-officiers » ; etc.

### **L'analyse marxiste des étapes**

Pour formuler notre politique, nous devons tout d'abord définir avec soin l'étape de la lutte de classes que traverse un pays, un continent, le monde, une branche d'industrie, une usine ou même un lycée ou une faculté. La base de l'analyse et de la caractérisation marxistes, c'est la situation de la lutte de classes. Cela signifie que l'analyse marxiste est avant tout une analyse structurelle qui doit répondre à la question suivante : quel est le rapport de forces entre les classes dans la situation que nous voulons caractériser ? Et sur cette base s'intègrent les éléments superstructurels : la situation des partis politiques, des syndicats et des autres organismes des masses, des différentes tendances en leur sein, etc. Le rapport de forces entre les classes s'exprime dans le type de régime existant dans une étape déterminée. Un changement général dans le rapport de forces devient à court terme un changement de régime.

Dans ces étapes, il y a des moments où une classe prend l'offensive et des moments où c'est l'autre classe ; au sein d'une même classe, différents secteurs

peuvent être à l'offensive à chaque moment et des secteurs distincts d'une même classe peuvent parfois se battre entre eux. Il existe, en outre, les superstructures des différentes classes, et l'Etat, qui ont une certaine autonomie par rapport au mouvement des classes, ce qui mène à des situations contradictoires entre la base et la superstructure (comme quand le mouvement ouvrier va vers la révolution et que les partis ouvriers s'orientent de plus en plus vers la droite). Tous ces va-et-vient au sein d'une étape peuvent déterminer des sous-étapes, que nous devons préciser avec soin.

Trotsky disait qu'il existe en général quatre types d'étapes qui reflètent quatre stades dans le processus de la lutte de classes : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, prérévolutionnaire et révolutionnaire. Les gouvernements reflètent d'une manière non mécanique les caractéristiques de l'étape et c'est en eux que se résument toutes les contradictions. Il existe des gouvernements fascistes, bonapartistes\*, semi-bonapartistes, démocratiques bourgeois, krenskistes, korniloviens. Dans les pays arriérés, il y a, selon Trotsky, des gouvernements bonapartistes\* sui generis : ceux qui, sans cesser d'être bourgeois, affrontent une puissance impérialiste ou résistent à elle et tendent pour cela à s'appuyer sur le mouvement de masses ou ouvrier ; et il y en a, au contraire, qui répriment le mouvement ouvrier, comme laquais de l'impérialisme.

L'existence de ces différents types de gouvernements, parfois pour une même étape, obéit au fait que les



gouvernements, comme toute superstructure, reflètent non seulement le rapport fondamental entre exploités et exploités, mais aussi toutes les autres contradictions et toutes les combinaisons de classes ou de secteurs de classes. Ils continuent tous à être des gouvernements bourgeois, mais certains s'appuient sur la classe moyenne urbaine alors que d'autres sont obligés de s'appuyer sur la paysannerie ou sur les partis de la classe ouvrière par exemple. Dans certains de ces gouvernements, l'appareil bureaucratique et militaire a plus de poids, dans d'autres moins, etc. De ces différentes combinaisons découlent différents types de gouvernements, qui reflètent des situations particulières de la lutte de classes, mais tous ces gouvernements sont déterminés par les caractéristiques spécifiques de l'étape et par le régime. Dans une étape prérévolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement démocratique bourgeois ou un kerenskiste, mais pas un gouvernement fasciste ; dans une étape contre-révolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement fasciste ou bonapartiste\*, mais pas un gouvernement démocratique bourgeois.

Cette méthode de définition des étapes et des régimes à partir de la situation de la lutte de classes, et de définition des gouvernements par la combinaison concrète des secteurs sociaux et des superstructures qu'ils expriment, était la méthode de notre Internationale à la belle époque de l'« archéotrotskisme »<sup>e</sup>. Notre politique commençait

par la tentative sérieuse, soigneuse, tenace et scientifique de définir l'étape traversée et le gouvernement subi. Mais depuis que la majorité prédomine dans la direction de notre Internationale, cette méthode a été abandonnée. Nos analyses se font maintenant sur la base des rapports internes au mouvement ouvrier, et plus particulièrement, presque exclusivement, de la situation de l'avant-garde. Le résultat des analyses de ce genre donne alors lieu à une politique dont l'objectif n'est plus de diriger correctement les masses dans les situations qu'elles doivent affronter, mais d'avoir de l'impact sur l'avant-garde. De là, le mépris pour la méthode scientifique élaborée par le trotskisme.

Auparavant, nous aurions discuté pendant des mois pour savoir si la définition du gouvernement Banzer comme « fasciste », faite par le camarade González\* Moscoso, était correcte ou non.<sup>f</sup> Pourquoi ? Parce que c'est seulement en nous mettant d'accord sur cette définition que nous aurions pu nous mettre d'accord sur la politique à suivre. Aujourd'hui, les camarades de la majorité sont d'accord sur la politique et la stratégie du POR-C\* en Bolivie sans l'être, apparemment, sur la définition du gouvernement, puisque González\* le définit comme fasciste et Germain comme « réactionnaire ». Cela pourrait être par hasard, mais lamentablement, c'est la règle. Concernant l'Argentine, les camarades de la majorité disaient que la politique de l'ERP\* et du PRT\*-C était un modèle (qu'ils approuvaient donc élo-

<sup>e</sup> Un terme par lequel Pablo\*, un dirigeant de la IVe Internationale, désignait de façon péjorative le

<sup>f</sup> Voir le chap. 1.1.

gieusement), bien que le PRT\*-C ait défini la situation argentine comme étant de « guerre civile », et les camarades du SU\* comme « prérévolutionnaire ».

### **Les « analyses de justification » de la majorité**

Il semble impossible de tomber d'accord sur une politique à partir de caractérisations aussi diamétralement opposées de la situation réelle de la lutte de classes. Et c'est pourtant le cas. Le fait est que les camarades de la majorité ne partent pas de l'analyse de la situation de la lutte de classes, mais procèdent à l'envers : ils formulent une stratégie en fonction des phénomènes internes au mouvement ouvrier et de masses et inventent ensuite une analyse de la réalité qui s'adapte à cette stratégie et la justifie.

Auparavant, le secteur auquel ils donnaient une importance fondamentale fut celui des organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier, en particulier les partis communistes. Ils formulèrent ensuite une stratégie dirigée vers ce secteur, celle de l'entrisme « sui generis ». Pour la justifier, ils commencèrent par assurer que la guerre mondiale était inévitable et que les partis communistes seraient obligés de prendre la tête des luttes de masses, et qu'en conséquence, des tendances centristes y surgiraient qui dirigeraient toute une étape de la révolution.

Il n'y eut ni guerre mondiale ni naissance de tendances centristes, mais de nouvelles analyses de la réalité furent inventées pour justifier cette stratégie décennale. Dans la dernière analyse en date, on nous dit que cette stratégie de

l'entrisme sui generis fut adoptée en prévision du fait que « *le processus de radicalisation [...] se produirait essentiellement au sein des organisations de masses traditionnelles* ». <sup>18</sup> Et nous avons vu aussi que le phénomène castriste et guévariste a montré qu'il n'en était pas ainsi,

La politique du 9e Congrès pour l'Amérique latine est un autre bon exemple de cette méthode. Les camarades de la majorité n'ont absolument pas pris en compte l'analyse marxiste de la lutte de classes pour définir leur stratégie. Ils ne donnèrent aucune importance aux étapes traversées par chaque pays latino-américain. Comme point de référence, ils ont pris ce qui était en discussion au sein de l'« avant-garde » : la guérilla rurale, oui ou non ; la lutte armée, oui ou non. Et c'est de cela qu'ils ont déduit leur stratégie : d'abord, c'était la guérilla rurale ; ensuite – lorsque les carottes étaient cuites puisque les guérillas rurales avaient échoué –, ils l'ont distillée et en ont tiré la quintessence, « la stratégie de lutte armée ». Cela n'intéressait absolument pas la majorité de savoir qu'il y avait au Brésil un régime semi-fasciste ou ultra-réactionnaire, au Pérou un bonapartisme sui generis, dans d'autres pays latino-américains un certain glissement nationaliste, et différentes étapes de la lutte de classes de pays à pays. Ils mirent tout dans le même panier d'une analyse pour laquelle ils avaient besoin d'une stratégie commune.

La première analyse de justification de la stratégie de lutte armée a été celle d'inventer un régime commun à toute

l'Amérique latine, un régime d'accord monolithique entre l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et l'armée. Mais après le Congrès mondial apparurent des gouvernements comme celui de Torres\* et celui d'Allende\*, puis Onganía\*tombait en Argentine, des événements qui jetaient cette analyse à la poubelle. Comme il fallait maintenir la stratégie, un nouveau type de régime fut inventé, le « réformisme militaire ». En réalité, la seule nouveauté des régimes rassemblés sous ce nom était précisément leur nom, une invention de Rockefeller. Celui-ci visita l'Amérique latine et écrivit un rapport recommandant à l'impérialisme une nouvelle politique, le « réformisme militaire », avec laquelle l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et les armées étaient d'accord. Pour des raisons évidentes, cette caractérisation s'écroula également quand éclatèrent les sanglants coups d'Etat pro-impérialistes de Banzer et de la Junte militaire chilienne.

Une longue période du gouvernement Torres\* et la dernière de celui d'Allende\* eurent les caractéristiques de gouvernements « kerenskistes ». La seule définition s'en rapprochant fut celle faite par Germain, formulée sous forme négative et en passant, quand il qualifia Banzer de « kornilovien ». Pourquoi les camarades de la majorité ont-ils été incapables de prévoir ces gouvernements et de se donner une politique face à eux ? C'est parce qu'une analyse correcte signifiait, par exemple, dans le cas des gouvernements kerenskistes, de poser le front unique ouvrier, ainsi que les milices comme bras armé des organisations

naturelles du mouvement de masses, contre le putsch réactionnaire. C'est-à-dire que cela signifiait qu'il ne fallait pas faire des guérillas. L'analyse correcte ne servait pas à justifier leur stratégie.

Et nous, comment caractérisions-nous les régimes latino-américains ? Voyons :

« *La défaite ou la nécessité d'affronter le mouvement de masses, ainsi que la conjoncture économique, ont facilité l'unité entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, et cette unité a permis l'apparition de gouvernements bonapartistes\* dictatoriaux, soutenus par l'armée ou directement militaires, et dans certains cas semi-fascistes, comme au Brésil.*

*Cela pose un problème théorique important : le front unique monolithique entre l'impérialisme étatsunien et la bourgeoisie nationale existera-t-il pendant une période de cinq, dix ans ou plus, ou au contraire, est-ce un phénomène transitoire, comme nous en avons vu dans d'autres périodes en Amérique latine : des gouvernements faibles succédant aux gouvernements forts dès que monte le mouvement de masses ? En principe, nous pensons que la réponse castriste et guévariste à ce problème, selon laquelle les gouvernements se maintiendront ainsi, est fautive.*

*La crise actuelle croissante entre des secteurs de la bourgeoisie nationale et entre certains de ces secteurs et l'impérialisme, crise qui se combine avec un facteur encore plus important et décisif qui est la montée du mouvement de masses, est en train de provoquer la crise de tous les gouvernements. Ils ne sont pas un phénomène monolithique et*

*éternel. Au contraire, ils ne durent que le temps que dure le recul du mouvement de masses. »<sup>19</sup>*

Deux ans plus tard, nous disions : « *Le fait de définir les gouvernements et les régimes latino-américains n'est pas une occupation oiseuse, mais est une des nécessités révolutionnaires les plus urgentes. [...] La tentative de contourner le grave problème théorique de la définition des régimes latino-américains par d'ingénieuses phrases journalistiques – comme, par exemple, "réformisme militaire" – ne fait qu'obscurcir le problème, et cela nous éloigne de l'analyse marxiste de classe. Les tenailles de la colonisation étatsunienne d'une part, la mobilisation ouvrière d'autre part, sont à l'origine de changements violents et spectaculaires dans la nature des régimes bourgeois. Certains sont semi-fascistes, comme au Brésil, ou directement réactionnaires sur des bases de légalité bourgeoise, comme en Uruguay. D'autres, nationalistes bourgeois, tendent à se transformer ou se transforment en bonapartistes\* « sui generis » selon les enseignements de Trotsky.*

*La montée spectaculaire du mouvement de masses donne naissance à des situations de double pouvoir institutionnalisé ou atomisé, qui engendrent à leur tour un autre type de gouvernements et de régimes, les kerenskistes. Ce sont des gouvernements typiques des situations révolutionnaires, quand le pouvoir ouvrier est si fort que le gouvernement reste suspendu dans le vide, entre les deux pouvoirs.*

[Le kerenskisme est] extrêmement instable ; c'est un bonapartisme ou

*semi-bonapartisme entre les exploitateurs et le mouvement de masses, et non, comme le bonapartisme sui generis, entre l'impérialisme et le mouvement de masses. L'actuelle montée révolutionnaire tend à transformer le bonapartisme « sui generis » en bonapartisme kerenskiste ou réactionnaire. [...] Nous pensons que le régime de Velasco Alvarado\* comporte des éléments bonapartistes\* sui generis ; Allende\* est à mi-chemin.*

*En Bolivie, trois types de gouvernement ont existé,<sup>9</sup> que nous avons définis : celui de Barrientos comme réactionnaire ou semi-fasciste ; celui d'Ovando comme tendant au bonapartisme sui generis ; celui de Torres\* comme kerenskiste. »<sup>20</sup>*

Pour nous, il fallait combattre chaque type de régime avec une stratégie différente, précisément parce qu'ils exprimaient une situation distincte de la lutte de classes. Pour les camarades de la majorité, l'analyse se réduisait à une explication de la raison pour laquelle une même stratégie était à l'ordre du jour pour tout type de régime et de pays. En fait, l'explication est très simple : c'était la stratégie la plus sympathique à l'avant-garde. Ce caractère avant-gardiste a été proclamé ouvertement par le camarade Germain, quand il dit qu'il fallait réaliser « *des campagnes politiques nationales, soigneusement choisies, qui correspondent aux préoccupations de l'avant-garde...* »<sup>21</sup>

Toute cette négation du marxisme se déploie le vent en poupe dans le Document européen de la majorité ; aucune sorte de distinction n'y est faite dans les caractérisations des étapes

<sup>9</sup> Voir le chap. 1.1.

traversées par les différents pays européens. Pourtant, certains pays – la Grèce, l'Espagne et le Portugal – traversent une situation contre-révolutionnaire, qui évolue vers une situation prérévolutionnaire (en Espagne) ou se combine avec la guerre civile au sein de l'empire (au Portugal). D'autres pays vivent une situation non révolutionnaire évoluant vers prérévolutionnaire – comme en Italie, en France et peut-être en Angleterre, qui supporte une guerre civile en Irlande – ou révolutionnaire (en Irlande du Nord). Les autres pays sont dans une situation non révolutionnaire, sans possibilité de devenir prérévolutionnaire à court terme.

Notre caractérisation est sommaire et peut-être erronée ; il faut la considérer comme un exemple méthodologique. Nous voulons insister sur le fait que des situations différentes donnent lieu à des tâches différentes, quelquefois totalement opposées. En Grèce, en Espagne et au Portugal – avec des situations similaires – les grandes tâches posées sont les démocratiques, et dans ces deux derniers pays, d'une manière urgente, car en Espagne, le mouvement ouvrier est en montée continue et le Portugal fait face à la guérilla dans ses colonies. En Angleterre, la situation est à l'opposé des mentionnées et la tâche essentielle est d'obtenir que les soldats anglais se retirent de l'Irlande du Nord et d'élaborer un programme de transition pour combattre la misère croissante du mouvement ouvrier. En Italie et en France, les problèmes objectifs posés sont différents de ceux des autres pays européens, car la lutte de classes y a atteint

un niveau plus haut. Les camarades de la majorité prônent le contrôle ouvrier et le travail centré sur l'avant-garde, non parce qu'ils croient que les situations de tous les pays sont les mêmes, mais parce qu'ils suivent le chemin à l'envers : au lieu de dire qu'à telle situation correspond telle tâche, ils disent que, « étant donné que nous allons appliquer la même stratégie, tous les pays sont les mêmes ».

### **Pourquoi la IIe et la IIIe Internationales ont-elles dégénéré ?**

La dérive des camarades de la majorité vers une conception avant-gardiste s'exprime non seulement sur le terrain des analyses concrètes, mais aussi sur celui des questions théoriques générales. Pour deux d'entre elles, la dimension de l'aberration arrive à la limite du révisionnisme : la dégénérescence de la IIe et de la IIIe Internationales et la caractérisation des situations prérévolutionnaire et révolutionnaire. Sur ces deux questions, le camarade Mandel-Germain base toute son explication sur les rapports internes à la classe ouvrière et, en son sein, sur le rôle de l'avant-garde. Pour Mandel, « la racine de la dégénérescence, de la IIe comme de la IIIe Internationales, c'est-à-dire la subordination des partis de masses sociaux-démocrates et communistes de l'Europe occidentale à une bureaucratie conservatrice et réformiste, qui, dans la pratique quotidienne, est devenue une partie intégrante du statu quo, » répond à une loi générale de la dégénérescence.

Voyons cette loi. « *Le résultat de ces tendances contradictoires dépend de la lutte entre elles, une lutte qui, à son tour,*

*est déterminée, en dernière instance, par deux facteurs sociaux : d'une part, le degré des intérêts sociaux spécifiques, qui découle de l'organisation autonome, et d'autre part, le degré d'activité politique de l'avant-garde de la classe ouvrière. »*<sup>22</sup>

Nous, les trotskistes, nous avons toujours considéré le processus général de la lutte de classes dans le monde comme l'élément essentiel de la dégénérescence de la IIe et de la IIIe Internationales. Nous pensons que la IIe a dégénéré à cause de l'existence et de la montée de l'impérialisme, qui a accordé de grandes concessions à des secteurs importants de la classe ouvrière, grâce à l'exploitation de ses colonies. Cela a donné lieu à une aristocratie ouvrière intimement liée aux concessions octroyées par le capitalisme. Mandel découvre maintenant que « l'organisation autonome » et « l'autopréservation de l'appareil en soi » s'expliquent par la nécessité de préservation des « intérêts sociaux spécifiques de l'appareil lui-même, et non comme une partie du processus général de formation d'une aristocratie ouvrière. La IIIe Internationale a dégénéré à cause des défaites et du recul du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, et à cause des répercussions de ce recul dans le premier Etat ouvrier, l'URSS, une nation arriérée et paysanne. C'est ce qui donne encore une fois de l'importance à la préservation de « l'appareil en soi ».

Mais Mandel abandonne cette analyse classique, et la dégénérescence bureaucratique est alors le résultat de la relation entre une bureaucratie qui défend son appareil et le « degré d'activité politique de l'avant-garde ». Les masses et

leurs luttes ne comptent pour rien. Avec cette méthode, on peut conclure que la bureaucratie peut être détruite par la seule « activité de l'avant-garde », c'est-à-dire sans faire appel à la mobilisation.

### **Les situations prérévolutionnaire et révolutionnaire**

La révision de la théorie concernant la qualification des situations prérévolutionnaires et révolutionnaires fait l'objet de tout un chapitre de la « nouvelle méthodologie mandélienne. Partant des relations internes du mouvement ouvrier et de celles de l'avant-garde avec lui, Mandel affirme : « *La maturation d'une situation prérévolutionnaire (explosion potentiellement révolutionnaire) est l'intégration de l'action des grandes masses à celle des ouvriers avancés. Une situation révolutionnaire – soit la possibilité de la conquête révolutionnaire du pouvoir – apparaît lorsque l'intégration des actions de l'avant-garde et des masses avec la conscience de l'avant-garde et des couches révolutionnaires a été atteinte.* »<sup>23</sup>

C'est-à-dire que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie n'y sont pour rien. Nous pouvons conclure que, pour Mandel, la situation de ces classes et leur relation avec le mouvement de masses n'a aucune importance. Trotsky, par contre, pensait que « *le mécontentement, l'irritation, l'instabilité, les hésitations de la petite bourgeoisie sont des caractéristiques extrêmement importantes d'une situation prérévolutionnaire* ». <sup>24</sup> Et il définissait une situation « apte à la victoire de la révolution prolétarienne » comme celle qui répondait aux conditions suivantes : « 1) *L'impasse de la*

*bourgeoisie et la confusion qui en résulte dans la classe dominante ; 2) Une insatisfaction très nette et un désir de changements décisifs dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans l'appui de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir ; 3) La conscience que la situation est intolérable et la volonté de réaliser des actions révolutionnaires dans les rangs du prolétariat ; 4) Un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde prolétarienne.* »<sup>25</sup>

Cet ordonnancement que Trotsky répète systématiquement pendant les années 1930 est instructif : 1) la situation de la bourgeoisie ; 2) celle de la petite bourgeoisie ; 3) celle de la classe ouvrière ; 4) l'existence d'un parti révolutionnaire. Comme tout bon marxiste, Trotsky va de l'objectif au subjectif. Il n'a pas donné une définition aussi précise de la situation prérévolutionnaire, mais il a montré que celle-ci est intermédiaire entre la situation non révolutionnaire et la révolutionnaire. Il a suggéré, presque dit, qu'elle était caractérisée par l'existence des trois premières conditions et l'absence de la dernière, celle du parti.

Par ailleurs, ce n'est pas seulement une question d'orthodoxie trotskiste, mais de simple bon sens. Si la bourgeoisie est unie dans un front solide, si elle jouit d'une bonne situation économique, si elle satisfait la petite bourgeoisie et compte sur son soutien, les fameuses « intégrations » du camarade Mandel ne mènent ni par hasard à la révolution. Le cas le plus avancé que nous pourrions nous imaginer – les masses, l'avant-garde et le parti intégrés dans leurs actions et leurs consciences – se

terminerait par un écrasement brutal et sanglant de la classe ouvrière par cette bourgeoisie unie, soutenue par la petite bourgeoisie et défendue par une armée sans failles. Heureusement, il n'y a aucune possibilité réelle qu'une « intégration » mandéliste de ce genre se produise dans la lutte de classes, telle que nous la connaissons jusqu'à présent.

### **Le concept mandéliste de la normalité**

Alors, cette incompréhension des camarades de la majorité, et particulièrement de Germain, de ce qu'est une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire, a provoqué toute une discussion viciée sur le mot « normal ». Cette discussion a commencé à propos de l'Amérique latine, mais elle a une importance décisive pour l'analyse marxiste de la situation mondiale. Les camarades de la majorité affirment que nous ne verrons pas en Amérique latine de processus de développement « normal » du mouvement de masses, parce qu'il n'y aura pas de périodes prolongées ayant des conditions de démocratie bourgeoise. Ils prétendent démontrer ainsi que le pronostic de la minorité, selon lequel l'Amérique latine se rapproche de plus en plus vers les normes classiques de la révolution, est faux.

La question de savoir si la révolution tend ou non à se « normaliser » n'est pas liée à la durée plus ou moins longue des régimes de légalité bourgeoise. Elle est liée au fait que le processus révolutionnaire mondial tend vers des situations qui ont été décrites par Lénine et Trotsky, c'est-à-dire la généralisation, ou non, de situations similaires à celle de la révolution russe. « Normales »

sont les révolutions qui ont pour centre le prolétariat industriel, les villes sur le plan géographique et l'insurrection urbaine comme axe de la lutte armée. « Normal », c'est également le fait que ces révolutions ne triompheront que si elles ont à leur tête un parti bolchevik.

Ce concept de « normalité » est apparu en opposition à celui de l'« anormalité » à laquelle nous avons assisté dans cette après-guerre, lorsque des partis petits-bourgeois ou bureaucratiques, du stalinisme au castrisme, se sont vus obligés de diriger des gouvernements ouvriers et paysans. Cette anormalité fut la conséquence de plusieurs facteurs combinés : les deux premières conditions d'une situation révolutionnaire (impasse de la bourgeoisie et la radicalisation de la petite bourgeoisie) étaient devenues chroniques ; le crash financier et la crise chronique de l'économie se sont reflétés dans une crise sans issue de la bourgeoisie pour des années ; et il y avait un virage à gauche de la petite bourgeoisie, qui n'avait aucune possibilité de s'appuyer sur une légère récupération de l'économie bourgeoise.

Ces facteurs se combinèrent avec la crise de l'impérialisme étasunien dans l'après-guerre et sa division face à Castro, et avec deux carences fondamentales : celle du mouvement ouvrier et de sa direction. La paysannerie s'est mise à jouer un rôle prépondérant et les conditions objectives ont fini par amener les partis petits-bourgeois au gouvernement, et à la rupture avec le régime impérialiste, les propriétaires terriens et finalement le régime bourgeois. L'anormalité a consisté, en définitive,

en ce que la crise de la bourgeoisie et la radicalisation de la petite bourgeoisie (les deux premières conditions de la situation révolutionnaire) ont acquis un poids colossal, à cause de l'absence du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire, et que le rôle du parti révolutionnaire fut rempli alors par des partis petits-bourgeois avec une influence de masse. Cette combinaison anormale avait été prévue par Trotsky dans le Programme de Transition.

Le retour actuel à la normalité ne signifie pas que nous retournions purement et simplement à la situation d'avant-guerre, mais que le mouvement ouvrier, et le développement en son sein des seuls partis ouvriers révolutionnaires existant dans le monde, les nôtres, se développent. Non seulement les autres conditions ne vont-elles pas régresser, mais elles vont continuer à avancer. La nature chronique de la crise s'étendra à des pays capitalistes ayant une structure beaucoup plus solide que celle des pays arriérés, et elle accentuera le poids de l'intervention de la classe ouvrière industrielle. La combinaison sera beaucoup plus explosive que dans toutes les étapes antérieures : une crise chronique plus grande de l'économie bourgeoise, un virage à gauche plus poussé de la petite bourgeoisie, la montée des sentiments et de l'activité révolutionnaires de la classe ouvrière, un colossal accroissement des partis de notre Internationale et de leur influence dans le mouvement de masses. Cela signifie que la révolution deviendra de plus en plus « normale », car elle deviendra plus facile objectivement, et surtout par

le fait que la classe ouvrière et ses partis entrent en lice. Des situations révolutionnaires « anormales » peuvent se reproduire, mais elles resteront subordonnées à la normalisation à l'échelle mondiale (et y contribueront).

Quel est le rapport entre tout cela et la durée des périodes de légalité bourgeoise ? La révolution russe – la plus « normale » de toutes les révolutions triomphantes – a eu lieu dans la Russie tsariste, un pays qui a connu des siècles de despotisme, un an de légalité en 1905, et quelques mois en 1917, sans compter quelques années avec de petites marges de légalité. Notre « normalité », c'est cela : la clandestinité du mouvement révolutionnaire et l'affrontement contre des gouvernements réactionnaires de tous poils la plupart du temps. Nous ne comprenons pas la « normalité » comme étant celle de la situation en Europe occidentale, avec un siècle ou plus de légalité bourgeoise, interrompu brièvement par des phénomènes comme le fascisme.

Nous pensons, oui, que les étapes de clandestinité seront beaucoup moins longues que pour la Russie, car les conditions sont beaucoup plus favorables pour le mouvement de masses. Et nous affirmons avec certitude que, comme en Russie, les marges légales et démocratiques ne seront obtenues que par l'action du mouvement de masses et que, plus les coups que celui-ci portera contre la bourgeoisie seront forts, plus les régimes qui en résulteront seront faibles. La tendance à des gouvernements kerenskistes sera de plus en plus affirmée dans la mesure où la montée

continuera, et seules des occasions révolutionnaires manquées, à cause de l'absence d'un parti bolchevik et d'une politique trotskiste, pourront expliquer les reculs partiels vers des régimes semi-fascistes.

C'est le cas des expériences bolivienne et chilienne, que notre méthode d'analyse marxiste a su prévoir et que la méthode stratégiste et avant-gardiste des camarades de la majorité a totalement ignorées. En qualifiant Banzer de Kornilov\*ien, Le camarade Germain a reconnu implicitement le gouvernement de Torres\* comme kerenskiste. Ne se rend-il pas compte que, par le fait de reconnaître l'existence d'un gouvernement kerenskiste, il reconnaît les règles « normales » de la révolution russe ? Non, évidemment. Il pense que les putschs de Banzer et des militaires chiliens lui donnent raison, parce qu'ils démontreraient le caractère « exceptionnel » des périodes de démocratie bourgeoise. Cependant, la Bolivie et le Chili ont connu plus de démocratie bourgeoise ces cinq dernières années que la Russie révolutionnaire en un siècle entier ! Silence absolu ! Les camarades de la majorité continuent à comparer la situation latino-américaine avec l'Europe dominée par le fascisme.

Différents pays – dont la Bolivie et le Chili – sont entrés dans une situation prérévolutionnaire classique qui n'est pas devenue révolutionnaire à cause de l'absence du parti. Cela ne signifie pas que tous les pays latino-américains soient entrés dans cette étape. Tout au contraire, c'est une minorité de pays qui s'achemine vers elle, dans un processus

d'ensemble inégal. Mais ces « Russies » latino-américaines montrent la voie aux autres pays du continent et, nous nous risquons à le dire, au moins à tout le monde occidental.

Le processus latino-américain et mondial nous confirme cette tendance et de ce fait, les enseignements de la Révolution russe deviennent des outils fondamentaux de notre analyse, contre les stratégies de « lutte armée », « de travail sur l'avant-garde » et de « contrôle ouvrier » de la majorité. Les bolcheviks n'ont pas abordé d'autres formes de lutte armée que celles marquées par la montée du mouvement de masse. Avec la lutte armée ou sans elle, avec le « contrôle ouvrier » ou sans lui, ils se sont mis à construire le parti à tout moment. Pourquoi changer ? Nous n'avons pas encore été vaincus, et nous ne voyons pas non plus le danger de l'occupation nazie dans nos pays, qui fait trembler la majorité. Lorsque cette perspective se présente, ce que nous ne croyons pas, nous pourrions discuter des nouvelles formes de lutte armée. En attendant, nous sommes fiers de notre analyse et de notre politique.

Les camarades de la majorité, Germain inclus, doivent cesser de jouer aux films de Far West fabriqués en Italie, pour revenir à la méthode et au programme traditionnel de notre mouvement. Cela est plus nécessaire que jamais. Nous devons partir de la réalité et non pas de « La hora de los hornos » ou des films de Costa-Gavras,<sup>h</sup> ni des « pré-

<sup>h</sup> *La hora de los hornos* (l'heure des brasiers) est un film argentin de Fernando Ezequiel Solanas, sorti en 1968, qui retrace l'histoire des luttes populaires en

occupations ( besoins ) de l'avant-garde » qui sont souvent inspirés par ces films. Nous venons de voir le développement rapide d'un autre régime kerenskiste, celui d'Allende\*. Nous venons de voir comment le triomphe momentané des Kornilov\* chiliens a été facilité par l'absence d'une politique et d'un parti bolchevik. C'est pourquoi cette politique et ces partis sont maintenant plus que jamais nécessaires. Dépoussiérons les trois volumes de Lénine de l'année 1917 et les analyses de Trotsky concernant la révolution russe !

### 6.3. Lénine et Trotsky, concernant l'orientation des partis communistes et trotskistes

Le camarade Mandel a signalé au passage que son interprétation du nouveau rôle du parti léniniste avait été anticipée par Lénine dans « *Le gauchisme : maladie infantile du communisme* ». Apparemment, notre auteur a pris les citations suivantes : « *Le premier objectif historique – gagner l'avant-garde avec conscience de classe du prolétariat pour le pouvoir soviétique et la dictature de la classe ouvrière – ne peut être réalisé sans une victoire idéologique et politique totale contre l'opportunisme et le social-chauvinisme.* »<sup>26</sup> et « *L'essentiel est déjà atteint : l'avant-garde de la classe ouvrière a été gagnée. [...] L'avant-garde prolétarienne*

Argentine depuis la chute du gouvernement péroniste en 1955. Le film a été interdit à l'époque dans ce pays. Costa-Gavras est un cinéaste grec, vivant en France, producteur de films connus de « dénonciation ». L'intrigue de son film « *Etat de siège* » (1973) se déroule en Uruguay et relate l'enlèvement d'un diplomate étasunien par la guérilla des Tupamaros..

*a été conquise idéologiquement. Là est l'essentiel.* »<sup>27</sup>

Ces phrases de Lénine sont relatives à un problème historique concret : la lutte contre l'opportunisme pour gagner les ouvriers socialistes de gauche et les anarcho-syndicalistes à la IIIe Internationale. Et il s'agissait d'une avant-garde tout aussi concrète, l'avant-garde ouvrière, ce qu'il y avait de plus avancé de sa classe, qui avait une grande influence et était largement reconnue par d'amples secteurs de la classe ouvrière. Le chapitre contenant ces citations commence par souligner ce fait, qui donne à cette situation une configuration différente de celle d'aujourd'hui, où la nombreuse avant-garde n'est pas reconnue par la classe ouvrière et n'est composée, dans sa majorité, que d'éléments non prolétaires. Il s'agissait pour Lénine de gagner cette avant-garde pour concrétiser le triomphe des ouvriers russes au niveau organisationnel, et de gagner l'avant-garde mondiale. Mais cette tâche centrale en direction de l'avant-garde n'amène pas Lénine à modifier les caractéristiques centrales des partis communistes : ceux-ci continuent essentiellement à être un outil pour diriger les masses jusqu'à la victoire socialiste. L'effort de Lénine était justement destiné à convaincre cette avant-garde de la nécessité de construire des partis bolcheviks, ayant une politique marxiste révolutionnaire pour les masses et non pour l'avant-garde de chaque pays.

Une fois replacées ces citations dans leur contexte historique, une question se pose : pourquoi le camarade Mandel eut-il recours à ces citations plutôt qu'aux

résolutions de la IIIe Internationale ? Pour nous, c'est clair : parce que les quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste affirment systématiquement le contraire de ce que dit le camarade Mandel-Germain. « *Cette minorité, qui est communiste et possède un programme, qui veut organiser les luttes des masses, c'est le Parti communiste. Le Parti communiste ne se différencie de la grande masse des travailleurs que par son habileté à remplir la mission historique de la classe ouvrière et par ses efforts, tout au long du processus, pour garantir non pas les intérêts de groupes ou de professions, mais ceux de toute la classe ouvrière.* »<sup>28</sup> « *Le Parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire... s'il sait se lier d'une manière indissoluble à l'existence de la classe ouvrière et, par son intermédiaire, à toute la masse exploitée...* »<sup>29</sup>

Nous voyons donc que l'Internationale communiste expose clairement le but des partis révolutionnaires, qui doit être celui d'« organiser la lutte des masses » (non de l'avant-garde), de défendre toujours (« tout au long du processus ») les intérêts de toute la classe ouvrière, et non ceux de certains groupes. L'avant-garde n'est-elle pas un groupe au sein du mouvement ouvrier ? Nous voyons que ces partis doivent pour cela se lier « d'une manière indissoluble » à toute la classe ouvrière (et non à un secteur partiel, serait-il « d'avant-garde »).

### **Trotsky contre Germain**

Le camarade Germain soutient que le Document européen de la majorité établit une position à l'égard des organismes de masses identique à celle

qu'eut Trotsky durant les années 1934-36 pour la Belgique, la France et l'Espagne, malgré le fait que nos organisations aient été alors plus faibles. Il est dommage que Germain ne poursuive pas sa comparaison et ne nous explique pas quelle fut la position de Trotsky quant au rôle de nos partis pour la même époque. Ce dernier n'a jamais proposé ce qu'affirment les camarades de la majorité. Jamais il n'a dit qu'il n'y avait pas de possibilités immédiates pour avoir des partis avec influence de masses. Jamais il n'a dit que notre tactique centrale pour la prochaine période était de travailler sur l'avant-garde des masses, et moins encore que le travail sur cette avant-garde était ce qui caractérisait le parti bolchevik.

Trotsky disait le contraire. Il considérait que la situation prérévolutionnaire dans ces pays rendait possible un large travail en direction des masses et un développement rapide de nos sections. « *Nous avons peu de forces, mais l'avantage d'une situation révolutionnaire consiste précisément dans le fait que même un petit groupe peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et d'avoir avancé les mots d'ordre corrects à temps.* »<sup>30</sup> « *Assurément, pendant une révolution, quand les événements se précipitent, un parti faible peut croître et devenir puissant, s'il comprend avec lucidité le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés, qui ne se gargarisent pas de phrases et ne sont pas terrorisés par la persécution.* »<sup>31</sup> « *Une dizaine de milliers de militants, avec une direction ferme*

*et avisée, peuvent trouver le chemin des masses et briser l'influence des staliniens et des sociaux-démocrates.* »<sup>32</sup> « *Il est nécessaire de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus exploités.* »<sup>33</sup> « *Mais vingt mille militants, ou même dix mille, avec une politique claire, décidée et agressive, peuvent gagner les masses en peu de temps, tout comme les bolcheviks ont gagné les masses en huit mois.* »<sup>34</sup> « *Nous devons nous tourner vers les larges masses, pénétrer coûte que coûte dans les organisations de masses, par tous les moyens, sans nous laisser influencer ou paralyser par l'intransigeance conservatrice.* »<sup>35</sup>

« *La première obligation d'une organisation révolutionnaire – principalement dans les périodes critiques, comme l'actuelle, quand la conscience des masses change littéralement tous les jours – consiste à écouter attentivement les commentaires de l'ouvrier moyen dans les usines, la rue, les transports, les cafés, la famille, afin de savoir comment il voit la situation, quelles espérances il entretient, en quoi il croit. Il faut écouter attentivement ce travailleur.* »<sup>36</sup>

La situation européenne à l'époque où Trotsky écrit ces lignes ressemble à celle d'aujourd'hui, celle du commencement d'une période prérévolutionnaire. Mais comme Lénine et la IIIe Internationale, Trotsky adopte une politique opposée à celle que préconisent les camarades de la majorité. Ces derniers soutiennent qu'il n'est pas possible de construire des partis avec influence de masse ; Trotsky ne cesse de répéter qu'un « petit groupe peut se transformer en une force importante », qu'un « parti

faible peut croître rapidement et devenir puissant », qu'avec « une direction ferme et avisée, ils peuvent trouver le chemin des masses », qu'avec « une politique claire, décidée et agressive, ils peuvent gagner les masses en peu de temps », etc. La majorité nous dit que l'activité doit être centrée sur l'avant-garde ; Trotsky insiste sur le fait qu'il est nécessaire « de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus exploités », que nous devons « nous tourner vers les larges masses », etc. La majorité nous dit que nos campagnes publiques doivent tourner autour de « problèmes judicieusement choisis, qui correspondent aux préoccupations (besoins) de l'avant-garde » ; Trotsky affirme « qu'écouter l'ouvrier moyen est la première obligation d'une organisation révolutionnaire ».

Trotsky ne s'écarte pas d'un millimètre de cette conception, lorsqu'il conseille, pour la même époque, le travail d'entrisme. L'objectif essentiel de cet entrisme n'était pas de gagner une avant-garde, c'était une tactique pour aller vers le mouvement de masses. Trotsky disait qu'il « est nécessaire de se diriger vers les masses. Il est nécessaire de trouver une place dans la structure du front unique, c'est-à-dire dans le cadre d'un des partis qui le composent. Actuellement, cela signifie militer au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO\*) ».<sup>37</sup>

Pour Trotsky, la fonction du parti est toujours d'intervenir pleinement dans la lutte des masses, disputant leur direction et avançant les mots d'ordre les plus appropriés pour ces luttes. Pour Trotsky,

il est toujours possible de transformer nos partis, si petits soient-ils, en partis de masse, dans une étape révolutionnaire. En définitive, les positions de Trotsky sont à l'opposé de celles que défend le camarade Germain. Le nouveau type de parti léniniste, dont la mission fondamentale serait de travailler sur l'avant-garde, ne se trouve nulle part dans les écrits de Trotsky de cette époque.

C'est peut-être en prévoyant l'apparition de futurs Germain dans le mouvement trotskiste que Trotsky a également traité du problème de l'avant-garde : « Si le prolétariat ne sentait pas, d'ici quelques mois, dans le processus de la lutte, que ses tâches et ses méthodes lui sont devenues claires, la désagrégation commencerait alors inévitablement dans ses propres rangs. Les larges masses, éveillées pour la première fois par le mouvement actuel, retomberaient dans la passivité. Dans l'avant-garde, à mesure que le sol commencerait à se dérober sous ses pieds, commencerait à se ranimer l'état d'esprit favorable aux actions de guérilla et à l'aventurisme en général. »<sup>38</sup>

Bref, seul le mouvement de masses, orienté par le parti, peut sauver l'avant-garde de la chute dans le désespoir aventurier et de la guérilla.

#### **6.4. Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation**

En s'en tenant à ce que nous avons dit jusqu'à présent, il semblerait que pour nous, le parti doive ignorer l'existence de l'avant-garde qui apparaît à chaque moment dans la lutte de classes et n'entreprendre aucune activité envers

elle. Tel n'est pas le cas. Nous reconnaissons que l'avant-garde du mouvement ouvrier et de masses est un secteur important auquel nous devons donner de l'importance et en direction duquel nous devons intervenir. Ce que nous avons signalé jusqu'à présent c'est qu'elle ne doit pas déterminer la politique du parti, ni ses mots d'ordre, ni son organisation, ni ses analyses.

Une partie importante de l'activité du parti est tournée vers l'avant-garde : la propagande. C'est la position défendue par Lénine quand il dit que « *Tant qu'il s'agissait (et qu'il s'agit toujours) de gagner l'avant-garde du prolétariat au communisme, la priorité résidait (et réside) dans le travail de propagande.* »<sup>39</sup>

Le problème est que, pour Mandel-Germain, notre intervention en direction de l'avant-garde est bien plus ambitieuse que ce que propose Lénine. Il s'agit de « *campagnes politiques nationales sur des thèmes choisis avec soin, correspondant aux préoccupations de l'avant-garde, sans aller en sens contraire des luttes des masses, et démontrant une capacité d'initiatives efficaces, bien que modestes, de la part de nos sections.* »<sup>40</sup> Il s'agit de « *centrer notre propagande et, quand c'est possible, notre agitation sur la préparation de ces ouvriers avancés.* »<sup>41</sup>

Le texte du camarade Germain abonde dans ce sens. Selon lui, ce qui était prévu au 9e Congrès était « *un tournant vers la transformation des organisations trotskistes, de groupes de propagande en organisations capables d'ores et déjà d'initiatives en direction de l'avant-garde de masses requises*

*par la dynamique de la lutte des classes elle-même.* »<sup>42</sup>

Pour la majorité, la tendance doit être de faire de l'agitation et de lancer des actions (des initiatives politiques) « au niveau de l'avant-garde de masses ». Même s'il est correct de centrer les efforts de nos sections sur l'avant-garde, le seul fait de proposer l'agitation et des actions sur elle est en contradiction avec le léninisme, pour lequel « la priorité réside dans le travail de propagande » au niveau de l'avant-garde. La définition du terme propagande – « dire beaucoup à peu de gens » – et celle du terme agitation – « dire peu à beaucoup de gens » – devrait être largement connue. La propagande englobe aussi bien un cours d'économie marxiste ou de logique dialectique qu'une conversation individuelle avec un militant ouvrier à qui nous expliquons la situation nationale et internationale, notre programme et les différences entre notre organisation et les autres organisations ouvrières. L'agitation, au contraire, consiste à avancer quelques mots d'ordre (parfois un seul) qui donnent un débouché à la lutte qui se déroule à un moment donné dans le mouvement ouvrier ou de masses (augmentation de salaire, libertés démocratiques, assemblée constituante, tout le pouvoir aux soviets, etc.)

Ce qui caractérise un parti léniniste-trotskyiste, c'est que son activité principale est l'agitation sur l'ensemble de la population exploitée et pas seulement sur un secteur d'elle, bien que ce secteur soit la classe ouvrière. Ce qui caractérise le parti mandéliste, c'est que son activité principale est l'agitation et les

campagnes politiques principalement sur l'avant-garde.

### **L'art de trouver les mots d'ordre**

Un parti bolchevik commence par faire une analyse de l'étape de la lutte de classes, et de cette analyse découlent une, deux ou trois tâches essentielles pour le mouvement de masses, que nous concrétisons sous la forme de mots d'ordre. C'est là l'aspect concret de notre politique et c'est donc le fondamental. La théorie et la propagande servent à préciser cet aspect. Toute notre activité (y compris notre théorie et notre propagande) est subordonnée à cet objectif final : définir quelles sont les tâches générales posées aux masses dans une étape déterminée, et formuler pour elles les mots d'ordre correspondants.

Voici un exemple : il y a un nouveau gouvernement. L'essentiel des efforts théoriques du parti se concentre sur sa définition précise, sur l'analyse soignée du rapport de forces entre les classes, des secteurs qui composent le nouveau gouvernement et de ceux de l'opposition, ainsi que des relations des deux secteurs avec l'impérialisme, du rôle que l'armée y joue, etc. S'il résulte de cela, par exemple, qu'il s'agit d'un gouvernement bonapartiste\* contre-révolutionnaire, nous définirons quelques mots d'ordre d'agitation qui répondent aux besoins que le gouvernement pose au mouvement de masses (la défense des acquis économiques ; les libertés démocratiques ; la défense des organisations ouvrières). Mais nous constatons que cette caractérisation et ces tâches sont différentes de celles posées par les directions réformistes et

bureaucratiques et l'extrême gauche et qu'elles entrent en collision avec les tendances spontanées de l'avant-garde. Cela va nous forcer à orienter notre propagande aussi autour de l'explication constante des caractéristiques de ce régime ; la controverse avec nos ennemis au sein du mouvement ouvrier concernant cette caractérisation ; et la question des raisons pour lesquelles les tâches que nous proposons au mouvement de masse sont correctes. En bref, notre théorie essaiera de découvrir les mots d'ordre à agiter ; notre propagande essaiera d'expliquer à l'avant-garde pourquoi nous devons agiter ces mots d'ordre et non d'autres. Cela ne signifie pas que ce seront nos seules activités théoriques et de propagande, mais elles sont les principales.

En schématisant, nous pouvons dire que toute la science et le savoir-faire trotskistes se résument dans la capacité d'élaborer les mots d'ordre adéquats à un moment donné de la lutte de classes. Lénine disait la même chose. « Le contenu essentiel des activités de l'organisation de notre parti, le centre de gravité de ces activités, doit donc consister en un travail réalisable et nécessaire, tant pendant la période de l'explosion la plus violente que dans les périodes de calme le plus complet : un travail d'agitation politique unifié dans toute la Russie, qui éclaire tous les aspects de la vie et s'adresse aux larges masses. »<sup>43</sup>

Lénine fonde cette orientation de dénonciations politiques sur sa confiance aveugle dans la capacité d'organisation et de mobilisation de l'ouvrier arriéré ou de l'ouvrier moyen, et non sur une

capacité spécifique des ouvriers d'avant-garde ou « avancés ». Par rapport au mouvement de masses, il ne s'arrête jamais sur l'avant-garde ouvrière, ni sur la nécessité, pour le parti, de prendre des initiatives propres dans l'action. Il ne se préoccupe que de l'organisation de campagnes d'agitation. Pour Lénine, si nous touchons les masses par une de ces campagnes, les ouvriers sont capables de tout. Le rôle du parti est de lancer de telles campagnes et d'accompagner et de diriger le mouvement de masses. C'est pour cela qu'il critique les intellectuels « qui ne savent pas ou ne peuvent pas lier en un tout le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier. » « Si jusqu'à présent, nous n'avons pas su organiser des campagnes de dénonciations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement de masses. Que nous le fassions (nous devons et pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra ou sentira que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie ; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même ; aujourd'hui il "chahutera" les censeurs, demain, il manifesterà devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte paysanne ; après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition ; etc. »<sup>44</sup>

Nous avons vu comment Trotsky rap- pelait pour l'Espagne – un pays cher au camarade Mandel, qui s'en sert pour

faire une analogie avec la situation européenne actuelle – que « les forces dont nous disposons sont peu nombreuses. Mais l'avantage d'une situation révolutionnaire tient au fait qu'un petit groupe, même très réduit, peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et d'avancer à temps les mots d'ordre corrects. »<sup>45</sup>

Trotsky résume sa position en affirmant : « Non seulement l'agitation est-elle le moyen de communication avec les masses sur tel ou tel mot d'ordre, les appelant à l'action, etc. Pour un parti, l'agitation est également un moyen de se mettre à l'écoute des masses, de sonder leur état d'âme et leurs pensées et d'adopter en conséquence telle ou telle pratique. »<sup>46</sup> Et pour les Etats-Unis, il a répété inlassablement la même chose : « Quand nous commençons la lutte, nous ne pouvons pas être sûrs de la victoire. Nous pouvons seulement dire que nos mots d'ordre correspondent à la situation objective, que les meilleurs éléments les comprendront et que les plus arriérés qui ne les auraient pas compris ne s'y opposeront pas. »<sup>47</sup> « Ce qui est important, lorsque le programme est définitivement établi, c'est que les mots d'ordre soient parfaitement connus et utilisés avec habileté, afin que partout dans le pays les mêmes mots d'ordre soient utilisés par tous au même moment, afin que trois mille puissent donner l'impression d'être quinze ou vingt mille. »<sup>48</sup>

### **La spécificité des mots d'ordre**

Les camarades de la majorité ont oublié ces vérités archiconnues – ou ne les ont jamais sues. Ils soutiennent



l'intervention à destination de l'avant-garde alors que Lénine et Trotsky soutiennent l'agitation au sein du mouvement de masses. La différence entre ceux qui suivent les enseignements de Lénine et de Trotsky et ceux qui suivent les positions de la majorité se manifeste clairement dans l'activité militante de nos sections. Malgré tous nos efforts pour les découvrir, nous ne sommes pas parvenus à savoir quels sont les mots d'ordre généraux importants pour l'activité de notre section française par exemple. Si quelque chose caractérise cette section, c'est bien l'absence de mots d'ordre généraux pour le mouvement ouvrier et de masses. Nous ne parlons pas du programme, mais des mots d'ordre, de deux ou trois mots d'ordre qui caractérisent les besoins du mouvement de masses dans la situation actuelle en France et y répondent. Les camarades nord-américains ont avancé un mot d'ordre fondamental pour ces dernières années : « Retrait immédiat des troupes du Vietnam ! » Quant à nous, nous avons avancé pour la campagne électorale : « Ne votez pas pour les patrons, ni pour les militaires, ni pour les dirigeants vendus, votez pour vos camarades ouvriers ! » Quels furent les mots d'ordre centraux de la campagne électorale des camarades français ? Il est impossible de le savoir.

Voyons les mots d'ordre pour le mouvement ouvrier et de masses français. Relisons la collection de *Rouge* entre juin et août 1973 par exemple. Nous ne trouvons que trois campagnes de dénonciation constantes : solidarité avec

les ouvriers de LIP<sup>i</sup> ; solidarité avec les travailleurs immigrés ; et la lutte contre les groupes fascistes. La seule qui puisse être liée à l'ensemble du mouvement de masses français est celle contre les groupes fascistes, mais nous n'y trouvons pas le mot d'ordre « Freinons (ou écrasons) *Ordre nouveau* et le fascisme ! » Les deux autres sont des campagnes partielles concernant des secteurs spécifiques.

Nous nous demandons quels sont les ou les mots d'ordre qui répondent aux problèmes les plus ressentis par le mouvement ouvrier. A part les groupes fascistes, le régime ne crée-t-il aucun problème au mouvement ouvrier ? Le mot d'ordre « Freinons l'offensive patronale contre notre niveau de vie et nos conditions de travail » ne correspond-il pas à un besoin des masses ? Si le fascisme est le seul problème, pourquoi ne pas avancer le mot d'ordre capable de mobiliser les masses contre celui-ci ? Nous faisons remarquer que nous ne sommes pas en train de défendre ou de critiquer tel ou tel mot d'ordre ; nous exposons ici quelque chose de plus élémentaire : notre obligation de nous doter de mots d'ordre pour l'action du mouvement de masse, notre obligation de faire de l'agitation.

Nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas de ne pas donner de l'importance au travail sur l'avant-garde ouvrière ou du mouvement de masses. Au contraire, à certains moments de la lutte de classes, cette intervention devient

<sup>i</sup> Une usine de montres en France dont les travailleurs eux-mêmes avaient pris le contrôle et assuré la production.

fondamentale. Quand survient une grave défaite historique dans le mouvement ouvrier, la propagande orientée vers l'avant-garde est notre activité essentielle, jusqu'à ce que le mouvement ouvrier reprenne ses forces. Il y a eu aussi une situation exceptionnelle qui faisait du travail sur l'avant-garde l'axe central de notre activité révolutionnaire en période de montée. Il s'agit de la situation que nous avons déjà remarquée dans la construction de la IIIe Internationale, sur la base de la victoire de la révolution russe et la naissance du premier Etat ouvrier. Dans ce cas, la tâche de gagner d'un seul coup toute l'avant-garde mondiale – ou presque toute – était à l'ordre du jour pendant un ou deux ans, profitant de l'exemple et de l'enthousiasme éveillé par la victoire spectaculaire du mouvement de masses avec une direction bolchevik, un enthousiasme qui se répandait à travers le monde dans l'avant-garde, parce que celle-ci assimilait ce triomphe du mouvement de masses. Cette situation est déterminée par la loi du développement inégal et combiné du mouvement révolutionnaire mondial : une immense victoire obtenue par une direction marxiste révolutionnaire dirigeant le mouvement de masses dans un pays déterminé se double et se combine avec l'impact de ce triomphe à l'échelle mondiale sur l'avant-garde. Mais ici aussi, l'élément décisif est encore le mouvement de masses.

Il se passera la même chose à l'échelle nationale, pour peu que nous obtenions une victoire importante au niveau national de la lutte de classes. Une victoire décisive dans une branche significative

du mouvement ouvrier français, dans la métallurgie par exemple, ou dans l'automobile ou dans l'enseignement, sous notre direction, aurait un effet immédiat et global sur toute l'avant-garde du mouvement ouvrier français. L'avant-garde ouvrière se rapprocherait par milliers de notre parti, et notre tâche centrale serait alors, pour un certain temps, de la gagner d'un seul coup au trotskisme. Mais nous ne devons pas nous méprendre, ce tournant ne se produira que sur la base d'une victoire du mouvement de masses, et pour aucune autre raison.

### **Comment gagner l'avant-garde ?**

Dans n'importe quelle situation, qu'elle soit « normale » (notre tâche étant l'agitation au sein du mouvement de masses) ou exceptionnelle et momentanée comme celle que nous avons décrite, nous devons nous poser la question de savoir comment travailler sur l'avant-garde, comment la gagner. Nous faut-il une politique spécifique pour elle ? Les camarades de la majorité pensent que oui, que nous gagnerons l'avant-garde par des campagnes nationales sur des questions qui « correspondent à ses préoccupations » et par des « initiatives efficaces » sur ces questions. Nous pensons tout le contraire : nous devons gagner l'avant-garde en lui expliquant patiemment notre politique pour le mouvement ouvrier et de masses (en faisant de la propagande), et non par une politique spécifique pour elle. Ce problème est très important, car c'est de là que provient l'essentiel des divergences politiques concrètes entre la minorité et la majorité.

L'avant-garde n'apparaît jamais avec des tendances vers la politique trotskiste ou bolchevik. Elle apparaît en exprimant les tendances spontanées de la lutte existant alors dans le mouvement de masses, et les premiers enseignements politiques qu'elle reçoit sont ceux des partis réformistes à influence de masse, de la bureaucratie syndicale et des phénomènes mondiaux de la révolution. Ce sont les premières idées qu'elle connaît. Auparavant, elle ne connaissait que le venin que crachent tous les jours les organismes de propagande de la bourgeoisie. Le parti révolutionnaire ne peut pas concurrencer la propagande de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement ouvrier ; nous partons d'une position d'infériorité. L'avant-garde contemporaine, par exemple, est venue à la politique sous la pression du pôle de la propagande stalinienne et du pôle castriste. C'est ce qui explique précisément que, pendant tout un moment, elle aura débattu essentiellement des problèmes de lutte armée.

Si nous prenons comme point de départ ces « préoccupations », nous nous verrons forcés de choisir (comme le font les camarades de la majorité) entre ces deux pôles. Nous parviendrons peut-être ainsi, en nous adaptant à cette situation, à capter un secteur de cette avant-garde, mais uniquement au prix du sacrifice de notre propre orientation politique. Capturer l'avant-garde guérillériste en nous transformant en proguérilléristes, ou capturer l'avant-garde stalinienne en nous transformant en prostaliniens, cela nous servira à quoi ? A rien assurément. C'est un coup brutal porté à notre

possibilité de diriger la révolution. Nous ne pouvons ainsi que faire le jeu d'une de ces politiques incorrectes qui s'expriment avec plus de force que la nôtre au sein de l'avant-garde. Et, dès que la stratégie castriste ou stalinienne échouera, notre parti s'écroulera avec elle.

Notre confiance, en tant que trotskistes, réside dans le mouvement de masses. Nous pensons qu'il fera la révolution si nous savons construire un parti qui le dirige avec une politique correcte. Ce parti se construira essentiellement en gagnant l'avant-garde à *cette politique trotskiste*, et non en la gagnant avec une autre politique ou aux déviations qui existent dans cette avant-garde. Cette tâche est bien plus difficile que celle que se proposent d'accomplir les camarades de la majorité, mais c'est la seule tâche correcte.

Capter l'avant-garde n'est un progrès pour le processus révolutionnaire que si elle a été gagnée à la politique révolutionnaire. Les staliniens ont gagné de larges secteurs de l'avant-garde à leur politique ; en annihilant leur potentiel révolutionnaire, il les a liquidés en tant qu'avant-garde. De nos jours, le castrisme a gagné presque toute l'avant-garde mondiale et l'a entraînée à la catastrophe : il a démoralisé politiquement tout un secteur et amené un autre (une grande partie de l'avant-garde latino-américaine des années 1960) à la liquidation physique.

Que signifie la tâche de gagner l'avant-garde pour la politique trotskiste ? Il s'agit de la gagner pour faire de l'agitation au sein du mouvement de masses sur les mots d'ordre que notre

parti élabore scientifiquement à chaque étape, et de la faire adhérer à notre stratégie de construction d'un parti bolchevik et au programme de ce parti. Il s'agit de combattre violemment, jour après jour, les directions bureaucratiques et réformistes en premier lieu, puis les tendances ultra-gauchistes. Il s'agit d'expliquer, face à chaque problème de la lutte de classes : « Camarade de l'avant-garde, face à cette situation, les staliniens avancent tel mot d'ordre pour le mouvement de masses ; ce mot d'ordre est incorrect, car il nous amène à faire confiance à un secteur de la bourgeoisie et finira par nous entraîner au massacre. Les ultra-gauchistes te proposent de te lancer dans des actions isolées du mouvement de masses, loin de tes camarades de travail. Si tu les écoutes, tu finiras également par être vaincu par la bourgeoisie. Nous te proposons de ne pas t'éloigner de tes camarades de travail, de rester lié au mouvement de masses afin de devenir leur direction. Nous te proposons de détecter soigneusement les problèmes sur lesquels tes camarades sont prêts à se mobiliser ; de chercher le mot d'ordre précis pour développer cette mobilisation. Nous te proposons de faire ainsi au niveau national et mondial. Pour réaliser cette tâche à un niveau plus général que sur ton lieu de travail, tu as besoin de t'organiser dans un parti de militants comme toi. Dans ce parti que nous sommes en train de construire, nous faisons ce que tu fais toi-même dans ton usine, nous cherchons les mots d'ordre adéquats pour mobiliser à chaque moment les masses exploitées. Mais nous savons, en outre, que cette mobilisation

des masses se terminera par la prise du pouvoir ou par une défaite, et nous avons un programme, le Programme de Transition, qui enchaîne les mots d'ordre les uns aux autres pour conduire les masses vers la prise du pouvoir. Nous t'invitons à construire ce parti avec nous et à faire tien notre programme. »

Notre tâche vis-à-vis de l'avant-garde est donc simple : partir des mots d'ordre d'agitation pour le mouvement de masses, et la gagner au parti et au programme dont ces mots d'ordre sont tirés. Et tout cela, tout ce que nous avons à dire à l'avant-garde, n'est-ce pas de la propagande (beaucoup d'idées pour peu de gens) ? Mais comment faire cette propagande, si nous ne sommes pas les champions de l'agitation sur ces mots d'ordre ?

Même dans les cas « exceptionnels » que nous avons vus, notre propagande a le même sens. Après un écrasement historique du mouvement de masses, nous passerons des années à faire de la propagande en direction de l'avant-garde ; que lui dirons-nous ? « Camarades, le mouvement ouvrier a subi une défaite, mais nous sommes sûrs et certains qu'il repartira en lutte. Ne te lance pas dans des actions isolées, étudie et apprend toute l'expérience accumulée par les travailleurs en plus d'un siècle de lutte, forme-toi en tant que direction des nouvelles luttes qui vont inévitablement se produire, écoute soigneusement tes camarades, et dès que tu les verras disposés à la lutte, même si c'est sur un problème infime, cherche le mot d'ordre adapté à cette lutte et avance le. Le seul endroit où tu puisses étudier et assimiler

toute cette expérience, le seul endroit où tu pourras élaborer ce mot d'ordre, c'est dans notre parti. »

Voyons l'autre cas « exceptionnel », celui de la IIIe Internationale. Lénine a-t-il défini une politique spécifique pour gagner l'avant-garde mondiale ? A-t-il fait des campagnes politiques nationales autour des préoccupations de l'avant-garde ? A-t-il pris parti pour les socialistes de gauche et les anarcho-sindicalistes (qu'il désirait gagner) contre l'opportunisme et le social-chauvinisme des partis sociaux-démocrates ? Tout au contraire. Gagner cette avant-garde, cela signifiait la convaincre de se donner « une activité d'agitation politique unifiée... qui se dirigeait vers les grandes masses », la gagner à la politique du parti bolchevik russe. Cela signifiait la faire rompre définitivement avec les partis sociaux-démocrates et la tendance anarchiste, afin de construire, dans chaque pays, des partis bolcheviks sur le modèle russe.

Pourquoi est-ce seulement à cette occasion que Lénine a proposé cette tâche de gagner l'avant-garde ? Parce que l'impact de la grande victoire du mouvement de masses, constituée par la révolution russe, était tel que, pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), la propagande marxiste révolutionnaire pouvait se mesurer avec succès à la propagande bourgeoise et réformiste ; parce que pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), l'avant-garde du monde entier s'orientait massivement vers le marxisme révolutionnaire, fascinée par

l'exemple du prolétariat soviétique et de son parti bolchevik.

### ***La dialectique entre masses et avant-garde***

La théorie marxiste et les exemples historiques nous montrent la dialectique entre les masses et l'avant-garde et, par conséquent, le caractère erroné de la conception mécaniste des camarades de la majorité, pour qui le seul fait de gagner l'avant-garde nous fait avancer sur la voie de la conquête de la direction des masses. Si nous gagnons l'avant-garde sur une autre base que la politique léniniste-trotskiste et l'intervention au sein du mouvement de masses, nous éloignerons notre parti de la politique révolutionnaire, nous séparerons l'avant-garde des masses et nous finirons par liquider le parti et l'avant-garde, en abandonnant le mouvement de masses à son sort et en nous fermant la voie de la victoire de la révolution. Si nous gagnons l'avant-garde à la politique léniniste-trotskiste, nous aurons fait un bond dans la construction du parti à influence de masse capable de diriger la révolution jusqu'à la victoire.

Cette dialectique comprend également la possibilité de l'existence d'avant-gardes ou de secteurs d'avant-garde que, pour des raisons historiques et sociales concrètes, nous ne pouvons pas gagner à la politique marxiste révolutionnaire. C'est le cas, en général, d'un secteur important de l'avant-garde étudiante qui est condamné, par la logique inflexible de la lutte de classes, à abandonner tôt ou tard le camp du mouvement de masses pour passer dans celui de la bourgeoisie. Ce sera dommage et

douloureux, mais c'est ainsi. Cette dialectique est précisément ce qui explique que tout ce que les marxistes révolutionnaires gagnent ou perdent, à tous les niveaux de la lutte de classes (mouvement de masses, classe ouvrière ou avant-garde), est déterminé par la lutte de classes elle-même et ses soubresauts, jamais par une politique spécifique plus ou moins correcte visant l'avant-garde.

Vu sous un autre angle : la seule manière de gagner l'avant-garde à notre politique est d'avoir une politique correcte pour le mouvement de masses ; mais cela ne suffit pas, il est encore plus important que cette politique correcte remporte des victoires significatives qui nous amènent à la direction du mouvement de masses à l'échelle nationale et internationale. C'est ce que nous avons fait en France en mai 1968 : une politique correcte pour l'ensemble du mouvement étudiant et ouvrier nous a amenés à influencer l'avant-garde, mais nous n'avons pas réussi à la gagner d'une manière massive, car le mouvement de masses, dans sa première grande mobilisation d'ensemble depuis 35 ans, n'a pas obtenu de victoire complète contre la bourgeoisie. C'est la mesure même de la victoire obtenue qui a déterminé le poids et la permanence de notre influence sur l'avant-garde, une fois la mobilisation retombée.

C'est cette dialectique qui met à jour l'erreur de base des raisonnements des camarades de la majorité. Ils signalent deux faits réels : il existe une nombreuse avant-garde ; et nous « ne pouvons pas entretenir l'espoir de gagner la sympathie politique de la classe ouvrière d'un

seul coup ». Mais ils tirent de ces deux faits la conclusion erronée de la nécessité d'un travail prioritaire en direction de « l'avant-garde de masses », sur la base d'une politique spécifique partant de ses « préoccupations » à elle. Bien que les camarades de la majorité ne le disent pas, la logique de ce raisonnement les amène à conclure que nous pouvons gagner « d'un seul coup » cette « avant-garde de masses », à la différence de la classe ouvrière. Nous ne comprenons pas cette conclusion. Nous pensons également que nous ne pouvons pas gagner la classe ouvrière d'un seul coup, mais qu'est-ce qui nous empêche de la gagner au cours d'un processus ? Si à chaque moment de la lutte du mouvement de masses ou de ses secteurs, nous avançons les mots d'ordre justes, nous gagnerons graduellement leur sympathie, par paliers. Et dès que des luttes importantes se déclareront, la « sympathie politique » du mouvement de masses, ou de secteurs importants de celui-ci, pour notre politique et nos partis croîtra géométriquement.

Nous ne comprenons pas non plus ce qui peut nous permettre de gagner d'un seul coup « la sympathie politique générale » de « l'avant-garde de masses », car celle-ci n'a pas besoin de notre politique ni de notre parti. Dans les moments d'accalmie de la lutte de classes, elle tendra à réaliser des actions coupées du mouvement de masses, auxquelles nous devons nous opposer. Il en résultera que seul un secteur minoritaire de cette avant-garde se rapprochera de nos positions, les autres poursuivant leurs tendances spontanées. Il n'y a pas moyen

d'éviter ce phénomène. La formule des camarades de la majorité, proposant d'orienter le parti vers ces préoccupations, peut avoir un succès momentané. Mais il est également très probable que, à moins que nous rompions totalement avec le trotskisme, des tendances non trotskistes apparaissent au sein de l'avant-garde, qui sont bien plus habiles et capables que nous pour suivre à la lettre la déviation (ou la préoccupation) du moment de cette avant-garde.

Toute la situation change toutefois, dès que le mouvement de masses entre en scène. Des secteurs de l'avant-garde seront alors beaucoup plus préoccupés par une orientation correcte pour la lutte de masses que par la réalisation d'actions isolées. Ils se souviendront alors de notre travail de propagande patient et intransigeant, et ils diront : « les trotskistes avaient raison lorsqu'ils nous disaient de faire confiance au mouvement de masses et de ne pas nous en séparer. Allons discuter avec eux de la politique correcte à avancer pour cette mobilisation. » D'autres secteurs, les guérilléristes par exemple, poursuivront leurs actions à l'écart des masses, se sépareront de plus en plus d'elles et ne seront donc pas reconnus par elles comme direction alternative contre les réformistes et la bureaucratie. Le parti trotskiste établira alors un dialogue large et fraternel avec les premiers secteurs, en essayant de les gagner à sa politique pour le mouvement de masses. Quant au second secteur, le parti ne pourra que le caractériser ainsi : « Ce sont des camarades irrécupérables, pour le moment, pour le marxisme révolutionnaire ;

défendons-les contre les attaques de la bourgeoisie, mais laissons-les politiquement regarder leur nombril. » C'est par ce processus, et non « d'un seul coup », que nous gagnerons jour après jour plus d'influence dans l'avant-garde du mouvement de masses. La dialectique des rapports entre l'avant-garde et les masses est inflexible : nous ne pouvons gagner d'un seul coup l'avant-garde qu'au moment de ce processus où notre parti aura dirigé le mouvement de masses et obtenu une victoire colossale. Alors, et alors seulement, notre tâche (toujours de propagande) de la conquête de l'avant-garde sera centrale, et jamais pour une étape indéfinie. Et dès que nous aurons épuisé les possibilités de ce travail, nous reviendrons (avec nos forces multipliées par cent) à notre tâche centrale d'agitation sur des mots d'ordre pour chaque moment de la lutte des masses.

A maintes occasions, nos mots d'ordre d'agitation ne mobiliseront pas les masses et ne seront repris que par des secteurs de l'avant-garde qui réaliseront, par exemple, une manifestation de soutien au Vietnam ou à une grève ouvrière. Les camarades de la majorité peuvent en tirer l'argument que l'avant-garde réalise des actions et que, de ce fait, il est donc nécessaire d'avoir une politique en direction de celle-ci. En cela, ils ont en partie raison. L'avant-garde mène effectivement des actions. Mais elles ne sont pas toutes positives. Les camarades de la majorité ajoutent donc une condition : que ces actions « n'aillent pas contre le courant de la lutte de masses ». Mais une action, allant dans le sens général de la lutte de

masses, peut à un moment particulier, déchaîner la répression par exemple, ou détourner l'attention des masses de leurs problèmes centraux. Si au milieu d'une mobilisation de masse sur les salaires, un secteur de l'avant-garde organise une manifestation avec pour seul mot d'ordre « A bas la bureaucratie syndicale ! », il détourne ainsi l'attention des masses, puisque le problème central pour celles-ci est celui des salaires et que la lutte contre la bureaucratie n'est qu'un aspect (secondaire au début) de la lutte contre le patronat. Si cette manifestation se termine par la mort de policiers, elle déchaînera une répression du régime contre le mouvement de masses, qui n'est pas encore préparé à l'affronter. Par conséquent, la condition que doivent remplir les actions de l'avant-garde n'est pas celle de « ne pas aller contre le courant de la lutte de masses », mais de répondre exactement aux besoins actuels de la lutte de masses. Toute autre action doit être condamnée énergiquement par le parti.

Ainsi, quelle signification les actions de l'avant-garde peuvent-elles donc avoir, du point de vue de la lutte de classes dans son ensemble ? Ce qui pour l'avant-garde est une action (manifestation, initiative éclair, etc.) est, du point de vue de la lutte de classes, une tâche d'agitation que cette avant-garde réalise en direction du mouvement de masses. Cette action joue le même rôle que celle de parler à la radio ou de distribuer un tract : essayer d'atteindre les masses avec nos mots d'ordre. C'est une action d'agitation, du parti ou de l'avant-garde. Ce n'est pas une action

directe du mouvement de masses, ni un affrontement avec les exploités, mais une technique, parmi d'autres, pour agiter des mots d'ordre. Si la bureaucratie, les réformistes, les ultra-gauchistes ou nous-mêmes (lorsque nous nous trompons) distribuons un tract ou lançons un mot d'ordre incorrect, nous portons préjudice à la lutte du mouvement de masses. Il se passe la même chose avec les actions de l'avant-garde. Si l'axe de ces actions est correct, l'agitation qu'elles font en direction du mouvement de masses est positive ; si cet axe est incorrect, elle est négative. Et quelles sont les actions correctes de l'avant-garde si ce ne sont celles qui ont pour axe les mots d'ordre de notre agitation dans le mouvement de masses ?

En résumé, les camarades de la majorité soutiennent que notre tâche centrale est le travail en direction de « l'avant-garde de masses ». Nous soutenons que cette tâche centrale ne se justifie que dans une période d'écrasement historique du mouvement de masses ou lorsqu'une victoire importante du mouvement de masses, sous notre direction, entraîne toute l'avant-garde vers nos positions. Nous soutenons que dans la situation actuelle, qui tend à devenir prérévolutionnaire au niveau mondial, notre tâche centrale est l'intervention au sein du mouvement de masses dans la grande majorité des pays.

Les camarades de la majorité affirment que notre tâche centrale est l'agitation en direction de l'avant-garde, sur des mots d'ordre qui partent de ses préoccupations et l'entraînent à l'action. Nous affirmons que notre agitation ne

doit être adressée qu'au mouvement de masses, pour amener celles-ci à l'action grâce à des mots d'ordre corrects, et que notre tâche centrale vis-à-vis de l'avant-garde est la propagande que nous faisons autour des mots d'ordre d'agitation en direction du mouvement de masses. Les camarades de la majorité prennent les actions de l'avant-garde comme critère presque absolu pour les tâches du parti ; ils soutiennent que notre tâche centrale est de lancer des campagnes politiques qui répondent aux préoccupations de l'avant-garde, c'est-à-dire aux objectifs spontanés de ses actions. Ils affirment quelque chose d'encore plus grave (que nous verrons plus loin) : que nos sections doivent réaliser des actions par elles-mêmes, prenant comme base ces préoccupations, afin de donner l'exemple et de gagner la sympathie de cette avant-garde.

Nous sommes tout à fait pour l'unification de l'avant-garde, son renforcement, sa croissance et sa prise d'initiatives. Mais nous lui répéterons inlassablement : « Camarades, liez-vous au mouvement de masses, faites-lui confiance, réalisez des actions de propagande et d'agitation utiles à la popularisation du mot d'ordre précis à chaque moment de ses luttes ; nous serons avec vous dans toutes ces actions. Mais nous ne serons plus avec vous si vous réalisez des actions physiques qui tentent de remplacer les actions des masses, tout bien intentionnées qu'elles soient ; qui plus est, nous serons contre vous si ces actions portent préjudice aux masses. Si cela se produisait, nous dénoncerions implacablement que vous vous

trompez, que vos actions sont néfastes, et nous tenterions de vous diviser afin de gagner le secteur qui peut rejoindre le marxisme révolutionnaire et afin de déconsidérer aux yeux des masses l'autre secteur, qui sous-estime ceux-ci et réalise des actions qui vont objectivement contre leurs luttes. »

#### **6.5. Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masses**

Cet arsenal de substitutions que nous découvrons au fur et à mesure chez le camarade Germain – connaissance scientifique au lieu de conscience politique ; objectifs politiques au lieu d'analyses marxistes objectives ; agitation au lieu de propagande ; travail sur l'avant-garde au lieu de travail sur les masses, etc. – constituent la base « théorique » sur laquelle il base les critiques « graves » qu'il fait au camarade Camejo concernant sa conception du parti bolchevik dans cette étape.

Selon Germain, alors que Cannon\* parle de « révolution prolétarienne », Camejo la nomme une seule fois, et en rapport avec le programme : « *Le parti cherche à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le pouvoir d'Etat, en tant qu'objectif fondamental, mais ne tente pas de se substituer aux masses.* »<sup>49</sup>

Il serait opportun de demander au camarade Germain s'il est d'accord, ou non, avec la définition que donne notre *Programme de Transition* de la « révolution prolétarienne » : « la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés ». Et le fait que cette « prise du pouvoir » soit pour le camarade Camejo « l'objectif

fondamental » du parti ne satisfait-il pas le camarade Germain ?

La première objection sérieuse faite par Germain est que Camejo présente « *le rapport entre l'avant-garde et le parti et la classe travailleuse... d'une manière unilatérale et mécaniste. Le parti "s'efforce de promouvoir la lutte de masses... en mobilisant les masses" autour de revendications "liées à leur niveau de conscience présent".* »<sup>50</sup>

Pour démontrer que c'est une erreur, Germain essaye de s'appuyer sur Trotsky avec la citation suivante : « *Que peut faire un parti révolutionnaire dans cette situation ? En premier lieu, donner une vision honnête et claire de la situation objective, des tâches historiques qui découlent de cette situation, indépendamment du fait que les travailleurs soient prêts ou non à les réaliser.* Nos tâches ne dépendent pas de la mentalité de l'ouvrier ? [...] *Nous devons dire la vérité aux travailleurs et nous en gagnerons alors les meilleurs éléments.* »<sup>51</sup>

Comme d'habitude, le camarade Germain utilise une citation séparée de son contexte. Ces phrases sont une réponse de Trotsky à certains camarades nord-américains qui affirmaient que le Programme de Transition n'était pas adapté à la mentalité des ouvriers de leur pays. Cette réponse est totalement correcte, car Trotsky y parle des « tâches historiques », du programme général historique, pour toute l'époque, c'est-à-dire du Programme de Transition. Il ne se réfère en rien aux tâches concrètes que rencontraient en ce moment les camarades nord-américains. Trotsky disait ainsi que nous ne cachons pas

notre programme, mais qu'au contraire, nous en font la propagande avec toutes nos forces, bien que l'ouvrier moyen ne le comprenne pas, afin de gagner les éléments d'avant-garde (« les meilleurs éléments »). Cela n'a rien à voir avec la supposition du camarade Germain, pour qui ce serait une règle dirigeant toute l'activité de l'ensemble du parti, à tout moment précis.

Le camarade Germain répète ainsi la confusion, légèrement modifiée et amplifiée, qu'il avait faite auparavant entre propagande et agitation. Camejo n'a jamais dit qu'il faut prendre en considération le degré de conscience des masses pour formuler le programme général, historique, du parti. Ce serait une position complètement réformiste et économiciste. Ce que dit Camejo, c'est qu'il faut partir du « niveau de conscience présent des masses » pour formuler les « revendications » qui servent à « mobiliser les masses ». Il se réfère ainsi à notre politique concrète, aux *mots d'ordre d'agitation pour l'action* du mouvement de masses, pas du tout à la propagande et au programme. La citation de Trotsky est correcte, précisément parce qu'elle ne se rapporte en rien aux mots d'ordre, mais au programme.

Un programme trotskiste qui ne parlerait pas de piquets armés, de soviets, d'insurrection, de gouvernement ouvrier et paysan, de dictature du prolétariat, ne mériterait pas son nom. Mais la direction d'un parti qui avancerait tous ces mots d'ordre, ou même quelques-uns d'entre eux de manière permanente, dans toutes les étapes et tous les mo-

ments de la lutte de classes, mériteraient d'être internés dans un asile.

Trotsky dit exactement la même chose que Camejo dans le Programme de Transition, à la seule différence près qu'il dit « actuel » au lieu de « présent » : « *Il est nécessaire d'aider les masses, dans le processus des luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* »<sup>52</sup>

Trotsky disait la même chose pour l'Espagne : « *La participation des communistes à ces luttes – et principalement leur participation à la direction de ces luttes – exige d'eux non uniquement une compréhension claire du développement de la révolution comme un tout, mais aussi la capacité d'avancer, au bon moment, des mots d'ordre nets, spécifiques et combatifs qui ne découlent pas en eux-mêmes du "programme", mais qui sont dictés par les circonstances du jour et conduisent les masses en avant.* »<sup>53</sup>

L'objectif de ces mots d'ordre est de « conduire les masses en avant ». Dans le texte même cité par Germain, Trotsky affirme : « *Toute la question est de savoir comment mobiliser les masses pour la lutte.* »<sup>54</sup> Encore la même démonstration que celle de Camejo, lorsqu'il dit que ces mots d'ordre, « liés au niveau présent de conscience (des masses) », sont

ceux qu'utilise le parti pour mobiliser les masses.

Que cache l'attaque du camarade Germain contre cette définition de Camejo ? Une position ultra-gauchiste typique : se doter d'une politique qui, ignorant les besoins et le niveau de conscience présents des masses, se base sur des besoins et des niveaux de conscience futurs présumés. « *Qu'est-ce que ce "niveau présent de conscience des masses" ? Est-il toujours le même ? Peut-il changer rapidement ? Si oui, le parti de combat doit-il attendre qu'il ait changé pour "adapter" ses revendications ? Ou peut-il prévoir ces changements et agir en conséquence ? En fonction de quels facteurs peut-on alors prévoir ces changements ? Le "niveau de conscience présent", en lui-même, ne peut-il être jusqu'à un certain point fonction du rôle du "parti de combat" au sein du mouvement de masses ? Mais si un des principaux objectifs du "parti de combat" est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, comment le "niveau de conscience présent" en lui-même peut-il être un critère décisif pour déterminer le genre de revendications que doit avancer le parti pour les masses ?* »<sup>55</sup>

Ces questions ont chacune leur réponse. Le camarade Germain pense que le niveau de conscience n'est pas toujours le même, qu'il peut changer rapidement, que le parti de combat ne doit pas attendre qu'il ait changé, pour adapter ses mots d'ordre, qu'il peut prévoir ces changements et doit agir en conséquence (c'est-à-dire en lançant des mots d'ordre adaptés au niveau de conscience futur), que le niveau de conscience est,

jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti, qu'un des objectifs du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, et que par conséquent, le niveau de conscience présent ne peut pas être un critère décisif pour déterminer quel genre de revendications le parti doit avancer pour les masses. Voilà synthétisée une des divergences fondamentales entre la majorité et la minorité. Nous répondrons à chacune de ces affirmations du camarade Germain, mais nous prendrons la liberté de changer leur ordre de présentation.

*Première affirmation* : Le niveau de conscience des masses n'est pas toujours le même. Le camarade Germain a totalement raison. Qui plus est, il existe au sein des masses un développement inégal de la conscience qui fait que, dans un même moment, des secteurs de la classe différents ont des niveaux de conscience différents.

*Seconde affirmation* : Le niveau de conscience des masses peut changer rapidement. Il a encore raison, mais il ne signale pas que cela n'arrive que dans certaines périodes, celles de grande activité du mouvement de masses. Dans les périodes de calme, lorsque la lutte de classes est en sommeil, le niveau de conscience ne change que très lentement.

*Troisième affirmation* : Le niveau de conscience immédiat (présent) des masses est, jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti révolutionnaire. Faux ! Le niveau de conscience présent est un facteur objectif pour le parti révolutionnaire et encore bien plus pour nos petits groupes. C'est le facteur

le plus dynamique de la situation objective, mais il ne cesse pas pour autant d'être objectif. Cela signifie qu'il est une donnée, un fait de la réalité que nous pouvons contribuer à modifier à l'avenir, mais qui, dans le présent, est ce qu'il est, l'opposé du facteur subjectif qu'est notre parti.

Comme tout fait présent, ce niveau est une conséquence du passé, de l'histoire, et si notre parti a eu un rôle dans cette histoire, alors, et alors seulement, la conscience présente est « fonction du parti ». Mais si nous n'avons pas été et ne sommes pas un facteur objectif, c'est-à-dire si aucun secteur du mouvement de masses ne nous suit ou n'a été éduqué par nous, nous ne sommes pour rien dans le niveau de conscience présent du mouvement de masses. C'est malheureusement le cas de la situation actuelle. Les ouvriers argentins sont péronistes et syndicalistes, les ouvriers français sont staliniens, sociaux-démocrates et syndicalistes, les ouvriers anglais sont travaillistes et les ouvriers allemands sociaux-démocrates et syndicalistes. Ce niveau de conscience présent n'est « d'aucune façon » fonction de notre parti.

Nous avons signalé que le niveau de conscience présent est une conséquence historique. Il nous faut compléter ce concept : il est la conséquence directe de deux facteurs combinés, celui des changements de la réalité objective du régime, et celui du développement des luttes de masses. Le rôle du parti peut être important, et parfois décisif, mais il est indirect, en tant que rôle d'agitation, d'organisation et de direction de ces luttes. C'est ainsi que le signalait

Trotsky : « *Pour nous, qui sommes une petite minorité, toute cette question est objective, y compris l'état d'esprit des ouvriers.* »<sup>56</sup> « *La mentalité de la classe prolétarienne est arriérée, mais la mentalité n'est pas une substance comme les usines, les mines, les chemins de fer ; elle est plus mobile et, sous les coups de la crise objective, de millions de chômeurs, elle peut changer rapidement.* »<sup>57</sup>

Il y a une conception très typique de l'intelligentsia petite-bourgeoise radicalisée, consistant à attribuer aux masses les mêmes sentiments qu'elle a elle-même. Il y a des milliers d'intellectuels petits-bourgeois qui « aiment » la lutte, et ils pensent, avec un peu de romantisme, qu'avec les masses il en est de même. Malheureusement, ce n'est pas le cas, et à chaque fois que l'un de ces intellectuels s'adresse aux travailleurs afin de les encourager à se battre, pour la simple raison émotive « qu'il faut se battre », il prend une énorme déception : les travailleurs ne le comprennent pas, ils croient qu'il est fou, ils lui tournent le dos. L'ouvrier ordinaire, et l'exploité en général, n'éprouve aucun plaisir à aller au combat. C'est un être humain normal, qui n'a aucun intérêt à perdre une partie de son maigre salaire pour se mettre en grève, ni à risquer son intégrité physique en allant à une manifestation, ni à risquer sa vie en prenant les armes contre le capitalisme. Les masses laborieuses vont au combat parce que le système capitaliste les enfonce dans la misère et ne les laisse pas d'autre alternative que la lutte pour survivre. Le travailleur n'« aime » pas la grève, mais il prend le risque de perdre son salaire

ou son emploi parce que, s'il ne lutte pas, il meurt de faim ; il n'« aime » pas la violence, mais il est obligé de l'utiliser pour se défendre de la violence des capitalistes ; il n'« aime » pas les armes, mais il est obligé de les utiliser quand le capitalisme s'en sert contre lui.

C'est cela le premier facteur qui détermine le niveau actuel des problèmes les plus graves et les plus ressentis subis par les masses, au point qu'elles sont prêtes à se mobiliser pour arracher une solution au système capitaliste.

Le deuxième facteur est le développement de la mobilisation de masses elle-même. Il ne suffit pas que le problème existe pour que, automatiquement, les masses aillent se battre. Les travailleurs peuvent être soumis à des salaires de misère, mais leur attitude face à ce problème dépend de la situation de leurs luttes avec la bourgeoisie en ce moment. Si la question des salaires apparaît immédiatement après un écrasement fasciste du mouvement de masse, il n'y aura probablement aucune mobilisation. Les travailleurs seront conscients qu'ils se trouvent dans une situation défavorable, avec leurs dirigeants morts ou emprisonnés, avec leurs organisations détruites, avec tout le poids de la répression sur le dos. Et ils ne se mobiliseront pas, jusqu'à ce qu'ils aient réorganisé leurs forces. Si, par contre, cette situation se produit à l'autre pôle du développement de la lutte, avec les masses sur l'offensive, dans une situation révolutionnaire, celles-ci sont capables d'arriver au bord de la prise du pouvoir, motivées par la nécessité de résoudre ce problème objectif. Cela explique

pourquoi le slogan de « pain » était parmi ceux qui ont mené le prolétariat russe au pouvoir.

De cette façon se combinent ces deux facteurs objectifs : l'atrocité du moment du système capitaliste est ce qui crée le besoin de se battre et fixe l'objectif immédiat de cette lutte des masses ; le degré de développement du mouvement de masses est ce qui détermine l'explosion, ou non, de cette mobilisation, l'ampleur qu'elle peut avoir, les méthodes qu'elle utilise, ainsi que ses résultats concrets, qui peuvent aller de la réorganisation d'un syndicat jusqu'à la prise du pouvoir.

La conscience immédiate, actuelle, des masses est déterminée par ces deux facteurs. C'est la conscience de la nécessité ressentie et des conditions dans lesquelles elles se trouvent pour faire face aux exploités.

Le parti n'a rien à voir avec cette conscience immédiate des masses. Mais avec l'argument que le rôle du parti est « dans une certaine mesure » – qu'il ne définit pas – un déterminant de la conscience immédiate des masses, Germain tombe dans une erreur ultragauchiste typique : il confond son propre niveau de conscience, ou celui du parti, avec celui des masses. C'est l'autre face, la « rationnelle », de cette intelligentsia romantique dont nous avons parlé : celle qui confond, non pas ses sentiments, mais son niveau politique, avec celui des masses.

*Quatrième affirmation* : le parti peut prévoir les changements intervenant dans le niveau de conscience des masses. Ce n'est vrai que dans un sens

général et historique. Nous savons que le système capitaliste en décadence, le système impérialiste, fera supporter toujours plus de misère et d'exploitation aux travailleurs, que, par conséquent, il leur créera de plus en plus de besoins et que, par conséquent encore, il les rendra de plus en plus conscients que leurs problèmes ne peuvent être résolus que par la lutte. Les luttes du mouvement de masses se développeront d'une manière de plus en plus profonde et violente, le rapport de forces avec la bourgeoisie leur sera de plus en plus favorable ; les masses seront de plus en plus conscientes de leur propre force et de plus en plus disposées à se lancer dans de nouvelles mobilisations. Ce processus les amènera au bord de la conscience politique de classe, révolutionnaire, de leur capacité et leur devoir de prendre le pouvoir. Elles en resteront toutefois là – puis régresseront – s'il n'existe pas un parti révolutionnaire qui les rende totalement conscientes de cette situation, qui les organise et les guide pour aller de l'avant.

Mais cela est valable en général, pour toute l'étape historique. Dans un sens concret, immédiat, le parti a des possibilités très limitées de prévoir les changements dans la conscience des masses. Non tant par le facteur économique (les problèmes créés par le système impérialiste) qui ne change pas très vite, mais par le développement de leurs propres luttes. Chaque fois que les masses entrent en lutte, il est impossible de savoir à l'avance si elles gagneront ou si elles perdront, ce qui est pourtant l'élément décisif pour connaître le

niveau de conscience d'où partiront les luttes futures. Supposons qu'elles se lancent dans une grève générale et que celle-ci dure deux ou trois jours. Il peut arriver que les masses finissent par être défaites, que leurs dirigeants soient licenciés, sans avoir rien obtenu du tout. Il peut se passer également qu'elles reprennent le travail, sans avoir obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications, mais en ayant arraché des victoires partielles (une augmentation de salaire, une réduction de la journée de travail, etc.) Il peut se passer encore qu'elles transforment la grève générale en insurrection et prennent le pouvoir politique dans leurs mains. Il est évident que leur niveau de conscience au lendemain de la grève sera différent dans chaque cas. Dans le premier, elles seront conscientes du fait qu'elles ne doivent pas repartir en grève sans s'être réorganisées ; dans le dernier, elles seront conscientes que leur prochaine tâche est d'organiser la défense de l'Etat ouvrier et de commencer la construction du socialisme.

Dans le meilleur des cas, le parti peut manier quelques hypothèses, indiquer la plus probable et se préparer théoriquement à affronter cette nouvelle situation. Ce sera relativement facile dans les périodes d'accalmie de la lutte de classes, mais ce sera plus difficile dans les périodes critiques, quand les luttes et les changements qui en découlent dans la conscience immédiate des masses se succéderont jour après jour. Dans cette dernière situation, cette tâche est tellement difficile que les hypothèses du parti bolchevik lui-même restèrent en retrait par rapport à la réalité, à mesure

que l'on se rapprochait d'octobre 1917. Mais il s'agit d'un travail interne du parti, de préparation théorique afin d'affronter de nouvelles situations. Cela n'a rien à voir, comme nous le verrons plus loin, avec la politique du parti en direction des masses, car dès que la réalité démontre que notre hypothèse la plus probable ne se produit pas, nous sommes obligés d'improviser une nouvelle politique conforme à la nouvelle situation. Il y a longtemps que les marxistes soutiennent que la réalité est plus riche que n'importe quel schéma.

Nous signalons que nous parlons toujours de la conscience immédiate des masses. Le parti peut faire des prévisions générales, sur la base des lois générales de la lutte de classes, découvertes par le marxisme, et pour des périodes déterminées de temps. Par exemple : montée du mouvement de masses = tendance à des gouvernements kerenskistes ; crise économique = division de la bourgeoisie ; etc. Le camarade Germain, qui se croit capable de prévoir les changements dans la conscience immédiate des masses, a démontré être complètement incapable de réaliser cet autre type de prévisions plus simples.

*Cinquième, sixième et septième affirmations* : Un des objectifs principaux du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière ; il ne doit donc pas attendre que les changements dans la conscience immédiate des masses se soient produits pour adapter ses mots d'ordre, mais il doit agir en fonction de ces changements (étant donné qu'il est capable de prévoir ces changements), sans prendre comme critère décisif le

niveau de conscience présent des masses pour lancer ses mots d'ordre.

Ces affirmations se détruisent d'elles-mêmes, car le parti, comme nous venons de le démontrer, est incapable de prévoir les changements dans la conscience immédiate (présente) des masses. Mais laissons au camarade Germain un avantage, supposons que le parti soit capable de les prévoir. Cette difficulté une fois éliminée, le syllogisme du camarade Germain se développe avec clarté : le parti a pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses vers la conscience politique de classe (vrai !), par conséquent, ses mots d'ordre ne doivent pas partir du niveau de conscience présent, mais de celui que prévoit le parti pour le futur (faux !, mille fois faux !). Si le camarade Germain parle de futurs niveaux de conscience et propose d'adapter nos mots d'ordre à ceux-ci, nous nous demandons pourquoi il n'a pas comme seul et unique mot d'ordre celui de la prise du pouvoir, de la révolution prolétarienne au niveau mondial. Nous ne voyons pas la différence qu'il y a entre avancer un mot d'ordre adapté au niveau de conscience qui sera celui des masses dans un mois ou un an et lancer un mot d'ordre pour un avenir plus lointain, dans dix ou vingt ans. Pourquoi voir si petit ? Il vaut mieux avancer tout de suite la prise du pouvoir au niveau mondial. C'est un mot d'ordre pour un niveau de conscience futur aussi bon qu'un autre ; si les masses sont prêtes aujourd'hui à écouter et à se mobiliser sur un de nos mots d'ordre pour un futur proche, pourquoi ne seraient-elles pas prêtes à le faire sur un mot d'ordre pour

un futur lointain ? Dans les termes exposés par Germain, le problème est quantitatif et non qualitatif. Et un problème quantitatif (de quantité de temps) ne peut pas définir le caractère d'un mot d'ordre. Et ainsi, pendant qu'on y est, prenons celui qui nous plaît le plus : la prise du pouvoir au niveau mondial !

Pour nous, le problème est qualitatif : il y a des mots d'ordre pour le présent ou pour le futur. Et nous affirmons de toutes nos forces qu'il faut utiliser les mots d'ordre qui partent du niveau de conscience, et des besoins présents des masses, et nous sommes totalement contre le fait d'utiliser un mot d'ordre qui parte d'un niveau de conscience supposé (ou prévu), et de besoins futurs du mouvement de masses.

On pourra nous opposer le fait que, lorsque nous avons avancé pour la première fois aux Etats-Unis le mot d'ordre « Les troupes hors du Vietnam, maintenant ! », le mouvement de masses n'avait pas la conscience immédiate de la nécessité de ce mot d'ordre, qu'il ne le ressentait pas comme sien. Cela arrive parce que, entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, il existe la même contradiction dialectique qu'entre l'objectif et le subjectif. L'existence d'une nécessité objective ne détermine pas nécessairement que les masses ont conscience de cette nécessité. Qui plus est, la conscience immédiate est toujours en retard par rapport à la nécessité immédiate. Et c'est précisément pour cela que nos mots d'ordre d'agitation doivent être un pont entre ces deux facteurs inégalement développés. Parmi ces deux éléments, c'est,



comme toujours, l'élément objectif qui est décisif : la nécessité présente. C'est ce que Germain ne prend pas en compte, puisque pour lui, le facteur déterminant de nos mots d'ordre n'est pas la nécessité objective immédiate, mais la conscience future probable.

Si nous parvenons à jeter ce pont, à élaborer ce mot d'ordre juste, qui fasse la synthèse entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, serons-nous parvenus à nous transformer « jusqu'à un certain point » en un facteur déterminant de leur niveau de conscience ? Ce ne sera le cas que si les masses ou un de leurs secteurs reprennent notre mot d'ordre. Car, même si notre mot d'ordre est scientifiquement élaboré, même s'il était parfait, une multitude de raisons historiques et objectives immédiates peuvent empêcher les masses de passer par le pont que nous avons jeté. Cela ne dépend de nous que dans une seule mesure, celle que nous lançons le mot d'ordre juste. Le reste, ce qui est véritablement déterminant, est comme toujours le facteur objectif. Si les masses reprennent nos mots d'ordre et se mobilisent en conséquence, nous serons effectivement, à un certain point, un facteur déterminant de leur conscience. Si, pour des raisons objectives, elles ne peuvent pas le faire, nous ne serons pas un facteur déterminant de leur conscience, dans quelque mesure que ce soit.

Trotsky ne raisonnait pas comme Germain, mais comme nous. Il signalait que, depuis la grande crise et avec le chômage, la nécessité immédiate de la classe ouvrière nord-américaine était de

trouver du travail. « Théoriquement », le mot d'ordre correspondant devait être « échelle mobile des heures de travail ». Mais Trotsky n'appliqua pas ce mot d'ordre, il prit en compte, en plus de la nécessité immédiate, la conscience immédiate de la classe ouvrière nord-américaine qui faisait confiance à Roosevelt,<sup>1</sup> et il avança : « (...) demandons à Monsieur Roosevelt et à son équipe d'experts de proposer un programme de travaux publics, permettant à tous ceux capables de travailler de gagner un salaire décent. »<sup>58</sup>

Ce mot d'ordre d'exigence faite à Roosevelt jette un pont entre la nécessité immédiate (chômage) et la conscience immédiate (confiance en Roosevelt) pour impulser la mobilisation de la classe ouvrière. Si Trotsky avait pris seulement en compte la nécessité immédiate, pour formuler sa politique, celle-ci n'aurait pas été appropriée à la mobilisation de la classe ouvrière, puisqu'elle ne prenait pas en compte sa conscience immédiate.

L'escalade étasunienne au Vietnam posait une nécessité immédiate, celle du retrait des troupes, qu'elle soit en accord ou non avec le niveau présent de conscience. Le pont que nous devions jeter ne pouvait descendre plus bas que cette exigence ; pour s'adapter à la conscience immédiate, il ne pouvait être question que de forme ou de langage, il ne pouvait pas être question d'ignorer la nécessité à l'origine de notre

<sup>1</sup> Franklin Delano Roosevelt était le Président des Etats-Unis de 1933 à 1945. En mars 1933, il lança une campagne de « New Deal » (redistribution des cartes), avec des mesures sociales telles que la création d'emplois dans le secteur public pour absorber le chômage.

mot d'ordre. Toute tentative de baser notre revendication sur le seul niveau de conscience présent, sans considérer comme élément décisif la nécessité immédiate du mouvement de masses et son indispensable mobilisation pour résoudre cette nécessité, n'est que de l'aventurisme. Notre politique est un tout, elle embrasse une analyse, un programme (nécessité et conscience historique), la propagande et l'agitation (nécessité et conscience immédiates) et elle a pour objectif la mobilisation permanente des masses jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela signifie que tout cela est intimement lié et que tous les facteurs dépendent les uns des autres, les mots d'ordre pour la mobilisation des masses étant le facteur décisif.

Trotsky, critiquant cette coutume de se donner des tâches en fonction de prédictions, disait, il y a plus de trente ans : « Notre tâche ne consiste pas à faire des prédictions sur le calendrier, mais à mobiliser les ouvriers sur des mots d'ordre issus de la situation politique. Notre stratégie est l'action révolutionnaire, pas les spéculations abstraites. »<sup>59</sup>

Toute tentative de lancer des mots d'ordre et des revendications adaptés au niveau de conscience qui n'est pas celui de l'étape actuelle, pour une étape immédiate de la lutte de classes, est une erreur ultra-gauchiste, a fortiori lorsque c'est toute une stratégie qui est ainsi élaborée, comme celle de l'entrisme sui generis. Alors que le stalinisme menait une politique ultra-opportuniste et se consacrait à la collecte de signatures pour la paix, Germain et les camarades

de la majorité soutenaient qu'il y aurait une guerre et que le stalinisme, poussé par les circonstances, changerait sa politique et sa mentalité. Ils en tirèrent la stratégie de l'entrisme dans les rangs staliniens, dans l'attente de ces changements (qui ne vinrent jamais).

Il en va de même avec nos mots d'ordre à nous. Nous ne pouvons pas les élaborer pour une étape future de la lutte de classes, ni pour la conscience et les besoins que les masses auront dans un futur incertain. Nous ne pouvons pas le faire, tout d'abord et précisément parce que nous ne connaissons pas cette étape et que nous sommes incapables de la connaître avant qu'elle n'existe. Mais même si nous étions capables de deviner le futur (« prévoir », dirait Germain), nous ne pouvons pas utiliser ces mots d'ordre pour un motif beaucoup plus important : que les mots d'ordre n'ont d'autre objectif que celui de mobiliser les travailleurs. Et si les mots d'ordre reflètent des besoins et un niveau de conscience futurs, ils seront incompréhensibles pour les masses. Par exemple, si au lieu du mot d'ordre de paix, le parti bolchevik aurait avancé celui des concessions à faire aux Allemands, comme à Brest-Litovsk, à cause de la guerre impérialiste, il n'aurait pas fait la Révolution russe.

Que le parti ait pour but d'élever la conscience des masses vers la conscience politique de classe, ne veut pas dire qu'il soit capable de le faire par lui-même. Le camarade Germain est le premier à insister sur le fait que les masses n'apprennent que par leurs actions. Notre objectif est donc de les mobiliser afin qu'elles acquièrent, à travers cette mobilisation, la

conscience politique de classe. Jusque-là nous sommes d'accord. Mais nous ne sommes plus d'accord sur la façon de les mobiliser. Germain dit que nous devons les mobiliser sur la base de mots d'ordre correspondant au niveau de conscience qu'elles auront plus tard. Nous disons que nous mobilisons les masses en avançant des mots d'ordre pour les besoins et le niveau de conscience qu'elles ont actuellement.

### **Germain et nous, lors d'une grève générale**

Supposons qu'il y ait des conflits sur les salaires, d'une manière isolée dans 30 ou 40 % des entreprises industrielles. Quel est le besoin des masses à ce moment-là ? L'unification de tous ces conflits en une grève générale. Quel doit être notre mot d'ordre ? *Grève générale pour une augmentation générale des salaires !* Quel serait le mot d'ordre avancé par le camarade Germain ? Il raisonnerait de la manière suivante : comme une grève générale poserait le problème du pouvoir, notre mot d'ordre doit être : *Grève générale pour prendre le pouvoir !* Mais ce serait une erreur catastrophique. Les masses ont besoin de faire une grève générale pour obtenir de meilleurs salaires, et elles sont conscientes de cela, ou doivent le devenir ; mais elles ne sont pas conscientes du besoin de prendre le pouvoir et ne le ressentent absolument pas. Notre mot d'ordre de *grève générale pour de meilleurs salaires* prendrait racine dans un terrain fertile et croîtrait dans l'ensemble du mouvement de masses, et la grève générale deviendrait un fait. Le mot d'ordre de Germain tomberait dans le vide ; il ne serait suivi

que par un tout petit secteur de l'avant-garde ; et il liquiderait toute possibilité d'une grève générale massive.

Nous sommes toutefois conscients, comme Germain, que la grève générale pose le problème du pouvoir. Mais elle le pose quand la grève est déjà un fait. Pour pouvoir poser le problème du pouvoir, nous devons d'abord en arriver à que la grève générale se fasse. Si nous parvenons à faire partir les masses à la grève générale, qui paralyse le pays, qui désespère la bourgeoisie, remet en cause tout son système et l'oblige à mettre en place la répression, alors les masses seront en condition de voir clairement que la seule issue de la grève générale est la prise du pouvoir. C'est cela qui sera alors la nécessité immédiate des masses, leur unique solution. A ce moment-là, si le parti maintient le mot d'ordre *grève générale pour de meilleurs salaires*, il commet un crime et une trahison. Le moment est venu, de changer de mot d'ordre ! La mobilisation des masses est parvenue au point où elles peuvent comprendre la nécessité de prendre le pouvoir. Le mot d'ordre de cette nouvelle étape doit correspondre à ce nouveau besoin. Le mot d'ordre du moment devient alors : *Tout le pouvoir aux soviets !* (ou au comité qui dirige la grève).

Si nous ne parvenons pas à pousser les masses à la grève générale, parce que nous avons posé pour cette grève un objectif différent de celui ressenti et désiré par les masses (le pouvoir au lieu des salaires), nous pouvons crier « *Grève générale pour la prise du pouvoir* » pendant des siècles, mais nous n'obtiendrons rien. Il peut arriver que la grève

générale se produise malgré nous, mais ce qui est certain, c'est que les masses ne prendront pas le pouvoir.

Germain pourrait alors nous répondre par le raisonnement suivant : si avant la grève générale, nous avons affirmé aux masses que leur seule issue est la prise du pouvoir, au moment où elles font face à cette situation, elles sauront le reconnaître et nous considéreront comme une bonne direction qui a su prévoir les événements. C'est un raisonnement intellectuel, faux. C'est celui de l'avant-garde, pas celui des masses. Nous devons effectivement expliquer patiemment à l'avant-garde, avant la grève générale, que celle-ci posera le problème du pouvoir et qu'elle doit se préparer pour le prendre. Toute notre propagande en direction de l'avant-garde doit avoir ce seul et unique axe. Et l'avant-garde saura reconnaître que notre prévision était correcte et elle entrera massivement dans notre parti.

Mais si les masses se comportaient de cette manière, faire la révolution serait très facile : nous n'aurions qu'à faire de l'agitation avec le mot d'ordre de la prise du pouvoir pendant 5, 10, 20 ou 50 ans. Lorsque la crise révolutionnaire arrivera (la grève générale par exemple) – et elle peut arriver, même si nous n'existons pas, car c'est un moment inévitable de la lutte de classes –, les masses se souviendront de notre agitation pendant tant d'années, nous reconnaîtront comme leur direction et prendront le pouvoir. Mais les masses n'avancent pas ainsi, elles reconnaissent comme direction ceux qui ont su les mobiliser en lançant les mots d'ordre précis pour chacune

des luttes qu'elles ont entreprises. Et ceux qui ne leur ont proposé qu'un mot d'ordre qui n'a rien à voir avec leurs besoins, ni avec leur conscience seront non seulement refusés en tant que directions, mais ils seront considérés en outre comme un élément étranger au mouvement de masses.

Il y a donc deux raisons pour lesquelles nous devons faire de l'agitation auprès des masses sur le mot d'ordre qui correspond à leur niveau de conscience et leurs besoins présents. La première est que c'est la seule manière de mobiliser les masses, et la mobilisation des masses est la seule manière d'élever le niveau de conscience des masses. C'est-à-dire que ce qui est important, c'est d'arriver à la grève générale, car ce n'est que pendant la grève générale que les masses pourront élever leur conscience jusqu'à la compréhension de la nécessité de prendre le pouvoir. La seconde raison pour agiter ces mots d'ordre est que c'est la seule manière d'être reconnus en tant que direction et de gagner du prestige, de l'influence et de la confiance auprès des masses. Les masses se souviennent, et pour cela elles ont bonne mémoire, de ceux qui ont su leur dire qu'il fallait faire un front unique contre le fascisme quand elles avaient besoin de le faire ; de ceux qui leur ont proposé de lutter pour de meilleurs salaires quand elles en avaient besoin ; de ceux qui leur ont dit – pourquoi pas ? – de reculer afin de ne pas être écrasées.

C'est seulement ainsi, en agitant ces mots d'ordre, qu'un parti peut gagner le droit d'être direction. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera reconnu en tant que direction

avant la crise révolutionnaire. Car si ce n'est pas le cas, au moment de la crise révolutionnaire, il n'y aura personne avec l'autorité nécessaire pour être entendu par les masses, pour avancer le seul mot d'ordre, la seule tâche dont le mouvement de masse ne peut jamais être pleinement conscient par ses propres moyens : le mot d'ordre et la tâche de prendre le pouvoir.

Cela n'est pas nouveau. Trotsky a mené une longue lutte contre l'ultra-gauchisme avec ce même axe. Il refusait d'avancer le mot d'ordre des soviets en Allemagne, de l'armement en Espagne, du contrôle ouvrier en Allemagne, quand les conditions et le niveau de conscience du mouvement de masses ne le mettaient pas à l'ordre du jour.

Tout le secret de la politique trotskiste consiste précisément à mesurer au millimètre près les besoins et le niveau de conscience des masses à tout moment, et à découvrir les mots d'ordre appropriés à eux. La politique trotskiste est concrète : présente au niveau de ses mots d'ordre ; et historique au niveau de son programme. Ce n'est rien de plus que l'expression de la vieille contradiction entre l'immédiat et le long terme, entre le concret et l'abstrait, qui, à ce niveau, se manifeste dans la contradiction entre les mots d'ordre et les programmes, entre l'agitation et la propagande.

Cela explique pourquoi le parti bolchevik changeait constamment les mots d'ordre dans la courte période de quelques mois : *Tout le pouvoir aux soviets ! A bas les ministres bourgeois ! Tous contre Kornilov\* ! Assemblée consti-*

*tuante !* et de nouveau, *Tout le pouvoir aux Soviets !*

Tout l'art et la science de nos partis et de nos directions passent par leur faculté à détecter les changements dans les nécessités et le niveau de conscience du mouvement de masses. Pour détecter ces changements dans la conscience des masses, nous utilisons deux outils. Le premier est constitué par les mots d'ordre d'agitation : « *Pour un parti, l'agitation est aussi un moyen d'écouter les masses, pour détecter leur état d'esprit et leurs pensées, et afin de prendre telle ou telle décision en fonction de ce sondage.* »<sup>60</sup>

Le deuxième outil est celui qui nous permet d'évaluer le « résultat » de notre agitation et de « prendre telle ou telle décision ». Cet outil est notre méthode d'analyse et notre programme historique, qui résumant à leur tour la lutte historique et de classe du mouvement ouvrier et l'histoire de toute la lutte de classes.

Cette dialectique entre le long terme et l'immédiat, entre l'historique et le présent, l'abstrait et le concret, se synthétise, s'unifie lorsque le parti révolutionnaire réussit à diriger le mouvement ouvrier vers la conquête du pouvoir. Mais pour parvenir à la résolution de cette contradiction, il faut passer par des étapes différentes de la lutte de classes, des étapes qui sont toujours concrètes, immédiates et présentes, jusqu'à ce qu'elles deviennent historiques, c'est-à-dire jusqu'à ce que la lutte immédiate du mouvement de masses soit la prise du pouvoir, la grande tâche historique.

L'immédiat, les luttes concrètes du mouvement ouvrier se transforment en une tâche historique grâce au parti. Cette synthèse se manifeste quand se produit l'unité de notre parti et de son programme (tous deux étant l'expression des intérêts historiques du prolétariat) avec la classe ouvrière, et de celle-ci avec les larges masses. C'est alors que s'opère la synthèse des contradictions entre le parti et le mouvement de masses, entre le programme et les mots d'ordre, entre la propagande et l'agitation, entre les tâches du parti et les tâches du mouvement de masses. Dans l'insurrection, les masses, la classe ouvrière et le parti ont une seule et unique tâche, un seul et unique mot d'ordre, un seul et unique programme, et réalisent une seule et unique action immédiate et historique en même temps : la prise du pouvoir.

## 6.6. « Initiatives révolutionnaires » du parti ?

La troisième critique du camarade Germain aux six points de Camejo est la suivante : « *Troisièmement : une autre dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire est absente dans "l'essence" donnée par le camarade Camejo : l'initiative révolutionnaire. [...] Une chose est de "promouvoir" les luttes des masses par différents moyens, en commençant par être de bons syndicalistes et en ayant des cadres qui soient acceptés par les travailleurs dans les locaux. Autre chose, bien différente, est de prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masses en tant que parti révolutionnaire. [...] Et une des caractéristiques*

*essentielles du centrisme classique de l'école de Kautsky\*-Bauer\* était précisément cette incapacité à percevoir la nécessité d'une initiative révolutionnaire du parti, faisant que le "rapport de forces", les "conditions objectives" et "l'état d'esprit des masses" décident toujours de tout et d'une manière fatalement déterminée. Le léninisme se différencie de ce type de centrisme par sa capacité de comprendre comment l'initiative révolutionnaire peut modifier le rapport de forces.* »<sup>61</sup>

Le désastre de la guérilla en Amérique latine (une « initiative révolutionnaire » par excellence) rend le camarade Germain très prudent et très vague dans sa définition de l'« initiative révolutionnaire ». Il nous dit d'abord qu'il existe une différence entre faire du syndicalisme et « prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masse ». Personne ne peut s'opposer à cette affirmation : il est évident que le parti doit prendre l'initiative, avec toute l'audace nécessaire, pour tenter d'organiser et de diriger les luttes anti-capitalistes des masses, et ne pas se limiter au syndicalisme. Par ailleurs, nous ne voyons pas ce que vient faire cette digression du camarade Germain, à moins qu'il ne pense qu'il y ait une section de notre Internationale qui se propose de faire (ou fait) exclusivement du syndicalisme. Et si c'est ce qu'il pense effectivement, il devrait alors donner beaucoup plus d'importance à ce problème, car ce serait une grave déviation.

Mais ensuite, le camarade Germain commence à préciser un peu le tableau. Il dit que le centrisme de Kautsky\*-Bauer\* affirme que tout est fatalement

déterminé par le « rapport de forces », « les conditions objectives » et « l'état d'esprit des masses », le léninisme s'en différenciant en soutenant que « l'initiative révolutionnaire (du parti) peut modifier le rapport de forces ».

Le rapport de forces mesure, comme l'indique l'expression, la *force relative* à chaque moment, des deux principaux antagonistes dans la lutte de classes permanente. Quand nous disons que nous sommes plus forts, cela signifie donc que nous sommes plus forts que la bourgeoisie. A un moment donné, le mouvement de masses peut être à l'offensive (en montée) et la bourgeoisie à la défensive ; à un autre moment, cela peut être l'inverse ; et il peut y avoir aussi des périodes de stabilité relative. Mais en général, nous pouvons dire qu'un affaiblissement de la part du mouvement de masses correspond à une avancée de la bourgeoisie. Ce rapport de forces entre les classes, comme nous l'avons vu, donne lieu, selon Trotsky, à quatre types de situation générale, quatre régimes : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, pré-révolutionnaire et révolutionnaire.

Revenons maintenant à l'affirmation de Germain que « l'initiative révolutionnaire du parti » peut « modifier le rapport de forces », que l'initiative du parti peut transformer un régime contre-révolutionnaire en un régime non révolutionnaire, puis celui-ci en un pré-révolutionnaire et ce dernier enfin en un révolutionnaire. Contrairement à son habitude de nous submerger de citations et d'exemples historiques et actuels de toutes sortes, Germain n'en

utilise aucun sur ce point. Et ce n'est pas un hasard, il n'y en a pas. Pour les marxistes sérieux, les superstructures (et le parti révolutionnaire en fait partie) sont déterminées par les structures (les classes) et jamais l'inverse. Il est absolument impossible qu'une superstructure modifie, de par sa propre « initiative », les rapports entre les classes. Il existe également une dialectique dans ce domaine, les superstructures prennent un poids énorme dans les moments de grande instabilité et de crise de la structure, par exemple dans une situation révolutionnaire, et seulement dans ces moments. Mais l'aboutissement à cette situation de crise ne dépend en rien des superstructures, mais des lois qui régissent la lutte entre les classes.

Ce qui fait que l'affrontement entre les classes arrive au point de la crise totale et absolue de la crise (la crise révolutionnaire), c'est que l'existence du capitalisme est conditionnée par une loi selon laquelle il aura une crise économique de plus en plus profonde et le mouvement de masses réagira toujours face aux pénuries provoquées par cette crise. Quand la crise révolutionnaire arrive, et seulement à ce moment-là, les superstructures définissent l'issue de la crise : l'Etat bourgeois et les partis bourgeois et petit-bourgeois qui ont une influence dans le mouvement de masses poussent vers une issue réactionnaire et bourgeoise de la crise ; le parti révolutionnaire pousse vers l'issue révolutionnaire et ouvrière. Telle ou telle issue à la crise dépend duquel de ces deux camps gagnera la direction du mouvement de masses. Cela signifie que, si le

parti révolutionnaire a réussi à gagner la classe ouvrière, si celle-ci prend fermement la direction du mouvement de masses et si l'ample majorité des masses petites-bourgeoises la soutient ou reste neutre dans la lutte, la crise se dénoue vers la révolution prolétarienne. Si le parti révolutionnaire n'y réussit pas, et si les superstructures bourgeoises entraînent la petite bourgeoisie et en arrivent à tromper de larges secteurs du mouvement de masses et de la classe ouvrière, la crise se résout par une solution bourgeoise contre-révolutionnaire.

Mais même dans ce cas-là, le rôle des superstructures n'est pas déterminant d'une façon directe. La superstructure « parti révolutionnaire » ne prend pas « l'initiative » de la conquête du pouvoir, elle essaie de gagner le mouvement de masses pour que celui-ci prenne « l'initiative révolutionnaire » de s'emparer des rênes de l'Etat. Ainsi, « gagner le mouvement de masses à l'initiative révolutionnaire » est simplement une tâche politique du parti.

Cette dialectique entre le parti et le rapport de forces entre les classes se produit également, mais d'une manière qualitativement inférieure, dans les périodes de stabilité de la structure. Quand la poussée des luttes de masses est moindre, l'influence du parti est moindre ; si elle croît, l'influence du parti croît également. Mais le parti ne peut qu'accélérer (et dans des limites bien précises) le développement du mouvement de masses, jamais provoquer un changement dans le rapport de forces par sa propre initiative. Après une grève, le rapport de forces entre les classes

n'est pas le même si celle-ci a été victorieuse ou défaite.

Le parti peut jouer un rôle dans cette situation, à condition d'être la direction de la grève, ou d'y être parvenu à un moment de son développement. Si le parti dirige la grève vers la victoire, cela accélère le développement du mouvement de masses, change le rapport de forces en faveur du mouvement ouvrier. Et si la grève est très importante, cela peut signifier un changement de régime, en passant par exemple d'une situation non révolutionnaire à pré révolutionnaire. Mais, encore une fois, ce qui produit le changement dans le rapport de forces n'est pas directement le parti, mais cette victoire du mouvement de masses. Le parti, en dirigeant correctement le mouvement de masses dans cette grève, *a accéléré* le changement de régime, il *a aidé* le mouvement de masses à modifier son rapport de forces avec la bourgeoisie, mais, *d'aucune manière, il n'a changé ce rapport de forces* par sa propre initiative. Si les masses n'avaient pas été disposées à faire la grève, ou si celle-ci avait échoué (et cela peut arriver à cause de facteurs objectifs, même sous notre direction), le parti n'aurait rien pu faire.

C'est l'ABC du marxisme. Et c'est pour cela que ce n'est pas un hasard si Germain n'a pas pu étayer par une seule citation que ses fameuses « initiatives révolutionnaires » sont capables de modifier le rapport de forces. Il n'a pas non plus apporté un seul exemple de cela. Y a-t-il une initiative révolutionnaire du parti qui ait servi à changer le rapport de forces entre les classes ? Cela pourrait-il être la guérilla d'Inti Peredo en Bolivie ?

Ou peut-être les longues années de « préparation à la lutte armée » du POR-C\* ? Ou encore les actions des Tupamaros en Uruguay ? Ou celles du PRT\*-C-ERP\* en Argentine ?<sup>k</sup> Aucun de ces exemples n'appuie la conception de Germain. Dans tous ces pays, seule la mobilisation des masses a modifié le rapport de forces : la grève générale contre le putsch de Miranda en Bolivie ; les grandes grèves générales comme celle des employés de banque et des ouvriers des abattoirs en Uruguay ; le *cordobazo*\* en Argentine, etc. Et dans ces faits de la lutte de classes qui ont réellement changé le rapport de force, ni le POR-C\*, ni Inti Peredo, ni les Tupamaros, ni le PRT\*-C n'y furent pour quelque chose. La seule chose où ils ont eu quelque chose à voir, c'est dans les excuses données au régime pour intensifier la répression, payée très cher par le mouvement ouvrier.

**Avec les « initiatives révolutionnaires » ou avec le mouvement de masses ?**

Comme toute question théorique, celle-ci ne s'arrête pas à la théorie, mais se manifeste avec une grande clarté dans la politique pratique. Jusqu'à présent, nous avons polémique avec Germain pour savoir si les mots d'ordre que nous utilisons doivent répondre ou non aux besoins et à la conscience immédiats des masses ; nous avons polémique pour savoir si cette agitation devait se faire au sein du mouvement de masses ou en direction de l'avant-garde. Et il semblait que nous étions en accord

<sup>k</sup> Voir les chap. 1.1 et 1.3 pour les allusions aux luttes en Bolivie et le chap. 2.1 pour l'Argentine. Inti Peredo a continué la guérilla en Bolivie après l'assassinat du Che Guevara.

sur le fait que les mots d'ordre (ou revendications) sont l'outil fondamental pour développer notre politique. Mais maintenant, le désaccord tend à s'agrandir.

Pour Germain, les « initiatives révolutionnaires » sont une « dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire » ; pour être léniniste, le parti révolutionnaire doit donc avoir pour tâche centrale de prendre des initiatives révolutionnaires, pour son propre compte et à ses risques et périls. Le rôle de ces initiatives n'est pas très clair dans le paragraphe où Germain critique Camejo, mais de toute sa conception et de la politique appliquée par quelques sections dirigées par la majorité, il découle clairement que ces initiatives ont pour fonction de donner l'exemple aux masses et de leur montrer la voie dans laquelle elles doivent engager leurs mobilisations. Exemple : le POR-C\* prend l'initiative de la lutte armée (ou de sa préparation) pour que les masses boliviennes le suivent et se lancent dans la lutte armée (ou sa préparation) ; la Ligue\* communiste prend l'initiative de lutter physiquement contre le fascisme et attaque un meeting d'*Ordre nouveau*\* pour que les masses françaises suivent son exemple et démantèlent le fascisme partout en France, etc. Si nos partis ne prennent pas de telles initiatives, ils sont indignes, selon Germain, du nom de partis léninistes et trotskistes.

De quel nom qualifierait-il alors le parti bolchevik russe ? Nous préférons ne pas y penser ! Rappelons seulement que, quelques semaines avant la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky discutaient pour savoir s'il fallait... prendre le

pouvoir au nom des soviets ou au nom du parti ! Même le parti bolchevik, au moment culminant de son influence dans le mouvement de masses, ne s'est pas aventuré à prendre « l'initiative révolutionnaire » de la prise du pouvoir ! Il manquait évidemment à ce parti la dimension essentielle qui préoccupe tant le camarade Germain.

Si nous sommes contre le fait que le parti prenne des initiatives pour son compte, cela ne signifie pas que nous soyons contre toute initiative de sa part. Nous sommes contre les initiatives par lesquelles le parti prétend se substituer aux masses dans des tâches qui leur reviennent, lorsqu'il prétend affronter pour son propre compte le régime bourgeois ou un secteur de la classe ennemie du prolétariat ou encore une organisation de ce secteur de classe (comme un groupe fasciste). Nous sommes pour que le parti combatte toutes les classes, secteurs et organisations ennemies du mouvement de masses, pour qu'il les dénonce dans sa propagande et son agitation par des mots d'ordre pour tenter de mobiliser le mouvement de masses contre eux, mais jamais pour qu'il les affronte physiquement tout seul, sans le soutien actif du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs.

Cela ne veut pas dire non plus que nous devons nous croiser les bras à attendre d'avoir convaincu la majeure partie du mouvement de masses et de ses organisations, pour lancer nos mots d'ordre et tenter de mobiliser les secteurs qui sont déjà confrontés, objectivement, à la nécessité de le faire. C'est là que nous devons développer nos plus

grandes initiatives, mais avec le seul et unique objectif d'entraîner la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs. Curieusement, ceux qui sont pour des initiatives propres du parti sont particulièrement peu imaginatifs et peu audacieux en ce qui concerne la réalisation des véritables initiatives révolutionnaires du parti. C'est ainsi que le POR-C\* a consacré en Bolivie toute son imagination à inventer une Armée révolutionnaire et n'a pas eu l'initiative et l'audace suffisantes pour lancer les mots d'ordre qui permettraient effectivement l'armement des masses boliviennes : l'armement des organismes de masses pour combattre les coups d'Etat réactionnaires. Et c'est ainsi qu'en Europe, les camarades de la majorité n'ont pris aucune initiative pour soutenir et défendre les guérilleros des colonies portugaises.

Nous ne proposons pas non plus de ne passer à l'action que lorsque l'ensemble ou la majorité du mouvement de masses aura repris nos mots d'ordre. Nous polémique avec Germain précisément parce qu'il considère l'avant-garde comme un secteur formé par des individus du mouvement de masses, alors que nous pensons que, dans le mouvement de masses, un développement inégal fait que, à chaque moment de la lutte de classes, un secteur déterminé est à l'avant-garde et les autres à un niveau inférieur. En règle générale, nous devons centrer notre intervention sur les secteurs qui présentent les symptômes d'une mobilisation possible. Le régime capitaliste incite ou oblige constamment différentes couches de

la classe ouvrière et des exploités à se mobiliser pour se défendre contre les attaques des exploités. Nous devons intervenir à fond dans ces processus objectifs et inégaux pour avancer les mots d'ordre qui mobilisent et organisent en permanence ces secteurs. Chacune de leurs mobilisations et chacune de leurs victoires servira d'aiguillon à la mobilisation et à l'engagement dans la lutte des autres secteurs du mouvement de masses.

Nous ne réussissons d'aucune façon à déborder la bureaucratie ou à donner un exemple permanent au mouvement de masses grâce à l'avant-garde actuelle et au parti, comme le croit le camarade Germain. Nous n'y parviendrons que grâce à des secteurs du mouvement de masses qui entraîneront d'autres secteurs dans la lutte. Toute la science de nos partis consiste justement à savoir préciser quels sont les secteurs du mouvement de masses qui, par leur situation objective et leur niveau actuel de conscience, sont les plus enclins à la mobilisation, afin de nous tourner vers eux avec des mots d'ordre précis et concrets qui les mobilisent. C'est dans cette dialectique que réside tout le secret d'un parti bolchevik. Cela aurait été un crime de ne pas choisir comme axe d'intervention la jeunesse nord-américaine avec le mot d'ordre qui exprimait son besoin le plus immédiat et son niveau de conscience – Que les troupes du Vietnam rentrent à la maison, maintenant ! –, et d'attendre que tout le mouvement de masses soit en condition de se mobiliser. Cela a été, véritablement, une « initiative » excellente et exemplaire du

Socialist Workers Parti (SWP\*). Mais elle n'a rien à voir avec les « initiatives révolutionnaires » du camarade Germain !

En France par exemple, tout nous oblige à concentrer notre intervention parmi les ouvriers immigrés autour de leurs problèmes spécifiques, le problème national et le fait qu'ils sont le secteur le plus exploité de la classe ouvrière. Nous devons tenter de les mobiliser contre les attaques des bandes fascistes et du capitalisme français qui veut les maintenir dans la condition d'ouvriers et de citoyens de seconde catégorie. Mais notre obligation découle du fait que ce secteur est en train de donner des indices de sa disposition à se mobiliser, qu'il est un secteur inégalement développé du mouvement de masses qui peut, pour une période, être à l'avant-garde de la classe ouvrière et des masses françaises. C'est le motif pour lequel une de nos tâches les plus urgentes, en France, est celle de chercher les mots d'ordre capables de mobiliser les ouvriers immigrés, mais d'aucune manière, celle de réaliser nous-mêmes, avec notre parti, l'initiative révolutionnaire de lutte contre le fascisme, sans la participation des ouvriers immigrés, dans cette lutte.

Cette conception des initiatives révolutionnaires du parti est dangereuse pour plusieurs raisons. La première est que cette conception n'éduque pas correctement le mouvement de masses et retarde le développement de sa mobilisation et de sa conscience. Les camarades de la majorité ont, par exemple, félicité l'ERP\*-PRT\*-C pour avoir séquestré Sylvester, le consul anglais de la ville de Rosario, exigeant (et obtenant)

en échange de sa libération une série d'améliorations pour les travailleurs des frigorifiques Swift. Cette initiative révolutionnaire a-t-elle éduqué les travailleurs de l'usine Swift ? Selon les camarades de la majorité, oui, car ils ont donné l'exemple que l'on pouvait obtenir la satisfaction des revendications, à travers la lutte armée. Pour nous, non, car cela leur a démontré que l'action d'un simple groupe d'individus bien intentionnés et audacieux pouvait remplacer leur mobilisation active pour défendre leurs propres intérêts et droits. La dure réalité de la lutte de classes a démenti cette leçon (ou exemple) donnée par les camarades du PRT\*-C : un peu plus tard, les élections syndicales furent gagnées de nouveau par la bureaucratie péroniste et les conditions de travail redevinrent aussi mauvaises, sinon pires, qu'avant l'« initiative révolutionnaire » de l'ERP\*.

Nous pourrions en dire autant de l'action de la Ligue\* communiste contre *Ordre nouveau*\*. Nous pouvons même dire plus que cela : plus ces initiatives ont de succès relatif, plus elles portent préjudice au développement du mouvement de masses. Si nous continuons à réaliser des actions contre les bandes fascistes et à avoir des succès techniques, avec quels arguments allons-nous tenter de mobiliser les ouvriers immigrés ? Quand nous essaierons de le faire, ils nous diront « Pourquoi nous mobiliser s'il y a ces braves gens de la Ligue\* qui se chargent déjà de liquider les fascistes ? » Mais, dans la mesure où les ouvriers immigrés et le mouvement de masses français ne se mobilisent

pas contre les bandes fascistes, celles-ci prendront de plus en plus de force (car il s'agit d'un problème de rapport de forces entre les classes) et le moment arrivera où seul le mouvement de masses pourra les mettre en échec. Nos « initiatives révolutionnaires » révéleront alors leur côté négatif : habitué jusqu'alors à ce que les problèmes du fascisme soient résolus par la Ligue\*, aucun secteur du mouvement de masses ne sera politiquement prêt à se mobiliser contre lui. Les conséquences ne peuvent être que néfastes. Heureusement, il n'y a pas de danger que cela se produise, car dès que le fascisme commencera à monter, notre section – et avec elle ses « initiatives révolutionnaires » – sera entraînée par le mouvement de masses.

Le second danger de ces initiatives révolutionnaires du parti est qu'elles nous amènent à oublier les intérêts révolutionnaires des masses elles-mêmes. Nous pensons que le processus entamé en Europe, précédé par celui de notre continent, sera caractérisé par des milliers de mobilisations de toutes sortes réalisées par les masses. Face à ces milliers de mobilisations, nos partis possèdent peu de cadres pour les suivre, pour leur donner une orientation politique et organisationnelle adéquate. Il nous manque du temps, des militants et des dirigeants pour cela. C'est donc un crime de séparer des cadres des mobilisations réalisées par les masses pour les diriger vers la réalisation de leurs propres actions indépendantes, loin de celles faites par les masses.

La conception selon laquelle la dimension essentielle du parti à l'étape

actuelle est sa capacité d'initiatives propres, tend à nous éloigner de la solution de la contradiction la plus grave affrontée par nos sections : leur terrible faiblesse face aux initiatives et aux mobilisations du mouvement de masses. Cette contradiction menace d'aller en s'aggravant, ou du moins, de rester aiguë pendant une longue étape, car notre croissance et l'amélioration de notre niveau politique seront accompagnées de la croissance des initiatives révolutionnaires du mouvement de masses sur nos deux continents, si ce n'est dans le monde entier.

Malheureusement, nous n'avons pas eu l'occasion de discuter avec les camarades de la majorité européenne, mais nous l'avons fait avec la nouvelle avant-garde latino-américaine et les représentants de la majorité sur notre continent. Cela fait longtemps également que nous discutons avec les camarades de la direction du SWP\*. Dans ces conversations, nous avons toujours remarqué une profonde différence entre le langage des camarades de la majorité en Amérique latine, et celui des camarades nord-américains et le nôtre. Les premiers ont la manie d'employer des termes comme « créer » ou « initiative révolutionnaire » ; les seconds parlent de « découvrir les occasions favorables » et de « développer avec audace une politique pour ces occasions ». Nous pensons que nous pouvons dire, très schématiquement, que cette différence de langage exprime une des différences actuelles entre la majorité et la minorité. Pour la majorité, il faut « créer », au moyen de « l'initiative révolutionnaire »

des exemples, des leçons pour le mouvement de masses. Pour la minorité, le mouvement de masses n'a besoin d'aucun exemple, ni d'aucun type « d'initiatives révolutionnaire ». Par contre, il faut savoir détecter les mobilisations qui se déroulent ou peuvent se dérouler à partir de leurs besoins et de leur conscience immédiats ; ces mobilisations présentes ou à venir dans un futur proche, nous les nommons « occasions favorables », et toute notre politique doit s'orienter, au moyen de nos mots d'ordre, vers leur utilisation, afin d'éviter que ces mobilisations ne s'arrêtent, et de réussir à gagner leur direction.

Ce n'est donc pas seulement une question théorique, mais aussi pratique. Pourquoi nous casser la tête à chercher comment combattre *Ordre nouveau*\* ? Si, réellement, *Ordre nouveau*\* a commencé à attaquer les Algériens et d'autres nationalités opprimées par l'impérialisme français, nous devons entamer tout de suite un travail en profondeur d'agitation en direction des nationalités qui subissent plus particulièrement les attaques de ces gamins fascistes. Seul ce travail nous permettra de connaître la mentalité, les réactions et la disposition de ces nationalités à se défendre contre ces attaques. Si nos mots d'ordre n'ont pas d'échos, cela indique que ces nationalités ne sont pas disposées à le faire, et le parti devra abandonner, momentanément, cette tâche. Si, au contraire, nos mots d'ordre sont bien reçus par les ouvriers immigrés, si nous réussissons à les organiser, alors et alors seulement, grâce à un travail d'insertion dans les quartiers immigrés attaqués par *Ordre nouveau*\*

nous donnerons une rossée exemplaire à ces fascistes. Les conditions qui déterminent une tâche, comme toute politique authentiquement révolutionnaire, sont donc d'une part son adéquation à un besoin impérieux du mouvement de masses (se défendre contre les attaques fascistes permanentes), et d'autre part sa liaison à la propre initiative du mouvement de masses (qu'il se mobilise lui-même contre ce danger).

Notre rôle est de travailler au sein de ces mobilisations déjà existantes ou potentielles, d'avancer les mots d'ordre corrects qui reflètent les besoins et la conscience de ce secteur du mouvement de masses, de les organiser, de nous postuler comme direction alternative si elles ont des directions opportunistes à la tête, et de les diriger si nous n'avons pas de rivaux (ce qui peut arriver si nous travaillons sur les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière et du mouvement de masses). Il ne s'agit donc pas de « créer », mais de « trouver » au sein même du mouvement de masses, où nous sont offertes des possibilités de faire passer nos mots d'ordre transitoires.

Le troisième danger de ces « initiatives révolutionnaires » est qu'elles transforment les rapports du parti avec le mouvement de masses, qui d'objectifs deviennent subjectifs. Pour les camarades de la majorité, les initiatives sont utiles si elles éveillent des sympathies dans le mouvement de masses. Maitan\* a approuvé les actions de l'ERP\* pour cette raison, de même que Frank\*.

Notre relation avec le mouvement de masses doit être essentiellement

organisationnelle et politique, pas émotive ni basée sur la propagande. Nous voulons des groupes du parti dans les organismes et les luttes concrètes, objectives, du mouvement de masses. Nous voulons que ces groupes du parti et leurs militants disputent la direction des organismes de masses et des luttes au nom du parti. C'est une relation précise et objective entre les luttes et les organismes du mouvement ouvrier et de masses d'une part et, d'autre part, les organismes du parti en leur sein, se battant pour en prendre la direction.

Les camarades de la majorité ne sont pas conséquents avec leur politique d'« initiatives révolutionnaires ». En Argentine par exemple, il n'y avait pas une grande différence entre les « initiatives » du PRT\*-C-ERP\* et celles des groupes armés péronistes. Elles furent toutes faites en marge du mouvement de masses et représentaient toutes des actions « exemplaires » d'avant-garde ; elles se caractérisaient toutes par la tentative de résoudre par leur propre initiative les tâches qui ne pouvaient être remplies que par des mobilisations massives. Cependant, ce sont les groupes armés péronistes qui reçurent les meilleures marques de « sympathie », et pas le PRT\*-C. Cela s'est démontré dans toutes les mobilisations de rue en faveur de la montée au pouvoir du gouvernement péroniste de Cámpora<sup>1</sup> : les cortèges des FAR\* et des Montoneros

<sup>1</sup> Lors des élections présidentielles de mars-avril 1973. Perón lui-même ne pouvait pas se présenter parce qu'il résidait encore à l'étranger, en exil, et son candidat, provisoire, était Héctor José Cámpora, qui renonça un an plus tard pour laisser la place à Perón lui-même..

(organisations armées péronistes) regroupaient jusqu'à 40 000 jeunes, ceux de l'ERP\* ne dépassaient pas les 500, les nôtres atteignirent 4 000. Qui a capté le plus de « sympathie » ? Sans aucun doute, en premier lieu la gauche péroniste, sur la base d'une capitulation politique permanente devant la confiance des masses en Perón (une sorte de « capitulation armée » devant le péronisme). En second lieu notre parti, non sur la base d'une « initiative révolutionnaire », mais sur celle de sa présence dans toutes les luttes du mouvement de masses et de sa différenciation très nette de la politique péroniste. Enfin, le PRT\*-C qui se différencia aussi du péronisme, mais fut absent des mobilisations puisqu'il était très occupé à méditer, organiser et réaliser ses « initiatives révolutionnaires ».

Les conclusions sont évidentes. Les camarades de la majorité ne doivent pas rester à mi-chemin : ou ils sont pour les « initiatives révolutionnaires » (et, par conséquent, ils abandonnent le travail politique au sein du mouvement de masses), ou ils sont pour la politique trotskiste. Et l'Europe n'est pas une exception ; dans la mesure où la crise économique s'approfondira, des secteurs désespérés de la petite bourgeoisie apparaîtront et prendront des « initiatives révolutionnaires » infiniment supérieures à celles de nos sections. En ce moment, nos sections devront avoir fait leur choix. Elles peuvent soit se laisser aller politiquement et obtenir les succès et les marques de « sympathie » momentanées qu'ont obtenus en leur temps les organisations armées péronistes en Argentine ; soit abandonner ces

fameuses « initiatives révolutionnaires » et obtenir des succès et des marques de sympathie beaucoup plus modestes, mais beaucoup plus importantes de notre parti. Ce serait dommage qu'elles subissent le triste sort du PRT\*-C.

### 6.7. Une conception superstructurelle et subjective du front unique

Cette controverse sur l'« initiative révolutionnaire », que nous venons d'aborder, se manifeste d'une manière implicite dans une autre controverse entre la majorité et la minorité, autour du front unique ouvrier. Grâce à l'aimable visite de deux camarades de la section française à notre parti, nous avons eu l'occasion d'écouter un exposé plus clair de leur conception : « *Nous pensons que nous n'avons pas la force d'imposer seuls, en tant qu'organisation politique, le front unique avec les partis réformistes ; nous pouvons mener une polémique, et nous le faisons, mais ce n'est pas suffisant. Trotsky a très bien posé le problème en disant que la corrélation devait être comprise entre un tiers et un septième des forces ouvrières. Quand on ne représente même pas un septième des forces ouvrières, la tactique de front unique ouvrier n'est pas suffisante, ne peut pas s'appliquer. Quand on en a plus d'un tiers, le parti révolutionnaire peut assumer seul ses responsabilités.* »<sup>62</sup>

Germain soutient la même conception, mais avec moins de clarté. Nous divergeons sur cette manière d'envisager le front unique ; c'est une déviation subjective, tout comme les autres déviations de la majorité. Cette interprétation est, par son contenu, superstructurelle et subjective, aventureuse et sectaire.

Elle considère que le front unique est essentiellement une question de rapport entre partis.

Pour notre section française, la possibilité de proposer le front unique aux partis réformistes dépend du rapport numérique entre eux et nous au sein du mouvement ouvrier : si nous représentons moins d'un septième, nous ne pouvons pas le proposer ; entre un tiers et un septième, nous pouvons le faire ; à plus d'un tiers, nous n'avons plus besoin de le faire, car nous sommes assez forts tout seuls.

### Le front unique est une tactique

Les camarades de la Ligue\* communiste commettent une erreur. Tout d'abord, le front unique ouvrier n'est pas un principe, ni une stratégie de notre parti, mais une tactique politique pour des situations spécifiques de la lutte de classes. En second lieu, comme n'importe laquelle de nos politiques, elle doit répondre à des besoins profonds d'une étape du mouvement de masses et non à des relations internes entre les différents secteurs du mouvement. Autrement dit : le front unique est une tactique que nous appliquons quand la situation de la lutte de classes exige objectivement du mouvement ouvrier qu'il unisse ses forces pour affronter la bourgeoisie ; c'est une tactique qui dépend des relations entre le mouvement de masses et les exploités, et non des relations entre les différents partis du mouvement de masses. C'est donc le facteur structurel (relations entre classes) qui définit notre politique de front unique, et non le superstructurel (relations entre partis).

Cette politique a toutefois un aspect superstructurel important : la façon dont nous posons le front unique. Contrairement à la politique opportuniste qui propose le front unique seulement aux directions et non à la base des partis, afin de ne pas avoir de conflits avec ces directions, et contrairement à la politique ultra-gauchiste qui ne le propose qu'à la base et ignore les directions, la politique trotskiste consiste à proposer le front unique à la base et aux directions des partis réformistes avec trois objectifs : en premier lieu, celui de ne pas se couper de la base en ignorant les directions qu'elle reconnaît ; en second lieu, celui d'impulser des pressions de la base sur ses directions afin de leur imposer le front unique ; en troisième lieu, celui d'accompagner l'expérience faite par la base avec leurs directions réformistes, en dévoilant l'inconséquence de celles-ci et leurs trahisons face aux tâches de front unique et en nous présentant comme direction alternative révolutionnaire.

Mais cet aspect superstructurel, cette façon d'appliquer le front unique, sans laquelle il n'existe pas de vraie politique de front unique, n'est rien de plus qu'une forme, un aspect superstructurel, et non l'aspect déterminant. Ce qui est décisif, ce sont les besoins de l'ensemble du mouvement ouvrier qui nous imposent de proposer cette politique.

C'est précisément parce que le front unique répond à un besoin objectif du mouvement de masses, dans une étape précise de la lutte de classes, qu'il est généralement défensif. Si pendant des années, en Europe, le problème du front



unique ouvrier n'a pas été posé, ce n'est pas pour des raisons numériques, mais pour une raison profondément objective : il n'y a pas eu d'offensive brutale des exploités qui impose la nécessité d'une politique défensive de l'ensemble des exploités. C'est la pauvreté relative (ou la richesse absolue) des travailleurs européens qui explique le fait que le front unique n'ait pas été posé de manière immédiate, pour l'agitation. Il ne pouvait pas l'être et ne pourra pas l'être, tant que, objectivement, toute la classe ouvrière n'affrontera pas, ne sentira pas un grave danger qui la menace de manière immédiate : le fascisme, la réaction, le coût de la vie, le chômage, le racisme, etc.

Comment appliquer la politique de front unique ouvrier ? C'est un problème très délicat. Comment faut-il distribuer nos militants, sur quels secteurs du mouvement de masses faut-il intervenir prioritairement et avec quels mots d'ordre ? Ce sont des questions qui seront résolues en fonction de l'habileté de nos directions et de nos partis à évaluer la situation objective et nos propres forces, et de leur capacité de les distribuer et de les armer avec des mots d'ordre corrects. Il n'y a pas de réponse générale à ce problème, car toutes les situations sont concrètes. Nous pouvons dire tout au plus qu'il nous faudra intervenir dans les secteurs du mouvement de masses où les problèmes objectifs sont ressentis de la façon la plus aiguë, s'il s'agit de problèmes économiques ou démocratiques partiels, comme les problèmes nationaux ; ou dans les secteurs qui ont démontré une meilleure disposition à la

mobilisation, s'il s'agit de problèmes politiques généraux (un danger de putsch réactionnaire par exemple). Nous pouvons dire que nous devons consacrer le plus gros et le meilleur de nos forces à ces secteurs ; et qu'il faudra trouver le mot d'ordre spécifique qui reflète en leur sein le problème général affronté par le mouvement de masses dans son ensemble. Comme n'importe quelle autre de nos politiques, ses possibilités de succès dépendent d'abord du processus objectif de la lutte de classes, et ensuite du rapport numérique avec les autres partis ouvriers.

### **Le front unique en France**

Par exemple, si nous appliquons aujourd'hui un programme et un mot d'ordre pour la défense du niveau de vie et de travail de l'ensemble du mouvement ouvrier français, et si nous appelons à l'unité des deux ou trois centrales syndicales sur cet axe, il est fort possible que nous obtenions un succès partiel ou total au bout d'un certain temps si les conditions objectives sont favorables et si nous avons su appliquer correctement notre politique. Si l'offensive des patrons contre ce niveau de vie s'accroît de plus en plus, si nous savons appliquer cette stratégie de défense du niveau de vie et de travail de manière tactique dans plusieurs secteurs, et en particulier là où il y a les plus grandes possibilités d'une lutte unitaire à court terme, il est probable que des luttes partielles, unitaires, de front unique, se réalisent. Si une de ces luttes est victorieuse, elle touchera l'ensemble du mouvement ouvrier français et l'amènera à une lutte d'ensemble pour freiner l'offensive patronale, et

notre politique de front unique aura triomphé.

En France, nous avons déjà une expérience de ce que signifie une conception incorrecte, subjective et superstructurelle du front unique. Le 21 juin 1973, l'organisation fasciste française, *Ordre nouveau\**, organisa une manifestation contre les immigrés algériens. Notre section, la Ligue\* communiste, avait appelé à la réalisation d'une contre-manifestation de la gauche. Ne trouvant aucun écho, elle la réalisa seule, et il y eut une confrontation violente avec les fascistes. Le gouvernement français profita de cet événement pour mettre la Ligue\* hors la loi et emprisonner Alain Krivine\* et Pierre Rousset, deux de ses porte-parole les plus connus. Quelques jours plus tard, le Comité pour les Libertés, une organisation du Parti socialiste, appela à un rassemblement où l'ensemble de la gauche et quelque quinze mille personnes assistèrent. Un front unique de fait s'était constitué de tous les partis de gauche, y compris le Parti communiste, contre le gouvernement et pour les libertés démocratiques. Mais en dépit du fait que le motif du meeting était d'exiger le retrait du décret qui mettait la Ligue\* hors la loi, nos camarades n'ont pas pu prendre la parole.

La situation aurait été tout autre si la Ligue\* avait appliqué d'une manière correcte et conséquente une politique de front unique. Si elle avait fait de sa campagne contre les germes fascistes et les tendances réactionnaires du gouvernement une campagne permanente de front unique, dirigée vers le PC et le PS et maintenue systématiquement depuis

plus d'un an, le meeting aurait été un succès spectaculaire de notre politique de front unique. Tous les participants au meeting auraient dit ou pensé : « La Ligue\* avait raison, il fallait faire un front unique, et celui-ci a commencé à se structurer. »

Les camarades de la Ligue\* n'auraient peut-être pas eu droit à la parole de toute façon, mais face aux manœuvres de la direction du PC pour l'empêcher de parler, la base du meeting se serait demandé : « pourquoi ne les laisse-t-on pas parler, alors qu'ils sont les seuls à insister depuis un an sur la nécessité d'une action concrète, et pas seulement un meeting, contre le cours réactionnaire du gouvernement et les germes fascistes ? ». Et ce simple fait aurait permis à la base du PC de commencer à faire pression de sur sa direction, et même de la remettre en cause.

Mais le plus important aurait été de proposer la politique de front unique parmi les ouvriers immigrés. Il est encore temps pour le faire. Notre politique de front unique ouvrier de toutes les tendances, jointe à notre travail patient avec ces nationalités, afin de les défendre contre les attaques racistes, devrait s'imposer tôt ou tard si les attaques racistes continuent.

Si toutefois les camarades de la Ligue\* continuent à attendre d'avoir le rapport numérique requis pour appliquer la politique de front unique comme tactique centrale du parti pour les tâches défensives, il se produira ce qui s'est déjà produit au meeting de défense de la Ligue\* ou ce qui s'est passé à l'Assemblée populaire bolivienne : le front unique s'est

réalisé dans les faits et ni la Ligue\* ni le POR-C\* n'ont pu exhiber aux yeux des masses leur diplôme prolétarien et révolutionnaire de meilleur agitateur et organisateur. Dans un cas, ce sont les staliniens, dans l'autre, la bureaucratie de Lechín\*, qui ont bénéficié de ce prestige.

Il peut arriver aussi que le front unique ouvrier ne puisse pas se réaliser et que la défaite du mouvement de masses soit donc inévitable. Cette défaite aura pour origine théorique la conception superstructurelle et subjective du front unique, et pour responsables politiques les camarades qui n'ont pas pris comme tâche centrale l'agitation sur les mots d'ordre de front unique dans le mouvement de masses, en plus de le promouvoir auprès des directions opportunistes.

### 6.8. Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique

Il est intéressant de noter que l'attaque furibonde du camarade Germain contre Camejo concernant sa conception de parti ne soit pas accompagnée d'une autre contre Mandel, qui a oublié deux des piliers de la conception léniniste du parti bolchevik : les révolutionnaires professionnels et le centralisme démocratique. Ces deux oublis du camarade Mandel ont une explication.

Nous avons vu que pour lui, les avancées dans la conscience des ouvriers avancés se produisent d'une manière intellectuelle et sont l'œuvre des intellectuels ; que c'est un processus subjectif d'apprentissage de la philosophie, de la sociologie, de l'économie et de l'histoire marxistes, c'est-à-dire du marxisme en tant que « science ». Ce processus – qui

ne peut être accompli qu'individuellement – est réalisé, toujours selon le camarade Mandel, par des intellectuels, le rôle de ceux-ci étant, comme secteur de classe, d'apporter « *aux couches éveillées et critiques de la classe ouvrière ce qu'elles ne peuvent mener à bien elles-mêmes, à cause de l'état fragmenté de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur permettra de reconnaître le véritable visage de l'exploitation scandaleuse voilée et de l'oppression déguisée auxquelles elles sont soumises* ». <sup>63</sup>

Sur quelles bases objectives se réalise cet apprentissage chez « les secteurs éveillés et critiques de la classe ouvrière », c'est-à-dire chez l'avant-garde ouvrière ? Autrement dit, comment l'ouvrier d'avant-garde doit-il organiser sa vie pour devenir un militant révolutionnaire ? Mandel nous répond dans un autre texte en disant qu'un des privilèges politiques des « militants révolutionnaires » est de « *consacrer à l'activité sociale une partie de leur vie beaucoup plus grande que les autres travailleurs* ». <sup>64</sup>

Le camarade Mandel nous dit ici (par ce qu'il ne dit pas) que l'ouvrier d'avant-garde doit rester dans la même situation objective qu'auparavant, en se sacrifiant seulement un peu plus. Cela signifie qu'il doit organiser sa vie de la manière suivante : il fait sa journée habituelle à l'usine ; il reçoit ensuite un intellectuel qui lui explique le socialisme marxiste et trotskiste et le lui fait étudier ; et ensuite il doit aller voir d'autres ouvriers ou se rendre au syndicat où il luttera pour ses camarades et le parti. En résumé, le parti n'a rien à voir avec la transformation

d'un ouvrier d'avant-garde en militant révolutionnaire ; la tâche d'éducation dans le marxisme est accomplie par les intellectuels ; celle de s'arranger pour pouvoir vivre est accomplie par l'ouvrier qui continue son travail à l'usine ; si les intellectuels remplissent leur tâche et l'ouvrier la sienne, ce dernier aura acquis la « connaissance scientifique » et par conséquent la « conscience ». Tout cela n'a rien à voir avec le marxisme, ni avec la théorie léniniste de l'organisation.

Le marxisme est matérialiste, Lénine l'était aussi. Pour Lénine, le dépassement de la conscience fragmentée de l'ouvrier avancé est un processus matériel et non intellectuel, qui consiste à donner à l'ouvrier du temps libre pour se former sur tous les aspects (théoriques et pratiques) comme révolutionnaire professionnel. Ce ne doit pas être une obligation lourde et pénible s'ajoutant aux autres obligations lourdes et pénibles qui incombent à l'ouvrier par le simple fait d'être ouvrier. C'est une tâche qui commence par le fait de lui laisser du temps pour qu'il cesse d'être un ouvrier fragmenté dans la vie réelle et qu'il commence à être totalement révolutionnaire, dans la vie réelle également.

Parce que Lénine était matérialiste et dialectique, il ne pouvait pas concevoir que l'on puisse dépasser une conscience dérivant d'une situation matérielle – l'aliénation par le travail morcelé pendant 8, 11 ou 14 heures par jour – au moyen de cours de formation. Tant que l'ouvrier consacre autant d'heures de sa vie à faire un travail inintéressant, dans une chaîne de production inconnue, fabriquant un produit dont le devenir lui

est indifférent, tant qu'il fait un travail fragmenté, parcellaire, sa conscience doit refléter ces caractéristiques de son activité et doit être une conscience fragmentée, parcellaire. Les cours que peut lui offrir le parti – et non les intellectuels, en tant que secteur social, camarade Mandel – peuvent rendre le problème moins aigu, mais ils ne peuvent pas le résoudre. La seule façon de le résoudre est de modifier ses conditions de vie matérielles.

La solution marxiste par excellence qu'offre Lénine à ce problème est sa théorie des révolutionnaires professionnels. Elle est pour lui presque une obsession. « *Nous ne devons pas seulement nous préoccuper du fait que la masse avance des revendications concrètes, mais aussi qu'elle "détache" en nombre de plus en plus grand ces révolutionnaires professionnels. Nous arrivons donc ainsi au problème des rapports entre l'organisation de révolutionnaires professionnels et le mouvement purement ouvrier. [...] Un agitateur ouvrier qui a du talent, qui "promet", ne doit pas travailler onze heures dans son usine. Nous devons nous débrouiller pour qu'il soit pris en charge par le parti. [...] Nous saurons le faire, car précisément les masses qui s'éveillent spontanément détachent également de leurs rangs de plus en plus de "révolutionnaires professionnels". [...] Nous ne comprenons pas que c'est notre devoir d'aider tout ouvrier qui se distingue par sa capacité à devenir agitateur professionnel. [...] L'ouvrier révolutionnaire, s'il veut se préparer pleinement à son travail, doit également devenir révolutionnaire professionnel.* » <sup>65</sup>

Cet « oubli », par le camarade Mandel, de la transformation des ouvriers en militants professionnels d'avant-garde ne se limite pas au domaine théorique. Il y a une statistique très intéressante à ce sujet, qui va de pair avec une controverse sous-jacente, quoique non formulée, entre les camarades de la majorité, et le SWP\* et notre parti. Cette statistique est la suivante : sur l'ensemble des permanents de notre Internationale, 70 à 80 % au minimum appartiennent à la minorité. En outre, prenons les deux sections numériquement les plus fortes de notre Internationale, la section française et notre parti argentin. Nous voyons que, dans la Ligue\*, la proportion de camarades qui vivent ou ont vécu d'une profession libérale est 20 ou 30 fois celle du PST\*. C'est-à-dire : si nous prenons les 100 dirigeants les plus importants de la direction française et les comparons à ceux du PST\*, pour 20 ou 30 diplômés universitaires ou professeurs de la section française, il y en a un dans notre parti argentin. Concrètement, dans notre Comité central de 120 membres, 3 seulement ont une profession libérale et 100 sont des permanents du parti, dont 80 % ont été des dirigeants du mouvement ouvrier. Au Comité exécutif, la plus haute instance de notre parti, à l'exception de 4 camarades, tous sont des permanents et ont été d'importants dirigeants du mouvement ouvrier. Il y existe une tradition dans notre parti – que la croissance vertigineuse actuelle nous empêche d'appliquer pleinement –, qui stipule que personne ne peut faire partie de la direction, sans avoir passé deux ans d'activité, en tant que permanent,

au sein du mouvement ouvrier. Si nous comparons d'autres sections de la majorité avec le SWP\*, les pourcentages et les situations sont similaires.

Il reste un dernier aspect du problème des militants professionnels : ils doivent être la base de soutien du parti. Et cela, parce que l'activité révolutionnaire exige une attention et un apprentissage totaux, non partiels. Un militant révolutionnaire accompli, un cadre de direction du parti, d'un de ses secteurs ou d'un front important, est celui qui peut résoudre par ses propres moyens les problèmes politiques (non pas « scientifiques ») que lui pose toute situation de la lutte de classes. Il doit savoir analyser une situation, formuler des mots d'ordre précis qui y répondent, appliquer les modes d'organisation adéquats et distribuer les forces du parti en général ou dans son secteur ou son front, définir les secteurs fondamentaux d'intervention, orienter les axes de propagande visant l'avant-garde, donner des cours de formation marxiste élémentaires, gagner des militants pour le parti et organiser correctement au sein du parti les secteurs nouvellement intégrés. Il serait absurde d'exiger d'un seul cadre du parti d'être le meilleur dans tous ces domaines, car le travail de direction est un travail d'équipe où se combinent les capacités et l'expérience inégalement développées de ceux qui la composent. Mais un cadre de direction doit être capable de donner une première réponse, même élémentaire, à ces tâches.

Il est absolument impossible que cette spécialisation comme révolutionnaire accompli, marxiste, puisse

être acquise sans que cette activité soit prise en tant que profession dans tout le sens du terme. Pour cela il est nécessaire d'être un militant professionnel, un révolutionnaire à temps plein. Et ces militants professionnels sont, nous insistons, la base fondamentale sur laquelle repose le parti. L'oubli qu'en fait le camarade Mandel est d'autant plus impardonnable.

### **Le centralisme démocratique**

L'autre oubli du camarade Mandel, dans sa définition du parti léniniste de combat, n'est pas moins dangereux que le précédent : le centralisme démocratique. C'est une forme organisationnelle qui constitue l'essence du parti léniniste-trotskiste. Cela signifie que, ensemble avec une vie démocratique interne, le parti a besoin d'une direction centralisée munie de pouvoir exécutif, et d'une discipline interne stricte.

*Le besoin de la discipline stricte et centralisée* repose sur deux raisons objectives imposées par la lutte de classes. La première est le fait que notre but essentiel, en tant que parti, est de diriger les luttes de masses ou de se porter candidat à leur direction, d'une manière permanente jusqu'à la prise du pouvoir, et ensuite jusqu'à la construction du socialisme. Et cette lutte mortelle ne peut être menée à bien que comme une armée fermement organisée ; nous ne pouvons pas prêter le flanc à l'ennemi par un manque de concentration ou de coordination de nos forces. La seconde raison est l'existence de partis contre-révolutionnaires et d'appareils bureaucratiques au sein du mouvement ouvrier et de masses, qui font aussi partie de l'ennemi. Nous

ne pouvons pas opposer notre désordre à l'organisation de l'ennemi, même pas au nom de la démocratie. Face à une attaque fasciste à un local, nous n'allons pas consulter par téléphone tout le parti pour savoir quoi faire. Dans une assemblée où la bureaucratie essaye de nous diviser, nous n'allons pas exposer des positions différentes, même si au sein du parti la discussion n'est pas close.

*Le besoin de vie interne démocratique* repose sur la relation objective du parti avec le mouvement de masses et sur la dialectique de cette relation. En premier lieu, le parti doit être démocratique parce que l'élaboration de son orientation politique est collective. Elle n'est pas l'œuvre de quelques individus particulièrement intelligents ou formés, mais du brassage des opinions de tous ceux qui composent le parti, de tous les militants qui expriment chacun le secteur du mouvement de masses dans lequel ils développent leur activité. Mais une fois élaborée, cette orientation doit être confrontée avec la réalité de la lutte de classes, ce qui se fait à travers l'activité militante de chacune des équipes et des individus du parti dans son ensemble. Cette activité pratique est la seule à pouvoir nous indiquer les aspects corrects et incorrects de l'orientation adoptée ; et la discussion démocratique de ce bilan est ce qui permet les rectifications nécessaires de la politique.

En résumé, la démocratie est celle qui établit le rapport du sujet (le parti révolutionnaire) à son objet (le mouvement de masses), et elle est donc la seule garantie d'une élaboration objective (scientifique) de l'orientation politique et d'une

confrontation objective (scientifique) avec la réalité de la lutte de classes.

La formule du « centralisme démocratique » se décompose toutefois en deux pôles qui, à la limite, sont antagoniques. Le centralisme le plus absolu signifie que la direction résout tous les problèmes, de la théorie et des caractérisations jusqu'aux plus infimes détails tactiques, en passant par l'orientation politique générale. Dans ce cas, la démocratie disparaît. Par contre, la démocratie absolue signifie que tous ces problèmes sont résolus à travers des discussions qui ne peuvent se développer que dans un état délibératif permanent de tout le parti, et le centralisme disparaît. La proportion dans laquelle les deux éléments se combinent à chaque moment déterminé ne peut être fixée d'avance. Ce n'est pas une recette ou une formule arithmétique. Personne ne peut dire, par exemple, qu'à tout moment, le parti doit être démocratique à 50 % et centraliste à 50 %, ou quelque chose de ce genre. Nos partis sont une réalité vivante, un processus de construction permanent. C'est à cause de cela que le centralisme démocratique est une formule algébrique. La combinaison particulière, de l'élément centraliste et du démocratique, est différente en chaque moment de la construction du parti et doit être précisée en chaque moment.

Mais comment faire pour trouver en chaque moment cette combinaison, cette juste proportion ? Nous avons actuellement une discussion en suspens, dans notre Internationale, avec les camarades Frank\* et Krivine\* : eux pensent qu'il faut renforcer le pôle centraliste

dans notre parti mondial alors que nous pensons qu'il faut renforcer la démocratie. Nous allons tenter d'avancer un peu dans cette discussion.

Une des vertus de cette formule est précisément son caractère algébrique qui laisse de la souplesse pour une précision « quantitative », « arithmétique », en fonction des circonstances de la lutte de classes et du développement du parti. Pour obtenir cette précision, nous devons prendre en compte, en tant qu'élément essentiel, le prestige politique gagné par la direction du parti auprès de la base. Schématiquement, nous pouvons dire que, plus elle a de prestige, plus le parti est centralisé, car les succès politiques de la direction sont proportionnels à la confiance que lui accorde la base, et plus grande est la confiance, plus grandes sont la discipline et la centralisation. A l'inverse, moins de succès entraîne une méfiance, et celle-ci a des répercussions, qu'on le veuille ou non, contre la discipline et la centralisation. En définitive, la formule du centralisme démocratique est une expression politico-moral-organisationnelle, pas seulement moral-organisationnelle. Elle n'est pas coupée de la lutte de classes et du développement du parti, mais intimement liée à ceux-ci. Elle ne se confond pas avec ces deux facteurs, car même dans les pires moments d'une direction, nous devons nous efforcer consciemment de maintenir le plus possible le centralisme, tout comme dans ses meilleurs moments, nous devons contrôler soigneusement que la démocratie subsiste. Mais, tout en ne se confondant pas avec les hauts et les bas

de la lutte de classes et de la construction du parti, la précision de la formule du centralisme démocratique est, nous insistons, fortement influencée par ces deux facteurs.

Nous sommes en train de construire l'arme d'organisation révolutionnaire la plus redoutable de l'histoire : un parti mondial bolchevik. Et c'est pourquoi cette tâche est si difficile et demande tellement de temps. Dans l'étape actuelle de la construction du parti s'impose le renforcement du pôle démocratique et non du pôle centraliste, précisément parce que nos directions, nationales comme internationales, n'ont pas encore gagné un grand prestige politique auprès de la base de nos sections grâce à des succès dans la direction du mouvement de masses. Seul ce prestige pourra renforcer le pôle centraliste et disciplinaire ; en attendant, le pôle démocratique doit primer.

Cela ne signifie pas que nous abandonnions tout centralisme et toute discipline : nous restons centralistes et démocratiques, mais en donnant la prédominance au pôle démocratique. La lutte actuelle entre deux tendances constituées en fractions, clairement délimitées, montre que notre analyse s'ajuste à la réalité et aux besoins de la IVe Internationale. Tenter d'imposer actuellement un fort centralisme, alors qu'existent deux fractions qui divergent sur des points fondamentaux de la politique que nous devons suivre, impliquerait fatalement la rupture de l'Internationale, quelle que soit la fraction qui gagne la direction au prochain Congrès.

### 6.9. Revenons au parti léniniste-trotskiste

L'attaque la plus originale de Germain est celle qui dit que la définition de Camejo du parti révolutionnaire attribuée à celui-ci les mêmes caractéristiques que celles des partis sociaux-démocrates de la période d'avant 1914. Rappelons que, pour Camejo, le parti révolutionnaire « *essaye d'impulser les luttes de masses, leur donnant confiance en leurs propres forces en les mobilisant sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel ; et impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas)* ». <sup>66</sup> Pour Germain, ces caractéristiques seraient celles d'un parti social-démocrate.

Cependant, Mandel, le maître à penser de Germain, nous assure que ce qui caractérisait la social-démocratie d'avant la Première Guerre était qu'elle menait d'une part des « *activités électorales et parlementaires, et d'autre part une lutte pour des réformes immédiates de nature économique et syndicaliste* ». <sup>67</sup> Les camarades Mandel et Germain, sont-ils d'accord sur le fait que les « réformes immédiates » et les « activités électorales et parlementaires » sont à l'opposé des « luttes de masses » et des mobilisations « sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiates » ? Lequel de ces deux types d'activité réalisait donc réellement la social-démocratie ? Une prompte rencontre entre Mandel et Germain serait souhaitable, afin qu'ils s'entendent sur cette question. Ce ne

serait toutefois pas facile, car leurs désaccords ne se limitent pas à cela.

Dans sa *Théorie léniniste d'organisation*, Mandel affirme que la politique actuelle du stalinisme est similaire à celle de la social-démocratie. Germain, comme nous l'avons vu, affirme que la définition de Camejo coïncide aussi avec ce que fut la social-démocratie. Par enchaînement logique, si Germain est égal à Mandel, la définition de Camejo est « égal au stalinisme ». Conclusion pour Mandel-Germain, les partis staliniens actuels... « sont construit autour d'un programme révolutionnaire, essayent d'impulser les luttes de masses, leur donnant confiance en leurs propres forces en les mobilisant sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel ; le parti impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas) ; il cherche à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le pouvoir de l'Etat, en tant qu'objectif fondamental, tout en n'essayant pas de se substituer aux masses. Chaque parti national fait partie d'un seul parti international du prolétariat mondial. »<sup>68</sup> Si Germain avait dit cela clairement, tout notre mouvement aurait éclaté de rire et aurait compris que la description de Camejo est effectivement celle d'un parti révolutionnaire, trotskiste, radicalement opposée à celle des partis staliniens et réformistes. Pour ne pas le reconnaître, Germain a tenté de confondre les jeunes cadres en assurant que la description de Camejo coïncide avec ce que faisaient

et disaient les sociaux-démocrates d'avant-guerre (que les jeunes cadres n'ont pas connus directement comme ils connaissent aujourd'hui les staliniens). Mais sa manœuvre a mal tourné pour lui, car il a oublié (comme cela lui arrive fréquemment) que Mandel avait affirmé que le stalinisme mène actuellement la même politique que celle que menait alors la social-démocratie. Nous n'avons eu qu'à lier une affirmation du disciple à une du maître, pour dévoiler l'inconsistance de son attaque contre Camejo.

### ***Il n'y a qu'un seul programme révolutionnaire***

Camejo dit que « le parti se construit autour d'un programme révolutionnaire. » Germain répond : « Un programme du parti révolutionnaire ? Après tout, le programme d'Erfurt, de la social-démocratie allemande, n'a-t-il pas été corrigé et accepté par Engels en personne ? »<sup>69</sup> Concrètement, le camarade Germain n'est pas persuadé que le parti est essentiellement caractérisé par le programme révolutionnaire. Il ne croit pas que c'est cela la première caractéristique d'un parti révolutionnaire. Cependant, Trotsky dit catégoriquement la même chose que Camejo : « Les intérêts de la classe ne peuvent être formulés autrement que sous la forme d'un programme, et le programme ne peut être défendu autrement que par un parti. »<sup>70</sup>

Nous ne savons pas si Germain est pour ou contre cette affirmation, mais ce que nous savons, c'est que dans le mépris qu'il ressent pour le programme révolutionnaire, comme base fondamentale du parti, il y a une erreur idéaliste typique : croire que le programme est

toujours le même, au-delà des étapes de la lutte de classes. C'est pour cela qu'il fait cette analogie avec le programme d'Erfurt. Mais il ne pousse pas l'analogie jusqu'au bout.

Le fait est que le programme ne se trouve pas au-dessus des étapes la lutte de classes ; il change avec elles et se développe au fur et à mesure des luttes de la classe ouvrière et des changements dans la situation objective. Le programme d'Erfurt fut révolutionnaire pour une étape du capitalisme et de la lutte de classes, et commença à cesser de l'être ensuite pour finir par être dépassé par un autre, imposé logiquement par la nouvelle étape. Il suffit de dire que ce programme d'Erfurt ne définissait pas l'impérialisme.

La même chose s'est passée avec le programme minimum des partis sociaux-démocrates : ils furent utiles, « révolutionnaires » pour l'époque de l'organisation politique et syndicale de la classe ouvrière. Cette organisation a eu lieu pendant la première phase de l'époque impérialiste et a permis l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière dans les pays métropolitains. Ces programmes socialistes étaient utiles et « révolutionnaires » en ce moment, et pour la tâche de l'organisation politique de classe, mais seulement à cette époque-là et dans ce sens-là.

Les grands dirigeants et les intellectuels qui menèrent alors à bien cette tâche progressiste, les Bebel,<sup>m</sup> Kautsky\*

<sup>m</sup> Ferdinand August Bebel est un syndicaliste allemand, fondateur en 1863 du *Allgemein Deutsches Arbeiterverein* (ADAV - Fédération générale allemande des Travailleurs), puis en 1869 du

et autres Jaurès,<sup>n</sup> ont subi le même processus que les programmes socialistes : de progressistes, ils sont devenus centristes, puis opportunistes. Les programmes et les dirigeants suivirent une pente qui reflétait la survie – par leur force d'inertie et l'existence d'une aristocratie ouvrière devenue agent de l'impérialisme – d'un programme et de directions qui avaient cessé d'être progressistes et révolutionnaires, une fois que l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière avait été obtenue.

Du fait de sa conception idéaliste et statique du programme, Germain lui oppose, comme quelque chose de beaucoup plus important, « les perspectives et les luttes révolutionnaires ». Cette position est incompréhensible : il ne peut pas y avoir un programme qui ne soit pas précisément la synthèse des tâches posées, à une étape déterminée de la lutte de classes, par les perspectives et les luttes révolutionnaires de cette époque. Si ces luttes et ces perspectives ne sont pas prises en compte dans un programme, celui-ci a cessé d'être révolutionnaire, ou ne l'a jamais été (comme celui de Bernstein).

A notre époque de transition du capitalisme au socialisme et de décadence

Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP - Parti social-démocrate des Travailleurs) qui deviendra en 1892 le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Parti social-démocrate allemand).

<sup>n</sup> Jean Jaurès, combattant acharné contre l'antisémitisme, est un des fondateurs de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO\*) qui unifia le syndicalisme français en 1905. Opposé à la votation des crédits de guerre, il est assassiné en 1914.

du système capitaliste mondial, il existe un seul et unique programme qui pose les tâches générales de la classe ouvrière et du mouvement de masses, découlant « des perspectives et des luttes révolutionnaires » : notre Programme de Transition. N'en déplaise au camarade Germain, ce programme est la base de tout parti révolutionnaire contemporain ; sans lui, il ne peut y avoir de parti révolutionnaire.

### **Qu'est-ce que la IVe Internationale pour Germain ?**

Camejo dit que « chaque parti national fait partie d'un seul parti international du prolétariat mondial ». Germain répond : « La nécessité "de faire partie d'un parti international du prolétariat mondial"... La social-démocratie allemande ne fut-elle pas le soutien principal de la Deuxième Internationale ? »

Que veut dire Germain par cette question ? Que la condition que pose Camejo est fautive, parce que la social-démocratie allemande fut le soutien de la Deuxième Internationale ? La seule chose que cela démontre, c'est qu'il y eut une IIe Internationale, dont le parti le plus fort, ayant un rôle dirigeant, fut le parti allemand, mais cela ne démontre pas que Camejo ait tort. Mais peut-être Germain fait-il une analogie, car il conçoit-il la Deuxième Internationale comme un « parti international du prolétariat mondial » dont « faisaient partie » les partis sociaux-démocrates nationaux. C'est la seule explication rationnelle. Nous pouvons donc dire que le syllogisme est le suivant : il y eut un « parti international du prolétariat mondial », la Deuxième Internationale ; la

social-démocratie allemande faisait partie de ce parti mondial et en était le soutien principal ; la social-démocratie allemande n'était pas révolutionnaire, mais opportuniste ; l'exigence de Camejo, selon laquelle un parti révolutionnaire doit faire partie d'un parti international du prolétariat mondial, n'est donc pas si importante que cela, puisque la social-démocratie allemande répondait à cette exigence et ne s'est pas pour autant transformée en un parti révolutionnaire.

Malheureusement, ce syllogisme est caduc par sa base. Jusqu'à présent, tout le mouvement trotskiste pensait comme Trotsky que la Deuxième Internationale était une « somme de partis nationaux », jamais un « parti international du prolétariat mondial » dont les sections nationales « faisaient partie », comme l'interprète Germain. Camejo a encore raison, car, concrètement aujourd'hui, le fait de faire partie du « seul parti international du prolétariat mondial » est une exigence indispensable pour que n'importe quel parti national soit réellement un parti léniniste de combat. Et le seul « parti mondial », le seul digne de ce nom parce qu'il n'est pas une fédération de partis nationaux, c'est notre IVe Internationale.

### **Les caractéristiques essentielles des partis léninistes-trotskistes**

Toute cette discussion sur les caractéristiques et le rôle de nos partis nous oblige à ratifier les six points donnés par Camejo, que nous ne répétons pas, et à y ajouter quatre autres caractéristiques, essentielles, des partis léninistes-trotskistes. Voyons ces quatre caractéristiques supplémentaires :

*Première caractéristique* : le parti utilise une analyse marxiste, scientifique, des rapports entre toutes les classes et de leur dynamique probable, avant de se donner une orientation politique pour l'étape, avec sa stratégie, ses tactiques, sa propagande, son agitation, son programme et ses mots d'ordre. Cette analyse doit se synthétiser en définitions précises de la nature de l'étape concernée. Le parti rejette les analyses ouvriéristes qui prennent en compte fondamentalement les rapports internes au mouvement de masses pour définir les étapes. Il rejette également les analyses économistes qui prétendent extraire essentiellement les caractéristiques de l'étape sur la base des processus se produisant dans l'économie bourgeoise. Il refuse enfin le manque d'analyse qui a comme origine l'inversion du processus, se fixant d'abord une stratégie, ou se définissant d'abord selon ce que pense ou désire l'avant-garde, et imaginant ensuite une pseudoanalyse pour justifier cette stratégie. Pour faire l'analyse scientifique marxiste, le parti utilise l'outil conceptuel le plus perfectionné par le marxisme, la loi du développement inégal et combiné.

*Deuxième caractéristique* : la politique du parti se dirige vers l'ensemble du mouvement de masses, avec tous ses secteurs, reflétant toutefois les intérêts de la classe ouvrière, qu'elle promeut pour prendre la tête de la révolution. L'activité du parti se centre sur le mouvement de masses et non sur son avant-garde. Son objectif est de mobiliser les masses, et non l'avant-garde. (Camejo signale cette caractéristique, mais ne

souligne pas suffisamment le fait que le parti prétend élever la classe ouvrière au rôle de direction de la révolution).

Cette politique du parti a une théorie-programme, celle de la révolution permanente, qui peut se résumer en une seule phrase : l'objectif du parti est de mobiliser la classe ouvrière et les masses en permanence jusqu'à la société socialiste. Et le parti a un programme et une méthode, le Programme de Transition, qui peut se résumer aussi en une phrase : le parti doit lancer les mots d'ordre qui mobilisent les masses contre les exploités, à partir de leurs besoins et de leur niveau de conscience immédiats, et il doit élever progressivement le niveau de ces mots d'ordre au fur et à mesure que la mobilisation elle-même hausse le niveau de conscience des masses et leur crée de nouveaux besoins, jusqu'à en arriver au mot d'ordre et à la lutte pour la prise du pouvoir.

*Troisième caractéristique* : l'objectif du parti au sein du mouvement ouvrier et de masses est de transformer les éléments d'avant-garde en militants professionnels, car c'est le seul moyen d'en faire des révolutionnaires trotskistes accomplis, puisque le travail aliénant les empêche d'atteindre ce niveau. Cet objectif par rapport à l'avant-garde répond à un autre objectif plus général : le parti doit avoir comme colonne vertébrale des militants professionnels, car faire la révolution doit être une activité pleine et entière, non un hobby, une bonne œuvre ou une activité intellectuelle. Un parti léniniste trotskiste n'est pas composé de dilettantes, d'amateurs ou de membres de professions libérales, mais

de militants professionnels dont la majeure partie doit provenir du mouvement de masses et essentiellement du mouvement ouvrier.

*Quatrième caractéristique* : la construction de chaque parti fait partie de la construction du parti mondial de la révolution socialiste. Les deux, le parti national et le parti mondial se construisent selon les règles du centralisme démocratique. La discipline la plus stricte doit exister au sein du parti, tout d'abord parce que son aspiration à diriger les masses dans leurs luttes contre les exploités exige qu'il agisse comme un seul homme, sans la moindre hésitation ; ensuite à cause de la lutte féroce qu'il doit aussi mener contre les appareils bureaucratiques, une lutte qui à son tour requiert le centralisme. Mais cette centralisation doit s'unir aux meilleures garanties démocratiques, car l'élaboration démocratique de l'orientation politique est la seule garantie pour que s'expriment les besoins et le niveau de conscience du mouvement de masses, et parce que la discussion démocratique des résultats de l'application de l'orientation politique est la seule garantie pour que celle-ci soit ratifiée complètement ou partiellement avec la même objectivité.

La centralisation doit également aller de pair avec les plus grandes garanties morales et de loyauté militante. Elle est liée au prestige politique obtenu par la direction qui applique le centralisme, car celui-ci n'est pas un serment ou un engagement simplement moral, mais une conséquence politique. C'est pour cela que, moins la direction a de

prestige, plus il faut de garanties démocratiques, la formule bipolaire de centralisme démocratique prenant des contenus différents selon les étapes de construction du parti léniniste trotskiste national et mondial et la consolidation de leurs directions.

Ces dix caractéristiques du parti léniniste-trotskyiste se résument en une seule : le rapport existant, entre la mobilisation des masses et de la classe ouvrière, et le parti révolutionnaire. Le mouvement ouvrier et de masses d'une part, le parti de l'autre, sont les deux pôles essentiels du mouvement révolutionnaire. C'est sur ces deux pôles que la gauche européenne du début du siècle s'est divisée : Rosa Luxembourg et Trotsky pensaient que la mobilisation des masses était toute puissante ; Lénine n'est jamais allé jusqu'à penser que le parti était tout puissant, mais certains de ses disciples sont allés jusque-là. Le mérite de Lénine fut de comprendre qu'un seul pôle, celui de la mobilisation de la classe ouvrière et des masses, n'était pas suffisant ; autrement dit, qu'il était absolument insuffisant si l'autre pôle, le parti, n'existait pas.

Quand le reflux du mouvement ouvrier des pays industriellement développés et le boom économique rendirent le travail révolutionnaire au sein du mouvement de masses extrêmement difficile, des tendances suivistes par rapport aux organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier naquirent, qui affirmèrent que nous devions abandonner pour une longue période la tâche de la construction du parti révolutionnaire.

Nous avons alors combattu intensément ces tendances, en revendiquant la nécessité de continuer la tâche centrale de la construction du parti léniniste trotskiste.

Aujourd'hui, alors que commence la montée révolutionnaire la plus grande de l'histoire, des conceptions petites-bourgeoises, subjectivistes apparaissent, qui tendent à affirmer que le rôle fondamental appartient à l'avant-garde, l'organisation armée, l'héroïsme de ceux qui sont prêts à combattre. Contre ces conceptions subjectivistes de la révolution, il faut réaffirmer que le facteur décisif est la mobilisation des masses, et que ces mobilisations se font sur la base de besoins objectifs profonds, indépendamment de notre volonté. Mais nous réaffirmons également qu'il existe un rapport dialectique, dynamique, entre le mouvement de masses et le parti révolutionnaire, qui conditionne toute

notre politique. Ce rapport détermine que le facteur décisif, la mobilisation de masses, est insuffisant à lui seul, que la nécessité d'un parti révolutionnaire qui dirige ces mobilisations est impérieuse. C'est pour cela qu'aujourd'hui, comme hier, nous maintenons la seule stratégie qui reste, même lorsque changent les conditions de la lutte de classes : la stratégie de la mobilisation des masses et celle de la construction du parti bolchevik, léniniste-trotskyiste.

# 7. Des éléments révisionnistes dans les conceptions de Germain

## 7.1. Mandel et Germain transforment les prémisses objectives de la révolution socialiste en prémisses subjectives

Mandel assure que, dans l'étape actuelle, le capitalisme et l'impérialisme sont en train d'obtenir une importante avancée dans le développement des forces productives. Cette affirmation, bien qu'il ne la lie pas explicitement au reste de ses idées sur l'économie, est évidemment la prémisse nécessaire dont lui et Germain partent pour en arriver à l'idée centrale : il y aurait actuellement une tendance à l'augmentation absolue de la richesse consommée par les masses dans le monde entier. C'est pourquoi leurs luttes ne s'orientent déjà plus vers la sortie d'une situation de misère insupportable (bas salaires, chômage), mais contre ceux qui dirigent les entreprises et contre le caractère aliénant de cette consommation massive des richesses produites.

Mandel insiste plusieurs fois sur le fait que « *le phénomène de la paupérisation relative est, en effet, le plus typique du mode de production capitaliste* ». <sup>1</sup> Autrement dit, par rapport à l'augmentation de la richesse de la société, la classe ouvrière est de plus en plus pauvre, mais

sa situation s'améliore constamment par rapport à son niveau de vie passé. Sa démonstration du fait que telle était la position de Marx est très convaincante. Mais Marx formula cette loi alors que le capitalisme était en plein développement, ses crises se produisant tous les dix ans pour peu de temps. Nous voyons donc que, pour le camarade Germain, la nouvelle étape capitaliste n'a pas modifié cette loi. Au contraire, il semblerait qu'elle la renforce.

Mandel, pour sa part, soutient dans son livre sur la théorie léniniste de l'organisation qu'une des trois caractéristiques fondamentales de cette théorie est « *l'importance présente de la révolution pour les pays sous-développés à l'époque impérialiste* ». <sup>2</sup> Il précise ainsi qu'il parle de tous les pays du monde, y compris les pays arriérés. Plus loin, il dit que, « *dans la mesure où le néo-capitalisme cherche une nouvelle voie pour prolonger sa longévité en élevant le niveau de consommation de la classe ouvrière, [...] dans la mesure où nous voyons que la barrière décisive qui empêche aujourd'hui la classe ouvrière de pouvoir acquérir une conscience politique de classe réside dans une moindre mesure dans la misère des masses et l'extrême*



pauvreté de son environnement et dans une plus grande mesure dans l'influence constante de la consommation et de la mystification de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie. »<sup>3</sup>

Cette loi prend toute son importance pour les pays avancés : « *Le capitalisme n'est plus caractérisé définitivement par les bas salaires, ni par un grand nombre d'ouvriers au chômage.* »<sup>4</sup>

*La Gauche*, qui avec tant d'honnêteté applique habituellement les positions théoriques du camarade Germain jusqu'à leurs dernières conséquences, tira les conclusions logiques de cette théorie : « que l'impérialisme a de nouvelles perspectives », une « apparente libéralisation » et une « variante démocratique » pour l'Amérique latine.

Cette position des germainistes est une attaque sournoise contre les conceptions de Lénine et de Trotsky concernant les prémisses objectives de la révolution socialiste dans cette étape impérialiste. C'est une révision totale de nos thèses, que le camarade Germain a le droit de faire, mais à condition qu'il précise qu'il remet ainsi en cause le fondement même de la fondation des IIIe et IVe Internationales.

**« Les forces productives ont cessé de croître. »**

Pour nos maîtres à penser, il existe une série de lois du capitalisme en développement pendant son étape de libre échange, qui changent dans l'étape impérialiste, principalement à partir de la Première Guerre mondiale. Le premier changement fondamental, c'est que le capitalisme cesse d'être progressiste pour l'humanité et devient un facteur de

dégénérescence, barbare, un obstacle insurmontable pour le développement de celle-ci. Cette nouvelle loi générale du régime capitaliste maintient et accentue son essence exploiteuse et modifie toutes ses autres caractéristiques et lois subordonnées. Une des lois qui se modifie est celle concernant la misère : de relative (les masses consomment de plus en plus) elle devient absolue (elles consomment de moins en moins).

Pour ne pas accumuler les citations, nous en donnerons trois qui montrent que c'était bien cela la position de la IIIe et de la IVe Internationale : « *Les partis communistes ne doivent pas prendre en considération les capacités de survie et de concurrence de l'industrie capitaliste, ni la force de résistance des finances capitalistes, mais l'extension de la misère que le prolétariat ne peut ni ne doit supporter.* »<sup>5</sup> « *Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, apportent aux masses des privations et des souffrances de plus en plus grandes.* »<sup>6</sup> « *La contradiction fondamentale est celle entre les forces productives du capitalisme et le niveau de consommation des masses.* »<sup>7</sup>

Se référant à la possibilité d'une amélioration de l'économie nord-américaine, Trotsky disait : « *Cela n'est absolument pas contradictoire avec notre analyse générale d'un capitalisme décadent, malade, qui cause de plus en plus de misère.* »<sup>8</sup>

Trotsky en fait même une véritable campagne à travers d'autres écrits et déclarations :

« *Le capitalisme ne peut se maintenir debout qu'en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière.* »<sup>9</sup>

« *Le capitalisme moribond est en banqueroute et il reste un seul recours à la classe dominante pour tenter de sortir de cette banqueroute historique : l'aggravation de la misère pour les masses laborieuses, la suppression de toutes les réformes jusqu'à la plus insignifiante, la suppression du régime démocratique !* »<sup>10</sup>

Et la réalité actuelle lui donne raison. L'annuaire de la FAO de 1971 nous informe que 60 % de l'humanité dispose de moins de 2200 calories par jour (et souffre donc de faim chronique, étant donné que le besoin minimum est de 2700 calories) ; et que 13 % en consomme entre 2200 et 2700, à la limite de l'état famélique. Quant aux protéines, l'élément le plus important de l'alimentation, le tableau est encore plus désolant selon Josue de Castro : à part les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Océanie, l'Argentine, l'Uruguay, le Canada, l'Allemagne, la Suède, la Suisse, la Norvège, le Danemark, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande, tout le reste du monde capitaliste (les deux tiers de la population) est en dessous de 25 grammes par jour, ce qui est bien en dessous des 40 grammes par jour, nécessaires à un développement normal de la vie. Le tableau s'assombrit encore si nous considérons l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, qui ont moins de 7 grammes, c'est-à-dire six fois moins que le nécessaire vital.

Cette situation désastreuse n'a pas l'air de s'améliorer. Les chiffres indiquent le contraire et montrent également que

Lénine et Trotsky avaient raison. La FAO nous dit que la consommation de calories dans les régions arriérées du monde – en Asie, en Afrique et en Amérique latine (1.800 millions d'habitants, hors la Chine) – était de 2130 avant la guerre, de 1960 après la guerre, et de 2150 en 1960. En ce qui concerne les protéines, les chiffres sont de 10, 8 et 9 respectivement. Dans ce dernier cas, il est clair qu'il y a eu une baisse absolue par rapport à l'avant-guerre. Quant aux calories, même si les chiffres semblent indiquer le contraire, la FAO reconnaît elle-même qu'étant donné l'augmentation fabuleuse du taux de croissance végétative, il faut beaucoup plus de calories, car les enfants ont besoin de beaucoup plus que les adultes. Cette moyenne n'a pas été faite, mais elle donnerait évidemment comme résultat que la consommation de calories et de protéines est de plus en plus inférieure aux besoins de l'humanité.

Il nous reste à ajouter qu'entre 1960 et 1970, la situation semble s'aggraver, selon les statistiques de production (très difficiles à évaluer). Entre les quinquennats 1961-65 et 1966-70, la production d'aliments par habitant a baissé de 3 % en Inde et de 2 % en Indonésie. Il existe des chiffres semblables pour presque tous les pays arriérés du monde. Mais cette situation ne touche pas que les pays arriérés.

Nous devons reconnaître que les pays avancés ont bénéficié d'une augmentation du niveau de vie des masses laborieuses ces quinze dernières années, grâce au boom économique d'après-guerre. Mais peu de temps après que Mandel écrivit les pages que nous avons

citées, la loi de la misère absolue commençait à se manifester également dans ces pays. Même Mandel a été obligé de reconnaître en 1969 « *qu'on doit souligner que les conséquences de ces tendances inflationnistes, combinées à la guerre du Vietnam, ont eu pour résultat que, pour la première fois en trente ans, la croissance du revenu réel disponible de la classe ouvrière nord-américaine s'est arrêtée* ». Et la Ligue\* communiste a dressé un tableau du monde capitaliste, « *ce monde où l'on massacre les affamés et les exploités pour les sauver du communisme* », diamétralement opposé à l'allègre description de Mandel. On y parle, en particulier, des Etats-Unis : « *un pays si riche, qui a 50 millions de pauvres dans les ghettos, dans des quartiers insalubres ; un pays où 1,6 % de la population dispose de 80 % du capital en actions, et où les rentes de fortune – les primes à la paresse – représentent le quart des revenus nationaux ; un pays moderne où la dégradation des conditions de vie et de travail l'a fait régresser en dix ans de la 10e à la 24e place dans le domaine de l'hygiène et de la santé publique ; un pays paisible où chaque année deux millions de travailleurs meurent ou se blessent dans des accidents de travail, à cause de l'accélération infernale des cadences ; un grand pays avancé, avec six millions de chômeurs, où l'augmentation du nombre de sans-emploi dépasse certains mois les 200 000, où 47 % des ouvriers sont bacheliers, où des centaines de milliers de diplômés ne trouvent nulle part à employer leurs capacités...* »<sup>11</sup>

Mandel peut dire, concernant les masses du monde entier, que le

capitalisme se caractérise essentiellement par « l'influence constante de la consommation », mais il faut quand même reconnaître que les chiffres disent exactement le contraire. Dans le monde capitaliste, il y a de plus en plus de faim et de chômage.

Etant donné que pour le camarade Mandel toutes ces données n'ont aucune valeur, il maintient sa théorie de la paupérisation relative afin de fonder sa minimisation de la lutte contre la misère et le chômage. Et il laisse à la dérive, sans appui concret, la tâche fondamentale de la lutte contre la gestion capitaliste des entreprises et pour le contrôle ouvrier. Car, précisément, cette lutte tire sa raison d'être de la misère et du chômage, provoqués par la gestion capitaliste des entreprises. Il ne s'agit pas pour nous – et moins encore pour la classe ouvrière – de mettre en cause la gestion des entreprises « en soi », mais bien son attaque contre le niveau de vie et l'emploi des travailleurs. D'autre part, les marxistes « classiques » soutenaient que, tout en semant l'anarchie dans l'ensemble de la production, les capitalistes étaient l'efficacité par excellence dans chacune de leurs entreprises. Cette situation a peut-être changé, comme le dit Germain, mais nous doutons tout de même que les travailleurs se préoccupent de la plus ou moins grande efficacité du capitalisme dans la direction des entreprises. Cela peut préoccuper tout au plus les secteurs de techniciens salariés et une partie des ouvriers hautement qualifiés.

Mais voyons ce que dit Mandel : « *Le capitalisme n'est pas définitivement caractérisé par les bas salaires, ni par un*

*grand nombre d'ouvriers au chômage. Il est caractérisé par le fait que ce capital, ces capitalistes dirigent des hommes et des machines.* »<sup>12</sup> C'est pourquoi, alors que « *le capitalisme classique éduquait l'ouvrier pour qu'il lutte pour de meilleurs salaires et moins d'heures de travail dans son usine, [...] le néo-capitalisme l'éduque pour défier la division du revenu national et l'orientation de l'investissement au plus haut niveau de l'économie dans son ensemble.* » Et « *les questions de salaires et de réduction de temps de travail sont importantes, mais ce qui est beaucoup plus important que les problèmes de la distribution du revenu, c'est de savoir qui doit commander les machines et qui doit déterminer l'investissement, qui doit décider ce qui doit être produit et comment.* »<sup>13</sup>

Traduit en langage militant de tous les jours, cela signifie que la lutte contre la misère et le chômage croissants – qui, par ailleurs, n'existent pas pour Mandel – est secondaire. Il est « beaucoup plus important » de remettre en cause la gestion capitaliste « en soi », en tant que direction (et en outre, comme il le dit par ailleurs, de remettre en cause le caractère aliénant de la consommation).

Avant la Première Guerre mondiale, il y eut une montée encore jamais vue du niveau de vie des masses laborieuses. Mais aucun marxiste de l'époque (dont Lénine et Trotsky) n'a pensé que ce phénomène changeait toutes les lois de la lutte de classes. Ils continuèrent à penser que les masses allaient se mobiliser à partir de leurs besoins immédiats, créés par le système capitaliste. Les masses ont répondu à cette attente et

ne se sont absolument pas mobilisées sur la question de savoir si la direction des entreprises était efficace ou non, ou si la meilleure consommation que leur permettait leur niveau de vie plus élevé avait un caractère aliénant. Bien sûr, tout cela a pu se passer parce que ni les masses ni les marxistes n'ont eu alors un Germain pour leur montrer la voie correcte.

Mais parlant sérieusement, nous n'avons pas à chercher bien loin dans notre patrimoine théorique la réponse à cette orientation mandéliste. Voyons le *Programme de Transition*. Est-ce un hasard si le premier mot d'ordre avancé est celui de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail ? D'aucune façon. Notre programme donne la base fondamentale de ce mot d'ordre : « *Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la triste existence des opprimés qui, aujourd'hui plus que jamais, sont menacés par le danger d'être jetés dans l'abîme de la misère. Elles sont obligées de défendre leur morceau de pain, car elles ne peuvent ni l'augmenter ni l'améliorer. Il n'est pas nécessaire, ni possible, d'énumérer les diverses revendications partielles qui découlent à chaque moment des circonstances concrètes, nationales, locales, professionnelles. Mais deux calamités économiques fondamentales, le chômage et la cherté de la vie exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés.* »<sup>14</sup>

Laissons toutefois les citations et revenons aux faits. Les masses laborieuses du monde se sont-elles mobilisées pour remettre en cause la gestion capitaliste des entreprises et le caractère aliénant

de la consommation ? Notre expérience argentine et latino-américaine nous indique que non. Qui plus est, elle nous montre que les grandes mobilisations et les semi-insurrections urbaines sont devenues des luttes politiques ouvertes pour des tâches démocratiques ; ou sont nées en tant que telles (comme les occupations en Uruguay après le coup d'Etat ou les mobilisations au Chili, pour affronter la droite) ; ou encore se sont développées à partir de questions qui n'ont rien à voir avec les positions mandélistes, mais ont tout à voir avec notre *Programme de Transition*. C'est ce qui s'est produit dans le *cordobazo*\* déclenché par le « samedi anglais » ; dans la rébellion de Mendoza, déclenchée par l'augmentation des tarifs d'électricité ; dans les grandes grèves enseignantes pour les salaires, qui ébranlèrent la Colombie et le Pérou ; dans la grève, également pour les salaires, des ouvriers du pétrole au Venezuela ; et dans d'innombrables luttes dans tout notre continent.

Dans les pays avancés, la thèse du camarade Mandel n'a pas eu plus de succès. Il semble qu'il y ait eu quelques luttes remettant en cause la gestion des entreprises. Mais il nous reste un doute, faute d'informations : dans quelle mesure ces luttes n'avaient-elles pas pour objectif la diminution des cadences ou la suppression de sanctions disciplinaires ?

Mais voyons les mobilisations ouvrières les plus importantes de cette année 1973. En Belgique, les dockers se sont battus pour des accords salariaux et de travail ; les ouvriers de Cockerill pour des augmentations de salaire ; ceux de la Fabrique nationale également ; ceux

de AZKO pour la défense de l'emploi (englobant les établissements des Pays-Bas et d'Allemagne) ; ceux de la General Motors pour des augmentations, des primes et la réduction du temps de travail. En France, les travailleurs de LIP ont lutté pour défendre leur emploi ; ceux de Peugeot pour des augmentations et des primes salariales ; ceux de Citroën pour les classifications. En Angleterre, les routiers se sont mobilisés contre le chômage. En Italie, les travailleurs d'Alfa Romeo se sont battus pour des accords d'entreprise, etc.

Faut-il en ajouter d'autres ? Quoiqu'en dise Mandel, les masses laborieuses se mobilisent sur des problèmes objectifs, causés par le régime capitaliste : les bas salaires et le chômage, la misère croissante. S'il ne nous croit toujours pas, nous lui suggérons d'aller à la porte d'une usine et de dire aux travailleurs qu'ils se trompent, que cette misère et ce chômage n'existent pas dans ce monde « néo-impérialiste ». Qu'il dise aux ouvriers qu'il faut lutter contre la mauvaise gestion des entreprises, non parce qu'elle paye des salaires trop bas, mais parce qu'elle est coupable de l'aliénation par la consommation ! Si Erich Fromm ou Marcuse travaillent comme ouvriers dans cette usine, ils le suivront sûrement. Mais nous doutons que le reste des travailleurs l'écourent.

Comment le camarade Germain parvient-il à formuler ces deux thèses, qui dans le fond n'en font qu'une : que sous l'impérialisme, la richesse des masses a une croissance absolue et que donc la misère n'est pas le point de départ de notre politique envers elles ? En réalité,

le camarade Mandel n'a pas compris le développement inégal et combiné de la loi de la misère absolue sous l'impérialisme. Il a été déconcerté principalement par l'observation de la manifestation particulière de ces lois dans les pays impérialistes pendant les années qui ont suivi la guerre.

### ***Un système économique pour la contre-révolution mondiale.***

Nous pensons que l'économie européenne et celle des Etats-Unis ont pu avoir ces vingt-cinq ans de splendeur grâce à la combinaison de trois facteurs principaux. Le premier est la destruction impressionnante de forces productives (en hommes et en machines) résultant de la Seconde Guerre mondiale ; le second est la trahison du stalinisme qui permit la survie et la reconstruction capitaliste dans les pays de l'Europe occidentale ; le troisième est l'exploitation des peuples coloniaux.

Pendant ces vingt-cinq ans, l'impérialisme en décomposition a construit une économie capitaliste d'Etat pour la contre-révolution mondiale. Il n'y a pas d'autre définition marxiste économique sérieuse pour l'étape dans laquelle nous vivons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette économie contre-révolutionnaire, basée sur la production d'armements pour écraser la révolution, combinée aux trois facteurs que nous venons d'évoquer, a permis le développement des tendances que Mandel-Germain a soulignées : le développement technologique, en tant que partie intégrante de la troisième révolution industrielle, et l'appauvrissement seule-

ment relatif des travailleurs occidentaux (une plus grande consommation).

Mais ces deux tendances allaient contre toutes les autres qui découlent de l'essence même de l'étape impérialiste, et qui sont signalées par Lénine et Trotsky. Elles se sont toutefois maintenues pendant vingt-cinq ans, grâce aux trois facteurs mentionnés et grâce à l'énorme richesse (matérielle et intellectuelle) accumulée par le monde capitaliste pendant plusieurs siècles de domination.

Aujourd'hui, cette lutte entre tendances opposées – se synthétisant par une plus grande consommation des masses occidentales et une moins grande des masses coloniales – arrive à sa fin, à cause de l'économie contre-révolutionnaire et de l'épuisement des réserves et des marges de manœuvre économiques de l'impérialisme. L'étape d'appauvrissement absolu, non relative, des masses occidentales commence. Les symptômes de cet appauvrissement absolu existent déjà depuis plusieurs années (hygiène, logement, santé, accidents du travail, etc.), mais ils se cristallisent maintenant en se combinant avec l'étape de la lutte de classes dans les pays impérialistes.

Le camarade Mandel n'a pas compris ces conditions particulières décrites ici et qui ont fait que la loi de la misère croissante se soit manifestée de manière absolue dans les pays arriérés et de manière relative dans les pays avancés. Il n'a donc pas non plus su comprendre que, prise comme phénomène d'ensemble, la loi restait celle définie par Lénine et Trotsky. Mandel a raisonné à

l'opposé : de la déclinaison particulière et temporaire de la loi en Europe et aux Etats-Unis, il a tiré une nouvelle loi générale pour le monde entier et pour toujours, pour tout l'avenir du capitalisme. Une loi qui embellit le capitalisme impérialiste, au point de lui changer le nom – néo-capitalisme ou néo-impérialisme –, et selon laquelle la consommation des masses s'accroîtrait et la misère ne serait que quelque chose de relatif.

En formulant sa nouvelle loi révisionniste, le camarade Mandel nous laisse sans explication objective pour les révolutions triomphantes qui ont eu lieu dans les pays coloniaux et semi-coloniaux au cours de l'après-guerre. Car, comme le dit très bien le camarade Chen Bilan dans son texte *Guérilla Warfare: The Lesson of China*,<sup>15</sup> l'explication ultime de la révolution chinoise est liée à la situation objective des impérialismes. C'est précisément la loi de la misère croissante absolue qui explique la défaite de Tchang Kai Chek et la victoire de Mao, malgré la funeste politique stalinienne, menchevik, de ce dernier. Sans cette loi, on ne comprend pas non plus le pronostic de Trotsky sur la possibilité de gouvernements ouvriers et paysans provoqués par une crise sans issue de certains régimes bourgeois.

Mais la conséquence de ce révisionnisme honteux du trotskisme ne se limite pas aux pays arriérés. Avec cette loi de la misère relative, le camarade Mandel nous empêche de comprendre ce qui commence à se passer aujourd'hui en Europe et aux Etats-Unis. Et, ce qui est beaucoup plus grave, il nous empêche de nous donner une orientation correcte

concernant le travail sur les masses dans l'avenir, quand de plus en plus de mobilisations massives éclateront, à cause des problèmes objectifs que le système capitaliste et impérialiste crée pour la classe ouvrière. Si dans cette nouvelle étape qui commence, nous ne savons pas voir la réalité et nous continuons à bavarder sur des questions subjectives, telles que la gestion des entreprises et l'aliénation par la consommation, nous creuserons la tombe de la IVe Internationale.

### **La troisième révolution industrielle et ses limites**

Au début de ce chapitre, nous avons dit que, pour développer cette révision des conceptions trotskistes, une prémisses était nécessaire : celle de l'existence d'une étape de développement des forces productives sous l'impérialisme. Et le camarade Mandel est effectivement un défenseur inlassable de cette prémisses, bien qu'il ne la prenne pas en tant que telle, puisqu'il ne la lie pas à ses inévitables conséquences économiques et politiques qu'il défend également.

Sur ce terrain aussi, la conception mandéliste est une révision du trotskisme et du léninisme. Rappelons seulement ces phrases du Programme de Transition : « *Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent pas à un accroissement de la richesse matérielle.* »

Il ne s'agit pas de ne pas reconnaître qu'une troisième révolution industrielle a eu lieu. Mandel a le mérite intellectuel d'avoir été un des meilleurs théoriciens de l'existence et de l'influence de la troisième révolution industrielle. Mais il a

isolé ce fait pour changer les lois de base de l'étape en cours, sans comprendre ses contradictions ; il n'a pas assimilé ce que « le développement des forces productives » a signifié et signifie en réalité.

Prises dans leur ensemble, les forces productives sont formées par trois éléments : les matières premières du travail (dont la source essentielle est la nature) ; les outils et la technique ; et l'homme. Pour Marx, le facteur le plus important est l'homme, et c'est la raison pour laquelle il a qualifié l'homme de principale force productive. Nous pourrions dire que la nature et l'homme sont deux pôles essentiels du développement des forces productives, la technique et les outils étant le moyen de relier les deux.

Le capitalisme provoqua un progrès colossal des forces productives dans son époque ascendante, parce qu'il signifia précisément un enrichissement total de ces forces : une meilleure domination de la nature, un énorme développement de la technique et des machines, une plus grande consommation et un enrichissement global de l'homme et de la société. L'impérialisme a provoqué une contradiction aiguë au sein du système des forces productives : destruction systématique de la nature et de l'homme, en contradiction avec la troisième révolution industrielle. Le problème écologique d'une part (un problème qui préoccupe tant les scientifiques qui constatent la destruction de la nature), et la faim chronique et les guerres d'autre part, amènent à une destruction systématique, de la nature comme de l'homme.

L'origine théorique du révisionnisme de Mandel est qu'il ne prend pas cela en compte. Mais la raison méthodologique est la même que celle que nous avons évoquée dans le chapitre précédent comme explication de ses prévisions systématiquement erronées. En donnant autant d'importance à l'augmentation de la consommation des masses et à la troisième révolution industrielle, sans signaler ses aspects les plus négatifs ni sa dynamique, Mandel ne fait que transposer dans notre mouvement la conception et la terminologie des théoriciens du capitalisme dans l'étape actuelle, les théoriciens de la société de consommation. Comme Mandel, ils parlent de néo-capitalisme et de néo-impérialisme.

Il est vrai que Mandel combat ces tendances théoriques au nom de la révolution socialiste et de notre mouvement, mais il le fait en acceptant leurs prémisses théoriques, qu'il essaye de retourner contre eux. Les théoriciens du capitalisme disent : « Les forces productives poursuivent leur avancée, les masses consomment de plus en plus, il n'y aura donc pas de révolution. » Mandel dit : « Les forces productives poursuivent leur avancée, les masses consomment de plus en plus, faisons la révolution en centrant notre action sur les problèmes subjectifs que crée le capitalisme. »

### **7.2. Une interprétation phénoménologique du Programme de Transition**

Dans la *Phénoménologie de l'Esprit*, son premier livre important, Hegel construisait le monde à travers le développement de la conscience. Ce n'était pas le développement du monde qui

donnait naissance aux différentes étapes de la conscience, mais le contraire : ce sont celles-ci qui donnaient naissance au monde. Le camarade Germain fait une interprétation analogue de notre Programme de Transition. Pour lui, nos mots d'ordre ne découlent pas des besoins les plus profonds des masses, ils ne se classifient pas en fonction du type de besoins du mouvement de masses auxquels ils répondent, et ils ne s'utilisent pas selon la mobilisation objective qu'ils provoquent. Selon Germain, les mots d'ordre se définissent et s'utilisent sur la base de leur capacité à élever ou non le niveau de conscience des masses. Voici ce qu'il dit :

« *En d'autres termes, la fonction du Programme de Transition ne se limite pas à arborer des revendications "liées au niveau présent de la conscience" des masses, mais tend à changer ce niveau de conscience en fonction des besoins objectifs de la lutte de classes. Voilà la différence clé entre les revendications de transition, d'une part, et les revendications démocratiques et immédiates de l'autre (qui, évidemment, ne peuvent pas être laissées de côté ou oubliées par un parti révolutionnaire).* »<sup>16</sup>

Et il insiste : « *Ce qui est transitionnel par rapport aux revendications transitoires, c'est précisément le mouvement d'un niveau de conscience donné à un autre plus élevé, et non une simple adaptation au niveau donné.* »<sup>17</sup>

Bref, selon le camarade Germain, ce qui caractérise les mots d'ordre transitoires, c'est qu'ils élèvent le niveau de conscience des masses. Et cette caractéristique est ce qui les différencie des

mots d'ordre démocratiques et minima (qu'il dit « immédiats »).

Comment Germain parvient-il à cette interprétation ? Rappelons que, comme nous l'avons vu plus haut, selon lui, l'impérialisme ne mène pas à une misère croissante absolue, des salaires de plus en plus bas, et de plus en plus de chômage aux masses laborieuses ; il tend même à se libéraliser. Par conséquent, il ne crée pas les causes objectives – ou plus simplement les besoins matériels ou de type démocratique – qui amènent les masses à se mobiliser. Pour un marxiste, cette situation (si elle était réelle) signifierait la fin des possibilités de mobilisation révolutionnaire des masses. Mais, comme Germain veut toujours rester révolutionnaire, même au risque de ne plus être marxiste, il doit chercher un autre type de motivation pour faire la révolution. Et il découvre ainsi les causes subjectives, sortes de conflits psychologiques produits chez un travailleur par l'inefficacité de la gestion capitaliste des entreprises ou par le caractère aliénant de la consommation. Et ces questions sont évidemment des problèmes « de conscience ».

Cette conception amène Germain à son interprétation particulière du Programme de Transition, car il a précisément besoin d'un programme qui soit centré sur les différentes « consciences ». Mais malheureusement, il se trouve que le Programme de Transition est lié aux besoins des masses, qu'il part de ces besoins et du niveau présent du mouvement de masses, dans l'objectif d'obtenir, à partir de cela, leur mobilisation révolutionnaire.

Comme Germain désire également rester trotskiste, il ne lui reste plus que le révisionnisme absolu de notre programme. Et c'est ainsi qu'il en fait l'interprétation phénoménologique : il fait naître les mots d'ordre, les classifie et en propose l'utilisation en fonction du « niveau de conscience », et non en fonction des besoins objectifs du mouvement de masses, ni de la mobilisation objective qu'ils provoquent.

Cette interprétation germainiste des mots d'ordre et du programme nous enlève dans des contradictions insolubles. (Et ce n'est pas un hasard, car le révisionnisme se caractérise par la déformation d'une théorie sans oser rompre avec elle ; et, restant à mi-chemin, il se débat dans une multitude de contradictions et d'incohérences.) Voyons-en quelques exemples : Germain nous dit que les mots d'ordre transitoires sont ceux qui élèvent le niveau de conscience, mais un des mots d'ordre fondamentaux qui amena les bolcheviks au pouvoir fut la revendication démocratique de la nationalisation et la redistribution des terres. Si ce mot d'ordre est démocratique, a-t-il donc manqué « d'élever le niveau de conscience » ? Et s'il a élevé le niveau de conscience, a-t-il cessé d'être démocratique ?

Un autre exemple. Trotsky avançait la nécessité de lutter pour la formation d'un parti travailliste aux Etats-Unis. Il est évident que la rupture des ouvriers américains avec un parti bourgeois comme le parti démocrate aurait signifié une élévation de leur niveau de conscience. Selon Germain, un « parti travailliste » serait donc un mot d'ordre

transitoire ; mais Trotsky s'est chargé de préciser que c'était une revendication démocratique, non transitoire.

### **Une première classification des mots d'ordre**

Pour démêler cette confusion, nous devons préciser les critères à suivre pour définir les mots d'ordre qui se combinent avec notre Programme de Transition. Contrairement à Germain, qui les définit sur la base du niveau de conscience, le trotskisme les définit par le rôle qu'ils ont rempli et qu'ils remplissent dans le développement du mouvement de masses. La mobilisation des masses a toujours un objectif concret : satisfaire un besoin créé par la société. C'est cette mobilisation permanente des masses, faisant face dans chaque époque à de nouveaux besoins nés de la société de classes, qui donne lieu à une série de mots d'ordre qui se trouvent tour à tour sur la première ligne de la mobilisation et se combinent entre eux.

Il n'y a pas de mystère. Un mot d'ordre est l'expression écrite ou orale d'un besoin pour lequel les masses se mobilisent à un moment donné. Si les travailleurs souffrent de la faim, le mot d'ordre est « Augmentation des salaires ! » ; si seule une minorité qualifiée a des droits politiques, le mot d'ordre est « Suffrage universel ! » ; si Kerenski\* est incapable de résoudre les problèmes de la paix, le pain et la terre, le mot d'ordre est « Tout le pouvoir aux soviets ! »

Chaque époque historique a créé de nouveaux besoins au mouvement de masses, qui furent pris en compte avec de nouveaux mots d'ordre, c'est-à-dire en luttant pour de nouvelles solutions

à de nouveaux problèmes. C'est pour cela que, contrairement à la définition phénoménologique par des « niveaux de conscience » que fait Germain, le trotskisme classe les mots d'ordre selon les besoins du mouvement de masses auxquels ils répondent. Notre classification des mots d'ordre est donc objective et historique.

Les mots d'ordre démocratiques sont ceux que le peuple a arborés au cours de l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises : élections, suffrage universel, formation, droit à la langue nationale, école pour tous, liberté de presse, de réunion et d'association, formation de partis politiques et, fondamentalement, indépendance nationale et révolution agraire.

Cette époque historique fut suivie par le début de l'époque impérialiste où la classe ouvrière commença, à partir de 1890, à organiser les syndicats et les partis ouvriers, où elle gagna les huit heures, la légalité des syndicats, la limitation du travail de nuit et d'autres revendications partielles. Ce sont là précisément les revendications minimales ou partielles. C'est ainsi que Trotsky les définit quand il dit que « *la lutte pour les revendications immédiates a comme tâche celle de soulager la situation des ouvriers* ». <sup>18</sup>

Ensuite vint l'époque dans laquelle nous vivons actuellement, celle de la révolution socialiste, de la transition du capitalisme au socialisme. Pendant cette étape de transition, la classe ouvrière au pouvoir imposera un ensemble de mesures afin de garantir le niveau de vie et de travail de la classe ouvrière et des secteurs exploités : échelle mobile des

salaires et des heures de travail, contrôle ouvrier de la production, nationalisation totale de l'industrie, du commerce extérieur et des banques, planification de l'économie, etc. Il s'agit de revendications qui vont au-delà du capitalisme, elles sont déjà socialistes. C'est ainsi que Trotsky le voit : « *Je pense qu'au début, ce mot d'ordre [échelle mobile des salaires et des heures de travail] sera adopté. Que signifie-t-il ? Il s'agit en réalité du système de travail dans la société socialiste. Le nombre total des heures de travail divisé par le nombre total des ouvriers. Mais si nous présentons tout le système socialiste, il apparaîtra à l'Américain moyen comme une utopie, comme importé de l'Europe. Nous le présentons comme une solution à cette crise, comme devant assurer leur droit à manger, boire, vivre dans un logement décent. C'est le programme du socialisme, mais sous une forme très simple et populaire.* » <sup>19</sup>

En résumé, nous pouvons dire que notre programme regroupe traditionnellement trois types de mots d'ordre : démocratiques (revendications arrachées par et pour le peuple à l'époque de la montée du capitalisme), minima ou partiels (revendications arrachées par et pour la classe ouvrière au début de l'époque impérialiste) et transitoires (qui répondent aux nouveaux besoins du mouvement de masses à cette étape de décadence impérialiste et de transition vers le socialisme).

En 1958, notre parti formula à la Conférence de Leeds la thèse selon laquelle il y a un quatrième corps de mots d'ordre, qui sont également une partie essentielle du Programme de

Transition : les mots d'ordre internes aux organisations ouvrières. Ces mots d'ordre ont également une origine historique et objective : ils sont une conséquence déformée de la décadence impérialiste, qui s'est manifestée, en tant que dégénérescence bureaucratique, au sein du mouvement ouvrier organisé et au sein du premier Etat ouvrier, et qui a créé pour la classe ouvrière la nécessité de lutter contre cette dégénérescence.

La lutte des masses contre la caste bureaucratique est une lutte interne au mouvement ouvrier et de masses ; elle ne concerne pas la structure du régime capitaliste et impérialiste, mais la structure organisationnelle du mouvement ouvrier. Les mots d'ordre pour cette lutte peuvent être regroupés d'une manière sommaire sous le terme générique de révolution politique, puisque l'expression la plus importante de ce groupe de mots d'ordre est celle de la révolution politique en URSS. « La bureaucratie hors des organisations du mouvement de masses et des soviets ! » ; « A bas la clique bonapartiste\* ! » ; « Vive la démocratie soviétique ! » ; voilà quelques-uns de ces mots d'ordre de la révolution politique. Ils ont un sens, non seulement en URSS et dans les Etats ouvriers déformés, mais aussi au sein des Etats capitalistes, comme une déclinaison particulière de cette dégénérescence dans les organismes du mouvement ouvrier du monde capitaliste et de la nécessité de la combattre moyennant des mots d'ordre généraux et spécifiques.

### **Le problème de l'immédiat et du long terme**

Par cette classification en catégories de mots d'ordre démocratiques, minima ou partiels, transitoires et de révolution politique, nous avons démêlé la confusion, créée par le camarade Germain avec sa classification phénoménologique selon les « niveaux de conscience ». Nous devons maintenant nous occuper d'un autre imbroglio, celui des mots d'ordre immédiats et à plus long terme.

Germain et d'autres camarades mettent un signe égal entre mots d'ordre minima ou partiels et mots d'ordre immédiats. Mais que veut dire « immédiat » ? Cela signifie : actuel, présent ; et c'est l'opposé du plus long terme, de ce qui n'est pas posé dans le présent, mais dans un futur indéterminé. Les mots d'ordre immédiats seraient ceux que le parti peut avancer tout de suite pour la mobilisation des masses, et les autres ceux qui ne peuvent être avancés que dans une autre étape historique à venir, plus avancée, du mouvement de masses.

L'assimilation des mots d'ordre minima aux immédiats est une mauvaise interprétation de certaines citations de Trotsky, tirées hors de leur contexte. Par exemple, quand Trotsky dit que « *la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche de soulager la situation des travailleurs* », il se réfère au programme immédiat du stalinisme français d'alors, pour le critiquer. Il n'y a donc pas de contradiction avec ce qu'il affirme quelques lignes auparavant : « *La revendication la plus immédiate de*

*toutes les revendications doit être* l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. »<sup>20</sup>

Trotsky ne parle de mots d'ordre immédiats dans le même sens que minima que lorsqu'il se réfère aux programmes de la bureaucratie stalinienne ou des socialistes. Normalement, il utilise la classification que nous venons de présenter: « *Dans la mesure où les revendications partielles (minimales) des masses entrent en conflit avec les tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent – et cela arrive à tout moment – la IVe Internationale prône un système de revendications transitoires, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et de plus en plus résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois.* »<sup>21</sup>

En lisant Trotsky attentivement (et en toute bonne foi), il ne reste aucun doute à ce sujet. Cependant, le camarade Germain insiste sur le fait qu'il y a « d'une part les mots d'ordre transitoires » et d'autre part les mots d'ordre « démocratiques ou immédiats ». Et pour le camarade Germain, ce n'est pas une simple erreur de lecture de Trotsky, c'est le résultat de son interprétation phénoménologique du Programme de Transition. Etant donné que, pour lui, les mots d'ordre se divisent entre ceux qui élèvent le niveau de conscience et ceux qui ne le font pas, les mots d'ordre du passé (démocratiques, minima ou partiels) n'élèvent pas le niveau de conscience, car ils sont déjà intégrés dans la conscience des masses grâce aux luttes du passé. Selon le camarade Germain, parler à un ouvrier de la journée de huit heures, des

syndicats, des libertés démocratiques, n'élève pas son niveau de conscience, car tout le monde connaît déjà cela.

Par contre les mots d'ordre transitoires qui parlent d'un futur socialiste que la classe ouvrière n'a pas vécu, qu'elle ne connaît pas, élèvent le niveau de conscience. Par conséquent, dans la conception intellectuelle et professorale qu'a le camarade Germain de la lutte de classes, les mots d'ordre minima sont immédiats, parce qu'il n'est pas nécessaire de les expliquer, étant déjà connus. Et ceux qui ne sont pas encore connus – les revendications du socialisme, ceux que nous devons expliquer aux travailleurs afin qu'ils les reprennent et qu'ils luttent – ne sont pas immédiats, ils sont transitoires.

Selon Germain, si nous ne devons pas perdre notre temps à les expliquer (à élever le niveau de conscience), les mots d'ordre sont immédiats. Si nous devons les expliquer, ils sont transitoires. Une fois de plus, les besoins concrets du mouvement de masses n'ont rien à voir avec ces définitions.

Si le camarade Germain avait pensé comme un marxiste (et non comme un phénoménologue), au lieu de semer autant de confusion, il aurait recherché l'origine de cette classification des mots d'ordre dans l'histoire du mouvement de masses. Et il y aurait trouvé que c'est le développement même du mouvement de masses qui a mis fin à cette division.

Pendant l'époque de la social-démocratie, les mots d'ordre directement socialistes n'étaient pas posés par la réalité objective, car le capitalisme n'était pas encore décadent et en décomposition.

Il y avait donc deux programmes, le programme minimum ou partiel, et le maximum, le programme socialiste. Le premier était le programme des luttes présentes, actuelles d'alors, « immédiates » ; le second était le programme pour un futur à venir. Dans ce sens – et c'est ainsi que l'emploie Trotsky –, on pouvait parler à cette époque-là de revendications immédiates que le parti se proposait d'obtenir (et qui consistaient essentiellement en exigences démocratiques et minima) et de mots d'ordre pour le futur, non posés par le présent (les mots d'ordre socialistes).

Mais le Programme de Transition est né précisément parce que les mots d'ordre socialistes, essentiellement la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, devenaient les mots d'ordre les plus urgents et les plus immédiats lorsque le capitalisme est entré en décomposition, dans son étape impérialiste. L'ancien programme maximum se transforme en programme immédiat, sans que les anciens mots d'ordre minima et démocratiques perdent de leur actualité, de leur caractère immédiat. Il se produit alors une combinaison de tous les mots d'ordre de différentes époques historiques de l'humanité, qui répondent toutes aux besoins actuels, objectifs et subjectifs, de la mobilisation des masses.

C'est ce que Trotsky a souvent répété, l'essence même de la révolution permanente et du Programme de Transition : « *Entre le programme minimum et le programme maximum s'établit une continuité révolutionnaire. Ce n'est pas la question d'un instant, d'un jour ou d'un mois, mais*

*de toute une époque historique.* »<sup>22</sup> Ou encore : « *La formule politique marxiste doit être, en réalité, la suivante : tandis que l'on explique constamment aux masses que le capitalisme bourgeois en putréfaction n'a pas la possibilité d'améliorer leur situation, ni même de maintenir le niveau habituel de misère ; tandis que l'on pose ouvertement face aux masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours ; tandis que l'on mobilise les travailleurs pour la conquête du pouvoir ; tandis que l'on défend les organisations ouvrières à l'aide de milices ouvrières ; les communistes (ou les socialistes) ne doivent perdre aucune occasion pour arracher en passant telle ou telle concession partielle à l'ennemi, ou pour l'empêcher au moins de baisser encore le niveau de vie des travailleurs.* »<sup>23</sup> Et pour terminer avec les citations, en voici une où Trotsky se réfère à la révolution dans les pays arriérés : « *Le fait même d'entrer au gouvernement, non comme des hôtes impuissants, mais en tant que force directrice, permettra aux représentants du prolétariat d'effacer les frontières entre le programme minimum et le programme maximum, c'est-à-dire de mettre le collectivisme à l'ordre du jour.* »<sup>24</sup>

Il est donc clair que tous ces mots d'ordre sont, de nos jours, « immédiats ». C'est précisément ce caractère immédiat que tous les mots d'ordre de notre Programme de Transition ont en commun (les démocratiques, les minima ou partiels, les transitoires et ceux de la révolution politique).

Le fait que ces quatre types de mots d'ordre soient tous posés de manière immédiate n'est donc pas déterminé par

des phénomènes « de conscience », mais par la situation objective de la société et par le développement du mouvement de masses. Cela signifie que l'impérialisme en décomposition entraîne de plus en plus de misère pour les masses laborieuses et crée la nécessité de lutter contre cette misère, mettant à l'ordre du jour (rendant « immédiats ») les mots d'ordre minima ou partiels. Cela signifie que l'impérialisme fait régresser les conquêtes démocratiques obtenues à des époques antérieures et qu'il recourt aussi à des dictatures fascistes ou bonapartistes\*, mettant à l'ordre du jour (rendant « immédiats ») les mots d'ordre démocratiques. Cela signifie que l'impérialisme est le capitalisme en décadence et qu'il est totalement incapable de faire avancer l'humanité, mettant à l'ordre du jour (rendant « immédiats ») les mots d'ordre socialistes (transitionnels), essentiellement celui de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela signifie que la décadence impérialiste provoque le phénomène de la dégénérescence bureaucratique des organismes du mouvement ouvrier et des Etats ouvriers, mettant à l'ordre du jour (rendant « immédiats ») les mots d'ordre de la révolution politique.

Le Programme de Transition est justement le programme qui combine toutes ces revendications pour la mobilisation immédiate des masses, parce que c'est une nécessité pour les masses de lutter pour tous ces mots d'ordre à la fois, en les combinant selon la situation concrète et en les orientant, toutes, vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

### **Chercher les mots d'ordre qui mobilisent**

Mais le fait que ces quatre types de mot d'ordre se combinent dans notre programme et qu'ils soient tous posés de manière immédiate ne signifie pas que n'importe quelle combinaison de mots d'ordre soit correcte. Pour trouver la combinaison adéquate à chaque situation concrète de la lutte de classes, il faut tenir compte de deux facteurs : le pays dont il s'agit (sa situation économique et politique), et la mobilisation concrète dans laquelle nous allons intervenir. Les pays arriérés sont plus concernés par les revendications démocratiques et minima, et dans les pays avancés, les revendications transitoires ont plus de poids (sauf dans les pays où existent des formes bonapartistes\* ou fascistes de gouvernement, auquel cas passent également au premier plan les revendications démocratiques et minima). Voyons maintenant le lien entre notre programme et nos mots d'ordre avec les mobilisations concrètes dans lesquelles nous devons mener notre activité pratique quotidienne.

Selon le phénoménologue Germain, il faut donner une importance fondamentale aux revendications transitoires, car ce sont elles qui élèvent le niveau de conscience. Selon le trotskisme, il faut utiliser le mot d'ordre ou la combinaison de mots d'ordre adaptés à la mobilisation concrète dont il s'agit, afin de développer celle-ci vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Ce n'est que mis dans le contexte de la lutte de classes que les mots d'ordre prennent vie, et chaque mot d'ordre peut donc avoir des

conséquences différentes de celles dictées par sa situation historique. Dans le développement vivant de la mobilisation des masses, des mots d'ordre minima peuvent avoir des conséquences transitoires et des mots d'ordre transitoires peuvent avoir des conséquences minimales.

Le caractère historique, la définition des mots d'ordre (c'est-à-dire le besoin du mouvement de masses qu'ils expriment au moment où ils sont nés) ne leur confèrent pas des propriétés supérieures à celles de la lutte de classes. La mobilisation permanente de la classe ouvrière et des masses laborieuses est la seule à donner leur signification aux mots d'ordre. Et il y a beaucoup d'exemples de cette contradiction entre le caractère historique des mots d'ordre et leurs conséquences lorsqu'ils sont appliqués à une mobilisation concrète des masses. Voyons-en quelques-uns :

Le mot d'ordre de paix (ou celui de pain) de la Révolution russe eut des conséquences transitoires : il servit à mobiliser les masses vers la prise du pouvoir et la révolution socialiste, car l'impérialisme en crise ne pouvait pas faire cette concession. Mais ce mot d'ordre, « en soi », était minimum.

Il se passe la même chose avec le mot d'ordre de prédilection du camarade Germain, le « contrôle ouvrier ». Trotsky a montré comment le contrôle ouvrier se transforme en un outil du régime capitaliste s'il est utilisé par les directions bureaucratiques, et n'a pas alors de conséquences transitoires. S'il y a une grève générale, comme celle du Mai français, et que nous avançons le contrôle ouvrier

comme mot d'ordre central de la grève, celui-ci devient contre-révolutionnaire bourgeois ou réformiste bureaucratique, car il fait dévier les masses de ce qui est objectivement posé par la grève générale : le problème du pouvoir, qui est bien supérieur au contrôle ouvrier.

Les mots d'ordre de contrôle ouvrier, tout comme n'importe quelle combinaison tactique adéquate de mots d'ordre de pouvoir (gouvernement ouvrier et paysan, tout le pouvoir à la COB\*, etc.), sont des mots d'ordre transitoires. Mais le résultat de l'application de l'un ou de l'autre, dans un cas comme celui-ci, y est frontalement opposé. Germain ne comprend pas la classification des mots d'ordre sur la base de critères objectifs, et il ne se rend pas compte que tous les mots d'ordre sont immédiats par les besoins objectifs que la décadence impérialiste crée pour le mouvement de masses, et moins encore que ce même critère objectif est celui qui doit prévaloir dans leur application. Il continue avec ses fameux « niveaux de conscience ».

Si des mots d'ordre sont utiles pour la mobilisation des masses, pour les rapprocher de la prise du pouvoir, ce sont les meilleurs, quel que soit leur « contenu historique », car ils se combinent avec le mot d'ordre de transition fondamental : la prise du pouvoir par le prolétariat. Si les mots d'ordre éloignent les masses de cette tâche actuelle, immédiate, ils sont mauvais, même s'ils sont transitoires à la énième puissance.

Nous pouvons maintenant passer au grand problème qui préoccupe le camarade Germain, le problème du niveau de conscience. Le problème de la



conscience a effectivement une énorme importance. Nous pensons que l'élévation du niveau de conscience du mouvement ouvrier est une tâche essentielle de notre activité. Ce que nous avons remis en cause, c'est la place qu'occupe cette conscience dans la définition des mots d'ordre et leur utilisation.

Quel est le rapport ? C'est très simple, nos mots d'ordre doivent partir du niveau de mobilisation des masses (qui exprime leur conscience immédiate des besoins qu'elles ont) pour tenter de l'élever à un niveau supérieur de mobilisation (qui s'exprimera par un niveau supérieur de conscience). Par exemple, s'il y a des luttes pour des augmentations de salaire dans de nombreuses entreprises, nous devons partir de ce niveau immédiat de mobilisation et de conscience (le besoin de meilleurs salaires), pour essayer de l'élever vers la grève générale pour une augmentation générale. Si nous réussissons à déclencher la grève générale, celle-ci entraînera les masses dans un affrontement d'ensemble contre le régime capitaliste (si celui-ci ne peut pas accorder cette augmentation) et créera pour le mouvement de masses le besoin d'une réponse politique (inévitavelmente transitoire) à laquelle nous devons répondre par un mot d'ordre de pouvoir, de transition.

Il s'agit ici d'un schéma linéaire, qui ne se produira pas ainsi dans la lutte de classes réelle, mais ce schéma nous est utile pour expliquer de manière pédagogique à Germain le rapport direct des mots d'ordre avec le niveau de mobilisation des masses, et de ce fait, avec leur niveau immédiat de conscience.

C'est ainsi que se développe la conscience des masses. Elles apprennent par leur propre mobilisation à partir des besoins dont elles ont déjà conscience. L'étape de décadence impérialiste et de transition vers le socialisme pose la révolution socialiste comme une nécessité immédiate pour les masses. Mais elle la pose dans un sens historique, pour toute cette étape, qui va de la révolution russe jusqu'à la victoire finale de la révolution mondiale. Elle ne la pose pas pour le commencement d'une mobilisation quelconque dans un pays quelconque, mais comme une nécessité pour cette mobilisation, pour autant que celle-ci se transforme en mobilisation permanente. Notre effort doit se centrer précisément sur l'octroi d'un caractère permanent aux mobilisations des masses, car ce n'est qu'ainsi que les masses s'élèveront à la conscience supérieure de la nécessité de prendre le pouvoir au moyen de la révolution socialiste.

En résumé, nos mots d'ordre doivent servir à élever toute mobilisation à un niveau supérieur, car la mobilisation est le seul moyen d'élever le niveau de conscience des masses. Ce développement créera la nécessité de nouveaux mots d'ordre plus avancés, jusqu'à en arriver – dans un processus permanent – à la nécessité (et au mot d'ordre) de la prise du pouvoir et de la révolution socialiste.

Tenter de remplacer ce processus objectif (à travers la mobilisation permanente) d'élévation du niveau de conscience des masses vers la conscience supérieure de la nécessité de la prise du pouvoir, par la propagande (parlée,

écrite ou « d'actions exemplaires ») du parti autour de mots d'ordre qui, en eux-mêmes, miraculeusement, « élèveraient le niveau de conscience », est un délit de lèse-trotskyisme. Trotsky disait : « *Toute tentative de sauter les étapes réelles, objectivement conditionnées dans le développement des masses, est de l'aventurisme politique.* »<sup>25</sup>

Et cette tentative – qui, chez Germain, devient effectivement de l'aventurisme politique – est faite du point de vue théorique, révisant notre Programme de Transition. Ce révisionnisme a ses racines dans la manie constante de Germain à vouloir séparer ce qui est objectif de ce qui est subjectif et à faire primer ce dernier élément. Nous l'avons vu croire dur comme fer aux plans « subjectifs » de l'impérialisme ou de la bureaucratie soviétique, et produire des prévisions erronées en série. Nous l'avons vu découvrir les bontés d'un impérialisme qui développe les forces productives et satisfait de mieux en mieux les besoins des masses. Nous l'avons vu en déduire que les masses ne se mobiliseront plus à cause de la misère, mais à cause des conflits subjectifs créés par le capitalisme. Et nous le voyons maintenant – suivant fatalement les lois de la logique, qui est inflexible – soutenir que notre programme, ses mots d'ordre et leur utilisation n'ont rien à voir avec la misère et les besoins des masses, ni avec le déroulement concret de leur mobilisation, mais avec des questions « de conscience » et donc, encore une fois, des questions « subjectives ».

Tout cela n'est déjà plus le révisionnisme de quelques aspects partiels

du marxisme ; c'est le révisionnisme des bases mêmes du matérialisme historique.

### 7.3. Germain remet en cause la révolution permanente dans les pays avancés

La théorie-programme de la révolution permanente est l'axe du Programme de Transition. Elle concerne la mobilisation du mouvement de masses et nos objectifs marxistes révolutionnaires par rapport à elle. Nous pouvons formuler cette théorie-programme d'une manière très simple : mobiliser les masses d'une manière permanente jusqu'à l'obtention, au moins, de la société socialiste internationale, et jusqu'à la destruction définitive de tout vestige de la société de classe dans tous les domaines de la vie sociale. C'est l'expression culminante de notre politique.

Pour Germain, cette définition, tellement simple, aurait un « défaut » : elle prend comme point de référence la lutte de classes, et non le rôle de nos partis. C'est-à-dire qu'elle exprime comment doivent agir (!) nos partis dans la lutte de classes pour diriger la mobilisation ininterrompue des masses vers le triomphe définitif de la révolution socialiste. Le camarade Germain a une définition plus « scientifique », « professionnelle ». Tout d'abord, il en change le nom : au lieu de l'appeler théorie, thèse ou programme – comme nous l'appelons traditionnellement dans le mouvement trotskiste –, lui, il parle de « formule ». Il le fait pour des raisons profondes, et de façon appropriée, car pour Germain, la révolution permanente est une formule intellectuelle, presque chimique, et non une

loi scientifique, politique, de la mobilisation du mouvement de masses dans le monde entier.

Pour Germain, la révolution permanente s'applique aux pays arriérés, mais pas aux pays avancés. « *La notion totale d'appliquer la formule de la révolution permanente aux pays impérialistes est, dans le meilleur des cas, extrêmement douteuse. Elle ne peut être faite qu'avec la plus complète circonspection et sous la forme d'une analogie.* »<sup>26</sup>

La raison donnée par Germain pour expliquer une affirmation de ce calibre est très simple. Dans tous les pays du monde existent des tâches démocratiques et transitoires, mais combinées de différentes manières. Là où le poids des tâches démocratiques est plus grand que celui des tâches transitoires, c'est-à-dire dans les pays arriérés, la révolution permanente s'applique. Là où le plus grand poids est celui des tâches transitoires, c'est-à-dire dans les pays impérialistes, elle ne s'applique pas.

Germain a élaboré une véritable table de Mendeleïev<sup>a</sup> pour les différents types de formule à appliquer dans les différents pays, mais cette table est incomplète : à un plus grand poids des tâches démocratiques correspond la révolution permanente ; à un plus grand poids des tâches transitoires correspond... mystère (nous savons seulement qu'il est « extrêmement douteux que la révolution permanente s'y applique »).

Donc, si la révolution dans les pays avancés n'est pas régie par la formule de la révolution permanente, par quelle

formule l'est-elle ? Quelle est celle qu'applique Germain ? La formule de la révolution socialiste peut-être ? Mais cette formule de la révolution socialiste internationale, c'est la formule de la révolution permanente. Ou bien, y en a-t-il une autre que le camarade Germain a découverte et que sa modestie l'empêche de publier ? La combinaison des tâches démocratiques et transitoires dans la mobilisation des masses des pays impérialistes correspond à quelle formule, camarade Germain ? Peut-il nous donner son nom ? Ou, s'il s'agit d'une découverte récente, encore sans nom, le camarade Germain aurait-il la bonté d'expliquer à tous les camarades de l'Internationale en quoi elle consiste ?

Le camarade Germain explique sa conception d'une manière un tant soit peu curieuse : « *Mais ce serait un sophisme de tirer la conclusion qu'il n'existe pas de différences qualitatives entre les tâches combinées posées à la révolution dans les pays impérialistes et celles posées dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, à partir du simple fait incontestable que certaines tâches de la révolution démocratique bourgeoise restent sans solution dans la majeure partie des nations impérialistes avancées, ou s'y posent de nouveau, alors que les tâches fondamentales de la révolution restent sans solution (ou seulement résolues d'une façon misérablement incomplète) dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans le Programme de Transition, Trotsky souligne que "le poids relatif des revendications individuelles et démocratiques dans la lutte prolétarienne et les relations réciproques entre celles-ci*

*et leur ordre de présentation sont déterminés par les conditions particulières et spécifiques de chaque pays arriéré et, dans une large mesure, par le degré de leur arriération".* »<sup>27</sup>

Personne ne nie qu'il y ait des « différences qualitatives » dans les rapports réciproques et l'ordre de présentation – c'est-à-dire la combinaison concrète – des mots d'ordre démocratiques et transitoires, entre les différents pays. Et nous pouvons même dire que les tâches démocratiques ont plus de poids dans un pays arriéré et que les tâches transitoires ont généralement plus de poids dans un pays avancé. Nous pouvons même définir cette différence qualitative en disant que, dans un pays arriéré, c'est la perspective d'une révolution démocratique bourgeoise qui est essentiellement posée et qui deviendra socialiste, et que, dans un pays avancé, c'est la révolution socialiste qui mènera jusqu'au bout les tâches démocratiques importantes et fondamentales. Mais cette dernière affirmation est déjà dangereuse, car la vérité est que ce qui est à l'ordre du jour dans les pays avancés comme dans les arriérés, c'est la révolution socialiste, qui – par sa dynamique de classe, c'est-à-dire, par la classe qui la mènera à bien en prenant le pouvoir – achèvera d'importantes tâches démocratiques bourgeoises.

Ce que nous ne pouvons pas faire, c'est en tirer la conclusion, comme le fait Germain, que cela démontre que dans les pays avancés, la formule de la révolution permanente ne s'applique pas. Nous ne pouvons pas le faire, parce que cette formule ne concerne pas le

poids relatif des tâches démocratiques dans le processus révolutionnaire d'un pays déterminé, mais quelque chose de beaucoup plus simple : le caractère que doit avoir la mobilisation des masses à cette étape de transition vers le socialisme. Ceux qui défendent la révolution permanente soutiennent qu'elle est internationale et permanente, ceux qui ne la défendent pas soutiennent qu'elle est nationale ou régionale et par étapes.

De la différence qualitative qui apparaît entre les combinaisons de mots d'ordre selon les pays, Germain tire la conclusion que cette différence qualitative est l'essence de la révolution permanente. Ce qu'il fait, en réalité, c'est saucissonner la loi de la révolution permanente en ses parties nationales ou régionales. Mais ce n'est pas seulement entre pays arriérés et pays avancés qu'il y a des différences qualitatives dans la combinaison des tâches ; il y en a aussi entre différents pays impérialistes, et entre différents pays arriérés. Il y a des différences qualitatives entre la combinaison de tâches pour l'Uruguay et celle pour les colonies portugaises (deux pays arriérés), comme il y en a entre celle pour l'Allemagne et celle pour les États-Unis (deux pays avancés).

### **Une pause pour en revenir à Trotsky**

En dernière instance, Germain considère la révolution permanente comme le programme de la révolution nationale et démocratique dans les pays arriérés. Il ne la considère pas comme ce qu'elle est : la loi et le programme de la révolution mondiale jusqu'à l'instauration du socialisme dans le monde entier, dont une nation n'est qu'une partie

a La classification périodique des éléments chimiques.

subordonnée. Ce n'est donc pas un hasard s'il croit qu'il y a des pays où elle ne s'applique pas. Trotsky soutient exactement le contraire :

« La théorie de la révolution permanente exige aujourd'hui la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le cours de la lutte de classes et de la lutte idéologique a enfin recentré complètement et définitivement la question, dépassant la sphère de la mémoire de vieilles querelles entre marxistes russes, pour la transformer en la question du caractère, des relations internes et des méthodes de la révolution internationale en général. La révolution socialiste commence dans l'arène nationale, se développe dans l'arène internationale et s'achève dans l'arène mondiale. Par conséquent, la révolution socialiste devient une révolution permanente dans un sens nouveau et plus ample du terme : elle ne s'achèvera qu'avec la victoire définitive de la nouvelle société partout sur la planète. »<sup>28</sup>

Comme la confusion sur la théorie de la révolution permanente n'a pas commencé avec Germain, ni ne se terminera avec lui, Trotsky s'est chargé lui-même de la préciser : « Pour dissiper le chaos qui entoure la théorie de la révolution permanente, il faut distinguer trois lignes de pensée, englobées dans cette théorie. Premièrement, elle englobe le problème de la transition de la révolution démocratique à la révolution socialiste, et c'est l'origine historique même de la théorie. Le "marxisme" vulgaire créa un schéma selon lequel toute société bourgeoise acquiert tôt ou tard un régime démocratique au sein duquel le prolétariat

*s'organise et s'éduque petit à petit pour le socialisme, profitant des conditions créées par la démocratie. La théorie de la révolution permanente, ressuscitée en 1905, déclara la guerre à ces idées, en montrant que les objectifs démocratiques des nations bourgeoises arriérées conduisaient, à notre époque, à la dictature du prolétariat, et que celle-ci mettait les revendications socialistes à l'ordre du jour. C'est là l'idée centrale de la théorie. Alors que la vision traditionnelle soutenait que la voie vers la dictature du prolétariat passait par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente établissait le fait que, pour les pays arriérés, la voie de la démocratie passait par la dictature du prolétariat. Ainsi, la démocratie cessait d'être un régime auto-suffisant pendant plusieurs décennies et devenait le prélude direct de la révolution socialiste, l'une et l'autre étant unies par un lien continu. Entre la révolution démocratique et la transformation socialiste de la société s'établissait donc un rythme révolutionnaire permanent.*

*Le second aspect de la théorie caractérisa la révolution socialiste en tant que telle. Tout au long d'une période de temps indéfini et d'une lutte interne constante, tous les rapports sociaux subissent des transformations. La société change sans cesse de peau. Dans ce processus, chaque nouvelle étape est conséquence directe de la précédente. Ce processus a nécessairement un caractère politique, ce qui signifie qu'il se développe à travers des conflits entre les différents groupes de la société qui se transforme. Les éruptions de guerre civile et de guerres extérieures alternent avec des périodes de réformes*

*"pacifiques". Les révolutions dans l'économie, la technique, la science, la famille, les coutumes se développent dans une interaction réciproque complexe qui ne permet pas à la société d'atteindre son équilibre. C'est de là que découle le caractère permanent de la révolution socialiste en tant que telle.*

*Le caractère international de la révolution socialiste, qui constitue le troisième aspect de la théorie de la révolution permanente, découle inévitablement de l'état actuel de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, mais uniquement un reflet théorique et politique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'échelle mondiale de la lutte de classes.*

*Les attaques des plagiaires sont dirigées contre les trois aspects de la révolution permanente, bien que pas toujours avec la même clarté. Et il ne pourrait en être autrement, puisqu'il s'agit de trois parties inséparablement liées en un tout. Les plagiaires séparent mécaniquement la dictature démocratique de la socialiste. Ils séparent la révolution socialiste nationale de l'internationale. »<sup>29</sup>*

Il est suffisamment clair que, pour Trotsky, la révolution permanente est d'actualité dans tous les pays, des pays arriérés à ceux qui sont en train de construire le socialisme. Pour Germain, elle ne l'est que pour les pays arriérés. Mais écoutons encore Trotsky : « La IVe Internationale ne fait pas de distinction entre les pays arriérés et les pays avancés, entre les révolutions démocratiques et les socialistes. Elle les combine et les

*subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De la même façon que la seule force véritablement révolutionnaire de notre ère est le prolétariat international, le seul programme pour liquider l'oppression sociale et nationale est le programme de la révolution permanente. »<sup>30</sup>*

Trotsky précise que sa théorie comporte trois « parties inséparablement liées en un tout » ; il ne fait « aucune distinction entre pays avancés et arriérés » ; et il soutient que le seul programme est « celui de la révolution permanente ». Germain isole une partie de la théorie (celle qui se réfère aux pays arriérés) ; il fait une distinction entre pays avancés et arriérés ; et il soutient que le programme de la révolution permanente ne s'applique qu'aux seconds. Cela valait donc la peine de s'en remettre à Trotsky.

### **L'impérialisme et l'autodétermination nationale**

Poursuivons l'argument de Germain selon lequel la formule de la révolution permanente s'applique, ou non, en fonction des différentes combinaisons de tâches démocratiques et transitoires. Pour continuer, Germain a recours à l'artillerie lourde : les revendications démocratiques sont révolutionnaires, transitoires de par leur poids, dans les pays arriérés ; et elles ne le sont pas (et sont donc réformistes, minima) dans les pays avancés, car dans ces derniers pays, l'impérialisme n'a pas de raisons de classe fondamentales qui l'empêchent de les octroyer. Voyons cela dans les mots de Germain :

« Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les revendications démocratiques

ont généralement le poids des revendications transitoires. Il est impossible de les réaliser sous le capitalisme, tout au moins dans leur essence collective. Dans les pays impérialistes, cela n'est pas vrai. Les revendications démocratiques ne seront normalement pas garanties par la bourgeoisie impérialiste décadente ; mais d'un point de vue organique, économique ou social, c'est-à-dire en termes de rapports de classe fondamentaux, rien n'empêche la bourgeoisie de les garantir comme "moindre mal", afin d'éviter qu'un mouvement de masses ne se transforme en révolution socialiste victorieuse. Organiquement, la "bourgeoisie nationale" d'un pays colonial ne peut résoudre la question agraire sans s'exproprier, en grande mesure, elle-même. Il n'y a pas d'obstacle fondamental de la même nature qui empêche l'application de l'avortement gratuit à la demande, ou de la liberté de la presse, ou encore d'une loi électorale démocratique dans un pays impérialiste. Dans le cas d'un soulèvement de masse potentiellement révolutionnaire, la bourgeoisie impérialiste peut accorder des concessions pour éviter, précisément, l'expropriation.

Normalement, l'impérialisme n'était pas disposé à accorder l'indépendance nationale à la Pologne, et il n'est pas prêt non plus à le faire aujourd'hui avec l'Irlande, la Finlande ou le Québec. Mais dans le cas d'une situation prérévolutionnaire, d'une montée puissante des luttes ouvrières, d'un danger réel de constitution d'une république ouvrière dans une de ces nationalités, il n'y a aucun intérêt fondamental de classe qui empêche l'impérialisme de transformer une

de ces nationalités en un Etat fantoche indépendant.

C'est pour ces raisons que le danger est très réel, qu'un mouvement de masses dans un pays impérialiste, basé seulement sur des revendications d'autodétermination nationale, soit absorbé par la bourgeoisie.»<sup>31</sup>

Ces paragraphes du camarade Germain sont bourrés de confusions inadmissibles. En premier lieu, il attaque un ennemi inexistant : un prétendu parti révolutionnaire qui se limiterait à poser la seule autodétermination nationale dans un pays impérialiste. Personne ne propose une telle ineptie dans notre Internationale ; mais si c'est le cas, que le camarade Germain nous dise de qui il s'agit. Ce qui se discute ici est de savoir si les mots d'ordre démocratiques, dans leur combinaison avec les transitoires, ont, ou non pas, un grand poids dans les pays impérialistes. Le camarade Germain dit que non et nous disons que si.

La seconde confusion est celle entre les changements formels et les changements profonds. Le camarade Germain nous dit que s'il y a de grandes mobilisations de masses, le pays impérialiste peut concéder au pays arriéré l'indépendance formelle. C'est totalement certain, mais ce dont il s'agit, c'est justement d'obtenir une véritable libération nationale, profonde, non formelle, c'est-à-dire l'indépendance en tant qu'Etat souverain, économiquement et politiquement, et non de transformer une colonie en Etat fantoche indépendant. La question est de savoir comment l'obtenir. Nous ne voyons aucune autre

possibilité que celle de l'instauration de la dictature du prolétariat dans le pays arriéré, à travers la révolution ouvrière soutenue par la classe ouvrière du pays impérialiste. En est-il ainsi, camarade Germain ?

Mais il y a une troisième confusion, la plus grave. Pour le camarade Germain, l'impérialisme peut satisfaire une revendication démocratique, car il n'y a pas de raison « organique » dans la structure du pays impérialiste qui l'empêche de faire des concessions minimales de type démocratique (avortement, liberté de la presse, etc.). Par contre, dans les pays arriérés, la bourgeoisie nationale ne peut pas faire ce type de concessions « dans leur essence collective » ; par exemple, elle ne peut pas admettre la révolution agraire. Cela est vrai, mais le camarade Germain oublie que les bourgeoisies nationales peuvent également faire des concessions minimales au mouvement de masses (avortement, liberté de la presse, etc.), car il n'y a aucune raison organique qui l'en empêche. Et il oublie également (et c'est cela qui est réellement grave) que l'impérialisme ne peut pas faire « dans son essence collective » la concession démocratique de libérer économiquement toutes ses colonies. Si la bourgeoisie nationale ne peut pas faire la révolution agraire, parce que ce serait « s'exproprier elle-même en grande mesure », l'impérialisme ne peut pas non plus concéder l'indépendance nationale, profonde, non formelle, à tous les pays dépendants, car ce serait également « s'exproprier lui-même », et là, ce n'est plus « en grande mesure »,

mais totalement. Cela signifierait qu'il cesserait d'être impérialisme.

De cet « oubli » théorique monumental de Germain découle un « oubli » politique non moins monumental et dangereux. Le camarade Germain soutient la revendication d'autodétermination nationale dans un pays colonial quelconque, mais il « oublie » cette revendication pour tout l'empire. Et de là, il déduit qu'un mouvement de masses dans un pays impérialiste, basé sur la lutte pour l'autodétermination nationale, court le danger d'être « absorbé par la bourgeoisie impérialiste ». Camarade Germain, est-il possible qu'un mouvement de masses qui exige la libération de tous les pays exploités par l'impérialisme soit « absorbé » par la bourgeoisie impérialiste ?

La revendication d'autodétermination nationale dans tout l'empire touche directement la structure du régime impérialiste ; ce n'est pas une revendication partielle, ni formelle, mais structurelle. Aucun pays impérialiste ne peut octroyer le droit à l'autodétermination nationale économique et politique à tous les pays de l'empire, sans cesser d'être impérialiste. Il y a une différence qualitative entre cette revendication démocratique et les autres que cite Germain. Cette revendication démocratique essentielle est aussi importante que la nationalisation du commerce extérieur, de la terre et de l'industrie du pays impérialiste lui-même. Ce sont des revendications qui ne peuvent pas être absorbées par le régime capitaliste, comme ne peut pas l'être non plus celle

de l'autodétermination nationale de tout l'empire par le régime impérialiste.

Ce simple problème n'est même pas posé par Germain. Il minimise et parcellise la revendication pour l'autodétermination nationale du pays qui lutte pour elle, et ne la généralise pas en tant que tâche démocratique structurelle et fondamentale pour le prolétariat du pays impérialiste. Il reconnaît que les ouvriers du pays métropolitain doivent soutenir la lutte pour l'autodétermination nationale, mais il ne dit pas qu'ils ne doivent pas seulement la soutenir, mais qu'ils doivent poser cette tâche pour tout l'empire ; et il ne dit pas que, précisément, les seuls qui puissent la généraliser d'une manière totale, ce sont les travailleurs des pays impérialistes.

Pourtant, Lénine a écrit des volumes entiers expliquant qu'une des tâches démocratiques principales du prolétariat russe était celle de libérer les nationalités qui subissaient le joug impérialiste du tsar. Et c'est cette tâche qu'il posait à l'Internationale communiste en disant : « *Tous les partis de l'Internationale communiste doivent expliquer constamment aux masses laborieuses l'extrême importance de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les partis communistes qui interviennent dans les pays métropolitains doivent former auprès de leurs comités directeurs des commissions coloniales permanentes qui travailleront sur les objectifs indiqués plus haut. [...] Les partis communistes des métropoles doivent profiter de toutes les occasions qui se présentent pour dévoiler le banditisme de la politique coloniale de leurs gouvernements impérialistes,*

*ainsi que de leurs partis bourgeois et réformistes.* »<sup>32</sup>

Et Trotsky est non seulement d'accord avec cette orientation, mais il a aussi ébauché une ligne d'action pour le futur : « *Une Europe socialiste proclamera la pleine indépendance des colonies, établira des relations économiques amicales avec elles, et les introduira pas à pas, sans la moindre violence, au moyen de l'exemple et de la collaboration, dans la fédération socialiste mondiale.* »<sup>33</sup>

Germain est sans aucun doute d'accord avec la politique bolchevik à l'égard des nationalités opprimées. Mais sa conception de l'impérialisme ne va pas plus loin que l'impérialisme territorial, frontalier. Il suffit qu'il y ait une mer, un océan, entre le pays impérialiste et la colonie ou la semi-colonie, pour que Germain pense que la tâche démocratique de libération nationale reste presque exclusivement aux mains du pays dépendant. (Il faut reconnaître qu'il parle tout de même de soutenir.) Même le fait que la plus grande mobilisation de masses de ces derniers temps aux Etats-Unis ait été la conséquence objective de la défense de l'indépendance nationale du Vietnam, ne le fait pas changer de position.

Germain ne se rend pas compte que, si la revendication démocratique devient socialiste dans les pays arriérés, la révolution socialiste devient, en un certain sens, démocratique dans les empires capitalistes, car elle libère non seulement les ouvriers métropolitains, mais aussi les peuples et les nations colonisées par cet impérialisme, ce qui est

une tâche démocratique de première importance.

Ce problème n'a pas été posé à fond par rapport aux pays impérialistes et, par conséquent, nous ne l'avons pas développé du point de vue programmatique, bien que, comme nous l'avons vu, nous ayons des indications claires pour le résoudre. La solution viendra en répondant à ces questions : comment appliquer concrètement dans un pays impérialiste le mot d'ordre démocratique d'autodétermination nationale pour toutes les colonies, semi-colonies et pays dépendants de l'impérialisme ? Comment réaliser cette tâche, avant la prise du pouvoir et après ? Concrètement, que faisons-nous aux Etats-Unis en faveur des semi-colonies latino-américaines, et en France en faveur de ses colonies et semi-colonies, avant et après la prise du pouvoir ? Un mot d'ordre est la rupture de tous les pactes coloniaux – l'OEA\* pour les Etats-Unis, le Commonwealth pour l'Angleterre, l'OCAM\* et Yaoundé\* I et II pour la France et le Marché commun européen respectivement – ainsi que l'octroi de l'indépendance totale.<sup>b</sup>

Que faisons-nous des investissements et des prêts impérialistes ? Nous devons être pour l'expropriation en faveur du pays colonial et semi-colonial. Mais comment ? Nous ne pouvons pas les donner aux bourgeoisies nationales et aux propriétaires terriens pour qu'ils continuent à exploiter les travailleurs. Cela exige un programme démocratique

dans le pays impérialiste qui doit avoir des conséquences transitoires. Car pour éviter que l'indépendance nationale ne se transforme en de nouvelles chaînes pour les exploités des colonies, il faut combiner cette revendication avec celle de la Fédération des Etats socialistes de l'ex-empire, en proposant que les entreprises de propriété impérialiste dans les colonies, expropriées par le prolétariat métropolitain, soient administrées par la classe ouvrière coloniale. Nous devons imposer le contrôle ouvrier comme condition fondamentale pour qu'elles ne soient pas le véhicule d'une nouvelle exploitation. Et si ce n'est pas cette revendication, cela devra être une variante transitoire de celle-ci.

Ce n'est toutefois pas cela le plus important de la discussion, mais le révisionnisme de Germain qui ne pose pas cette revendication démocratique fondamentale d'autodétermination nationale des colonies, des semi-colonies et des pays dépendants pour tout l'empire, y compris, et en premier lieu, le prolétariat du pays impérialiste. Et il ne le pose pas parce qu'il ne voit cette revendication que du point de vue d'un seul pays, dont le prolétariat lutte de façon isolée pour elle. Mais la grande tâche démocratique de la *destruction de l'empire*, de la libération de tous les pays opprimés, peut-elle être remplie normalement par l'impérialisme ? C'est cela ce que croit Germain ? Ou croit-il qu'elle ne sera obtenue qu'avec la révolution ouvrière et pas autrement ? Et s'il est d'accord avec cette dernière position, ne pense-t-il pas que les tâches démocratiques de la révolution socialiste dans les pays

<sup>b</sup> L'OEA (Organisation des Etats américains) a été créée en avril 1948, réunissant tous les Etats du continent américain. Cuba en a été exclue en janvier 1962 et y a été réadmis en juin 2009.

impérialistes sont gigantesques, et impossibles à remplir sans que le prolétariat ne prenne le pouvoir ?

### **Les mots d'ordre démocratiques et la révolution permanente**

Continuons maintenant sur la révolution permanente du point de vue « intérieur », pour ainsi dire, des pays avancés. Trotsky a beaucoup insisté sur l'importance des revendications démocratiques dans les pays avancés. En se référant à l'Italie fasciste et à l'Espagne, de même qu'à l'Allemagne, en plus de souligner l'importance de ces revendications, il dit qu'il peut y avoir une étape démocratique dans le processus révolutionnaire de ces pays (et il le donne pour certain en Espagne) : « *Mais au cours du réveil révolutionnaire des masses, les mots d'ordre démocratiques constitueront inévitablement le premier chapitre. Même si le processus de la lutte ne permet pas que l'Etat démocratique se régénère, ne fût-ce que pour un jour, ce qui est bien probable, la lutte en elle-même ne peut pas éviter les mots d'ordre démocratiques. Un parti révolutionnaire qui tenterait de sauter cette étape se romprait le cou.* »<sup>34</sup>

Trotsky tire cette conclusion sur la base de l'analyse que l'existence de l'impérialisme fait reculer l'humanité. « *En Allemagne il n'y a pas eu, et il n'y a pas, de dictature du prolétariat, mais il y a bel et bien une dictature fasciste ; l'Allemagne a reculé en deçà de la démocratie bourgeoise. Dans ces conditions, le fait de renoncer à l'avance à l'utilisation des revendications démocratiques et du parlement bourgeois signifie que l'on ouvre la voie vers la régénération de la social-démocratie.* »<sup>35</sup>

Cette position de Trotsky ne concerne pas seulement les pays fascistes. Il soutient une position très semblable pour les Etats-Unis, en les comparant à l'Italie fasciste et à l'étape démocratique de la Révolution russe : « *L'Amérique du Nord doit-elle passer par une étape de réformisme social ? Cette question sera abordée dans le projet, et le sens de la réponse est que rien ne peut être décidé définitivement, mais que cela dépend en grande mesure du Parti communiste. C'est correct en général, mais insuffisant. Nous devons revenir, une fois de plus, aux lois du développement inégal et combiné. En Russie, l'argument que le prolétariat n'était pas encore passé par l'école démocratique, qui aurait dû finalement le conduire à la prise du pouvoir, a été utilisé pour réfuter la révolution permanente et la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais le prolétariat russe a traversé l'étape démocratique en huit mois, ou en onze ou douze ans si nous comptons à partir de l'époque de la Douma. En Angleterre, cela a pris des siècles, et en Amérique du Nord cette sale affaire dure déjà depuis longtemps. L'inégalité se manifeste également par le fait que les différentes étapes ne sont pas combinées, mais traversées à un rythme très rapide, comme cela a été le cas avec l'étape démocratique en Russie.*

*Nous pouvons supposer que, quand le fascisme tombera en Italie, la première vague qui viendra sera démocratique. Mais cette condition ne pourra durer que quelques mois, elle ne se maintiendra pas pendant des années. Etant donné que le prolétariat nord-américain n'a pas réalisé, en tant que tel, de grandes luttes démocratiques, puisqu'il n'a pas lutté pour*

*la législation sociale, dans la mesure où il continue à subir une pression économique et politique croissante, nous devons supposer que l'étape démocratique de la lutte prendra un certain temps. Ce ne sera peut-être pas comme en Europe, une période de dizaines d'années, ce sera peut-être seulement quelques années, ou si c'est à travers des développements fiévreux, quelques mois seulement. La question du rythme doit être précisée, et nous devons admettre également que le stade démocratique n'est pas inévitable. Nous ne pouvons pas prédire que la prochaine étape de la classe ouvrière commencera l'année prochaine, dans trois ans, dans cinq ans, peut-être dans dix ans. Mais nous pouvons dire avec certitude que, dès le moment où le prolétariat se constituera en tant que parti indépendant, même si au début il le fait sous la bannière démocratique, il traversera rapidement cette étape.* »<sup>36</sup>

De tout cela, Trotsky a fait un résumé dans *Tâches et méthodes de l'Opposition de Gauche internationale*, où il a exposé l'essence du marxisme contemporain : « *La reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses par des mots d'ordre transitoires qui répondent à la situation concrète de chaque pays, et particulièrement par des mots d'ordre démocratiques dans la mesure où c'est une question de lutte contre les rapports féodaux, l'oppression nationale ou les différentes variantes de la dictature ouvertement impérialiste (fascisme, bonapartisme, etc.).* »<sup>37</sup>

Cela signifie que, pour Trotsky, les mots d'ordre démocratiques mettent un signe d'égalité entre presque tous

les pays impérialistes (ceux qui ont des « dictatures ouvertement bonapartistes\* , fascistes, etc. ») et les pays arriérés (ceux qui ont des « rapports féodaux » ou subissent l'« oppression nationale »). Les camarades de la majorité pensent que l'on va vers des régimes forts, bonapartistes\* ou semi-bonapartistes, ou que l'on y est déjà. Selon Trotsky, cela signifie qu'il faut donc lutter « particulièrement pour des revendications démocratiques ». Mais Germain, en séparant les pays comme il le fait, élimine l'importance fondamentale de ce type de revendications pour les pays avancés.

En URSS aussi, il existe une combinaison d'étapes et de tâches, et les revendications démocratiques et minimales y ont également une grande importance. La lutte pour l'autodétermination de l'Ukraine, avec le mot d'ordre « Pour une Ukraine indépendante et soviétique », que nous pouvons étendre avec des modulations tactiques à tous les pays de l'Europe de l'Est, pose le problème du rapport entre cette tâche, ces mots d'ordre démocratiques et la révolution politique. Mais même si nous étions dans un Etat ouvrier « normal », ces combinaisons de tâches resteraient posées comme un des aspects fondamentaux de la révolution permanente. Et, ce qui est le plus important, la formule de révolution permanente s'appliquerait alors dans toute sa splendeur, puisque nous serions bien près de réaliser l'objectif central de notre programme : la mobilisation permanente des travailleurs.

Cette discussion théorique contre le révisionnisme germainiste a de profondes conséquences pratiques,

décisives pour la vie de toutes nos sections. Ce n'est pas par hasard que le Document européen de la majorité ne pose pas comme une de nos tâches fondamentales la tâche démocratique bourgeoise de l'unité de l'Allemagne. L'unité allemande n'est-elle pas une tâche démocratique fondamentale, décisive, peut-être la plus importante à envisager pour notre section allemande, pour nos sections européennes et pour le prolétariat européen dans son ensemble ? Cette tâche nous est posée par la décadence impérialiste, car la bourgeoisie allemande avait déjà conquis l'unité, même sans l'Autriche. L'impérialisme et la bureaucratie ont fait reculer l'Allemagne de plus d'un siècle en arrière dans cette tâche historique gigantesque. Mais Germain ne pose pas la nécessité de cette tâche. Il doit certainement penser que, s'agissant d'une tâche démocratique, l'impérialisme pourra la résoudre sans aucun empêchement « organique, économique ou social ». Mais s'il est nécessaire pour cela que l'Allemagne soit au bord de sa transformation en « république ouvrière », grâce à une « mobilisation de masses » sur la revendication démocratique de la réunification de l'Allemagne, et que nous n'avons pas avancé ce mot d'ordre, nous maudirons amèrement les résultats catastrophiques du révisionnisme germainiste. Car cette tâche se combine avec la révolution politique à l'Est et la révolution socialiste à l'Ouest.

L'Allemagne illustre, d'une manière ou d'une autre, la justesse de plus en plus forte de la formule de révolution permanente dans tous les pays du

monde, y compris les pays impérialistes. Mais la réunification de l'Allemagne n'est pas la seule tâche démocratique posée en Europe. Sans faire trop d'efforts de réflexion, nous pouvons en énumérer d'autres, fondamentales pour nos sections. Les luttes pour les libertés démocratiques en Espagne, au Portugal et en Grèce, pour l'indépendance nationale en Irlande du Nord, sont des tâches démocratiques à l'ordre du jour. La justesse de cette partie de la théorie de la révolution permanente en Europe s'exprime même autour de questions secondaires. Devons-nous, ou non, lutter pour liquider les privilèges de la monarchie et de la noblesse en Angleterre, aux Pays-Bas, en Suède et en Belgique ?

Il est évident, et le camarade Germain ne le nie pas, qu'il y a des tâches et des revendications démocratiques dans l'ensemble de l'Europe et pour chacun de ses pays. Et nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il y a également des tâches et des revendications transitoires. Sans entrer pour le moment dans la discussion de savoir lesquelles sont les plus importantes et lesquelles sont secondaires, il faut noter qu'il est vrai que les deux types de tâches et de revendications y sont posés. Qu'en faisons-nous ?

Trotsky est catégorique sur ce sujet quand il dit (comme nous l'avons cité) que « les frontières entre le programme minimum et le maximum s'effacent ». Nous affirmons, comme Trotsky, que les revendications minimales et démocratiques (l'ancien programme minimum) et les revendications transitoires (l'ancien programme maximum) doivent être combinées selon la formule de la

révolution permanente. Germain dit que, en ce qui concerne l'application de la formule de révolution permanente dans les pays impérialistes, « c'est, dans le meilleur des cas (!), extrêmement douteux ». Sauf « doutes extrêmes », Germain est en train de nous dire que nous ne devons pas l'appliquer.

#### 7.4. Germain révisé la théorie de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux

Comme nous l'avons vu plusieurs fois, Germain pense que l'impérialisme ne provoque pas de plus en plus de misère pour les masses du monde entier. Cette opinion a des conséquences très graves quand il la transpose à la partie de la théorie de la révolution permanente la plus élaborée par le trotskisme, c'est-à-dire à celle qui concerne les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le camarade Germain jette par-dessus bord, sans mesurer les conséquences pratiques de cela, toute la conception trotskiste du rôle des bourgeoisies nationales de ces pays arriérés, en leur attribuant des potentialités révolutionnaires dans la lutte anti-impérialiste. L'autre face de cette erreur est l'attribution d'un rôle relativement progressiste à l'impérialisme, quand, par exemple, il soutient que l'impérialisme est capable de laisser les pays arriérés se libérer sans trop de problèmes.

« Est-il vrai – se demande Germain – que, parce que la bourgeoisie est dépendante de l'impérialisme, elle est incapable de rompre tous ses liens avec l'impérialisme et que, par conséquent, elle ne peut pas mener à bonne fin la lutte contre l'oppression étrangère ? » Et

il répond lui-même que « *cela est complètement faux* ». <sup>38</sup>

Germain a l'habitude de cacher sa pensée par le biais de questions négatives et de réponses négatives. Mais cela se retourne contre lui, car cela a pour résultat de renforcer une affirmation. Pour savoir exactement ce qu'il dit, et éviter ses arguments d'avocat et de bon polémiste, nous mettrons cette phrase dans son sens positif : « *Il est vrai que la bourgeoisie nationale, bien qu'elle soit dépendante de l'impérialisme, est capable de rompre tous ses liens avec l'impérialisme et de mener donc à bonne fin la lutte contre l'oppression étrangère.* »

Cette affirmation de Germain est la négation absolue de toute la conception trotskiste de la révolution dans les pays arriérés. Pour nous, les vrais trotskistes, la thèse de la révolution permanente n'a pas d'autre signification que ceci : dans les pays où se pose une révolution démocratique bourgeoise, la bourgeoisie nationale est absolument incapable de rompre ses liens avec l'impérialisme et, par conséquent, de diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère.

« *En ce qui concerne les pays au développement bourgeois arriéré, et en particulier les colonies et les semi-colonies, la théorie de la révolution permanente signifie que la résolution totale et effective de leurs objectifs démocratiques et de leur émancipation nationale ne peut se concevoir qu'au moyen de la dictature du prolétariat, le prolétariat s'emparant du pouvoir comme dirigeant de la nation opprimée, et avant tout de ses masses paysannes.* » <sup>39</sup>

Trotsky est extrêmement clair concernant le rôle des bourgeoisies nationales dans les pays arriérés. Son opinion sur l'une des plus fortes et plus puissantes, la bourgeoisie latino-américaine, est instructive : « Dans de nombreux pays latino-américains, la bourgeoisie nationale montante, cherchant à obtenir une meilleure part du butin et s'efforçant même d'augmenter la mesure de son indépendance – c'est-à-dire de conquérir la position dominante dans l'exploitation de son propre pays – tente certainement d'utiliser à cette fin les rivalités et les conflits entre les impérialismes étrangers. Mais sa faiblesse générale et son apparition tardive l'empêchent d'atteindre un niveau de développement plus haut que celui de valet d'un maître impérialiste ou d'un autre. Elle ne peut pas lancer une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une authentique indépendance nationale, par peur de déchaîner un mouvement de masse des travailleurs du pays qui, à son tour, menacerait sa propre existence sociale. »<sup>40</sup>

Le camarade Germain peut nous répondre que c'est la position de Trotsky sur les bourgeoisies latino-américaines et non sur celles des autres pays arriérés du monde. Nous répondrions que ces positions sont l'application à l'Amérique latine de la loi générale de la révolution permanente. Et dans le *Manifeste d'urgence* de 1940, Trotsky disait au sujet de tous les pays arriérés du monde : « L'indépendance des pays arriérés, encerclés par le capitalisme décadent et pris dans le piège des contradictions impérialistes, sera inévitablement semi-factice. » Et il précise que cela se traduit par « le

*régime du "Parti du peuple" en Turquie, le Kuomintang en Chine, et demain le régime de Gandhi en Inde. »*<sup>41</sup>

Et en parlant des pays arriérés en général, l'opinion de Trotsky est tout aussi claire : « Dans les pays arriérés, pas une seule des tâches de la révolution "bourgeoise" ne peut se résoudre sous la direction de la bourgeoisie "nationale", car cette dernière naît d'emblée, avec l'appui étranger, en tant que classe éloignée du peuple ou hostile à lui. Chaque étape de son développement ne fait que l'attacher plus étroitement au capitalisme financier étranger dont elle est essentiellement l'agent. »<sup>42</sup>

Qui plus est : « Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution nationale démocratique ne peut être menée à sa fin victorieuse que lorsque les rapports sociaux et politiques du pays sont mûrs pour mettre le prolétariat au pouvoir en tant que leader des masses populaires. Et si ce n'est pas le cas ? Alors la lutte pour la libération nationale ne donnera que des résultats très partiels, des résultats dirigés totalement contre les masses laborieuses. »<sup>43</sup>

Tout cela ne veut pas dire que la bourgeoisie nationale ne connaît pas de profonds conflits avec l'impérialisme à certains moments, mais bien que ces conflits ne soient jamais assez sérieux pour l'amener à « rompre tous ses liens avec lui » ou à « diriger une lutte victorieuse » contre lui.

Etant donné que la conception de Germain a quand même un petit problème avec le trotskisme, le moment est venu de la confronter avec la réalité. Où est-elle donc, cette bourgeoisie

capable « de rompre tous ses liens avec l'impérialisme » ou « de diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère » ? Peut-être en Bolivie et au Chili ? Ou encore au Pakistan ou en Inde ? Ou bien dans les pays arabes ? Cette bourgeoisie, cher Germain, n'existe nulle part, sauf dans les positions stalinienne et... germainistes.

### **La lutte contre l'impérialisme est une tâche socialiste**

Comme nous l'avons dit, Germain pense que l'impérialisme ne s'oppose pas d'une manière brutale, « absolue », à l'indépendance nationale des pays arriérés. Selon lui, « la lutte contre l'oppression nationale n'est pas une lutte anti-capitaliste. C'est une lutte pour une revendication démocratique bourgeoise. L'existence du système capitaliste mondial n'est pas un obstacle absolu pour la liquidation de l'oppression nationale sous les conditions de l'impérialisme. »<sup>44</sup>

En réalité, il y a là deux affirmations, aussi incorrectes l'une que l'autre. 1) La lutte pour la libération nationale n'est pas anticapitaliste ; 2) L'impérialisme ne s'oppose pas d'une manière « absolue » à la liquidation de l'oppression nationale. Commençons par la première.

Le camarade Germain déduit du caractère démocratique bourgeois de la tâche de libération nationale la conclusion que ce n'est pas une lutte anticapitaliste. Il a oublié (s'il l'a su un jour) que l'essence du Programme de Transition et de la théorie de la révolution permanente est précisément celle de définir la tâche d'indépendance nationale des pays arriérés comme à la fois démocratique bourgeoise et socialiste. C'est la

combinaison en un seul mot d'ordre de deux tâches : la tâche historiquement démocratique bourgeoise de conquête de l'indépendance nationale, qui, de nos jours, est socialiste.

« Les luttes politiques du prolétariat des pays arriérés sont ainsi définies par le fait que la lutte pour les objectifs les plus élémentaires d'indépendance nationale et de démocratie bourgeoise se combine avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. »<sup>45</sup>

Dit d'une manière plus accessible aux connaissances trotskistes de Germain : la lutte pour l'indépendance nationale totale des pays arriérés est une tâche démocratique bourgeoise, parce qu'elle correspond à l'époque historique de la montée du capitalisme et de la formation des nationalités ; et c'est une tâche socialiste actuellement, parce que l'ennemi principal est l'impérialisme, c'est-à-dire l'expression supérieure du régime capitaliste.

Et ce n'est pas tout. Le système capitaliste mondial est unique, c'est une totalité formée par des parties nationales. Ces parties nationales sont déterminées – et cela ne devrait pas être une nouveauté pour quelqu'un qui se targue de savoir manier la dialectique – par le tout, le système capitaliste mondial. Les pays arriérés ne sont pas une exception : ce sont des pays capitalistes, par leurs rapports de production intérieurs et leurs étroites liaisons avec le capitalisme mondial. C'est pour cela que toute lutte fondamentale pour l'indépendance nationale n'affronte pas seulement un facteur extérieur – l'impérialisme –, mais aussi la structure capitaliste intérieure,



dépendante du système mondial dont elle fait partie.

Cela explique que seuls les pays qui ont liquidé l'exploitation capitaliste à l'intérieur de leurs frontières ont été capables de se libérer totalement de l'impérialisme. C'est la déclinaison à l'échelle intérieure du fait que la lutte contre l'impérialisme est la lutte contre le système capitaliste dans son ensemble, et donc contre le système capitaliste du pays qui se libère.

Pour terminer sur ce point, signalons qu'ici se répète la conception phénoménologique – non liée au développement concret du mouvement de masses –, qui est celle de Germain concernant nos mots d'ordre et nos tâches. Pour lui, il y a une séquence logique : indépendance nationale => tâche démocratique => mot d'ordre démocratique => conséquences démocratiques (non « anticapitalistes »). Pour nous – sachant que les mots d'ordre se définissent par leur caractère historique, mais que leurs résultats dépendent de la situation concrète de la lutte de classes – la séquence est différente : indépendance nationale => tâche démocratique => mot d'ordre démocratique (repris par le prolétariat, car la bourgeoisie est incapable de la réaliser) => conséquences transitoires (dictature du prolétariat qui détruit le système capitaliste dans le pays et touche l'impérialisme, c'est-à-dire le système capitaliste mondial). Trotsky l'a dit clairement : « *Dans les conditions de l'impérialisme, la révolution nationale démocratique ne peut être menée jusqu'à la victoire que dans le cas où les rapports sociaux et politiques du pays dont il s'agit ont mûri*

*dans le sens de la mise au pouvoir du prolétariat en tant que dirigeant des masses populaires.* »<sup>46</sup>

S'il n'en est pas ainsi, où actuellement un pays arriéré, dirigé par la bourgeoisie nationale, a-t-il réussi à « rompre tous ses liens avec l'impérialisme », après une « lutte victorieuse contre l'oppression étrangère » ? Nulle part dans le monde, n'en déplaise à Germain.

Voyons maintenant la deuxième affirmation de Germain : le système capitaliste mondial impérialiste « n'est pas un obstacle absolu pour la liquidation de l'oppression nationale ». Nous ne savons pas ce que veut dire « obstacle absolu ». Si cela se réfère au fait que l'indépendance totale d'un pays, par sa rupture avec l'impérialisme mondial, n'entraîne pas la destruction ni la défaite définitive de ce dernier, cela se réduit à une banalité, puisque c'est la même chose quand la classe ouvrière prend le pouvoir dans un pays impérialiste, comme cela s'est passé en Russie ou peut se passer demain en Italie ou en France. Cela signifie que nous n'avons pas besoin de détruire le système capitaliste mondial pour faire la révolution ouvrière dans un pays déterminé. Malgré cela l'impérialisme continue à exister.

En réalité, Germain veut nous impressionner avec le terme « absolu ». Et il ne comprend pas le rapport dialectique entre ce qui est « absolu » et son opposé, ce qui est « relatif » ; il ne comprend pas comment l'un se transforme en l'autre. A un certain moment de la lutte de classes, ce qui est absolu dans un pays, est relatif à l'échelle mondiale. Mais à l'échelle historique (pour toute cette étape), la

relativité mondiale se transforme en absolu. Voyons ce problème d'un peu plus près.

Nous pouvons dire que, dans un pays avancé, l'existence du système capitaliste à l'intérieur de ses frontières est un « obstacle absolu » au triomphe de la révolution ouvrière. Si la bourgeoisie continue à dominer l'économie, il n'y a pas de victoire de la révolution ; et pour faire la révolution, il faut détruire d'une manière « absolue » cet obstacle. Mais l'existence du système capitaliste mondial est un obstacle seulement « relatif », non absolu, pour la victoire de la révolution ouvrière nationale. Même si nous ne détruisons pas le système capitaliste mondial, nous pouvons faire la révolution dans un pays, et malgré celle-ci, le système capitaliste mondial peut continuer à fonctionner.

A l'échelle mondiale, la révolution ouvrière dans un pays, avancé ou arriéré, ne liquide pas le système capitaliste mondial ; ce n'est qu'une victoire relative contre lui. Il en est ainsi, parce que le système capitaliste mondial n'a qu'une seule limite « absolue » : sa propre existence en tant que régime mondial. Toutes les victoires de la révolution ouvrière, dans les pays avancés comme dans les pays arriérés, sont des victoires relatives, tant que le régime capitaliste mondial survit. Mais nous ne pouvons pas pour autant minimiser la victoire ouvrière dans un pays, ni la libération nationale du joug impérialiste, car ce sont les victoires les plus importantes que puisse obtenir actuellement le mouvement ouvrier mondial. Au contraire, ces victoires relatives sont ce qui nous

rapproche de la limite absolue : la liquidation du régime capitaliste mondial.

La relativité de toutes les victoires et défaites du mouvement ouvrier à l'échelle nationale s'inscrit dans le contexte de la lutte mondiale entre les exploités et l'impérialisme pour toute une époque historique. Et c'est justement parce que cette lutte est mondiale et historique que les victoires et les défaites nationales et momentanées de l'un des deux camps sont relatives. Mais à l'échelle mondiale et historique, la lutte est totale, absolue, à mort ; elle n'a rien de relatif, elle se termine par le socialisme ou par la barbarie.

A l'échelle mondiale et historique, la loi de l'impérialisme découle de ces considérations : le capitalisme en décomposition est un « obstacle absolu » à l'indépendance des pays arriérés et à la révolution sociale dans les pays avancés. Toutes les victoires sont relatives, tant que l'impérialisme subsiste, car celui-ci remettra, tôt ou tard (tant qu'il subsistera), les travailleurs du monde entier en esclavage, un esclavage pire qu'auparavant.

Là où les peuples arriérés et la classe ouvrière obtiendront une victoire, ils devront savoir – et c'est notre devoir de le leur dire – que tant que subsiste l'impérialisme, cette victoire est relative et momentanée, tactique, qu'elle sera remise en cause et menacée. Ils devront savoir que l'impérialisme ne pourra survivre que s'il les remet en esclavage, car l'impérialisme est le capitalisme en décomposition, un capitalisme dont la loi absolue (c'est-à-dire historique) est d'apporter une misère croissante à tous

les exploités de tous les pays du monde. Et, au lieu de dire cela, le camarade Germain dit aux masses des pays arriérés qu'elles ne doivent pas s'en faire, parce que l'impérialisme n'est pas un « obstacle absolu » pour la liquidation de l'oppression nationale !

### « Politique trotskiste » avec révisionnisme théorique ?

Cette liquidation de la théorie de la révolution permanente pour les pays arriérés est également la liquidation de la nécessité de la dictature du prolétariat dans ces pays. Mais Germain se refuse à en tirer cette conclusion ; il tente de concilier son révisionnisme théorique avec une politique trotskiste, et il dit que le prolétariat des pays arriérés doit prendre le pouvoir pour résoudre le problème de la révolution démocratique bourgeoise. Mais si la dictature du prolétariat n'est pas nécessaire pour liquider l'oppression nationale (puisque la bourgeoisie nationale serait capable de diriger cette lutte victorieuse et que l'impérialisme n'est pas un obstacle absolu pour cela), pourquoi le prolétariat devrait-il prendre le pouvoir ? Germain nous répond avec trois arguments : 1) parce que « l'oppression nationale » n'a rien à voir avec l'exploitation économique de la nation (l'oppression est liquidée, mais l'exploitation subsiste) ; 2) parce que la révolution agraire reste encore à faire (il insinue que celle-ci est la tâche démocratique bourgeoise fondamentale) ; 3) parce que, en tant que marxistes, nous nous refusons (!) à reporter les soulèvements paysans et ouvriers à une autre étape. Voyons ces trois arguments dans l'ordre.

### 1. Germain nous présente le premier argument.

« Il n'est pas nécessaire de "rompre tous les liens avec l'impérialisme" pour éliminer l'oppression nationale étrangère. [...] Là où est éliminée l'oppression nationale étrangère, l'exploitation économique étrangère se poursuit et s'accroît. »<sup>47</sup>

Mais il faut faire la distinction entre les aspects formels de toute exploitation et ses aspects réels. Sous l'impérialisme capitaliste, l'essence de l'exploitation coloniale n'est pas politique, mais économique. Cette différence entre oppression nationale et exploitation économique est un jeu de mots. L'oppression nationale n'est autre que l'expression de l'exploitation économique, et cette exploitation économique prend différentes formes politiques (colonie, semi-colonie et pays dépendant). Pour Germain, oppression nationale est synonyme de colonie. Pour nous non, car une semi-colonie ou un pays dépendant reste une nation opprimée par l'impérialisme, même si elle a une indépendance politique formelle. Il n'y a pas d'exploitation économique sans oppression nationale et inversement. Sous n'importe quelle forme, l'exploitation d'un pays par un autre reste une oppression nationale et une exploitation économique en même temps.

### 2. Deuxième argument de Germain :

« C'est parce que la question agraire n'est résolue aujourd'hui dans aucun des pays coloniaux qui ont conquis leur indépendance nationale après la Seconde Guerre mondiale que, malgré la situation minoritaire du prolétariat, l'instauration

de la dictature du prolétariat allié à la paysannerie pauvre reste une perspective réaliste. »<sup>48</sup>

Germain dit que la dictature du prolétariat est possible dans les pays semi-coloniaux, parce que ceux-ci n'ont pas encore résolu la révolution agraire. Et le fait qu'ils continuent à être des semi-colonies, n'a-t-il rien à voir avec la révolution ouvrière ? Si « semi-colonial » signifie que ces pays n'ont pas encore réussi à se libérer de l'impérialisme, le fait d'obtenir une libération nationale effective, n'est-ce pas également une perspective réaliste pour la dictature du prolétariat ? Pourquoi ne pas donner d'importance (du point de vue de la révolution ouvrière) au fait que ces pays continuent à être des semi-colonies ? La tâche de libération nationale, n'est-elle pas aussi réaliste que la révolution agraire pour le prolétariat des pays arriérés ?

Nous, par contre, nous pensons que, dans les pays arriérés, les deux tâches les plus importantes à affronter par les masses sont celle de la libération nationale et celle de la révolution agraire, intimement liées, combinées. (Germain reconnaît cela dans son texte.) Ces deux tâches se combinent étroitement pour des raisons objectives, la pénétration impérialiste se combine avec la grande propriété foncière dans la structure économique du pays arriéré. Dans sa pénétration, l'impérialisme construit des rapports de production capitaliste dominés par le capital étranger dans le pays arriéré. Et la propriété foncière continue à être subordonnée à ces rapports et à cette domination du capital impérialiste. Par ailleurs, à travers le marché mondial,

également contrôlé par l'impérialisme, s'établit un lien étroit entre la classe des propriétaires fonciers et l'impérialisme comprador.

Tous ces rapports économiques font que les deux tâches historiques posées dans les pays arriérés, la libération nationale et la révolution agraire, sont intimement liées. Et, n'en déplaise au camarade Germain, la plus difficile de ces deux tâches (si l'on peut les séparer) est celle de la lutte contre l'impérialisme, car celui-ci est beaucoup plus fort que la classe des propriétaires fonciers.

### 3. Troisième argument, ou ultime tranchée et véritable conception de Germain :

« Les marxistes révolutionnaires repoussent cette théorie [menchevik], non seulement parce qu'ils insistent sur l'incapacité de la bourgeoisie nationale à conquérir réellement l'indépendance nationale contre l'impérialisme, sans prendre en considération les circonstances concrètes. Ils la rejettent, parce qu'ils se refusent à reporter à une étape supérieure les soulèvements des ouvriers et des paysans pour leurs propres intérêts de classe ; inévitablement, ces derniers se soulèveront spontanément lors de la lutte nationale, au fur et à mesure que celle-ci se déroulera, et ce soulèvement se comblera rapidement en un programme commun inséparable dans la conscience des masses. »<sup>49</sup>

Nous devons préciser tout d'abord que la « théorie menchevik » fut une théorie élaborée par rapport à l'oppression absolutiste féodale, c'est-à-dire par rapport à la révolution bourgeoise classique, antiféodale et anti-absolutiste ; et

non en tant que réponse à l'oppression nationale impérialiste, comme il semblerait découler de cette affirmation de Germain. (Ce sont les stalinien qui ont transposé cette conception menchevik aux pays dominés par l'impérialisme.) Pour les mencheviks, la révolution démocratique et paysanne antiféodale pouvait être menée à bien sous la direction de la bourgeoisie nationale. Pas pour Lénine et Trotsky. Pour les stalinien, la révolution nationale et anti-impérialiste peut être menée à bien sous la direction de la bourgeoisie nationale. Pas pour Trotsky. Pour les mencheviks et les stalinien, il n'y a pas de contradiction « absolue » entre la bourgeoisie nationale, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution agraire. Pour nous, les trotskistes, il y en a. Et ce n'est que pour les mencheviks et les stalinien qu'il y a une bourgeoisie nationale capable de remplir ces tâches historiques et, par conséquent, de s'accommoder avec les soulèvements ouvriers et paysans. Pour les trotskistes, les bourgeoisies nationales se rangent dans le camp de l'impérialisme et des propriétaires fonciers *contre* les soulèvements ouvriers et paysans.

Mais dans cette citation, il y a une affirmation aussi grave, ou même plus grave, que celle de la citation précédente : en tant que trotskistes, ce ne serait pas « principalement » parce que nous pensons que la bourgeoisie nationale est incapable de réaliser la révolution démocratique, que nous rejetons la théorie de la révolution par étapes dans les pays arriérés ; ce serait parce que « nous nous refusons à reporter à une

autre étape les soulèvements ouvriers et paysans ». C'est-à-dire : nous repousserions la théorie de la révolution par étapes parce que cela nous plaît de faire la révolution socialiste tout de suite.

En premier lieu (et nous regrettons de faire descendre Germain de son piédestal), ceux qui décident du report, ou non, des soulèvements ouvriers et paysans, ce sont les ouvriers et les paysans eux-mêmes. Nous pouvons tout au plus décider de l'orientation que nous donnons à ces soulèvements, vers la prise du pouvoir, ou non. Mais la réalité concrète est que c'est sans demander l'autorisation à Germain, que les soulèvements ouvriers et paysans se produisent dans les pays arriérés.

En second lieu, nous sommes donc tous d'accord, Germain et nous, pour orienter ces soulèvements vers la prise du pouvoir, mais pour des motifs distincts. Pour le camarade Germain c'est parce que, en tant que trotskistes, nous avons envie de faire la révolution socialiste tout de suite et que nous refusons de la reporter. Notre motif est totalement opposé. Nous pensons que le caractère socialiste de la révolution dans les pays arriérés découle de la structure même de la société. Et cette structure impose tout d'abord le fait que la seule classe qui puisse mener à bien la révolution démocratique est la classe ouvrière. Cela découle également du fait que, dans le régime capitaliste (arriéré ou non), toutes les arriérations font partie intégrante de la structure de ce régime, de sa structure à l'échelle nationale comme mondiale. Combattre l'arriération paysanne ou nationale, c'est-à-dire

lutter contre l'oppression nationale ou paysanne, cela signifie attaquer le capitalisme national et international pour des raisons structurelles, objectives. Cela signifie attaquer l'impérialisme, la base de toutes les exploitations existantes, parce que toutes les exploitations sont combinées et subordonnées à l'exploitation impérialiste.

Il ne s'agit pas ici d'une divergence académique, car dans les pays arriérés, les trotskistes ne seront pas les seuls à vouloir diriger les soulèvements ouvriers et paysans et la révolution démocratique. Ils se heurteront à la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales, ainsi qu'à leurs agents stalinien dans le mouvement ouvrier, tentant de prendre la direction pour ensuite trahir les masses, comme cela s'est passé – et s'est terminé tragiquement – en Bolivie, au Chili et en Indonésie, pour ne citer que quelques exemples. Et dans les pays arriérés, la classe ouvrière ne conduira la révolution que si elle dispute la direction de la révolution démocratique bourgeoise à la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales. Pour que le prolétariat puisse se battre pour la direction et la gagner, le devoir des marxistes révolutionnaires est de dénoncer la trahison inévitable de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationales à la révolution démocratique bourgeoise, même si à un certain moment, ayant pris peur, elles participent à une phase du processus révolutionnaire. Notre devoir est d'expliquer inlassablement aux travailleurs que le seul moyen de mener jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise est qu'ils en

prennent la direction et imposent leur dictature.

Si, au lieu de cela, nous allons expliquer aux travailleurs que l'impérialisme n'est pas un « obstacle absolu » à la libération nationale, que la bourgeoisie nationale peut rompre tous ses liens avec l'impérialisme et diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère, et qu'ils doivent prendre le pouvoir pour la seule raison que les trotskistes se refusent à reporter la révolution socialiste, la direction de la révolution démocratique bourgeoise restera sans aucun doute aux mains de la bourgeoisie et la défaite sera inévitable. La responsabilité politique de la défaite sera celle de Germain et la responsabilité théorique reviendra à son révisionnisme de la théorie de la révolution permanente. Toute tentative de baser la dictature du prolétariat dans les pays arriérés sur les tâches socialistes de la révolution, en laissant de côté la révolution démocratique bourgeoise, détruira toute possibilité de victoire de la classe ouvrière.

#### **7.5. Germain révisé la conception marxiste concernant les mouvements nationalistes des nationalités opprimées**

Nous avons vu que, pour Germain, la bourgeoisie nationaliste et l'impérialisme jouent un rôle relativement progressiste dans la lutte contre l'« oppression étrangère » : la première serait capable de libérer le pays arriéré, le second de permettre cette libération. Comme cela arrive très couramment avec ceux qui soutiennent des positions opportunistes, Germain – qui y est arrivé en passant par le révisionnisme le plus

grossier – passe à une position sectaire (tout aussi révisionniste) concernant les mouvements nationalistes des nationalités opprimées. Il suppose que ces mouvements sont en général réactionnaires, non progressistes. La conclusion politique est évidente : sauf exceptions, il ne faut pas les soutenir. Pour démontrer sa thèse, le camarade Germain utilise trois arguments et une série de citations.

### 1. Premier argument :

Le nationalisme a cessé d'être une idéologie progressiste pour devenir réactionnaire, et la seule idéologie progressiste dans l'époque impérialiste est l'internationalisme prolétarien.

Pour arriver à cette conclusion, Germain commence par nous expliquer que le nationalisme était progressiste aux 16e, 17e et 18e siècles, « *au cours de la période classique de la révolution démocratique bourgeoise de l'ère préindustrielle, quand la bourgeoisie était une classe historiquement révolutionnaire. C'était une puissante arme idéologique et politique contre les deux forces sociales réactionnaires : les forces régionales particulières, féodales ou semi-féodales, qui résistaient à leur intégration dans des nations modernes ; et les monarques absolus autochtones ou étrangers. [...] Avec l'époque impérialiste, le nationalisme devient généralement réactionnaire, même s'il a un caractère "purement" bourgeois ou petit-bourgeois. L'idée universelle de l'organisation indépendante de la classe laborieuse, d'objectifs de classe autonomes poursuivis par le prolétariat et la paysannerie pauvre dans la lutte de classes, de la solidarité internationale de classe des travailleurs de tous les*

*pays et de toutes les nationalités, s'oppose à l'idée de solidarité nationale et de communauté nationale d'intérêts.* »<sup>50</sup>

Nous pensons que c'est pour cette raison que, dans le Document européen, les camarades de la majorité ne soutiennent pas la lutte des guérillas des colonies portugaises. Leur raisonnement doit avoir été que, même si elle est sans aucun doute une lutte anti-impérialiste, son idéologie est réactionnaire, car nationaliste. Cependant, les camarades de la majorité ont applaudi chaleureusement les Tupamaros en Uruguay et le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro. Ceux-ci n'avaient-ils donc pas une idéologie nationaliste ? Pour être conséquents, les camarades devraient dire à Fidel Castro et aux Tupamaros qu'ils ont une idéologie réactionnaire. Cette contradiction théorique flagrante provient du manque de critère pour juger les mouvements. Si, comme nous, ils les avaient jugés par le rôle objectif qu'ils remplissent dans la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale à un moment déterminé, ils auraient pu avoir une politique conséquente et une analyse théorique correcte.

Pour l'analyse marxiste, le nationalisme devenu réactionnaire est celui des pays avancés, car c'est un nationalisme impérialiste. Par contre, le nationalisme des pays arriérés garde non seulement les vertus du nationalisme européen des 16e, 17e et 18e siècles, mais il l'accroît. Le camarade Germain pense qu'il y a une contradiction absolue entre l'internationalisme prolétarien et le nationalisme en général, y compris dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme. Et

en tant que phénoménologue, il pose ce problème comme étant « idéologique ». Mais le nationalisme, comme toute idéologie, a un contenu de classe et suit les va-et-vient de la lutte de classes. En tant que marxistes, nous le définissons comme une idéologie de tel ou tel mouvement ou secteur social, à telle ou telle étape de la lutte de classes, et non comme une idéologie « en soi ». Le nationalisme des grands pays impérialistes est réactionnaire, car il promeut l'exploitation des pays arriérés. Mais c'est précisément contre l'impérialisme (et le nationalisme impérialiste) que naissent dans les pays arriérés des mouvements d'idéologie nationaliste ou démocratique. Est-il vrai que ces mouvements et ces idéologies sont réactionnaires en général ? L'idéologie peut-elle être réactionnaire, et le mouvement progressiste ? L'idéologie nationaliste d'un mouvement nationaliste dans un pays arriéré est-elle aussi réactionnaire que l'idéologie nationaliste de l'impérialisme ?

Cela doit être ainsi pour le camarade Germain, puisqu'il ne fait absolument aucune distinction entre le nationalisme anti-impérialiste dans un pays arriéré et le nationalisme pro-impérialiste dans un pays avancé. Pour nous, les mouvements nationalistes des nationalités opprimées sont progressistes, dans la mesure où ils vont contre l'impérialisme, et leur idéologie est contradictoire, c'est-à-dire progressiste dans la même mesure.

Le rapport entre l'idéologie nationaliste et l'internationalisme prolétarien est le même que le rapport existant entre le mouvement nationaliste et le parti révolutionnaire, et il est déterminé

par ce dernier rapport. Une fois de plus, les idéologies n'établissent pas de rapport entre elles, en tant qu'idéologies « en soi », mais leurs rapports se basent sur les rapports objectifs, c'est-à-dire sur les mouvements sociaux qu'ils reflètent.

Sous l'impérialisme apparaissent, en même temps que le mouvement ouvrier, toutes sortes de mouvements et de secteurs sociaux qui sont objectivement et momentanément progressistes, révolutionnaires (lutte contre la législation répressive, pour la libération des emprisonnés, contre la domination impérialiste, pour le droit de vote, le droit à l'avortement, la révolution agraire, etc.) Ces mouvements non prolétariens ont, logiquement, des idéologies non prolétariennes, mais elles ne cessent pas pour autant d'être progressistes. Leurs idéologies reflètent le caractère du mouvement qu'elles soutiennent.

Le facteur déterminant est toujours le facteur social des luttes de classes, pas le facteur idéologique. Le mouvement paysan, par exemple, est très souvent pour la redistribution des terres. C'est une idéologie petite-bourgeoise, mais progressiste dans la mesure où elle va contre les propriétaires fonciers. Mais lorsque le mouvement paysan s'agrippe à cette revendication contre la nationalisation socialiste, il devient réactionnaire et l'aspect réactionnaire se transfère à son idéologie. Nous pouvons dire la même chose en ce qui concerne le mouvement féministe. Que ce mouvement ait à un certain moment une fausse idéologie féministe ne veut pas dire qu'il ne reste pas progressiste, dans la mesure où il mobilise d'amples secteurs de femmes

contre le capitalisme. Il en est de même pour les mouvements nationalistes des nationalités opprimées : leur idéologie est à un certain moment progressiste, bien qu'elle ne soit pas prolétarienne.

Notre parti mondial et nos sections nationales, en tant que représentants des intérêts historiques de la classe ouvrière, ont une politique par rapport aux mouvements nationalistes : celle de se lier intimement à eux, de former des fronts avec eux, mais sans perdre, ne serait-ce qu'un seul instant, notre indépendance politique vis-à-vis d'eux. Et nous avons précisément cette politique en tant que représentants des intérêts historiques de la classe ouvrière, intérêts qui à notre époque se résument en un seul : détruire le système impérialiste mondial. Pour le détruire, nous frappons ensemble avec tout mouvement ou secteur social qui est disposé à le faire.

C'est ce rapport de notre parti et de notre classe avec les mouvements nationalistes, qui détermine le rapport de notre idéologie avec l'idéologie de ces mouvements : elles vont ensemble dans tous les aspects de l'idéologie nationaliste bourgeoise ou petite bourgeoisie qui affrontent l'idéologie nationaliste de l'impérialisme. Mais l'internationalisme prolétarien, en tant qu'idéologie, ne se laisse pas pénétrer ; il se maintient strictement indépendant des aspects réactionnaires du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois.

Vue de cette manière objective (sur base de la lutte de classes et non des idéologies « en soi »), l'affirmation du camarade Germain – selon laquelle « les objectifs de classe autonomes

poursuivis par le prolétariat et la paysannerie pauvre » s'opposent à la « solidarité nationale et la communauté nationale d'intérêts » dans les pays arriérés – revient à dire qu'il y a un antagonisme insoluble entre la révolution démocratique bourgeoise des pays arriérés et la révolution socialiste internationale, alors qu'en réalité, il y a un rapport intime entre les deux tâches.

C'est pareil pour l'internationalisme prolétarien et le nationalisme des nationalités opprimées. L'internationalisme prolétarien a une raison d'être objective : il est né comme réponse nécessaire du mouvement ouvrier à l'existence du système capitaliste mondial. Aujourd'hui, ce système capitaliste mondial trouve sa plus haute expression dans le système impérialiste et c'est celui-ci qui est la base objective actuelle de l'internationalisme prolétarien.

Le nationalisme des nationalités opprimées lutte contre le même ennemi. Nous ne comprenons donc pas pourquoi le nationalisme était progressiste au 18<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il affrontait les seigneurs féodaux et les monarchies absolues, et qu'il ne l'est plus maintenant, alors qu'il affronte dans les pays arriérés un ennemi beaucoup plus fort et plus dangereux – le principal ennemi du prolétariat international : l'impérialisme. Avec ce même critère, tous les mouvements progressistes de type démocratique des siècles antérieurs ont cessé d'être progressistes. Nous nous imaginons déjà Germain en train d'argumenter que le mouvement pour l'enseignement laïc a cessé d'être progressiste, alors que l'impérialisme

mondial est devenu ultra-montain<sup>c</sup> et veut imposer l'enseignement religieux dans les écoles. Pour nous, au contraire, un mouvement pour l'enseignement laïc, dans les pays où il y a un enseignement religieux, est progressiste, quels que soient ceux qui le dirigent et quels que soient ceux qui s'y opposent. Si, il y a un siècle, ce mouvement affrontait la réaction des propriétaires fonciers, et aujourd'hui il affronte la réaction impérialiste, il est autant, sinon plus, progressiste qu'auparavant. Les mouvements se définissent par leur objectif historique et par les ennemis qu'ils affrontent. Les mouvements nationalistes des nationalités opprimées sont progressistes parce qu'ils ont un objectif historique progressiste – la libération nationale – et s'affrontent au plus réactionnaire des ennemis, l'impérialisme.

## 2. Deuxième argument :

Nous pourrions soutenir exceptionnellement les mouvements nationalistes dont les directions ne comportent pas d'éléments bourgeois ou petits-bourgeois, mais nous ne soutiendrions pas ceux qui en ont.

« Cette opposition de Lénine au nationalisme – dit Germain – n'est pas un principe abstrait et formel, mais elle découle, comme l'indique Lénine, d'une "notion claire des circonstances historiques et économiques". C'est la raison pour laquelle il peut y avoir quelques exceptions à la loi, basées sur des "conditions historiques et économiques" exceptionnelles, dans les nationalités opprimées qui n'ont pas leur propre classe dominante, ou qui n'ont qu'un embryon de bourgeoisie et

*où il est exclu que, dans la situation donnée et à venir, cet embryon actuel puisse devenir une classe dominante sans une désintégration totale de la structure impérialiste. Les meilleurs exemples de telles exceptions sont les nationalités noires et chicanos au sein des Etats-Unis. [...] Mais il est clair que le Québec, la Catalogne, le Pays basque, l'Inde, Ceylan et les nations arabes ne peuvent pas être qualifiés d'exceptions. Toutes ces nations ont leur propre classe bourgeoise. Nombre d'entre elles ont également leurs propres Etats semi-coloniaux. Soutenir le nationalisme au sein de ces nationalités – sous prétexte de soutenir les luttes anti-impérialistes ou de défendre la doctrine que le "nationalisme conséquent" peut automatiquement diriger la lutte vers la dictature du prolétariat –, c'est perdre de vue la "notion claire des circonstances historiques et économiques"; c'est perdre de vue la structure de classe, les définitions de classe et les conflits de classe irréconciliables au sein de ces nations, que l'oppression nationale et l'exploitation économique par l'impérialisme n'éliminent pas, mais, au contraire, intensifient, par rapport à ce qui se passe dans les nations non opprimées.* »<sup>51</sup>

Germain classe ainsi les mouvements en fonction de l'importance de l'intervention d'éléments bourgeois en leur sein, et non selon leur caractère de masses et la lutte qu'ils mènent à un certain moment contre l'impérialisme. Il pourrait classer de la même manière n'importe quelle lutte du mouvement de masses et arriver à la conclusion, par exemple, que nous ne soutiendrions que les syndicats ou partis ouvriers qui

<sup>c</sup> En bonnes relations avec le Vatican.

ont des directions révolutionnaires, ou les mouvements démocratiques qui ont une direction ouvrière.

Au contraire, nous pensons que, sans cesser de critiquer leurs directions et de nous en différencier, il faut soutenir toutes les luttes ouvrières ou démocratiques qui vont objectivement contre la bourgeoisie et qui sont progressistes, quelles que soient leurs directions. Nous devons garder ce même critère par rapport à tout mouvement nationaliste. S'il va objectivement contre l'impérialisme, nous devons le soutenir, quelle que soit sa direction, en nous différenciant de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et en attaquant leurs inévitables trahisons. C'est ce que nous devons faire pour tout mouvement qui part de revendications démocratiques progressistes (pour la libération de prisonniers politiques, l'avortement, l'égalité des femmes, etc.), quels que soient ceux qui y interviennent et quel que soit le secteur qui le dirige à ce moment-là.

### 3. Troisième argument :

Il y a une différence entre la lutte pour l'autodétermination nationale et les mouvements nationalistes, et il faut faire une distinction claire entre les deux. « *Ni les sectaires ni les opportunistes – dit Germain – ne font cette distinction élémentaire entre la lutte pour l'autodétermination nationale et l'idéologie nationaliste. Les sectaires refusent de soutenir les luttes pour l'autodétermination nationale sous prétexte que l'idéologie qui prévaut parmi les combattants et les dirigeants est le nationalisme. Les opportunistes refusent de combattre les idéologies nationalistes bourgeoises et*

*petites-bourgeoises, sous prétexte que la lutte pour l'autodétermination nationale, dans laquelle prédomine cette idéologie, est progressiste. [...] La position correcte, marxiste et révolutionnaire, est de combiner le soutien total à la lutte des masses pour l'autodétermination nationale, y compris les revendications concrètes qui expriment ce droit dans les domaines politique, culturel et linguistique, avec la lutte contre le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois.* »<sup>52</sup>

Il y a plusieurs choses incompréhensibles dans cet argument. La première est que Germain se limite aux « revendications concrètes politiques, culturelles et linguistiques ». N'y a-t-il pas un domaine économique dans la lutte pour l'autodétermination nationale ? L'expropriation sans indemnités des entreprises impérialistes, n'est-elle pas la plus grande expression de la lutte pour l'autodétermination nationale, comme l'a montré Trotsky au sujet du pétrole mexicain ?

La deuxième est l'affirmation que « l'idéologie qui prévaut parmi les combattants pour l'autodétermination nationale » est le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois. Si par cela le camarade Germain veut dire que les masses se mobilisent derrière une direction bourgeoise ou petite-bourgeoise, et que nous devons lutter pour que ce soit la classe ouvrière qui prenne la direction, nous sommes totalement d'accord. Mais s'il en conclut que leur sentiment nationaliste est réactionnaire et que nous devons le combattre frontalement en lui opposant l'internationalisme prolétarien, nous ne sommes pas du tout

d'accord. Ce sentiment nationaliste des masses est contradictoire : en tant que nationaliste il est progressiste ; en tant que confiance dans les exploités nationaux, il est réactionnaire, et non seulement réactionnaire, mais inconséquent, car la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales sont incapables de mener à bien la libération nationale d'un pays arriéré contre l'impérialisme.

Pourquoi devrions-nous rejeter en bloc ce sentiment contradictoire ? Si nous développons l'aspect positif de ce sentiment (le nationalisme) jusqu'au bout, jusqu'au nationalisme conséquent, cela ne dévoilera-t-il pas les hésitations et les trahisons de la direction bourgeoise ? Qu'y a-t-il de réactionnaire dans le sentiment nationaliste anti-impérialiste conséquent ? Quel autre moyen de liquider l'influence idéologique et la direction bourgeoise des mouvements nationalistes le camarade Germain propose-t-il ? La propagande générale sur l'internationalisme prolétarien et sur le contenu réactionnaire de l'idéologie nationaliste bourgeoise ?

Toutes ces questions restent sans réponse, car le camarade Germain fait une séparation absolue entre les luttes anti-impérialistes et le nationalisme, alors qu'en réalité elles sont intimement liées, le nationalisme étant l'expression idéologique des luttes anti-impérialistes.

Pour ne pas enfoncer le clou, nous laissons de côté le fait qu'en dernière instance, Germain propose que nous utilisions essentiellement des mots d'ordre négatifs, c'est-à-dire que nous tombions dans les fameux « anti » qui, selon Trotsky, caractérisent les opportunistes.

Nous sommes pour des mots d'ordre positifs (nationalisme au lieu d'anti-impérialisme) qui caractérisaient les bolcheviks.

### Une falsification scandaleuse

Pour appuyer ces arguments et sa conclusion que, sauf exceptions, nous ne devons pas soutenir le nationalisme des nationalités opprimées, le camarade Germain en appelle à l'autorité de Lénine et de Trotsky. Il dit que « *Lénine a tout à fait la même position [que Germain]* », et il précise que « *dans sa majeure contribution finale au problème, qui a valeur programmatique, ses "Thèses sur la question nationale et coloniale", écrites pour le 2e Congrès du Komintern, nous pouvons lire le passage suivant très éclairant* ». <sup>53</sup> Ce « passage très éclairant » dont parle Germain est la fraude théorique la plus scandaleuse de l'histoire de notre mouvement.

Lors du 2e Congrès de la IIIe Internationale, il y eut une discussion sur la question nationale et coloniale entre Lénine et le délégué de l'Inde, Roy. Cette discussion se termine par un vote sur le texte « Thèses et suppléments... », un texte qui comprend quelques-unes des positions initiales de Lénine, ainsi que celles de Roy. Dans les *Œuvres complètes* de Lénine, on trouve le texte avec les positions spécifiques de Lénine, bien différentes de celles de Roy. Voici la citation, telle que transcrite par Germain :

« *Le Parti communiste, en tant qu'interprète conscient du prolétariat dans la lutte contre le joug de la bourgeoisie, ne doit pas considérer les principes abstraits et formels comme clé essentielle de la question nationale, mais bien : 1) une*

compréhension claire de la situation historique et économique ; 2) la dissociation précise entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la notion générale d'intérêts dits nationaux, qui représentent en fait ceux de la classe dominante ; 3) la division également claire et précise entre les nations opprimées, dépendantes, colonisées, et les nations oppressantes, exploitantes, qui jouissent de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule soigneusement l'asservissement (typique de l'époque du capital financier, de l'impérialisme) de la grande majorité des populations du globe par une minorité de pays impérialistes riches grâce à leur puissance colonisatrice et financière.

[...] C'est la pratique habituelle – non seulement des partis du centre de la IIe Internationale, mais aussi de ceux qui l'ont abandonnée – utilisée pour reconnaître l'internationalisme en parole et le remplacer, en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, par le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit maintenant aussi parmi les partis qui se revendiquent comme communistes. [...] Le nationalisme petit-bourgeois limite l'internationalisme à la reconnaissance du principe de l'égalité des nations et conserve intact l'égoïsme national (sans insister d'emblée sur son caractère purement verbal).

[...] Dans les pays opprimés, il y a deux mouvements qui se séparent chaque jour davantage : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est

celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres, un mouvement pour leur émancipation de toutes les formes d'exploitation.

Le premier essaye de diriger l'autre et il y est parvenu dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et revenir au développement des sentiments de classe indépendants parmi les masses ouvrières des colonies. »

Le mensonge de Germain est le suivant : les deux premiers paragraphes sont bien de Lénine, mais les deux derniers (présentés comme étant de Lénine) sont de Roy, le délégué de l'Inde. En outre, les deux paragraphes de Lénine appartiennent bien aux « Thèses sur la question nationale et coloniale », mais ceux de Roy sont d'une autre résolution, les « Thèses supplémentaires », que Lénine n'a pas écrites. Qui plus est, pour obtenir son « passage éclairant », Germain saute de la thèse 2 à la thèse 10, sans préciser qu'il ne s'agit plus du tout du même thème, car la thèse 10 parle des partis et des courants qui ont rompu avec la social-démocratie, principalement dans les pays impérialistes.

Voyons maintenant ce que dit Lénine réellement :

« Premièrement : que tous les partis communistes doivent aider le mouvement de libération démocratique bourgeois dans ces pays, et que le devoir de leur prêter l'aide la plus active repose en premier lieu sur les ouvriers du pays dont la nation arriérée est dépendante, comme colonie ou financièrement. »<sup>54</sup>

Mais le camarade Germain change non seulement les citations ; il oublie de

mentionner qu'il y eut toute une discussion entre Roy et Lénine. Lors de celle-ci, Roy était celui qui avait la position la plus ultra-gauchiste et Lénine avait la position la plus favorable à la bourgeoisie nationale. C'est ainsi que Lénine résume ces discussions dans ses Œuvres complètes en disant : « Nous avons discuté de la question de savoir s'il était correct, du point de vue des principes et de la théorie, d'affirmer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir, ou non, le mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés ; après cette discussion, nous nous sommes mis d'accord à l'unanimité pour parler de mouvement nationaliste révolutionnaire au lieu de mouvement démocratique bourgeois. »<sup>55</sup>

Ce changement dans la définition des mouvements nationalistes a avoir avec le caractère de ces mouvements (réformiste ou révolutionnaire) et non, comme semble l'interpréter Germain, avec la classe qui les dirige. Par ailleurs, ce fut une solution de conciliation, une concession de Lénine à Roy. Et cela est démontré par le fait que Lénine disait, au même moment, que les deux grands mouvements mondiaux qui combattent l'impérialisme étaient « les mouvements soviétiques des ouvriers des pays avancés et d'autre part, tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées ».

Cette position de Lénine fut développée beaucoup plus lors du 4e Congrès de l'Internationale communiste, dans les fameuses Thèses sur l'Orient, où il est dit catégoriquement : « Se rendant compte que dans diverses conditions historiques,

les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole de l'autonomie politique, l'Internationale communiste soutient tout mouvement nationaliste révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. [...] De la même manière, il est indispensable de forcer les partis nationalistes bourgeois à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire. [...] Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste, sous le prétexte de la "défense" exclusive des intérêts de classe, est la conséquence d'un opportunisme malsain qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. »<sup>56</sup>

Il est évident que, pour Lénine, la question de savoir qui dirige le mouvement est secondaire, l'important étant que la lutte soit bien menée contre l'impérialisme. S'il en est ainsi, nous « soutenons tout mouvement nationaliste », même s'il est dirigé par des féodaux ou par la bourgeoisie nationale. Nous sommes d'accord avec Lénine pour soutenir tout mouvement qui lutte contre l'impérialisme, et nous ne soutenons pas les mouvements nationalistes qui s'appuient sur lui, comme le sionisme. Pour Germain, nous ne devrions pas agir ainsi : nous devrions soutenir les mouvements nationalistes dans le cas exceptionnel où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales n'y participent pas. S'ils y participent, nous ne les soutenons pas. Et le prétexte qu'il donne pour défendre cette position, ce sont « les objectifs autonomes de classe », prétexte très analogue à celui de « la défense exclusive des intérêts de

classe » que Lénine dénonçait comme un « opportunisme malsain ».

Trotsky, héritier des enseignements de Lénine, éclaircit encore mieux le critère léniniste de soutien à tout mouvement nationaliste, quelle que soit sa direction : il élimine directement de son orientation politique l'adjectif « révolutionnaires » de Roy pour qualifier les mouvements nationalistes, et il considère l'idéologie de Sun Yat Sen comme progressiste, parce qu'elle était nationaliste. Voyons ce que disait Trotsky : « *Le mouvement nationaliste en Orient est un facteur progressiste dans l'histoire mondiale. La lutte pour l'indépendance de l'Inde est hautement progressiste, mais nous savons tous que c'est en même temps une lutte pour des objectifs nationalistes bourgeois strictement limités. La lutte pour la libération de la Chine, l'idéologie de Sun Yat Sen, est une lutte démocratique avec une idéologie progressiste, mais quand même bourgeoise. Nous sommes d'accord avec le soutien communiste au Kuomintang chinois, que nous essayons de radicaliser.* »<sup>57</sup>

« *Nous voyons la Turquie abolissant le califat et MacDonald le rétablissant.<sup>d</sup> N'est-ce pas un exemple remarquable du menchevisme contre-révolutionnaire de l'Occident et du démocratisme progressiste et nationaliste bourgeois de l'Orient ? L'Afghanistan est aujourd'hui le théâtre d'évènements vraiment dramatiques : l'Angleterre de Ramsey MacDonald y lutte contre l'aile nationaliste bourgeoise de gauche, qui essaye d'eupéaniser un*

*Afghanistan indépendant. L'Angleterre se propose de mettre le pouvoir de ce pays aux mains des éléments les plus ignorants et réactionnaires, imbus des pires préjugés du pan-islamisme, du califat, etc. Une appréciation correcte de ces deux forces en lutte permettra de comprendre pourquoi l'Orient se rapproche de plus en plus de nous, de l'Union soviétique et de la IIIe Internationale.* »<sup>58</sup>

La position de Trotsky par rapport aux mouvements nationaux bourgeois et petits-bourgeois latino-américains réaffirme ce qui précède. Elle est en faveur de Cardenas et de l'APRA péruvienne<sup>e</sup> et elle s'est concrétisée dans la résolution suivante de notre Internationale : « *Dans la lutte contre l'impérialisme étranger au Mexique, la direction de la LCI (groupe Galicia)<sup>f</sup> s'est acharnée contre le régime nationaliste bourgeois de Cardenas, l'attaquant d'une manière tendancieuse, sectaire et – étant donné les circonstances – objectivement réactionnaire, au lieu de mettre l'accent de son agitation*

<sup>e</sup> Lázaro Cárdenas del Río a été président du Mexique de 1934 à 1940, avec une politique de promotion de l'éducation, de la sécurité sociale et de la réforme agraire. L'APRA (Alianza Popular Revolucionaria Americana, Alliance populaire révolutionnaire américaine) est un parti né au Pérou en 1924 dans une perspective latino-américaine anti-impérialiste. Il est actuellement membre de l'Internationale socialiste.

<sup>f</sup> Les dirigeants Galicia et Fernandez de la LCI (Liga Comunista Internacionalista, Ligue communiste internationaliste) du Mexique ont fait l'objet d'une critique (dont le texte cité est extrait), lors de la Conférence de Fondation de la IVe Internationale en 1938. Ces critiques ont donné lieu à une profonde réorganisation de la section mexicaine.

*sur la lutte contre les bandits nord-américains et britanniques.* »<sup>59</sup>

Germain révisé Trotsky et le marxisme, non seulement sur le terrain de la conception générale, mais aussi dans les cas concrets qu'il cite en exemple. Selon lui, le trotskisme est contre le nationalisme catalan, car c'est un mouvement auquel participe la bourgeoisie. Voyons ce que disait Trotsky sur le mouvement nationaliste catalan :

« *J'ai déjà affirmé qu'à l'étape actuelle, le nationalisme petit-bourgeois catalan est progressiste, mais à une seule condition : qu'il développe son activité hors des rangs communistes et qu'il puisse toujours être critiqué par eux. [...] Etant donné la combinaison actuelle des forces de classe, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste dans la phase actuelle, alors que le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette différence, qui l'ignore ou qui ne la valorise pas en premier lieu, mais qui, au contraire, insiste pour minimiser sa signification, court le risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être perdu pour toujours pour la cause de la révolution prolétarienne. [...] Toute autre politique équivaudrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui contrôle le pays, contre le nationalisme révolutionnaire démocratique de la petite bourgeoisie d'une nationalité opprimée.* »<sup>60</sup>

Continuons maintenant avec le problème des Noirs aux Etats-Unis. Pour le camarade Germain, c'est une exception, étant donné qu'il s'agit d'un

nationalisme qu'il faut soutenir, parce qu'il provient d'une nationalité opprimée où il n'existe pas de bourgeoisie. L'Internationale communiste, pour sa part, considérait le problème des Noirs aux Etats-Unis comme une partie intégrante du mouvement mondial des Noirs, et non comme une exception limitée aux Etats-Unis. Pour l'Internationale communiste, les Noirs étasuniens doivent être l'avant-garde de la lutte mondiale des Noirs d'Afrique et d'Amérique centrale : « *C'est pour cela que le 4e Congrès déclare que tous les communistes doivent appliquer, en particulier, les "Thèses sur la question coloniale" au problème des Noirs. [...] Le 4e Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme de mouvement des Noirs ayant pour fin de saboter et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme ou d'arrêter sa pénétration.* »<sup>61</sup>

Comme nous le voyons, pour l'Internationale communiste, le mouvement des Noirs ne fait qu'un dans le monde entier. Et il faut le soutenir partout, non seulement aux Etats-Unis, quels que soient ses dirigeants, à condition qu'il « ait comme objectif de saboter et d'affaiblir l'impérialisme ou d'arrêter sa pénétration ». Par conséquent, lorsque Germain dit que nous devons le soutenir en tant qu'exception aux Etats-Unis, il se trompe. Il essaye ainsi de diviser le mouvement nationaliste mondial des Noirs, en le séparant de celui des Etats-Unis. Toute cette discussion est très importante par rapport aux ouvriers immigrés, puisqu'ils sont très souvent une partie de la révolution coloniale au sein même des pays impérialistes. Dans

<sup>d</sup> James Ramsay MacDonald, du Labour Party, était Premier ministre du Royaume Uni, en 1924 et de 1929 à 1935.



d'autres cas, ils sont l'expression d'une nationalité opprimée. Ce dernier point n'est même pas soupçonné par les auteurs du Document européen de la majorité. Au contraire, ils confondent nationalité opprimée et nation.

### ***L'indépendance de classe***

Ce n'est que maintenant, après avoir défini objectivement notre politique en direction des mouvements nationalistes, que nous pouvons entrer dans le problème subjectif, c'est-à-dire le problème des directions. Que nous soutenions les mouvements nationalistes, quelle que soit leur direction, à la seule condition qu'ils aillent contre l'impérialisme, ne signifie pas que nous nous confondons avec la direction bourgeoise ou petite-bourgeoise de ces mouvements. De la même manière, lorsque nous soutenons un mouvement syndical qui lutte contre la bourgeoisie, nous ne nous confondons pas avec sa direction bureaucratique, ni ne diluons notre parti dans le syndicat. Nous maintenons notre indépendance de classe, ce qui veut dire que nous imposons une séparation nette entre ces directions et nous, et entre notre classe et notre parti et ces mouvements. Cette séparation nette nous permet de soutenir le mouvement nationaliste quand il va contre l'impérialisme et de mener en même temps une critique implacable contre ses directions et ses limitations.

Comment réaliser cette différenciation ? D'une part, en maintenant coûte que coûte la défense et l'impulsion des luttes ouvrières pour leurs intérêts spécifiques, et en dénonçant les directions bourgeoises du fait qu'elles prétendent utiliser le mouvement ouvrier pour

affronter l'impérialisme, tout en continuant à l'exploiter. D'autre part, et c'est ce qui est fondamental, en demandant au mouvement ouvrier qu'il exige de ces directions une lutte et des mesures conséquemment anti-impérialistes (sachant que ces dirigeants sont incapables de la mener), en tant que moyen de les démasquer aux yeux des masses et de mettre à l'ordre du jour la nécessité pour la classe ouvrière elle-même de prendre la direction du mouvement nationaliste. Et finalement, en nous opposant, d'une manière déterminée, à ce que le mouvement ouvrier mette ses organisations (syndicales et politiques) sous la discipline de la direction bourgeoise, et en insistant inlassablement sur la nécessité pour les travailleurs d'avoir une organisation et une politique indépendantes.

Mais tout cela n'est pas nouveau, c'est ce que nous faisons face à tout mouvement progressiste, tel que, par exemple, le mouvement aux Etats-Unis contre la guerre du Vietnam. Nous y soutenons le mouvement contre la guerre sans perdre l'indépendance de notre parti et sans cesser un seul instant d'attaquer les directions opportunistes ou libérales bourgeoises. La seule chose que nous ne pouvons pas faire, c'est de dire que nous ne les soutenons pas parce que c'est un mouvement démocratique où interviennent les bourgeois libéraux et les réformistes (et que ceux-ci dirigèrent à un certain moment).

Soutien aux mouvements progressistes, avec une totale indépendance pour critiquer le mouvement et ses directions, oui ; confusion et dilution de notre parti au sein du mouvement, non.

C'est là l'essence de la politique léniniste et trotskiste.

Germain nous en propose une autre : nous ne devons pas soutenir un mouvement nationaliste, même s'il affronte l'impérialisme, si y participent des secteurs bourgeois ou petits-bourgeois. Et ce révisionnisme germainiste nous pousse vers un danger très grave, celui

de nous confondre, à cause de notre politique, avec la bourgeoisie impérialiste elle-même. Cette dernière se gardera bien de soutenir les mouvements nationalistes qui vont contre elle, et au contraire les attaquera. Et Germain... ne leur donnera pas son soutien. Aux yeux des masses, quelle est la différence ?

# 8. La tendance majoritaire est le principal danger

## 8.1. Nous connaissons d'avance la réponse de Germain

Cela fait de nombreuses années que Trotsky a décrit le mode de raisonnement de la pensée opportuniste et sectaire. Cette description prend toute son actualité dans cette polémique, car c'est ce mode de raisonnement qu'emploient les camarades de la majorité et particulièrement Germain.

*« L'idéologie marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle prend en compte tous les facteurs décisifs d'une question donnée, non seulement dans leurs rapports réciproques, mais aussi dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment dans la perspective générale, mais c'est grâce à la perspective générale qu'elle éclaire l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément par cette analyse concrète que commence la politique. La pensée opportuniste et la pensée sectaire ont un trait en commun : de la complexité des circonstances et des forces, elles tirent toutes deux un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants – et qui quelquefois le sont de fait –, les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites. »<sup>1</sup>*

C'est ce que font systématiquement les camarades de la majorité. Ils isolent la tendance et la loi générale selon laquelle sans lutte armée, il n'y aura pas de révolution, et ils en font une loi unique de notre politique pour l'Amérique latine. Ils séparent la tendance vers le contrôle ouvrier de toutes les autres circonstances qui peuvent le rendre faisable à un moment déterminé, et seulement à ce moment-là de la lutte de classes, et le transforment en une stratégie et une tactique quasi permanente pour l'Europe. Ils abstraient un élément de la montée actuelle du mouvement de masses en Europe – l'existence d'une nombreuse avant-garde qui ne suit pas les appareils réformistes –, le transforment en une catégorie sociale, et en font l'axe stratégique de notre activité. Nous retrouvons toujours la même erreur, dans chaque analyse et dans chaque politique de la majorité.

Cette erreur fondamentale se combine avec d'autres qui rendent encore plus fautive cette façon de raisonner et de polémiquer. Dans presque tous les textes de la majorité, il y a une tendance très manifeste à l'impressionnisme, au subjectivisme (donnant l'importance fondamentale aux questions de type

idéologique – ou de conscience – et laissant de côté la situation objective de la lutte de classes), à l'économisme (surévaluant le facteur économique et le transposant mécaniquement à l'analyse politique) et à l'érudition (utilisant une avalanche de citations prises au pied de la lettre et hors de leur contexte pour asseoir une position). Tout cela se transforme au cours de la polémique en coups de théâtre, effets spectaculaires, manœuvres intellectuelles ou jeux sur les sentiments, afin d'impressionner l'auditoire.

Germain intervient toujours comme un avocat de la défense : il est moins préoccupé d'aller droit dans le vif du sujet et d'exposer avec netteté ce qu'il pense et propose de faire, que de se défendre d'avance contre toutes les attaques possibles que l'on puisse lui faire sous tous les angles imaginables. C'est ce qui donne lieu aux hauts sommets comme aux abîmes profonds par lesquels passe Germain : quand la cause qu'il défend est juste, elle brille de tous ses feux, solidement protégée par cette carapace défensive qui l'entoure ; mais lorsqu'elle est injuste, la véritable position défendue reste cachée et confuse, derrière cette même carapace, comme une toile d'araignée inextricable, où des affirmations s'amoncellent et se mêlent à d'autres, totalement opposées, et qui ne servent finalement qu'à démontrer qu'il a toujours dit quelque chose de vrai. Si on l'attaque parce qu'il a dit « blanc », il peut toujours nous démontrer que quelque part il a dit « noir » ; si on le critique parce qu'il a dit « oui », il peut tou-

jours nous montrer que, quelques lignes plus haut ou plus bas, il a dit « non ».

Malheureusement, Germain n'a pas toujours défendu des causes justes. Et, comme toujours, le plus important est de savoir au service de quelle politique est mise une certaine façon de raisonner et de polémiquer. En ce sens, la trajectoire de Germain est très contradictoire car elle suit deux constantes : la défense du trotskisme (une cause juste) et la défense de son prestige de dirigeant (une cause injuste, même s'il était réellement un dirigeant irréprochable). Les textes de Germain peuvent alors servir à n'importe quoi, sauf à armer nos cadres pour leur activité militante, surtout lorsque ces textes se rapportent à une polémique interne au mouvement trotskiste, où son prestige de dirigeant est en jeu.

C'est de là que découle le titre de ce sous-chapitre, car nous sommes sûrs que Germain, ainsi que tous les autres camarades de la majorité, nous répondra en nous opposant, pour chacune des citations que nous avons employées, trois ou quatre citations de leurs textes (où ils disent exactement le contraire). Par exemple, à la citation où Germain soutient que les bourgeoisies nationales sont capables de rompre totalement avec l'impérialisme et de mener à bien une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère, ils nous opposeront de nombreuses autres citations, où il est dit, avec la meilleure orthodoxie trotskiste, qu'elles ne peuvent pas le faire. (Afin de leur éviter la peine de chercher, nous pouvons leur dire où en trouver une : dans la dernière lettre de Germain à Horowitz). Nous sommes certains qu'il

existe des citations exactement opposées à celles que nous avons utilisées pour chaque problème théorique que nous avons soulevé dans cette polémique (et dont ils feront usage). Nous sommes même convaincus qu'après cet afflux de citations, le camarade Germain nous accusera d'avoir falsifié sa pensée. Par contre, ce que nous n'obtiendrons jamais, c'est qu'un camarade de la majorité discute des citations que nous avons utilisées et reconnaisse qu'il a commis là une erreur, acceptant notre critique. Et c'est ainsi que se terminera toute possibilité de continuer à polémiquer, car si nous acceptons la méthode d'addition et soustraction des affirmations du camarade Germain, la discussion entre marxistes cesserait d'être une tâche militante pour devenir un travail de copier-coller des citations et de calcul de leurs poids sur une balance. Si l'on recoupait et regroupait les affirmations théoriques correctes du camarade Germain, on pourrait faire un des plus grands volumes de théorie trotskiste orthodoxe ; mais si l'on faisait de même avec les affirmations incorrectes, on pourrait faire un autre volume tout aussi gros, sinon plus que le premier, du révisionnisme trotskiste. Cela n'a toutefois rien à voir avec la méthode marxiste. La théorie est elle aussi dialectique, et une affirmation théorique erronée peut faire tomber cent affirmations correctes, selon le contexte du problème concret discuté lorsque cette affirmation a été formulée.

Il en est ainsi pour les questions théoriques, mais en ce qui concerne les orientations politiques concrètes, dont nous traitons dans ce texte et dans d'autres

textes des camarades de la minorité, ce sera encore plus grave. Les orientations se confrontent aux faits et les faits sont connus par les jeunes cadres de notre Internationale, contrairement aux questions théoriques. Personne ne peut nier, par exemple, que, du 9e Congrès à nos jours, l'Amérique latine ait été la scène de grandes mobilisations ouvrières et populaires (c'est-à-dire le contraire de ce qui était prévu dans les résolutions de ce Congrès). C'est un fait impossible à mettre en doute, comme tout autre fait contemporain. Et même les faits du passé sont beaucoup plus difficiles à mettre en doute que les questions théoriques. Cette vertu, propre aux faits concrets et aux orientations politiques concrètes (exprimées dans les journaux, les tracts et autres matériaux d'agitation), déterminera la façon d'intervenir des camarades de la majorité. Ceux-ci ne seront pas du tout intéressés par nos affirmations documentées du fait que la politique de la majorité n'a pas donné de réponse aux faits concrets de la lutte de classes. Cela fait vingt ans que nous leur demandons de nous expliquer leur politique de soutien critique au MNR\* qui a entraîné la défaite de la révolution bolivienne en 1952. Pourquoi ne nous répondent-ils pas quand nous insistons pour savoir à quelle date le journal du POR-C\* a commencé sa campagne de lutte contre les coups d'Etat en Bolivie ? Nous ont-ils répondu s'il fallait ou non participer aux élections en Argentine ?

Les réponses faites par les camarades de la majorité à nos questions ont toujours été les mêmes : le silence, toujours le silence. C'est en réalité un silence

plein de cris, de rideaux de fumée, d'argumentations longues et lourdes, mais un silence en définitive, car il n'a jamais été rompu par une réponse catégorique. Nous attendons le jour où les camarades nous diront : « Oui nous avons fait un soutien critique au gouvernement du MNR\* en Bolivie de 1952 à 56, bien que le mouvement ouvrier et populaire eût liquidé l'armée bourgeoise et se fût organisé en milices ouvrières, et nous pensons aujourd'hui que ce fut une erreur tragique. » (Ou le contraire : « Cette politique était correcte pour telle ou telle raison... ») Nous attendons le jour où ils nous diront : « Vous avez tort, le journal du POR-C\* a développé une campagne de lutte politique contre les putschs, à partir de tel numéro ou de telle date, et l'a maintenue pendant tant de numéros et d'une manière conséquente. » (Ou le contraire : « Ils ne l'ont jamais fait et nous reconnaissons avoir menti. ») Nous attendons le jour où les camarades nous diront : « Effectivement, il fallait participer aux élections argentines. » (Ou « Il ne fallait pas le faire. ») Le jour où les camarades nous diront tout simplement cela, nous reconnaitrons que leur méthode a changé.

Mais pour l'instant, nous n'en voyons aucun signe. Nous pensons donc que notre dénonciation – concernant le fait que la majorité ait commis dans son Document européen un des plus grands crimes de l'Histoire, en oubliant le « Vietnam » de l'impérialisme européen, les guérillas des colonies portugaises – subira le même sort que toutes nos dénonciations de leurs erreurs politiques antérieures. Nous pensons qu'une fois

de plus, la réponse sera le silence. Si toutefois ce n'était pas le cas, nous sommes quand même convaincus que leur réponse ne sera jamais celle de véritables dirigeants prolétariens qui, lorsqu'ils se trompent ou oublient des positions fondamentales, disent simplement : « Nous nous sommes trompés, étudions ensemble les raisons de cette erreur. »

### 8.2. La crise de notre Internationale est la crise de sa direction

Pour Germain, le principal danger qui menace aujourd'hui notre Internationale n'est pas l'ultra-gauchisme, mais le « suivisme opportuniste ». Pour asseoir cette affirmation, comme d'habitude, il ne part pas de la réalité concrète, mais d'une citation et d'une série d'exemples très partiels, de moindre importance et falsifiés.

Le revers le plus important subi par notre Internationale ces quatre dernières années – avoir reconnu, comme section officielle argentine, un groupe qui a déserté peu après le trotskisme – ne sert pas de base à son analyse ; il ne le mentionne même pas. Et c'est pourtant le meilleur exemple du danger le plus grave qui nous guette. Notre tendance avait averti que cette rupture du PRT\*-C avec l'Internationale était inévitable. Elle eut lieu, mais Germain fut incapable de la prévoir, malgré sa prétendue lucidité sur les dangers qui nous menacent. Nous, nous l'avons prévue, et nos textes le prouvent. Ce fait est utile pour démontrer que le critère que nous aurions dû avoir pour prévoir les dangers qui menaçaient notre organisation aurait dû être le nôtre, et non le critère « érudit » de Germain.

Un parti révolutionnaire est toujours exposé à des déviations de deux types, celles de droite, opportunistes, et celles ultra-gauchistes, sectaires. Les déviations de droite sont provoquées par la pression sur le parti de couches privilégiées ou en recul du mouvement de masses ou, selon la théorie de Mandel, par l'existence d'appareils dans les partis de masse. Les déviations de gauche proviennent de l'influence au sein du parti de secteurs de la petite bourgeoisie radicalisée qui s'orientent vers des solutions désespérées et individualistes.

Dans quelle situation se trouvent nos partis actuellement ? Sont-ils, ne serait-ce que de façon minimale, entourés par le mouvement de masses en recul, ou par ses secteurs privilégiés, ou ont-ils des appareils bureaucratiques coûteux et colossaux ? Ou sont-ils plutôt dans l'autre situation, sans insertion dans le mouvement de masses, encore moins dans les secteurs en recul, leurs rangs se gonflant de milliers de jeunes militants provenant en majeure partie de la petite bourgeoisie radicalisée, en particulier l'étudiante ? Nous sommes évidemment dans cette dernière situation. Dans aucun pays nous ne sommes confrontés aux situations qui expliquent et provoquent les déviations suivistes et opportunistes. Au contraire, nos sections, nettement formées d'étudiants, doivent affronter des situations pré-révolutionnaires ou proches de celles-ci. Pour Trotsky, dans ces situations, « ... le Parti communiste est faible : la pression des masses est plus forte... »<sup>2</sup>

C'est pour cela que nous accusons Germain d'utiliser une méthode

d'érudit : il a extrait la citation de Cannon\* et l'applique à ses démonstrations, sans expliquer la situation du SWP\* par rapport au mouvement de masses au moment où elle fut écrite. Il a oublié ainsi que, pendant la guerre, le SWP\* était un parti avec une influence, bien que petite, dans le mouvement ouvrier.

Quel est le rapport entre ces deux déviations et la nécessité de les combattre dans la vie réelle d'un parti révolutionnaire ? Lénine l'a défini de la manière suivante : « *Le premier objectif historique (celui de gagner l'avant-garde du prolétariat ayant une conscience de classe, pour le pouvoir soviétique et la direction de la classe ouvrière) ne pouvait pas être atteint sans une victoire idéologique et politique complète sur l'opportunisme et le social-chauvinisme ; le deuxième objectif, immédiat, consistant à savoir diriger les masses vers une nouvelle position qui assure le triomphe de l'avant-garde de la révolution, ne peut pas être atteint sans la liquidation du doctrinarisme de gauche, sans l'élimination totale de ses erreurs.* »<sup>3</sup>

Il y a donc une dialectique : à l'extérieur du mouvement, l'ennemi est l'opportunisme, à l'intérieur c'est l'ultra-gauchisme. Autrement dit, nous gagnerons l'avant-garde ouvrière en liquidant idéologiquement et politiquement le stalinisme, les bureaucraties en général et les partis réformistes, et nous la conduirons à la victoire seulement en liquidant l'ultra-gauchisme.

Cela est vrai, relativement, car il peut y avoir des variantes de droite à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, en fonction des pressions de classe, et des

tendances gauchistes peuvent prendre force au sein du mouvement de masses (comme ce fut le cas avec les manifestations impatientes de juillet 1917 pendant la révolution bolchevik). Mais ce ne sont là que des exceptions à la règle générale.

Passant par-dessus tout cela, la camarade Mandel affirmait que « *la grande incorporation de nouveaux membres dans l'Internationale communiste, après sa première année d'existence, n'a pas créé exclusivement, ni principalement, un ultra-gauchisme, mais essentiellement des déviations opportunistes* ». <sup>4</sup>

Et il parle ici de la même époque dans laquelle s'est déroulée toute la lutte au sein de l'Internationale communiste contre l'ultra-gauchisme, de la même époque où Lénine a dû écrire *Le gauchisme : maladie infantile du communisme*, dont nous avons cité quelques phrases !

Pour revenir à la situation actuelle de notre Internationale, la position de Germain, selon laquelle le principal danger actuel est l'opportunisme, n'a même pas d'antécédents dans les positions de la majorité elle-même. Voici ce que les camarades de la majorité prévoyaient en 1969 : « *Il est évident que dans cette avant-garde, le principal danger actuel viendra des courants ultra-gauchistes, étant donné son expérience et sa composition sociale. Une des premières conditions pour une lutte contre ces courants, et plus particulièrement contre sa projection dans nos propres rangs...* » <sup>5</sup> Et ce n'est pas tout : « *Jusqu'à ce qu'une avant-garde d'un certain poids numérique et contenu social émerge de la masse*

laborieuses, nous aurons des difficultés considérables avec les manifestations sectaires. Ces manifestations prendront tout d'abord la forme de l'ultra-gauchisme, mais nous y verrons d'étranges combinaisons de traits opportunistes et spontanéistes, etc. » <sup>6</sup>

Pour terminer, dans le dernier Document européen, il est montré dans la thèse 13 comment l'ultra-gauche s'est concrétisée et organisée en cinq courants ; et dans la thèse suivante, il nous est donné comme tâche d'intervenir dans cette avant-garde ultra-gauchiste. Mais il y est fait un oubli impardonnable d'un point de vue marxiste : il n'y est pas expliqué que le danger majeur est celui de céder aux pressions du secteur dans lequel nous intervenons. Par conséquent, il n'est pas dit que le danger majeur, en Europe, est de céder à l'ultra-gauche et à son autre face, l'opportunisme ouvriériste.

Qu'est-ce qui a changé en quatre ans, pour que le danger le plus important ait cessé d'être l'ultra-gauchisme pour devenir l'opportunisme ? La seule chose qui ait changé, c'est que nos sections, essentiellement les sections européennes, ont grossi leurs rangs de cette avant-garde ultra-gauchiste et que, malgré les avertissements qu'ils ont eux-mêmes lancés, les camarades de la majorité ont fini par céder, presque inconditionnellement, à ses pressions. Comment est-il possible que de vieux militants trotskistes, qui surent prévoir le danger, aient capitulé face aux nouveaux cadres qui proviennent de l'avant-garde ? Qui en est responsable ? Nous ne pensons pas que la responsabilité en incombe

à ces nouveaux cadres inexpérimentés et sans aucune tradition marxiste, mais aux insuffisances de notre direction européenne, et principalement des camarades Germain, Frank\* et Livio\*. Cette affirmation a une explication historique, qui permet de dévoiler le secret de la crise actuelle de notre Internationale.

La direction européenne, avec à sa tête les camarades que nous venons de citer, fait partie de l'histoire du mouvement trotskiste européen et de sa direction, qui a vécu dans le passé des circonstances exceptionnelles qui expliquent son présent. Parmi ces circonstances, trois sont fondamentales et ont marqué les trotskistes européens d'une manière indélébile.

La première circonstance est la désertion de nos rangs de la direction de l'opposition trotskiste espagnole (Nin) et l'incapacité de la direction française (Naville et Rosmer d'abord, Molinier et Frank\* ensuite) à former une direction prolétarienne. Avec le départ des uns et l'incapacité des autres, nous sommes restés sans direction, et sans cadres assez forts et sérieux dans les deux sections qui, à l'époque, étaient les plus importantes de l'Europe.

La deuxième raison fut l'occupation nazie, que nous avons dû affronter sans tradition prolétarienne de nos cadres et de la direction, ce qui a aggravé au maximum les autres défauts.

La troisième raison fut que la montée du mouvement de masses dura très peu de temps, environ trois ans après la guerre, de 1944 à 1947. Cela a signifié que nos cadres et notre direction européenne n'avaient pas la possibilité de se

forger dans la lutte de classes. Le long recul du mouvement de masses a empêché pendant environ vingt ans l'apparition d'une direction ayant fait un tant soit peu ses preuves dans la lutte de classes, et liée au mouvement ouvrier. De par ces circonstances, la défense du trotskisme n'a pu être la confrontation quotidienne de la politique trotskiste avec les autres orientations politiques existantes dans le mouvement de masses ; elle est devenue un exercice essentiellement intellectuel, théorique.

Cela s'est aggravé lorsque les dirigeants de la majorité n'ont pas compris le processus qui s'était ouvert et que la seule façon pour le parti de survivre au recul était d'insister sur la liaison indépendante de nos groupes et de nos militants avec le mouvement ouvrier et de masses. C'est là que se trouvait la clé pour que nos sections se maintiennent ou récupèrent leur caractère prolétarien : dans la participation à la moindre petite lutte, même sur des revendications insignifiantes ; ou même, à défaut de celles-ci, dans la propagande de nos positions auprès de secteurs du mouvement de masses disposés à nous écouter. Mais les camarades capitulèrent devant ce recul et se donnèrent une stratégie d'entrisme à très long terme dans le stalinisme et les autres partis opportunistes.

Cette politique produisit une division nette entre nos militants européens et la direction. Les militants durent cacher pendant presque vingt ans leur condition de trotskiste, sous peine d'être expulsés des organisations opportunistes où ils intervenaient. Tout leur art

et science se limita à faire passer notre programme en doses homéopathiques, digestibles par la discipline des partis staliniens. Les dirigeants, pour leur part, se consacrèrent à attendre que « le processus objectif » amène le stalinisme ou ses courants de gauche à la lutte pour le pouvoir. Que pouvaient-ils faire d'autre, sans militants publics et sans parti indépendant ? Des commentaires, et encore des commentaires. La seule politique possible consistait à commenter les événements, à commenter les erreurs politiques des autres et à dire ce qu'ils auraient dû faire. Pourquoi donc formuler une politique concrète, s'il n'y avait ni parti ni militants pouvant la mettre en pratique ? Cela accentua le caractère « commentateur », « journalistique » de la direction européenne.

C'est l'existence qui crée la conscience. Et cette double existence, une pour les militants et une autre pour les dirigeants, dans l'étape d'entrisme sui generis, a laissé des séquelles indélébiles chez les militants et chez les dirigeants. Et nous sommes restés finalement presque sans dirigeants et sans militants. La majeure partie de ces derniers ont finalement capitulé devant les organisations opportunistes dans lesquelles ils intervenaient. Près de 70 % des plus grands dirigeants trotskistes qui défendirent et pratiquèrent l'entrisme sui generis ont abandonné notre mouvement. Où sont les vieux cadres de la direction dont faisait partie le camarade Germain ? Il n'en reste que quatre : Germain, Frank\*, Livio\* et González\*. Où se trouvent Pablo\*, Posadas\*, Arroyo, Frías, Ortiz, Michèle Mestre, Rivas,

Levingston, Colwin da Silva... ? Ces anciens camarades n'ont plus rien à voir avec le trotskisme. Leur abandon fut vers la droite, vers l'ennemi de classe, vers l'opportunisme : Pablo\* est devenu le partenaire de gauche du stalinisme et Posadas\* le partenaire de gauche des bourgeoisies nationales. Dans leur ensemble, tous sont devenus d'incurables opportunistes.

A l'opposé de ce processus, les plus importants dirigeants qui étaient contre l'entrisme sui generis sont toujours trotskistes. Où se trouvent Cannon\*, Obbs, Hansen\*, Moreno, Vitale\*, Humbert, Healy, Lambert\* ? Dans le trotskisme. Certains de ces camarades sont passés à des positions sectaires, ultra-gauchistes (s'ils ne les avaient pas déjà auparavant). Mais même s'ils ont cédé aux pressions de la petite bourgeoisie ou de l'intelligentsia radicalisée, ils n'ont pas cédé à celles de nos plus grands ennemis, la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne, comme cela est arrivé à ceux qui ont soutenu l'entrisme sui generis. Ce phénomène doit avoir une explication marxiste, pas simplement psychologique, et nous pensons l'avoir découvert.

Le SWP\* a réussi à se consolider comme un parti prolétarien par ses cadres et sa direction. Il a bénéficié pour cela de la combinaison de circonstances spécifiques très importantes : sa proximité et son accord avec Trotsky, la formation et la tradition prolétarienne de sa direction, la montée du mouvement ouvrier, son éloignement de la tendance intellectuelle et petite-bourgeoise à

travers la rupture<sup>a</sup> de 1940. Notre parti [argentin] a également eu de la chance, car les circonstances objectives nous ont aidés : la lutte de la classe ouvrière de notre pays et de celle de la Bolivie à nos frontières ont été parmi les plus intenses dans le monde ces trente dernières années. Les circonstances subjectives, par contre, ne nous ont pas aidés : notre isolement et notre formation indépendante furent la cause de tous nos vices. Mais c'est précisément grâce à ces luttes que nous avons pu surmonter nos innombrables erreurs, apprendre de celles-ci, nous dépasser et nous lier à notre Internationale, sans succomber. Nous avons eu la grande chance de ne jamais avoir eu à attendre pour nous lier au mouvement ouvrier et de masses, car les vagues de luttes massives se sont succédées année après année.

Observant la quantité d'erreurs que nous avons commises – notre formation indépendante, notre marche de pèlerin, comme disait Trotsky, deux pas en avant et un pas en arrière – nous avons baptisé notre parti du nom de « trotskisme barbare ». Ce qui nous a sauvés de la barbarie fut d'abord notre lien intime avec notre classe et ses luttes, puis notre lien avec l'Internationale. Nous mettons les deux facteurs dans cet ordre, car si ce n'avait été par notre étroite liaison avec les travailleurs et leurs luttes, nous

<sup>a</sup> Deux des dirigeants fondateurs du SWP\*, Max Shachtman et James Burnham, abandonnèrent le parti en 1940, suite à un désaccord avec Trotsky et Cannon\* concernant la nature de l'URSS et leur refus, en conséquence, de soutenir cette dernière dans la guerre, après le Pacte germano-soviétique d'août 1939 (la discussion entre « défensistes » et anti-défensistes »).

n'aurions jamais pu nous intégrer à l'Internationale, de la manière consciente et totale avec laquelle nous l'avons fait. Cela ne fait que démontrer que le Parti mondial de la révolution n'est pas le simple fruit d'un effort des militants trotskistes, mais l'expression d'une nécessité objective profonde, de la plus urgente nécessité des travailleurs de n'importe quel pays au monde.

Ces deux formations distinctes – celle des trotskistes européens, d'une part, celle du trotskisme nord-américain et argentin, de l'autre – illustrent un phénomène très important qui passe quelquefois inaperçu : la « tradition ». La véritable tradition d'un parti se construit dans les luttes de ce parti, celles-ci unissant étroitement la base avec la direction et laissant un souvenir ineffaçable qui se transmet de génération en génération de militants. Le SWP\* et notre parti ont une tradition de poids, c'est le fruit de dizaines d'années de lutte en tant que parti indépendant pour imposer le programme trotskiste et s'imposer en tant que parti dans le mouvement ouvrier et de masses.

Le trotskisme européen n'a pas de tradition, il l'a perdue à cause de l'entrisme sui generis. Si la base du trotskisme européen a passé vingt ans dans les rangs du stalinisme ou d'un parti réformiste, en s'adaptant au milieu ambiant pour ne pas se faire exclure, quelle lutte en commun avec sa direction a-t-elle bien pu mener au sein du mouvement de masses ? Aucune. Quand a-t-elle défendu le programme et le parti trotskistes, les confrontant avec les autres programmes et partis du mouvement

ouvrier et se proposant comme direction révolutionnaire ? Jamais de la vie. Ce manque de tradition s'est manifesté symboliquement lors du rassemblement de fondation de la Ligue\* communiste française, à son premier Congrès. La jeune et nouvelle direction de la Ligue\* a interdit au camarade Pierre Frank\* de prendre la parole. Aujourd'hui, ils peuvent nous donner n'importe quelle explication à cette monstruosité. Ils peuvent nous dire que le camarade Frank\* n'a pas voulu parler ou que, tactiquement, il était préférable qu'il ne le fasse pas. Mais pour nous, cela n'a qu'une seule explication politique : Pierre Frank\* n'était pas le trait d'union entre les vieux cadres et ceux nouvellement intégrés au trotskisme en France. S'il l'avait été, les jeunes et les vieux auraient exigé à grands cris qu'il fasse l'intervention centrale du meeting. Et Pierre Frank\* ne pouvait pas être ce trait d'union, car celui-ci n'existait pas. A cause de l'entrisme sui generis, les nouveaux cadres n'entraient pas dans un parti fier de sa tradition ; pour eux, c'était comme s'ils étaient en train de fonder pour la première fois un parti trotskiste en France. Et en un certain sens, ils avaient raison : à cause de l'entrisme sui generis, le trotskisme de Pierre Frank\* avait pratiquement disparu de la scène politique française.

La combinaison de cette vieille direction, sans tradition et sans politique trotskiste solide depuis vingt ans, avec les nouveaux cadres sans expérience, et liés, par leur origine et leurs rapports sociaux, à la nouvelle avant-garde ultra-gauchiste et opportuniste à la fois, a donné naissance à la tendance majoritaire

actuelle. De là son caractère centriste, de front unique sans principes, où coexistent toutes sortes de tendances, de méthodes et de programmes, du PRT\*-C aux différentes fractions anglaises. Si quelqu'un écrit un jour l'histoire de notre Internationale, il ne devra pas rejeter la responsabilité de la formation de cette tendance centriste, de ce front sans principes, sur les nouveaux cadres de l'avant-garde européenne née en 1968. Les grands coupables historiques en sont les cadres dirigeants qui sont passés du laisser-aller des journalistes devant les grandes organisations de masses, au laisser-aller des conseillers devant la nouvelle avant-garde. Dans les deux cas, la méthode est la même, et l'abandon de la tradition aussi.

Les camarades Germain, Frank\*, Livio\* et González\* ont eu un grand mérite historique, celui d'avoir été ce 30 % des grands dirigeants qui, malgré la pratique de l'entrisme sui generis, n'ont pas succombé devant nos ennemis, la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne. Ils ont eu le grand mérite de ne pas avoir suivi le cours liquidateur de Pablo\* et de ne pas avoir rompu avec le trotskisme. Mais ils sont restés à mi-chemin, n'ayant pas été capables de renouer avec la tradition prolétarienne de notre mouvement.

C'est ainsi que la tendance majoritaire poursuit sa trajectoire : ayant avancé de l'ultra-gauchisme au centrisme, elle ira du centrisme vers le liquidationnisme. Ce n'est pas un hasard si un de ses chevaux de bataille est la lutte contre l'« archéotrotskisme », le même terme

qu'utilisait Pablo\*. Il est temps que cela s'arrête, avant qu'il ne soit trop tard.

Lors du précédent Congrès mondial, en 1969, nous fîmes un pronostic. Nous disions que, dans les circonstances de 1951, la reconnaissance comme section officielle du groupe de Posadas\* avait pu se prolonger pas mal de temps avant que le mouvement ne puisse juger qui est qui. Le mouvement de masses était en recul, et en matière de politique révolutionnaire, l'unique preuve décisive est la révolution. Mais nous disions qu'aujourd'hui, avec la nouvelle montée des masses, les analyses et la politique feraient plus rapidement leur preuve. Et lorsque le PRT\*-C rompit avec notre Internationale, moins de quatre ans après avoir été reconnu comme la section argentine officielle, notre pronostic s'est accompli.

Si la majorité – ou plus exactement ses plus anciens dirigeants, ceux qui ont consacré toute leur vie à la défense du trotskisme – ne s'arrêtent pas et ne commencent pas à faire marche arrière vers nos principes et nos méthodes, si ces camarades continuent à céder devant l'irresponsabilité et les pressions d'une avant-garde inexpérimentée et non prolétarienne, qu'eux-mêmes dénonçaient il y a quatre ans comme le plus grand danger, ils courent le risque de finir comme Pablo\* ou les vieux trotskistes qui se sont unis au PRT\*-C. Parmi ces derniers, pas un ne survécut aux côtés de l'avant-garde guérillériste de Santucho : ils furent utilisés comme théoriciens et écrivains dans la polémique contre nous, pour être ensuite laissés de côté, à peine la rupture produite.

Pour notre part, notre avenir est assuré : c'est le même que celui du mouvement de masses mondial, puisque c'est au rythme de ses luttes que nous construirons peu à peu le parti international de la classe ouvrière. Jamais une tendance n'eut de plus grande sécurité.

Nous avons terminé. Il nous reste seulement à éclaircir un point. Nous l'avons déjà dit, la construction d'un parti révolutionnaire mondial des travailleurs est la tâche la plus considérable jamais posée à l'être humain. Du fait de son immensité et des ennemis surpuissants auxquels elle se heurte, c'est une tâche très longue et très difficile. Nous ne sommes qu'une poignée de militants à combattre – avec la seule arme morale de notre confiance inconditionnelle et aveugle dans le mouvement de masses et la classe ouvrière – l'impérialisme et la bureaucratie, c'est-à-dire une classe et une caste qui ont concentré entre leurs mains le pouvoir le plus important que l'humanité ait jamais connu.

Les nouveaux camarades qui commencent seulement maintenant à connaître, au cours d'une discussion très dure et violente entre deux fractions, toutes les luttes antérieures, aussi violentes, sinon plus ; les nouveaux camarades qui voient la terrible quantité d'erreurs commises par la IVe Internationale au cours des vingt-cinq dernières années ; ces nouveaux camarades ont tout à fait le droit de se demander – et beaucoup le font – pourquoi demeurer au sein de cette Internationale. Nous voulons leur donner la réponse suivante : ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que la préhistoire du Parti mondial

révolutionnaire des travailleurs. Malgré toutes ces erreurs, cette Internationale a eu un immense mérite : au milieu de la plus féroce persécution de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne, elle a conservé pour le mouvement ouvrier et de masse toute l'expérience acquise en plus d'un siècle de lutte. Une expérience dont la perte aurait signifié un retard de plusieurs dizaines d'années dans le développement de la révolution socialiste. Une expérience qui synthétise dans une théorie, celle de la Révolution permanente : un programme, le Programme de Transition ; et une organisation, le parti léniniste-troskyste. Pour le seul fait d'avoir conservé ces outils historiques de lutte du mouvement ouvrier et de masse, même cette étape préhistorique fait partie de l'histoire de l'humanité.

Mais aujourd'hui, nous sommes en train de quitter la préhistoire et d'entrer dans l'histoire de la IVe Internationale. Le mouvement de masses est entré dans la plus gigantesque montée jamais connue. Le système capitaliste mondial, l'impérialisme, continue à se

débattre dans une crise dramatique, toujours plus profonde, qui exprime sa décadence et sa putréfaction définitives. Les décennies d'expérience des masses avec le stalinisme et le réformisme rapprochent celles-ci chaque jour davantage de la rupture avec eux. Il n'y a déjà plus aucun obstacle historique entre la IVe Internationale et les masses : depuis 1968, nous sommes en condition de commencer à construire des partis trotskistes à influence de masse dans n'importe quel endroit du monde. Le Parti mondial révolutionnaire des travailleurs n'est déjà plus seulement une nécessité historique de cette étape de transition : les bases objectives existent déjà pour le construire. Et toutes ces erreurs, ces divisions, ces discussions amères du passé et du présent ne sont rien d'autre que les douleurs de l'enfantement de ce parti mondial à influence de masse. La IVe Internationale que nous connaissons est en même temps l'embryon et l'accoucheuse de ce parti. C'est pourquoi nous y sommes et nous y resterons.

## Références

Plusieurs textes cités dans ce livre ont été publiés dans des journaux de l'Internationale ou de ses partis.

*Quatrième Internationale (QI)* était la revue officielle de la IVe Internationale.

*International Socialist Review (ISR)* était édité par le SWP\*.

*Combate* était le journal du POR-C\*.

*La Verdad* était le journal du PRT\*-V.

*Avanzada Socialista (AS)* était le journal du PST\*.

*Rouge* était le journal de la Ligue\* communiste révolutionnaire (LCR).

La plupart de l'œuvre de Mandel cité dans ce livre est disponible en anglais sur le site spécifique [www.ernestmandel.org](http://www.ernestmandel.org) (relayé par [www.marxists.org](http://www.marxists.org)). Aucun des textes cités n'y est disponible en français.

Le texte principal de Mandel, alias Germain, auquel Moreno répond dans la poématique de ce livre, *En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale*, de janvier 1973, a été publié dans le Bulletin d'informations internationales (BII) n° 7. La version anglaise est disponible sur internet : [www.ernestmandel.org/en/works/txt/1973/indefenceofleninisme/index.htm](http://www.ernestmandel.org/en/works/txt/1973/indefenceofleninisme/index.htm). Nous le citons comme « **Germain, E., En défense du léninisme...** » en indiquant éventuellement le numéro du sous-titre (§ n).

Un autre texte de Mandel, souvent cité, *La théorie léniniste de l'organisation*, a été publié en anglais dans ISR, Vol.31, No.9, décembre 1970 (voir [www.ernestmandel.org/en/works/txt/1970/leninist\\_theory\\_organisation.htm](http://www.ernestmandel.org/en/works/txt/1970/leninist_theory_organisation.htm)) et en espagnol dans un livre de l'éditorial Del Siglo. Nous le citons comme « **Mandel, E., La théorie léniniste...** », avec le n° de page de l'édition en espagnol disponible sur internet ([www.ernestmandel.org/es/escritos/pdf/form\\_teoría-leninista-organizacio.pdf](http://www.ernestmandel.org/es/escritos/pdf/form_teoría-leninista-organizacio.pdf)).

Le texte souvent cité dans le livre comme **Document européen** fut présenté au CEI de 1972 par Mandel et d'autres camarades et finalement présenté au 10e Congrès de janvier 1974 par la *Tendance majoritaire internationale* (dont faisait partie Mandel) sous le titre *La construction des partis révolutionnaires dans l'Europe capitaliste*. Il a été publié dans le BII n° 4 de ce congrès. (Les numéros de page sont de cette édition.)



**Prologue**

- 1 QI, avril- mai 1946, p. 14-15, souligné N. M.
- 2 QI, janvier 1948, p. 31
- 3 QI, janvier 1948, p. 39
- 4 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 28 Souligné N. M.
- 5 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*. Une série de cinq articles dans *La Gauche* du 21.12.1968 au 18.01.1969. Voir The Debate on Workers' Control, ISR, mai 1969 - [www.ernestmandel.org/en/works/txt/1969/debate\\_on\\_workers\\_control.htm](http://www.ernestmandel.org/en/works/txt/1969/debate_on_workers_control.htm)
- 6 Mandel, E., *Document européen*, p. 15
- 7 Germain, E., *En défense du léninisme...* § 21
- 8 Mandel, E., *Democracia socialista y dictadura del proletariado*, Boletín de Polémica Internacional del Bloque Socialista colombiano, n°11, p. 7.

**Introduction**

- 1 Germain, E., *En défense du léninisme...*
- 2 Blanco, H., Camejo, P., Hansen, J., Lorenzo, A., Moreno, N., *Argentina and Bolivia—The Balance Sheet*, International Discussion Bulletin, vol. 10, n° 1, janvier 1973. Voir [www.marxists.org/history/etol/document/swp-us/han1index.htm](http://www.marxists.org/history/etol/document/swp-us/han1index.htm). Version en espagnol : [www.lct-cwb.be/images/pdfs/Moreno\\_es/1972-argentina\\_bolivia.pdf](http://www.lct-cwb.be/images/pdfs/Moreno_es/1972-argentina_bolivia.pdf)

**1. Bolivie, la clé de la discussion actuelle**

- 1 Maitan, L., *Experiences and perspectives of the armed struggle in Bolivia*, Intercontinental Press, vol.6, n°28, septembre 1968, p. 706.
- 2 Ibidem.

- 3 Frank, P., *Letter to the 1971 SWP Convention*, dans International Internal Discussion Bulletin, 26.7.1971.
- 4 Germain, E. et Knoeller, M., *La orientación estratégica de los revolucionarios en América Latina*, dans Boletín de Informaciones Internacionales (édition en espagnol du Socialist Workers Party), n° 6, janvier 1970, p. 4.
- 5 QI, septembre 1971, p.11, *Déclaration de la IVe Internationale sur le coup d'Etat réactionnaire en Bolivie*.
- 6 POR-C, Tract destiné au Congrès des Mineurs, 11.5.1970, publié dans Intercontinental Press, vol. 8, n° 18, p. 434.
- 7 POR-C, Déclaration du Comité exécutif, 11.10.1970, publiée dans *Combate* n° 3, novembre 1970.
- 8 *Combate* n° 3, novembre 1970.
- 9 Trotsky, L., *Kornilov et les stalinien en Espagne*, 20.09.1932.
- 10 POR-C, Déclaration du Comité exécutif, o.c.
- 11 Trotsky, L., *Les ultra-gauchistes en général et les incurables en particulier*, 28.09.1937
- 12 POR-C, Déclaration du Comité exécutif, o.c.
- 13 Gonzalez, H., *An Interview*, dans Intercontinental Press, vol.9 n°23, 16.06.1971, p. 544
- 14 POR-C, *Manifeste du 1er mai 1971*, cité dans Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 3
- 15 Gonzalez, H., *An Interview*, o.c.
- 16 *Combate* n° 1, juin 1970.
- 17 *Combate* n° 2, juin 1970.

- 18 Trotsky, L., *Le virage dans l'Internationale communiste et la situation en Allemagne*, 26.09.1930, point 5.
- 19 Trotsky, L., *¿Y ahora? Problemas vitales del proletariado alemán*, 25.01.1932
- 20 *Combate*, 01.11.1970.
- 21 *Combate* n° 3, novembre 1970.
- 22 Trotsky, L., *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, 28.05.1931.
- 23 Rapport du Comité central élargi du POR-C, avril 1971, publié dans Intercontinental Press, vol. 9, n° 25, p. 599.
- 24 *Combate* n° 6
- 25 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 6
- 26 POR-C, *La universidad y el Comando Político de la COB*, dans Revista de America n° 6/7, octobre 1971.
- 27 Gonzalez, H., *An interview*, o.c.
- 28 *The Replacement of Siles*, International Press, vol. 7, n° 41, 8.12.1969, p. 1100.
- 29 *El gobierno Ovando y la situación boliviana*, éd. Lucha Obrera, février 1970, p. 10.
- 30 POR-C, Tract destiné au Congrès des Mineurs, o.c.
- 31 *Combate*, n° 1, 15.06.1970.
- 32 *Combate*, n° 2, 15.07.1970.
- 33 *Combate* n° 3, novembre 1970.
- 34 Ibidem.
- 35 Intercontinental Press, n° 25, 28.06.1971.
- 36 Ibidem.
- 37 *Combate* n° 5, mai 1971
- 38 Ibidem.
- 39 *El gobierno Ovando y la situación boliviana*, o.c.

- 40 *Our role in battling against the military coup*, Intercontinental Press, vol. 9, n° 38, 01.11.1971.
- 41 POR-C, Déclaration du Comité exécutif, o.c.
- 42 *El gobierno Ovando y la situación boliviana*, o.c.
- 43 *Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des Partis communistes*, 3e Congrès de la IIIe Internationale.
- 44 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938
- 45 Trotsky, L., *Où va la France ?*, 9.11.1934 (chap.1 du recueil *Où va la France ?*)
- 46 Ibidem
- 47 POR-C, Déclaration du Comité exécutif, o.c.
- 48 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, 28.3.1935 (chap.2 du recueil *Où va la France ?*)
- 49 *Our role in battling against the military coup*, o.c.
- 50 Déclaration du SU, Intercontinental Press, n° 32, septembre 1971.
- 51 Gonzalez, H., *An Interview*, o.c.
- 52 Intercontinental Press, vol. 9, n° 24, 21.06.1971.
- 53 Ibidem.
- 54 *La Verdad*, 30.06.1971.
- 55 *Combate*, n° 2, 15.07.1970.
- 56 *Combate*, n° 9, janvier 1972.
- 57 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 3
- 58 *Combate*, n° 3.
- 59 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 3
- 60 Ibidem
- 61 Trotsky, L., *La France sur une croisée de chemins*, 26.3.1936 (chap.4 du recueil *Où va la France ?*)

- 62 Intercontinental Press, n° 32, 20.11.1971, p. 799.  
 63 *Combate*, n° spécial, août-septembre 1972, p. 5.  
 64 Revista de América, n° 8/9, mai-août 1972, p. 21.  
 65 *Combate*, n° spécial, o.c.  
 66 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 6  
 67 Ibidem  
 68 *Combate* n° 9, janvier 1972, p. 14.  
 69 Ibidem, p. 13.  
 70 Ibidem, p. 14.  
 71 *Documento del FRA*, une brochure du FRA, éd. Liberación, Bolivie, novembre 1971, p. 6.  
 72 Ibidem, p. 7-8.  
 73 Ibidem, p. 6  
 74 Moreno, N., *Carta a Hugo González*, 20.11.1965, reproduite dans Revista de América, n° 6/7, 1971.  
 75 Ibidem  
 76 Ibidem  
 77 Ibidem  
 78 *La Verdad*, n° 254, 9.03.1971.  
 79 Moreno, N., *La revolución latinoamericana y argentina*, novembre 1967.  
 80 Archives du PST.

## 2. L'Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits

- 1 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 15  
 2 AS, 27.09.1972.  
 3 Ibidem  
 4 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 15  
 5 AS, 07.06.1972.  
 6 AS, 20.09.1972.  
 7 AS, 15.11.1972.  
 8 Ibidem

- 9 Trotsky, L., *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, 28.05.1931.  
 10 Résolutions du 4e Congrès, juin 1954.  
 11 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 15  
 12 El PST ante las elecciones, éd. PST(A), p. 3-6  
 13 Ibidem  
 14 Archives du PST  
 15 Ibidem  
 16 Intercontinental Press, vol. 9, n° 16, 26.04.1971.  
 17 Ibidem  
 18 Ibidem  
 19 Maitan, L., *Atengámonos al tema y evitemos digresiones*, BII du SWP, n° 6, janvier 1974.  
 20 Frank, P., Carta al Congreso del SWP.  
 21 *La Gauche*, 21.04.1972.  
 22 Maitan, L., *La crisis política y las perspectivas de la lucha revolucionaria en la Argentina*, 15.11.1972, dans BII du PST(A), n° 2, novembre 1973, p. 15.  
 23 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 7  
 24 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 8  
 25 Résolutions du 5e Congrès et du Comité central et Comité exécutif postérieurs, p. 42.  
 26 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 8

## 3. Le Document européen et la section française

- 1 Document européen, p. 5 et p. 48.  
 2 Ibidem, p. 48.  
 3 Rouge, n° 200.  
 4 Rouge, n° 164.  
 5 Rouge, n° 167.  
 6 Rouge, n° 216.

- 7 Rouge, n° 170.  
 8 Rouge, n° 174.  
 9 Rouge, n° 176.  
 10 Ligue communiste révolutionnaire, *Document national*, p. 167 et p. 161.  
 11 Rouge, n° 186.  
 12 Rouge n° 190.  
 13 Document européen, p. 25

## 4. Deux trajectoires

- 1 Maitan, L., La crise politique et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Argentine, Bulletin d'Information internationale (BII) du PST argentin, n° 2, avril 1973  
 2 Ibidem  
 3 Conférence internationale d'avril 1946, Résolution publiée dans Quatrième Internationale (QI), avril-mai 1946  
 4 Ibidem  
 5 Germain, E., *La ruine de l'économie allemande*, QI, janvier 1948.  
 6 Ibidem  
 7 QI, décembre 1946.  
 8 Ibidem  
 9 *Faux-fuyant et confusion ou de l'art de couvrir la retraite*. Bulletin de *La Vérité*, juillet 1951,  
 10 Frente proletario (FP – publication du POR argentin, le parti de Moreno), 5.12.1953.  
 11 FP, 12.12.1953.  
 12 QI, juillet-août 1954.  
 13 QI, n° spécial, décembre 1954.  
 14 Palabra Obrera, 1963, Thèses internationales.  
 15 Ibidem.  
 16 Ibidem.  
 17 Ibidem.  
 18 Ibidem.  
 19 CEI de février 1968, Résolution.

- 20 Frank, P., Letter to the 1971 SWP Convention, International Information Bulletin, 26.07.1971.  
 21 Blanco, H., Lettre à Livio Maitan, International Information Bulletin – SWP, 17.10.1970.  
 22 Mandel, E., *Imperialismo y burguesía*, Revista de América, julio-octubre 1971.  
 23 *La Gauche*, 08.01.1971.  
 24 *La Verdad*, 27.10.1971)  
 25 *La Verdad*, 10.11.1971.  
 26 *La Verdad*, 15.12.1971.

## 5. Les stratégies décennales

- 1 Germain, E., *En défense du léninisme...* § 1.  
 2 Document européen, p. 28-29  
 3 Lettre du Secrétariat International (SI) au Comité central du PCI français, 14.01.1951.  
 4 Document européen, p. 28  
 5 Trotsky, L., *Considérations de principe sur l'entrisme*, 16.09.1933.  
 6 Déclaration du Secrétariat International, 25.06.1953, QI, juillet 1953, p. 19.  
 7 Ibidem.  
 8 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.  
 9 3e Congrès de la IVe Internationale, *Tâches générales et spécifiques du mouvement prolétarien marxiste révolutionnaire en Amérique latine*, QI, août 1951.  
 10 Ibidem.  
 11 Thèse de la 10e Conférence du POR, 10.06.1953, cité par Liborio Justo dans *Bolivia : la revolución derrotada*, édité par Rojas Araujo, Cochabamba, 1967.  
 12 QI, avril 1953.

- 13 QI, juillet 1953
- 14 Résolutions du 5e Congrès mondial, QI, juin 1954
- 15 Boletín Interno del POR, mai 1956, cité par Liborio Justo dans *Bolivia: la revolución derrotada*, o.c.
- 16 Ibidem
- 17 Résolution du CE du POR bolivien, mai 1956, cité par Liborio Justo dans *Bolivia: la revolución derrotada*, o.c.
- 18 Moreno, N., *¿Quiénes supieron luchar contra la revolución libertadora antes del 16 de septiembre de 1955?* Chap.2 de *El golpe gorila de 1955*, avril 1973. Voir [www.marxists.org/espanol/moreno/obras/02\\_nm.htm](http://www.marxists.org/espanol/moreno/obras/02_nm.htm)
- 19 *La iglesia católica al servicio del golpe de estado del imperialismo yanqui*, La Verdad, 03.12.1954. Voir *El golpe gorila de 1955*, o.c. § 1.
- 20 *Leña a la reacción clerical-patronal-imperialista. ¡Manos libres a la clase obrera!* La Verdad, 05.08.1955. Voir *El golpe gorila de 1955*, o.c. § 6
- 21 Moreno, N., Tract de la Federación Socialista Bonaerense, 17.09.1955. Voir *El golpe gorila de 1955*, o. c. § 6.
- 22 *Voz Proletaria*, n° 104, 25.04.1955.
- 23 Supplément de *Voz Proletaria*, 26.09.1955.
- 24 Trotsky, L., *El control obrero y la colaboración con la URSS*, chap. 14 dans *¿Y ahora? Problemas vitales del proletariado alemán*, 25.01.1932
- 25 Ibidem.
- 26 Mandel, E., *L'économie du néo-capitalisme*, 1964, dans *Essais sur le néo-capitalisme*.
- 27 8e Congrès, QI, avril 66.
- 28 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*. o.c.
- 29 Document européen, p. 25
- 30 Document européen, p. 26.
- 31 Document européen, p. 13.
- 32 Document européen, p. 18.
- 33 Mandel, E., Discours du 16 mai 1971 à Paris en hommage à la Commune de Paris, publié dans *Intercontinental Press*, vol.9, n° 25, p. 608.
- 34 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, 28.3.1935 (chap.2 du recueil *Où va la France ?*)
- 35 Ibidem.
- 36 Ibidem.
- 37 Mandel, E., *Workers under neocapitalism*, dans *ISR*, novembre - décembre 1968, p. 15.
- 38 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*, o.c., p. 3
- 39 Germain, E. et Knoeller, M., *La orientación estratégica de los revolucionarios en América Latina*, o.c., p. 13-14.
- 40 *Résolution sur l'Amérique latine*, 9e Congrès Mondial, novembre 1968, (BII n° 3 du SWP, octobre 1973, p. 11).
- 41 Ibidem, p. 12
- 42 Ibidem, p. 12
- 43 Ibidem, p. 12
- 44 Ibidem, p. 12
- 45 Ibidem, p. 9
- 46 Ibidem, p. 12
- 47 *Intercontinental Press*, 20.04.1970, p. 360.
- 48 Hansen, J., Assesments of the Draft Resolution on Latin America, février 1969 (BII n° 3 du SWP, octobre 1973, p. 33).
- 49 Hansen, J., *A contribution to the discussion on revolutionary strategy in Latin America*, juin 1970.
- 50 *Résolution sur l'Amérique latine*, 9e Congrès Mondial, o.c., p. 9
- 51 Ibidem, p. 9-10
- 52 Hansen, J., Assesments... o.c.
- 53 *Résolution sur l'Amérique latine*, 9e Congrès Mondial, o.c., p. 11.
- 54 Ibidem p.7
- 55 Hansen, J., Assesments...o.c. p.25.
- 56 *Résolution sur l'Amérique latine*, 9e Congrès Mondial, o.c., p.15.
- 57 Hansen, J., Assesments...o.c. p.34.
- 58 Trotsky, L., *El gran organizador de derrotas*, 15.04.1929.
- 59 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 10.
- 60 Trotsky, L., *El gran organizador...* o.c.
- 61 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 10.
- 62 Trotsky, L., *El gran organizador...* o.c.
- 63 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 12
- 64 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, Folletos de Bandera Socialista, No. 55, México.
- 65 Ibidem.
- 66 Ibidem.
- 67 Ibidem.
- 68 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 11.
- 69 Maitan, L., *La IVe Internationale et les problèmes majeurs de la révolution latino-américaine à l'étape actuelle*.
- 70 Dubois, J., *Fidel Castro*, Grijalbo, Buenos Aires, 1959, pp. 137-138
- 71 Ibidem, p.138.
- 72 Guevara, E., *Carta a Ernesto Sabato del 12 de abril de 1960*, dans *Claves políticas* de Ernesto Sabato, Alonso Editor, Buenos aires, 1972, p.90.
- 73 Ibidem, p.88).
- 2 Document européen, p. 42-43
- 3 Document européen, p. 43
- 4 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 235 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 18
- 6 Ibidem, p. 6
- 7 Mandel, E., *La théorie léniniste...*,
- 8 Ibidem, p. 6
- 9 Ibidem, p. 5 ; 8
- 10 Trotsky, L., *El ultimismo burocrático*, chap. 3 dans *¿Y ahora? Problemas vitales del proletariado alemán*, 25.01.1932-
- 11 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 28
- 12 Ibidem, p. 17.
- 13 Ibidem, p. 17.
- 14 Ibidem, p. 17.
- 15 Trotsky, L., *El ultimismo burocrático*, o.c.
- 16 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 17 Lénine, V.I., *Lettres sur la tactique*, avril 1917.
- 18 Document européen, p. 28
- 19 *Proyecto de tesis sobre la situación latinoamericana*, presentado al Comité Central del PRT-V.
- 20 *Los gobiernos latinoamericanos y la lucha revolucionaria*, Revista de America, n° 8-9, p. 10-11 (Ve Congrès du PRT-V.
- 21 Document européen, p. 25.
- 22 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 20.
- 23 Ibidem, p. 9.
- 24 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, 28.3.1935 (chap.2 du recueil *Où va la France ?*)
- 25 Trotsky, L. *Manifeste d'urgence (Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre*

## 6. Parti mandéliste ou parti léniniste ?

- 1 Document européen, p. 15-16

- impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale), 26.05.1940.
- 26 Lénine, V. I., *Le gauchisme : maladie infantile du communisme*, avril 1920.
- 27 Ibidem.
- 28 2e Congrès de l'Internationale Communiste, *Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne*, juillet 1920.
- 29 2e Congrès de l'Internationale Communiste, *Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'I.C.*, 19.07.1920
- 30 Trotsky, L., *Pour un manifeste de l'Opposition sur la révolution espagnole*, 18.06.1931.
- 31 Trotsky, L. *Classe, parti et direction. Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?* 1939.
- 32 Trotsky, L., *Problèmes de la révolution espagnole : la victoire est-elle possible ?*, dans *La Lutte ouvrière*, n° 44 et 45 (14 - 21 mai 1937)
- 33 Ibidem.
- 34 Trotsky, L., *La politique de Lénine*. Lettre à Harold R. Isaac, 25.02.1937
- 35 Trotsky, L., *Vers les masses*. Lettre au SI, 27.07.1936.
- 36 Trotsky, L., *La Ligue face à un tournant décisif*, juin 1934.
- 37 Ibidem.
- 38 Trotsky, L., *La révolution espagnole et les tâches de communistes*, 24.01.1931
- 39 Lénine, V.I., *Le gauchisme...* o.c.
- 40 Document européen, p. 42-43.
- 41 Germain, E., *En défense du léninisme*, § 23
- 42 Ibidem, p. 102.
- 43 Lénine, V.I., *Que faire ?*, février 1902, chap. 5.
- 44 Ibidem, chap. 3-d et chap. 3-c.
- 45 Trotsky, L., *Pour un manifeste de l'Opposition sur la révolution espagnole*, 18.06.1931.
- 46 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 47 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 63.
- 48 Ibidem. p. 79-80
- 49 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 50 Ibidem, p. 93.
- 51 Ibidem, p. 94.
- 52 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.
- 53 Trotsky, L., *Pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie*, Lettre au SI, 24.06.1931
- 54 Ibidem.
- 55 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 56 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 78
- 57 Ibidem, p. 52.
- 58 Ibidem, p. 53.
- 59 Trotsky, L., *Pour une stratégie pour l'action, non pour la spéculation*. Lettre aux amis de Vekín, 03.10.1932
- 60 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 61 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 62 Intervention d'un camarade de la direction de la Ligue Communiste française lors d'une réunion dans notre local, Compte rendu, archives du PST(A).
- 63 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 29.
- 64 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*, o.c., p. 55.
- 65 Lénine, V.I., *Que faire ?*, février 1902.
- 66 Camejo, cité par Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19.
- 67 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 17.
- 68 Camejo, cité par Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19.
- 69 Ibidem.
- 70 Trotsky, L., *El ultimatisimo burocrático*, o.c.

### 7. Des éléments révisionnistes dans les conceptions de Germain

- 1 Mandel, E., *Traité d'économie marxiste*.
- 2 Mandel, E., *La théorie léniniste...*, p. 2
- 3 Ibidem, p. 28
- 4 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*, o.c., p. 5.
- 5 2e Congrès de l'Internationale Communiste, *Thèse sur la tactique*.
- 6 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.
- 7 Trotsky, L., *Concernant les propositions du SAP*, décembre 1934.
- 8 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 85
- 9 Trotsky, L., *Le ILP et la nouvelle Internationale*, 04.09.1933.
- 10 Trotsky, L., *Un programme d'action pour la France*, juin 1934.
- 11 *Ce que veut la Ligue Communiste*, publication de la LC française.
- 12 Mandel, E., *Le débat sur le contrôle ouvrier*, o.c., p. 5.
- 13 Mandel, E., *Workers under neo capitalism*, ISR, novembre-décembre 1968, p. 12.
- 14 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.
- 15 Chen Bilan, *Guerrilla Warfare: The Lesson of China*, 31.07.1969 - BIL, n° 7, septembre 1970.
- 16 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 19
- 17 Ibidem.
- 18 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 19 Trotsky, L., *Discusiones con Trotsky sobre el programa de transición*, o.c., p. 54
- 20 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 21 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.
- 22 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 23 Trotsky, L., *Encore une fois, où va la France*, o.c.
- 24 Trotsky, L., *Trois conceptions de la Révolution russe*, août 1939.
- 25 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 26 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 17
- 27 Ibidem.
- 28 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 29 Ibidem.
- 30 Trotsky, L., *Manifeste d'urgence*. o.c.
- 31 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 17
- 32 *Thèses générales sur la question de l'Orient*, 4e Congrès de la IIIe Internationale, novembre 1922
- 33 Trotsky, L., *A la veille de la Seconde Guerre mondiale*, 23.07.1939.
- 34 Trotsky, L., *Le fascisme et les mots d'ordre démocratiques*, 14.07.1933.

- 35 Ibidem.
- 36 Trotsky, L., *Le développement inégal et combiné et le rôle de l'impérialisme étasunien*, 4.03.1933.
- 37 Trotsky, L., *Tâches et méthodes de l'Opposition de gauche*, décembre 1932.
- 38 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 16.
- 39 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 40 Trotsky, L., *Thèse sur le rôle mondial de l'impérialisme étasunien*, Congrès de fondation de la IVe Internationale, septembre de 1938.
- 41 Trotsky, L., *Manifeste d'urgence*, o.c.
- 42 (Trotsky, *La révolution chinoise*, 1938.
- 43 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 44 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 16.
- 45 Trotsky, L., *Le Programme de Transition*, 1938.
- 46 Trotsky, L., *La révolution permanente*, 30.11.1929.
- 47 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 16.
- 48 Ibidem, p. 76.
- 49 Ibidem, p. 75.
- 50 Ibidem, p. 80.
- 51 Ibidem, p. 83.
- 52 Ibidem, p. 80.
- 53 Ibidem, p. 81.
- 54 V.I. Lénine, Interventions au IIe congrès de l'Internationale

- Communiste – Rapport de la commission nationale et coloniale, 26.07.1920.
- 55 Ibidem
- 56 *Thèses générales sur la question de l'Orient*, o.c.
- 57 Trotsky, L., *Perspectives et tâches en Extrême Orient*, avril 1924
- 58 Ibidem.
- 59 Trotsky, L., *Sur la question mexicaine*, Congrès de fondation de la IVe Internationale, septembre de 1938.
- 60 Trotsky, L., *La question nationale en Catalogne*, lettre au S.I., 13.07.1931 ; *Lettre aux camarades de Madrid*, 17.05.1931.
- 61 Trotsky, L., *Thèse sur la question des Noirs*, 4e Congrès de la IIIe Internationale, novembre 1922.

#### **8. La tendance majoritaire est le principal danger**

- 1 Trotsky, L., *Les ultra-gauchistes en général et les incurables en particulier*, 28.09.1937
- 2 Trotsky, L., *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, 28.05.1931.
- 3 Lénine, V.I., *Le gauchisme...* o.c..
- 4 Germain, E., *En défense du léninisme...*, § 13
- 5 Secrétariat unifié, *Projet sur l'Europe*, 1969.
- 6 Frank, P., *Rapport sur l'Europe*, 1969.

## Glossaire

### **Allende**

Salvador Allende, élu président au Chili en 1970, menait une politique de nationalisations. Il fut renversé par le putsch de Pinochet en septembre 1973.

### **Alvarado**

Le général Juan Francisco Velasco Alvarado était arrivé à la présidence du Pérou par un coup d'Etat en octobre 1968, la « Révolution de forces armées ». En août 1975, il fut évincé par un autre général, Francisco Morales Bermúdez.

### **Argentinazo**

Voir cordobazo\*.

### **Bauer**

Otto Bauer succéda à Victor Adler comme direction du Parti social-démocrate autrichien à partir de 1918, et fut avec ce dernier le défenseur de « l'austro-marxisme », à l'origine en 1921 de l'Internationale « deux et demi », envisagée dans l'espoir d'unifier les Deuxième et Troisième Internationales.

### **Bonapartiste**

Napoléon Bonaparte, empereur français après la révolution de 1789, est

à l'origine de l'adjectif pour un type de gouvernement avec un pouvoir exécutif très fort, prétendant être au-dessus de la mêlée des différents partis.

### **Cannon**

James Patrick Cannon, dirigeant du Parti communiste des Etats-Unis depuis sa création en 1919, a rejoint l'Opposition de Gauche en 1928. Il est à l'origine de la création du SWP\* en 1937.

### **CGT**

La *Confederación General del Trabajo de la República Argentina* (CGT – Confédération générale du Travail de la République d'Argentine) fut fondée en 1930, suite à un accord entre différentes tendances syndicales et politiques pour constituer une Centrale unitaire et pluraliste. Après la Seconde Guerre mondiale, et en particulier après la victoire de Juan Domingo Perón dans les élections présidentielles de 1946, la CGT devint la colonne vertébrale du mouvement péroniste. En 1950 fut introduite une modification dans le préambule des Statuts de la CGT, revendiquant explicitement la « Doctrine péroniste ». Le noyau dur de la CGT était constitué autour de la

*Unión de Obreros Metalúrgicos* (UOM – Union des métallos), constituée en 1943 et dirigée depuis 1970 d'une main de fer par Lorenzo Miguel, le prototype du bureaucrate. En août 1957 se constitua dans le cadre de la CGT un regroupement de 62 *Organisations*, dans lequel, s'agissant « d'une organisation politico-syndicale qui regroupait les meilleurs éléments de la classe ouvrière » (chap. 4.1.), le parti de Moreno a fait de l'entrisme dans les années 1970.

### COB

La *Central Obrera Boliviana* (COB – Centrale ouvrière bolivienne) fut créée dans le cadre de la révolution bolivienne de 1952, où le pouvoir était aux mains des travailleurs, mais fut restitué finalement au MNR\* par la direction du mouvement (dont faisait partie le POR\*, de tradition trotskiste).

### Cordobazo

Une insurrection dans la ville de Cordoba, le 29 mai 1969, en pleine dictature, comme culmination d'un mois de grèves et d'assemblées syndicales, est entré dans l'histoire comme le *cordobazo*, en réalité, le « premier cordobazo ». Dans le texte, il s'agit d'un deuxième cordobazo, une grève avec une mobilisation très ample et des affrontements violents avec les forces de répression dans la même ville en mars 1971.

Le suffixe –azo représente en général un « coup » important concernant le mot ou il est apposé. Ce livre est connu parmi les militants comme le *morenazo*.

Le mot **argentino**, se réfère d'une certaine façon à un programme : il faut étendre le soulèvement de Córdoba, le cordobazo, à toute l'Argentine.

### Cortes

Le parlement en Espagne.

### ELN

L'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN – Armée de Libération nationale) fut créé par Che Guevara sur les rives du fleuve Ñancahuazú, au sud-ouest de Santa Cruz (Bolivie), en novembre 1966, deux ans après la défaite de l'*Ejército Guerrillero del Pueblo* (Armée de guérilla du peuple) dans la région de Salta (Argentine). Le Che fut capturé par les troupes du gouvernement le 8 octobre 1967 et assassiné le lendemain.

### ERP

Voir le PST\*

### Evian

Les Accords d'Evian\*, signés le 18 mars 1962, mirent fin à plus de sept ans de guerre en Algérie avec un armistice et l'ouverture d'une « période de transition » qui devait préparer un referendum concernant l'autodétermination. Ce dernier décida pour l'indépendance, le 5 juin de la même année.

### FAR

Les *Fuerzas Armadas Revolucionarias* (FAR – Forces armées révolutionnaires) étaient une sorte d'armée en exil, formée par un groupe d'officiers autour de Juan José Torres\*, exilés

au Chili après que le gouvernement de ce dernier fut renversé par le coup d'Etat de Banzer en août 1971. Les FAR constituèrent alors, avec le POR\* – Lora, le Parti communiste pro-Moscou, le PRIN\* de Lechín\* et l'ELN\* du Che Guevara, le *Frente Revolucionario Anti-imperialista* (FRA – Front révolutionnaire anti-impérialiste).

### FLT

La *Fracción Leninista Trotskista* (Fraction léniniste trotskiste) s'est constituée comme continuation de la *Tendencia Leninista Trotskista* (TLT – Tendance léniniste trotskiste), créée au sein de la IVe Internationale en mars 1973, dans le cadre de son 10e Congrès (janvier 1974). La TLT était formée principalement par le PST\* argentin et le SWP\* étasunien, pour organiser la défense contre les positions de Mandel, exposées dans le livre de ce dernier, *En défense du léninisme, en défense de la IVe Internationale* – janvier 1973. Entre 1975 et 1976, des divergences concernant la révolution portugaise et la guerre de l'Angola menèrent à la rupture entre le PST\* et le SWP\*.

### FRA

Voir FAR\*

### Frank

Pierre Frank était depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un dirigeant du Parti Communiste Internationaliste (PCI), la section française de la IVe Internationale. Son courant au sein du PCI était minoritaire, en compétition avec le courant majoritaire de

Lambert\*, jusqu'à l'exclusion de ce dernier en 1953. Frank a été membre du Secrétariat International de 1948 à 1979. Lors du 10e Congrès en 1973, il faisait partie de la Tendance majoritaire internationale (TMI) avec Ernest Mandel et Livio Maitan\*.

### González

Voir POR-C\*

### Hansen

Joseph Hansen était secrétaire de Trotsky lors du séjour de ce dernier au Mexique, et membre du Comité national du SWP\* de 1940 à 1975

### Kautsky

Karl Kautsky était un marxiste allemand, considéré pendant quarante ans comme le théoricien officiel du Parti social-démocrate (le SPD). Après la Révolution d'Octobre en Russie, il reprochait au pouvoir bolchevik d'être une dictature plus blanquiste que marxiste. Lénine (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* – 1918) et Trotsky (*Terrorisme et communisme* – 1920) l'accusaient de reprendre les théories des mencheviks.

### Kerenski

Kerenski, du parti des SR (Socialistes révolutionnaires), était ministre de la Justice dans le Gouvernement provisoire, formé après l'abdication du Tsar lors de la Révolution de février 1917 en Russie, et il en devint Premier ministre en juin 1917. Ce type de gouvernement – de Front populaire, bourgeois, avec la participation de

partis des travailleurs – a reçu plus tard l'adjectif de *kerenskiste*. Les bolcheviks rejetaient toute participation dans un gouvernement bourgeois, mais quand le général **Kornilov** préparait un putsch de droite contre ce gouvernement, en août 1917, les bolcheviks se sont rangés du côté de Kerenski, contre Kornilov, sur le plan militaire, sans pour autant cesser de critiquer politiquement le gouvernement de Kerenski. « *Appuyer notre fusil contre Kornilov sur l'épaule de Kerenski* » disait Lénine.

### **Kornilov**

Voir Kerenski\*.

### **Krivine**

Alain Krivine\*, membre des *Jeunesses communistes* en France depuis 1956, en fut exclu en 1966 quand on découvre qu'il était membre clandestin de la IVe Internationale depuis quelques années. Il participe alors à la fondation de la *Jeunesse communiste révolutionnaire* (JCR) et devint dirigeant de la Ligue communiste\* lors de la dissolution de la JCR dans celle-ci en 1969.

### **Lambert**

Pierre Boussel, alias Pierre Lambert, fut un des promoteurs d'un regroupement des trotskistes français dispersés pendant la guerre, qui mena en janvier 1944 à la création du Parti Communiste Internationaliste (PCI) comme section française de la IVe Internationale. Le courant de Lambert, majoritaire au sein du PCI, en fut exclu en 1953 pour s'être opposé à la stratégie

d'entrisme dans les partis communistes, défendue par la direction de Pablo\* et de Mandel. Il constitue alors avec le SWP\* étasunien le *Comité international de la Quatrième Internationale* (CIQI). Le CIQI éclate dix ans plus tard et Lambert constitue alors, en 1965, l'Organisation communiste internationaliste (OCI). En 1979, l'OCI s'unit pendant quelque temps avec le courant de Moreno, qui considéra plus tard que ce fut une erreur. (Voir N. Moreno, *La trahison de l'OCI*, 1982.) En 1981, le courant de Lambert s'est réapproprié le sigle PCI.

### **Lechín**

Juan Lechín Oquendo était un dirigeant de la COB\* depuis sa fondation en 1952, et ministre dans le gouvernement du MNR\* après la révolution de 1952. Voir le chap. 1.4.

### **Ligue**

La *Ligue communiste* en France, souvent citée simplement comme *la Ligue*, est née en 1969 de la fusion entre le *Parti communiste internationaliste* (PCI – jusqu'alors la section française de la IVe Internationale) et la *Jeunesse communiste révolutionnaire* (JCR), devenant alors la section officielle de l'Internationale. Elle a pris le nom de *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR) à partir de 1974 et elle éditait le journal *Rouge*. En 2009, la LCR s'est dissoute dans le *Nouveau Parti anticapitaliste* (NPA).

### **Livio**

Voir Maitan\*

### **Lora**

Voir POR\*

### **Maitan**

Livio Maitan (1923-2004), dirigeant de la section italienne de la IVe Internationale, fut élu comme membre de la direction internationale en 1951, puis réélu à chaque Congrès, jusqu'à sa mort. Lors du 10e Congrès en 1973, il faisait partie de la Tendance majoritaire internationale (TMI) avec Ernest Mandel et Pierre Frank.

### **MNR**

Le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR – Mouvement nationaliste révolutionnaire) est un parti politique bolivien, créé en 1942 sur la base d'une alliance de la classe moyenne et de secteurs ouvriers contre la « rosca », l'oligarchie des propriétaires des mines de zinc et des latifundia. Lors de sa victoire aux élections de 1951, une junte militaire s'opposa à son arrivée au pouvoir, ce qui déclencha le soulèvement des travailleurs des mines contre la rosca, la *Révolution bolivienne* de 1952 qui triomphe sur l'armée. Le pouvoir était aux mains des travailleurs et dans ce cadre se constitua la COB\*, mais la direction de la lutte, en particulier Lechín\*, opta pour le retour au pouvoir de Víctor Paz Estenssoro, le fondateur du MNR. Lechín\*, dirigeant de la COB\*, devint alors ministre des Mines et du Pétrole.

### **Moller**

Voir Vitale\*

### **MPLA**

Le Movimento Popular de Libertação de Angola (*Mouvement populaire de Libération d'Angola*) est né en 1956 pour combattre pour l'indépendance de la « Province d'outre-mer d'Angola » du Portugal. Après l'indépendance, acquise en novembre 1975, une guerre civile a opposé le MPLA à un autre mouvement de guérilla, l'UNITA (União Nacional pela Independência Total de Angola – Union nationale pour l'indépendance totale d'Angola), « payée par la CIA » selon le Prologue de ce livre, § 11.

### **OCAM**

L'*Organisation commune africaine et malgache*, issue en 1965 de l'Union africaine et malgache de coopération économique, est une organisation intergouvernementale regroupant des Etats africains, principalement les francophones.

### **OLAS**

L'*Organización Latinoamericana de Solidaridad* (OLAS - Organisation latino-américaine de Solidarité) fut créée en 1967 à Cuba, réunissant différents mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes qui sympathisaient avec la Révolution cubaine. Elle préconisait initialement la lutte de guérilla pour la libération du Continent, mais la mort du Che Guevara, quelques semaines après la Conférence, mit fin à cette ambition.

### **Onganía**

Le général Juan Carlos Onganía était le Commandant en chef de l'Armée argentine depuis 1963 et devint

Président de la République moyennant un putsch contre Arturo Umberto Illia en 1966. Une *Junta militaire* dirigée par le général Videla lui succéda en 1970.

### Ordre nouveau

Un groupe d'extrême droite en France

### Palabra Obrera

Le nom du Journal, utilisé comme nom du Parti, du courant de Moreno en Argentine entre 1957 et 1965. Voir PST\*

### Pablo

Michalis N. Raptis, alias Pablo, d'origine grecque, mais ayant vécu principalement à Paris, participa au Congrès de fondation de la IVe Internationale à Paris en 1938. En 1943, il regroupe trois groupes trotskistes français dans le *Parti communiste internationaliste* (PCI) au sein de l'Internationale et devient la figure centrale de l'Internationale, soutenu par Cannon\*. Après la guerre, convaincu de l'imminence d'une Troisième Guerre mondiale, il développe la stratégie de l'entrisme à long terme dans les Partis communistes, un point de vue qu'il essaye d'imposer aux différents partis de l'Internationale, y compris avec l'exclusion de tendances récalcitrantes, ce qui mène à une scission dans l'Internationale en 1953, quand les trotskistes étasuniens et britanniques et une partie des français rejettent le « pablisme » et constituent le *Comité international de la Quatrième Internationale* (CIQI). En 1961, Pablo devint Conseiller de Ben

Bella, le premier Président de l'Algérie indépendante. En 1963, le Secrétariat International de la Quatrième Internationale (SIQI) et le CIQI se réunifièrent, et Pablo disparaît des radars. A sa mort en 1996, son amitié avec le Premier ministre de la Grèce, le socialiste Andréas Papandréou qui avait été trotskyste dans sa jeunesse, lui valut des obsèques d'Etat dans son pays natal.

### POR-C

Le *Partido Obrero Revolucionario* (Parti ouvrier révolutionnaire) de la Bolivie est un parti de longue tradition trotskiste, qui participa activement à la Révolution de 1952 et eut un rôle important dans la création de la *Central Obrera Boliviana* (Centrale ouvrière bolivienne). Peu de temps après, une polémique concernant le MNR\* provoqua une scission en deux secteurs, dirigés respectivement par Guillermo Lora et Hugo González Moscoso. Lora, membre du POR depuis les années 1940 et élu député en 1947, voulait collaborer avec une aile gauche du MNR\* et commença en 1954 à éditer son propre journal, *Masas*. González, qui avait été chargé de la rédaction du premier Programme de Principes de la COB\* (un programme qui se prononçait pour un gouvernement ouvrier et paysan), était opposé à toute collaboration avec le MNR\*, voulait reprendre la guérilla pour expulser Banzer et publiait le journal *Combate*. Les deux secteurs sont depuis lors connus comme POR-Lora ou POR-Masas ou POR-M, et POR-Combate ou POR-C, respectivement. Vingt ans plus

tard, en 1971, González participa aux FAR\* avec l'intention de préparer la lutte armée contre Banzer. Il fut alors membre d'une délégation du FRA à Cuba pour demander le soutien de Fidel pour ce projet. Lors du coup d'Etat de Pinochet (11.09.1973), il s'exila en Belgique où il devint membre de la direction de la IVe Internationale.

### Posadas

Homero Cristali, connu par le pseudonyme J. Posadas, dirigeait le *Grupo Cuarta Internacional* (GCI – Groupe Quatrième Internationale) depuis 1947. Lors du 3e Congrès de la IVe Internationale, en 1951, son parti en Argentine, le *Partido Obrero Revolucionario Trotskista* (POR-T, Parti ouvrier révolutionnaire trotskiste) fut reconnu comme section argentine de l'Internationale, au détriment du courant de Moreno, qui avait adhéré à l'Internationale lors de son 2e Congrès en 1948 sous le nom de *Partido Obrero Revolucionario* (Parti ouvrier révolutionnaire) et devenait alors la section sympathisante. Posadas est resté avec Mandel et Pablo\* lors de la rupture de 1953. Il a quitté l'Internationale en 1962, avant la réunification de 1963-64.

### PRIN

Le *Partido Revolucionario de la Izquierda Nacionalista* (PRIN – Parti révolutionnaire de la Gauche nationaliste) fut fondé en Bolivie en 1963 par Lechín\*, dirigeant de la COB\*, comme une rupture à gauche du MNR\*.

### PRT

Voir PST\*

### PST

Le *Partido Socialista de los Trabajadores* (PST – Parti socialiste des Travailleurs) était le parti de Moreno lors de la polémique avec Mandel développée dans ce livre (1973).

Après la rupture en 1953, la IVe Internationale fut réunifiée en 1963 sous la direction du *Secrétariat unifié* (SU\*). Un an plus tard, le parti argentin dirigé par Moreno – connu alors par le nom de son journal, *Palabra Obrera* – y entre. Et en 1965, il s'unit avec un autre courant, le FRIP (Frente Revolucionario Indoamericano Popular – Front révolutionnaire indo-américain populaire), dirigé par Roberto Santucho, pour former le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT – Parti révolutionnaire des Travailleurs).

Toutefois, en 1968, Santucho, accompagné par plusieurs autres cadres du parti, adopte des positions foquistes (partisans du *foco*, le foyer de guérilla, isolé des masses), ce qui mène à la rupture. Les deux secteurs gardent le nom de PRT, et se différencient comme PRT-C et PRT-V selon le nom de leurs journaux respectifs, *El Combatiente* pour le courant de Santucho et *La Verdad* pour celui de Moreno. Suite à l'orientation guérillériste du 9e Congrès de la IVe Internationale en 1969, le PRT-C est reconnu comme section officielle et le PRT-V devient section sympathisante.

L'année suivante, Santucho fonde l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP



– Armée révolutionnaire du Peuple). Après l'échec de la guérilla, le courant de Moreno s'unit avec un autre courant, une rupture du Parti socialiste, pour former le PST, qui devient alors un des partis les plus importants de la IVe Internationale. Pour une brève histoire de la LIT-QI et du Parti de Moreno, voir [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be), onglet LIT-QI / Qu'est-ce que la LIT-QI ?

### SFIO

La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) représente l'unification d'un ample secteur du mouvement socialiste en France en 1905, une victoire de la tendance Jaurès, contre la politique coloniale et le nationalisme belliciste. Une divergence dans la SFIO concernant la guerre en Algérie mène à une rupture en 1958, avec la création du Parti socialiste autonome (PSA), qui fusionne en 1960 avec d'autres courants pour former le Parti socialiste unifié (PSU).

### SU

Après la rupture en 1953, la IVe Internationale a été réunifiée en 1963 sous la direction du *Secrétariat unifié* (SU). Le parti de Moreno y est entré un an plus tard. Voir le Prologue de ce livre, §8. En 2003, le SU est remplacé par un « Bureau exécutif » et un « Comité international ».

### SWP

En décembre 1937, des membres du *Socialist Party* (Parti socialiste), anciens membres de la *Communist League of America* (CLA – Ligue

communiste d'Amérique) et adhérents à l'Opposition de Gauche trotskiste, sont exclus du Parti. James Cannon\*, Max Shachtman et James Burnham fondent alors (avec d'autres) le *Socialist Workers Party* (SWP – Parti socialiste des Travailleurs). Shachtman et Burnham quittent le Parti en 1940, en désaccord avec Cannon et Trotsky concernant la défense de l'URSS. En 1953, le SWP, alors section étasunienne de la IVe Internationale, rejette la stratégie de Mandel et de Pablo\* d'entrisme dans les partis communistes et constitue, avec le PST\* argentin et d'autres, le *Comité international de la Quatrième Internationale* (CIQI). Lors de la Réunification de l'Internationale en 1963, suite à la Révolution cubaine, le SWP y participe, suivi un an plus tard par le PST. Dans la polémique lors du 10e Congrès de la IVe Internationale, en 1973, le SWP soutient Moreno dans la condamnation de la stratégie guérillériste.

### Torres

Juan José Torres, Chef de l'état-major de l'Armée bolivienne depuis 1967, devient Commandant en chef de l'Armée en 1970, sous le gouvernement d'Alfredo Ovando Candia. Il accède alors au pouvoir par un putsch préventif (pour éviter un putsch de droite contre Candia), soutenu par un mouvement populaire, et constitue un « gouvernement militaire de gauche ». Il est évincé en août 1971 par un putsch de droite, dirigé par Hugo Banzer, et part en exil où il constitue avec d'autres officiers les FAR\*. Pendant son court

mandat, il nationalisa des mines, augmenta le budget des universités et expulsa le « corps de paix » yankee.

### Union de la Gauche

L'Union de la Gauche était une alliance électorale en France, conclue en 1972 entre le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PCF) et le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) sur la base d'un « Programme commun de gouvernement », en vue de l'élection présidentielle de 1974 ou son candidat, François Mitterand, obtint 49,19 % au deuxième tour contre 50,81 % pour Giscard d'Estaing. Mitterand fut finalement élu président en 1981.

### Vitale

Luis Vitale et Edwin Moller étaient des dirigeants du POR\* qui ont joué un rôle important dans la Révolution de 1952 en Bolivie (voir le chap. 1).

### Yaoundé

La convention de Yaoundé (Cameroun) fut signée le 20 juillet 1963 entre la Communauté économique européenne (la CEE, alors composée de six pays) et dix-huit anciennes colonies africaines (y compris Madagascar) pour cinq ans, sur la base d'une liberté des échanges commerciaux et d'une « aide financière » des Six. Elle entra en vigueur le 1er juin 1964 (Yaoundé I) et fut renouvelée en 1969 (Yaoundé II).

## Table des matières

### Prologue de 1985 3

1. Nos origines 3
2. La IVe Internationale dans l'après-guerre 4
3. La discussion sur les nouveaux Etats ouvriers 5
4. L'impressionnisme de Mandel 6
5. Le « pablisme » 7
6. La trahison à la révolution bolivienne de 1952 8
7. Le Comité international 9
8. La réunification de 1963 10
9. La déviation guérillériste de Mandel 11
10. La capitulation face à l'avant-garde juvénile ultra-gauchiste 12
11. Notre rupture avec le SWP\* des Etats-Unis 13
12. Mandel capitule à l'eurocommunisme 14
13. La révolution nicaraguayenne divise le SU\* 16

### Introduction 19

1. Un critère objectif pour polémiquer 19
2. Le camarade Germain discute comme un avocat 20
3. Sur quoi devons-nous discuter ? 21

### 1. Bolivie, la clé de la discussion actuelle 23

- 1.1. Les prévisions de la majorité 23
- 1.2. L'ultra-gauchisme et le trotskisme face au danger fasciste 26
- 1.3. Tous les gouvernements sont-ils identiques ? 30
- 1.4. Notre section, face aux putschs 33
- 1.5. La véritable politique du POR-C\* 40
- 1.6. Comment façonner son propre échec 47
- 1.7. Des organismes artificiels contre des organismes des masses 53
- 1.8. Rien avec les masses, un tas de choses avec la bureaucratie et le réformisme. 56
- 1.9. Germain falsifie l'orientation du POR-C\* 58
- 1.10. Le FRA\* : un front avec la police et l'armée bolivienne 61
- 1.11. Moreno, conseiller du POR 68

### 2. L'Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits 77

- 2.1. Les faits démentent ce que dit Germain 77
- 2.2. Notre prétendue capitulation face à la fraude électorale et au gouvernement militaire 79
- 2.3. Avons-nous capitulé devant Perón ? 82
- 2.4. Une analyse dynamique du péronisme 83
- 2.5. Devions-nous nous présenter aux élections ? 88
- 2.6. La politique guérillériste de la majorité 94
- 2.7. Du guérillérisme au syndicalisme révolutionnaire ultra-gauchiste de la grève générale « en soi » 96
- 2.8. La section officielle rompt avec l'Internationale 99
- 2.9. La majorité trompe la base de l'Internationale 100

### 3. Le Document européen et la section française 103

- 3.1. L'Europe occidentale est-elle devenue une île ? 103
- 3.2. L'Europe occidentale a-t-elle cessé d'être impérialiste ? 107
- 3.3. Un document muet sur les colonies portugaises, le Vietnam de l'impérialisme européen 109
- 3.4. La section française face à l'impérialisme français et à l'europeéen 111
- 3.5. La campagne électorale 115
- 3.6. Dix commandements ou une seule politique correcte ? 117
- 3.7. Le programme pour les ouvriers immigrés 121

### 4. Deux trajectoires 123

- 4.1. La majorité falsifie notre histoire 123
- 4.2. Deux trajectoires concernant les grands événements internationaux. 130
- 4.3. La cause de tant d'erreurs 139

### 5. Les stratégies décennales 145

- 5.1. Théorie, stratégie et tactique 145

- 5.2. Le trotskisme a deux seules stratégies à long terme : la mobilisation des masses et la construction du parti 149
- 5.3. L'histoire de l'entrisme sui generis 153
- 5.4. Etait-ce une erreur de fonder la IVe Internationale ? 160
- 5.5. La Bolivie en 1952-55: pourquoi nous n'avons pas lutté pour le pouvoir 163
- 5.6. L'entrisme sui generis face aux putschs réactionnaires argentins de 1955 et aux gouvernements « gorilles » de 1955-58 169
- 5.7. La stratégie du contrôle ouvrier 175
- 5.8. Deux interprétations et deux politiques pour la grève générale de Mai '68 en France 178
- 5.9. La stratégie pour l'Amérique latine du 9e Congrès mondial 179
- 5.10. Nos réelles divergences concernant la lutte armée, à la lumière de quatre exemples. 185

### 6. Parti mandéliste ou parti léniniste ? 193

- 6.1. La nouvelle nature de nos partis 193
- 6.2. Une analyse avant-gardiste et stratégeste 205
- 6.3. Lénine et Trotsky, concernant l'orientation des partis communistes et trotskistes 217
- 6.4. Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation 221
- 6.5. Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masses 232
- 6.6. « Initiatives révolutionnaires » du parti ? 245
- 6.7. Une conception superstructurelle et subjective du front unique 254
- 6.8. Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique 258
- 6.9. Revenons au parti léniniste-trotskiste 263

### 7. Des éléments révisionnistes dans les conceptions de Germain 271

- 7.1. Mandel et Germain transforment les prémisses objectives de la révolution socialiste en prémisses subjectives 271

- 7.2. Une interprétation phénoménologique du Programme de Transition 279
- 7.3. Germain remet en cause la révolution permanente dans les pays avancés 289
- 7.4. Germain révisé la théorie de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux 301
- 7.5. Germain révisé la conception marxiste concernant les mouvements nationalistes des nationalités opprimées 309

### 8. La tendance majoritaire est le principal danger 323

- 8.1. Nous connaissons d'avance la réponse de Germain 323
- 8.2. La crise de notre Internationale est la crise de sa direction 326

### Références 335

- Prologue 336  
Introduction 336
1. Bolivie, la clé de la discussion actuelle 336
  2. L'Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits 338
  3. Le Document européen et la section française 338
  4. Deux trajectoires 339
  5. Les stratégies décennales 339
  6. Parti mandéliste ou parti léniniste ? 341
  7. Des éléments révisionnistes dans les conceptions de Germain 343
  8. La tendance majoritaire est le principal danger 344

### Glossaire 345

